

ALAIN LÉGER

# Les Indésirables

## L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais



**Le Croît vif**  
Collection Documentaires

ALAIN LÉGER

# LES INDÉSIRABLES

L'histoire oubliée des Espagnols  
en pays charentais

1<sup>re</sup> édition, Le Croît vif, Paris, novembre 2000

Format 15,6 x 24 cm

Édition revue, corrigée et augmentée

Mise en ligne : 18 octobre 2020.

Dernière modification : 28 mars 2021

[www.entreprises-coloniales.fr](http://www.entreprises-coloniales.fr)

© Alain LÉGER, 2020-2021  
alain.y.leger@wanadoo.fr

## Table des matières

### PREMIÈRE PARTIE

*1936 - 1938*

I - Premières vagues	6
II - Georges et Jérôme	19
III- International	21
IV - Indésirables	25

### DEUXIÈME PARTIE :

*Janvier-août 1939*

V - La <i>retirada</i>	31
VI - La dispersion	37
VII- La Combe-aux-Loups	40
VIII - Une hospitalité oubliée	45
IX - Privilégiés	49
X - L'hospice-la-vertu	54
XI - Un trou à Argelès	56
XII - « En prison »	61

### TROISIÈME PARTIE :

*La drôle de guerre*

XIII - D'un château l'autre	67
XIV - Les oubliés de l'aérodrome	87
XV - Le pire des camps	92

### QUATRIÈME PARTIE :

*L'Occupation*

XVI - La débâcle	96
XVII - Le piège	101
XVIII - Le beau Danube bleu	111
XIX - W.H. - W.L.	114
XX - Barbarossa	122
XXI - <i>Haut les cœurs !</i>	132
XXII - Que d'os !	138
XXIII - La route de l'Espagne	146
XXIV - <i>Spanisch Gut !</i>	151
XXV - Maquis	162
XXVI - Fumanchu	172

### CINQUIÈME PARTIE :

*L'après-guerre*

XXVII - Trop maigre	184
XXVIII - Les rouges et les noirs	193
XXIX - Travaux	199
XXX - Paco-le-Simple	201
XXXI - Partir	205
XXXII - Autres temps...	208
XXXIII -La famille Hernández	211
XXXIV - Retours	213

XXXV - Le foyer	216
XXXVI - Fortian	222
XXXVII - Le pire des racismes ?	223
XXXVIII - <i>J'ai brûlé ma vie</i>	225

#### ADDENDUM (2010)

Les réfugiés espagnols en Charente	233
------------------------------------	-----

#### ANNEXES

1 - Ruelle 1939 : hébergement des réfugiés espagnols par des particuliers	249
2 - Liste des réfugiés S.E.RE. de Cognac (août 1939)	260
3 - Accumulation d'erreurs sur la déportation des Espagnols	264
4 - Composition de la liste du convoi d'Angoulême	269
5. - Les Espagnols vus par <i>La Charente</i> , d'Angoulême (1936-1941)	272
6. - Les Espagnols vus par <i>L'Écho</i> , d'Angoulême (1942-1944)	316
7. - Les nomades au camp des Alliers vus par <i>La Charente</i> (1941) et par <i>L'Écho</i> , d'Angoulême (1942-1944)	335
Bibliographie	349
Remerciements	352
Index des personnes citées (liste des pseudonymes)	354



*1<sup>re</sup> PARTIE :*  
*1936 - 1938*

*Le 25 décembre 1936 — on voudra bien méditer sur le choix de la date —, la Généralité de Catalogne adoptait un décret rendant l'avortement libre et légal. (...) Au-delà de cette mesure vraiment révolutionnaire, les législateurs catalans entrevoyaient un avenir où la diffusion populaire des recours anticonceptionnels donneraient un caractère moins exceptionnel à l'avortement. Cet exemple ouvre des perspectives vertigineuses sur ce qu'aurait été un État anarcho-communiste de l'autre côté des Pyrénées (Robert Cassagnau, *À l'Est de Saint-Sébastien 1936*. France-Empire, 1966, p. 243).*

## I PREMIÈRES VAGUES

« Madrid, Madrid ! Ici Tétouan ! » La rébellion des *nationaux* éclate au matin du 18 juillet 1936. Elle espère un succès rapide et ne vise que des objectifs limités de rétablissement de l'ordre. Elle mettra près de trois ans pour vaincre, prendra des allures de croisade et, si l'on veut bien oublier les coups portés par le Japon à la Chine, se transformera par le jeu des interventions extérieures en premier acte de la Seconde Guerre mondiale.

Puissants au sud où ils s'emparent de l'Andalousie, les putschistes n'obtiennent dans le nord que des succès limités autour de Burgos. De là, le général Mola cherche à isoler le Pays basque de la France. Des navires de guerre soutenus par des bombardiers italiens ouvrent le feu le 17 août sur San Sebastian et Irun. Des milliers de réfugiés passent la frontière.

Le 25 août, veille du début de l'assaut terrestre, le préfet Cumonge demande au maire de Cognac s'il dispose de locaux libres : « Aucun, répond Paul Firino-Martell. À quel prix pourrait-on en louer ? » Le 4 septembre, un convoi de trois cent soixante-et-onze réfugiés débarque à Angoulême. Des femmes, des enfants, des vieillards. Comme les républicains tiennent toujours Madrid, Valence et Barcelone, la plupart des hommes valides ont eu à choisir entre le rapatriement en zone insurgée ou en zone républicaine. Où loger ceux qu'on n'appelle pas encore des *personnes déplacées* ?

Dans *Les Illusions perdues*, Balzac a décrit Angoulême scindée entre le plateau et la vallée. En haut, la Noblesse et le Pouvoir. En bas, le long de la rive gauche de la Charente et de la grand-route Paris-Bordeaux, le faubourg de L'Houmeau : le Commerce et l'Argent <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> C'est à Angoulême, après avoir reçu la Touvre, deuxième résurgence française, que la Charente commence à ressembler à un fleuve. Elle s'écoule vers Jarnac, où l'influence des marées devient sensible, traverse Cognac et Saintes avant de prendre en écharpe Rochefort où Colbert avait établi un arsenal pour donner à la France une Marine digne de sa grandeur, assez loin de l'embouchure protégée par l'île Madame et l'île d'Aix pour échapper aux incursions anglaises ou espagnoles. D'Angoulême lui parvenaient entre autres les canons de Ruelle et la poudre.



L'usine Weiller et ses arcades sur la rive droite de la Charente, en aval du pont de Saint-Cybard

Dans les années 1840, un juif alsacien, Victor Weiller, a monté une tréfilerie spécialisée dans les tamis métalliques pour le séchage de la pâte à papier sur la rive droite, juste en aval de l'unique pont qui conduit vers le quartier de Saint-Cybard et au-delà vers Saintes ou La Rochelle. En 1872, il a été rejoint par un neveu de Sélestat, Lazare Weiller, peu désireux de demeurer sous la coupe allemande. En 1888, récemment converti au catholicisme, Lazare s'est présenté lors d'une législative partielle contre une étoile montante du nationalisme, Paul Déroulède. Fils d'un avoué angoumois, blessé en 1871 dans les rangs versaillais, Déroulède appelle inlassablement à la revanche contre la Prusse dans des vers de mirliton et à la tête de sa Ligue des patriotes, d'abord républicaine, bientôt boulangiste et antidreyfusarde. Battu par le bonapartiste Étienne Gellibert des Seguins, Déroulède prend sa revanche l'année suivante mais le coup d'État qu'il tente en 1899 échoue lamentablement et lui vaut d'être expulsé pour dix ans en Espagne. Fixé à San Sebastian, il bénéficie d'une amnistie en 1906 et se représente (en vain) à Angoulême, avec comme responsable de campagne Édouard Dubuc, ancien chef de la Jeunesse antisémite. Il meurt en janvier 1914, peu avant l'élection en mai de son ancien adversaire Lazare Weiller, et avant la revanche tant attendue contre l'Allemagne.

L'heure est à l'Union sacrée et, quoiqu'élus sous l'étiquette gauche démocratique, Weiller n'hésite ni à célébrer le défunt poète, ni à militer activement pour la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican. Mais ses recherches sur la conductibilité du bronze silicieux, puis ses affaires industrielles et financières l'ont éloigné d'Angoulême<sup>2</sup>. Aux législatives de 1919, il refuse de se présenter pour l'Entente républicaine (centre gauche). Second de la liste clemenciste menée par Poitou-Duplessy, il

<sup>2</sup> Dès 1883, Weiller a créé une tréfilerie en Basse-Seine, embryon de ce qui est devenu en 1901 les Laminoirs et tréfileries du Havre. Mis en difficulté par la chute des cours du cuivre, il n'en a gardé que 10 % et a continué d'en percevoir des royalties mais a cédé leur présidence à Eugène Étienne, député gauche démocratique d'Oran, plusieurs fois ministre, qui l'avait coopté en 1892 au Conseil supérieur des colonies, et qui était déjà président de la Compagnie générale des omnibus — future S.T.C.R.P., puis R.A.T.P. —, grande cliente des L.T.H.. Les L.T.H. se hissèrent rapidement au rang de petite multinationale avec la création de deux usines en Italie avant la Grande Guerre et de deux pendant. Cf. Marc Lagana, *À propos de l'interdépendance des milieux d'affaires et des milieux politiques : le cas des Tréfileries et laminoirs du Havre de 1901 à 1918* in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1979, n° 242-243, p. 68. Après fusion avec Coframet, les L.T.H. sont devenus Tréfimétaux, société qui a été vendue en 1987 par Péchiney à l'Italien S.M.I.

D'autre part, chargé en 1901 par Waldeck-Rousseau d'une mission officielle aux États-Unis, Weiller y a acquis quelque temps après la licence du taximètre et a lancé successivement la Société générale des compteurs de voiture (1904), puis la Compagnie générale des automobiles de place (1905) — actuels Taxis G7 — qui a aussitôt multiplié les filiales à l'étranger. Il a aussi parrainé les premiers records des frères Wright en France, investi dans la construction aéronautique et le transport aérien, et s'est intéressé à la télégraphie sans fil.

est battu par James Hennessy qui totalise pourtant 4.000 voix de moins que lui. Élu en janvier 1920 sénateur du Bas-Rhin, il dénonce, en septembre suivant, l'encombrement de l'Alsace par de « nombreux éléments [allemands] indésirables. »

En 1930, la famille cède la société Victor Weiller à la Compagnie générale d'électricité qui a poursuivi l'activité feutre<sup>3</sup> mais n'a pas tardé à transférer la production de tamis métalliques à Rai-Tillières dans l'Orne, laissant de ce fait l'usine de Saint-Cybard libre pour l'accueil de nos Espagnols.

Les conditions de confort y sont rudimentaires. À chaque réfugié, l'intendance militaire fournit deux couvertures, un sac de couchage et une enveloppe de paille. Au camp de La Braconne, des matelas de crin ont été indûment chargés dans des camions : l'armée en réclame aussitôt restitution.

Heureusement, dès le lendemain de l'arrivée des 371, de *modestes commerçants et travailleurs* ont constitué un comité de secours. Bien que son trésorier, Biget, soit un délégué cégétiste, le comité se déclare étranger aux considérations d'ordre politique et se proclame purement humanitaire<sup>4</sup>. Le préfet Cumonge accepte le 9 septembre d'assurer la présidence d'honneur et de centraliser les dons en argent. L'une des premières initiatives du comité est l'achat de linge spécial pour dames, de deux fers à repasser électriques, d'aiguilles et de fil.

Cet apolitisme que revendique le comité de secours vise à surmonter les divergences d'appréciation sur la situation espagnole jusque dans les rangs de la gauche. En Charente, si le Front populaire vient de remporter quatre des cinq sièges à l'Assemblée nationale, trois sont détenus par des radicaux et le quatrième par René Gounin, rallié au Parti socialiste de France de Marcel Déat<sup>5</sup>. Ce dernier, après avoir battu en 1932 Jacques Duclos dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, vient d'être défait par un militant communiste inconnu, Adrien Langumier<sup>6</sup>. Dès le 6 septembre, Déat et Gounin prennent position dans *Le Cri charentais* en faveur d'une stricte neutralité. En face, le député conservateur Jacques Poitou-Duplessy, chef de file du parti de l'ordre, dont la fille aînée est entrée en religion, a retrouvé son siège après avoir été battu lors d'un précédent scrutin. De retour d'Espagne en janvier 1937, il n'hésitera pas à prôner un soutien à la *véritable croisade anticommuniste* du général Franco<sup>7</sup>. Au contraire, les communistes constituent un Comité d'aide à l'Espagne républicaine<sup>8</sup> alors que le Syndicat des instituteurs collecte des fonds pour son pupille, Julio Nosti Navas, orphelin d'un collègue, en diffusant une carte à son image<sup>9</sup>.

L'état sanitaire des 371 est plutôt bon puisqu'au 10 septembre, six personnes seulement sont hospitalisées, la plupart pour des maux sans gravité. Chaque jour, des infirmiers des hôpitaux se rendent à l'usine pour effectuer des pansements. La grande préoccupation des autorités est de procéder à la vaccination antivariolique mais l'administrateur des hôpitaux, Renon, se heurte à des résistances : une quarantaine seulement de réfugiés a accepté de se doucher, d'autres prétendent être déjà vaccinés, un médecin réclame des contrôles d'albumine préalables. Renon sollicite l'autorisation de passer en force mais le préfet se défousse prudemment sur la mairie à qui incombe le contrôle sanitaire : elle

---

<sup>3</sup> Qu'elle apporta en 1966 à la Cofpa. Une autre usine située dans le quartier Saint-Martin fut réoccupée par une fabrique de cartes postales, puis par les ateliers municipaux. Quant au château, il fut vendu aux enchères en 1950 et servit de clinique jusqu'en 1980 : c'est là qu'est né le fils du dernier survivant des Brigades internationales en Charente, ignorant tout de l'histoire des lieux.

<sup>4</sup> Ses animateurs étaient : Louis Rivière, président, l'un des piliers de la Libre pensée en Charente, fort hostile à la politique communiste de main tendue aux catholiques ; Joseph Lavau, secrétaire ; Mmes Lavau et Duprat, MM. Maurice Laurençon, Désiré Bernardeau, le cafetier Joubert, Alexandre Boutant et Arceluz, membres-commissaires. C'est à tort que dans *La C.G.T. en Charente*, Guy Hontarrède attribue les secours aux réfugiés au Comité d'aide à l'Espagne.

<sup>5</sup> Né en 1898 dans le Manslois, René Gounin fait l'École normale d'Angoulême et exerce pendant un an le métier d'instituteur avant de se consacrer à l'agriculture. En 14-18, il s'engage, devient sous-officier, est blessé lors du passage du canal du Nord et repart au combat dans les Vosges. Président de la section de Montignac-Charente de la Ligue des droits de l'Homme, il représente la S.F.I.O. lors des législatives de 1924 sur la liste Cartel des Gauches conduite par Jean Hennessy. Élu député en 1928, il quitte la S.F.I.O. en novembre 1933 pour suivre Marcel Déat (d'après *La Vie charentaise* du 25 avril 1924, et Guy Hontarrède, *Dictionnaire de la Résistance en Charente*, à paraître).

Boursier au lycée de Nevers, puis élève d'Alain à Henri IV, Déat était sorti de Normale sup' agrégé de philosophie. Capitaine en 1914, gazé sur le front, il met au point avec Henri Moysset une édition complète des œuvres de Proudhon. Député de la Marne, puis (1932) du XX<sup>e</sup> arrondissement, il est fasciné par le dynamisme hitlérien et prêche pour y résister un État fort, une planification économique et une alliance du prolétariat avec les classes moyennes. Il se voit confier début 1936 le ministère de l'Air dans l'éphémère ministère Sarraut. Surpris par la remilitarisation de la Rhénanie, il prône la passivité.

<sup>6</sup> Voir Mosco, *Mémoires d'Ex. Le P.C.F. de 1920 à 1989* (Ramsay, 1991, 214 p.).

<sup>7</sup> Aviateur en 14-18, Poitou-Duplessy avait reçu la croix de guerre et trois citations. Il était membre au Parlement des députés mutilés et de la commission de révision des marchés de la guerre.

<sup>8</sup> Président : Émile Peignaud, imprimeur communiste route de Bordeaux. Trésorier : Coronat, fonctionnaire du Trésor et déjà trésorier de la C.G.T.

<sup>9</sup> Archives G. Hontarrède.

rémunère un médecin, le docteur de Fontguyon, qui effectue des visites quotidiennes à l'usine et s'occupera des vaccinations.

L'accès à l'usine Weiller est dans un premier temps interdit aux Angoumoisins mais deux membres du comité se tiennent en permanence aux issues et une liste des présents a été dressée : si la personne demandée est là, le visiteur est autorisé à s'entretenir avec elle à l'entrée. Jacques Roig, né à Cognac de parents espagnols, va sur ses dix-huit ans. Il se rend sur place avec quelques copains pour voir de quoi il retourne mais n'y revient pas : « À l'époque, plaide-t-il, on ne comprenait rien à cette histoire de guerre. » Des réfugiés qui débarquèrent par la suite, il a encore moins idée. En septembre 1936, seule une douzaine de particuliers propose des emplois ou des hébergements. Parmi eux, un tailleur de pierres d'Almería, Vincent Campos, venu en France après la Grande Guerre avec un contrat de cinq ans des Monuments historiques pour participer à la réfection de divers édifices, dont la cathédrale de Reims. Son épouse ayant refusé de le suivre en Amérique du Sud et lui de rentrer en Espagne, il a travaillé ensuite comme tâcheron à la jetée ferroviaire sur la baie de Mimizan (Landes), puis est venu en 1928 à La Couronne où il a construit tous les escaliers extérieurs de la cité Lafarge. Fixé en 1934 à La Petite Trésorière de Ma Campagne avec ses six enfants, il s'offre à héberger une payse, Irène Mumilla, vingt-sept ans, « dans le temps que les affaires de la Révolution Espagnole soit rangées ». Quelques mois plus tard, ayant localisé son fiancé en Espagne par l'intermédiaire de la Croix Rouge, elle le rejoindra.

Le préfet rejette les offres d'emploi au motif qu'il ne dispose pas d'instructions et qu'on ne manque pas de chômeurs français. Il informe que les offres d'accueil doivent être visées par les maires et approuvées par lui-même après enquête de la Sûreté. Les avis favorables de celle-ci sont motivés par des considérations du genre : *N'affiche pas ses opinions politiques*. Si le réfugié est mineur, il faut une demande écrite de ses parents.

Dès le 8 septembre, la dispersion commence dans les cantons <sup>10</sup>. Les maires concernés sont avertis par lettre qu'ils auront à recevoir à telle date tant de réfugiés munis de leur literie, et ce *sur décision préfectorale*, ce qui semble indiquer qu'on est passé outre l'avis des municipalités. Pour autant, le sous-préfet de Cognac, Amand Charles, accusant le 12 septembre réception de réfugiés dans son arrondissement <sup>11</sup>, n'hésite pas à se plaindre d'avoir dû accueillir sans préavis six hommes jeunes, valides, pleins de santé, qu'il a fallu loger au dépôt avec des femmes et des enfants. Annonçant qu'il va les évacuer à Triac-Lautrait, il réclame expressément le refoulement de ces *indésirables*.

Cet afflux ne laisse pas d'inquiéter les milieux bien-pensants. C'est le cas de Raymond Lécuyer, reporter à *L'Illustration*, qui part de Paris pour Bayonne avec la conviction « que l'invasion de notre territoire par des milliers de partisans du *Frente popular* p[eu]t entraîner de graves inconvénients d'ordre politique ». Il est vite rassuré. Selon lui, les milieux populaires français auraient constaté que les réfugiés étaient plus terrorisés par la crainte des « extrémistes pillards et incendiaires [que par les représailles des] nationaux. » Surtout, il a relevé le décalage entre les mentalités : « Les anarcho-communistes (*sic*) de l'autre côté des monts et les radicaux plus ou moins socialisants de ce côté des Pyrénées, lorsqu'ils emploient les mêmes mots, ne leur donnent pas le même sens. » Et de citer l'exemple des pêcheurs d'Orio un peu décontenancés que leurs collègues de Saint-Jean de Luz n'aient que très faiblement fait écho à leurs poings levés et à leurs vivats cordiaux.

---

<sup>10</sup> 24 à La Couronne et 9 à Ruelle en périphérie d'Angoulême; 10 à Rouillac, 8 à Mansle, 30 à Ruffec, 15 à Confolens et La Rochefoucauld, 13 à Chasseneuil. À Ruffec, des témoins se souviennent encore de la famille Retegui accueillie au lieu-dit Madanville à Condac et soutenue par l'instituteur Gavallet (Renseignements Henri Gendreau).

<sup>11</sup> 19 à Barbezieux, 30 à Jarnac, 14 à Cognac, d'autres à Châteauneuf.



Réfugiés cantonnés à Barbezieux dans les dépendances  
d'un ancien hôpital  
(Photo Raymond Lécuyer, *L'Illustration*, 10 octobre 1936)

Néanmoins, la psychose du rouge est tenace. D'Orléans, Lécuyer redescend en Charente : « On m'avait assuré qu'à Barbezieux, les réfugiés étaient installés dans l'ex-sous-préfecture, c'est-à-dire l'ancien château des seigneurs de l'endroit. L'idée que des fugitifs du *Frente popular* dormaient entre ces lambris aristocratiques avait excité mon imagination.

« La réalité était moins piquante. La municipalité locale, qui avait promptement senti que la population n'était pas enthousiasmée par cette arrivée d'étrangers, avait cantonné ses hôtes dans un cadre moins impressionnant. Ils campent non pas dans le vieux château des marquis de Barbezieux, mais dans une dépendance d'un ancien hôpital dont l'architecture, d'ailleurs, est intéressante. Ils occupent modestement des lits rudimentaires dans une vaste pièce qui fut salle de gymnastique. Le ci-devant hôpital est planté sur un promontoire au sommet de la ville. Les réfugiés sont donc au bon air et quasi isolés.

« Il y avait là de jolis bambins, de charmantes fillettes, quelques mères de famille paisibles. L'une d'elles était veuve d'un douanier tué pendant les récents combats. Les enfants jouaient sur l'esplanade qui s'étend devant leur logis provisoire, les femmes travaillaient, un pauvre vieillard toussait en dormant.

« Je ne devais pas retrouver la même atmosphère de mélancolique sérénité en arrivant à Saint-Cybard, faubourg ouvrier d'Angoulême. Là, dans une petite usine désaffectée, a été logée une poignée de réfugiés. Dès que j'approchai, des papiers collés sur l'un des piliers de la grille attirèrent mon attention : deux grandes affiches manuscrites et une feuille de papier machine à écrire. Les deux affiches émanaient d'un comité de secours d'urgence aux réfugiés espagnols. L'une était un appel à la générosité publique. Le comité demandait des jouets pour les enfants, des pantalons pour les hommes et les femmes (*sic*), du vin, non prévu dans le menu des réfugiés. Il se flattait d'avoir obtenu pour ces

derniers l'autorisation de sortir librement en ville. L'autre avis rappelait que les dons seraient reçus à l'entrée du centre où deux membres du comité se tenaient en permanence <sup>12</sup>. »

Que monsieur Lécuyer se rassure. Avant même qu'il ne monte son expédition zoologique sur la piste des fauves rouges, les rapatriements ont commencé. Le 8 septembre, quatorze réfugiés de Cognac sont renvoyés à Hendaye. En octobre, il ne reste à Cognac qu'un certain Ibañez, vingt-sept ans, qui prétend risquer d'être fusillé par les deux partis. Au milieu du mois, François Nouel, maire républicain de gauche de Barbezieux, se montre impatient de connaître la date du départ de ses réfugiés : il en est débarrassé dans les semaines suivantes.

Au 31 décembre, sur les 447 arrivants, 421 ont déjà été rapatriés, dont au moins 130 vers la Catalogne, parfois au bout de quelques jours <sup>13</sup>.

En cette fin 1936, une évolution peu conforme aux clichés se dessine. Les nouveaux arrivants sont des hommes et nombre d'entre eux fuient la zone républicaine, soit par sympathie franquiste, soit par refus de combattre <sup>14</sup>. Le Pape en reçoit 600 à Rome <sup>15</sup>.

Le 31 décembre, les réfugiés quittent les locaux Weiller pour laisser place à la société parisienne Luxor <sup>16</sup>. En conséquence, un nouveau refuge est installé sur le plateau dans l'ancienne fonderie Fourcheraud, place de la Gendarmerie, derrière la cathédrale.

Albert Simonet, aujourd'hui retraité à Angoulême, s'inquiète devant les premières victoires fascistes mais ne manque pas d'optimisme. Il vogue encore sur la vague des victoires ouvrières de Juin 36 et croit fermement qu'il pourra les exporter outre-Pyrénées. Né en mars 1914 à Périgueux, il a connu une jeunesse sans histoire dans une famille cheminote de trois enfants. On en retiendra un certificat d'études *sans mention*. et surtout des apprentissages — à l'École supérieure professionnelle ; chez Bourand-Lachaize (forge, grilles, sertisseuses) comme fraiseur ; chez son oncle Pomarel, à Bergerac, comme électricien ; chez le constructeur automobile Motobloc, rue des Vivants à Bordeaux-Bastide, comme tourneur — qui lui ont donné une indéfectible confiance en lui. En 1933, il a devancé l'appel et s'est retrouvé mécanicien au sol sur Potez au 37<sup>e</sup> d'aviation basé au camp Cazes, sur les hauteurs de Casablanca. Au terme de ses deux ans, il a songé à s'engager. L'armée lui a plu. Il a découvert l'humanité dans les chambrées de quarante hommes et a vu du pays comme il le souhaitait <sup>17</sup>. Mais les brimades et les jours de cabane (278 ou 378, il ne sait plus très bien) lui sont restés en travers de la gorge. Contraint de ramasser des allumettes grillées qu'un sergent jetait à mesure derrière lui, il l'a frappé et n'a été sauvé du conseil de guerre et de Biribi (les bataillons

---

<sup>12</sup> *L'Illustration*, 10 octobre 1936. Ce papier n'est pas repris dans la sélection d'articles de *L'Illustration* sur l'Espagne récemment rééditée. Au demeurant, gardons-nous de considérer que la presse vaut sondage d'opinion.

<sup>13</sup> Tels les dénommés Albiso, Aristizabal, Jauregui et Bengecha arrivés à l'usine Weiller le 23 décembre en provenance d'Hendaye et repartis le 29 sur Port-Bou.

<sup>14</sup> Ainsi le 30 décembre, 17 hommes arrivent à Angoulême : 4 sympathisants du *Frente popular* qui demandent à rejoindre Barcelone, 6 ecclésiastiques et leur jardinier en provenance de Bourg-Madame *via* Orléans (l'Église les accueille au grand séminaire, 226, route de Bordeaux) et 6 autres pro-franquistes âgés de dix-neuf et quarante-sept ans, dont 4 sont bientôt rapatriés par Hendaye.

<sup>15</sup> Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, 1964, p. 364.

<sup>16</sup> Cette opération de décentralisation fut accomplie en février 1937 dans le cadre d'un vaste repli pour raisons militaires qui se traduisit en outre par l'installation d'une usine de batteries S.A.F.T., d'abord sur le plateau, puis dans des locaux neufs à Saint-Cybard. Plusieurs Espagnols y travailleront après guerre.

Fabricant de lumières et catadioptrés pour deux-roues ainsi que de lanternes à huile pour les colonies, la société Luxor employait 150 salariés en 1950. Elle n'en avait plus que la moitié en 1988 lorsqu'elle céda 35 % de son capital à la société U.L.O. de Stuttgart et déménagea vers la Z.I. des Agriers. Elle a été absorbée fin 1996 par la compagnie équipement automobile A.X.E. Sintex de Villemoisson-sur-Orge.

<sup>17</sup> Son frère aîné, Henri (1910), entama une carrière d'instituteur qu'il poursuivit comme professeur à Madagascar et directeur du port de Diego-Suarez. Sa sœur cadette, Marie-Rose dite Mizot (1926), devint professeur d'anglais.



disciplinaires) — mais pas de la boule à zéro et de la pelote<sup>18</sup> — que par la bienveillance du commandant Brumelot. Heureusement, il était *roi-carotte*, rentrait des seaux pleins à ras bord de pinard au lieu d'eau et savait comment sortir durant les nuits glaciales pour aller boire du vin chaud dans un bistrot de la rue Mazagan. Au surplus, comme il était beau gosse, on le libérait dans les grandes occasions pour le placer au premier rang, quand défilaient aussi les zouaves dont il se demande bien pourquoi on les appelait les gonzesses de Lyautey ! Il a eu le temps de fréquenter le Mellah sans savoir que c'était le quartier juif, de s'essayer au naturisme avec des camarades à Indiap, plage proche de Casa où le spectacle des pratiquants âgés les fait promptement déguerpir, d'aller au *bousbir* et de voir passer le Graf Zeppelin au large de la Ville blanche.



Au bousbir (10 novembre 1935)



Les eunuques

<sup>18</sup> Joyeux exercice, effectué en l'espèce sous la direction d'un Arabe, consistant à tourner pendant une heure cinquante en effectuant des coucher-debout avec sur le dos un sac rempli d'une chaîne de Berliet de 45 kg, les défaillants étant relevés à coups de pied.

De quand date le mot pelote ? Il est ignoré par le *Petit Larousse*, et le *Petit Robert* en donne une définition approximative (argot militaire : être dans un peloton de punition). Le mot dérive certainement de peloton. En 1888, dans *Biribi*, Georges Darien parle de *faire le peloton de chasse*, c'est-à-dire, pour les disciplinaires, effectuer avec tout leur fourbi des tours en courant, en se couchant et en se relevant. Poussé à l'extrême, l'exercice est fatal aux plus faibles qui peuvent être punis pour refus d'obéissance, l'épuisement n'étant pas reconnu par la médecine comme une maladie pouvant justifier une exemption. On retrouve le même exercice, avec des raffinements supplémentaires, dans les camps nazis (cf. par exemple Kogon, *L'État S.S.*, chap. IX, rééd. Point-Seuil, 1993, pp. 118-119). D'après Simonet, la brimade aurait été abolie dans son unité à la suite de l'intervention du fils d'un gradé du ministère de la Défense. En 1944, Fernand Grenier, éphémère ministre communiste de la Défense, généralisa l'interdiction. Mais le terme pelote et l'exercice lui-même, avec de nouveaux perfectionnements comme porter sur l'épaule nue des pierres pleines d'aspérités, sont toujours d'usage courant en 1960-63 dans les bataillons disciplinaires du Sahara algérien où l'on incorporait les recrues ayant purgé une peine de prison avant leur mobilisation (cf. Joël Taravo, *Les Derniers Joyeux*. Éd. La Jeune Parque, 1968. On remarquera que cet éditeur avait été celui de Kogon en 1946), malgré l'interdiction réitérée en 1962 par le général Le Pulloch (P. Vidal-Naquet, *La Raison d'État*, Minuit, 1962, pp. 312 s.).

De retour en métropole avec un certificat de bonne conduite en poche, il est devenu tourneur à Barbaste (Lot-et-Garonne) chez un croix-de-feu construisant des machines à débiter des pastilles de liège, où il s'initie à la politique. Avec un camarade toulousain, il a saboté le maximum de pièces et chanté *L'Internationale* par esprit de contradiction, et parce que c'est un beau chant. C'était une expérience nouvelle et sans doute une manière de défi, si l'on songe qu'en 1920, à la suite de la grande grève des cheminots, son oncle maternel avait été licencié alors que son père avait gardé son emploi, s'étant tenu tranquille sur les instances de son épouse. Il en subsistait une tension entre les deux ménages.

Albert a franchi une étape supplémentaire en entrant comme régleur à la S.A.G.E.M. de Montluçon où il est entouré de communistes. En juin 36, comptant parmi les meneurs qui dirigeaient l'occupation de l'usine pendant un mois, il a dormi dans le bureau du directeur. Puis ils ont fait quinze jours supplémentaires de grève.

— Ce fut une grande victoire. On gagna de l'argent, les quarante heures, les congés payés malgré la lâcheté des *renards*, des jaunes, principalement des paysans qui étaient payés, même lorsqu'ils ne pouvaient pas travailler et qui bénéficiaient des augmentations que nous avions arrachées. Notre slogan : « À bas l'union sacrée des coffres-forts matelassée par la poitrine des travailleurs ! »

Sur la lancée, Albert, qui loge chez Laroche à l'hôtel de la Terrasse, rue Albert Thomas, a adhéré à la cellule Côte rouge et pris sa carte de la C.G.T.

À vingt-deux ans, il est pleinement satisfait de son sort : il est promis à de l'avancement et n'a rien du chômeur ou de l'ouvrier qualifié déclassé par le taylorisme, un terme qu'il faut lui expliquer :

— Parce que vous croyez, réplique-t-il, qu'on peut aller risquer sa peau simplement parce qu'on a un emploi moins qualifié ?!

Il anime d'abord un comité d'aide à l'Espagne républicaine puis, passant outre aux objurgations de son père et de sa camarade Adrienne, demande à un instituteur de l'école Jules Ferry, Valignat, la marche à suivre pour s'enrôler dans les Brigades internationales<sup>19</sup>. Elles ont été créées en octobre 1936 par le Komintern pour encadrer l'élan de solidarité.

Aucune trace chez Albert de révolte contre la politique de non-intervention du Front populaire dont il rejette la responsabilité sur l'Angleterre. D'ailleurs, du matériel militaire français, il en verra en Espagne républicaine. Comme il sera témoin du tarissement de l'aide soviétique. Un camarade de la S.A.G.E.M. qui voulait l'accompagner en est dissuadé par sa jeune femme. Tout de même, ses collègues lui paient le billet jusqu'à Perpignan. À la gare, il découvre les trois individus que son contact lui a adjoints et qui ne lui inspirent guère confiance. Ils feront rapidement marche arrière, si même ils ont atteint l'Espagne.

---

<sup>19</sup> Le père Simonet, rendant Valignat responsable du départ de son fils en Espagne, se rendra à Montluçon pour le tuer et se contentera de l'engueuler.



Grève à la SAGEM de Montluçon. À gauche, Albert Simonet levant le poing.  
Sur un panneau, la liste des « renards » voués à la pendaison :

Blanchet	Bordeau
Conchon M.	Lépineux
Martin	Valcoret
Plaveret	Bouffenet
Diat	Blanchonnet
Saclier	Simon
Potel	
Schmit	
Priez pour eux	

Albert passe la frontière en car jusqu'à Figueras où il reste quelques jours avant d'être acheminé, probablement en camion, jusqu'à Albacete, important nœud de communication et base des Brigades au sud-ouest de Valence. Il y est incorporé le 14 décembre 1936 comme chauffeur au parc auto installé dans un marché clos constitué de boxes couverts. Pour améliorer l'ordinaire quelque peu spartiate, il chasse de nuit, en voiture, les lapins pullulant dans les champs alentour. Les *internationaux* se mesurent à moto ou en voiture, organisent même une *course des as* où brille un passionné de compétition automobile parlant dix-sept langues, l'Anglais Paul Centner<sup>20</sup>. L'amélioration de l'ordinaire, Albert l'attribue non aux nouveaux intendants de la base — le journaliste américain Louis Fischer, puis le Bulgare Karbov<sup>21</sup> — mais à un juif français, petit et gros, *Bill*<sup>22</sup>. D'identifier un individu comme juif, Albert en est lui-même surpris car ne supportant pas les rétorsions professionnelles dont le clergé menaçait les non-pratiquants dans sa jeunesse, il a rompu très tôt avec le catholicisme et professe une superbe ignorance des différences confessionnelles.

<sup>20</sup> Parmi les autres camarades de Simonet, citons les Français Canal, Giraudeau et Perrault (ou Perrot).

<sup>21</sup> Voir Jacques Delperrié de Bayac, *Les Brigades internationales*. Fayard, Paris, 1968 et Rémy Skoutelsky, *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français des Brigades internationales, 1936-1939* (Grasset, 1998, 411 p.).

<sup>22</sup> Probablement Bill Klein.

Il fait la connaissance du commandant de la base d'Albacete, Vidal (Vital Gayman)<sup>23</sup>, qu'il apprécie, et d'« un sale sous-officier qui commande à la con et qu'à part quelques bonshommes, personne ne peut blâmer » : peut-être Henri Dupré qui publiera en 1942 des souvenirs où il se présentera comme un agent de la Cagoule infiltré dans les Brigades.

Albert est chargé de liaisons avec Valence, Madrid et jusqu'à Valladolid. Par trois fois, avec une dizaine d'amis, il va chercher à la frontière française des convois d'automobiles (des Mona 4 Renault avec vitesses au volant, de merveilleux coupés Ford T8) et des camions emplis par les amis de la République de cartouches de cigarettes et surtout de boîtes de lait concentré Nestlé. En compagnie d'un camarade, il effectue aussi une descente à Valence pour tenter de voler une voiture afin de satisfaire la demande d'un Allemand installé dans les bureaux d'Albacete. La guerre civile donne lieu à ce qu'on appelle un intense tourisme politique et, régulièrement, Albert est chargé de transporter des personnalités, qui lui sont ou non annoncées à l'avance et qu'il ne connaît généralement pas.

C'est probablement à cette époque qu'il aperçoit pour la première fois Maurice Thorez qui amène avec lui une Delahaye blindée pour José Díaz<sup>24</sup>. C'est Albert qui la convoiera jusque dans l'arrière-pays d'Alicante où le très modéré secrétaire général du P.C.E, qui passe pour indocile à Moscou, possède sa résidence secrète.

Persécutés, idéalistes, têtes brûlées..., ils seront ainsi plus de 40.000 étrangers, dont neuf mille Français (plus des trois quarts avant le mois d'avril 1937), à venir épauler la République<sup>25</sup>. Certains s'engagent dans les colonnes du P.O.U.M., comme Georges Orwell<sup>26</sup>, ou dans les milices anarchistes, comme Georges Navel, auteur de *Travaux*, l'un des sommets de la littérature prolétarienne<sup>27</sup>, et Jean Méningaud<sup>28</sup>, de Ruffec. Originaire du Loudunais, Jean Bernuchon, professeur de chimie à Angoulême, rejoint l'escadrille España de Malraux<sup>29</sup>. Fernand Rivière, postier à Cognac, se présente pour le Parti communiste aux cantonales du printemps 1937. Aussitôt après, il se marie avec une collègue et, comme plus de 90 % des volontaires, part rejoindre les Brigades internationales<sup>30</sup>.

Près des deux tiers des brigadistes français sont des ouvriers, surtout du bâtiment et de la métallurgie. En revanche, statut oblige, sur un échantillon de 3.910 volontaires, on ne dénombre qu'un cheminot, un traminot et deux instituteurs<sup>31</sup>. Près des deux tiers également sont des communistes ou des sympathisants, moins que ce qu'on croyait et moins que dans les autres contingents étrangers<sup>32</sup>, sachant qu'il faut rejeter l'hypothèse selon laquelle — le Parti relayant les vocations spontanées — ce taux serait allé croissant. Comme on ne dénombre guère que deux cents socialistes dans les Brigades, l'origine géographique de leurs membres découle avec quelques nuances des caractéristiques précédentes : si la moitié des volontaires provient de la Seine, un département comme la Charente-Maritime est sous-représenté tandis que l'Alsace-Lorraine est au contraire sur-représentée, peut-être par hostilité à l'ennemi héréditaire allié à Franco. Peu de volontaires vivent en couple (28,9 %) bien que leur moyenne d'âge soit relativement élevée (vingt-neuf ans et demi).

---

<sup>23</sup> D'origine juive russe, bachelier, Gayman avait été mobilisé en janvier 1916 et avait gagné ses galons de lieutenant après un passage à Saint-Cyr. Rallié par pacifisme au Parti communiste, il avait plusieurs fois regimbé devant la ligne officielle. Élu en 1935 conseiller municipal du quartier Sainte-Marguerite à Paris, il avait été nommé secrétaire administratif des groupes communistes au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine après l'avoir été du groupe parlementaire.

<sup>24</sup> Le voyage de Thorez en Espagne, qu'il évoque rapidement dans *Fils du peuple* (édition 1960, p. 155), eut lieu en février 1937.

<sup>25</sup> On désigne indifféremment ces volontaires par les termes d'internationaux, brigadistes ou interbrigadistes.

<sup>26</sup> Dont on peut lire *Hommage à la Catalogne*.

<sup>27</sup> Stock, Paris, 1945. Rééd. Folio. Cf. la correspondance de Navel sous le titre *Sable et limon*. C'est à tort que le *Nouveau Dictionnaire des auteurs* lui attribue un engagement dans les Brigades internationales puisqu'il était déjà reparti quand elles furent créées. Le poète surréaliste Benjamin Péret, engagé dans le bataillon Makno de la division Durruti, rentre dès avril 1937.

<sup>28</sup> Dans Rémy Kaufer, *Histoire de l'O.A.S.* (Fayard, 1996). Mais selon Henri Gendreau, beau-frère de Méningaud, ancien correspondant de *La Charente libre* et auteur avec Michel Régeon de *Ruffec et les Ruffécois dans la guerre de 1938 à 1945* (Éd. La Péruse, 1990), cet engagement est rien moins que certain, Méningaud étant fort jeune (né en mai 1917 selon Kaufer lui-même) et surtout connu pour avoir longtemps fait les quatre-cents coups au grand dam de son père Edmond, directeur d'école.

<sup>29</sup> Entretien téléphonique avec M<sup>me</sup> veuve Bernuchon à Saint-Benoît, près Poitiers (17 décembre 1994).

<sup>30</sup> Rémy Skoutelsky a recensé 10 brigadistes domiciliés en Charente au moment de leur engagement : Gilbert Banlier, né en décembre 1911, que nous retrouverons, Daniel Brion (frère de l'instituteur communiste Guy Brion), Adrien Durand (Cognac), Jean de Fleury (Feuillade), Robert Lome (Angoulême), Gabriel Mallet (Saint-Brice), Jean Motard (qui, à son retour, fit maquignon à Blanzac-Portcheresse), René Rivière (Ruelle), Robert Sarrade (Angoulême) et Roger Sudre (Ruelle). On peut rajouter Fernand Vidaud, forgeron à Chenommet près d'Aunac. Sept autres volontaires étaient originaires de la Charente : René Bernier (Barbezieux, 1903), Maurice Gensac (Chabanais, 1911), André Girard (Angoulême, 1894), Jean Jellamus (Cognac, 1908), Maurice Leclerc (Angoulême, 1894), Alexis Métayer (Cognac, 1911) et Gustave Vergneau (Saint-Sornin, 1908).

<sup>31</sup> Skoutelsky, *op. cit.*

<sup>32</sup> Ces statistiques doivent être accueillies avec prudence. Ainsi, sur le livret d'Albert Simonet (n° 12.109), on lit à la rubrique *Parti* : antifasciste, alors qu'il possédait sa carte du P.C. (S.F.I.C.).

Au Pays basque, la situation se détériore à grand pas. Vicente Claver Oliveras et Valeriana Labayru<sup>33</sup>, Navarrais d'Isaba, avaient acheté la maison qu'ils avaient commencé par louer et l'avaient augmentée d'un étage en 1935. Lorsque le pronunciamiento avait éclaté, les peintures n'étaient pas terminées. Elle tenait le bar familial qui servait de *centro republicano* ; lui, avait troqué sa charrette à cheval contre un camion et prospérait dans le négoce de vins, grains et farines. Comme Isaba, qui n'était tout de même pas le seul bourg républicain de la province, ne possédait pas de milice carliste, ils avaient bénéficié d'un bref répit au début du putsch. Mais les *requetes* ne tardèrent pas à débarquer : Vicente fut arrêté et interné à Pampelune tandis que sa fille Pilar fut tondue : acte incompréhensible et sans précédent qu'elle avait attribué à sa rousseur avant de découvrir qu'il était dû à ses absences à la messe<sup>34</sup>. Un caporal et deux miliciens entreprirent d'aller la chercher chaque dimanche pour l'obliger à assister à l'office au premier rang, jusqu'à ce que le général Mola lui-même finisse par ordonner de laisser les femmes tranquilles. Pilar aurait bien imité sa tante et ses deux oncles, qui s'étaient tour à tour enfuis en Catalogne *via* Bagnères-de-Bigorre, mais elle craignait des représailles sur son père. Après la condamnation de Vicente en janvier 1937 à un an, un mois et un jour, elle est avertie d'une arrestation imminente par un proche parent et se résout à franchir les Pyrénées avec sa mère. En Catalogne, elle est embauchée dans un hôpital proche de La Pedrera par un médecin navarrais :

— Quand il me dit le nom de son village, je sus tout de suite que toute sa famille avait été liquidée.

Puis elle est affectée à l'hôpital de Sabadell. Membre de l'U.G.T. et du P.S.U.C., elle reste à demeure après ses huit heures de travail pour rédiger le courrier des patients analphabètes ou handicapés. Enfin libéré, Vicente rejoint les siens en Catalogne.

Chaque arrivée au nouveau refuge Fourcheraud place de la Gendarmerie — rarement plus de dix personnes, souvent moins de cinq — fait l'objet d'un procès-verbal, pas toujours nominatif, au terme duquel est récapitulé le nombre de présents en Charente, avant et après le dernier mouvement.

Au cours du premier quadrimestre 1937, on comptabilise 131 arrivées dont 128 en provenance de Perpignan, preuve qu'on fuit de plus en plus la zone républicaine. Ainsi, le 10 mars, arrive Ramón Ferrer, trente-et-un ans, secrétaire du Comité antifasciste d'Alp, en Catalogne. Écœuré par les conflits entre anarchistes et séparatistes, il se proclame maintenant franquiste et demande à être dirigé en zone nationaliste. Le plus gros contingent, 24 personnes le 16 mars, ne comprend que 3 franchistes déclarés mais sur l'ensemble, ceux-ci sont en quantité respectable. Sur les 94 arrivants entre le 18 mars et le 28 avril, au moins 55 se déclarent partisans ou sympathisants de Franco<sup>35</sup>. Le sous-préfet de Cognac relève : « Les nouveaux réfugiés sont loin de provoquer le sentiment de solidarité que j'avais été heureux de constater naguère. Ils apparaissent un peu comme des déserteurs fuyant la conscription. » Durant ces quatre premiers mois, on dénombre 34 rapatriements par Hendaye contre seulement 3 par Port-Bou, 2 départs pour le Brésil et quelques-uns vers d'autres départements de l'Hexagone. Fin avril, la population réfugiée s'établit à 129.

La capacité du centre Fourcheraud étant limitée à quarante personnes et les accueils par des parents ou connaissances se maintenant à un étiage très bas, la politique de dispersion est poursuivie avec assiduité<sup>36</sup>.

En juin 37, les fascistes s'emparent de Bilbao. Alors que les militaires républicains se replient vers les Asturies, les civils affluent par bateau vers la France, sur toutes sortes d'embarcations, allant du cargo étranger au chalutier et à la barque de pêche, protégés des interceptions franchistes par des

---

<sup>33</sup> Valeriana Labayru Hualde (et non Mariana Lavayro comme l'indique Neus Català, *Ces Femmes espagnoles, de la Résistance à la déportation*, Barcelone, 1984. Trad. française, Éditions Tirésias, Paris, 1994, p.146) et sa sœur Sofia, 48 et 42 ans.

<sup>34</sup> Cette vexation paraît directement inspirée par une pratique en vigueur chez les religieuses, signe de renonciation au monde et au sexe.

<sup>35</sup> D'avril à novembre 1938, environ 500 franchistes séjourneront à Chomérac (Ardèche). Cf. Hervé Mauran, « Ardèche, terre d'exil. L'arrivée des "rouges espagnols" » (1939) in Vincent Giraudier, Hervé Mauran, Jean Sauvageon, Robert Serre, *Des Indésirables. Les camps d'internement et de travail dans l'Ardèche et la Drôme durant la Seconde Guerre mondiale*, préface de Denis Peschanski, Éditions Peuple libre & Notre Temps, Valence, 1999.

<sup>36</sup> 5 à Villebois et Magnac, 2 à Chalais le 8 janvier (dont l'un sera autorisé à jouer dans l'équipe de foot *à condition qu'elle ne s'éloigne pas trop du département*), 20 en soins à Aigre les 17 et 20 mars, 13 à Aubeterre le 24, 13 à Montbron le 25, 7 à Segonzac le 30, 11 à Baignes, quelques autres à Cognac... Fin juillet, le préfet contacte l'Éducation nationale pour en loger 25 dans l'école de garçons de Jarnac.

navires britanniques, touchant parfois nos côtes aux limites de l'épuisement ou sauvés *in extremis* par des marins courageux. Tel est le cas d'Isabel Murga Ugalde qui débarque avec mère, sœurs et enfants à Saint-Nazaire, d'où il sont dirigés sur Dole, puis rapatriés à Figueras.

En Charente, la présence de ces réfugiés attire souvent des offres d'emploi. À Magnac-Lavalette, Raymond Réthoré, nouveau député radical favorable au Front populaire, embauche lui-même deux réfugiés<sup>37</sup>. Fin mars, le maire d'Aigre informe le préfet qu'il a reçu des offres émanant de propriétaires régionaux. Un mois plus tard, la municipalité de Baignes annonce que l'un de ses réfugiés, longtemps boulanger en France, a trouvé du travail dans sa spécialité en Charente-Maritime et qu'un autre pourrait être embauché par un propriétaire de la commune *ne trouvant personne d'autre*. Au même moment, le maire de Montbron rapporte que, malgré le refus du préfet, cinq de ses réfugiés l'ont averti qu'ils partaient pour Bourg-Madame où on leur offre un emploi à 300 F par mois, nourris, logés, blanchis.

Devant le fait accompli, le préfet ne peut qu'entériner ce qu'il avait rejeté à l'origine. Enquêtant en octobre 1937 à la suite de deux ou trois dénonciations, la police conclut en faveur du *statu quo*. À propos de Francisco Caballero arrivé à Abzac dans le Confolentais le 24 juin et embauché le 4 octobre sur une ferme à raison de 15 F par semaine plus la nourriture, le logement et le tabac, la police explique qu'il ne nuit à personne puisqu'il n'y a pas de chômeurs dans la commune.

Au cours du second semestre 1937, les enfants et les femmes ne justifiant pas de menaces avérées sont rapatriés vers la zone de leur choix. Cette opération suscite peu de résistances. Toutefois, la famille Díaz — six femmes et deux enfants réfugiés le 20 août à Taponnat, près de La Rochefoucauld — convoquée le 16 octobre au refuge Fourcheraud en vue de son rapatriement, repart le lendemain à Taponnat sans crier gare et y loue une maison à ses frais. Les archives conservent la trace d'une seule protestation politique, celle du conseil municipal de Confolens présidé par l'avoué centre droit Jules Halgand : condamnant la mesure de refoulement, il s'étonne qu'elle ait épargné deux franquistes restés à Chabanais. Réponse est apportée qu'ils ont été rapatriés le 30 octobre<sup>38</sup>.

La Charente devient pour un temps *spanierrein*<sup>39</sup>.

En ce même mois d'octobre, M. Domínguez fuit en catastrophe par le port de Gijón. *Officiar* de la poste de Bilbao, membre du Parti socialiste ouvrier espagnol et de l'U.G.T.<sup>40</sup>, il avait été licencié à l'issue de la grève de 1920, puis réintégré un an plus tard. Au début de la guerre civile, il a présidé la commission d'expulsion des fonctionnaires fascistes — ce qui lui a valu d'être condamné à mort par les franquistes — avant d'être muté à Santander, puis Oviedo. Il emmène son fils Roberto, diplômé de l'école industrielle de Bilbao : électricité, fraisage, tournage, dessin industriel. Débarquant à Bordeaux, ils voudraient bien se rendre dans une colonie des P.T.T. au château de Giberzac, en Dordogne, d'où certains réfugiés partent chez des postiers belges. M<sup>me</sup> Domínguez y est accueillie

---

<sup>37</sup> Le 1<sup>er</sup> février 1937, Tomás Díez Derrospe comme jardinier et terrassier, le 15 octobre José Alzaga Aramburu (1903-1966) qui repose au cimetière de Soyaux. Tous deux sont accompagnés de leurs épouses, celle d'Alzaga étant immobilisée par une phlébite des deux jambes.

<sup>38</sup> En septembre 1939, Halgand accueille à son domicile trois évacués mosellans (Joël Giraud, *Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*, Éd. La Péruse, Ruffec, 1994, p. 38).

*A contrario*, Léonide Babaud-Lacroze, député radical de Confolens, battu en 1928 par plus à gauche que lui, se fait élire sénateur et se représente en octobre 1938, arguant notamment qu'il a réclamé une réglementation plus étroite de la présence des étrangers en France (*Ibid.*, 35).

<sup>39</sup> Purifié d'Espagnols (comme les nazis disaient *Judenrein*). Les archives départementales ne permettent pas de reconstituer les mouvements précis au cours des derniers huit mois de 1937 ni d'estimer le nombre de restants en fin d'année.

Le colonel Francis Cordet donne quelques indications rapides sur les réfugiés en 1938 (*Cf.* Paul Lévy et Jean-Jacques Becker, *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Confolens, 1999, p. 36). Mais aux Archives départementales, la série sur les réfugiés espagnols fait l'impasse sur 1938 et les rapports préfectoraux mensuels sont introuvables entre 1920 et la mi-1940.

*La Charente libre* du 22 mars 2000 rapporte que Robert Croisard, ancien cheminot à Paris et conseiller municipal communiste de Confolens depuis 1983, écoutait en 1938 les nouvelles de la guerre d'Espagne sur le poste à galène de l'instituteur d'Esse. Vérification faite, c'est en 1936, lors des récréations, que l'instituteur socialiste Montalétang invitait certains de ses élèves les plus âgés à écouter des nouvelles, avant tout du Front populaire. Au demeurant, M. Croisard se souvient des réfugiés mosellans mais pas des Espagnols qui furent pourtant nombreux dans le Confolentais.

La suite de l'article indique que M. Croisard s'est engagé dans les F.T.P., ce qui est également faux. Son frère ayant rejoint le maquis A.S. Foch, ses parents se sont opposés à ce qu'il imite son exemple. Il a seulement participé à l'impression de bons de réquisition exigés par ce maquis à l'imprimerie Marchais.

<sup>40</sup> *Unión general de trabajadores* (Union générale des travailleurs), syndicat socialiste.

depuis le printemps avec cinq de ses six enfants. Mais les Domínguez sont sommés d'opter entre le rapatriement par le Pays basque ou la Catalogne. Bien sûr, ils choisissent la République. Le père reprend du service dans les postes et à la commission d'épuration de Barcelone. Fidela le rejoint avec ses aînés, Pilar et Luis. Ses autres enfants, Mathilde et les petits jumeaux, étant recueillis par une colonie suédoise de la région parisienne. Contre l'avis de son père, Luis s'engage dans l'armée républicaine et se retrouve avec *El Campesino*<sup>41</sup> sur le front d'Aragon. Roberto est admis à l'École technique d'aviation d'Alba del Vallès près de Gérone.

---

<sup>41</sup> Valentín González dit *El Campesino* (Le Paysan), anarchiste rallié au Parti communiste, un des trois généraux légendaires de l'armée républicaine avec Líster et Modesto (cf. Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, 1964, notamment p. 250).



## II GEORGES ET JÉRÔME

L'Espagne continue de hanter les esprits. Celui d'Antoine Girard par exemple, frais émoulu du collège Saint-Paul<sup>42</sup>. Au début des années 30, son père a répondu à l'appel de l'Union diocésaine qui, pour s'opposer à une conférence du radical Albert Bayet organisée par la Libre Pensée<sup>43</sup>, avait invité Philippe Henriot<sup>44</sup>, orateur attiré de la Fédération nationale catholique.

Depuis, Bayet est devenu une figure du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et de l'aide à l'Espagne<sup>45</sup>. En 1938, le jeune Girard est pour sa part bouleversé par *Les Grands Cimetières sous la lune* de Georges Bernanos. Quelques mois plus tard, il ira chercher toute une famille espagnole dans un camp pour l'établir sur ses terres. Soixante ans après, il convient volontiers que les imprécations, vaticinations et prophéties de Bernanos, sans parler de ses coups de chapeau répétés à son maître Drumont<sup>46</sup>, peuvent paraître exotiques, pour ne pas dire rebutants.

— Mais, plaide-t-il, ce n'est que l'écume des choses. Ce qui compte chez Bernanos, c'est l'insurrection de la foi. Malraux, en payant de sa personne, en écrivant *L'Espoir*, en l'adaptant au cinéma, a certes fait preuve d'un courage pas si commun chez les littérateurs mais il était dans son rôle. Mauriac, en ralliant, non sans retard, la cause républicaine, a pris le risque de prendre à revers une partie de son lectorat mais il était financièrement à l'abri et n'était pas personnellement impliqué dans le conflit. Bernanos, dont les attaches droitières étaient autrement profondes que celles d'un Mauriac, a vécu quant à lui le drame sur place, aux Baléares, où il était hébergé par des aristocrates phalangistes, et il en est venu à renier son propre camp, le parti pour lequel son fils aîné combattait sur le front de Madrid. En définitive, ce qu'il agonit, ce sont les siens : « La déception, la tristesse, la pitié, la honte, martèle-t-il, lient beaucoup plus étroitement que la révolte ou la haine. » Il est d'autant plus redoutable, comme Raymond Aron dans *La Tragédie algérienne*<sup>47</sup>, qu'il s'adresse à son propre camp.

En même temps, ce revirement est venu de très loin. Bernanos appartenait à ces milieux d'Action française qui avaient fait prévaloir en 1914 l'Union sacrée sur leur opposition à la République. La Gueuse avait gagné la guerre, ils ne la portaient toujours pas dans leur cœur (Bernanos prône la

---

<sup>42</sup> Établissement d'enseignement catholique d'Angoulême qui compta parmi ses élèves François Mitterrand et Pierre de Bénouville.

<sup>43</sup> Association rationaliste, la Libre Pensée « demeure irréductiblement hostile à tout ce qui perpétue le souvenir ou exprime la présence du fait religieux dans la vie publique. » (René Rémond, *L'Anticléricalisme en France*, Fayard, 1976. Rééd. Complexe, 1985, p. 363).

<sup>44</sup> Né en 1889 à Reims, Philippe Henriot avait étudié à l'Institut catholique de Paris et à la Sorbonne avant d'enseigner en Gironde. Élu député de Bordeaux en 1932, réélu en 1936, il ne dissimulait pas ses sympathies mussoliniennes et approuva les Accords de Munich.

<sup>45</sup> Il a notamment co-signé en mars 1937 avec le communiste Florimond Bonte et le socialiste Jean Longuet *De l'Incendie du Reichstag à l'incendie de l'Espagne*, brochure de seize pages éditée par le Comité Thaelmann (du nom du chef du Parti communiste allemand, Ernst Thaelmann, arrêté par les nazis le 3 mars 1933 et fusillé à Buchenwald le 24 août 1944 à la faveur du bombardement allié).

<sup>46</sup> Modeste employé de préfecture entré en journalisme, Édouard Drumont (1844-1917) acquit une gloire soudaine en 1886 avec *La France juive* qui connut cent-cinquante éditions en un an et que Bernanos cite à neuf reprises dans *Les Grands Cimetières*. Il y empile des clichés burlesques à force de bêtise. Au demeurant, le juif dangereux, c'est pour lui le juif vague : le juif avéré est à demi pardonné et peut même devenir estimable. Et si, au début de son ouvrage, il envisage avec faveur l'expulsion des Israélites, il la souhaite pacifique : « Séparons-nous et bonne chance ! » En fin de compte, il ne propose qu'une expropriation « sans secousse [et] sans effusion de sang » des seuls banquiers.

Quant à Bernanos, il se signale par des tirades contre la Révolution d'Octobre « gâtée par la névrose juive » (Trotsky, et même Lénine, étant qualifiés de « prophètes juifs ») et des louanges aux ouvriers français, « nés de pères et de mères français qui ont dans les veines un sang autrement précieux que celui de tant d'aristocrates enjuivés » ! Dans la même veine, il oppose les juifs allemands — que nous protégerions contre Hitler par intérêt, bien qu'ils n'aient pas pris les armes — aux héroïques catholiques basques — que l'on abandonne à leur sort.

Parmi les thèmes brassés par *Les Grands Cimetières*, on peut encore citer la colère des imbéciles-produits-typiques-des-classes-moyennes, la prolifération des partis engendrée par celle des journaux, la guerre de 14, le boom de la petite boutique après le 11 Novembre, la décadence de Maurras, l'incompatibilité entre servir Dieu et l'Argent, la menace d'une guerre bactériologique, la dénonciation du *mythe du Progrès*, etc. !

<sup>47</sup> Plon, Paris, 1957, 76 p.

nécessité d'une alliance entre les monarchistes et le Peuple pour parachever la Révolution de 1789 trahie par la bourgeoisie) mais ils étaient encore moins disposés qu'avant à faire le jeu de l'étranger en affaiblissant le pays par un excès de divisions partisans. Bernanos honnit même carrément ces gens de droite qui se disent *nationaux* comme si le reste de la France était antinationale. C'est pourquoi il présente justement *Les Grands Cimetières* comme une suite à *La Grande Peur des bien-pensants*. Cette Grande Peur qui conduisait les classes moyennes à protester contre les réformes sociales — dont Bernanos savait la nécessité, il cite même les statistiques sur les mauvaises conditions de logement — tout en admirant Mussolini qui nous contraignait à d'énormes dépenses de réarmement. Ce qu'il dénonce, c'est « le défaitisme national des nationaux [pour lesquels] l'ouvrier syndiqué a pris aujourd'hui la place du Boche. » C'est une condamnation avant la lettre de l'esprit de Munich.

Comparez à Jérôme et Jean Tharaud, ces piliers de *La Revue des deux mondes*, de *La Revue universelle* et du *Figaro*, qui publient peu avant leur convenue *Cruelle Espagne*<sup>48</sup> !

— On ne les fréquente plus guère, même à Angoulême !

— Et c'est dommage car leur père étant directeur du Lycée de Beaulieu, ils y passèrent leur adolescence et y furent fort en cour, au point qu'on leur a dédié un boulevard sur le rempart Sud. Avez-vous remarqué que Bernanos, révulsé par l'intervention italienne à Majorque, n'omettait pas de rappeler comment le *Duce* avait auparavant arrosé l'Éthiopie avec de l'huile ypéritée employée en Australie pour la destruction des rongeurs, privant ainsi « de leur peau des populations entières de pauvres Nègres qui bourgeoñaient et pourrissaient en tas devant leurs cases, pêle-mêle avec leurs bestiaux » ? Alors qu'à l'inverse, les Tharaud avaient milité contre les sanctions prises par la S.D.N. à l'initiative de la Grande-Bretagne, excipant que l'amitié de Rome leur semblait « infiniment plus précieuse que celle de tous les Négus <sup>49</sup>. »

Ce qui m'avait encore plus ébranlé, c'est que Bernanos, ce mystique, a l'audace de douter de l'Église, et même de la religion : « La Terreur, énonce-t-il noir sur blanc, aurait depuis longtemps épuisé sa force si la complicité plus ou moins avouée, ou même consciente, des prêtres et des fidèles, n'avait finalement réussi à lui donner un caractère religieux. » Il raconte comment, lors des Pâques 1937, pour relever la participation qui n'avait pas dépassé 14 % l'année précédente, l'Église de Majorque avait distribué des formulaires de présence aux cérémonies à faire viser par les curés. À défaut, c'était la mort. Il ironise : n'est-il pas incroyable qu'une nation où l'Église était si puissante compte aujourd'hui un si grand nombre de fanatiques d'impiété ? Et il associe carrément la religiosité à ce qu'il y a de plus obscur dans l'Homme <sup>50</sup>.

— Dans *Espagne, Espagne* ! <sup>51</sup> le communiste Jean-Richard Bloch ne soutient pas autre chose. Au lieu de nier les exactions antireligieuses, il préfère chercher à les comprendre.

— Et à propos de l'incurie et de l'avarice des grands propriétaires espagnols, platoniquement déplorées par les évêques : « À vous lire, on comprend très bien que les pauvres gens deviennent communistes. » Bernanos s'avance même davantage : « Je ne soutiens nullement, avertit-il, une intervention en Catalogne <sup>52</sup>. Je dis simplement que même cyniquement exploité par la propagande russe, le mouvement de solidarité qui porte les ouvriers français vers les copains d'Espagne dans le malheur, s'inspire d'un sentiment noble, que vous avez tort de bafouer par des niaiseries. Ces niaiseries sont justement celles que le peuple ne pardonne pas. »

---

<sup>48</sup> Jérôme et Jean Tharaud, nés à Saint-Junien en 1874 et 1877, sont morts en 1953 et 1952. Ils publient *Cruelle Espagne* ! chez Plon en 1937 et signent en décembre de la même année le Manifeste (pro-franquiste) aux intellectuels espagnols.

<sup>49</sup> *Le Passant d'Éthiopie*, Paris, Plon, 1936, 260 p. Les Tharaud s'étaient rendus en Éthiopie au début de l'agression italienne. Appréciant modérément le fascisme romain, la militarisation de la jeunesse transalpine, le puritanisme mussolinien, ils craignaient surtout que l'invasion ne sonne le glas des missions françaises en Abyssinie (ils y avaient retrouvé un Père qu'ils avaient jadis entendu prêcher à Angoulême). Après une entrevue sur ce sujet avec Mussolini, ils considérèrent le problème comme réglé et pardonnèrent en conséquence au César d'opérette. Un autre écrivain charentais, Marcelle Tinayre, avait signé en octobre 1935 le *Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident* qui justifiait l'intervention italienne.

En juin 1938, pour ne pas diviser les voies de la droite, Jérôme Tharaud retira sa candidature à l'Académie devant celle de Maurras qui avait naguère appelé à tuer Blum d'une balle dans le dos. En décembre suivant, Jérôme fut enfin élu et en juillet 1939, le Vatican leva son excommunication contre l'Action française.

<sup>50</sup> Curieusement, René Rémond n'a pas un mot pour Bernanos dans *L'Anticléricalisme en France* (Fayard, Paris, 1976. Rééd. Complexe, Bruxelles, 1985, 344 p.), alors qu'il date de la guerre d'Espagne le moment où l'anticléricalisme français éclate, en voulant pour preuve l'anticléricalisme spécifiquement chrétien d'un Henri Guillemin et le coup de chapeau du *Canard enchaîné* à Mauriac.

<sup>51</sup> Éditions sociales internationales, Paris, novembre 1936, 268 p. L'écrivain J.-R. Bloch, qui s'était éloigné du Parti communiste, s'en rapprocha au début de la guerre d'Espagne et ramena de Madrid des fonds qui lui permirent de lancer *Ce Soir*, quotidien populaire favorable à la cause des républicains qu'il dirigea avec Aragon.

<sup>52</sup> Ce qui ne l'empêche nullement, au début de *La France contre les robots* écrit en 1944-45 au Brésil, de vitupérer « le temps honteux, inexpiable de la guerre d'Éthiopie, ou celui, plus abject encore, de la non-intervention espagnole »...

### III INTERNATIONAL

Albert Simonet refuse la fonction de chauffeur de Marty<sup>53</sup> qui lui est proposée par Vidal, connaissant le titulaire de la charge et la manière dont il était rudoyé, ayant aussi été témoin à Valence de l'exécution de quelques déserteurs :

— Peut-être une dizaine, des gens instruits, un toubib, déçus par la mauvaise organisation. L'exécution fut dirigée par un Marseillais, chauffeur au parc auto. Parmi nous, Marty avait une sale réputation. Même Vidal m'a dit à voix basse tout le mal qu'il en pensait<sup>54</sup>.

En revanche, Simonet ignore tout des centres disciplinaires et de leur sinistre réputation<sup>55</sup>, tout, aussi, du bataillon de Pionniers où l'on affectait les alcooliques invétérés.

Nommé maréchal des logis en avril 1937, il est affecté le 30 juillet au parc auto des Brigades à Madrid, promu sous-lieutenant le 2 août et envoyé à Belchite, en Aragon, où s'amorce une opération de diversion destinée à soulager le front chancelant des Asturies. Le lendemain, il est blessé à la jambe gauche par les éclats d'une grenade piégée. Après quinze jours d'hôpital, il reprend du service dans le premier régiment de train à Viñuelas, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Madrid, au milieu d'une immense forêt sillonnée par des cerfs à la ramure magnifique (des brigadistes les abattent au grand dépit d'Albert qui préférerait les mitrailler avec un appareil photo).

De la fin août à la fin septembre, il revient sur le front d'Aragon.

— Nous avons été frappés par une horrible odeur de brûlé. C'était un amoncellement énorme de cadavres avec des bérets rouges, donc des *requetes*, probablement incendiés avec un peu de gas-oil ou d'essence par nos troupes. Ça brûlait mal, les cuisses étaient considérablement enflées. Je me suis toujours demandé comment cet amoncellement pouvait être aussi élevé<sup>56</sup>.

Puis il combat sur différents théâtres autour de la capitale et en rapporte une scène qui l'a marqué :

— On était sur une butte en face d'Arabes, on se tirait quelques coups de canon mais personne ne bronchait. Un jour, s'est pointé un contingent d'Anglais fraîchement débarqués. Malgré nos avertissements, ils sont partis à l'assaut au pas et en chantant. Des vrais cons. Ça n'a pas duré longtemps. Ils se sont faits hacher menu par les mitrailleuses.

L'endroit précis, Albert l'a oublié mais ce n'était pas au Jarama où une hauteur tenue par les Anglais a été baptisée Colline Suicide.

En octobre et novembre 1937, Maria Rabaté, sœur de Jean Bernuchon et secrétaire du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, vient visiter les services des internationaux à Valence et les

---


<sup>53</sup> André Marty (1886-1956) : responsable des Brigades internationales, connu pour son caractère irascible. Fils d'un révolutionnaire condamné à mort par contumace pour sa participation à la Commune de Narbonne, bachelier ès sciences, André Marty avait été le seul officier à se joindre en 1919 aux mutins de la mer Noire protestant contre le soutien français aux armées blanches. Libéré en 1923, il adhéra au Parti communiste, fut élu l'année suivante député de Seine-et-Oise et commença une ascension dans l'appareil, couronnée en 1935 par un poste de secrétaire de l'Internationale communiste à Moscou.

<sup>54</sup> Carlos Serrano, suivi par Skoutelsky, s'est efforcé de dégonfler la légende noire d'André Marty *boucher d'Albacete*, reprise dans Stéphane Courtois et Jean-Lou Panné dans *Le Livre noir du communisme*, Laffont, 1997.

<sup>55</sup> La prison militaire à Albacete, le camp Lukacz et après avril 1938 le château de Casteldefells en Catalogne : on y déplore des brimades, des tortures et même des exécutions sommaires. Les coupables furent tardivement sanctionnés (Voir Skoutelsky, *op. cit.*, pp. 260-1). Témoignage sur la prison d'Albacete dans Maurice Rajsfus, *L'An prochain la révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945*. Éd. Mazarine, 1985, pp. 89-90.

<sup>56</sup> Maurice Genevoix raconte que les Allemands dressaient des bûchers avec leurs cadavres sur le front en 1914 pour éviter la propagation d'épidémies, technique qu'ils reprirent pendant la Seconde Guerre mondiale pour éliminer les juifs avant la construction des crématoires ou quand ceux-ci saturaient. Mais rares sont les sources attestant cette pratique pendant la guerre d'Espagne, au moins du côté républicain, car pour le camp fasciste, Bernanos en parle par deux fois. Parmi ces morts-là, noirs et luisants, le baron Guy de Traversay, secrétaire général de *L'Intransigeant*, coupable d'être porteur d'un laissez-passer émanant des autorités républicaines.

combattants des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> Brigades aux alentours de San Fernando <sup>57</sup>. Son organisation s'efforce d'envoyer aux volontaires des peignes, du savon, des mouchoirs (« car vous savez bien, chers camarades, combien les femmes s'y connaissent aux soucis ménagers ») et de soutenir leur moral en leur procurant des marraines de guerre <sup>58</sup>.

 **REPUBLICA ESPAÑOLA**

**Brigadas Internacionales**

N<sup>o</sup> 12109


**LIVRET MILITAIRE POUR**

**Nom:** SIMONET

**Prenoms:** ALBERT

**A LIRE ATTENTIVEMENT**

- 1) à chaque changement, les volontaires sont priés de remettre le présent livret au Bureau des effectifs.
- 2) Des Duplicats de ce livret ne seront pas établis.
- 3) Des inscriptions dans le livret ne pourront être faites par les porteurs eux-mêmes.



Brigadas Internacionales. Livret militaire n<sup>o</sup> 12109

Fin 37-début 38, Albert est chargé de convoier des obus *katiouchas* près de Teruel pour *El Campesino* menacé d'encerclement. À l'arrivée, il découvre un stock de grenades qui avait brinquebalé sous son siège pendant tout le trajet.

Le 10 mars 1938, Albert est affecté au comité central du P.C.E. à Barcelone, familièrement le *Central*, installé dans un somptueux immeuble bourgeois au 205, *calle* Balmes. C'est là que sont installés la *Pasionaria*, Anton (« dont ce n'était un secret pour personne qu'il était son amant ») et autres pontes, y compris un officier soviétique auquel est réservé un bureau. Albert y reçoit une mansarde au dernier étage. Il parle maintenant couramment l'espagnol, proche du patois occitan de la Dordogne. Un temps, il remplace le chauffeur d'Anton. À titre principal, il est *enlace* (agent de liaison, estafette) à moto entre le siège du P.C.E. et le 5<sup>e</sup> corps de Líster <sup>59</sup>. Il appartient d'ailleurs à un régiment intégré à ce 5<sup>e</sup> corps et commandé par le capitaine José Alonso. En route, il s'arrête pour acheter une tourte de pain et un oignon blanc qu'il assaisonne avec un bon petit *clarete*. Dans les bistrotts, il lampe l'*anis del mono* (l'anis du singe) — *desde 1870 es el mejor, la ciencia la dijo y yo*

<sup>57</sup> Maria est la fille d'un couple d'instituteurs du Loudunais. Institutrice elle-même, elle a rencontré Octave Rabaté en 1927 au congrès de la C.G.T.U. à Bordeaux. Peu après, Octave s'est trouvé compromis dans l'affaire Crémet, premier réseau d'espionnage soviétique dans les arsenaux français. Il a dû fuir à Moscou où il a suivi l'École des cadres. Ensuite, le *Profintern* (l'Internationale syndicale rouge) l'a envoyé comme instructeur en Espagne, puis en Amérique du Sud. Maria l'a suivi à Barcelone avant de rentrer en France en 1935, appelée par Barbusse comme secrétaire du Comité Amsterdam-Pleyel et du Comité mondial des femmes contre le fascisme et la guerre.

<sup>58</sup> *Le Volontaire de la Liberté*, n<sup>o</sup> sp., octobre 1938, p. 38.

<sup>59</sup> Après avoir participé à la révolte des Asturies en 1934, Líster s'était réfugié en U.R.S.S. où il avait suivi les cours de l'école militaire Frounzé.

*no miento* (depuis 1870 c'est le meilleur, la science le dit et je ne mens pas) — et lance les devises en vigueur :

<i>Salud, peseta y fuerza en el canu</i>	Santé, fric et force dans le vit
<i>Salud peseta y tiempo por la gastar</i>	Santé, fric et temps pour en jouir
<i>Agua fresca, vino puro</i>	Eau fraîche, vin pur
<i>Fig estrecha, casso duro</i>	Chatte étroite, bite dure.

La fonction n'est pas de tout repos : il faut retrouver des états-majors baladeurs, tantôt sous un pont, tantôt dans une ferme, passer à travers champs, se garder de tomber chez les fascistes car les lignes sont mouvantes. Albert perd tour à tour quatre de ses collègues espagnols. Ses ordres de mission ne mentionnent jamais son grade pour minimiser les risques en cas de capture. En avril 38, chargé de mission à Valence, il fait demi-tour devant les troupes franquistes qui coupent la zone républicaine en deux en atteignant la plage de Vinaroz le 15. Cela lui vaut une sérieuse engueulade alors qu'il a lui-même rogné (en français, par prudence) devant la reculade des troupes républicaines dont il sous-estime peut-être l'infériorité.

En ce printemps 38, les nationaux poussent aussi le long des Pyrénées, contraignant plusieurs unités républicaines à refluer en France. À la demande de Marty, Adrien Langumier, le vainqueur de Déat, fait venir à Tarbes une équipe de terrassiers communistes parisiens qui, en trois jours, aménagent une route, trois camionneurs du pays se chargeant de récupérer les armes pour les transférer à Figueras<sup>60</sup>.

À l'occasion d'une de ses missions, Albert retrouve *El Campesino* :

— Il venait de revolvériser un de ses hommes qui avait vendu des cigarettes au lieu de les distribuer. C'était un pur. Moi, je l'aimais bien. Quand il venait à Barcelone, ils lui enlevaient ses deux flingots et le faisaient escorter par deux hommes car il bouillait en voyant l'insouciance qui régnait dans la ville. J'ai bu plusieurs coups avec lui. Il accusait Líster et Modesto d'avoir souhaité sa mort à Teruel en ne faisant rien pour briser l'encerclement auquel il échappa au prix de lourdes pertes.

— Bien après les tueries, votre *El Campesino* ne rêvait que plaies et bosses, que trucider du franquiste, incapable de comprendre que la guerre était finie et qu'il fallait vaincre par d'autres moyens.

Albert lui-même apprécie modérément l'ambiance de la capitale catalane. Volontiers, il charrie les habitants en chantant un air en vogue à l'époque :

A la retaguardia	À l'arrière
A la retaguardia ah ah	À l'arrière
Me caga en Dios	je chie en Dieu (juron espagnol usuel)
Que bien esta	qu'on est bien
Mujeres al frente	les femmes au front
Y niños con fusil	et les enfants avec des fusils
Y todos Catalans quedaran aquí	Et tous les Catalans restent ici

Passant un jour par la *rambla de las flores* débouchant sur la place de Catalogne, Albert aperçoit une armoire venant d'être précipitée du haut d'un immeuble. Deux hommes en armes, des anarchistes semble-t-il, ouvrent les portes du meuble passablement disloqué. Dedans, un curé, mort. Albert s'enquiert. Le curé aurait tiré sur la foule des étages supérieurs et quatre hommes seraient montés pour le déloger. Deux auraient été tués, les deux autres auraient procédé à cette liquidation inattendue. Des curés, Albert en voit d'autres se battre dans les rangs républicains, et même commander car ils sont plus instruits que beaucoup.

Au *central*, les rapports entre dirigeants et exécutants restent fort distants. Si Albert lève le poing comme tout le monde, il a déjà perdu la foi. Les méthodes de Marty, la loi martiale, le manque de liberté d'expression n'y sont pas étrangères, non plus que les dénonciations douteuses débouchant sur

---

<sup>60</sup> Cf. Mosco, *Mémoires d'ex*, Ramsay, 1991, p. 61.

des disparitions mystérieuses<sup>61</sup>. Pourtant, les considérations politiques n'interfèrent que faiblement dans ses comportements. Lorsqu'on évoque les accusations d'hitléro-trotskyisme contre les partisans du P.O.U.M., il en est franchement surpris, n'ayant jamais entendu les premières et ignorant à peu près tout du second. Quant à ses rapports avec les anarchistes, ils se limitaient à boire des coups dans les bistrotts ou à leur tirer dessus à la mitrailleuse pour les empêcher de s'emparer sur le port des camions évacuant les munitions soviétiques.

— Ils affichaient des couleurs rouge et noir jusque sur leurs stylos et annonçaient que lorsqu'ils auraient vaincu Franco, ils feraient la peau aux communistes.

Dans l'ensemble, les rapports d'Albert avec les Espagnols sont très bons. Pas question de les traiter d'Espingles. Il connaît même des rudiments de *càlo*, l'argot madrilène, et apostrophe bruyamment les filles : « *O la gachi que mi menda te camela por to lo chachis !* » (Ho, la fille, mézigue te veux par tous les trous ! ) Hélas, les *gachis* se montrent assez rétives et la plupart de nos sémillants révolutionnaires en sont réduits aux très conventionnels bordels. Albert fréquente ceux du *barrio chino* (quartier chinois) en gardant toujours à portée, posé sous le lit, un parabellum (il en a subtilisé plusieurs sur le port dans une cargaison soviétique et en a distribué à ses camarades). S'il a perdu la mémoire des bombardements sur Barcelone, il se souvient mieux du jour où il refusa de payer deux prostituées, l'une ayant appelé une collègue pour redoubler son propre plaisir. Autant que possible, Albert monte avec la même pensionnaire, une dame qui *travaille* pour survivre, étant l'épouse d'un fasciste qui a rejoint l'armée franquiste, cas fréquent paraît-il.

— J'ai tout de même eu droit à un bureau de tabac !

—...?

— Car j'ai attrapé deux chaudes lances, deux chaudes-pisses si vous préférez, en plus des trois ou quatre du Maroc. Et quand on en avait cinq, on disait qu'on avait droit à un bureau de tabac. Mais ça se soignait très bien, c'était pas comme le sida aujourd'hui<sup>62</sup>.

Du 11 avril au 30 novembre 1937, sa solde se résume à 2.068 pesetas. Depuis la coupure avec Valence, il ne perçoit plus que de l'argent de poche ou des tickets pour les coiffeurs qui ont été groupés en coopérative par les anarchistes. Les premières lettres de France n'arrivent que durant l'été 38 et de tout son séjour, Albert ne verra pas l'ombre d'un colis.

Albert est abreuvé de littérature de propagande comme cette brochure traduite en français de Dolores Ibarruri (la *Pasionaria*) et José Díaz : *Pour l'indépendance de l'Espagne, pour la République, pour la liberté, union de tous les Espagnols !*

Début juillet 38, il reçoit des nouvelles d'un brigadiste suisse, Borloz :

« Je suis bien arrivé à Genève où je suis rester couché pendant un mois, maintenant je suis tranquille la police ne veut plus de moi j'ai pu me débrouiller de leur dire que je n'ai fait que le transport et tout va bien. J'ai quitter Weber à Marseille et je ne l'ai pas revu depuis [...] Pour ce qui est de la politique ici sa marche à peu-près, je fais de petites conférences pour envoyer des vivres et d'autres choses que les copains vous avez besoin je suis bien accueilli. La population se tourne toute contre les fascistes et espère que la République aura bientôt la Victoire.

Si tu vois les copains de la C[omendancia des B.I.] salue les bien de ma part je suis en train de confectionner un envoi de tabac que je met à ton adresse cela vien des copains antifascistes de Genève [...] Je termine en te saluant vous aite des Braves et héros

Salut antifasciste

Vive la République ».

À la fin du mois, Albert est mobilisé comme mitrailleur pour la contre-offensive sur l'Èbre. Il est bien décidé à se faire sauter la cervelle plutôt que de se laisser capturer par les Maures car il affirme avoir vu de ses yeux des prisonniers qu'ils avaient attachés à des poteaux après leur avoir cousu la bite dans la bouche et recousu le ventre.

---

<sup>61</sup> Mais Albert n'a pas connaissance des sept cellules diaboliques sur lesquelles *L'Illustration* publiera un reportage photo après la chute de Barcelone. Le reporter Raymond Lécuyer écrivait qu'aucun habitant de Barcelone n'en ignorait l'existence tout en reconnaissant n'y avoir pas trouvé trace humaine.

<sup>62</sup> Hugh Thomas prétend que le contingent français était plus touché que les autres par la syphilis.

#### IV INDÉSIRABLES

« *Le tyran allemand, gouverneur du Vénézuéla* [Charles Quint avait concédé cette colonie espagnole à ses créanciers], ordonna de capturer le plus d'Indiens possibles avec leurs femmes et leurs enfants ; il les fit mettre dans un grand enclos, une enceinte de poteaux que l'on fit exprès pour cela et il ordonna de ne rien leur donner à manger jusqu'à ce qu'ils fassent apporter l'or qu'il leur demandait pour leur rançon... Beaucoup d'Indiens furent pris deux ou trois fois et durent payer chaque fois leur rançon. Ceux qui ne pouvaient pas ou plus payer, il les laissa dans l'enclos jusqu'à ce qu'ils meurent de faim. » (Bartolomé de Las Casas, *Très Brève Histoire de la destruction des Indes*, vers 1546).

Avril 1938 : le Front populaire se meurt. Édouard Daladier forme un gouvernement sans participation socialiste. Dès le 14, le nouveau ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut<sup>63</sup>, demande « une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarrasser notre pays des éléments indésirables trop nombreux qui y circulent »<sup>64</sup>. Le 2 mai, un décret sur la police des étrangers permet d'assigner à résidence tous les étrangers expulsables ne trouvant pas de pays d'accueil. Le 12 novembre, on remplace l'assignation à résidence par l'internement dans des « centres spéciaux », tout en aggravant les dispositions en matière de mariages, de naturalisations et de droit de vote<sup>65</sup>. Les premières victimes en sont les républicains espagnols.

Ces réalités ont été longtemps niées. Il n'était déjà pas facile de parler des camps de Vichy comme en atteste la mésaventure d'Alain Resnais contraint par la censure de supprimer de *Nuit et brouillard* l'image d'un gendarme français trônant sur un mirador de Pithiviers<sup>66</sup>. Lorsqu'on s'avisa de remonter jusqu'à la Troisième République, le choc fut rude :

— On nous a déjà assez emmerdé avec les juifs, vous n'allez pas commencer avec les Espagnols ! s'entendit répondre Marie-Claude Rafaneau-Boj, auteur en 1979 d'une thèse pionnière sur l'internement des républicains.

On comprend l'émotion : pour tous, les camps, c'étaient avant tout les camps nazis, même si l'on croyait savoir qu'ils avaient eu un ancêtre, les camps anglais pendant la guerre des Boers. Il avait fallu des dizaines d'ouvrages pour qu'on finisse par reconnaître, grâce à Soljenitsyne, que les K.Z. avaient eu un pendant, les camps soviétiques, et qu'un commerce souterrain s'était même établi entre les deux systèmes<sup>67</sup>.

---

<sup>63</sup> Albert Sarraut (1872-1962) : fils d'Omer, maire de Carcassonne, frère de Maurice, patron de *La Dépêche du Midi*. Grande figure du radicalisme, il fut gouverneur de l'Indochine (1911-14, 1918-9), ministre des Colonies (1919-21), président du Conseil début 36 et ministre de l'Intérieur de Daladier en 1938-40. Il sera déporté à Neuengamme (1944-45) et deviendra président de l'Assemblée de l'Union française (1953-58).

<sup>64</sup> Le substantif indésirable réapparaît dans le décret-loi Daladier du 12 novembre 1938 sur l'internement administratif des étrangers, diverses circulaires du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut en 1939, sur une autre de la Défense en octobre... À Gurs, au cours de l'été 40, on interne les I.F. (Indésirables français).

<sup>65</sup> « Véritable loi des suspects », écrit Geneviève Dreyfus-Armand (*E.R.E.F.*, p. 59), qui attribue cette comparaison avec la Terreur à Courtois, Peschanski et Rayski in *Le Sang de l'étranger* (Fayard, 1989). En fait, l'expression est d'époque : cf. Koestler, *La Lie de la terre*, pp. 61 et 127 (55 et 114 en Livre de poche), Jacques Fauvet, *Histoire du P.C.F.* (Fayard, 1966, t. 2, p. 40), etc.

<sup>66</sup> Cf. Sonia Combe, *Archives interdites*. Albin Michel, 1994, p. 260.

<sup>67</sup> *L'origine des camps de concentration remonte à la guerre des Boers (1899-1902)... Goering, qui avait passé une partie de sa jeunesse en Afrique du Sud, a soutenu que l'idée des KZ lui était venue en souvenir des récits entendus dans sa jeunesse... Hannah Arendt a refusé toute assimilation... De leur côté, les bolcheviks ont créé durant la guerre civile des camps destinés à enfermer des ennemis de la révolution.* (François Bédarida, *La Déportation, le système concentrationnaire nazi*, B.D.I.C., 1995, p. 16).

En 1940, pour bien enfoncer le clou, un film allemand a été consacré aux camps anglais pendant la guerre des Boers.



On découvrit des cadavres inattendus dans les placards. Même le si gentil, si délicat et si français Jean Giraudoux, qui fait les joies de nos classes de Lycée, avait, dans cinq conférences, stigmatisé la horde « des centaines de mille Ashkénazis » envahissant la France et préconisé de créer un véritable ministère de la Défense nationale qui ne serait pas celui de la Guerre mais de la lutte contre la mortalité, du développement de la natalité et de la restriction des naturalisations. Car « nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale <sup>68</sup>. » À l'issue de quoi, il avait été nommé en juillet 39 commissaire général à l'Information. Encore peut-on ajouter que ces conférences avaient été prononcées devant l'université des *Annales*, c'est-à-dire à l'invitation de Marc Bloch et de Lucien Fèbvre, les rénovateurs de l'histoire française, ces mêmes *Annales* qui avaient naguère publié un numéro fort bien documenté sur l'Allemagne nazie, grâce en particulier à une réfugiée juive, Lucie Varga, au surplus amante de Fèbvre... <sup>69</sup>

On éplucha les journaux pour sonder les cœurs. On parla de fascisme à la française, de crise morale et de *crise de l'identité nationale*. À cet égard, l'année 1938 aurait marqué un *tournant décisif*, la xénophobie ayant alors débordé de son *cadre habituel* pour contaminer le centre et certaines fractions de la gauche.

L'interprétation est fort différente lorsqu'on consent à lever le nez et à observer cette époque dans la durée. On s'est étonné que la victoire de 1918 ait si peu consolidé la République. On serait tout aussi fondé à relever que le ralliement des ennemis de la République, antisémites compris, à l'Union nationale en 1914 leur a apporté une légitimité dont le parti réactionnaire, marqué au fer rouge par la défaite contre la Prusse et l'écrasement de la Commune, était loin de jouir face à la République combative du début du siècle. Faut-il pour autant parler de crise morale ? L'Église en découvre une nouvelle sous chaque pontificat. De crise de l'identité nationale ? Cela prête à sourire dès qu'on regarde la proportion de valeureux poilus qui ignoraient le français. De contamination par la xénophobie des parties saines de l'opinion ? Le tableau n'a jamais été aussi manichéen, il suffit de se remémorer l'affaire Dreyfus pour s'en convaincre. Et les journaux valent-ils sondage d'opinion ? Ce serait oublier que le Front populaire a remporté les élections malgré l'hostilité de la quasi totalité de la presse (tout comme le traité de Maastricht ne fut voté que de justesse malgré une large approbation dans les médias).

La généalogie concentrationnaire n'a pas non plus la simplicité biblique qu'on lui prête. Les Anglais, contrairement à la légende répandue par Goering et reprise par de nombreux auteurs, y compris à l'ultra-gauche <sup>70</sup>, n'innovèrent nullement au temps de la guerre des Boers. Voici ce qu'écrivait un contemporain, Émile Auzou : « À Johannesburg, entouré de remparts, de fils de fer barbelés, on entasse les Boers révoltés ou non. La maladie fait d'effroyables ravages parmi ces infortunés. C'est le système des *reconcentrados*, que l'Espagne appliqua naguère à Cuba, malgré les cris indignés des philanthropes anglais. » Là-bas en effet, en 1896, le général espagnol Valeriano Weyler avait « enjoint aux habitants des campagnes de venir, dans le délai de huit jours, s'établir dans les villes fortifiées ; il défendit de se montrer hors des villes sans une autorisation écrite d'un chef militaire <sup>71</sup>. » Les Américains, qui s'y connaissent en matière de réserve, avaient d'ailleurs procédé de

---

<sup>68</sup> Conférences rassemblées dans *Pleins Pouvoirs*. Le 5 juin 1940, Giraudoux fut remplacé par Jean Prouvost (Lainière de Roubaix, *Paris-Soir, Match, Marie-Claire...*) qui se révéla partisan précoce de l'armistice et ennemi virulent des tentatives de repli en Afrique du Nord.

<sup>69</sup> On a reproché à Marc Bloch d'avoir écrit que la cause des juifs étrangers *n'était pas exactement la nôtre* (lettre du 2 avril 1941 à l'Union générale des israélites de France). Et l'on pourrait non moins relever qu'il vante l'accueil qui leur a été fait et n'a pas un mot, à la différence de vieux routiers de l'engagement comme Koestler ou Guéhenno, pour l'article 19 du traité d'armistice livrant à Hitler ses opposants.

La guerre d'Espagne elle-même, grande obsession des militants, n'est guère évoquée par Bloch que pour brocarder le P.C. qui appelait à l'intervention après avoir refusé le vote des crédits de guerre jusqu'au pacte franco-soviétique de 1934. Et pour déplorer que le souvenir des images de Madrid bombardée ait contribué à démoraliser les Français en 1940 : Hugh Thomas considère au contraire que les bombardements galvanisèrent la population madrilène (*op. cit.*, p. 335).

<sup>70</sup> Voir *L'Épreuve du désastre* d'Alain Brossat. De même, dans *Les Tondues*, ouvrage consacré aux femmes rasées en France à la Libération, Brossat ne semble pas songer qu'il y a eu des précédents ici et ailleurs.

<sup>71</sup> Émile Auzou, *Histoire contemporaine de 1789 à nos jours*. Éd. Delamain, Paris, 1901, p 419 et 155.

même aux Philippines pour assurer leur mainmise sur le pays après avoir soutenu la rébellion indépendantiste <sup>72</sup>.

Daladier, Sarraut et Mandel ne font eux-mêmes que ressusciter de vieilles lunes. Jean-Claude Farcy, dans un ouvrage aussi remarquable que méconnu <sup>73</sup>, a rappelé que des lois avaient été votées en 1849 et 1883 pour organiser l'évacuation des *bouches inutiles* en cas de guerre de siège. Avec les possibilités nouvelles offertes par les chemins de fer, les épurateurs avaient un temps prévu d'évacuer de Lyon 150.000 individus. Après qu'on ait abandonné l'idée d'une guerre de position au profit d'une guerre de mouvement, on conserva l'idée d'écarter de la zone du front les repris de justice et aussi les étrangers auxquels on s'intéressait de plus en plus. L'espionnage aidant, et les combats de 14 ayant eu le mauvais goût de déroger aux attentes, les projets d'évacuation se muèrent en décision d'internement, et les intentions de rapatriement des étrangers en volonté de priver l'ennemi d'hommes mobilisables <sup>74</sup>. Les refuges devinrent des camps et ceux-ci s'emplirent de personnes sur lesquelles ne pesaient souvent que de vagues présomptions quand bien même leur dossier les avait suivis jusqu'aux centres de triage : Alsaciens-Lorrains reconquis, neutres, vagabonds, contrebandiers, épouses esseulées réduites à monnayer leurs charmes à l'ennemi, prostituées professionnelles syphilitiques ou non, récidivistes qu'on ne peut plus reléguer à la Guyane, prisonniers de guerre libérés ou évadés, otages, etc.

Lorsque Koestler <sup>75</sup> s'étonne d'être arrêté en octobre 1939 alors qu'il est sujet de la Hongrie neutre (neutralité plutôt fragile...), il ne songe pas un instant qu'il en fut de même en 1914. Mais en fait de paroxysme xénophobe <sup>76</sup>, on est loin en 1939 des débordements enregistrés vingt-cinq ans plus tôt, comme le prouve la relation par le Hongrois Aladar Kuncz de son arrivée à Périgueux en 1914 au sein d'un groupe de civils étrangers encadrés par des gendarmes : « Une clameur immense nous accueillit à la sortie de la gare... Une grêle d'invectives et de pierres nous assaillit. Les plus proches nous frappèrent à coups de cannes et de parapluies... » Cette France de 1914-18 ne fait pas dans le détail : elle parqua environ 60.000 personnes dans une soixantaine de camps, dont une demi-douzaine en Algérie.

De là vient la notion française de camp de concentration, assez banale en soi, presque pléonastique. En 1929-30, Albert Londres compare les ghettos juifs d'Europe centrale à des camps de concentration. *L'Humanité* du 20 septembre 1933 intitule « Camp de concentration à Paris » un reportage sur les casernes désaffectées rouvertes pour y accueillir des réfugiés allemands <sup>77</sup>. En 1939, Andrée Viollis évoque les *camps de concentration* (ou *refuges* ou *tékias*) dans lesquels s'entassaient chaque été les misérables populations du Sud et du Centre tunisiens chassées vers le nord par la sécheresse. On y renonce en 1938 car ils coûtent cher et constituent des foyers d'épidémie et de révolte <sup>78</sup>. Vers cette époque, l'administration abandonne peu à peu l'appellation *camp de concentration* en raison de la connotation barbare que lui vaut le *konzentrationslager* allemand au profit d'intitulés tels que *camp d'hébergement* ou *centres d'accueil* <sup>79</sup>. Pour des raisons semblables, les historiens modernes des camps français ont renoncé à les qualifier de camps de concentration, quand bien même cela aurait été leur appellation officielle à un moment de leur existence. Néanmoins, un

---

<sup>72</sup> Le père Leloir, aumônier général des maquis des Ardennes déporté à Buchenwald, trouve une origine encore plus lointaine au système concentrationnaire puisqu'il cite carrément Thucydide (V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) : « Quant à ceux qui étaient dans les Latomies, les Syracusains commencèrent à les traiter avec une extrême rigueur. Enfermés en masse au fond de cette étroite excavation, dépourvus d'abris, ils souffraient énormément de la chaleur du soleil et du manque d'air ; ensuite les nuits froides de l'automne déterminèrent un changement de température qui provoqua des maladies. Il leur fallait satisfaire dans cet espace étroit à toutes les nécessités de la vie, les cadavres s'accumulaient, les uns succombant à leurs blessures, les autres aux changements de température ou à quelque accident ; la puanteur était insupportable, ils souffraient à la fois de la faim et de la soif, car on ne leur donna pendant huit mois qu'une ration journalière d'un cotyle d'eau et de deux cotyles de blé. » (*Guerre du Péloponèse*, Livre VII, nn. 86-87, cité dans *Je reviens de l'enfer*, Éditions Rendez-vous, Paris, 1945, p. 161).

<sup>73</sup> Jean-Claude Farcy, *Les Camps français de la Première Guerre mondiale*. Anthropos, Paris, 1995, 373 p. Émile Zola a donné une description saisissante d'un camp de transit pour prisonniers de guerre installé en 1870 par les Prussiens dans une boucle de la Meuse (*La Débâcle*, III<sup>e</sup> partie, chap. II).

<sup>74</sup> En 1803, Napoléon avait déjà envisagé d'interner tous les Anglais mobilisables.

<sup>75</sup> Arthur Koestler (1905-1983) : sioniste, puis communiste, il signa sa rupture avec le Parti par un ouvrage écrit en 1939-40, *Le Zéro et l'infini*. Après guerre, le P.C.F. défila devant les Éditions Calmann-Lévy pour tenter d'en empêcher la publication en français.

<sup>76</sup> La presse aurait créé les *conditions nécessaires pour une xénophobie poussée au paroxysme* (Marie-Claude Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 40).

<sup>77</sup> Cf. Gilbert Badia et alii, *Les Bannis d'Hitler* (Études et documentation internationales - P.U.V., 1985, p. 53).

<sup>78</sup> *Notre Tunisie*, Gallimard, Paris, 1939, pp. 128 s.

<sup>79</sup> Ces observations rejoignent notamment celles de Javier Rubio (qui critique Rafaneau-Boj et Témime) et celles d'Anne Grynberg et Anne Charaudeau formulées in *Exils et migration*, pp. 111-112 et 139).

mélange de nominalisme pavlovien et de goût du scandale nous vaut des ouvrages sur les *camps de concentration* des Milles et de Poitiers, entre autres <sup>80</sup>.

En 1938, l'État dispose d'une technique, d'une philosophie et d'une terminologie. Il ressort à la fois les choses de 14-18 (comme l'ancien camp pour prisonniers de guerre allemands du Vernet, passé que Koestler ignore) et les mots, comme les expressions de *suspect au plan* (ou *au point de vue*) *national*. Le substantif *indésirable* se serait pour sa part répandu en France en 1911, suite à l'aventure de D'Abbadie d'Arras déclaré *undesirable* au Canada. Il figure sur un registre d'érou de la prévôté au premier semestre 1915, puis est repris dans une instruction du G.Q.G. en mars 1916 <sup>81</sup>. La catégorie *indésirables* s'ajoute à d'autres plus classiques comme bouches inutiles, individus dangereux, repris de justice, gens sans aveux... Moins dangereux que le suspect, l'indésirable est un gêneur, un perturbateur de l'ordre public. Mais la notion reste floue et, selon Farcy, il y a très fréquemment cumul de motifs <sup>82</sup>.

Toutefois, les conditions diffèrent de celles de 14. Il s'agissait de retenir, maintenant d'accueillir. On interne par indécision, parce qu'on ne désire pas recevoir sans oser refouler. Par volonté de dénombrer, localiser, contrôler médicalement et surveiller politiquement. En espérant que les conditions d'accueil pousseront au rapatriement. Certes, il serait vain de nier une certaine altérité des Espagnols <sup>83</sup> ou des frictions causées par la dissémination dans nos campagnes d'éléments d'origine urbaine au fier tempérament. Des circulaires flamboyantes, il y en eut beaucoup, tellement que nombre d'entre elles restèrent lettre morte. La logique de l'Intérieur ne péchait pas par charité ? Mais, au même moment, que disaient les ministres du Travail et de la Défense ?

On interne parce que les accueillants privés, même si l'on décourage des bonnes volontés, font réellement défaut. Et parce que l'État cherche à minimiser des charges d'entretien non négligeables <sup>84</sup>.

Cette dimension système D devient manifeste à partir de septembre 39 où, en dehors d'une minorité de supposés suspects, les Espagnols ne restent dans les camps qu'à cause de la pénurie de logements consécutive à l'afflux des réfugiés mosellans ou par incapacité à subvenir à leurs besoins en travaillant.

En vérité, on a beaucoup interné par facilité, par routine, parce qu'on savait faire. Ce qui frappe en effet chez la grande majorité des responsables, c'est qu'ils ne manifestent ni véritable inquiétude, ni animosité contre la masse des réfugiés espagnols (ni beaucoup de compréhension, il est vrai). Ennemis les Espagnols ? Certes, on se méfie des anarchistes, des communistes et plus encore des internationaux. Mais les républicains, ce sont tout de même ceux que l'on a aidés, fut-ce insuffisamment, en catimini. En Charente, le préfet Malick est un radical, laïque bon teint, qui ne tient pas la calotte en odeur de sainteté. Son jeune directeur de cabinet en charge du dossier espagnol, Charles Rickard, pur produit du radicalisme cassoulet, a pour père un Anglais et pour épouse une juive <sup>85</sup>. Tel bobard lancé et repris par les organes conservateurs est froidement démenti après enquête. À Cognac, où sévit l'illuminé Amand Charles, même la police ne s'en laisse pas conter et juge les redoutables rouges sur des critères fort peu politiques : *bon travailleur, sérieux, moralité douteuse*,

---

<sup>80</sup> Paul Lévy, *Un Camp de concentration français. Poitiers 1939-1945* (Sedes, 1995). Le titre suscita la protestation des associations de déportés mais reçut dans la presse locale le soutien d'un rescapé ramoneur rappelant que sa mère aurait préféré Buchenwald à Montreuil-Bellay, d'un instituteur retraité ayant tiré ce dernier camp de l'oubli et d'un ubuesque *délégué à la Mémoire et à l'information historique* émergeant au budget du ministère des Anciens Combattants qui déclara ces discussions stériles, *tous les camps étant des camps de la honte et de l'infamie* ! Dans un second ouvrage, Paul Lévy renonce à cette dénomination tout en omettant de souligner le très grand écart de mortalité entre camps français et nazis (*Élie Bloch : être juif sous l'Occupation*, Geste éditions, 1999, p. 155).

<sup>81</sup> Farcy, *op. cit.*, pp. 65, 66, 76. La presse et les pétitionnaires, qui l'ignorent en 1914 (*Ibid.*, pp. 259-261), l'utilisent en 1918 (p. 262), époque où l'on qualifie aussi d'indésirables les grévistes (pp. 107-108).

En 1975, Régis Debray publie au Seuil *L'Indésirable*, roman inspiré par ses pérégrinations révolutionnaires en Amérique latine.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>83</sup> En 1930, près de 60 % des emplois péninsulaires étaient agricoles ou miniers et la propriété foncière atteignait des records d'inégalité : un millième des propriétaires possédait un tiers de la superficie cultivable, deux millions d'ouvriers agricoles ne disposaient d'aucun lopin. L'instruction primaire n'était devenue obligatoire qu'en 1909 et le clergé, pas spécialement le plus éclairé, détenait de fortes positions dans l'enseignement. Il y avait près de 25 % d'analphabètes en 1936 (61,4 % en 1910).

<sup>84</sup> 88 MF de juillet 1936 à décembre 1938 auxquels s'ajoutent les dons privés comme les 12,3 MF collectés par la C.G.T.

Il reste qu'après la victoire de Franco, la France, sous la pression du Saint-Office, du Foreign office et de l'ambassadeur Pétain, restitue intégralement à la Banque d'Espagne la caution d'un milliard en lingots d'or déposée en gage d'un emprunt souscrit en 1931 et que Paris avait refusé de rétrocéder pendant la guerre civile bien que l'emprunt ait été entièrement remboursé avant le début des hostilités. Afin de l'obtenir, Franco fermait sa frontière aux réfugiés volontaires pour le retour (Cf. Louis Noguères, *Le Véritable Procès du maréchal Pétain*, Fayard, 1955, p. 44 et G. Dreyfus-Armand, *L'Exil...*, pp. 76-77). Le but de la restitution est aussi d'obtenir la neutralité de l'Espagne à l'heure où les nuages s'amoncellent avec l'Allemagne.

<sup>85</sup> Charles Rickard a relaté son expérience de directeur de cabinet du préfet Georges Malick de juillet 38 à juillet 40 dans *Vérités sur la guerre (1940-1942)*, Éd. Gisserot, 1988. Il n'y souffle mot des réfugiés espagnols... Le chef de cabinet adjoint était Miller et le secrétaire général Lalanne.

etc. Psychose anti-espagnole ? Nous n'en voyons guère. Des camps ? Oui. Et c'est bien le drame. Ce qui prédomine, c'est le côté *banalité du mal* ou *crime de bureau* (Hannah Arendt) <sup>86</sup>.

Ce contexte particulier explique peut-être la bonne fortune du terme *indésirable* emprunté à un univers, le monde anglo-saxon, où le rejet de l'étranger est vécu à la fois comme naturel et comme contestable ou peu porteur : naturel comme le cynisme des classes supérieures à l'égard des pauvres, contestable dans des sociétés de migrants comme l'Amérique du Nord, peu porteur dans une société sûre d'elle-même telle que la Grande-Bretagne. Il pourrait être qualifié d'hypocrite s'il n'était le produit d'une culture du compromis et du pragmatisme. Il est flou parce que la société multiple ne peut parvenir à un consensus sur des critères durs d'exclusion (la race, la religion... ) mais il est suffisant pour permettre d'instaurer des quotas sur la base de nationalités ou de professions. C'est donc très logiquement qu'il est adopté par la France alors qu'il est très peu usité dans les pays totalitaires qui ne s'embarrassent pas de périphrases <sup>87</sup>.

Septembre 1938 : les démocraties capitulent en rase campagne à Munich. La voie est ouverte pour le retournement de l'U.R.S.S. En Espagne, les belligérants étrangers doivent se retirer. Mais alors que le départ des Italiens n'est qu'une relève à peine déguisée, les Internationaux, ou ce qu'il en reste — un Français sur quatre a été tué, surtout à Madrid, au Jarama et lors du passage de l'Èbre — plient effectivement bagage, mis à part quelques irréductibles. Le 28 octobre, Albert Simonet participe au mémorable défilé d'adieu des Brigades à Barcelone sous une pluie de papillons. Sur le revers vierge de l'un d'eux qu'il a conservé : des signatures d'Espagnols en témoignage d'amitié. À cette occasion, il apprend que son camarade Centner, trop instruit pour n'avoir pas éveillé les soupçons, versé un temps dans une compagnie disciplinaire, revenu malgré tout d'une permission en Angleterre, a été liquidé comme supposé espion.

Albert n'a pas encore conscience que les "carottes sont cuites" pour les républicains. D'une pochette transparente, il extrait une relique, un numéro du *Frente popular* daté du lendemain :

- Ça n'a pas l'air de vous intéresser beaucoup !
- Non, ces discours grandiloquents et mensongers à la veille des défaites, ça me laisse froid.
- Mais c'est d'époque !
- Je ne suis pas fétichiste.
- N'employez pas de grands mots !

Albert a-t-il rempli le formulaire de démobilisation avec ses quatre-vingt-cinq questions ? Il ne s'en souvient plus, pas davantage que d'un éventuel contrôle par la S.D.N. (« *Qu'est-ce que c'est la S.D.N. ?* »). Il se fait voler une valise pleine de souvenirs à la gare de Barcelone, arrive en France et rallie directement Périgueux où il est emprisonné pendant trois jours. Peu agréable mais pas terrible non plus :

- On m'a posé quelques questions, puis on m'a annoncé que j'étais libre.

Le 8 novembre, quinze brigadistes eux aussi démobilisés, sans ressource, « originaires de pays totalitaires » — dont douze Autrichiens — arrivent de Paris à Angoulême où ils sont logés à l'asile de nuit et nourris pour 19 F par jour. Le 14 suivant, six sont recrutés par l'Entreprise industrielle pour le chantier d'adduction d'eau de Ruelle <sup>88</sup>.

---

<sup>86</sup> Cette dernière expression fut reprise au cours du procès Papon par maître Boulanger, représentant de l'une des parties civiles.

<sup>87</sup> Nous ne l'avons trouvé dans aucun texte afférent à la période 1880-1910 en France. Drumont définit le juif comme corps étranger dans un organisme sain, venin, foyer d'infection, intrus, type spécial d'étranger caractérisé par l'errance — l'araignée d'or juive — animal nuisible par excellence, égorgueur d'enfants, usurier, rapace, voleur, traître et espion potentiel, fauteur de guerre pour en tirer bénéfice, individu encombrant et bruyant et l'on en passe : sa palette est suffisamment nourrie pour se passer du terme indésirable.

Dans la vaste fresque qu'est *L'Histoire de l'antisémitisme* de Léon Poliakov, le mot ne vient que sous la plume d'un journaliste américain s'inquiétant, au début des années 1920, de l'afflux possible de juifs polonais ou roumains *inassimilables, non productifs et économiquement et socialement indésirables*.

Les nazis imposent un vocabulaire basé sur les notions aussi spirituelles que sous-hommes, déchets raciaux, rebuts d'humanité, dégénérés, souilleurs de la race, corrupteurs du sang allemand, asociaux, vauriens, chiens, idiots, *stucks*, etc.

L'U.R.S.S. possède son propre registre : elle ne déclare pas indésirables les juifs persécutés ou les réfugiés espagnols mais considère qu'il s'agit d'un problème intérieur aux pays capitalistes et qu'elle n'a pas à recevoir des ennemis du peuple, agents de l'impérialisme et autres espions à la solde du Mikado et de Wall Street.

Mais Germaine Tillion classe les Ukrainiennes parmi les voisines les plus *indésirables* à Ravensbrück (*Cahiers du Rhône*, 1946, XX, 31 et *Ravensbrück*, Seuil, Point-Histoire, 1997, p. 200).

<sup>88</sup> Et non, cela va de soi, par la Fonderie de Ruelle, comme l'écrit Cordet (*cf. Lévy et Becker, op. cit.*, p. 38). Sur l'Entreprise industrielle, voir annexe 3.

2<sup>e</sup> PARTIE :  
*Janvier-août 1939*

V  
LA RETIRADA

Janvier 1939 : cette fois, c'est la fin. La Catalogne est balayée. Madrid et Valence veulent encore tenir, espérant on ne sait quel embrasement général de l'Europe qui seul pourrait sauver les républicains. Le 17, Paris autorise l'entrée de trois mille blessés civils. Le 20, le ministre des Affaires étrangères Del Vayo demande à son homologue français d'accueillir cent cinquante mille réfugiés. Georges Bonnet répond par la proposition d'une zone neutre à la frontière que Franco rejette le 26, jour de la capitulation de Barcelone. Craignant d'être submergée par les réfugiés, Paris met en place une véritable ligne Maginot : des armes automatiques dans des tranchées, des batteries de D.C.A., des canons antichars, des projecteurs... Plusieurs unités charentaises — le 107<sup>e</sup> R.I., le 502<sup>e</sup> R.T. et la Garde mobile — sont mises à contribution<sup>89</sup>. On atteint les trente mille hommes début février 1939. Mais c'est un énorme flot humain qui s'avance, un exode aux dimensions bibliques tel que la France n'en a jamais reçu.

Ils fuient : la famille Davo en autocar (elle est privilégiée), l'aviateur Roberto Domínguez dans une auto (il y en a peu), les Rodellar accompagnés par une charrette tirée par un vieux cheval, la plupart à pied, Martín Gabarrón avec des chiffons aux pieds. Une petite moitié voyage sans encombres : la plupart gens motorisés — familles aisées, militaires, employés des hôpitaux... — qui peuvent se déplacer rapidement ou circuler de nuit, personnes qui habitent à proximité de la frontière ou qui arrivent après son ouverture. Mais la majorité n'échappe pas aux bombardements et aux mitraillages de l'aviation, suivant une technique dont les Français de la débâcle feront largement les frais et qui a déjà été éprouvée lors de la chute de Malaga<sup>90</sup>.

À mesure que les Rodellar avancent et que leur vieux cheval fatigue, leur cargaison s'amenuise. À Figueras, ils se réfugient dans une buse d'égout lorsque les avions commencent à bombarder. L'un des leurs est assourdi par une déflagration. Ils reprennent la route, subissent des mitraillages. Lorsqu'elle apprend que la frontière est fermée, Trini, quinze printemps, s'effondre en larmes, se sentant prise dans une nasse.

À quatre-vingt-six-ans, Remedios Pons nous reçoit à Champniers, banlieue nord d'Angoulême. Elle évoque ses souvenirs dans un cadre douillet, au milieu des guitares et des têtes de fauves naturalisées par son gendre, un ancien accompagnateur de Claude François et de M'sieur Eddy reconverti dans la taxidermie, à côté d'une télé diffusant des dessins animés. Elle a toujours du maintien et de l'élégance, mais les scènes d'épouvante la hantent encore :

— La nuit, confie-t-elle, je revois encore ces horreurs avec mes parents, mon mari, mes trois enfants, surtout les mitraillages par les avions allemands alors que nous étions bloqués à La Junquera<sup>91</sup>. Pendant que les Allemands nous attaquaient en règle, l'armée française se contentait de tirer des fumigènes pour leur indiquer la frontière à ne pas franchir.

Elle croit se reconnaître sur une bande d'actualité montrant une mère qui pousse un landau au milieu d'un gué à l'approche de la frontière française. Elle a demandé la cassette, n'a jamais obtenu de réponse. De quoi se mêle cette misérable figurante du grand spectacle audio-visuel ?

Les Sangüesa connaissent déjà la France. Le père, Antonio, est venu en 1924 à Bédarieux (Hérault) pour trimer dans une carrière alimentant un four à chaux et une usine à gaz dans laquelle travaillait son cadet Valeriano. Six de ses sept enfants sont nés en France ou y ont grandi. En 1931, lors du rétablissement de la République, le clan Sangüesa est rentré à Torecilla de Alcañiz, à une centaine de

---

<sup>89</sup> Cf. Francis Cordet, *op. cit.*, p. 36. Pour les gardes républicains, voir Grando, Quéralt, Febrès, *Vous avez la mémoire courte* (Marcevol, 1981, 260 p.). Les G.R.M. de Niort et Parthenay sont également envoyés sur la frontière.

<sup>90</sup> Cf. *Le Testament espagnol* d'Arthur Koestler. Hugh Thomas n'y consacre pour sa part qu'une seule ligne (à propos de la chute de Bilbao) tandis que d'autres auteurs, éminents spécialistes de la chose politique édulcorant les sordides réalités de la guerre, semblent regarder ailleurs.

<sup>91</sup> Christine Bravo évoque fugitivement cette scène dans *Adieu à Tolède*.

kilomètres au sud-est de Saragosse. Ancien journalier agricole, Antonio s'y est livré au commerce de fruits, légumes et bimboloterie avec une charrette tirée par une ânesse et une mule. En outre, maquignon et rebouteux. Il n'y était guère en odeur de sainteté, étant incroyant et s'abstenant de voter en l'absence de candidat républicain :

— Au moment du putsch, raconte María de los Dolores dite Dolores, sa fille aînée, mon père fut incarcéré à Alcañiz. Un soir, peu avant minuit, alors qu'il attendait son exécution pour le lendemain à l'aube, surgirent des énergumènes qui ouvrirent les cellules. Il connaissait trop bien la *lei de fuga*, l'exécution pour pseudo tentative de fuite <sup>92</sup>, pour se résoudre à y croire.

Mais non. C'est bien une colonne anarchiste, très certainement celle du menuisier Antonio Ortiz <sup>93</sup>, partie de Barcelone pour rétablir la liaison avec Madrid. Les saints de l'église de Torecillas eurent à souffrir assez sérieusement de cette libération. Puis les anarchistes formèrent une *collectividad* (coopérative) dans laquelle fut inclus Antonio.

Dolores logeait alors à San Andrés del Palomar, dans la banlieue de Barcelone, chez un oncle paternel, Ángel Bondía, employé jusqu'à sa mobilisation dans une usine textile anglaise, la Fabra y Coats. Elle gagnait sa vie comme vendeuse dans une sparterie appartenant à la famille Sol. Ceux-ci étant très religieux (quatre filles dont trois bonnes sœurs, trois fils dont un curé), ils la contraignaient à se rendre chaque jour à la messe de 9 h. On voyait des publicités : « *Si vous n'avez pas vos règles, prenez tel médicament.* » Dolores demanda des explications. Sa tante refusa de lui en donner.

En 1938, la *collectividad* de Torecillas dut se résoudre à évacuer vers Barcelone en emportant ses moutons et autres animaux. Elle essuya un terrible bombardement à Morà la Nova et échoua à Martorell où, faute de terres, elle dut se saborder. Antonio Sangüesa reçut une jument, une ânesse, une charrette et un peu d'argent, et trouva à se loger avec sa famille à San Vincenz des Horts chez un gros horticulteur qui disposait de chambres vides mais les reléguait dans un grenier où ils étendirent leur literie sur de vieux cageots. De même refusait-il de leur vendre du ravitaillement, en sorte qu'ils étaient réduits à le voler. Dolores, qui était devenue entre-temps, bonne à tout faire chez un industriel en chaussures, rejoignit néanmoins les siens. Bientôt, tous furent invités à Barcelone par une sœur de M<sup>me</sup> Sangüesa. La ville subissait les bombardements tous les quarts d'heure par les vagues d'avions basés aux Baléares et l'on avait faim. La ration de pain était tombée à 150 grammes par jour et celle du vendredi devait suffire pour le samedi et le dimanche. Seul le système D. permettait de survivre. Avec sa charrette, Antonio allait chercher à Sant Boi des fruits et légumes qu'il revendait à Barcelone. Trois fois par semaine, Dolores et ses deux nièces empruntaient le train de 20 h pour aller chercher du vin, du maïs, des noisettes et de la farine à Vendrell ou Reus, ou du poisson à Sitges. Elles le troquaient contre du fil de la Fabra y Coats ou autres marchandises que leur avaient proposées leurs clients barcelonais. Le cornet de vingt noisettes valait une peseta. Certains paysans catalans, plus anti-Espagnols que les habitants de la capitale, les accueillait à coups de carabine. Le jour de Noël 1938, le train était si bondé qu'elles durent voyager sur le toit d'un wagon et assistèrent à un accident dramatique à l'entrée d'un tunnel. Vint l'heure de la retraite, que la famille fit avec sa charrette chargée de linge et de ravitaillement. Dolores ne l'a jamais raconté, pas même à ses fils :

— On voit l'aviation attaquer Mataro et les bombes tomber loin de leur objectif. On traverse Figueras sans ennuis mais sur la route côtière, les mitraillages s'intensifient.

— Chaque fois, on s'égaie dans la nature mais on est obligé d'abandonner sur la charrette mon petit frère Manuel, très mal en point à la suite d'une vaccination. Quelque part, on fait halte alors que la carriole qui nous précède continue : elle est démolie par une bombe. On repart. Il faut slalomer entre les morts. Mon père nous ordonne de fermer les yeux.

Des parents jettent une couverture sur leurs petits à l'approche des avions.

— Je ne sais pas si je dois vous le dire, hésite Dolores. Il y avait des bateaux français de la non-intervention qui croisaient au large en se contentant d'enregistrer les attaques fascistes sans broncher. Près de la frontière, on doit abandonner les bêtes et la charrette. On distribue son chargement aux fuyards qui renoncent à passer en France, souvent par ignorance de l'étranger. On a la chance, juste avant l'arrivée des troupes franquistes, d'attraper la dernière navette pour femmes et enfants organisée par les militaires républicains.

---

<sup>92</sup> Prisée de l'armée française pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie, cette technique de dissimulation des responsabilités est fort ancienne : en 1577, l'assassin de l'amiral de Coligny, capturé par les protestants, est tué peu après son *évasion* du château de Bouteville (Marvaud, *Études historiques sur l'Angoumois*, 1835, pp. 294-5).

<sup>93</sup> Cf. Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Laffont, 1961, pp. 245-6.



Le 28 janvier, Paris se résout à laisser passer les civils. Les réfugiés apprécient les grandes marmites de riz qui, ici ou là, sont mises toute la journée à leur disposition, mais ils sont choqués par le déploiement militaire et les brutalités auxquelles donne lieu la séparation des familles. Aux hommes adultes, on offre le choix entre *la Légion ou l'Espagne*<sup>94</sup>. Francisco Coll Escota prend un coup de barre de fer sur la tête et choisit la Légion : pour être soigné. Le flot enfle encore : le 5 février à Cerbère, le 6 au Perthus, on laisse passer l'armée républicaine. En une quinzaine de jours, quatre cent cinquante à cinq cent mille personnes déferlent en France, dont une bonne moitié de militaires.

Sur près de cent-cinquante kilomètres, les villes-frontières et les centres de collectage sont débordés. À Latour-de-Carol (1.300 m d'altitude), les blessés sont étendus à même le sol au bord des chemins ou sur le quai de la gare. Pour décongestionner celle-ci, on en emmène dans un terrain vague couvert de neige encerclé par des Sénégalais baïonnette au canon. Louis Noguères, député S.F.I.O. des Pyrénées orientales<sup>95</sup>, réclame la réquisition d'établissements fermés en cette saison, comme l'hôtel P.L.M. de Port-Vendres ou l'établissement thermal de La Presle, bourg dont l'accès a été interdit deux jours plus tôt.

Alors que les hommes restent sur place en attendant plus ou moins longuement d'être dirigés vers les camps, les femmes, les enfants ainsi qu'une partie des vieillards et des blessés sont acheminés par train vers des centres d'hébergement à l'intérieur du pays.

Remedios Pons échoue avec ses enfants à Chomérac en Ardèche, dans un vieux château avec de hautes fenêtres sans carreaux qui avait servi pour le tissage de la soie. Elle y perd son petit garçon de quatre ans, à bout de force, et l'enterre à Privas<sup>96</sup>.

— Peut-être était-il moins résistant que les autres ?

La Charente figure dans le peloton de tête des départements d'accueil. Le lundi 30 janvier, le préfet Malick est averti de l'arrivée d'un millier de réfugiés. Le lendemain, un premier convoi en achemine 753 dont seulement 64 hommes<sup>97</sup>. Un deuxième arrive le 1<sup>er</sup> février avec 1.675 réfugiés à son bord<sup>98</sup>. « Le spectacle de ce véritable troupeau humain était littéralement navrant, rapporte le quotidien radical *La France* qui s'apitoie sur cette foule affamée. Plusieurs restaurateurs de la ville ont été priés de faire l'impossible. »

Les autorités sont prises de court. Le centre Fourcheraud, ouvert en 1937 place de la Gendarmerie, ne pouvant suffire, il faut improviser. On entasse les gens dans un garage attenant à la gare de l'État<sup>99</sup> et au centre ville, dans les étages supérieurs du garage Vallet, rue Fougerat, derrière les actuelles Galeries Lafayette<sup>100</sup>.

Avocate et députée socialiste de Madrid, Julia Alvarez Resano, veuve Muñoz, trente-cinq ans, n'apprécie guère les lieux. Dès son arrivée en gare d'Angoulême le 31 janvier 1939, elle a envoyé un mot à Léon Blum pour lui demander de faciliter son retour à Madrid où le gouvernement Negrín espérait encore poursuivre la résistance. Le 10 février, elle se plaint d'avoir été dirigée comme tout un chacun vers le garage Vallet, où nombre de réfugiés souffrent de dysenterie, et de n'avoir pu communiquer avec l'extérieur.

Les passagers du deuxième convoi ne sont autorisés à descendre que l'après-midi tandis qu'un tronçon de 378 *desgraciados* est dirigé vers Cognac. Cinquante-huit réfugiés sont immédiatement hospitalisés, dont l'un resté sans soins depuis six jours malgré un bras fracturé par une balle. Le préfet réclame à l'Intérieur un crédit de 7 MF correspondant à l'accueil de 2.428 personnes.

Les samedi 4 et dimanche 5 février, environ 1.400 de ces infortunés sont transférés par autobus au camp de Ruelle.

---

<sup>94</sup> Cf. Rafaneau-Boj, *Odyssée...*, p. 48.

<sup>95</sup> Futur président de la Haute Cour de Justice et père d'Henri, de la Ligue des droits de l'Homme et du conseil d'État.

<sup>96</sup> L'Ardèche reçut en février 1939 près de 1.900 réfugiés espagnols. Le principal refuge fut le moulinage désaffecté de Champ-de-La-Lioure à Chomérac. Sept de ses pensionnaires seraient morts de mars 1939 à février 1940, dont 3 de moins d'un an, 1 de huit ans et 3 de plus de soixante-dix ans. Cf. Hervé Mauran, « Ardèche, terre d'exil. L'arrivée des rouges espagnols » (1939) in Giraudier, Mauran, Sauvageon, Serre, *op. cit.*

<sup>97</sup> C'est le seul convoi dont nous ayons la liste complète et dans le désordre.

<sup>98</sup> C'est ce second convoi qui résulterait d'une erreur d'aiguillage à Bordeaux (A.D. Charente 1 M 197), et non le premier, comme on lit dans *Clairière*, janvier 1999.

<sup>99</sup> La gare de l'État se situait à la sortie du tunnel de la Grand Font, en face de la gare actuelle qui était celle du P. O. Elle a été rasée par les bombardements de 1944.

<sup>100</sup> On pouvait également accéder au garage Vallet depuis la rue de Montmoreau par une rampe en colimaçon. Cet ensemble avait été construit par une entrepreneur d'origine espagnole, Pierre Fernández. Sa destruction par le Crédit agricole, qui s'est installé à la place, n'a pas fait l'unanimité.

Antonio Sangüesa est expédié sur Argelès, tout comme son cadet Valeriano et son beau-frère Ángel Bondía. Ce dernier se résoudra rapidement au retour et retrouvant son travail dans son usine anglaise, n'encourra aucune poursuite. La famille d'Antonio monte dans un train pour Marseille, espérant descendre à Béziers pour revenir Bédarieux où est demeurée la belle-famille de Valeriano. Erreur, le convoi la débarque à Angoulême, probablement le 8 février, dans un groupe de 1.365 réfugiés<sup>101</sup>. 245 sont dirigés à Cognac tandis que les autres sont acheminés par les cars de la Compagnie des tramways vers deux refuges du centre ville : 297 impasse d'Austerlitz, dans les anciens locaux de l'entreprise de charpente métallique Durand<sup>102</sup>, le solde à Fourcheraud.

Que se passe-t-il le 11 février ? L'état quotidien envoyé à la direction de la Sûreté du ministère de l'Intérieur annonce une augmentation de 276 réfugiés, hors les hommes qui diminuent de 62 unités.

Le dimanche 12 débarque le dernier convoi de 194 personnes<sup>103</sup>.

Compte tenu de deux naissances, on atteint donc au total 4.211 réfugiés<sup>104</sup>.

Quelques-uns se sont déjà repliés en France en 1937, dont une famille à Cognac. Dix-huit internationaux blessés ou malades sont hospitalisés, un autre, frappé par un arrêté d'expulsion, est arrêté lors de l'arrivée du deuxième convoi à Cognac et aussitôt condamné à trois mois de prison<sup>105</sup>.

La France du 6 février déplore que l'intendance militaire n'ait pas fourni de couvertures alors que tous les régiments ont des stocks. Il a fallu en réquisitionner dans les magasins de la ville. Le journal propose d'installer les réfugiés au camp militaire de La Braconne qui dispose de confortables baraques Adrian d'une capacité de cinq mille places. Aurait-il été judicieux d'évacuer les réfugiés vers ce camp situé en pleine forêt à une quinzaine de kilomètres d'Angoulême ? Tout de même, l'armée installe une roulante rue Corneille, près du refuge Fourcheraud, qui sert aussi à approvisionner le refuge Durand.

L'attitude de la population est « très compréhensive, malgré le préjugé moins favorable que lors des précédents exodes, notamment celui des Basques », en raison de « la présence manifeste d'un grand nombre de prostituées et d'individus suspects<sup>106</sup>. »

Le premier organisme à se manifester est le Comité d'entente pour l'Espagne républicaine, constitué dès 1936 par les organisations de gauche et toujours présidé par l'imprimeur communiste Émile Peignaud<sup>107</sup>. Dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> février, ce comité distribue du lait concentré, du chocolat et du sucre. Il lance un appel aux dons et reçoit l'appui de l'Union départementale C.G.T.

Le lendemain, le préfet visite le garage Vallet en compagnie d'enseignantes, de représentants de la Croix-Rouge (M<sup>me</sup> Sévenet), et de la loge *Concorde et Tolérance* (Raoul Boucheron). L'usine La Pantoufle, de Soyaux, offre 300 paires de chaussons et Louis Pinaud un *lot très important* de chaussures.

C'est l'Éducation nationale qui accomplit le plus gros effort. L'inspecteur d'académie Jean Talbert, oncle de Bernanos, ordonne une leçon sur la fraternité humaine dans toutes les écoles de la ville. Des collectes sont réalisées dans les établissements. La coordination est confiée à une Ariégeoise hispanophone, Mathilde Mir, directrice de l'École normale de filles<sup>108</sup>.

La directrice de l'École primaire supérieure Condorcet<sup>109</sup>, M<sup>me</sup> Duverger, va dès le premier jour avec ses élèves distribuer friandises et lainages au garage Vallet : elle en reçoit la charge, ainsi que du refuge de l'impasse d'Austerlitz. M<sup>me</sup> Rodier, du cours complémentaire de L'Houmeau, s'occupe de la gare de l'État. L'École normale se consacre au refuge Fourcheraud. Dans un bilan<sup>110</sup>, Mathilde Mir déclare avoir reçu en liquide 9.410 F, dont 2.000 en dons directs, 1.150 du Syndicat des instituteurs et 200 de la Ligue des Droits de l'Homme.

On prendra mieux la mesure de cette aide en la rapportant aux dépenses de la ville d'Angoulême aux mains du limonadier Gustave Guillon — qui s'était fait élire en 1925 à la tête d'une liste comprenant des socialistes, et même un communiste, mais n'avait pas tardé à basculer à droite —

<sup>101</sup> 688 femmes, 512 enfants, 104 vieux et 61 miliciens plus ou moins blessés.

<sup>102</sup> La serrurerie Durand, transférée en périphérie à Saint-Yrieix, a été liquidée en 1990 après construction de l'armature du Kinémax au Futuroscope et reprise par le groupe Fayat, de Libourne.

<sup>103</sup> 127 femmes, 57 enfants et 12 hommes.

<sup>104</sup> Et non, comme l'écrit Guy Hontarrède, environ 3.000, dont une grande majorité d'origine catalane (*Clairière*, avril 1998), ou bien près de 3.000 (*in Lévy et Becker, op. cit.*, p. 44).

<sup>105</sup> 10 sont hospitalisés à Angoulême, 6 à Cognac où l'un d'eux décédera peu après, 2 à Barbezieux.

<sup>106</sup> Rapport préfectoral, 27 février 1939.

<sup>107</sup> Il sera arrêté le 22 juin 1941 et deviendra adjoint au maire d'Angoulême à la Libération.

<sup>108</sup> Sur Mathilde Mir (1896-1958), on peut se reporter à Yvette Renaud, *Mathilde Mir en Charente, l'engagement d'une femme dans son temps* (Angoulême, C.D.D.P., 1996).

<sup>109</sup> Située en haut de la rue de Montmoreau, près du garage Vallet.

<sup>110</sup> Bilan publié par *La Charente* du 15 mai 1939 mais remontant probablement à la mi-mars car on y lit que *ces derniers jours, tous les réfugiés ont été distribués dans les villages charentais.*

dépenses qui, hors frais de surveillance, se montaient au 15 juin à 14.466 F, dont 6.566 F pour la paille, 4.400 F pour les transports et 3.500 F pour les aménagements <sup>111</sup>.

Les catholiques se manifestent eux aussi. Monseigneur Mégnin lance un appel le 6 et les syndicats chrétiens appellent le 9 à centraliser les dons au siège de la J.O.C. <sup>112</sup>. Propriété de Pierre Taittinger <sup>113</sup>, *Le Matin charentais*, qui passe pourtant pour l'organe officieux de l'évêché, ne paraît pas l'entendre de cette oreille : il reproduit le lendemain une dépêche Havas sur l'assassinat, à Seo d'Urgel, d'un curé et de sa bonne avant l'entrée des troupes nationalistes et s'indigne que *de petits Catalans surexcités aient levé le poing à la vue d'un curé place de la Gendarmerie*.

Les Sangüesa ruminent en quarantaine, sur de la paille, impasse d'Austerlitz, à côté des Santo Tomás, de Bilbao :

— Alors que nous sommes affamés, assure Dolores, un Sénégalais jette dans le caniveau une partie du lait qui nous est destiné en prétextant que nous n'en voulions plus.

Les lieux d'aisance sont dramatiquement insuffisants et leurs abords de plus en plus glissants.

Quant au cadet des Sangüesa, Manuel, il risque d'être victime d'un œdème généralisé. Josefa Sangüesa prie Dolores de retrouver son français — qui garde encore aujourd'hui une discrète pointe d'accent méridional (Dolores dit par exemple *les gensses*) — pour alerter l'inspecteur de l'Hygiène Thorel, en visite sur place. Pendant son hospitalisation, la famille reste bloquée alors que des hommes se permettent de sortir la nuit de façon quasi ouverte. Dans ce milieu clos, il en résulte des jalousies, des dénonciations, des brouilles durables.

À la nouvelle d'un transfert vers un lieu inconnu, les Sangüesa s'inscrivent aussitôt et se retrouvent au sous-sol du centre Fourcheraud, une vaste salle au sol cimenté et humide sur lequel a été répandue de la paille. Ils voisinent avec les Rodellar qui ont transité par le garage Vallet, en particulier un cousin de Trini, âgé de 17 ou 18 ans, Bautista dit *El Rubio* en raison de sa rousseur, qui avait été déguisé en fille à la frontière et qui aide maintenant à la popote. À l'étage, il y a une bande de jeunes femmes pomponnées et élégantes : on explique à Dolores qu'il s'agit des pensionnaires d'un bordel mais, sur le moment, elle ne comprend pas car elle a été élevée strictement et ignore l'existence de ce genre d'établissement. Elle est obsédée par une rage de dents qui fait enfler sa joue. Elle va demander de l'aspirine à Jean Vadal, le policier municipal qui fait office de planton. Colère d'un responsable qui s'aperçoit que la malade parle français alors que plusieurs Espagnols dans ce cas ont refusé le rôle d'interprète :

— Si toi, tu n'acceptes pas, je te fais renvoyer en Espagne ! menace-t-il.

Voici Dolores enrôlée comme interprète, aidant aussi à désinfecter les réfugiés à la marie-rose dans des tentes dressées sous une véranda.

On se monte facilement le bobichon à en juger par le témoignage de Jacinto Cortés sur la gare de l'État, tel du moins que le rapporte la journaliste catalane Montserrat Roig <sup>114</sup> : « Une fille qui servait d'interprète se rendit à la gendarmerie [en fait au centre Fourcheraud, place de La Gendarmerie] et trouva que la situation y était pire. Quelques jours après, les gendarmes [*sic*] leur dirent qu'il fallait changer la paille et que, pendant ce temps, ils logeraient à la gendarmerie. Mais aucun réfugié ne les crut tant ils étaient devenus méfiants et ils refusèrent. Repliés dans un coin, ils commencèrent à crier.

---

<sup>111</sup> Archives municipales d'Angoulême.

<sup>112</sup> Jeunesse ouvrière chrétienne - 13, rue Fénelon.

<sup>113</sup> Pierre Taittinger (1887-1965). Avant la Grande Guerre, il est président des Jeunesses plébiscitaires (ouvertement bonapartistes) et vice-président de la Ligue des patriotes. Il épouse une héritière des cognacs Rouyer-Guillet de Saintes et, après une tentative ratée en 1914, il est élu aux législatives de 1919 député de la Charente-Maritime sur une liste conduite par Gaston Le Provost de Launay, administrateur d'une des plus grosses affaires indochinoises, la Cotonnière du Tonkin à Nam -Dinh. À l'Assemblée, il se fait remarquer fin 21 par ses interventions en faveur de la Banque de l'Indochine dans le conflit qui l'opposait à sa rivale, la très spéculative Banque industrielle de Chine ; début 22, par son soutien à la revendication tunisienne de Charte constitutionnelle ; et en janvier 24, par son hostilité à l'augmentation des impôts nécessitée par l'occupation de la Ruhr. Peu après, laissant Le Provost de Launay se faire battre en Charente-Maritime, il se fait élire député de Paris. Voyant dans la victoire du Cartel des gauches, notamment à l'occasion du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, une préfiguration du communisme, il fonde fin 24 les Jeunesses patriotes. L'organisation est paramilitaire mais le programme flou : culte du chef, antiparlementarisme, union des droites. Le 2 mai 1926, Taittinger tient meeting commun à Cognac avec le général de Castelnau sous la présidence de l'évêque. À cause de son ralliement à Poincaré et malgré l'autonomie qu'elles acquièrent en 1927 vis-à-vis de la Ligue des patriotes, les J.P. ne s'épanouissent qu'après 1932 et surtout lors des émeutes du 6 février 34. L'interdiction des ligues en juin 36 précipite leur transformation en un parti classique qui reste dans l'ombre du P.S.F. du colonel de La Rocque.

<sup>114</sup> *Els Catalans als campos nazis*. 1977, 8<sup>e</sup> édition en 1995, p. 65. Traduction A.L. Jacinto Cortés était âgé de seize ans en 1939. Montserrat Roig (1945-1991) était présentatrice à la télévision catalane et nouvelliste.

Les hommes invectivèrent les gendarmes pendant que les femmes, les enfants agrippés à leurs jupons, les battaient, les mordaient, les griffaient, certaines ayant enlevé leurs chaussures pour les leur lancer à la figure. La bagarre dura jusqu'à ce que le commissaire arrive et remette de l'ordre. Il leur dit de rester calme, qu'il voulait juste changer la paille et qu'ils reviendraient le soir. Cortés resta sur place avec d'autres jeunes et aida au changement<sup>115</sup>. »

Le préfet ramène cet incident à ses justes proportions : « Au moment de la désinfection par l'étuve, certaines femmes refusèrent d'obéir aux injonctions des infirmiers et tentèrent d'ameuter leurs compagnes. » L'arrivée du commissaire a permis de rétablir le calme<sup>115</sup>. La rumeur court aussi de fusillades sur les remparts.

José Alcubierre<sup>116</sup>, treize ans à l'époque, fait le tour des refuges d'Angoulême. Il en sort parfois pour aller danser à la salle Philharmonique ou à la Maison du Peuple<sup>117</sup>, pour se rendre au Select Pathé, place du Champ-de-Mars, où le directeur laisse toujours entrer gratis quelques gamins désargentés, ou pour passer au Prisunic où une vendeuse ne manque pas de leur offrir quelques bonbons.

Une enquête effectuée le 27 mars auprès de 2.719 *rapatriables* (hors Cognac) sur les régions vers lesquelles ils souhaitent rentrer, nous donne une idée assez précise de leur provenance. Optent pour la Catalogne : 33,1% ; la Castille : 19,6% ; l'Aragon : 16,7 % ; l'Andalousie : 12,8% ; le Pays Basque : 7% ; les Asturies : 6,1% ; Valence : 4,7%.

Ce n'est pas toujours l'entente cordiale. Les Catalans, traités de *cobardes* (lâches) par les Madrilènes, répliquent en évoquant la terreur semée par les bombardements italo-allemands et les trop nombreux plats de lentilles, dites *pilules Negrín*. Aux plaignants qui invoquent leur qualité de communiste pour obtenir un traitement de faveur, Mathilde Mir répond qu'elle ne fait pas de politique et leur recommande de l'imiter. Selon elle, la masse des femmes n'a plus d'opinion. Il y a là des gitanes, des filles de cabarets et les dames du *Chat noir* de Barcelone au grand complet, couvertes de poux et de haillons : « Nous avons entendu bien des récriminations mais aussi de nombreux témoignages de gratitude... Parmi ces êtres, beaucoup étaient des indésirables. »

---

<sup>115</sup> Rapport du 27 février.

<sup>116</sup> José Alcubierre Pérez (Tardienta, 8 mai 1926-Soyaux, 5 janvier 2017) : chevalier de la Légion d'honneur en avril 2016.

<sup>117</sup> Actuel centre Saint-Martial.

## VI LA DISPERSION

Dès le 5 février, le maire de Guimps, dans leognaçais, propose d'héberger un enfant d'âge scolaire jusqu'à la pacification de l'Espagne. Le lendemain, Édouard Rouyer, propriétaire à Chenommet dans le Manslois, se déclarant « très ému ainsi que ma femme et mon fils », s'offre à recevoir à ses frais cinq ou six réfugiés. Au milieu du mois, satisfaction est donnée à ces offres de particuliers, sous réserve de l'approbation des maires<sup>118</sup>. Hors de la Charente, il faut en outre obtenir l'autorisation du préfet du département d'accueil. À partir du début mars, les accueillants ont même droit à une indemnité journalière de 5 F par adulte et 2 F par enfant de moins de sept ans, sommes inférieures au coût de l'entretien par l'État. On atteint 191 placements au 24 février et 247 au 13 mars, dont 74 hors de la Charente.

Les 22 février et 14 mars, 340 réfugiés<sup>119</sup> sont envoyés vers une colonie des Mathes à seize kilomètres de Royan, dans la presqu'île d'Arvert. Trini Rodellar est du voyage avec mère, grand-mère, sœur aînée, frère cadet, tante et cousine mais son cousin Baptiste, *El Rubio*, a été retenu à Angoulême, puis transféré à La Combe-aux-Loups, d'où il a été tiré peu après par un agriculteur de Coulonges, Rémy Robaraud. Trini installe ses maigres hardes et descend à la cantine :

— En voyant ces tables avec les couverts et les nappes, on s'est tous mis à pleurer et personne n'a pu manger. Nous étions tellement à bout qu'on n'arrivait pas à y croire. C'était la colonie d'une municipalité communiste de la région parisienne. Il y avait la faucille et le marteau sur la façade et la directrice n'a pas mis son drapeau dans sa poche. Seuls les enfants de communistes y étaient admis.

S'étendant sur un terrain de sept hectares, dont six de pinèdes et un en potager, la colonie, toujours en activité à ce jour, avait été créée en 1928 par la ville d'Ivry<sup>120</sup>. Tout avait commencé trois ans plus tôt lorsque la municipalité avait été conquise par le Parti communiste avec cinq autres de la ceinture de Paris — Bobigny, Malakoff, Saint-Denis, Vitry et Villejuif — qui formeront l'embryon de ce qu'on appellera un peu rapidement la *banlieue rouge*.

Ivry, avec ses grandes usines (United Shoe, S.K.F., Compagnie générale des lampes à incandescence... ) et ses blocs d'habitations collectives construites par l'office municipal des H.B.M.<sup>121</sup>, avait voulu donner un peu d'air pur à la jeunesse populaire. La colo des Mathes avait vu sa capacité portée de 228 enfants à l'origine à plus de 500 en 1934, puis une autre propriété avait été achetée dans le voisinage, au Clapet, afin d'accueillir les parents venant voir leurs enfants dans le cadre des congés payés. Ces colonies affichaient la couleur : à La Cotinière, sur l'île d'Oléron, colo créée par la ville de Bobigny, les garçons portaient le béret rouge et lorsque des baigneurs, qui ne pouvaient être que des fascistes, se moquaient d'eux, ils répondaient par des chants révolutionnaires<sup>122</sup>.

Au sein de ces municipalités qui, on le sait, connurent des fortunes diverses<sup>123</sup>, Ivry fait figure de bastion de l'orthodoxie. C'était le fief de l'une des figures les plus populaires du Parti, l'ajusteur-

---

<sup>118</sup> Nous ne connaissons aucun cas de refus écrit de leur part mais les archives ne permettent pas d'affirmer que cette procédure ait toujours été respectée. À Cognac, le sous-préfet fait lui-même procéder à une enquête de police. La demande d'un paysan célibataire des Pins, visée par le maire, est refusée : il réclamait une réfugiée de La Rochefoucauld parlant français et, avec indemnités, sa sœur amputée d'une jambe et un garçon de deux ans.

<sup>119</sup> 189 le 22 février (114 enfants, 72 femmes, 3 vieux) et 151 le 14 mars (107 enfants et 44 femmes).

<sup>120</sup> Que soient ici remerciés la mairie des Mathes ainsi que Josepha Solozabal, adjointe au maire d'Ivry, conseiller régional, et Michèle Rault, du service des archives.

<sup>121</sup> Les habitations à bon marché, ancêtre de nos H.L.M.

<sup>122</sup> Cf. Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 184.

<sup>123</sup> À Villejuif, Paul Vaillant-Couturier sera canonisé. À Saint-Denis, Jacques Doriot, exclu en juin 1934 par une conférence nationale réunie à Ivry, finira dans les eaux nazies. À Malakoff, Léon Pignnier se séparera du Parti au moment du Pacte germano-soviétique et sera assassiné pour cette raison en août 1944. Au même moment, le maire de Bobigny, Jean-Marie Clamamus, rallié à Vichy, sera l'objet d'une tentative qui coûtera la vie à son fils Gaston, ancien des Brigades internationales.

mécanicien et ancien boxeur Georges Marrane, porté dès les années 1921-22 à la tête de la fédération de la Seine puis en 1923-24 dans les instances dirigeantes nationales, l'un des rares qui parviendra à s'y maintenir jusqu'au bout en dépit des tournants et des purges <sup>124</sup>. Qui plus est, le député de la circonscription depuis 1932 n'était autre que le secrétaire général du Parti, Maurice Thorez, qui évoque d'ailleurs dans *Fils du peuple* <sup>125</sup> ses visites aux Mathes.

Autant dire qu'à Ivry, le soutien à l'Espagne, on connaît. Le 17 novembre 1936, près de 900 volontaires de toutes nationalités, s'appêtant à rejoindre les Brigades y ont été réunis dans la salle du patronage municipal : environ 500 personnes les ont ovationnés, *L'Internationale* et *La Carmagnole* ont alterné avec les cris *Les Soviets partout* et *Aux chiottes Franco* <sup>126</sup>. Le secrétaire local des J.C., Baumann, sera lui-même tué dans les rangs républicains <sup>127</sup>. Dès 1937, Les Mathes ont accueilli de jeunes réfugiés espagnols. Et en 1938, la municipalité d'Ivry embauchera plusieurs anciens internationaux pendant quelques mois <sup>128</sup>.

Hélas, ces accueils sont en nombre insuffisant, d'autant, comme le note le préfet Malick, que « la plupart des municipalités [de Charente] se sont nettement refusées » Aussi, comme Cumonge en 1936-37, décide-t-il de répartir d'autorité les restants à travers le département. Outre Cognac, qui reçoit un millier de réfugiés entre le 1<sup>er</sup> février et le 8 mars, le saupoudrage est limité dans un premier temps à la Charente limousine.

Le 16 février, Jean Meynial, sous-préfet de Confolens, héberge un premier contingent de 149 personnes à la brasserie d'Ansac. Une épidémie de grippe et trois nouveaux arrivages portant le total à 256 accélèrent la répartition par groupes d'une douzaine à une trentaine dans les bourgades de l'arrondissement <sup>129</sup>. On ne relève de problèmes sérieux qu'à Étagnac où l'instituteur Bourgoïn en vient aux mains avec le bistrotier chargé de la restauration des vingt-quatre réfugiés, lequel est soutenu par le maire qui refuse l'accès des enfants à l'école. Vers la fin avril, ceux-ci sont transférés à Saint-Christophe.

Au cours de la première quinzaine de mars, quelque 300 autres réfugiés sont répartis dans diverses localités. Autour d'Angoulême, le maire de Soyaux, Jean Mouillefarine, patron des Papeteries Lucien Desbordes, en accepte 25 qu'il loge dans la crèche de son usine mais pour peu de temps, et le maire du Pontouvre, Jacques Guionnet, fidèle de Marcel Déat, 55, logés jusqu'aux alentours du 17 avril à l'hôtel Dupont. Là, un habitant adresse au préfet une extraordinaire supplique larmoyante au sujet d'une beauté fatale qui tourneboule la tête de son fils et... obtient le déplacement de la coupable. Le groupe de 53 hébergé à La Couronne fond lui aussi rapidement. Ailleurs, seulement quatre municipalités ouvrent leurs portes : La Rochefoucauld, dont le vieux maire radical-socialiste Pierre Jarton, jugeant une partie des nouvelles venues « contaminées », refoule au bout de cinq jours la

---

<sup>124</sup> Marrane (1888-1976) avait été aussi responsable de la Banque ouvrière et paysanne liquidée en 1932, dont Maurice Laporte, cofondateur des Jeunesses communistes, prétend qu'elle servait à faciliter le financement du Parti français par Moscou.

Ce même Laporte avait rompu avec le communisme en 1925, à la suite notamment de deux voyages en U.R.S.S. au cours desquels il avait pu constater qu'au fur et à mesure de son développement, la *Tchéka* recrutait « pour son personnel subalterne et même supérieur, des dizaines de milliers d'indésirables, tous gens tarés, de sac et de corde. » (*Les Mystères du Kremlin*. La Renaissance moderne, Paris, 1928, p. 146).

<sup>125</sup> Édition 1960, p. 118. Thorez ajoute que trois de ses beaux-frères étaient engagés dans les Brigades dont l'un, Marat Pluquin, tomba sur le front d'Aragon, laissant une veuve et deux orphelins (*Ibidem*, p. 155).

<sup>126</sup> Rapport de police cité par Skoutelsky, *L'Espoir...*, p. 120.

<sup>127</sup> D'après Jacques Varin, *J. comme J.C.* (Éditions sociales, 1975, t. 1, pp. 170, 257).

<sup>128</sup> Skoutelsky, *L'Espoir...*, p. 275. C'est également à Ivry que furent fusillés à l'aube du 21 février 1944 les 22 hommes du groupe Manouchian, dont cinq anciens des Brigades internationales.

<sup>129</sup> Brillac, Étagnac, Manot, Saint-Germain, Saint-Maurice-des-Lions et Saulgond.

moitié des 52 arrivants, Aubeterre, Rouillac et Mansle <sup>130</sup>. Autant que faire se peut, les liens familiaux ont été respectés. À défaut, tout n'est pas perdu : par lettre du 4 mai, le maire républicain laïque de Mansle, A. Lafontan, qui sera révoqué par Vichy, déclare ne voir *aucun inconvénient* à ce qu'un couple échoué à Brillac vienne chez lui rejoindre un neveu.

Cette dissémination facilite les contacts avec la population. M. Loussert, garagiste à Confolens, se rend au refuge de Mansle, face à la gendarmerie, sympathise avec María de la Concepción Castiñeda, employée de ministère et orpheline de père, et se rend à Barcelone pour demander sa main à sa mère <sup>131</sup>.

Au fur et à mesure de ces dispersions, les réfugiés parqués au sous-sol du centre Fourcheraud montent dans les deux étages supérieurs. À la mi-mars, tous les refuges du centre d'Angoulême sont fermés et le gros des effectifs concentré au camp de Ruelle.

<sup>130</sup> Tableau de la répartition dans les bourgs :

	1 <sup>er</sup> mars 1930	17 mai 2020	Hommes	Femmes	Enfants
Aigre	—	70	7	28	35
Aubeterre	30	28	2	22	4
La Couronne	53	13	-	12	1
La Rochefoucauld	52	24	7	8	9
Le Pontouvre	55	—	—	—	—
Mansle	51	39	7	28	5
Rouillac	25	26	11	13	2
Soyaux	25	—	—	—	—
Total	291	201	34	111	56

<sup>131</sup> Leur fils Pol est aujourd'hui concessionnaire Peugeot à Ruffec.

Selon Joël Giraud, le « garage L » fit partie des entreprises qui passaient des publicités dans *Le Journal de Confolens* (pétainiste) et furent taxées par le maquis à la Libération (*Les Confolentais...*, p. 198).

## VII LA COMBE-AUX-LOUPS

Le camp de La Combe-aux-Loups (ou d'Arcoy) reçoit ses premiers réfugiés les 5 et 6 février et culmine bientôt à 2.064 pensionnaires.

Grâce à la journaliste Montserrat Roig et à Jacinto Cortés, les Catalans peuvent en lire une singulière description : « Les réfugiés s'entassèrent dans une école sale et pleine de boue. Peu à peu, ils l'arrangèrent avec des briques et tous les matériaux qu'ils purent trouver. Les Français les traitèrent bien parce que Ruelle est un bourg de tradition révolutionnaire, encore qu'au début, les réactionnaires les traitaient comme s'ils étaient des singes, au mieux, et leur lançaient des bonbons par terre pour voir et photographeur comment les enfants se bagarraient pour les ramasser. Mais un jour, une vieille s'approcha du grillage, toute timide, et n'osant pas donner aux enfants un paquet qu'elle avait sous le coude. Finalement, elle le passa à travers la clôture et le donna à une des mains qui se tendaient pour le prendre. Dedans, il y avait du chocolat, un morceau de savon et une poupée qui avait le bras cassé. Cela parut un trésor, si bien emballé. » Il est ensuite question des trois classes ouvertes à l'intérieur de la Maison du Peuple avec l'aide des partis de gauche et de la C.G.T. ainsi que de l'arrivée, parfaitement imaginaire, des réfugiés de Cognac <sup>132</sup>.

En réalité, les Espagnols ont été installés dans un camp construit en 14-18 sur les arrières de la Fonderie de Ruelle pour héberger les Indochinois mobilisés dans l'établissement de la Marine. « Plus de cent-cinquante ouvriers ont travaillé jour et nuit à sa réhabilitation et à son aménagement en ne prenant comme repos que le strict nécessaire <sup>133</sup>. » Il est constitué d'une dizaine de bâtiments en brique : quatre grands pavillons, quatre plus petits, une infirmerie, un poste de garde à droite de l'entrée relié par téléphone à une salle de repos pour les gendarmes au fond à droite. Chaque dortoir comprend trois rangées de paillasses à même le plancher ou le ciment. Ils disposent d'une porte à chaque extrémité et sont éclairés par de grandes fenêtres. Malgré l'absence de volets, on n'y gèle pas grâce à la présence de bons poêles à charbon et d'auvents derrière les portes d'entrée. Les femmes et les enfants, les hommes, les adolescents sont logés séparément mais il existe des passe-droits : Antonio, quatorze ans, qui avait passé sa première nuit sur une auge à cochon dans le dortoir des adolescents, put ensuite rejoindre sa mère dans le dortoir des femmes.

Divers contributeurs facilitent l'installation. L'intendance militaire de Tours prête quatre cents enveloppes de traversin <sup>134</sup>. Le ministère de la Santé, qui centralise les dons, expédie un wagon d'effets à partager avec la Charente-Maritime. Le vestiaire est assuré au début par une bénévole, M<sup>me</sup> Maurellet, institutrice à l'école des Seguins <sup>135</sup>, assistée d'une réfugiée, Julia Alvarez Resano, député socialiste de Madrid. Le concours le plus notable provient des Quakers anglais <sup>136</sup>.

La cantine est d'abord concédée à Paul Robin, figure locale bien connue, en congé de Fonderie où il surveillait les activités communistes pour le compte de la Sûreté. À partir du 20 mars, il doit partager la charge avec un concurrent d'Angoulême. Bientôt, des tracts anonymes, émanant vraisemblablement de l'extrême gauche, dénoncent la rapacité de l'un des restaurateurs opposée aux qualités de l'autre. En mai ou juin, des écoutes téléphoniques permettent de découvrir que le premier adjudicataire achète à bas prix au secrétaire du syndicat C.G.T. de la Fonderie des vivres offerts par

<sup>132</sup> Roig, *op. cit.*, p. 66.

<sup>133</sup> Rapport préfectoral, 27 février 1939.

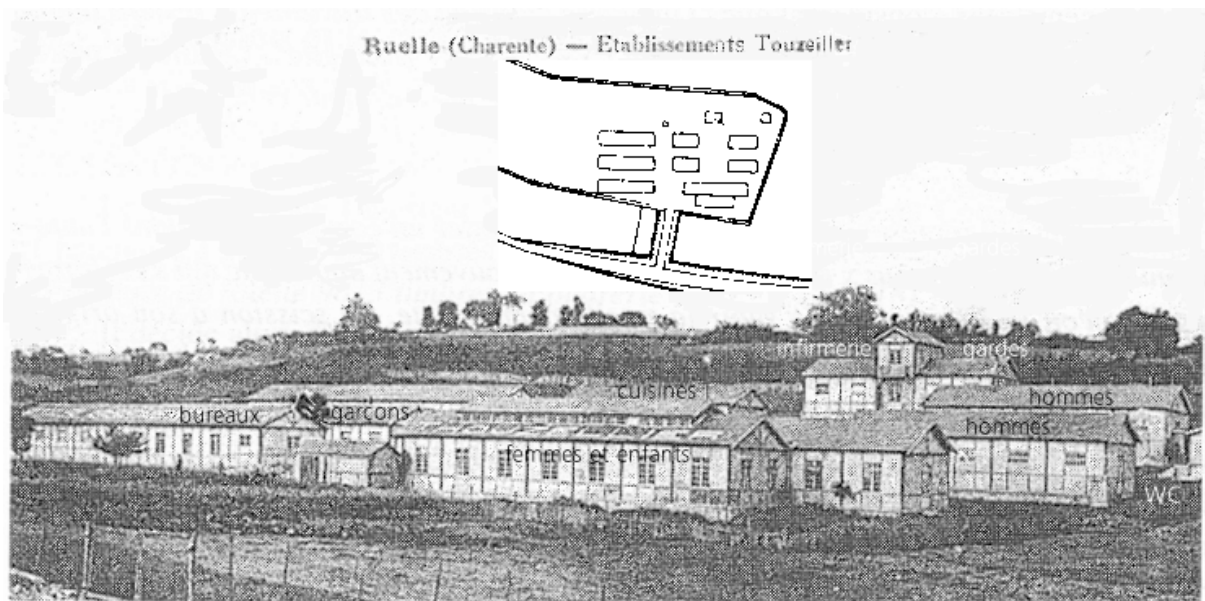
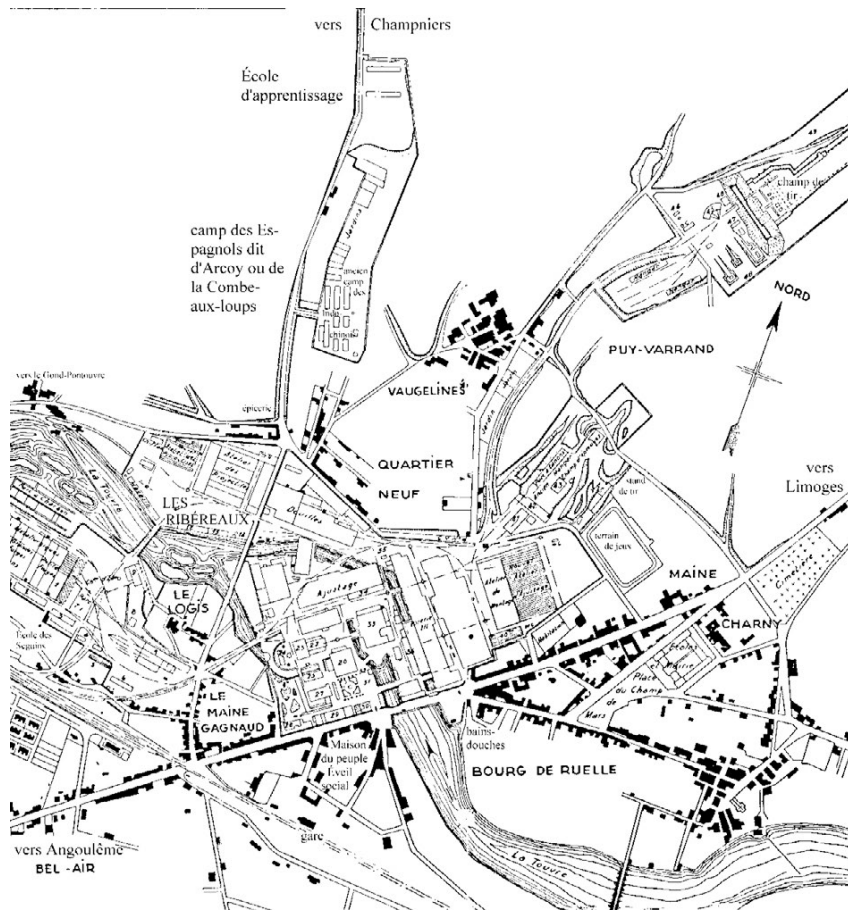
<sup>134</sup> Elle en demande restitution le 25 janvier 1940.

<sup>135</sup> Son mari, battu par Déat lors des législatives partielles d'avril 1939, sera élu député-maire S.F.I.O. à la Libération.

<sup>136</sup> D'après un bilan au 23 juillet émanant de leurs services, ils avaient envoyé à Ruelle (sans préjuger d'autres refuges en Charente) : 2.500 m de tissus pour lingerie, 200 kg de laine à tricoter (les Sangüesa reçurent huit pelotes, une par tête), 455 m de flanelle pour chemises d'homme, 612 paquets de serviettes hygiéniques, 500 paires de sandalettes et 100 chemisettes d'été pour enfant, du matériel pour deux cordonniers, 20 tabliers. Et pour l'infirmerie : 25 lits, 25 draps, 50 couvertures.

Relevant qu'une société anglaise s'était préoccupée du sort des chevaux et des mules abandonnés lors du passage de la frontière, Javier Rubio, ancien consul d'Espagne en France et spécialiste réputé de l'exil des républicains, déclare n'avoir pas trouvé trace dans les archives françaises d'une aide britannique aux réfugiés eux-mêmes, preuve selon lui, qu'ils étaient traités de manière pire que des bêtes... (*Exils et migration...*, pp. 130-131). Il serait facile de multiplier les contre-exemples.





des organisations humanitaires. Le coupable ayant su rappeler au préfet ses états de service, doit cesser son trafic mais conserve son contrat<sup>137</sup>. Les réfugiés défilent avec leur assiette qu'un préposé remplit, puis vont s'asseoir sur un banc devant de longues tables<sup>138</sup> : peu de viande, souvent des lentilles, des pois chiches, des petits pois, des haricots, de la confiture... En juillet, pour améliorer l'ordinaire, la Fédération syndicale internationale envoie dans le département une tonne de lait condensé et 10.080 kg de viande en conserves<sup>139</sup>.

La direction du camp est confiée au commissaire spécial Gaston Couillaud, de la Sûreté, assisté d'Aristide Soulier (1882-1974), inspecteur issu de la préfecture de police de Paris, que les Espagnols appellent le *Commissaire*. Si Soulier a tendance à se cantonner dans les tâches administratives, Couillaud effectue des rondes au cours desquelles il pousse force coups de gueule :

— Il était craint mais respecté, estime Dolores Sangüesa, car en général, il criait à bon escient. Il exigeait que les baraques soient rangées et propres dès 8 heures du matin.

Ils ont à leur disposition trois ou quatre gendarmes sous les ordres d'un adjudant. Les bureaux occupent un grand pavillon situé à gauche après l'entrée. Conformément au règlement, le camp possède depuis l'origine un local disciplinaire composé de quatre cellules avec bats-flancs et un W.C.

Outre la bonne administration, la mission de Couillaud consiste pour l'essentiel à empêcher les évasions, à s'opposer à de nouvelles arrivées et à pousser aux rapatriements, notamment en surveillant la circulation d'informations dissuasives. Ces missions furent très inégalement remplies.

Les anciens s'accordent sur l'interdiction de toute sortie au début. C'est l'époque où l'on assiste à la scène cruchotesque évoquée dans un procès-verbal : « Nous, X, revêtu de notre uniforme, avons constaté ce jour 27 février que plusieurs groupes de jeunes filles formaient le complot de sortir après la soupe du soir sans permission. Vers 21 heures 25, quinze à vingt individus s'évadèrent en franchissant la clôture et réussirent à échapper à nos poursuites. Aussi nous décidâmes de tendre une souricière devant la salle de bal de l'Éveil où nous pûmes arrêter six garçons et dix filles. »

Mais bientôt, les grilles sont ouvertes de 7 heures à 19 heures, des laissez-passer valables un mois et faisant office de carte d'identité sont délivrés.

Au reste, cette surveillance est relativement vaine puisqu'on dénombre au moins une vingtaine d'évadé(e)s, dont plusieurs Gitans. Deux seulement seront ramenés à Angoulême en mars 1940 après avoir purgé six mois de prison à Dijon pour infraction à la législation ferroviaire et vagabondage. À quoi, il faut ajouter une mère renvoyée par le préfet du Lot le 31 août parce qu'elle était allée rejoindre son mari à Assier avec ses trois enfants alors qu'elle n'était autorisée qu'à venir seule... En revanche, en mai 1939, le préfet de la Gironde avait carrément régularisé deux évadées ayant trouvé un point de chute chez un compatriote d'Arcachon.

Quant aux rapatriements, ils se heurtent à toutes sortes d'obstacles, au nombre desquels il faut compter les manœuvres de Franco. Le commissaire Couillaud, qui a saisi dans les premiers temps quelques exemplaires de *La Vox de Madrid* et de *Reconquista*, un hebdomadaire imprimé à Montpellier, ne semble pas manifester lui-même un zèle considérable : « Les nouvelles que les réfugiés reçoivent d'Espagne semblent beaucoup contribuer au peu d'empressement témoigné jusqu'à maintenant de la part d'une grosse majorité<sup>140</sup>. »

En conséquence, on s'installe dans le provisoire. Les réfugiés — probablement plusieurs dizaines — sont associés à la gestion du camp. Dolores Sangüesa continue à Ruelle ses fonctions d'interprète avec une institutrice, Sarah Urtray :

— Elle parle français mieux que moi, se souvient Dolores, car elle avait effectué des séjours linguistiques en Bretagne et en Normandie. Elle fait également office de comptable et tape un peu,

---

<sup>137</sup> Sous l'Occupation, il fit de la Résistance et fut déporté en Allemagne, puis présida la fédération charentaise d'une association anticommuniste de rescapés.

<sup>138</sup> On a pu lire récemment une description surprenante des conditions d'existence dans les refuges d'Angoulême qui serait plus appropriée aux camps "progressistes" d'Union soviétique : « Longtemps, dans l'usine Weiller de Saint-Cybard, au camp de La Combe-aux-Loups et des Alliers, les réfugiés, faute de gamelles, se feront servir dans des boîtes de conserve. » (Paul Lévy et Jean-Jacques Becker, *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Confolens, 1999, p. 44). Précisons donc que, dès leur arrivée à Angoulême, les réfugiés recevaient des assiettes creuses en faïence dite à calotte et des couverts en fer que certains ont conservé jusqu'à nos jours. Des bassines en zinc, soigneusement entretenues, faisaient office de plats. Les grandes boîtes de conserve étaient reconverties en lessiveuses.

<sup>139</sup> Et environ deux cents paires de chaussures en août.

<sup>140</sup> Rapport du 12 mai 1939.

très mal, à la machine<sup>141</sup>. Je tiens en outre le registre des hospitalisations. Une comédienne de Salamanca, Purificación Fernández de Villegas, qui avait le privilège de recevoir un peu d'argent d'une sœur mariée à New-York, s'occupe des recherches de familles, aidée plus ou moins régulièrement par une sage-femme, Victoria San Emeterio, et sa belle-sœur, Saturnina Manterola. Il y a encore deux comptables des entrées et sorties, Marluja Suárez et Fernando Sanz. Ces deux-là se fianceront, demanderont leur rapatriement et seront remplacés par Guillermo Blanco Lingueri, commandant au ministère espagnol de la Marine.

Pour assurer une permanence, en particulier téléphonique, un grand sommier est installé à côté des bureaux sur lequel peuvent dormir quatre ou cinq femmes, munies de leur paillasse et d'un sac de couchage.

Au moins une dizaine d'internés travaille aux cuisines tandis que d'autres sont affectées aux tâches d'entretien.

Certaines de ces positions placent leurs titulaires en porte-à-faux. Ainsi, lorsqu'un réfugié voit une demande rejetée, il a tendance à imputer une part de responsabilité à l'auxiliaire. Ou du moins ce dernier — dont le pouvoir d'influence est faible — en a-t-il le sentiment, ce qui peut le conduire tôt ou tard, de façon plus ou moins radicale, à couper avec ses anciens compagnons d'infortune.

D'un autre côté, ces postes, qui ne donnent pas lieu à rémunération, procurent divers avantages. Ils évitent en premier lieu de sombrer dans l'oisiveté et le découragement, antichambre de la résignation au rapatriement. Régulièrement, ils sont récompensés par des avis favorables — qui valent quasi acceptation — apposés sur les demandes de regroupement familial, d'autant qu'au besoin, les intéressés sont suffisamment familiarisés avec les règlements pour rendre leur demande présentable. Ainsi, Pura Fernández de Villegas et Dolores Sangüesa obtiendront un avis favorable de Soulier, l'une pour faire venir son fils Georges, ancien commissaire politique, l'autre le 17 avril — et ce n'est pas un mince succès —, pour tirer son père Antonio du camp de Bram, près de Carcassonne, non sans l'avoir vieilli de quatre ans<sup>142</sup>. Dans les huit jours, Antonio trouvera un emploi et, grâce à l'argent gagné, la famille pourra s'acheter l'indispensable, se faire photographier au grand complet place du Champ-de-Mars à Angoulême dans un décor imitant un pont du paquebot *Normandie*. Elle écrit aussi à Torecilla de Alcañiz et en reçoit des nouvelles. Amère ironie, en ce début de règne franquiste, les réponses commencent toutes par les formules « 1939, año de la victoria » ou encore « ¡ Arriba España! ¡ Viva Franco ! » En bon philatéliste, le vagemestre Antonin Pényl, ancien ouvrier bijoutier, se montre fort amateur de ces enveloppes en provenance de l'étranger.

Même les employés des cuisines — en plus des suppléments de nourriture — peuvent eux aussi espérer quelques coups de pouce administratifs comme l'illustre le cas d'Ana Campos Florido, une Andalouse de trente-quatre ans qui avait possédé à Barcelone une *casa comida*, sorte de pension-restaurant-épicerie, puis avait travaillé après l'éclatement de la guerre civile au mess d'aviateurs d'Esplugas de Llobregat à la préparation des vivres apportés par ses convives. En 1939, elle s'enfuit à pied avec son fils Antonio et sa fille Montserrat dite Monce (quatorze et onze ans), échoua à Ruelle et fut naturellement embauchée aux cuisines. Son mari, Antonio Gómez Romero, retenu dans l'armée républicaine pour endiguer l'avance franquiste, avait d'abord été interné à Argelès avant que les aviateurs ne l'emmènent avec eux à Gurs<sup>143</sup> en le faisant passer pour l'un des leurs. Le 10 août 1939, Ana le réclame en vue d'un départ au Chili mais Soulier refuse : que la famille se réunisse au port

---

<sup>141</sup> Sarah Urtray était membre du P.C.E.. Chaque dimanche, elle était reçue par un couple d'instituteurs de L'Isle-d'Espagnac. À la fin du printemps, elle devient surveillante à la colonie d'enfants *Le Rayon de soleil* créée par les époux Talbert aux Planes de Saint-Yrieix.

<sup>142</sup> Moins connu que d'autres, le camp de Bram a été ouvert le 18 février 1939 pour décongestionner Argelès et Saint-Cyprien. On y a d'abord conduit des hommes mûrs, puis des intellectuels, des fonctionnaires et quelques boulangers employés par l'armée. L'eau y est rationnée à un litre par jour et par personne pour la boisson et la toilette. La gale et les poux y sévissent.

Deux cas de typhus s'y déclarèrent et furent si mal soignés que l'épidémie s'étendit à tout le camp et fit plus de quarante morts. En juin 1939, on y envoya des ouvriers spécialisés pouvant intéresser la Défense nationale. Il abritait à cette date quelque 13.300 réfugiés et aurait culminé à plus de 15.000. En septembre, de nombreux hommes en sortent pour aller travailler la terre dans le Loiret, le Loir-et-Cher et l'Eure-et-Loir. En mai 1940, on y interne des Italiens. En novembre suivant, un rapport d'inspection déplore l'état *de saleté et de délabrement incroyable* dans lequel vivent les 3 617 hommes, femmes et enfants qu'il renferme encore. Cf. Marie-Claude Rafaneau-Boj, *op. cit.*, pp. 123 n, 126-8, 171, 181n, 206, 210) et *Exils et migration...*, pp. 23-26, 129, 151, 369, 374.

<sup>143</sup> Ce camp destiné aux Basques, aux aviateurs et aux internationaux avait été prévu pour 18.000 personnes et comprenait 428 baraques. Il avait été ouvert au printemps 1939 dans le Béarn, le député Ybarnégaray, ancien des Jeunesses patriotes de Taittinger, puis croix de feu, s'étant opposé à ce qu'il le soit au Pays basque. Ses effectifs culminèrent à près de 19.000 le 10 mai 1939. 6 808 internationaux y furent internés d'avril 1939 à mai 1940. Le nombre d'Espagnols y décroît de 14 100 à la mi-juin 1939 à 11.000 fin juillet et 3 500 en décembre. Il n'en reste plus guère au moment de la débâcle mais ils sont encore 112 en janvier 1942.

À partir de mai 1940, il reçut aussi des Italiens et des indésirables français, surtout des communistes. Le 22 octobre 1940, il reçut 7 500 juifs allemands expulsés du Palatinat, du Pays de Bade et de la Sarre. D'avril 1939 à septembre 1944, il vit passer au total 60.559 personnes. En 1945, on y internera encore 500 immigrés espagnols clandestins.

d'embarquement. Cependant, son intransigeance fléchit : le 3 septembre, il donne son accord. Le camp de Ruelle fermé, Paul Robin reprend Ana dans son restaurant du vieil Angoulême <sup>144</sup>, puis embauche la famille au complet. En avril 1940, avec à nouveau l'avis favorable de Soulier, Antonio Gómez réclame son beau-frère interné à Bram. Ana fera encore venir à la mi-41 un neveu considéré comme son fils, et la famille se fixera définitivement à Angoulême où elle ouvrira un restaurant.

À partir du 19 février 1939, des cours d'espagnol, de calcul et de français commencent à être dispensés à environ quatre cents enfants répartis en groupes du matin et du soir. Ils se déroulent dans la salle des fêtes de *l'Éveil social* et à l'école des Seguins. Julia Alvarez Resano, sa sœur María del Carmen, Alicia Coiduras et Juan Muñera Martínez dit *El Catedrático*, capitaine d'artillerie d'une soixantaine d'années, ami de l'inspecteur Soulier <sup>145</sup>, font office d'enseignants. Les enfants sont conduits à l'école par un surveillant qu'ils surnomment *Barrillas*, petites baguettes, avec lesquelles il les corrigeait à coups sur le bout des doigts réunis en faisceau. Dans le courant de mai est ouvert un cours de français pour adultes.

Le point noir reste l'hygiène. Le camp reçoit la visite de l'inspecteur Thorel. Tous les jours, affirme un rapport de Couillaud, les W.C., qui comportent trente sièges, sont désinfectés à la chaux vive et les fosses sont périodiquement vidangées par un entrepreneur de Ruelle <sup>146</sup>. Une fois par semaine, la paille des dortoirs est brûlée et renouvelée, les planchers lavés à grande eau et passés au crésyl. Mais l'adduction d'eau en étant à ses débuts à Ruelle, il n'y a, dans les premiers temps, qu'un ou deux robinets. Chaque matin, Dolores Sangüesa se lave au robinet situé près des bureaux, à l'extérieur. Beaucoup d'autres vont au bord de la Touvre, près du pont des Ribéreaux. Tous les mercredis, cent-trois d'entre eux se rendent aux bains municipaux, en face de l'entrée de la Fonderie, à un bon kilomètre de La Combe-aux-Loups. Début mai, on ouvre enfin dans l'enceinte du camp une vaste salle avec lavabos et douches.

L'assistance médicale est confiée au docteur Forgeaud, établi rue de l'Arsenal à Angoulême. Rendus à la liberté, plusieurs réfugiés continueront de recourir à lui. Il est assisté par une infirmière, M<sup>me</sup> Huguet, qui vient chaque jour administrer les piqûres :

— Des réfugiés, dit Dolores, refusent d'aller aux bains-douches de crainte de dévoiler leurs maladies. Ils les cachent même à l'hôpital de Beaulieu, bien qu'il y ait là-bas à demeure un couple d'Espagnols, lui interprète, elle infirmière. Un jour, à la visite, une réfugiée soulève ses seins et le docteur Forgeaud découvre qu'ils sont décollés par la gale. Il faut l'hospitaliser.

Ruelle et Angoulême l'un dans l'autre, on dénombre 59 décès.

Les 17 et 20 mai, *La Petite Gironde* <sup>147</sup> et *Le Matin charentais* s'indignent : une mascarade antireligieuse aurait été organisée dans une baraque à la suite de la venue au camp de la supérieure de la communauté Sainte-Marthe accompagnée d'une sœur. La préfecture enquête : le scandale s'est limité le 3 mai à un refus des gendarmes de laisser entrer les sœurs amenées par le docteur Forgeaud. Connaissant leur dévouement aux malades <sup>148</sup>, le préfet les invite — et en informe l'évêque — à y revenir le 10, accompagnées à leur demande de la *présence rassurante* d'un secrétaire. Quant à la mascarade, ce n'était qu'une noce andalouse dépourvue de caractère parodique.

D'autres incidents, peu nombreux, sont restés confidentiels. En juillet 1939, un ancien tenancier de maison close à Barcelone qui avait gagné la confiance de l'inspecteur Soulier pour services rendus au camp, est convaincu de proxénétisme en ville et expédié à titre punitif dans un camp du Midi.

---

<sup>144</sup> Le Tout va bien au 27 rue des Trois Notre Dame.

<sup>145</sup> Montserrat Roig confond Muñera avec Morera.

<sup>146</sup> Dolores Sangüesa parle de cabinets en planches à la turque et de tinettes avec deux anses qu'il fallait périodiquement évacuer.

<sup>147</sup> Ancêtre de *Sud-Ouest*.

<sup>148</sup> En juin - la presse s'en fera largement l'écho -, une sœur infirmière de Sainte-Marthe, Édith Scamps, quarante-quatre ans, qui soignait à l'hôpital de Beaulieu une cinquantaine de réfugiés atteints de typhoïde, sera emportée par la maladie.

## VIII UNE HOSPITALITÉ OUBLIÉE

En cette fin d'hiver, le préfet Malick a d'autres soucis que les Espagnols. Le député Gounin s'est fait élire au Sénat afin d'offrir son siège à son leader, Marcel Déat. Une partielle est prévue en avril. Malick multiplie en sous-main les candidatures à droite pour provoquer au second tour un duel entre Déat et un candidat de gauche. La partie n'est pas jouée d'avance et la capacité des uns et des autres à faire aboutir une sollicitation concernant des réfugiés semble être considérée comme un atout non-négligeable. Gounin, qui dispose de nombre de sympathies à la C.G.T.<sup>149</sup>, active ses réseaux et appuie une dizaine de demandes (la mention *signalé* vaut presque sésame). Toutes n'aboutissent pas. En mars, l'un de ses proches, Jean Rebeix, contrôleur adjoint des P.T.T., responsable cégétiste et conseiller municipal d'Angoulême, réclame un lieutenant de D.C.A. au Barcarès<sup>150</sup>, Antonio Delpech Tomás, trente-quatre ans, dont il héberge déjà l'épouse, mais la requête traîne en longueur. Gounin accorde aussi son appui à Francisco Corral García qui demande à être affecté à la Poudrerie de Bourges mais la Sûreté objecte qu'il ne peut produire son diplôme d'ingénieur de l'École aéronautique de Madrid et se défie de l'appui que lui accorde *bien entendu* le monde enseignant.

Cependant, le dynamisme de l'instituteur communiste Robert Gagnaire<sup>151</sup>, qui élimine au premier tour son collègue socialiste Maurellet, dépasse tous les espoirs, en sorte que Déat l'emporte facilement contre lui au second tour avec 56 % des voix<sup>152</sup>.

Les choses sérieuses étant expédiées, le préfet reçoit Rebeix en mai et s'adresse à son collègue des Pyrénées-Orientales, Didkowski, en s'excusant de solliciter un passe-droit *en raison de certaines circonstances politiques locales*. Delpech arrive le mois suivant. Déat lui-même se fend de deux ou trois interventions<sup>153</sup>.

Plusieurs autres élus ne sont pas en reste, plus prompts à prendre en considération des cas particuliers qu'à influencer sur les orientations générales. Comme en 1937, le député radical Raymond Réthoré cherche de la main d'œuvre dès la mi-février : il demande, en vain, un sculpteur sur bois, vraisemblablement pour son « château en Espagne », la transformation en réplique de Versailles de son castel de La Mercerie près de Villebois-Lavalette. Le 1<sup>er</sup> mars 1939, il obtient la venue d'Argelès de Tomás Matindas Armendarín, dont il recevait déjà le beau-frère, puis de José Alzaga qu'il avait préalablement employé en 1937, avec son épouse et leur fillette María-Dolores, deux ans. Il cautionne en outre la demande d'un voisin agriculteur de Villebois, M. Herranz, qui veut extraire du Barcarès ses neveux Eugenio et Felipe Arcediano.

Pierre Taittinger soutient le regroupement d'une famille d'Espagnols réfugiée chez un particulier de Ruelle<sup>154</sup>. En vue de son rapatriement. Eugène Chanal, sénateur de l'Ain, appuie dès février l'offre du patron papetier de Gréard, Henri Ferry, d'héberger María, la cadette des trois sœurs Echaburu,

---

<sup>149</sup> Rappelons que malgré le retour en son sein de la C.G.T.U. communiste, la C.G.T. d'alors était dominée par les réformistes. Ce n'est qu'après guerre qu'elle passa sous contrôle communiste (Benoît Frachon), ce qui provoqua la dissidence de F.O. (Léon Jouhaud).

<sup>150</sup> Le camp du Barcarès (Pyrénées-Atlantiques) avait été ouvert pour décongestionner ceux d'Argelès et Saint-Cyprien. Un peu mieux structuré que ces derniers, il fut en priorité destiné aux candidats au retour. L'effectif atteignait 13.000 au début de mars 1939. Il culmine à 55.000 à la mi-juin. À la rentrée, on y sélectionne les spécialistes utiles à l'économie et on y forme les volontaires pour les régiments de marche de la Légion étrangère. En février 1941, 12.000 étrangers s'y entassaient encore. Il est à peu près liquidé au début de l'année suivante.

<sup>151</sup> Selon le *Maitron*, Gagnaire est né en 1898 à Saint-Martin-du-Clocher (Nord-Charente). Issu d'une famille d'artisans, il fait l'École normale d'Angoulême et s'engage très tôt en politique : dès 1919, l'administration le rétrograde et le déplace d'office à Bignac pour avoir fait cause commune avec les métayers du Confolentais. Membre du Parti socialiste, il rejoint le Parti communiste. Son accession au secrétariat de la région (deux Charentes et Niortais) date, semble-t-il, de mai 1928, mais il exerçait probablement ces fonctions depuis plusieurs mois. Un dirigeant communiste, Larribère, le présente ainsi dans un rapport interne : il « cumule tout le travail : journal, travail syndical, *agit-prop*. Camarade dévoué et actif mais peu résistant politiquement. » Il resta cependant secrétaire jusqu'en 1940.

<sup>152</sup> 11.277 contre 8.848 voix.

<sup>153</sup> Le 21 juin par exemple, en faveur de M<sup>me</sup> Cunha, de L'Isle-d'Espagnac, qui réclame son frère, Julio Cordobes, interné à Septfonds (Tarn-et-Garonne).

<sup>154</sup> Famille Batlle hébergée chez Jean Fontanaud (*cf.* en annexe la liste des accueillants de Ruelle).

lesquelles sont aussi réclamées un peu plus tard par Jean Lambert, de Saint-Sèverin (S.-E. Charente), qui les avait déjà accueillies en 1937.

Au palmarès des élus, il faut encore citer une demi-douzaine de maires <sup>155</sup>.

En même temps qu'ils donnent l'exemple, ces élus sont sans doute poussés par un mouvement populaire, en tête duquel se distinguent les enseignants. Rares en revanche sont les médecins comme Dambier à Champniers et Fauveau à La Rochefoucauld <sup>156</sup>. Rarissimes aussi les militaires, même si, en juin, le général Noël, commandant la 17<sup>e</sup> région militaire à Toulouse, sort du Vernet Damaso Polet Laguina et demande au préfet l'autorisation de l'employer sur son domaine du Légué à Montrollet dans le Confolentais.

Au total, les hébergements en Charente s'élèvent à 309 au 27 mars, 326 au 15 mai et 425 au 5 juin. Si les chiffres ultérieurs sont en forte baisse (339 le 3 juillet et 191 le 24 suivant), c'est que l'emploi se substitue alors à l'accueil.

Compte tenu de la rotation des bénéficiaires, on peut estimer qu'il y en eut de 500 à 550. Sachant que la population réfugiée tombe en gros de 4.200 en février à 2.800 début juillet, si l'on retranche les 340 réfugiés évacués aux Mathes et le millier envoyé sur Cognac où le nombre d'accueillants fut infime, on peut affirmer qu'au premier semestre 1939, la population charentaise (hors Cognac) tira à peu près un réfugié sur six des camps et refuges.

Les communistes paient de leur personne. L'instituteur Guy Brion à Oradour-d'Aigre accueille Inocencia Lemus et sa fille tandis qu'un voisin et camarade, Gustave Normand, paysan à Germeville, propose le 15 avril 1939 au préfet d'héberger et d'éventuellement rapatrier à ses frais le père d'Inocencia, Atanasio Pérez Hidalgo, réfugié à Châteauneuf-du-Loir. Non loin de là, l'étudiant en médecine Louis Ferrand, de Mansle, qui deviendra un spécialiste de l'accouchement sans douleur, et une figure du P.C.F., accueille en août 1939 Ildefonsa Monsech Codina (vingt-cinq ans), hébergée au refuge du bourg, sur le point d'émigrer en Argentine.

L'existence d'une colonie espagnole est un élément qui a contribué à faciliter l'accueil des réfugiés. De nombreux Angoumoisins se souviennent par exemple de la famille Arnáiz qui tenait une boucherie chevaline place du Palet, en particulier du père qui s'amusait à se tenir assis sous une pancarte « Âne de première qualité » <sup>157</sup>. L'un des fils, Jean-Claude, qui sera champion de France de boxe catégorie poids lourds autour de 1950, épousera d'ailleurs une réfugiée. Cette *vieille émigration* <sup>158</sup> n'était certes pas structurée au même titre que le sont par exemple les communautés juives, peut-être à défaut du nombre et de l'ancienneté. Ils sont tout de même une trentaine, parents français d'Espagnols inclus, qui demandent à recevoir des réfugiés. Dès le 24 février 1939, sans

---

<sup>155</sup> Outre Jean Antoine à Ruelle, citons Dubois à Brie, le docteur Fays, maire rad-soc de Ruffec, et son adjoint, le vétérinaire Étienne Chollet. En mars, Larivière, adjoint au premier magistrat de La Couronne, prend à son domicile le jeune Juan Carasco, seize ans. Le 1<sup>er</sup> septembre, Tourand, adjoint au maire de Saint-Amant-de-Boixe, recueille à lui seul cinq Espagnols réfugiés chez un particulier de Ruelle. Guillaume Rivet, marchand de biens, maire radical indépendant de Chabanais, récupère Carmen García, vingt-quatre ans, et son fils, préalablement chez l'instituteur Bourgoïn, d'Étagnac.

<sup>156</sup> Le radiologue Maurice Tourvieuille, 32, rue de l'Arsenal, Angoulême, embauche comme domestique en mai Isabel Rosal, 39 ans. En juillet, il fera sortir de Bram son mari, Enrique Santacana Conte, pour l'employer sur sa propriété de Lachaise (berceau de la famille de Félix Gaillard au nord-ouest de Barbezieux) dont l'exploitant, Gauvin, avait déjà accueilli à leur sortie d'hôpital deux des enfants du couple, Juan et Ramón (17 et 9). Les deux autres, Magin (15) et Germinal (2), étaient placés chez Gaston Petit à Saint-Hilaire de Barbezieux et chez Valentine Hubert à Angoulême-Lunesse. Toute cette famille sera rapatriée le 3 septembre.

En juin, le docteur Thorel, du service d'hygiène de la préfecture, prend à son service Rufina del Pozo, vingt-huit ans.

En octobre, le docteur Moisson de Hiersac emploie quelque temps Eliodoro et Marcelina Navas, naguère accueillie par un particulier de Ruelle.

<sup>157</sup> Cet Arnáiz-ci ne doit pas être confondu avec Demetrio Arnáiz (1912), mutilé de guerre, évacué le 11 mars 1939 sur La Rochefoucauld, puis interné à Angoulême au camp des Alliés. Ce dernier s'établit ensuite à Ruelle. Sa fille devint ingénieur au C.E.A. de Saclay où elle participa à la mise au point de la bombe atomique.

<sup>158</sup> Deux des témoins interrogées par Neus Català rendent hommage à la *vieille émigration* de Paris et de Lyon (*Ces Femmes espagnoles...*, pp. 130 et 250).

attendre l'instauration d'indemnités, Vincent Campos <sup>159</sup>, qui s'était déjà illustré en 36, prend chez lui deux sœurs et une fillette <sup>160</sup>. Une bonne partie des offres espagnoles émane des campagnes : le buraliste de Condéon, un ouvrier carrier de Montembœuf, un ouvrier des tuileries Perrusson de Fontafie, des paysans... Il s'en trouvera aussi pour refuser de recevoir des parents, voire pour les éconduire, d'autres qui n'accepteront qu'à contrecœur le mariage d'un enfant avec un réfugié.

Mais le plus remarquable est sans doute l'attitude de la population de Ruelle. Certes, si l'on ouvrait le bureau des pleurs, on trouverait matière à récrimination et amertume. Dolores Sangüesa ne se plaint pas. En six ou sept mois, elle qui parle notre langue n'est pourtant invitée que deux fois à déjeuner par des Français : l'une par un couple de Ruelle, les Bosquet, l'autre par le professeur Vincq aux Eaux-Clares à Puymoyen qui a besoin de ses services pour transmettre des instructions au couple qu'il a engagé :

— À La Combe-aux-Loups, rapporte-t-elle, beaucoup de femmes sont dans la détresse. Un entrepreneur qui participe à la rénovation du camp se pointe en faisant tinter à chaque pas ses poches pleines de monnaie, ce qui le dispense de longs discours.

Dolores cite les prénoms de deux dames, la profession de l'une : on les retrouve dans les archives comme locataires d'un meublé.

Quelques commerçants abusent de la situation. M<sup>me</sup> Navarro Segrelles dut vendre au rabais tous ses bijoux à un boucher qui, pour une bague, lui remit en argent la valeur d'un peigne fin à poux. Genre d'opérations qu'il aurait répété avec d'autres dames, arrondissant ainsi un magot déjà confortable.

*Le Matin charentais* du 6 août parle d'une épicière de Ruelle sauvagement frappée par une réfugiée à coup de bouteille. Dolores Sangüesa livre une tout autre version :

— L'une d'entre nous travaillait chez Normandin, un tailleur de la rue Saint-Martial à Angoulême, où elle gagnait quelque argent. Elle se rendit dans cette épicerie, la plus proche du camp, pour y racheter un litre d'huile. L'épicière lui réclama un prix double ou triple des fois précédentes ; elle refusa d'obtempérer. La commerçante, aidée par sa fille et sa petite-fille, bouscula sa cliente et celle-ci se défendit comme elle put, cassant le nez de l'épicière avec sa bouteille. Il y eut enquête et elle fut acquittée en correctionnelle.

Mais au regard de ces petites, combien de beaux gestes ? Le maire, Jean Antoine <sup>161</sup>, fait tout son possible. *L'Éveil social* prête une salle pour la scolarisation des enfants. Le dimanche 21 mai, la Philharmonique de l'Université populaire dirigée par André Vaucelle vient au camp jouer un programme préalablement visé par le commissaire Couillaud.

---

<sup>159</sup> Gros fumeur, Vincent Campos, a été emporté prématurément en juillet 1945 par un cancer de la trachée et enterré au cimetière de Bardines..

Son deuxième fils, Miguel Campos López, était retourné en Espagne pour faire son service militaire à Valence. Surpris par le putsch un mois avant la quille, il avait été capturé sur le front de Teruel. Libéré au bout de cinq ans par les franquistes, il émigra en Argentine.

Parmi les émules de Vincent Campos, relevons deux négociants en fruits et légumes (Alonso à Angoulême et E. Ruiz à Barbezieux), une hôtelière de Ruelle dont la mère eut la chance d'atterrir à La Combe-aux-Loups, le patron du Buffet de la gare d'Angoulême qui obtint un avis favorable du commissaire Couillaud pour sortir de Gurs un cousin du mari de sa mère, un marchand de bois de Grapillet à Soyaux (Ángel Español), un employé de magasin de confection, des ouvriers des papeteries Laroche-Joubert et Couprie & Blanch...

On peut leur rattacher les Castaner, originaires d'Argentine, qui ne parlaient plus guère espagnol mais le comprenaient encore. Grossistes en fruits et légumes rue Fontaine-de-Chande à Angoulême, ils prirent à leur domicile une famille réfugiée et obtinrent le 8 mars 1939 la venue du père, Cayo Huerta Domínguez, ancien commissaire à Figueras interné à Bram après passage par Argelès. Celui-ci travailla d'abord à des travaux de défense dans le quartier de La Grand-Font puis (18 novembre 1939) comme manoeuvre chez Cordebart & Michaud. Licencié pour raisons économiques le 6 août 1940, il fut employé par les Castaner jusqu'à l'approche de la Libération en compagnie d'un autre Espagnol, Eduardo Collantes, et d'un Portugais.

<sup>160</sup> Encarnación Bonilla, trente ans, sa fille Paquita, 6 ans, et sa sœur Angela Bonilla, trente-trois ans.

Encarnación retourna bientôt en Espagne où sa fille se maria. Angela, elle, fut rejointe par son mari, Cayetano Sánchez, sorti d'Argelès, puis, après guerre, par son frère Pedro Bonilla et par sa nièce Paquita. Tous les hommes travaillèrent dans le bâtiment. Les Sánchez sont enterrés à Puymoyen, les autres sont rentrés en Espagne.

<sup>161</sup> Né à Rivières, près de La Rochefoucauld, Jean Antoine, cultivateur, passa après son service militaire le concours de commis de la Marine et fut affecté à l'arsenal de Rochefort où il devint conseiller municipal, membre du conseil des directeurs de la Caisse d'Épargne et (1903) secrétaire de la fédération socialiste de la Charente-Inférieure. En 1912, il vint à la Fonderie de Ruelle, devint maire de la commune en 1919 et conseiller général en 1922. Candidat socialiste aux législatives de 1914, secrétaire de la fédération socialiste en 1918, de nouveau candidat aux législatives de 1919, il se présente à celles de 1924 sous la bannière de l'Entente socialiste et communiste favorable à une réunification des deux partis.

Nombre de Ruellois invitent des réfugiés à leur table ou au cinéma et dans cette petite commune de 4.500 habitants, il se trouve 142 foyers pour héberger au total 311 réfugiés <sup>162</sup>. Et l'on ne compte ni les offres d'accueil non suivies d'effet, ni les hébergements dans des communes voisines par des ouvriers (ou parents d'ouvriers) de la Fonderie, ni les offres d'emplois <sup>163</sup>. La durée de ces accueils est très variable : de quelques heures à plusieurs mois. Parfois, l'habitant se contente d'offrir le gîte à un réfugié qui continue de prendre ses repas au camp <sup>164</sup>.

Qui sont les hébergeants ? Beaucoup d'ouvriers bien sûr, mais aussi nombre de commerçants qui alignent probablement leur comportement sur eux, comme souvent dans les villes industrielles. Les Sabuel par exemple, gérants-mandataires d'une alimentation DOC, une profession plutôt surmenée, hébergent pendant trois semaines une jeune journaliste qui opte finalement pour le rapatriement, et sortent chaque dimanche le jeune Antonio et sa petite sœur. Figurent aussi parmi les hôtes des couples sans enfant et des femmes esseulées. Les notables se montrent solidaires de leurs homologues, comme l'illustre l'accueil des Bagaria et du docteur Bosch. On repère dans le lot deux hommes qui seront nommés conseillers municipaux par Vichy et deux ou trois personnages qui firent preuve de complaisance pour l'ennemi. On y voit aussi plusieurs futurs résistants dont un fusillé et quatre déportés <sup>165</sup>. Les sympathisants de gauche semblent nettement dominer, sans qu'on ose, comme Montserrat Roig, les cataloguer révolutionnaires. Un sympathisant communiste est resté dans les mémoires pour avoir demandé par testament qu'on réunisse tous ses amis après sa mort afin de leur payer une tournée générale <sup>166</sup>. L'abbé Robert Gaudin s'efforce de faciliter les regroupements familiaux et prend au moins une réfugiée à son service pour des travaux de couture.

Il est établi que les Espagnols ainsi reçus ne doivent pas travailler. Des protestations s'élèvent à ce sujet à Ruelle. Après enquête, le commissaire Couillaud signe le 6 novembre un rapport apaisant : « Quelques réfugiés ont travaillé à l'avantage de leur logeur, mais d'une manière irrégulière (...), dans le but surtout d'être agréables et de se rendre utiles. »

On peut estimer que près des deux tiers des Espagnols accueillis par des particuliers en Charente l'ont été par des Ruellois. On pense, en dressant les listes, à une véritable émulation entre voisins, entre collègues, entre parents. L'effet de proximité a sans doute joué un grand rôle mais force est de constater qu'on ne le retrouve pas partout au même degré. Peut-être faut-il incriminer le rôle quelque peu dissuasif joué ailleurs par des autorités, comme le sous-préfet Charles à Cognac. Mais, jusqu'à un certain point, les populations ont les autorités qu'elles méritent. La superposition à Ruelle d'un grand arsenal de la Marine, support d'emplois et de relations stables, de réseaux syndicaux, coopératifs, culturels <sup>167</sup> et partisans, et enfin d'une municipalité qui les exprimait, explique probablement cette mobilisation exemplaire. N'est-il pas significatif que Jean Antoine, le maire, ait payé de sa personne en accueillant des réfugiés à son domicile, tout comme son successeur de fait sous Vichy et ses deux successeurs sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République, Maurellet et Poitevin ?

---

<sup>162</sup> Cf. annexe 1. Dans l'ensemble, cette solidarité populaire est minimisée ou escamotée. G. Dreyfus-Armand par exemple se borne à écrire que, « dans de nombreuses régions, les populations, sauf exceptions, manifestent peu d'empressement » (*E.R.E.F.*, p. 39). La *retirada* elle-même n'aurait guère ému les foules : « Dès le mois de mars 1939, sauf dans les secteurs les plus politisés de la gauche, le sort des réfugiés espagnols ne préoccupe plus guère les Français (...). » (*Ibid*, p. 71).

<sup>163</sup> Bien que l'embauche en février 1940 comme *gardiennes d'enfants* de deux filles de onze et douze ans internées au camp des Alliers à Angoulême puisse être considéré comme un accueil déguisé.

<sup>164</sup> Cf. Francisca Sarquella chez Rouffaud.

<sup>165</sup> Voir annexe 1.

<sup>166</sup> Les renseignements sur les habitants m'ont été transmis par Guy Hontarrède, ancien conseiller municipal de la commune, qui a consulté un couple de vieux Ruellois.

<sup>167</sup> Des trois universités populaires créées en leur temps en Charente (Cognac, Angoulême et Ruelle), seule cette dernière a été durable, au point d'exister encore de nos jours (cf. Lucien Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*. Éditions ouvrières, 1986, pp. 66, 133, 171, 185). En revanche, la Maison du peuple a été détruite à la mi-2000.



## IX PRIVILÉGIÉS

Transférée du garage Vallet à La Combe-aux-Loups, la députée Julia Alvarez Resano se fait apprécier de l'inspecteur Soulier qui loue les services qu'elle a rendus au vestiaire. Avec sa sœur, elle s'improvise institutrice. Sa situation s'améliore bientôt : le 8 mars, elle trouve un hébergement près de Ruelle pour elle et ses proches <sup>168</sup>. Le 20 mai, elle réussit à faire venir son frère Manuel, trente-trois ans, ancien commandant de carabiniers, passé par Le Barcarès et Bram.

D'autres personnalités échappent carrément à l'internement <sup>169</sup>. Roger Jean, rédacteur en chef du *Réveil charentais*, organe du député pro-franquiste de Ruffec Poitou-Duplessy (le co-listier de Lazare Weiller en 1919), est aussi secrétaire du Syndicat de la presse charentaise <sup>170</sup>. À ce titre, il écrit le 13 février 1939 au préfet pour qu'il permette au fils d'un confrère francophone, Duch i Salval, collaborateur d'un organe républicain modéré, de s'établir en ville à l'issue de son hospitalisation. Mais l'enfant préfère rejoindre sa mère à La Combe-aux-Loups. Avant de sombrer dans la collaboration, Jean n'en continuera pas moins dans ses colonnes à agiter le chiffon du réfugié rouge bouffeur de curés.

En voici deux qui séjournent avec leurs familles du 21 au 24 février à l'hôtel de l'Éperon : Antonio Escude Aguado, titulaire d'un passeport diplomatique, est ancien député et premier attaché à l'office de police administrative de Barcelone ; Juan Pablo García Alvarez est premier magistrat de la commission administrative de Barcelone.

Le commandant Ricardo Sanz, interné au Vernet avec l'essentiel de la division Durruti, se voit refuser l'autorisation de se rendre au chevet de son fils mourant <sup>171</sup>. Mais sa fille reçoit rapidement de la préfecture d'Angoulême, le 20 mars 1939, l'autorisation de quitter Confolens avec sa gouvernante pour aller s'établir à Bonnac, près de son père. Un ancien vice-consul d'Espagne, Francisco Esteva, obtient le 3 mai la permission de quitter Bourg-Madame pour résider chez son beau-frère, Édouard Vinet, propriétaire à Salles-de-Barbezieux <sup>172</sup>.

Il est difficile de cerner le rôle de la franc-maçonnerie. Un collègue fit remarquer à Dolores Sangüesa qu'avec certaines personnes, l'inspecteur Soulier se prenait l'oreille droite quand l'autre plaçait sa main droite à la Napoléon en écartant l'index et le majeur en forme de compas. Elle s'aperçut alors que Soulier communiquait ainsi avec M. Blanco Lingueri qu'il avait recruté au bureau <sup>173</sup>. On peut supposer que cette appartenance joue un rôle dans la régularisation des Barcelonais Juan Depe et Lorenzo Vitria, respectivement ancien menuisier et ancien mécanicien-ajusteur recyclés dans la police, qui sautent la clôture dans la nuit du 14 au 15 avril pour rejoindre leurs épouses à l'intérieur du camp (déception pour Depe dont la femme avait été évacuée vers Les Mathes) après avoir été logés par la police française, impasse Saint-Jean à Bordeaux.

L'intervention est avérée pour les Davo, dont un descendant est devenu un notable angoumoisien. Le chef de la famille, Luis, né en 1902, avait été directeur du Linoleum nacional à Barcelone et portait

---

<sup>168</sup> Sur la rive gauche de la Touvre, en aval de la Fonderie, chez M<sup>me</sup> Osiris, lieu-dit Relette, commune de Magnac. Elle y réside avec sa sœur María del Carmen, son beau-père, Felipe Muñoz Gomez, 73 ans, et sa belle-mère.

<sup>169</sup> Les privilèges ne font pas toujours l'objet de l'attention qu'ils méritent (par exemple, une seule mention dans *Exils et migration*, p. 120 n).

<sup>170</sup> Roger Jean était aussi le fondateur d'une Association des travailleurs anticollectivistes qui est à replacer dans la lignée des syndicats jaunes comme celui de Biétry soutenu au début du XX<sup>e</sup> S. par le papetier et député bonapartiste d'Angoulême Edgar Laroche-Joubert (voir entre autres Theodor Zeldin, *Histoire des passions françaises*, t 1).

<sup>171</sup> Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 163. Par la suite, Sanz fut déporté au camp de Djelfa en Algérie et mourut à Toulouse en 1986.

<sup>172</sup> À ce diplomate, on peut rattacher l'actrice María Casares (1922-1996), dont le père, nommé Premier ministre en mai 36, avait démissionné au surlendemain du putsch. Elle s'exile à Paris trois mois plus tard, monte sur les planches et achète en 1970 une propriété à Alloue dans le Confolentais pour y couler ses vieux jours. Elle y écrit une autobiographie remarquable d'insipidité, *Résidente privilégiée* (Fayard, Paris, 1980, 435 p.).

<sup>173</sup> Nous possédons une autorisation d'installation en ville rédigée le 6 août 1940 par Soulier avec les trois points sous sa signature. Son appartenance maçonnique nous a été confirmée par son fils Pierre.

toujours au doigt une bague avec l'insigne, ce qui ne l'empêchait pas d'appartenir au P.S.U.C.<sup>174</sup> bien que partout ailleurs qu'en Espagne, le cumul était incompatible selon les statuts de la III<sup>e</sup> Internationale<sup>175</sup>. Son cadet, Antonio (1909), commissaire de police, était lui un activiste du P.S.U.C. Ils firent la *retirada* en autobus, sans encombre jusqu'à la frontière où la famille fut séparée. Les deux frères se retrouvèrent à Saint-Cyprien, puis Antonio fut transféré à Argelès<sup>176</sup> et à Fort-Collioure<sup>177</sup>. Leur sœur Conchita, leur mère, l'épouse et les trois enfants de Luis<sup>178</sup> échouèrent au camp de Ruelle. La maçonnerie entre alors en jeu : les 19 et 28 juillet 1939, deux des enfants de Luis, Isabel et *Pepito*, sont respectivement accueillis par un cheminot d'Angoulême, Chenaud, et un commandant de Dignac, Campot<sup>179</sup>. Le 20 septembre, Conchita entre au service de l'entrepreneur Lottet, basé en face du cimetière de Bardines, qui construit alors le camp des Alliers à Angoulême après avoir réhabilité celui de Ruelle. Début décembre, Lottet réclame les deux frères à Argelès et Saint-Cyprien. Le 25, il recrute Luis et sort toute sa famille des Alliers. Le 7 janvier, il embauche Antonio comme charpentier. Cette famille-là est sauvée.

D'autre part, quelques réfugiés évitent les camps ou en sortent grâce à l'aide d'organismes officiels espagnols, surtout le gouvernement basque et le S.E.R.E. d'obédience communiste (Service d'émigration des républicains espagnols). C'est là une chose ignorée de presque tous les non-bénéficiaires. Nombre d'auteurs qui mentionnent ces organismes omettent de rappeler leurs versements sonnants et rébuchants. Un agrégé d'histoire déconseille d'en parler devant les lycéens : « Vous allez déguster la jeunesse en révélant ça. »

En Charente, en plus d'une centaine de personnes évacuées de Bordeaux sur Cognac, au moins deux familles ont bénéficié de l'appui du S.E.R.E. : les Davo (la famille n'aurait pas touché de subside mais les deux frères sont signalés comme protégés du S.E.R.E. lorsque l'entrepreneur Lottet demande fin 1939 leur sortie d'Argelès et Saint-Cyprien) et les Alcubierre.

Originaire de Tardienta en Aragon, le père Alcubierre s'était établi à Barcelone comme artisan ferronnier. Le 18 juillet 1936, son fils aîné Miguel, diplômé de l'école d'ingénieurs de Saragosse, descend sur les *ramblas* pour contribuer à étouffer la rébellion dans l'œuf. Il reçoit ensuite la direction d'une centurie de miliciens, puis — une photo le représentant en grand uniforme coiffé d'une casquette de type soviétique avec le C du commissaire l'atteste — il est promu premier commissaire politique du front d'Aragon. Par la suite, il cumule les postes de directeur général des Transports de la Généralité et de secrétaire général de la Fédération des métaux de la Catalogne, sans préjuger d'une fonction dans les instances dirigeantes du P.C.E. Son premier frère, Mariano, ancien ouvrier chez Hispano-Suiza, est tué en 1937 ou 38 sur le front d'Aragon avec le grade de lieutenant.

Lors de la *retirada*, la famille explose. Miguel réussit à gagner directement Paris où il devient conseiller du S.E.R.E., tandis que son père est aiguillé vers Bram et que sa mère, son frère cadet José, membre de la J.S.U.C.<sup>180</sup>, et son épouse Anita Ortiz avec ses trois cadets atterrissent à Angoulême. Ses deux aînés ont échoué à Saint-Dizier et ses deux sœurs sont restées à Barcelone (l'une émigrera plus tard à Marseille). Miguel fait alors intervenir Ambroise Croizat, député communiste de Paris, qui propose à Anita de se réunir avec ses enfants à la maison de repos de la fédération C.G.T. des métaux à Tullins (Isère). Finalement, le préfet Malick autorise la venue des manquants à Ruelle, Miguel procurant à tous une allocation du S.E.R.E. pour y louer un appartement :

— Anita était une belle femme qui avait les moyens de s'habiller en ville, se souvient une compatriote logée dans le même immeuble, parfaitement ignorante des choses du S.E.R.E.

Le 6 juillet, M<sup>me</sup> Alcubierre mère demande son mari à Bram et le voit arriver le 10 août.

---

<sup>174</sup> Parti socialiste unifié de Catalogne : P.C. local.

<sup>175</sup> L'incompatibilité fut levée par Maurice Thorez à la Libération mais les effets furent minces.

Contrairement à ce que nous avons écrit dans la première édition, ce ne sont pas ces Davo-là mais des homonymes qui sont inhumés dans une des plus monumentales chapelles du cimetière de Bardines.

<sup>176</sup> Proches de la frontière, les plages d'Argelès et de Saint-Cyprien absorbèrent en février 1939 les deux-tiers des hommes en âge de porter les armes, dans des conditions d'improvisation extrêmes qui leur ont valu une sinistre réputation. Transformé en camp, Argelès recelait encore 15 à 20.000 internés à la rentrée 1940. Début 1941, il reste 6.800 internés à Saint-Cyprien, à 80 % juifs.

<sup>177</sup> Lieu disciplinaire installé dans un château des templiers du XIII<sup>e</sup> siècle. Ouvert en mars 1939, il renfermait 348 Espagnols et brigadistes en juin et fut officiellement fermé en juillet à la suite d'une campagne contre le régime de terreur qu'y subissaient les internés sous la garde du 24<sup>e</sup> régiment de Sénégalais.

<sup>178</sup> Leur sœur Conchita (1916), leur mère (1878), l'épouse Isabel González et ses enfants de 11 à 4 ans (Isabel, José dit *Pepito*, et Dolores).

<sup>179</sup> Un autre franc-maçon, le pharmacien Vaux, offrit des médicaments aux nécessiteux.

<sup>180</sup> Jeunesses socialistes unifiées de Catalogne, résultat de la fusion-absorption des Jeunesses socialistes par les Jeunesses communistes. Ses dirigeants étaient Santiago Carrillo et Manuel Azcárate.

Pour bénéficier des interventions du S.E.R.E., mieux vaut faire partie du sérail. À la suite de l'échec de sa première tentative pour tirer son père de Bram, Dolores Sangüesa alla sonner à la grille de Julia Alvarez Resano à Magnac. La députée, quasi compagne de route du P.C.E., ouvrit la porte et lui lança de loin :

- De quel parti est-il ?
- Républicain, sans parti.
- Alors, je ne peux rien pour lui.

Cette mainmise communiste irrite de plus en plus les anarchistes et les socialistes. Le 26 juillet 1939, Indalecio Prieto <sup>181</sup>, qui a réussi à mettre la main le 28 mars à Vera Cruz sur une partie du trésor de guerre du S.E.R.E., fait voter par la Commission permanente des Cortés réunie à Paris la création d'un organisme concurrent, la J.A.R.E. La décision est acquise par quinze voix pour, deux abstentions (celle des Basques) et cinq contre, dont celle de Julia Alvarez Resano <sup>182</sup>. Peut-être en raison de sa création tardive et de sa moindre envergure, on ne trouve pas trace de son action en Charente.

Au début de la guerre civile, Ismaël, coiffeur de vingt-huit ans, avait été propulsé par la C.N.T. <sup>183</sup> maire de Tirig, une petite commune au nord de la province de Valence. De temps à autre, il donnait des articles à *El Luchador*, l'hebdomadaire fondé par Federica Montseny qui portait en sous-titre : « En lisant ce journal, il n'y aura plus de guerre ni de jour sans pain. » La situation se dégradant, Ismaël fut mobilisé comme deuxième classe du côté de Teruel. Il fit toute la *retirada* à pied via Barcelone, qu'il traversa au petit matin sans rencontrer âme qui vive, jusqu'à Port-Bou et à la plage d'Argelès. Il convainc un ami de Tirig de rentrer au pays :

— Il était de droite et sa famille aussi. Je pensais qu'il n'aurait pas d'ennuis. Mais ils l'ont foutu dans un camp et sa santé en est restée ébranlée jusqu'à la fin de ses jours.

Ismaël bénéficie de la solidarité de parents éloignés de Perpignan, des amis qu'il connaissait bien. Il parvient à contacter Federica Montseny, première femme-ministre en Espagne, qui se souvient de ses articles et obtient sa libération. Vers la fin de l'Occupation, il s'enfuit d'un chantier Todt et atterrira à Cognac.

\*  
\* \*

Que deviennent les anciens brigadistes ? Le ministre de l'Intérieur Sarraut, qui a été gouverneur général de l'Indochine et ministre des Colonies, s'inquiète des risques de contagion dans l'Empire. Le préfet Malick le rassure le 25 mai : aucun de ceux qui se trouvent en Charente n'en est originaire. En mars et en juillet, au nom d'un Comité d'aide aux volontaires combattants monté par le Parti communiste, le lieutenant-colonel Jules Dumont <sup>184</sup> réclame au préfet l'autorisation pour Ernst Fuchs et Joseph Engel de se rendre à Paris en vue d'un départ pour l'U.R.S.S. Ils devront attendre un visa du ministre de l'Intérieur ou de la Préfecture de police.

Octave Vidaud était maréchal-ferrant à Chenommet, charmant village sur le cours supérieur de la Charente. Son fils Fernand travaillait avec lui. Il avait vingt-trois ans en 1936 lorsqu'il décida de s'engager dans les Brigades. La famille n'était pas connue pour ses activités politiques. On parle d'un coup de tête. Sa dernière adresse en décembre 1936 était : *Secoro rojo* Piazza Altozano à Albacete. Fin avril 1939, Octave demande des nouvelles de son fils au préfet Malick. La famille n'en recevra jamais. En l'absence d'avis de décès, l'administration continuera pendant des décennies d'envoyer à

---

<sup>181</sup> Leader de l'aile modérée du P.S.O.E., Indalecio Prieto a été ministre des Finances en 1931. Favorable à une alliance avec les républicains "bourgeois" et au soutien à un gouvernement d'union nationale, il est débordé par son grand rival Largo Caballero. Après le putsch de juillet 1936, il appelle à un armement des syndicats mais devenu ministre de la Marine et de l'Air en septembre puis de la Guerre en mai 1937, il s'oppose à la mainmise communiste sur les armées, révoque 250 commissaires politiques et lance l'offensive sur Teruel. Il est poussé à la démission en avril 1938.

<sup>182</sup> Cf. Alicia Alted Vigil, « Aide humanitaire et réorganisation institutionnelle en exil » in *Emigración i exilio. Españoles en Francia, 1939-1949*, Madrid, Eudema, 1996, pp. 202-227.

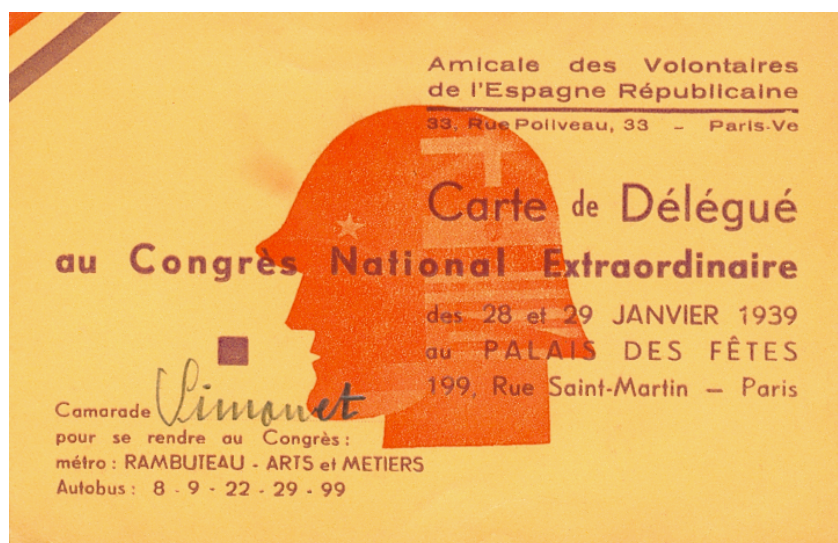
<sup>183</sup> Confédération nationale du travail, syndicat anarchiste lié à la F.A.I.

<sup>184</sup> Cordonnier à Roubaix, capitaine durant la Grande Guerre, Dumont s'était installé ensuite au Maroc où il avait appris l'arabe dialectal et pris la défense des indigènes et des petits colons. Proche du P.C. depuis les années 30, il avait été condamné pour diffusion d'organes interdits à trois mois de prison puis expulsé vers la métropole en 1935. Le Komintern l'avait alors envoyé comme conseiller militaire auprès de l'état-major du Négus avant qu'il ne gagne l'Espagne en août 36 où il commanda la 14<sup>e</sup> Brigade internationale.

Sous l'Occupation, il deviendra avec Charles Tillon l'un des pionniers de la Résistance communiste.

sa sœur ses papiers électoraux. La mairie ne peut pas apposer une plaque à sa mémoire puisqu'on n'a pas même la preuve qu'il ait réellement appartenu aux Brigades <sup>185</sup>.

Au retour d'Espagne et de sa garde à vue à Périgueux, Albert est allé se reposer à Ribérac où ses parents s'apprêtaient à prendre leur retraite, puis il a regagné Montluçon. La S.A.G.E.M. ayant refusé de le réembaucher, il a été sélectionné par Le Fer creux parmi cinq candidats. Mais au grand dam de son contremaître, il a été licencié au bout d'une semaine en raison de son passé militant. Par bonheur, il est aussitôt recruté par une usine voisine de mécanique dirigée par un ancien pilote d'avion, Beaussier, associé à Dumas et Colineau. Il reprend sa carte à la C.G.T. et assiste les 28 et 29 janvier 1939 à un congrès extraordinaire de l'*Amicale des volontaires pour l'Espagne républicaine* (A.V.E.R.) constituée en juillet précédent (le président est André Marty et Jules Dumont est l'un des trois secrétaires-adjoints). La réunion se tient au Palais des fêtes du 199, rue Saint-Martin dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Bien qu'unique adhérent de l'A.V.E.R. dans l'Allier, Albert y participe tous frais payés avec titre de délégué. Il s'y rend en compagnie de Noël Poulot qui a retrouvé un emploi de taxi à Paris. Ils cherchent surtout à retrouver des amis. De leur camarade Lochot, ils n'ont pas de nouvelles. Ils apprendront un peu plus tard que rentré en France le 5 décembre, il a été mis en demeure, une dizaine de jours après, de régler de vieilles amendes et que, dans l'impossibilité de le faire, il a été incarcéré jusqu'à la mi-mars. Édouard Alet, un Parisien qui avait effectué son service dans l'aviation et suivi Malraux en Espagne avant d'être versé dans les Brigades, puis dans le 5<sup>e</sup> corps de Lister, est porté disparu. À tout hasard, Albert demande à Pierre Rebière, autre dirigeant de l'A.V.E.R., des nouvelles de Paul Centner. Mais Rebière l'engueule en lisant une lettre où l'Anglais évoque avec nostalgie la *Course des As* à Albacete et Albert s'emporte : même à la guerre, il y a un temps pour se battre et un temps pour s'amuser.



Congrès national extraordinaire de l'AVER, Paris, 28-29 janvier 1939

De la réunion, Albert ramène un numéro spécial du journal de l'A.V.E.R., *Le Volontaire de la Liberté* (octobre 38), dans lequel les principaux intervenants y vont de leur dénonciation des trotskystes du P.O.U.M., « ces associés naturels du fascisme » (Jules Dumont). Pierre Rebière s'y distingue dans la surenchère en assimilant une association d'anciens d'Espagne montée par Doriot (l'A.M.R.E.), réunissant « tout ce qui a été indésirable là-bas, et que nous avons repoussé du pied avec dégoût », à une autre plus ancienne montée par les libertaires et les trotskystes (l'A.R.M.E.), ajoutant : « Il faut que dans les plus brefs délais soient fournis au secrétariat les noms et adresses, et photos si possible de ces gens-là » [en gras dans l'original] en vue de dresser une liste noire. Pour sa part, Maurice Lampe, patron de la base d'Albacete après le rappel de Marty à Moscou en mai 38, reconnaît que la situation espagnole est grave mais point désespérée, notamment en raison de la liquidation des espions trotskystes du P.O.U.M. En conclusion, un article d'Albert Bayet montre que

<sup>185</sup> Renseignements aimablement communiqués par M. Robert Périchon, maire de Chenommet (9 février 2000).

tous les coups d'État fascistes commencent par des attentats et que la meilleure façon d'y riposter, en France comme ailleurs, est de resserrer les rangs entre partis de gauche.

Il hérite encore d'une brochure de trente-deux pages, *Après la trahison de Munich*, reproduction d'un discours de Maurice Thorez au Vel' d'hiv' le 7 octobre 1938 où le secrétaire général du Parti entreprend de dénoncer ces accords tout en attaquant le surarmement français en général et le ministre de l'Air en particulier, et même en justifiant les combats pacifistes d'avant 1934, pour flatter les instincts pacifistes de ses troupes et les revendications de la C.G.T., contradiction qui ne le gêne nullement puisqu'il suffirait selon lui de s'allier avec l'U.R.S.S., exemple de fidélité à la parole donnée, pour résoudre tous les problèmes posés par la montée en puissance du nazisme. Pas la moindre interrogation sur les réserves suscitées par le régime soviétique, pas l'ombre d'une suggestion sur la façon de surmonter l'opposition polonaise à un axe Londres-Paris-Moscou, pas l'esquisse d'une proposition constructive (on est loin des vues pragmatiques sur l'emploi moderne des chars et de l'aviation) mais des procès *urbi et orbi* et une réécriture en règle du passé, Maurice Thorez, naguère partisan de la ligne « classe contre classe » en zélateur de Staline, alors que Doriot en réclamait depuis plusieurs mois l'abandon, se présentant maintenant comme un vieux combattant de l'unité des gauches. Le tout dégageant une impression de perversité d'autant plus vicieuse que le discours exploite des sentiments généreux qui suscitent l'enthousiasme et se pare de savantes références historiques et même bibliques.

Ce sera le dernier contact de Simonet avec les brigadistes et avec les organisations communistes. À Montluçon, il est reconnu par une jeune femme, Mireille, fort étonnée de le voir en vie : les acolytes qui avaient accompagné Albert en Espagne étaient rapidement rentrés et l'avaient donné pour mort. Une idylle naît. Mireille est la fille unique d'un patron socialiste, Fernand Trongier, exploitant vingt-deux péniches sur le canal du Berry avec agences à Bourges, Dun-sur-Auron, Sancoins et Vierzon. Fernand est un vieil ami de Marx Dormoy, sénateur-maire socialiste de la ville, nommé ministre de l'Intérieur par Léon Blum après le suicide de Salengro<sup>186</sup>, maintenu par Chautemps. Albert l'entrevoit parfois à la maison, pilote même sa superbe 402 noire, dernière-née de chez Peugeot, un jour qu'ils vont tous trois déjeuner à Huriel. Mais il sait peu de choses sur l'homme qui a destitué Doriot de sa mairie de Saint-Denis et qui a été l'un des adversaires les plus déterminés de la Cagoule<sup>187</sup>, laquelle avait, entre autres, saboté à Toussus-le-Noble des avions destinés à la République espagnole et probablement perpétré à la demande de Mussolini l'assassinat des frères Rosselli<sup>188</sup>.

— S'il a fait montre d'un relatif libéralisme à l'égard des réfugiés allemands, il n'en fut pas de même pour les réfugiés espagnols. Mais il combattit les Accords de Munich qui sonnèrent le glas de votre propre combat en Espagne.

Fernand Trongier s'assure qu'Albert a bien rompu avec le Parti. Il le dispute parce qu'il a été vu aux abords d'un meeting. Mais son futur gendre a vraiment tourné la page.

---

<sup>186</sup> Maire socialiste modéré de Lille, Roger Salengro avait été accusé d'avoir rallié l'ennemi en octobre 1915. En fait, il avait été capturé par les Allemands en tentant de récupérer le cadavre d'un camarade, puis condamné par eux pour refus de travailler dans une usine d'armement. La rumeur, lancée d'abord par le Parti communiste, avait été reprise après juin 1936 par *L'Action française* et relayée avec virulence dans *Gringoire* par le Lyonnais, devenu Rhétais d'adoption, Henri Béraud. Les conclusions d'un jury d'honneur et un vote de l'Assemblée nationale n'avaient pas suffi à l'arrêter.

<sup>187</sup> Organisation secrète fondée en juillet 1936 par des déçus de l'Action française ennemis de la République et obsédés par le risque d'un coup d'État communiste. Son responsable était un ingénieur du Génie maritime, administrateur d'une dizaine de sociétés, Eugène Deloncle. Elle reçut des fonds importants de plusieurs grands patrons (Renault, Michelin,...) ainsi que de l'Italie, et se dota de réseaux à l'intérieur de l'armée. Elle alla jusqu'à faire sauter le siège du patronat français pour créer une psychose de la subversion avant d'être démantelée en novembre 1937. Sous l'Occupation, les anciens cagoulards firent des choix très divers.

<sup>188</sup> Antifascistes italiens réfugiés en France qui avaient levé une légion de volontaires pour l'Espagne.

X  
L'HOSPICE-LA-VERTU

Grâce aux subsides du gouvernement basque en exil, Isaac de Orue Artiñano emménage avec sa famille le 7 juillet 1939 dans un meublé de Ruelle <sup>189</sup>.

À soixante-deux ans, c'est un homme malade, éprouvé par la vie. Il a débuté comme comptable dans une conserverie de Lekeitio et il a enseigné la comptabilité à l'École de la Marine marchande. Il a été plusieurs fois maire de la localité. En 14-18, il s'est attiré les foudres allemandes pour avoir organisé les secours à un gros hydravion français contraint de se poser en haute mer.

— Plus tard, raconte sa fille Karmelia, il a démissionné avec d'autres collègues.

Elle n'en sait plus la raison mais on peut supposer que ce fut à la mi-1934 lors du mouvement contre la remise en cause par Madrid de l'autonomie fiscale concédée aux Basques en 1876.

Lorsqu'éclate la guerre civile, les Basques, tout catholiques qu'ils sont, restent fidèles à la République, sachant qu'ils ont tout à redouter de la furie castillane des nationalistes. Au lendemain de Guernica (26 avril 1937), la famille Orue fuit dans les soutes à charbon d'un cargo hollandais qui la débarque à La Pallice. Après avoir été vaccinés et avoir passé deux jours dans un train qui hésitait sur sa destination, les Orue aboutirent à Bessèges, dans le Gard. Mais Nicolas, le fils aîné d'Isaac, est resté au pays. Capturé au moment de la chute de Bilbao en juin 1937, il est interné à la Larrinaga avec un oncle curé. Son grand-père maternel, un carliste, refuse toute décoration tant que les deux hommes ne seront pas libérés ; l'obtient gain de cause. L'oncle est envoyé dans une paroisse isolée et Nicolas retrouve la maison familiale pillée et réoccupée.

À Bessèges, Isaac de Orue reçoit l'ordre de rejoindre Barcelone afin d'y servir le gouvernement basque en exil. Il s'y rend avec sa famille et sa fille aînée, Ana, qui devient infirmière dans un hôpital où officie Don Rufino Castaño, médecin communiste originaire de la zone minière de Bilbao, tout comme la Pasionaria dont il était un ami.

Nicolas s'engage dans le *Tercio* (la Légion étrangère espagnole, franquiste) avec l'idée de rallier les républicains. Il devient secrétaire d'un commandant sur le front mais se fait surprendre en exécutant son projet. Son père Isaac, avec un ami député, tente en vain de négocier un échange de prisonniers. Les proches de Nicolas apprendront beaucoup plus tard, par des co-détenus, la date et le lieu de son exécution ; ils n'obtiendront ni son corps ni le certificat de décès.

Début 1939, la famille Orue reflue de nouveau en France dans les valises du docteur Rufino :

— Grâce au sourire de ma sœur Ana qui était très belle, assure Karmelia, les camps du Midi furent épargnés à mon père et elle atterrit à Angoulême avec lui et un autre de mes frères, Ixaka <sup>190</sup>.

Hospitalisé dès son arrivée, il est envoyé par Mathilde Mir à l'hospice Habrioux d'Aigre, un établissement tenu par des sœurs qui avait déjà servi de centre de convalescence en 1937.

De son côté, Karmelia échoue dans un préventorium de Douarnenez en compagnie de sa mère, de M<sup>me</sup> Rufino et de sa fille. Elles sont confortablement logées dans un pavillon, à l'écart d'une centaine de femmes et d'enfants, dont beaucoup de Catalanes et d'anarchistes, qui seront tous rapatriés. M<sup>me</sup> Rufino rejoint son mari à Argelès en vue de partir avec leurs enfants en U.R.S.S. <sup>191</sup>, puis M<sup>me</sup> Orue, ayant convenu avec son mari, en cas de séparation, de s'adresser à un parent bloqué sur un bateau à Southampton, réussit à localiser son époux et se rend avec Karmelia à Aigre.

Les Orue ont beau tous être pratiquants, ils ne tardent pas à trouver l'atmosphère humiliante et insupportable. Les sœurs ne font-elles pas suivre le vieux couple par un employé lorsqu'il se permet

---

<sup>189</sup> « Quand mon père disait *judío*, c'était sa pire insulte », raconte une réfugiée, mais c'est à tort que celle-ci soupçonne la famille Orue d'être d'origine juive.

<sup>190</sup> Prononcer : Itchaca (Isaac en basque).

<sup>191</sup> Les parents et leur fille Raquel y sont morts. Leur fils Cesareo s'est marié là-bas avec une réfugiée basque et a pu séjourner en Espagne dans les années 60, ayant laissé sa famille en otage derrière le *rideau de fer*.

un écart innocent à travers la campagne pour se rendre à la messe ? On subodore que les sœurs ne devaient pas être loin lorsque Jacques Doriot et Philippe Henriot sont venus tenir meeting à Aigre le 1<sup>er</sup> août 1937. En comparaison, Ruelle apparaît aux Orues comme un havre de bonheur mais il sera de courte durée et le cadet des fils végète toujours à Argelès.

## XI UN TROU À ARGELÈS

Pour faciliter les rapports épistolaires en France, les internés reçoivent deux timbres en franchise chaque mois. Le vaguemestre Pényl en garde pour les collectionneurs et fournit aux réfugiés des timbres normaux. On s'écrit surtout entre réfugiés pour se retrouver entre proches séparés par la *retirada* et la sélection à la frontière. Des listes du ministère de l'Intérieur, des journaux publiant des listes circulent dans les camps et refuges afin d'aider à ces retrouvailles.

Pour tous ceux qui ont échappé aux camps du Midi — femmes, jeunes, vieillards, blessés —, les regroupements sont relativement aisés, surtout s'ils sont en mesure de subvenir à leurs frais de déplacement. Entre départements, une sorte de règlement spontané s'instaure. La famille se rassemble à l'endroit où vit déjà le plus grand nombre de ses membres. En cas d'égalité, la réunion s'effectue dans le département le plus proche de la frontière espagnole afin de faciliter le rapatriement. Résultat : le préfet Malick propose qu'une jeune fille rejoigne sa mère et ses deux frères à Quers, près de Vesoul. Éventuellement, on table sur un manque de vigilance des préfets d'accueil pour se défaire de quelques réfugiés : en juin, on suggère d'expédier le petit Manuel Fernández, au centre de Meuvaines-le-Château, Calvados, *pour ne pas accroître l'effectif masculin du camp de Ruelle*. En pareil cas, il arrive que des préfets se rebiffent en faisant valoir que la Charente est plus proche de l'Espagne que leur propre département.

La Charente (hors Cognac) laisse ainsi partir vers d'autres départements métropolitains 266 personnes, dont seulement 11 hommes<sup>192</sup>. En sens inverse, le flux d'arrivées semble à peu près équivalent. À La Combe-aux-Loups, Dolores Sangüesa « marie » plus d'une réfugiée célibataire ou veuve qui se prétend épouse de tel ou tel milicien pour faciliter sa sortie des camps du Midi. Mais les hommes arrivent toujours en nombre insuffisant. À Ruelle, en dépit du départ d'environ 70 d'entre eux (départs vers d'autres départements mais aussi renvois à Saint-Cyprien, rapatriements, émigrations et décès), leur nombre est bien passé de 74 en février à 239 à la mi-août mais à cette date, il y a 920 femmes<sup>193</sup>.

Les parents de Jacinto Cortés s'adressent au S.E.R.E. et à la J.A.R.E. pour retrouver leur fils aîné Pepe, amputé d'une jambe, qu'ils ont dû laisser dans une ambulance à la frontière. Dans un hôpital d'Albi, un Polonais lui montre l'annonce et la famille le voit un jour rappliquer à Ruelle<sup>194</sup>. Elle a beaucoup de chance de revoir ce garçon de 26 ans. Les portes, entrouvertes dans les débuts pour les blessés, se referment dès la mi-avril. Quant aux hommes valides entre vingt et quarante-neuf ans, ils sont dans l'impossibilité de sortir des camps méridionaux avant le mois de juin et la mise au travail. Encore cette « libéralité » ne concernera-t-elle ni ceux de Gurs, ni ceux du Vernet. Aussi les archives regorgent-elles de lettres, de suppliques, en franco-espagnol fleuri, dans lesquelles abondent les adresses à *el señor préfet*, à sa *bienveillante bonté*, les assurances de reconnaissance éternelle, l'invocation de récentes instructions ministérielles plus ou moins sollicitées et autres saluts et vœux perfides ou amers de longue vie à la glorieuse République française, championne des Droits de l'Homme.

En mai, nombreux sont les refus à la venue de maris, même de plus de cinquante ans, réfugiés dans la France profonde. Esperidiou Pechot, cinquante-quatre ans, doit demeurer à Arras car « *le transport [pour se rapprocher de sa fille à Ruelle] coûterait trop cher* » (Couillaud). Les demandes de mutilés, en particulier de Bram, sont systématiquement rejetées. D'autres requêtes sont soumises à un engagement écrit préalable de rapatriement. Début juillet, les refus invoquent tour à tour la suspension de toute arrivée dans l'attente du déménagement aux Alliers et une surcharge consécutive au prétendu retour de la colonie des Mathes. Néanmoins, des hommes sont admis en cas de décès ou

---

<sup>192</sup> Comme Jean Millat Carabine, échoué à La Rochefoucauld, propriétaire d'un immeuble à Gabian dans l'Hérault.

<sup>193</sup> Début février 1939, il y a 74 hommes (dont 19 miliciens) pour 977 femmes (hors les vieux). Le 17 mai, 148 hommes pour 817 femmes. Le 17 août, 239 hommes pour 920 femmes.

<sup>194</sup> Montserrat Roig, *op. cit.*

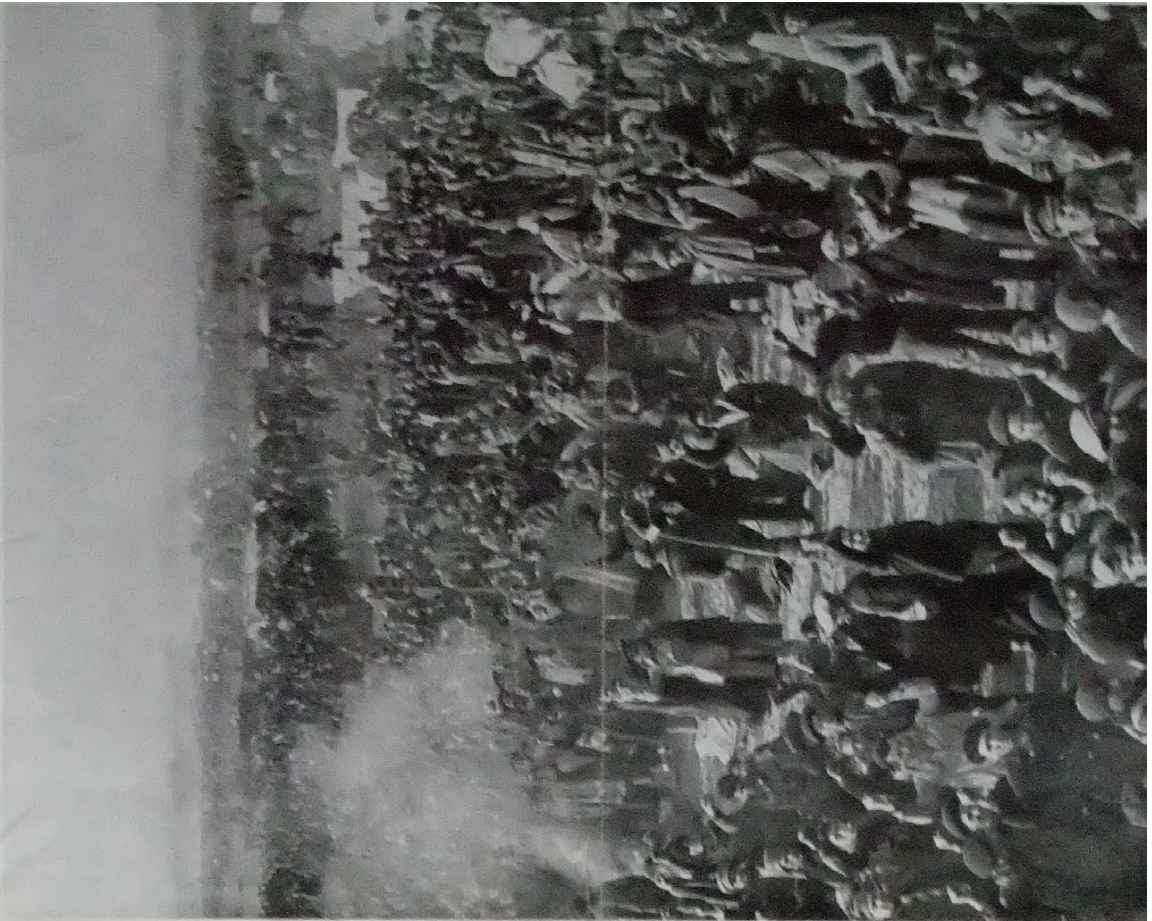


d'hospitalisation d'un de leurs proches. Ou pour rejoindre leur famille en instance de départ à l'étranger. Ou encore, après la mise au travail en juin, afin de subvenir aux besoins des leurs.

La part d'arbitraire et de favoritisme reste non négligeable. Né avec le siècle, Fermín Arce Rioja avait été journaliste dans un organe anarchiste de Bilbao. Soigné à l'hôpital Saint-Louis de Perpignan, il se voit refuser le 17 mai par Couillaud l'autorisation de rejoindre à ses frais son épouse Teresa et ses fils à Ruelle : « Qu'ils se réunissent directement chez la famille française de Nantes qui accepte de les accueillir. » Finalement, sa venue est autorisée le 5 juillet, le voyage étant payé par le Comité catholique de secours aux réfugiés espagnols.

Ci-après : Une fourmilière humaine : les miliciens gouvernementaux internés dans le camp improvisé d'Argelès-sur-Mer. Phot. exclusive « L'Illustration » communiquée par Fulgur. in Jean Clair-Guyot, « La Tragédie espagnole sur la frontière des Pyrénées », *L'Illustration*, 18 février 1939, format 38 x 27 cm, p. 218-219.

Roberto Domínguez : « C'est nous ça ? Et on encore la force de lever le poing ? »



Un demi-siècle après, Roberto Domínguez n'en finit pas de contempler la double page originale de *L'Illustration* représentant les milliers de réfugiés entassés sur la plage d'Argelès :

— C'est nous ça ? finit-il par lâcher de sa voix douce comme s'il fallait bien se rendre à l'évidence. Et on a encore la force de lever le poing...

Sorti radiotélégraphiste de l'École technique d'aviation, il n'a eu le temps de voler que quatre ou cinq fois avec l'escadrille du capitaine Bastida lorsque elle a été attaquée au sol à Aralaguer. Les Allemands et les Italiens ont opéré en cercle. Les républicains ont répliqué à la mitrailleuse depuis des casemates en béton. Ils ont réussi à descendre un appareil ennemi mais de leur escadrille, il n'est plus rien resté. Quant à Luis, son frère aîné, volontaire dans l'armée d'*El Campesino*, il ne le reverra pas de sitôt car il a été capturé et condamné à sept ans de prison. Le 7 février, Roberto et ses camarades aviateurs sont désarmés au Perthus. Ils tentent de poursuivre en voiture jusqu'à Paris. À Collioure, ils sont cernés par les spahis et doivent continuer à pied, avec leurs bagages, y compris un sac de patates. À Argelès, ils dorment à même le sable, « sur de la plume de taureau » comme on disait en 14. Au milieu des hommes, se sont glissées quelques femmes ayant accompagné qui un mari, qui un amant. Elles sont repérables aux couvertures pudiquement tendues de temps en temps autour d'elles. La nourriture est lancée aux réfugiés comme à des chiens. Chaque matin, un camion passe pour ramasser les morts. Le dimanche, le camp se transforme en attraction touristique. Roberto est étonné que ces choses soient connues, imprimées dans des livres.

Il se fait dérober sa valise avec ses papiers<sup>195</sup>. Les aviateurs se regroupent en retrait de la plage, sur un terrain où ils dressent des tentes de fortune avec des toiles de parachute. Roberto est hélé par un ami de son père, l'*Officiar* de la poste espagnole. Ensemble, ils partent à sa recherche et le découvrent à l'agonie, croupissant dans un trou qu'il a creusé dans le sable. Maintenant, le trou est envahi par les eaux et le père délire. Roberto lui donne une orange et le transporte sur son dos jusqu'à la tente-infirmerie. Le médecin lui fait comprendre qu'il n'y a plus d'espoir. L'orange n'a rien arrangé. Roberto revient au camp des aviateurs et simule une demande de rapatriement. Il obtient un bon de sortie de ses camarades qui dépouillent tous les candidats au retour. Courant en zigzag pour éviter les coups de feu éventuels des gardes sénégalais, il se précipite sur un personnage chamarré, peut-être un général. Le gradé le conduit vers un bureau où officie un interprète, mobilise une ambulance et se fait conduire jusqu'à l'infirmerie. Il bourre le véhicule des huit malades les plus graves pour les emmener à l'hôpital Saint-Louis de Perpignan. C'est là-bas que meurt le père de Roberto, à quarante-cinq ans.

Le 25 avril 1939, Fidela Domínguez, employée aux cuisines de La Combe-aux-Loups, invoquant le décès récent de son mari, réclame son fils Roberto en le présentant comme soutien de famille<sup>196</sup>. Le cabinet du préfet transmet à la Sûreté qui émet un avis favorable en soulignant les attaches basques de l'intéressé et son âge : il n'a pas encore tout à fait vingt ans. Le 17 mai, Roberto arrive à Ruelle où il est prié d'abandonner son uniforme pour une tenue civile. Quelques semaines de plus à Argelès, et il aurait sans doute été enrôlé dans quelque compagnie de travailleurs qui aurait changé son destin.

En juin 1939, une directive recommande l'emploi de réfugiés dans l'agriculture. Elle entérine un mouvement qui, comme en 1937, s'est déjà dessiné sur le terrain<sup>197</sup>. Cependant, la légalisation amplifie le phénomène, qui se substitue en partie à l'immigration saisonnière traditionnelle. De juin 1939 au 10 janvier 1940, 307 réfugiés de l'arrondissement d'Angoulême sont placés dans l'agriculture<sup>198</sup>. C'est une aubaine pour les uns, une épreuve pour d'autres, peu rompus aux travaux des champs, affaiblis par des mois d'internement, éprouvés par les séparations, parfois mal accueillis.

— Un paysan de Saint-Saturnin qui s'était lancé dans l'élevage de lapins angora, raconte Dolores Sangüesa, vient chercher une de mes camarades à La Combe-aux-Loups. Après le dîner, il lui montre

---

<sup>195</sup> Vers 1953, il fut convoqué au commissariat : on le soupçonnait d'un meurtre commis en Algérie par son voleur.

<sup>196</sup> Monsieur le Perfect, je suis une réfugiée espagnole, demeurant ici à le Campo de Alcoy. Mon mari est décédée à Perpignan le mois de Février dernier et le plus aîné de mes fils, Roberto [Domínguez] (de le même nom et prénom que mon mari) se trouve à la Résidence basque Lazaret : La Corniche : Sète (Hérault) et j'ai le désir naturel de l'avoir avec moi et parce qu'il est l'appui principal avec lequel je peut compter dans l'avenir ; il a dix neuf ans maintenant Je espère, Mr le Perfect, que si il est dans votre pouvoir vous me donnerez l'autorisation pour le faire venir a mon camp ou en autre cas je vous prie de faire les démarches nécessaires a le même but. Je vous remerci en avant et dans l'attent de vos nouvelles, recevez, Mr le Perfect, mes salutations les plus respectueuses.

Fidela Domínguez B.

<sup>197</sup> Si, par exemple, M<sup>me</sup> Geoffroy, de Bordeaux, avait obtenu le 5 avril 1939 l'autorisation d'expédier de Gironde le réfugié Belarmino Fernández vers son domaine de Pérignac, près de Blanzac-Portcheresse, ce n'était sans doute pas dans l'intention de lui offrir une villégiature. *Idem* pour Mario Gómez Alonso, de Sète, reçu le 25 mai par Jules Tournessi, de Chalais.

<sup>198</sup> Dont 160 hommes valides, 116 femmes et 31 enfants de treize à quinze ans.



sa chambre : une litière dans une stalle d'étable à vaches. La pauvre s'enfuit et cherche secours chez des voisins qu'elle prie de la ramener au camp. Le paysan délaissé fait une tentative à Ruelle pour récupérer son bien. Il est éconduit par le père Soulier : « On ne couche pas les gens avec les vaches. » Il en ose une seconde, doit battre en retraite devant moi. Entre-temps, la jeune femme a été hébergée par les voisins secourables et n'a qu'à s'en louer.

Roberto Domínguez observe les paysans qui viennent choisir la main-d'œuvre en tâtant les muscles et en inspectant les dents comme sur un marché aux esclaves. Il est pourtant soulagé de quitter Ruelle, l'eau qu'on tire à l'extérieur, les poux, les vidanges, et de partir avec une équipe dans un village. Il déchantait bientôt. Le patron les fait marner gratis de l'aube au crépuscule, leur laissant à peine le temps de manger. Il s'enfuit au bout de huit jours et s'embauche sur le chantier de construction du camp des Alliers.

Les archives gardent trace de quelques « fugues » d'employés agricoles mécontents. Le 3 juillet, un jeune mécano de seize ans refuse au bout de douze jours de continuer à travailler et demande à rejoindre son père au Barcarès. Un peu avant Noël, Catalina Juaristi Urquijo et sa fille Mirón quittent sans crier gare un agriculteur de Grassac.

Cette mise au travail s'effectue avec une savante lenteur administrative. Le 17 juillet, la conserverie Tristan-Tessol, de Lorient, adresse des offres d'emploi, à la préfecture. Réponse : « Faites votre demande en trois exemplaires. » On n'en entendra plus parler.

Le 25 suivant, le préfet accepte la venue de deux compagnies de travailleurs étrangers (C.T.E.) de 250 hommes en suggérant de les installer vers les casernes, au *camp militaire de Grapillet*. Mais le colonel Bonnefond, commandant de la place, émet un avis *plutôt négatif* : la Poudrerie et la Fonderie n'en ont nul besoin et lui-même craint que les Espagnols ne se livrent à la propagande politique et « peut-être à certains actes ou tentatives de sabotage », ce qui nécessiterait une surveillance lourde.

Né en Murcie en 1920, José Gomariz a perdu son père dans un accident agricole en 26, a grandi à Vic, près de Barcelone, et a adhéré aux Jeunesses libertaires en 33. Il a combattu la rébellion en 36 mais s'est vu refuser un engagement dans une colonne anarchiste en raison de son jeune âge. Il s'est alors tourné vers la colonne du P.O.U.M.<sup>199</sup> avec laquelle il est monté sur le front d'Aragon. Il y poursuit sa formation générale en suivant les cours d'un avocat. Privés d'aide extérieure, les poumistes sont bientôt traités en pestiférés par les stalinien qui vont jusqu'à leur tirer dessus alors qu'ils redescendent du front. Gomariz perd plusieurs copains dans l'affrontement, qui précède de peu la grande explication autour du central téléphonique de Barcelone. Il rejoint alors la colonne anarchiste d'Ascaso<sup>200</sup>, l'abandonne par lassitude de la guerre de tranchée et déception devant l'absence de perspectives révolutionnaires, mais ne tarde pas à être mobilisé dans la 32<sup>e</sup> division d'*El Campesino*. Blessé à la poitrine par un éclat de bombe d'avion à Valls, près de Tarragone, alors que les franquistes venaient de franchir le Sègre, il entre en France par train sanitaire le 8 février, voit mourir de gangrène nombre de ses camarades mais parvient à se faire envoyer à Lyon où il est soigné à l'hôpital de la Croix-Rousse, puis à l'hôpital militaire. Par une tante installée vers Marseille depuis la Grande Guerre, il apprend que sa mère se trouve avec ses deux fils cadets à Lucé, près de Chartres, où elle a été embauchée comme bonne par Laure Moulin qui cohabite avec son fameux frère Jean, alors préfet d'Eure-et-Loir. Renvoyé après convalescence au camp de Saint-Cyprien en juillet, José échappe à la propagande d'agents franquistes venant sillonner le camp en vue d'encourager les rapatriements en s'engageant dans une C.T.E., la 169<sup>e</sup>, qui part renforcer les fortifications du côté de Sarreguemines.

---

<sup>199</sup> Parti ouvrier d'unification marxiste issu de la fusion en septembre 1935 de la « Gauche communiste » d'Andrés Nin et du « Bloc ouvrier et paysan » de Joaquín Maurín. Il était fort d'une trentaine de milliers de militants, la plupart venant de l'expulsion en 1929 de la section catalane du Parti communiste espagnol au moment de la tactique ultra-gauche imposée par le Komintern. Ses accusateurs stalinien le qualifient de trotskyste, bien que Nin ait rompu avec Trotski en 1930. Le P.O.U.M. dénonçait le stalinisme comme un régime bureaucratique « thermidorien » et préconisait la formation d'un gouvernement ouvrier-paysan excluant les partis de la gauche « bourgeoise ». Il disparaît de facto de la scène politique après l'écrasement du soulèvement de Barcelone en avril-mai 1937.

<sup>200</sup> Joaquín Ascaso, neveu de Francisco Ascaso, sorte de grand frère intellectuel de Durruti, tué au lendemain du soulèvement de Barcelone. Poussé en avant par Antonio Ortiz bien qu'il fut moins déterminé que son oncle. Président du comité des conseils d'Aragon. En 1938, il s'enfuit en France avec Ortiz pour échapper à la vindicte de ses amis.

XII  
« EN PRISON »

Le 31 janvier 1939, un tronçon comprenant 378 personnes dont 200 enfants est détaché du deuxième convoi arrivé à Angoulême et, après une longue attente, est dirigé vers Cognac. Le 1<sup>er</sup> février, à 13 heures, les malheureux ont droit à un repas chaud au *refuge* de la rue de Bellefonds en présence du sous-préfet Charles, du secrétaire du bureau de bienfaisance Cathelineau, de trois médecins <sup>201</sup> et de deux cheftaines des éclaireuses avec leurs scouts. Le 6 février, *La Petite Gironde* décrit le long couloir du premier étage avec toutes ses fenêtres ouvertes sur le soleil hivernal. Il donne accès à de vastes *pièces* transformées en dortoirs où, certes, le couchage est rudimentaire : paille et couvertures. Hommage tout de même aux enseignants qui, dès le premier jour, ont apporté vêtements et friandises.

— À Cognac, on nous a fichus en prison, s'indigne María Santo Tomás.

Surprise. La presse, la plupart des rapports préfectoraux ne parlent que de *refuges*. Aucune prison ne figure sur les plans. Vérification faite, les Santo Tomás, envoyés tardivement à Cognac, ne furent pas parqués rue de Bellefonds. Mais c'est tout comme : María ressent comme une offense personnelle cet affront infligé à la nation espagnole :

— On n'était pas des bandits !

Pour leur part, les jeunes Georges Pérez, d'Alcañiz, et Martín Gabarrón furent effectivement embastillés. Mais nos trois Angoumoisins d'adoption seraient bien incapables de localiser l'établissement et sont en désaccord sur la présence de quelques vrais taulards.

Le rapport sous-préfectoral du 28 février 1939 tranche la question : la maison d'arrêt désaffectée de la rue de Bellefonds constituait bien le principal refuge <sup>202</sup>. Inutile de la chercher : elle a été rasée pour laisser place à une caserne de gendarmerie <sup>203</sup>.

— Bien sûr, on n'était pas traités comme des criminels, les cellules étaient ouvertes mais on ne s'attendait pas à être fourrés dans une prison. Ce fut un choc !

— On ne pouvait pas sortir librement, ajoute Georges Pérez.

— On nous conduisait aux bains-douches municipaux, on jouait au foot et à la pelote, on allait à la baignade, nuance Martín Gabarrón qui hérita d'un costume de premier communiant. Pour une ville bourgeoise, l'accueil fut finalement bon et la population assez agréable.

Parmi les premiers occupants de la prison figurent ceux de la colonie dite Negrín car elle comprend vingt enfants et un adulte *du gouvernement* <sup>204</sup>. Au départ de Lloret de Mar, station au nord de Barcelone, ils étaient 224, évacués en camions jusqu'à La Junquera, puis à pied jusqu'au Perthus. Ensuite, on les a embarqués dans un train mais un wagon s'étant égaré en chemin, il ne reste que 130 enfants et une dizaine d'adultes.

Un deuxième convoi de 245 réfugiés survenant le 8, on fait place nette à la prison en expédiant la colonie Negrín près de Jarnac, la ville natale du président François Mitterrand, précisément au château de Cressé à Bourg-Charente, localité connue comme centre d'élaboration de la liqueur Marnier-Lapostolle. C'est une magnifique bâtisse édifiée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu d'un parc de vingt-cinq hectares par l'architecte Eugène Demangeat pour le compte de Gabriel Martell <sup>205</sup>. Elle est passée dans les mains de Simone Deutsch de la Meurthe, héritière d'une illustre dynastie juive des

---

<sup>201</sup> Les docteurs Gourçon, Lesenne et Guilhou (AD 16, 1M239).

<sup>202</sup> D'autres anciennes prisons servirent aux mêmes fins aux Andelys et à Gaillon (cf. N. Català, *Ces Femmes espagnoles...*, p. 81). Ce fut aussi le cas à Bressuire.

<sup>203</sup> Décision annoncée dans *La Charente libre* du 19 janvier 1978. Le journal donne un petit historique de l'établissement qui aurait été construit vers 1860-62 et ne serait entré en service qu'en 1872 mais ne souffle mot du passage des Espagnols...

<sup>204</sup> Présentée comme une émanation du Fonds de solidarité international ou du Comité socialiste international.

<sup>205</sup> *Châteaux, manoirs et logis - La Charente* (Éd. Patrimoine et médias, Niort, 1993, 500 p.)

hydrocarbures (Pétroles Jupiter absorbée par la Shell française) et de l'aéronautique, qui en a fait don aux œuvres sociales de l'armée de l'Air <sup>206</sup>.

Dès le 18, la colonie Negrín est renvoyée vers Liège, la Belgique refoulant au passage une accompagnatrice, Fridela Reifenberg, juive allemande repliée à Tossa de Mar où elle s'était lancée dans l'aviculture, et sa fille Carlota <sup>207</sup>. Ainsi ballottés, certains enfants ne reviendront vers leurs mères accueillies en Charente qu'au bout de plusieurs semaines, voire seulement en janvier 1940.

Le 21 février, un avant-dernier train de 641 réfugiés arrive à Cognac. On expédie aussitôt 144 femmes et enfants à Cressé et l'on ouvre un nouveau refuge rue Élysée-Mounier où échoue Pilar Claver, une jeune Navarraise passée par le centre Fourcheraud d'Angoulême :

— C'était, a-t-elle prétendu, une ancienne laiterie reconvertie en étable à vaches. On y avait entassé 92 personnes et le typhus s'y était propagé <sup>208</sup>.

Mais c'est là une confusion. En fait, ce refuge avait été installé en face de la sous-préfecture dans l'ancien hôtel Bernier (actuel hôtel Urbis).

María Santo Tomás, alors âgée de dix-sept ans, se souvient que la nourriture n'y était pas fameuse. Après une opération de l'appendicite, elle fut autorisée à en sortir chaque jour pour aller prendre ses repas chez un couple de Cognçais.

Un gala de bienfaisance est organisé par des artistes réfugiés sous les auspices du maire Firino-Martell et d'autres personnalités locales. La Goutte de lait fournit l'alimentation des nourrissons et l'on procède aux vaccinations d'usage.

Un dernier contingent de 155 survient le 8 mars et un refuge supplémentaire doit être organisé rue Saint-Martin.

Une centaine d'enfants est prise en charge dans les écoles de la ville avec l'aide de trois instituteurs espagnols. L'un d'eux, Liberto Coll, amputé d'un bras, reçoit en conséquence, fin mars, l'autorisation de faire venir de Bram son père Jaime, devenu *James*, puis, de Bergerac, sa mère et quatre frères et sœurs.

L'un d'eux, parlant français sans accent et marié à une Française, hésite à revenir sur ce passé :

— J'aime beaucoup le peuple français mais en 1939, il y avait une animosité terrible contre nous. Les gens étaient excités par les journaux. Je ne sais pas s'il faut reparler de tout ça.

Le sous-préfet Charles autorise quelques autres regroupements du même type. Il préfère que Julia Abajo Sancho, réfugiée à Mézin (Lot-et-Garonne), rejoigne son mari Francisco Martínez Sánchez à Cognac plutôt que l'inverse car il rend de signalés services comme cordonnier. Il laisse aussi venir en avril, pour des raisons inconnues, Salvador Lanzon López, trente-huit ans, depuis les Pyrénées-Orientales. Ce sont là des faveurs exceptionnelles.

En revanche, surtout au début, Charles montre un certain libéralisme, pas toujours suivi par le préfet, pour les rapprochements entre femmes et enfants. Le 27 mars par exemple, il accepte même la venue depuis Perpignan de quatre cousines d'une réfugiée, mais Malick se met en travers. En juin, il offre un billet au jeune Manuel Bagur, interné à Bram.

Dans l'ensemble, le sous-préfet se montre très dur. Il se déclare hostile à la dispersion des Espagnols dont il veut pouvoir « contrôler la moralité et la mentalité ». Dans ses rapports, il se glorifie de ne pas attendre les directives pour agir dans le sens de la fermeté et dissimule à peine qu'il se réserve d'enfreindre celles qui lui déplairaient. Plusieurs réfugiés insistent sur l'obligation dans laquelle ils se trouvaient d'être accompagné par un gendarme pour aller voir un proche dans un refuge voisin et autres entraves à la liberté de déplacement.

Les propositions d'accueil, d'ailleurs peu nombreuses, sont donc accueillies par lui avec fraîcheur, spécialement celles de la colonie hispanique.

En 1915, des dizaines d'Espagnols ainsi que des Argentins et des Cubains étaient venus travailler à la verrerie Claude Boucher <sup>209</sup> (actuelle Saint-Gobain). Qu'en reste-t-il ? En revanche, deux familles

---

<sup>206</sup> Cf. Lilia de Vendevure, *Le Melon cantaloup* (Éditions Albatros, 1978, p. 96). Sous l'Occupation, Cressé abritera l'état-major de l'école de la *Luftwaffe*. Depuis 1988, il sert de maison de retraite.

<sup>207</sup> Fridela Reifenberg, quarante-six ans, divorcée de Bruno Marcus.

<sup>208</sup> *Memorias del olvido*, p. 90 et entretien téléphonique avec l'auteur. Contrairement à ce que laisse supposer Català (*op. cit.*, p. 139), María Pilar Claver n'est pas passée par la prison de Cognac. Elle figure dans le registre du refuge Bernier sous le nom de María Claver.

<sup>209</sup> On présente volontiers le Cognçais Claude Boucher comme le père de la machine à souffler le verre. On est moins enclin à rappeler qu'il l'inventa après avoir fermé son usine en juin 1893 en réplique à une grève de ses ouvriers (cf. Ardouin-Dumazet, *Voyage en France. Les Charentes et la plaine poitevine*. Berger-Levrault, 1898, p. 156).

ont pignon sur rue, celle de Raymond Oliver<sup>210</sup>, sorti de Soler aux Baléares, qui tient le café d'Alger, et celle de Modesto Roig Alcoberro, originaire de Xerta, près de Tortosa (Sud-Catalogne), propriétaire du café de Paris. Les Oliver et les Roig sont d'ailleurs parents et associés<sup>211</sup>. En 1939, la veuve de Modesto Roig, Jean Oliver et Marius Oliver (qui a pris la suite de son père Raymond au café d'Alger<sup>212</sup>) réclament d'une part un parent échoué à Saint-Cyprien, le docteur Serra Vives, évoqué dans les mémoires de l'ex-ministre anarchiste de la Santé, Federica Montseny<sup>213</sup>; d'autre part, Jesús San Emeterio Martínez, amputé du bras droit, retenu au Barcarès. Leurs offres — comme celle du coiffeur pour dames Roudy qui s'intéresse à un parent éloigné à Argelès — sont repoussées : tel établissement est *mal famé*, tel réfugié est un milicien, tel autre n'est qu'un parent en ligne indirecte. Pour faire bonne mesure, Charles interdit en outre aux réfugiés la fréquentation des hôtels et débits de boissons. Il finira néanmoins par accepter la venue de Jesús San Emeterio, probablement parce que son épouse était enceinte.

Margot Maurin avait épousé Lucio Vallina à Cognac. Après le rétablissement de la République espagnole en 1934, ils s'étaient établis à San Vicente de la Barquera, à l'ouest de Santander, où était né leur troisième enfant. En juillet 36, Lucio s'était engagé dans l'aviation républicaine et, dès novembre, Margot était rentrée à Cognac *via* Saint-Jean-de-Luz. En 1939, elle réclame son mari à Argelès. Le commissaire Bonnet, de Cognac, émet un avis favorable suivi par Charles et le 5 mars par le préfet<sup>214</sup>.

Autorisation est également accordée à M<sup>lle</sup> Léoutre, ancien professeur au cours complémentaire de Cognac, d'accueillir un jeune couple parqué à la maison d'arrêt, Eliseo et Carmen, infirmière communiste. M<sup>lle</sup> Léoutre et son frère, instituteur au collège, n'ont-ils pas été les chevilles ouvrières de l'aide des enseignants aux réfugiés qu'ils ont visités régulièrement ? Hélas, fin avril, la police s'aperçoit qu'ils militent au P.S.O.P.<sup>215</sup> et que M. Léoutre reçoit des journaux espagnols prohibés. Le sous-préfet tance sans rien dire à la sœur, galanterie oblige, mais les deux ont cessé de fréquenter les refuges. Le préfet peut ensuite se vanter auprès de son ministre d'avoir réprimé la propagande « de militants du P.S.O.P. » contre le rapatriement et les conditions d'accueil. Tout déplacement en compagnie de réfugiés étant soumis à autorisation, M<sup>lle</sup> Léoutre demande et obtient tout de même permission d'emmener ses protégés en juillet dans sa propriété de Marcillac-Lanville.

M<sup>me</sup> veuve Brion, ancienne institutrice, est également autorisée à recevoir à Merpins et Salignac-de-Pons sa bru espagnole Paquita Cucurul avec son fils Domingo<sup>216</sup>. La police, qui veille à tout, s'aperçoit en juillet que Paquita rencontre un amant, Pedro Canals, descendant lors de ses visites à Cognac chez l'ancien brigadiste Fernand Rivière. Un peu tard : les tourtereaux viennent de s'envoler pour Béziers.

Des 984 Espagnols reçus à Cognac, il n'en reste plus début avril que 828<sup>217</sup>, parmi lesquels seulement 80 hommes dont une trentaine de mutilés et de blessés. Cette diminution s'explique par le départ de la colonie Negrín (136) et les premiers rapatriements (61), en partie compensés par des regroupements familiaux.

Cette menace du rapatriement est l'une des hantises des réfugiés :

— Ils ont fermé les portes [du refuge Bernier] et nous ont dit : « Tout le monde en Espagne », raconte Pilar Claver<sup>218</sup>.

---

<sup>210</sup> Ce Raymond Oliver — qui n'a rien à voir avec le célèbre restaurateur du Grand-Véfour — avait à Cognac un frère, Jean, qui s'associa à un marchand de vins, Morel ; une sœur qui épousa ce Morel ; une autre, qui épousa un Joy qui tenait une épicerie presque en face du café de Paris ; et une troisième qui resta célibataire.

<sup>211</sup> Pendant la guerre de 14-18, Barbara Oliver, sœur de Raymond, épousa un frère de Modesto Roig, Jaime (1886-1966), employé alors à la construction d'une voie ferrée sur l'île de Palma. Revenu en France à la fin de la Grande Guerre, Jaime travailla pour Morel, d'abord rue Saint-Martin à Cognac, puis (1926) rue Gambetta à Angoulême où son épouse, Barbara Oliver, ouvrit une épicerie. C'est leur fils, Jacques Roig, qui fit un tour devant le refuge Weiller en 1936. Sous l'Occupation, leur fille épousa un réfugié.

Jean Oliver, frère de Raymond, était devenu tenancier du café de Paris après le décès de Modesto Roig.

<sup>212</sup> Raymond Oliver avait quatre autres enfants : sa fille se maria avec André Foucaud (1905-1967), qui ouvrit un café boulevard Denfert-Rochereau, L'Oasis, et le décora avec des toiles qu'il avait peintes en Algérie ; un de ses fils prit le François 1<sup>er</sup> ; et un autre tint un bar près de la gare de Saintes.

<sup>213</sup> *Pasión y muerte de los Españoles en Francia*, cité par M. Roig in *Els Catalans...*, p. 43.

<sup>214</sup> Lucio Vallina est né le 4 mars 1906 à Cenarruza près de Bolivar. Il immigre en France en 1921 et se marie le 1<sup>er</sup> septembre 1928 à Cognac. En 1939, le couple loge rue Villebois-Mareuil (AD 1 M 239).

<sup>215</sup> Le Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert et Daniel Guérin.

<sup>216</sup> Mère de Daniel (ancien brigadiste) et Guy, instituteur à Oradour-d'Aigre.

<sup>217</sup> 361 à Bellefonds, 228 à Bernier, 72 à Saint-Martin et 167 à Cressé.

<sup>218</sup> *In Neus Català, p. cit.*, p. 139.

Mais un postier basque réfugié, par l'intermédiaire d'une camarade qui pouvait sortir afin d'aller chercher à la Croix-Rouge un lait spécial pour nourrisson, aurait laissé un message à la poste pour une communiste locale du nom de Jeanne, future déportée <sup>219</sup>, laquelle aurait contacté le siège parisien du P.C.F. Il s'en serait suivi des télégrammes. Convoqués individuellement pour signer leur feuille de retour, les réfugiés auraient refusé en bloc, sauf quelques hommes.

Dans un témoignage ultérieur <sup>220</sup>, Pilar Claver ajoute que les forces de l'ordre obligent par la force les réfugiés à sortir dehors pour aller signer leur rapatriement mais toutes les femmes s'assoient par terre malgré la pluie. L'arrivée d'un télégramme de Paris interrompt l'opération... C'est une victoire.

Hélas, aucun autre témoin ne rapporte de telles scènes.

Depuis le départ d'Alcañiz, les Pérez n'ont guère eu le temps de souffler. C'est avec soulagement que Georges quitte la prison de Cognac, avec son frère aîné et sa mère, pour le château de Cressé.

L'établissement est placé sous la direction de l'instituteur Dionisio Correas qui dirigeait déjà la colonie Negrín et ne l'a pas suivie en Belgique. À la mi-février, il a été autorisé à faire venir de Marsac, en Dordogne, son épouse Mercedes et sa belle-mère. Un beau début mais que réserve l'avenir ?

Il y a aussi M<sup>me</sup> Reifenberg et sa fille dont le sous-préfet Charles souligne à deux reprises, en violation des principes laïques, qu'elles sont de *confession israélite*. Chaque jour, les enfants gagnent à pied l'école de Bourg-Charente où exercent trois instituteurs espagnols, Ramón Cluet, son épouse Ana Albet et José Bellostra. Les conditions sont bonnes et le 26 mai, Cressé accueille son 194<sup>e</sup> pensionnaire. Cependant l'absence d'hommes entretient un mécontentement sourd. Une esseulée réclame son mari, l'interbrigadiste Ahmed Belchemire, ignorant sans doute que sa demande a encore moins de chance d'aboutir que les autres, vu les instructions formelles visant à maintenir les internationaux dans leurs camps du Midi. Au surplus, il va bientôt falloir libérer les lieux.

Un corps de ferme est loué en juin 1939 en bordure de la nationale Cognac-Jarnac, à Laubaret <sup>221</sup>, et une annexe improvisée à proximité à Gademoulin. Charles en profite pour y transférer les pensionnaires du refuge Bernier, espérant probablement pousser un peu plus ces infortunés au rapatriement en les isolant en pleine campagne. Une autre ferme, située à La Couture de Genté et appartenant à Marius Bernard, est réquisitionnée en août, vraisemblablement pour remplacer le refuge Saint-Martin et délester la prison de Cognac.

Au 1<sup>er</sup> juillet, Laubaret et Gademoulin abritent 302 réfugiés. Le 14, Ramón Cluet y organise la célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française, imité à Cognac par Liberto Coll. Le 8 août, *La Petite Gironde* décrit la literie sommaire à même le ciment ou la terre au rez-de-chaussée ; sur les planches au grenier. María Santo Tomás parle de lapiniers et poulaillers que les couples durent nettoyer pour pouvoir s'installer, ne disposant pour tout lit que de paillasses.

— À Laubaret, renchérit Pilar Claver qui est là avec sa mère, Valeriana Labayru, et sa tante Sofia, les femmes et les enfants furent affectés dans l'étable à vaches, les hommes, moins nombreux, dans les écuries des chevaux et les jeunes couples dans une porcherie divisée en boxes fermés trop bas de plafond pour se tenir debout.. Nous étions dix-huit femmes sur un pailler auquel on accédait par une échelle. Les mères étaient au-dessous avec leurs enfants <sup>222</sup>.

La surveillance est confiée à l'inspecteur de la Sûreté Bernard, un *brave homme* disent la plupart des anciens. Le 24 juillet, il signale la saisie d'une brochure du P.S.U.C. intitulée *L'Invincible Armée rouge*. Début août, un instituteur de quarante ans, Manuel Jara Urbano, est autorisé à venir de la Marne pour rejoindre sa famille et faire la classe. Fin août, Bernard expulse vers La Combe-aux-Loups à Ruelle Mercedes Ricard, qui avait contacté des communistes cognaçais et recevait des instructions de la direction parisienne du P.C.E. Plusieurs autres y sont expédiés pour raisons disciplinaires : trois personnes le 16 août, dont deux seront rapatriées peu après tandis que la troisième, Benigno Fernández, connaîtra un sort tragique ; le 24, toute la famille Santo Tomás.

---

<sup>219</sup> Sans doute l'institutrice Jeanne Bourroux que plusieurs Espagnols présentent comme une déportée bien qu'elle n'ait pas dépassé Rouillé et Châteaubriant. Dans *Memorias del olvido* (pp. 90, 91), Jeanne devient une postière, ce qui pourrait faire penser à l'épouse du brigadiste Fernand Rivière morte à Ravensbrück, mais elle s'appelait Henriette, dite Marcelle.

<sup>220</sup> *Memorias del olvido*, pp. 90, 91.

<sup>221</sup> À la sortie ouest de Soubérac, commune de Gensac-la-Pallue, à l'emplacement actuel d'un chai de la coopérative Polignac-Reynac. Le domaine était la propriété de la Société nouvelle Tréport-Terrasses. (Selon Pilar Claver, elle appartenait au juge de paix de Cognac. Cf. *Memorias del olvido*, p. 91). C'est par erreur qu'on dit parfois *au* Laubaret, nous confirme une habitante, M<sup>me</sup> Burnez.

<sup>222</sup> *Memorias del olvido*, p. 91 et entretiens. Description voisine in Català, *op. cit.*, p. 139, appliquée à tort au refuge Vernier, lequel servit de trop-plein à la prison de Cognac et non l'inverse.



Les admissions se font toujours au compte-goutte. Malgré une embellie du 6 au 11 juillet marquée par l'arrivée de huit hommes <sup>223</sup>, le nombre de ceux-ci diminue encore. Presque toutes les requêtes se heurtent à la même réponse : « Oui, sous réserve que l'intéressé paie le voyage jusqu'à Cognac et signe au préalable une demande de rapatriement. »

Lors de la *retirada*, Pilar Claver a fait la route avec ses collègues hospitaliers et toute sa famille, en grande partie à pied. Maintenant, sa mère Valeriana réclame son mari Vicente qui croupit à Bram. Avec aussi peu de succès, sa tante Sofia s'efforce de se rapprocher de ses frères Emiliano et Tomás à Gurs. Pilar se morfond à Laubaret avec ses pareils :

— On essayait tout de même de garder le moral, on organisait des danses.

En juin, Paris prescrit de trouver une occupation aux réfugiés pour diminuer les frais d'entretien. Charles est peu enthousiaste : il craint que les Espagnols n'acceptent des salaires trop faibles, de sorte qu'ils évinceraient les *nationaux* tout en se faisant exploiter. Sans doute tient-il à laisser macérer les femmes dans l'espoir qu'elles finissent par accepter le rapatriement. Néanmoins, bien que les données soient incomplètes, l'Office municipal de Cognac semble avoir placé quelques dizaines de personnes. Tel est le cas de Pilar qui décroche un emploi quelque part en Saintonge, pour la moisson, puis la récolte de betteraves, un boulot difficile, tâche habituelle des Polonais, mais dont elle est heureuse, espérant que son employeur finira par demander la venue de ses oncles et surtout de son père Vicente qui juge le camp de Bram pire que la prison de Pampelune.

En attendant, le 11 août 1939, à la faveur des vacances du sous-préfet Charles, quatre-vingt-dix-huit réfugiés espagnols, dont treize femmes et enfants, sont refoulés de Bordeaux vers le refuge Saint-Martin à Cognac<sup>224</sup>. Dès son retour, Charles ne manque pas de fulminer contre ces « communistes et anarchistes rebut du peuple espagnol, en liberté à Cognac », qui, recevant des subsides du SERE, produisent la plus fâcheuse impression en se répandant dans les cafés. « Leur place est dans un camp de concentration sous la garde de la force armée. »

---

<sup>223</sup> Quatre jeunes gens de moins de 20 ans et des adultes de plus de 49 en provenance de Bram, puis les Nos et Odria père et fils, venus respectivement de Meuvaines-le-Château et de Gurs et qui seront emportés par le convoi du 24 août 1940.

<sup>224</sup> Liste : voir annexe 2.

3<sup>e</sup> PARTIE :  
*LA DRÔLE DE GUERRE*

### XIII D'UN CHÂTEAU L'AUTRE

Le 4 mai 1939, Marcel Déat a proclamé dans *L'Œuvre* son intention de ne pas mourir pour les Poldèves. Le 10 juillet, il a confirmé son refus de *Mourir pour Dantzig*. Début août, il a participé à la fondation d'un Comité de liaison pour la défense de la paix avec quinze parlementaires (Bergery, Scapini, Tixier-Vignancour...) <sup>225</sup>. Mais chevauchant un vieux démon allemand, Hitler est bien décidé à réduire ses voisins slaves en esclavage en détruisant au passage leurs *nations indésirables* <sup>226</sup>. La signature du Pacte germano-soviétique le 22 août lui ouvre un boulevard. Le 1<sup>er</sup> septembre, il envahit la Pologne. Le lendemain, le comité Déat lance une pétition signée par une trentaine de parlementaires. Le 3, à bout de concessions, la France et l'Angleterre entrent dans la guerre à reculons. Le 13, Déat s'associe au tract *Paix immédiate* tiré à 100.000 exemplaires. Le 17, l'armée Rouge entre à son tour en Pologne. Le Parti communiste explose. Vital Gayman, l'ancien commandant de la base des Brigades internationales à Albacete, rend sa carte <sup>227</sup>. Trente-deux députés sur soixante-quinze, dont Adrien Langumier, donnent leur démission. Le plus récent d'entre eux, Jardon, élu de Montluçon, accepte sa mobilisation et flétrit la fuite de Maurice Thorez et Florimond Bonte <sup>228</sup>. Marx Dormoy prend sa défense devant le tribunal militaire. Albert Bayet, animateur de l'hebdomadaire antimunichois *La Lumière* avec Georges Boris, se dissocie des staliniens. L'instituteur communiste Robert Gagnaire, rival de Déat à la législative d'avril 1939, est enfermé dans un camp. À peine libéré de Gurs, l'ancien brigadiste Banlier est mobilisé, tout comme Fernand Rivière, que la hiérarchie militaire tient à l'œil <sup>229</sup>. Son épouse Marcelle, secrétaire de la section du Parti à Cognac, avait fait grève le 30 novembre 1938 contre les décrets Daladier-Reynaud. Fin 1939, elle est incarcérée à Tours sur ordre du tribunal militaire permanent de la 9<sup>e</sup> région. Libérée peu après, elle est déplacée par mesure disciplinaire, puis radiée. Albert Simonet est envoyé à Beutre, près de la base de Mérignac, dans des casernes encore dépourvues de toit. On y dort sur des paillasses, avec une couverture. Même les ouvriers de l'aéronautique bordelaise se retrouvent là alors qu'ils seraient plus utiles au travail. Grâce à la complicité d'un banquier cairote en charge du registre des présents, Albert loue une chambre à Bordeaux où Mireille vient le rejoindre. Un tri est enfin effectué et sur simple interrogatoire, il est expédié comme affecté spécial à Roanne. Il truque sa feuille de route et se retrouve affecté spécial dans son usine de Montluçon.

---

<sup>225</sup> Avocat, Bergery avait rompu avec le Parti radical en 1933 par antiparlementarisme et anticapitalisme. Partisan d'une attitude conciliante avec l'Allemagne, il glissa à droite dans les années 37-38. Il proposa en 1940 un projet de Parti et de Jeunesse uniques avant d'être envoyé par Vichy comme ambassadeur à Moscou, puis Ankara.

Gueule cassée, aveugle de guerre, Scapini (1893-1976), député de Paris depuis 1928, avait été l'un des fondateurs du comité France-Allemagne en 1935. Sous l'Occupation, il sera envoyé à Berlin à la tête d'une délégation aux prisonniers qui « n'aura été, en fin de compte, qu'une vaste entreprise de démoralisation et d'excitation à l'obéissance, mais d'obéissance à l'ennemi » (Francis Ambrière).

Élu député d'Orthez en 1936, maître Tixier-Vignancour avait rallié le Front de la liberté lancé par Doriot, puis dénoncé la construction du camp de Gurs comme un « cadeau à l'armée non seulement de l'anarchie mais du crime international ». Éphémère commissaire de Vichy à la Radio et à la Presse fin 1940, puis animateur du Mouvement pour la Révolution nationale, il refait surface dans les années 50 en lançant avec Bardèche la revue *Occident* (1952) et en se faisant réélire député d'Orthez (1956-58). Il obtient 5,3 % à la présidentielle de 1965 et appelle à voter Mitterrand au second tour mais rompt avec Le Pen l'année suivante en lui reprochant ses nostalgies nazies et pétainistes. Il se rapproche du gaullisme en 1968-69 et effectue son dernier baroud aux européennes de 1979 sur une liste eurodroite comprenant le M.S.I. italien.

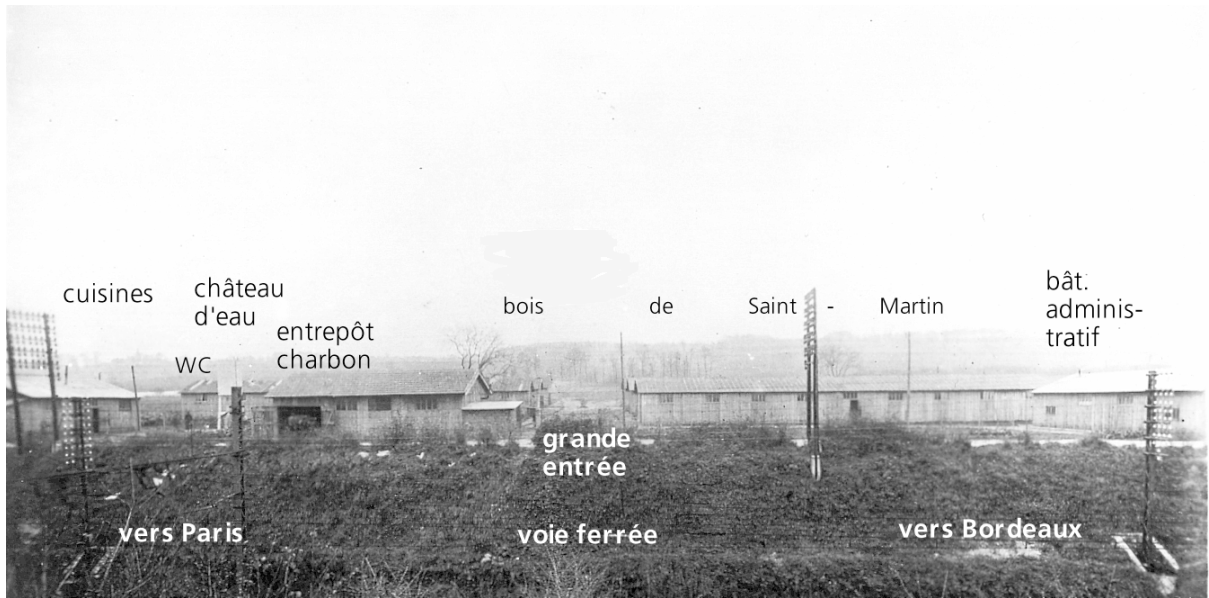
<sup>226</sup> Rauschnig, Hermann, *Hitler m'a dit*, trad. française. Paris, 1940, p. 160.

<sup>227</sup> Vital Gayman fut, le 6 octobre 1939, le premier élu municipal communiste à quitter le Parti, déclarant que s'il pouvait admettre que Staline cherche à temporiser, il n'acceptait pas, au nom même du combat mené en Espagne, la campagne germano-soviétique visant à rendre les Français et les Anglais responsables de la guerre. Replié en 1941 à Font-Romeu, il aidera les résistants et les juifs à passer en Espagne avant d'être conduit à Drancy. Envoyé comme conjoint d'aryenne à la construction de blockhaus dans le Pas-de-Calais, il s'évade en septembre 1944 d'un transport vers l'Est. Porte-parole jusqu'en 1958 de la troisième force (entre gaullistes et communistes) sur les ondes de la radio nationale, il finit sa carrière à *La Dépêche du Midi*.

<sup>228</sup> Thorez avait été enlevé à son régiment le 4 octobre par un commando qui le fit passer en Belgique d'où il gagna Moscou. Bonte réapparut le 30 novembre à la Chambre pour lire une déclaration de son groupe. Il fut arrêté après quelques mots seulement. Pour s'en être désolidarisé, Jardon n'est pas cité dans *Fils du peuple* (éd. 1960, p. 120, note 1).

<sup>229</sup> Il était inscrit au Carnet B, de même que Daniel Brion.

— Quand règne la pagaille, jubile-t-il, moi je me démerde au poil.  
C'est l'heure de convoler en justes noces.



Vue générale du camp des Alliers



Vue intérieure du camp des Alliers



Dolorès Sangüesa près d'une baraque.  
À l'arrière-plan : ligne électrique de la voie ferrée (1940)

Devant la volonté de la Fonderie de Ruelle de récupérer La Combe-aux-Loups pour y loger en cas de conflit des prisonniers ou des travailleurs requis, le préfet Malick a plaidé devant le conseil général en faveur de la construction d'un nouveau camp, déclarant en espérer une intensification des rapatriements en y mêlant les volontaires du retour et ceux qui traînent les pieds dans la crainte de pénuries alimentaires. L'assemblée départementale se fait-elle beaucoup d'illusions ? Toujours est-il qu'elle loue pour une durée de neuf ans un terrain aux Alliers, à l'entrée sud d'Angoulême <sup>230</sup> et que les travaux commencent début juillet.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre <sup>231</sup>, les 1.800 pensionnaires de Ruelle <sup>232</sup> sont transférés à pied, par la rive droite de la Touvre et l'ancienne nationale 10, vers le camp des Alliers, bien que plusieurs baraques, dont celle destinée à recevoir l'administration et les gardes, y soient encore dépourvues de toit, et que les W.C. fassent défaut (au début, l'inspecteur Soulier installera son bureau dans la baraque à gauche de l'entrée principale et l'on se contentera, en guise de cabinets, d'une tranchée au fond du camp). Le préfet Malick ne fait pas dans le détail car avec ses 310.000 habitants, la Charente doit accueillir 85.000 évacués mosellans, et une instruction prescrit que les Espagnols ne devront en aucun cas bénéficier de conditions d'accueil supérieures aux leurs.

Les Espagnols logeant chez des particuliers n'échappent pas à la reconcentration. Cela vaut même pour les Alcubierre malgré l'intervention de Miguel auprès du préfet le 19 septembre. Après avoir rappelé ses titres (Transports, Métaux et S.E.R.E. ), il demande « l'autorisation pour que ma famille demeurant avant à Ruelle qu'il ai obligé de quitter pour motif de la évacuation de Paris [puisse] retourner à Ruelle pasque ils son avec 1.500 frs pour moi de subsidie payé par le S.E.R.E. »

La préfecture se montre d'autant plus inflexible qu'après le Pacte germano-soviétique, tout ce qui touche aux partis communistes est dans le collimateur. Le protecteur des Alcubierre, Ambroise Croizat, ne tarde pas lui-même à se retrouver à la Santé avant d'être transféré à Maison-Carrée en Algérie. María Guadalupe Carretero en fait aussi les frais. Institutrice célibataire de trente-six ans, rentrée de Russie au printemps 1939, elle a été autorisée le 29 juin à vivre à ses frais à Angoulême, chez Alemany, un hôtelier-restaurateur d'origine majorquine <sup>233</sup>. Puis elle a emménagé au 19 rue de la Grand-Font. À la rentrée, la Sûreté s'inquiète de ses « nombreux déplacements et relations suspectes » et la conduit le 26 septembre aux Alliers. Le 15 novembre, elle est couchée sur la liste des femmes refusant le rapatriement au motif qu'elle « était secrétaire en Espagne d'une organisation antifasciste. » Fin février 40, pour subvenir à ses besoins, elle est autorisée à faire des ménages et dispenser des leçons chez une particulière. On perd ensuite sa trace.

L'institutrice communiste Sarah Urtray ne s'est pas laissée manœuvrer. À la rentrée 1939, elle a quitté sans crier gare les Talbert et leur colonie des Planes à Saint-Yrieix pour aller occuper un poste d'assistante en espagnol au lycée de Foix.

La mobilisation prive les Espagnols de plusieurs de leurs protecteurs tels l'instituteur Guy Brion à Oradour-d'Aigre. Libéré en janvier 1940 comme père de quatre enfants, il obtient sa mutation en Corrèze et, juste avant de partir, mure, avec ses camarades, un couloir de son école pour y dissimuler la bibliothèque de la cellule communiste <sup>234</sup>.

---

<sup>230</sup> En lisière nord de l'actuelle zone industrielle de Rabion, derrière l'entrepôt du Comptoir agricole et commercial de Cognac, contrairement à ce qu'on a pu lire dans *Clairière* (décembre 1997 et janvier 1999). Il n'en subsiste aucune trace aujourd'hui, sinon une station de bus dénommée « Le Camp ».

Bien qu'on trouve parfois *Alliés*, la dénomination exacte est bien *Alliers*, terme probablement dérivé d'*alleu* (propriété complète).

Le terrain d'1,35 ha a été loué à l'entrepreneur Lottet qui a été chargé du gros œuvre. Laporte remportant la vitrerie et la peinture. Sont édifiées 8 baraques en planches avec sol en ciment et toit en carton goudronné pour le logement, 1 pour les bureaux (17 x 7 m avec toit en fibrociment), 1 pour les cuisines (12 x 8), 1 pour l'infirmerie (16 x 8), des W.C.

<sup>231</sup> Les dates les plus fantaisistes ont été données pour l'ouverture des Alliers. Guy Hontarrède l'a successivement datée de juin 1940 (*Ami* ? p. 291), du début de la guerre, en précisant que le camp avait été créé en 1938 (*La Wehrmacht en Charente*, p. 23) et de juillet-août 1939 (Lévy et Becker, *op. cit.*, p. 45). Selon Cordet, le camp inachevé des Alliers s'ouvre le 12 février 1939 à 270 adultes et 394 enfants ! (*Ibidem*, p. 37). Quant à Denis Peschanski, il date sa construction de septembre 1939 (*Les Tsiganes en France 1939-1946*, C.N.R.S. Éditions, 1994, p. 54).

<sup>232</sup> Compte tenu des rapatriements (482), des départs vers d'autres départements (260), des évasions (19), des morts et des émigrations (45 dont 6 vers l'U.R.S.S.), les effectifs de Ruelle étaient tombés à 1.418 réfugiés le 1<sup>er</sup> juillet. Suite à de nouvelles arrivées, l'effectif avait oscillé en août autour de 1.800 personnes.

<sup>233</sup> Actuel restaurant Le Palma, 4 bis rampe d'Aguesseau, Angoulême, tenu par Jean Alemany, président de l'Union départementale hôtelière. Parmi les réfugiés qu'employa cet hôtel, on trouve la mère de Jean Paredes qui deviendra un dirigeant du football angoumoisien, et Juan Estepa Cortezon qui sera déporté. Quelques numéros plus bas, un frère Alemany avait ouvert une épicerie de spécialités espagnoles.

<sup>234</sup> Suite à leur mobilisation, d'autres instituteurs doivent conduire leurs protégés aux Alliers comme Louis Simon à Nanteuil-en-Vallée qui hébergeait Araceli Sangüesa, l'avait habillée de pied en cap et traitée comme un coq en pâte, et Dardillac à Sireuil qui accueillait la sœur de l'instituteur Liberto Coll, Anita (1924). Après avoir rempli divers emplois, cette dernière repartit en Espagne où elle s'est mariée.

Pour parachever la reconcentration, les autorités suppriment le 1<sup>er</sup> octobre les indemnités versées aux accueillants. Seuls quelques-uns continuent d'en bénéficier. Ainsi, le 10 novembre, la préfecture décide de les maintenir à trois logeurs et de les retirer à trois autres sans que le motif avancé, celui de réfugiés *particulièrement intéressants*, paraisse à lui seul en mesure de justifier ce choix. Dans deux cas positifs, les réfugiés *particulièrement intéressants* sont la famille du docteur Bosch officiant au nouveau camp des Alliers et la famille de Bagaria, célèbre caricaturiste. Quant aux logeurs, ce sont des notables réputés aisés. Dans le troisième cas positif, des considérations sociales ont probablement prévalu : l'hébergeant accueille à lui seul quatre réfugiés parmi lesquels deux enfants dont la mère est hospitalisée. Les accueillants recalés n'hébergent chacun qu'un ou deux réfugiés parmi lesquels un enfant dont les parents sont en instance de départ pour le Mexique.

Toutefois, quelques réfugiés réussissent à éviter le transfert aux Alliers en trouvant un travail, parfois proposé par leur ancien hôte :

— Ma propriétaire, raconte Karmelia Orue, m'avait prise en affection.

Or, suite à la déclaration de guerre, cette joyeuse divorcée quinquagénaire a ajouté à son épicerie-buvette un restaurant fréquenté par une trentaine de réservistes mobilisés à la Fonderie. Là-bas, Karmelia prépare les moules, sert à table, va laver le linge à la Touvre. Tout ça pour la nourriture, le logement, deux francs par semaine et les pourboires. En outre, elle profite des commissions qu'elle doit effectuer à Angoulême pour pousser à pied jusqu'aux Alliers afin d'apporter du tabac à son père et des babioles pour toute sa famille. Au milieu de l'automne, quand les Orue sont autorisés à s'établir à Angoulême, Karmelia quitte Ruelle pour un emploi plus proche <sup>235</sup>.

Par ailleurs, la préfecture refuse à la députée Julia Alvarez et à sa famille le droit de partir à Melun mais lui accorde, du bout des lèvres, celui de séjourner provisoirement à proximité des Alliers <sup>236</sup>. Elle le doit à *l'avis très favorable* de l'inspecteur Soulier et à la protection de Mathilde Mir. Un rapport ultérieur signale qu'elle se livre, avec sa belle-mère et sa sœur, à des travaux de confection de vêtements pour les soldats et les blessés tandis que son frère s'est engagé dans l'armée le 7 septembre <sup>237</sup>. En février 1940, est annoncé le départ imminent de Julia pour le Chili : il n'eut vraisemblablement jamais lieu. En mars, son beau-père, M. Muñoz, part à Oran, chez sa fille, María Egea, dont le mari s'est engagé sous les drapeaux.

Le 5 septembre, le sous-préfet de Confolens, Jean Meynial, expédie à son tour aux Alliers 90 réfugiés et en annonce sous peu 30 de plus. Seuls, les journaliers agricoles sont épargnés... à condition qu'ils ne soient pas réclamés par des communistes comme Brunet, propriétaire à Brillac (dont le maire communiste Néhomme a été démis), qui se voit refuser le 24 octobre l'emploi d'un interné de Bram <sup>238</sup>.

Dans les jours et semaines suivants arrivent une partie des réfugiés du Cognçais <sup>239</sup>.

Dans le meilleur des cas, c'est l'occasion de retrouvailles inattendues comme celles de Consuelo Pérez et d'Antonio Sangüesa. Originaire de Bilbao, Consuelo Pérez s'est mariée à un maçon aragonais. Comme les Sangüesa, ils ont émigré en France (leur fils Georges est né en 1928 à Paris) et ils sont revenus en Espagne après le rétablissement de la République. En 1933, ils ouvrent un commerce d'eau de Javel à Alcañiz : « L'hygiène, s'était persuadé M. Pérez, c'est un marché d'avenir. » La famille ne fait que vivoter. Le 18-Juillet, les Pérez se réfugient chez un teinturier aux abords de la ville mais Consuelo entreprend de retourner chercher quelques bricoles à la maison et se

<sup>235</sup> D'abord dans une pâtisserie suisse du Champ-de-Mars, puis en mars 1940 à la blanchisserie Pouret.

<sup>236</sup> Chez M<sup>me</sup> Sabourin, 124, rue St-Ausone, Angoulême.

<sup>237</sup> Cependant, il est inscrit le 20 janvier 1940 comme ajusteur chez Borderel & Robert, 38, rue de La Grand-Font, Angoulême.

<sup>238</sup> Néhomme était l'un des deux seuls maires communistes en Charente. Brunet sera finalement autorisé le 21 décembre à employer Dolores Pujordas (38 ans) et son fils Víctor Mora (8), une dizaine de jours après qu'un autre habitant de la commune, Souchaud, ait pu embaucher Eliseo Iglesias Gómez (34 ans) avec son épouse Francisca Martínez (20 ans) et leur petite Pepita (3 mois).

<sup>239</sup> De 828 début avril (hors les nouveaux réfugiés S.E.R.E. sur lesquels nous reviendrons), ils tombent à 537 le 4 septembre. Malgré la mise au travail, tous sont inscrits aux frais de l'État, sauf trois. Cette diminution s'explique par les rapatriements, les départs à l'étranger (23 pour le Mexique, 6 pour le Chili), les expulsions vers le camp de Ruelle (12), les départs vers le reste de la France (une vingtaine, plus 4 *évasions*), les décès (19 du 18 février au 24 mai, dont 4 à Barbezieux), les réfugiés ayant trouvé un emploi.

Sur 544 réfugiés au 21 août (dont 238 à l'ancienne prison et 306 à Laubaret), la répartition était la suivante : 233 femmes, 269 enfants, 17 hommes, 12 miliciens et 13 vieux.



fait arrêter. Voyant cela, M. Pérez et son ami teinturier s'enfuient dans la montagne. Consuelo se retrouve dans la même cellule qu'Antonio Sangüesa et est libérée *in extremis* comme lui par la colonne Ortiz <sup>240</sup>. Puis leurs destins se séparent. Les anars abattent le curé et quelques fascistes, ce qui ne semble guère avoir ému grand monde. Au cours de l'hiver 1937-38, lors de la contre-offensive sur Teruel, une unité de l'armée Lister et les antifascistes italiens de la brigade Garibaldi établissent leurs quartiers dans le bourg. M<sup>me</sup> Pérez devient leur cuisinière et le petit Georges évolue au milieu des uniformes :

— J'en garde un excellent souvenir, sauf du commissaire politique soviétique. Meilleur que des troupes anarchistes débraillées et indisciplinées (En quoi il rejoint l'opinion dominante).

En représailles, l'aviation italienne bombarde la ville. Les Pérez s'enfuient à Castellón au nord de Valence où ils ne tardent pas à être de nouveau bombardés par l'aviation italienne (depuis, Georges a pu apprécier dans les *Carnets* du comte Ciano le cynisme du gendre et ministre des Affaires étrangères de Mussolini) <sup>241</sup>. La zone républicaine menace d'être coupée en deux. Deux jours avant la percée franquiste, les Pérez ont l'heureuse idée de monter à Barcelone en camion-stop. Ils ne restent que quarante-huit heures dans la capitale catalane harcelée par l'ennemi et poursuivent jusqu'à Figueras. Des considérations peu amènes ont été répandues sur les habitants de cette ville, leur orgueil de Catalans et leur inconscience de privilégiés épargnés par la guerre. Toujours est-il que la cité est encombrée de réfugiés et que la famille en est rejetée. Par chance, M. Pérez finit par trouver un emploi de trieur de colis à La Junquera avec logement de fonction. Lors de la *retirada*, ils n'ont qu'un pas à faire pour passer en France où on les sépare. Consuelo et ses deux fils aboutissent à Cognac :

— Aux escales de Toulouse et peut-être de Bordeaux, se remémore Georges, seuls les rouges montèrent à bord du train pour nous servir des repas chauds !

Et voici les deux anciens compagnons de cellule qui se retrouvent miraculeusement aux Alliers après plus de trois ans de séparation. Mais Consuelo Pérez devra encore attendre jusqu'en octobre 1942 pour revoir son mari.

Une fraction d'entre les réfugiés cognaçais employés dans l'agriculture — ils sont 96 au 12 janvier 1940 — parvient à retarder son transfert aux Alliers. Pilar Claver, fatiguée des betteraves, ne réunissant pas à faire venir son père et ses oncles, y rejoint d'elle-même sa mère et sa tante. Peu après, un camarade chauffeur lui apprend qu'elle avait signé un contrat d'une durée double de ce qu'elle avait cru et que son patron la réclame. Magnanime, l'inspecteur Soulier accepte de la garder à condition qu'elle se procure rapidement un emploi. Les archives attestent qu'elle est embauchée le 16 mars avec une payse, Amparo Garate, à l'hôtel de la Bourse, carrefour de l'Éperon. Entre-temps, le père est sorti de Bram pour occuper un emploi d'ouvrier agricole à Orcières, dans le Loiret, où les conditions sont telles qu'il décourage sa famille de l'y rejoindre.

Peu réussissent à éviter complètement la reconcentration. En juin 1939, Antonio Ortega Paraga et Antonio Sibis Carrega ont été recrutés par Félix Doublet, de Beauvais-sur-Matha. Fin novembre, ils sollicitent un renouvellement de leur contrat auprès du préfet de la Charente-Maritime. Surpris de leur présence, celui-ci demande à son collègue de Cognac une enquête « sur leur attitude au point de vue national et, si possible, sur leurs antécédents. » Charles répond qu'ils ont été placés par l'office municipal de Cognac et l'on n'entend plus parler d'eux. En revanche, trois autres réfugiés recrutés aux Alliers par Doublet à la mi-octobre connaîtront un sort funeste.

Raphaël Arnoult, un amputé de Jarnac, avait reçu la charge de traiteur à Cressé. Après la fermeture du château, il poursuit son office à Genté, aidé par quatre réfugiées et autant d'enfants. Parmi elles, Pilar Redondo et sa petite Dorita qui éviteront ensuite le transfert aux Alliers grâce à la protection d'un couple de bouchers de Jarnac <sup>242</sup>.

Le sous-préfet Charles serait pleinement satisfait de ce nettoyage, n'étaient les soucis que lui cause une poignée de militants communistes. Fin septembre, il suit l'avis du commissaire Bonnet, préconisant d'interdire à James Dantony l'accès aux Alliers où il désire porter des vivres : il n'est pas un militant politique actif et ne s'est pas fait remarquer dans les réunions mais on lui connaîtrait des

---

<sup>240</sup> Cf. Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Laffont, 1961, pp. 245-6.

<sup>241</sup> Cynisme également relevé par Hugh Thomas, *op.cit.*, p. 515.

<sup>242</sup> Les Devezeau. Curieusement, le poète jarnacais Pierre Boujut qui avait sympathisé avec la cause de la République mais pas au point, comme il l'avoue, de s'engager dans les Brigades internationales (son père avait été tué sur le front en septembre 1914 et il était pacifiste), ne souffle mot dans ses mémoires de cette vague qui vint mourir à sa porte. Après guerre, sa revue, *La Tour de feu*, glorifia les poètes de Santander qu'il alla lui-même visiter en août 1959 (*Un Mauvais Français*, Arléa, 1989).

« amitiés extrémistes. Qu'il aide plutôt les réfugiés français. » En octobre, en même temps qu'il perquisitionne chez les Léoutre, Charles rejette la requête de l'institutrice Jeanne Bourroux, « communiste dangereuse au plan national », qui, faute d'avoir pu trouver une bonne mosellane, réclame une certaine Rosaria Esteban qu'elle a vu travailler aux champs pendant deux mois à Blanzac-les-Matha. Charles fait savoir qu'il ne verrait « pas d'inconvénient à ce que M<sup>lle</sup> Bourroux rejoigne ses amis aux Alliers. »

Vient le tour des Tsiganes. Ils sont l'objet d'une vieille méfiance dont le point d'orgue a été l'instauration du carnet anthropométrique en juillet 1912<sup>243</sup>. Plusieurs dizaines, en partie d'origine allemande, sont arrivés de Sarrebourg à la rentrée, avec les évacués mosellans. Le 22 octobre 1939, la circulation des nomades est frappée d'interdit dans la zone de la IX<sup>e</sup> région militaire comprenant la Charente (mesure étendue à tout le territoire par le décret-loi du 6 avril 1940). Aux préventions habituelles à leur rencontre, l'exposé des motifs ajoute la crainte de l'espionnage. Ceux de Charente sont assignés à résidence à Aubeterre, aux confins du Périgord, et à Villefagnan dans le Ruffécois. Les Mosellans, d'abord parqués impasse d'Austerlitz, dans les anciens locaux Durand où ils contractent la gale, sont jugés *indésirables* au centre-ville et transférés en novembre dans une moitié de la baraque 2 aux Alliers. Ce n'est pas une première : déjà en 14-18, on a interné des Tsiganes d'Alsace-Lorraine à Crest dans la Drôme<sup>244</sup>. Leur effectif aux Alliers culmine le 18 mars 1940 à 38<sup>245</sup>, puis descend à 32 le 5 avril et 26 à la fin juillet, dont un arrivé après l'armistice. Des Espagnols se souviennent encore de leurs roulottes stationnées en bordure du camp où paissaient aussi leurs bêtes. Dolores Sangüesa entend un jour frapper à la porte des bureaux et découvre deux gamins tout nus et frigorifiés :

— Soulier ne s'inquiète nullement. Il considère que c'est l'habitude chez les Gitans : je l'ai tout de même convaincu de leur donner quelques fringues.

Commentant le discours de Franco pour le nouvel An 40, Pétain, ambassadeur de France à Madrid, note : « Le spectre du bolchevisme trouble un gouvernement qui n'a pas encore compris que Hitler a été le fourrier de Staline en Europe, et qui s'obstine à voir dans le Führer, le dernier rempart contre la vague rouge venue d'Asie<sup>246</sup>. » Ce n'est qu'un de ces éclairs de lucidité qui contribueront plus tard à accréditer le mythe du double jeu alors que dès son arrivée en Espagne en mars 39, le Maréchal a opté pour une politique dont les grandes lignes préfigurent celles de la Collaboration : rachat de nos fautes (le soutien aux *terroristes rouges*) par des concessions, livraison d'un stock considérable de blé, restitution de l'or, rapports sur l'organisation corporative de l'État, les syndicats verticaux, la charte du Travail et la Phalange...

Le 3 janvier, le contingent S.E.R.E. de Cognac, ou ce qu'il en reste, arrive à son tour aux Alliers. À la rentrée 1939, il avait quitté le refuge Saint-Martin pour être confiné sous la surveillance de l'inspecteur Bernard à Laubaret, préalablement vidé de ses pensionnaires. Fin septembre, neuf hommes voulant s'engager dans l'armée pour la durée de la guerre avaient été conduits à Angoulême, puis ramenés sur Cognac : on ne leur avait offert qu'un engagement de cinq ans dans la Légion. Peu après, le commissaire spécial Couillaud avait relevé que la population voisine s'indignait de l'oisiveté des réfugiés. Le 11 décembre, au lendemain d'une perquisition dans les locaux parisiens du S.E.R.E., Charles triomphait : « Le S.E.R.E., que je vous avais dénoncé comme une organisation anarcho-communiste, vient d'être atteint par des mesures de répression gouvernementale. Ses clients [...] vont se trouver privés des subsides nécessaires à leur entretien. Le traiteur qui les nourrissait cessera d'ailleurs, le 18 décembre, son entreprise [...]. J'avais pensé à les faire joindre au bataillon pour la base d'aviation de Cognac mais il y a des femmes et des enfants [il ne reste que sept femmes et deux enfants...] qui ne pourront pas être ravitaillés par l'intendance militaire. »

Ils ne sont que cinquante à gagner Angoulême. Entre-temps, d'aucuns ont émigré<sup>247</sup>, d'autres ont trouvé du travail, la faim de main d'œuvre ayant comme par enchantement dissout la psychose du rouge. Le premier recruté semble avoir été Felipe Gimeno Bertuchi, devenu chauffeur-mécanicien

<sup>243</sup> Cf. Denis Peschanski, *op. cit.*

<sup>244</sup> Cf. Farcy, *op. cit.*, p. 180.

<sup>245</sup> 8 hommes, 12 femmes et 18 enfants.

<sup>246</sup> Louis Noguères, *Le Véritable Procès du maréchal Pétain* (Fayard, 1955, p. 45).

<sup>247</sup> L'épouse d'Ibarlosa, née Bilbao Etcheveria, accepte d'être rapatriée le 3 octobre avec ses trois jeunes enfants. Les deux sœurs de Fidel Ferverza émigrent. José Fillo et José Peirats partent le 16 novembre à Saint-Domingue.

chez Rebière à Aigre<sup>248</sup>. Bernard, garagiste Peugeot-Talbot à Jarnac, dont deux ouvriers ont été mobilisés, a recouru à l'entremise du conseiller général Marcihacy<sup>249</sup> pour obtenir début décembre José Clot Oliu, électro-mécanicien. Le 26 janvier, Clot demande à visiter sa famille dans les Pyrénées-Orientales, puis entre à la Charentaise de motoculture à Cognac qu'il quitte le 3 mars pour un garage toulousain. E.G. Élichagaray, patron d'une petite maison de cognac, président du tribunal de commerce, administrateur de la Banque de France et membre de la C.C.I., a obtenu Buenaventura Esteve Casas et Emilio Guardia pour son domaine de Langlée à Marcillac-Lanville. Brisson, hôtelier à Marennes, avait sur les bras une propriété familiale à Courbillac : ses métayers l'avaient quitté en septembre et leurs remplaçants polonais l'avaient déçu. Il a demandé Luciano Fenestra qui intéressait aussi les Engrais magnésiens du Nord. L'embauche s'est parfois faite en famille comme pour Francisco Gallostra engagé par M<sup>me</sup> Goursaud au Plessis de Gensac avec son épouse, son fils et son camarade Antonio Florit.

D'autres protégés du S.E.R.E. ont eu moins de chance. Ainsi, et c'était rare, l'adjoint du maire de Mainxe émit un avis négatif, suivi par le sous-préfet, à l'emploi de deux protégés du S.E.R.E. par un distillateur<sup>250</sup> au motif qu'il existait sur la commune plusieurs réfugiés mosellans dont certains sans emploi et que l'intéressé n'en hébergeait aucun. Le premier de ces Espagnols, Guzman Nuevo, trouva un autre travail<sup>251</sup> et évita le transfert aux Alliers. Le second, Vicente Miguelanez, n'échappa pas au transport à Angoulême, mettant ainsi le doigt dans un engrenage funeste.

Il n'était pourtant pas fatal que Charles suive l'avis d'un édile. Le bureau de bienfaisance de Cognac avait rejeté la demande de Manuel Fernández qui se proposait de faire embaucher comme plâtrier chez Calvet & Gaultier, et d'héberger à son domicile rue de Strasbourg, son compatriote Felipe Espinosa Morales. L'affaire avait été conclue grâce à un rapport favorable de l'inspecteur Bernard. Le plâtre n'étant ni le plus facile, ni le plus prisé des métiers du bâtiment, Espinosa partit un peu plus tard chez un agriculteur de Fonbonne, par Centrès (Aveyron).

En novembre-décembre 39, Margot et Lucio Vallina, excipant de revenus mensuels de 1.770 F (dont 1.100 pour lui comme chauffeur-livreur), avaient cherché en vain à tirer de Septfonds<sup>252</sup> Hermengildo Bolugas Campo. En février 1940, ils parviennent à sortir des Alliers, en les embauchant comme bonnes, Emilia Robles et sa mère María Areas, trente-six ans, qui avait précédemment demandé à rejoindre son frère à New York.

Quant à Jeanne Bourroux, elle a réussi à se jouer de Charles. Le 23 avril 1940, ce dernier proteste vivement auprès du préfet parce que l'inspecteur Soulier a fourni en décembre un laissez-passer à Lola Batet pour aller travailler chez Madeleine Barbaud à Saint-Brice, laquelle a averti peu après que Lola était passée au service de son voisin... M. Bourroux père.

Aux Alliers, les conditions sont pires qu'à La Combe-aux-Loups. Le 16 novembre, après une visite des lieux, le préfet adresse des remontrances à l'entrepreneur Lottet : des fentes sont apparues entre les planches des baraques, les poêles rouillent parce que l'eau s'infiltré par les trous mal obstrués ménagés dans le toit pour le passage des tuyaux, les pompes des deux puits sont inutilisables, les deux tranchées longitudinales d'évacuation des eaux sont orientées vers la voie ferrée passant en contrebas, ce qui ne manquera pas d'entraîner les protestations de la S.N.C.F., et les portes des locaux disciplinaires ne sont toujours pas posées. Le 28 suivant, le préfet met Lottet en demeure d'achever l'infirmerie avant la fin de la semaine.

---

<sup>248</sup> Peut-être un parent de Pierre Rebière, volontaire des Brigades internationales, élu membre du Comité central des Jeunesses communistes à son retour d'Espagne ? Quant à Gimeno, on le retrouve à la Libération, sergent au service auto de la brigade Ramón (107<sup>e</sup> R.I.).

<sup>249</sup> Maurice Marcihacy, avocat à la cour de cassation et au Conseil d'État, succédait comme conseiller général à son beau-père, Rambaud de Larocque, et au père de ce dernier. Il transmet lui-même le flambeau à son fils, Pierre Marcihacy, qui fut candidat en 1965 à la présidence de la République.

<sup>250</sup> A. Pinaud, lieu-dit La Chaise, Mainxe par Jarnac.

<sup>251</sup> Avec son épouse au Breuil de Cognac chez M<sup>lle</sup> Gorin. Et tout porte à croire qu'on leur permit de partir au Petit-Palais, près de Libourne, encore que la demande, formulée en avril 1940, était toujours en suspens au 9 mai.

<sup>252</sup> Le camp de Septfonds, près de Montauban (Tarn-et-Garonne), avait accueilli son premier convoi d'Espagnols le 5 mars 1939 alors que 4 baraques seulement avaient été construites sur les 45 prévues. Placé sous régime militaire (miradors, projecteurs, Sénégalais), il était destiné aux ouvriers spécialisés. L'effectif atteint 15.600 à la mi-juin (en majorité des communistes et d'anciens brigadistes) mais régresse ensuite sous l'effet de la formation de six C.T.E. Après la déclaration de guerre, les entreprises, notamment la société Gnome-et-Rhône de Paul-Louis Weiller, puisent abondamment dans le vivier, renforcé par l'arrivée des pensionnaires du Vernet. Les effectifs remontent sous l'Occupation (20.000 internés en février 1941) jusqu'à ce que la Résistance les libèrent en mars 1944.

— En attendant, constate Dolores Sangüesa, on a installé une infirmerie provisoire dans la baraque 2. Le camp se transforme en borbier dès qu'il pleut. On se résout à installer un réseau de caillebotis desservant les baraques pour éviter de patauger dans la gadoue. Dévorés par les poux, les réfugiés en épinglent toute une collection sur la façade des bureaux, dans un côté de la vitrine où l'on affiche les lettres n'ayant pas trouvé leur destinataire. À vingt ans tout juste, je dois me faire soigner pour des rhumatismes articulaires aigus.

Une épidémie de gale se répand depuis le transfert de La Combe-aux-Loups. Soixante ans après, Manuel garde un souvenir épouvantable d'un bras couvert de croutes.

— Ses parents avaient de la vermine entre les doigts et sa mère empestait le bureau, commente impitoyablement Dolores. Dans notre famille, pas un n'a eu la gale. On se lavait comme on pouvait et chaque semaine, nous allions à pied aux bains-douches municipaux payants, près de la Maison du peuple. Dès que nous avons une petite blessure, nous l'enduisions avec un mélange de soufre-fleur et de gras de porc non salé, une recette de maquignon qui marche aussi bien pour les hommes et que mon père avait déjà utilisée au camp de Bram. Nous l'avions indiquée aux parents de Manuel mais ils ne nous avaient pas écoutés.

Toujours est-il que l'épidémie touche 312 personnes fin 1939, moment que le docteur Latombe, qui venait de Ruelle au moment du déjeuner, en voiture et à ses frais, choisit pour annoncer qu'il cesse son activité, une circulaire du début du mois interdisant aux médecins militaires de « toucher » des honoraires. Heureusement, un médecin réfugié, Francisco Bosch Morata, assisté de quatre compatriotes <sup>253</sup>, en vient à bout avec des bains spéciaux. En outre, au cours du premier trimestre 1940, 137 personnes sont admises à l'infirmerie « à cause du grand froid et du logement inconfortable » et 21 sont hospitalisées. On comptera au moins deux morts.

Cette reconcentration débouche sur une relance des rapatriements <sup>254</sup>. Le sujet enflamme l'irascible Ernesto Casaber, un ancien résistant communiste qui fit naguère grand effet sur les estrades scolaires, l'espace d'une saison. Entendant affirmer qu'on a usé de toutes sortes de pressions sur les réfugiés mais qu'aucun n'a été rapatrié sans son consentement écrit, il maugrée ferme :

— Si c'est ça qui écrit l'histoire...

— Toute votre famille, une fois sortie du camp de Ruelle, ne s'est-elle pas établie sans entraves à Angoulême ?

— Mais ça n'a aucun rapport !

Casaber explique ce qui a un rapport :

— Je suis entré en France avec mon capitaine et il été expédié à Fort-Collioure comme *rouge rouge*. Selon sa famille, il fut livré à Franco et fusillé à Monjuich <sup>255</sup>.

Mais encore :

— À Barcarès, un camarade de baraque a été appelé au poste et n'est jamais reparu : voilà une preuve ! Et que faites-vous de Luis Companys, président de la généralité de Catalogne ?

— Mais ce sont les Allemands qui l'ont arrêté et livré ! Les expulsés par Vichy ne sont pas légion <sup>256</sup> !

Casaber frise l'apoplexie :

— Décidément, c'est ça qui récrit l'histoire... <sup>257</sup>

---

<sup>253</sup> María-Teresa Alvarez Alonso, sa sœur Pilar (qui s'est fixée ensuite à Ruelle où elle a vécu avec un compatriote arrivé au moment de la débâcle), Rosa Berruezo Macua et Manuel López Giménez dit *El Practicante*.

<sup>254</sup> Dans *Exils et migration* (p. 48), Denis Rolland est le seul à relever l'intensification des rapatriements après la déclaration de guerre mais sans la rapporter à l'évacuation des Alsaciens-Lorrains. G. Dreyfus-Armand sous-estime grandement le problème (*L'Exil des républicains...*, pp. 84-85) et ne perçoit pas ses corollaires en termes de réinternement et de relance des rapatriements. C'était déjà le cas de Marie-Claude Rafaneau-Boj (*op.cit.*, p. 165).

<sup>255</sup> Selon Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 145, l'administration menace d'expulsion les internés de Collioure s'ils profitent du courrier pour dénoncer leurs conditions de détention.

<sup>256</sup> Companys transita par la prison de Trèves (Allemagne) avant d'être livré à l'Espagne (cf. Harmut Heine in *Exils et migration*, L'Harmattan, 1994, p. 493). G. Dreyfus-Armand recense quelques expulsions en 1940, 177 en 1942, 47 en 1943 (*L'Exil...*, pp. 144-151).

<sup>257</sup> L'historienne Marie-Claude Rafaneau-Boj, sans aller jusqu'à parler de renvois forcés, s'indigne elle aussi de la censure du courrier et de la presse dans les camps, de la propagande par haut-parleur, de la liberté accordée à des représentants franquistes pour inciter au retour et des avantages réservés à ceux qui faisaient soumission. Elle s'insurge plus encore contre la duperie, fréquente selon elle, qui aurait consisté en février 39 à diriger vers la zone franquiste des volontaires au retour en zone républicaine. Elle reconnaît cependant que ce battage fonctionna surtout les premiers jours sur les plus vulnérables, les lettres codées reçues d'Espagne et même les journaux français réactionnaires autorisés n'ayant pas tardé à détrôner les hésitants (*Odyssée pour la liberté*, pp. 56-57, 156-8, 164-5).

Voyons plutôt les chiffres. Au 3 septembre 1939, 728 réfugiés ont été rapatriés depuis Angoulême <sup>258</sup> et 244 depuis Cognac <sup>259</sup>. On a commencé petitement au printemps. Au milieu de juin, il a été décidé que les annonces de rapatriements ne transiteraient plus par Pau et seraient directement expédiées à Hendaye. Le 2 août, le ministre de l'Intérieur Sarraut a invoqué les nouvelles facilités accordées par le gouvernement espagnol et les prétendus 250.000 réfugiés déjà rapatriés pour relancer le mouvement :

« Le 7 juin, plaide en écho le sous-préfet Meynial de Confolens, mon effectif était tombé de 224 à 144 grâce surtout à quelque 70 rapatriements. Las, on m'a envoyé le 7 juillet un contingent de trente femmes et enfants qui venaient de franchir clandestinement la frontière. Le 13, j'ai pu encore rapatrier une douzaine de réfugiés qui n'avaient pas eu de contact avec les arrivants. Depuis, ces derniers se sont livrés à une contre-propagande annihilant tous mes efforts. »

La relance qui suit la circulaire Sarraut suscite le 18 août la réaction d'un comité sis 113, faubourg Poissonnière à Paris qui prie le préfet de suspendre le rapatriement de femmes volontaires « en attendant décision ministre Intérieur saisi par nous. »

Le 1<sup>er</sup> septembre, Meynial revient à la charge : « En mars et avril, j'avais obtenu la collaboration dévouée des municipalités. Devant l'arrivée imminente des Alsaciens-Lorrains et le refus des Espagnols de partir malgré de pressantes démarches, les maires concernés, en dépit de leurs tendances politiques avancées, réclament leur rapatriement d'urgence. »

Dès la déclaration de guerre, les rapatriements font l'objet d'une relance énergique. La préfecture ouvre un dossier *Retour général éventuel*. Les époux Delpech, protégés de Jean Rebeix, sont du voyage. Le 19 septembre, Sarraut émet une nouvelle circulaire visant en priorité les éléments « non susceptibles d'apporter à l'économie française le concours d'un travail utile », ainsi que les enfants, à l'exception de ceux dont les parents encourraient des risques sérieux en cas de retour. Elle recommande d'obtenir l'accord des intéressés par une « persuasion pressante » et brandit les risques de bombardements allemands sur l'ensemble du territoire. Elle est accompagnée d'un tract en castillan émanant de l'ambassade d'Espagne et destiné à l'affichage. Ce texte serait scandaleux s'il n'était pas risible, tant par les millions de réfugiés déjà rentrés qu'il invoque que par sa conclusion : un vibrant hommage au Caudillo suivi de la formule

! Arriba España !  
! Viva Franco !

Cette circulaire ouvre la porte à quelques débordements car elle est suivie d'une autre le 29 évoquant les difficultés des préfets des départements frontaliers suite à des évacuations précipitées ; défense est faite aux préfets de procéder à des rapatriements avant d'avoir convaincu les intéressés de la nécessité du retour. « Sinon, vous devez les conserver jusqu'à nouvel ordre <sup>260</sup>. » Par la suite, la nécessité d'un consentement écrit au rapatriement est plusieurs fois réaffirmée.

Un émissaire du consulat espagnol de Bordeaux vient faire de la propagande aux Alliers. Le 7 novembre, Soulier s'adresse au préfet : « Poursuivant l'étude des moyens à employer pour intensifier les demandes de rapatriement des réfugiés espagnols, et sur proposition de M<sup>lle</sup> Mir, dont la coopération à ce but a donné des résultats très appréciables, je crois devoir signaler que le ralentissement des demandes de rapatriement est consécutif aux nouvelles reçues d'Espagne par les réfugiés. »

Il dispose de trois lettres inquiétantes que M<sup>lle</sup> Mir lui a demandé d'éclaircir : deux sont jugées fantaisistes mais la troisième, portant sur le meurtre de Jaime Guthbert, l'est moins et Soulier « souhaiterait pouvoir démentir cette mort éventuelle. » Fin décembre, une lettre émanant de l'épouse rapatriée d'un policier espagnol resté à Angoulême <sup>261</sup> confirme le crime. Le traducteur ajoute en *post-scriptum* : « M<sup>me</sup> Guthbert a écrit déjà antérieurement à M. Soulier, lui signalant que son mari était

---

<sup>258</sup> 150 en mars, 96 en avril, 115 en mai, 148 en juin, 36 en juillet et 183 en août mais il est possible qu'un convoi de 72 personnes rapatriées le 31 juillet ait été comptabilisé en août pour faire croire à une réaction zélée à la circulaire Sarraut. D'après des récapitulatifs officiels qui semblent un peu inférieurs à la réalité, 308 rapatriements au 13 mai, 711 au 18 août dont seulement 34 hommes.

<sup>259</sup> 240 par Saintes et 4 par Angoulême, dont seulement 27 hommes.

<sup>260</sup> Sur les 57 témoignages recueillis par Neus Català dans *Ces Femmes espagnoles...*, sept font état de rapatriements forcés dont trois, les plus significatifs, ont trait au mois de septembre 1939. Un convoi parti de Rennes en pleine nuit est stoppé par des manifestations à Bordeaux. Les rebelles sont aiguillés sur Saint-Cyprien où Lola Casadella perd au bout de quinze jours sa fillette de trois mois (cf. aussi Roig, *op. cit.*, p. 43). En Côte d'Or, le préfet ordonne le rapatriement d'une trentaine de personnes : les récalcitrantes, comme Celia Llana, sont orientées [sur Rieucros] en Lozère. Enfin, une Aragonaise réfugiée à Béziers, Pilar, participe à une révolte dans un convoi de rapatriement et atterrit à Argelès.

D'autre part, une résistante, M.-M. Masmanorios, est refoulée de Paris après purgation de sa peine en février 1944.

<sup>261</sup> Angel Ramos Denia.

arrêté à Figueras et transporté au camp de concentration de Reus sans permis de communiquer avec l'extérieur. Cette lettre était convenue à l'avance avec M. Soulier <sup>262</sup>. »

La justice française, qui a condamné à dix ans de réclusion criminelle Maurice Papon, organisateur de rafles raciales, lui épargnant la perpétuité au motif qu'il aurait ignoré le sort final tragique de ses victimes, pourra toujours méditer sur l'exemple de ce simple inspecteur qui se préoccupait du sort de volontaires pour le rapatriement.

---

<sup>262</sup> Selon Dolores Sangüesa, M<sup>me</sup> Guthbert avait adressé une autre lettre codée à l'actrice Pura Fernández de Villegas, employée au bureau des Alliers, disant en substance : « L'oncle est guéri, surtout ne vous dérangez pas. »

**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SURETÉ NATIONALE

Angoulême, le 22 DEC 1939, 193

Camp des allier;  
Angoulême

*Rapport et Documentation*

*Concernant le décès survenu en Espagne, du  
Réfugié Espagnol Jaime Guthbert.*

B  
d

Ce réfugié hébergé au camp de la Combe aux Loups à  
Bozell, puis ensuite au camp des allier à Angoulême  
a été rapatrié en Espagne le 6 octobre 1939, en  
compagnie de sa femme Maria Teresa Fernandez,  
cette dernière ayant été pendant une certaine période  
interprète à l'Hôpital d'Angoulême.

Il ressort et après la lettre ci-jointe, lettre adressée par  
la femme du Réfugié Espagnol : Angel Ramon Derrica  
(cette réfugiée également rapatriée en Espagne) que le réfugié  
Jaime Guthbert, "est très bien, il ne travaille pas dans  
l'avenue St. Jean (Barcelone) et qu'il travaille avec Mr.  
Bobal.

Or en langage clair ces renseignements signifient que  
"Monsieur Guthbert (ne fait rien) il n'est plus à la  
person St. Jean, mais travaille avec M. Bobal, or cette  
personne est décédé depuis longtemps.

Monsieur Ramon Derrica a demandé verbalement  
que la lettre écrite par sa femme (encore en Espagne  
lui soit remise par la suite, et que l'usage de ce  
document, soit étendu pas sur elle des représailles et  
d'éviter que l'on connaisse l'origine du document  
qu'il produit, à l'appui du renseignement concernant  
le décès de M. Guthbert.

Pour le Directeur du Camp

M. B. M. Guthbert a écrit déjà *[Signature]*  
confidemment à M. Soulier, lui signalant, que son mari s'était  
arrêté à Figueras, et transporté au camp de concentration de Bell  
sans permis de communication avec l'extérieur. Cette lettre était  
convenue à l'avance avec M. Soulier, pour faire connaître la situation  
faite à son mari, en Espagne, à son arrivée.

TRANSCRIPTION

AD 16 1M237

MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DE LA  
SÛRETÉ NATIONALE

Angoulême, le 22 décembre 1939

Camp des Alliers  
Angoulême (Charente)

Rapport et Documentation  
concernant le décès survenu en Espagne, du  
réfugié espagnol Jaime Guthbert

Ce réfugié hébergé au camp de la Combe aux Loups à Ruelle, puis ensuite au camp des Alliers à Angoulême a été rapatrié en Espagne le 6 octobre 1939, en compagnie de sa femme Maria Teresa Fernandez, cette dernière ayant été pendant une certaine période interprète à l'hôpital d'Angoulême.

Il ressort d'après la lettre ci-jointe, lettre adressée par la femme du réfugié espagnol Angel Ramos Denia (cette réfugiée également rapatriée en Espagne) que le réfugié Jaime Guthbert est très bien, il ne travaille pas dans l'avenue St-Jean (Barcelone) et qu'il travaille avec M. Tobal.

Or en langage clair ces renseignements signifient que Monsieur Guthbert (ne fait rien) il n'est plus à la prison St-Jean, mais travaille avec M. Tobal, or cette personne est décédée depuis longtemps.

Monsieur Ramos Denia a demandé verbalement que la lettre écrite par sa femme (encore en Espagne) lui soit remise par la suite, et que l'usage de ce document n'attire pas sur elle des représailles et d'éviter que l'on connaisse l'origine du document qu'il produit à l'appui des renseignements concernant le décès de M. Guthbert.

Pour le Directeur du Camp  
Signé : [Pényl ?]

N.B. M<sup>me</sup> Guthbert a écrit déjà antérieurement à M<sup>r</sup> Soulier, lui signalant que son mari s'était arrêté à Figueras, et transporté au camp de concentration de Reus sans permis de communiquer avec l'extérieur. Cette lettre était convenue à l'avance avec M. Soulier, pour faire connaître la situation faite à son mari, en Espagne, à son arrivée.



Le 15 novembre, une liste de 397 non rapatriables est dressée aux Alliers <sup>263</sup>, signe que les autorités reviennent à de meilleurs sentiments.

De 229 en septembre et 231 en octobre, les rapatriements tombent à 169 en novembre et 50 en décembre <sup>264</sup>. Nous en avons encore 64 en janvier 1940 et une centaine en février, puis le mouvement cesse complètement.

Parmi ces dernières charrettes, l'ancien directeur de Cressé, Dionisio Correas. Le 9 juillet 1939, sur les conseils du Comité national britannique d'aide aux réfugiés espagnols, il a sollicité du préfet un visa pour l'Angleterre. La réponse a tardé quinze jours : demandez le visa au Comité britannique qui, s'il vous l'obtient, le transmettra au ministère français de l'Intérieur, lequel vous l'enverra. À la rentrée, les Correas ont été hébergés chez les Blanquat à Jarnac. À la mi-novembre, Dionisio est inscrit sur le registre des Alliers, *catégorie 7 : invalides*.

— L'épouse de Correas était cancéreuse, relate Dorita Nouhaud, ancienne pensionnaire du château de Cressé. Il se découragea, finit par accepter le rapatriement. On apprit qu'il avait eu la mâchoire fracturée avant d'être achevé par les coups.

Les franquistes n'aimaient pas les instituteurs.

Au total, environ 1.837 réfugiés ont donc été rapatriés, à rapporter aux 4.211 réfugiés arrivés en février 1939 auxquels il faut ajouter quelques centaines arrivés par la suite.

D'autres, une soixantaine, parviennent à émigrer avant que le flux ne se tarisse en mars 1940. Dans le lot, M<sup>me</sup> Reifenberg et sa fille dont Soulier est avisé le 28 janvier qu'elles sont réclamées à Stockholm par un membre de la célèbre dynastie de banquiers juifs allemands Warburg <sup>265</sup>. Sans doute mesurèrent-elles mieux rétrospectivement leur immense chance. Cependant, Fridela est encore là en février puisqu'elle est embauchée comme surveillante dans un foyer de jeunes filles du vieil Angoulême <sup>266</sup>.

Les routes des Alcubierre bifurquent : Anita et ses enfants s'embarquent avec Miguel à destination du Mexique. Les parents et le petit José connaîtront un tout autre voyage.

Ceux qui restent doivent faire leur trou. Par chance, cette France qui veut se débarrasser des bouches inutiles cherche des bras.

Le premier gros employeur non agricole est le bâtiment. Dès juillet, Gaston Lottet embauche la main-d'œuvre nécessaire à la construction des Alliers. François Merly, de La Grand-Font, recrute 12 terrassiers à la mi-octobre et 5 en décembre. En novembre, débute la construction du camp de Basseau destiné aux Indochinois mobilisés à la Poudrerie <sup>267</sup>. La S.A.C.E.R. est chargée de la voirie et de la viabilisation du terrain, Chapelon & Gervais du gros œuvre. Mais c'est l'une des entreprises qui paient le plus mal : 5,20 F de l'heure pour un cimentier qui travaille dix heures par jour. Les cinquante réfugiés S.E.R.E. arrivés de Laubaret début 40 sont presque tous immédiatement recrutés par les entreprises du bâtiment, les usines ou l'artisanat (boulangerie, coiffure, carrosserie).

L'agriculture est elle aussi fortement demandeuse et MM. les fournisseurs ne sont pas les derniers à se manifester. Le 10 octobre, l'un d'eux embauche les sept membres de la famille Sangüesa (hors Dolores) pour mettre en valeur une ancienne ferme monacale récemment acquise <sup>268</sup>. Mais les autorités interviennent : le propriétaire doit prendre un fermier français. Voici les Sangüesa relégués à l'écart, dans une dépendance, sans rémunération pendant trois semaines, contraints de se nourrir à crédit, jusqu'à ce que le père décide un jour de revenir à pied aux Alliers. Alors Dolores obtient que l'employeur soit convoqué, prié de ramener la famille en camion et de la dédommager. Pour sa part, le traiteur Paul Robin engage à la mi-novembre pour sa métairie de Nanclars, dans le Manslois, une Andalouse de trente-quatre ans, Francisca Cejudo Castro, épouse Villalba, et son fils Manuel.

---

<sup>263</sup> C'est, avec les listes des rapatriés des trois premières semaines de septembre, le seul état nominatif dont nous disposions pour ce camp. Il répartit les non rapatriables en sept catégories. Les six premières concernent des femmes dont un mari, un fils ou un frère est engagé dans les armées (13), dans une compagnie de travailleurs étrangers (34), travaille hors de la Charente — soit en usine (30), soit aux champs (64) —, celles qui refusent le rapatriement et n'ont pas de proches en France pour les prendre en charge (151), à quoi s'ajoutent 51 hommes mutilés ou invalides.

<sup>264</sup> Soit 679 personnes se répartissant entre 88 hommes, 328 femmes, 263 enfants. 21 autres le sont depuis Cognac.

<sup>265</sup> Voir Jacques Attali, *Un Homme d'influence. Sir Sigmund G. Warburg, 1902-1982* (Fayard, 1985. Rééd. Livre de poche, 1986, 606 p.).

<sup>266</sup> Rue des Cordonniers, tandis que Carlota travaille depuis décembre chez M<sup>me</sup> Marry, 14, rue des Halles à La Rochefoucauld.

<sup>267</sup> À la Libération, il servira de camp de prisonniers de guerre et plus tard de centre de formation professionnelle pour adultes.

<sup>268</sup> Au lieu-dit La Faye, commune de Gardes-Le Pontaroux, à environ vingt-cinq kilomètres au sud d'Angoulême.

Marguerite Desmiers de Chenon, châtelaine aux Deffends de Chenon, également dans le Manslois, embauche M<sup>me</sup> Irias et un de ses fils. Faisant valoir que l'aîné s'est engagé dans l'armée française, qu'un deuxième a été tué en Espagne par l'aviation allemande et qu'un autre est mort du typhus en arrivant en France, elle plaide pour la venue d'un cinquième, Emilio, interné à Bram, et obtient satisfaction le 9 janvier 1940. Que sont devenus les Irias ? Marguerite Desmiers est disparue, les Deffends ont été vendus et sa famille l'ignore.

Santiago Rodellar Calvera, originaire de Peñalba en Aragon, approche la cinquantaine. Il est le premier homme de sa famille à avoir appris à lire et il achetait tous les jours le journal. Ce n'était pas un passionné de politique mais il n'aimait pas les curés. Il a accompli toute sa carrière dans les travaux routiers, gravissant peu à peu les échelons jusqu'à devenir conducteur de travaux. À Argelès, il a perdu son frère aîné Ramón, tombé malade après qu'ils aient tué un mulet et l'aient mangé cru. Transféré à Bram, Santiago a plusieurs fois échangé son pain contre un timbre pour demander des nouvelles de Ramón dans les hôpitaux. On dit qu'il aurait dû se renseigner à la mairie d'Argelès. Puis, il a été engagé comme ouvrier agricole à Broudevanche (Eure-et-Loir). En mars 1940, ayant appris par une petite annonce, que sa famille — auparavant à la colonie communiste des Mathes — se trouvait au camp de Montguyon en Saintonge<sup>269</sup>, il a pris le train sans billet avec un camarade qui voulait rejoindre son épouse aux Alliers et a aussitôt été engagé par René Michelin, de Coulonges, grâce à son neveu Bautista, *El Rubio*, sorti de Ruelle par un agriculteur de cette commune. Un mois plus tard, Michelin obtient pour Santiago l'autorisation de faire venir les siens de Montguyon, cinq personnes en tout, entre sa vieille mère en mantille et son fils de sept ans, Rémy Robaraud ayant fait de même pour la mère et la sœur de Bautista :

— Michelin nous a installés dans une métairie écartée, meublée d'un seul lit, sans nous donner la moindre nourriture alors qu'on avait voyagé le ventre vide. On pleurait, raconte Trini, celle qui avait été si émue par l'accueil à la colonie des Mathes. Une habitante du bourg nous offrit un pain et un bocal de confit d'oie.

Mais les souvenirs sont infidèles. En fait, la famille a été logée dans une maison du bourg et ce n'est que plus tard qu'elle est allée s'établir à la Mal-Bâtie. Santiago, malgré son asthme, travaille la terre avec ses deux filles Raquel et Trini, tous pour un salaire de misère leur permettant à peine de survivre. Il faut dire que Michelin vit à la dure : évier en pierre, eau froide, ficelle de lieuse en guise de ceinture, vieux croquenots, vélo sans freins. Son seul luxe semble être une petite voiture. On sait pourtant qu'il possède au moins quatre cent hectares de bonnes terres, la seule batteuse de la commune et une quarantaine de maisons à Angoulême, qu'il a généreusement souscrit aux bons de la Défense nationale en 14 et donné 100.000 F or à l'Église. Sa bru Marguerite, dame fort croyante et qui peint des chemins de croix pour l'église du village, se montre heureusement plus compréhensive pour ses mécréants d'Espagnols, fait des piquûres à la mémé qui s'obstine à ne parler qu'espagnol, achète de temps en temps un coupon de tissu dans lequel elle taille une robe pour Trini en oubliant de lui présenter la note. Et le petit Michelin, Jean, sept ans en 1940, est enchanté de cette nouvelle compagnie. La nuit, Trini révise dans sa tête son vocabulaire français (elle l'a fort bien appris, au point de l'émailler de quelques très locaux *ceu gars*) : sa grande ambition serait d'apprendre à l'écrire. Michelin lui a accordé l'autorisation d'aller prendre des cours particuliers, une demi-heure chaque soir après la sortie de l'école, mais l'institutrice, craignant peut-être de ne pas être payée ou tout simplement pour des raisons de commodité, arrête les frais au bout de trois ou quatre leçons, au grand dam de l'élève qui, soixante ans après, n'a toujours pas digéré cette occasion manquée.

Roberto Domínguez a dû lui aussi quitter avec sa famille son appartement de Ruelle pour entrer aux Alliers. Il a fait les vendanges<sup>270</sup>, puis tâté de la menuiserie chez Lottet à Bardines où les discussions étaient vives avec le journaliste anarchiste Fermín Arce. Début 40, il s'est engagé comme maçon chez Chapelon & Gervais. Sa sœur Mathilde, prise en charge par une colonie suédoise en région parisienne, a été placée dans une famille française. Elle s'est plainte à une assistante sociale d'être maltraitée et battue. On l'a confiée à des communistes de Colombes qui la considèrent comme

---

<sup>269</sup> Le camp de Montguyon avait été installé dans une distillerie désaffectée. Il reçut en septembre 1939, 308 étrangers (Allemands, Tchécoslovaques, Polonais, Cubains...) bloqués à La Pallice par suite de l'annulation de son escale par la Pacific Line anglaise. 254 d'entre eux purent émigrer avant le 28 février 1940. Montguyon reçut encore d'autres étrangers, notamment 63 Espagnols (dont 43 enfants) en provenance des Mathes le 20 novembre, une quarantaine de l'île d'Oléron en avril 1940 et, lors de la débâcle, des volontaires d'une C.T.E affectée à Corme-Écluse. Le régime était très souple et l'on ne déplore qu'un décès. Les derniers occupants furent transférés à Montendre le 16 novembre.

<sup>270</sup> Chez M. Gratreaud à Moulidars

leur propre enfant (Roberto les remerciera plus tard en leur prêtant pour les vacances un appartement dans une station balnéaire proche de Bilbao). Ils s'inquiètent que Mathilde oublie l'espagnol. Elle rejoint les siens aux Alliers début 40. Un métreur français fait la connaissance de Pilar, la sœur aînée. Ils demandent les formalités à suivre pour se marier alors que Pilar est encore aux Alliers. Peu après, grâce à l'emploi d'électricien trouvé le 15 février par Roberto à la fonderie Cordebart & Michaud <sup>271</sup>, toute la famille s'établit en ville.

Le vivier commençant à se raréfier, particuliers et entreprises réclament de plus en plus de main d'œuvre dans les camps du Midi. L'avis de l'inspecteur Soulier est déterminant. Il est le juge suprême des demandes d'emploi comme des offres.

Voici Guillermo Grosch. C'est un Allemand installé depuis 1925 en Espagne : il a monté une usine de moteurs Diesel à Manresa en Catalogne et s'est marié avec María Gasser. Suite à la *retirada*, elle s'est éteinte à Cognac en mars 39 <sup>272</sup>. Ses deux fillettes ont été transférées à Gade-Moulin. Guillermo croupit à Argelès : l'administration ne lui permet de se rendre à Cognac qu'en août, pour huit jours, afin de régler leur garde avec Bernarda Martínez. Le 25 octobre, il demande que Teresa et Carmen, transférées aux Alliers, ne soient pas rapatriées d'office avec M<sup>lle</sup> Martínez. Début décembre, depuis l'îlot allemand de Gurs, il propose de venir travailler à Angoulême afin de subvenir à leurs besoins. L'inspecteur Soulier rétorque qu'il préférerait les confier à une émanation des Quakers <sup>273</sup>. Précision : ceux-ci se sont offert début septembre à prendre en charge les 406 enfants internés à Angoulême sous réserve qu'on leur fournisse des locaux, ce qui leur a été refusé le 27 octobre en raison de l'afflux des réfugiés mosellans. Est-ce la hantise de la Cinquième colonne ? Mais dans ce cas, pourquoi permettre aux dames Reifenberg ce qu'on refuse à Grosch ? D'ailleurs, Grosch est venu quand même et il a soumis les plans d'un fusil-mitrailleur de son invention à Soulier qui l'a éconduit. On sait qu'il a logé quelque temps chez Bernarda Martínez qui avait trouvé un appartement rue des Acacias, dans la vieille ville.

L'entreprise Chapelon & Gervais demande des miliciens à Argelès, Bram, Saint-Cyprien, Septfonds, Le Vernet, Rivesaltes <sup>274</sup>. En février 1940, elle sollicite trente réfugiés à Nontron, puis l'autorisation pour Dionisio García d'aller recruter à Argelès et Bram, et enfin des ouvriers agricoles dans le Calvados. Mais le *Commissaire* traîne les pieds, invoque des prétextes, juge que les chantiers Chapelon manquent de suivi, lui refuse des manœuvres en raison de la pénurie de logement.

Mieux disposé vis-à-vis de la S.A.C.E.R., il en exige tout de même des contrats d'au moins trois mois et des appartements en ville. Ou bien il limite l'autorisation de séjour à la durée du contrat : libre à l'intéressé d'en décrocher un autre et de solliciter une prolongation de séjour. Gaston Lecante <sup>275</sup>, qui s'est reconverti dans la fabrication de baraquements, obtient début janvier 1940 un menuisier-ébéniste d'Argelès, Ramón Casals Dalman, trente ans, qu'il avait réclamé fin novembre. Pierre Fernández, constructeur du garage Vallet, est un spécialiste réputé des gros travaux en béton armé et il a employé jusqu'à une centaine de salariés. En février 1940, il est autorisé à recruter six internés de Bram, dont deux ne tardent pas à réclamer leurs épouses <sup>276</sup>.

Il n'est pas rare que plusieurs employeurs se disputent le même réfugié et il est fréquent que les réfugiés passent de l'un à l'autre. C'est que, fin 39, l'industrie est à son tour entrée dans la danse suite à un contrat avec la Défense obtenu par la fonderie Cordebart & Michaud. Le 28 décembre, elle réclame 29 ouvriers spécialisés à Septfonds qu'on lui fournit rapidement <sup>277</sup>. Ses tentatives ultérieures

---

<sup>271</sup> Il ignorait avoir été réclamé au même moment par la Compagnie électro-mécanique du Havre, du groupe suisse Brown-Boveri.

<sup>272</sup> C'est à ce drame que fait allusion Pilar Claver lorsqu'elle évoque la mort à Cognac d'une *Allemande* mère de deux petites filles (*Memorias del olvido*, p. 90).

<sup>273</sup> Le Comité international d'aide aux enfants espagnols, 30, rue de Gramont, Paris.

<sup>274</sup> Le camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) avait été ouvert le 15 mars 1939 pour accueillir 5.000 enfants catalans de 4 à 15 ans séparés de leurs parents et quelques centaines d'adultes inaptes et de vieillards. Sous l'Occupation, il reçut des Tziganes lorrains qui furent ensuite dirigés sur Saliers en Camargue et quelque 4.000 juifs étrangers, dont 2.250 furent déportés (en mai 1997, un employé découvrit « dans la nature » plus de 500 pages d'archives les concernant). De 1945 à 1948, il reçut des immigrés clandestins espagnols, et en 1962 des harkis.

<sup>275</sup> Gaston Lecante (1897-1984), mobilisé pendant la Grande Guerre à la Fonderie de Ruelle, avait monté après l'armistice un atelier de meubles rue de la Tranchade dans le quartier de La Bussatte à Angoulême.

<sup>276</sup> Né en 1890 en Galice, Pierre Fernández était arrivé en France à l'âge de dix-sept ans. Il fut rejoint en 1919 par un frère, Jesús, qui s'établit entrepreneur au 110 rue de Bellegarde à Angoulême où il accueillit en août 1939 un petit réfugié âgé de 9 ans, Enrique Alvarez.

<sup>277</sup> Parmi eux, l'ancien berger aragonais José Baquero (1911-1974) qui avait rallié le camp républicain le 13 août 1936 et fini la guerre civile comme lieutenant-colonel dans la 26<sup>e</sup> division Durruti. Devenu après la Libération tailleur de pierres aux carrières Fèvre, de Chazelles, on lui doit les fonds baptismaux de l'église du Sacré-cœur à Angoulême.

à Agde <sup>278</sup>, Argelès et Saint-Cyprien sont vaines et elle doit pour l'essentiel compléter son effectif sur place <sup>279</sup>.

En dehors d'Angoulême, divers Espagnols travaillent dans des entreprises momentanément classées Défense nationale comme les tuileries de Roumazières, Fontafie et Garat ou bien les carrières de Saint-Germain-de-Confolens <sup>280</sup>, qui œuvrent pour la construction du camp du Vigeant dans la Vienne <sup>281</sup>.

Plus de deux cents femmes partent vers d'autres départements, surtout pour rejoindre les maris libérés des camps du Midi en vue d'exercer un travail. C'est le cas de M<sup>me</sup> Girbent. Fin 39, ses enfants, José et Montserrat, dix et six ans, adressent au préfet une carte de vœux en espagnol : « Respectable Monsieur, traduit le préposé, C'est deux enfants réfugiés espagnols qui vous prient d'accepter leurs sincères félicitations pour vous et votre noble famille, et qui vous souhaitent la paix pour la Noble France qui les a accueillis. Mon frère et moi, nous baisons respectueusement votre main. » Soulier a remis des sandales et du savon à la mère. Il émet un avis favorable à la venue du père, menuisier-ébéniste interné à Saint-Cyprien, « qui trouvera facilement du travail à Angoulême. » Finalement, le regroupement s'effectuera fin février à Vabres, en Haute-Loire.

Ces départs libèrent des espaces et permettent quelques libéralités. Rosita Ferraz Giner, huit ans, réfugiée en Belgique, voudrait rejoindre sa mère, Hermina. Son père, interné à Bram, n'a pas donné de nouvelles depuis deux mois. Le 7 janvier, le commissaire Couillaud refuse. Le 15 février, Soulier accepte...

En raison de ces nombreux regroupements familiaux, les évasions perdent leur raison d'être et se comptent sur les doigts d'une main <sup>282</sup>. De nombreuses autres femmes se casent dans leurs secteurs traditionnels : ménage, blanchisserie, confection, hôtellerie.

La vie s'organise tant bien que mal aux Alliers. Suivant les affinités, les réfugiés peuvent facilement changer de bâtiment pour se rapprocher de qui bon leur semble. L'administration s'est

---

<sup>278</sup> Le camp d'Agde (Hérault) avait été créé à la fin de l'hiver 1939 pour regrouper les Catalans, plus spécialement les régionalistes. L'effectif aurait culminé à 25.000 internés à la mi-juin 1939 pour redescendre à 800 en fin d'année. Il remonte sous l'Occupation avec l'internement d'indésirables étrangers et d'« extrémistes » français. Le 26 août 1940, on y recense 3.367 Tchécoslovaques, dont probablement des éléments du 2<sup>e</sup> régiment tchèque qui avait retraité fin juin 1940 par Confolens et Chabanais. Début 1941, on dénombre 13.000 internés, dont 500 femmes, 400 enfants (80 % de moins de deux ans) et 60 vieillards entre 75 et 86 ans. Les recrutements d'Espagnols pour la Todt et les internements-déportations de juifs qui s'y déroulent ensuite ont été fort bien décrits par Luis Montagut (*op. cit.*).

<sup>279</sup> L'imprimerie et la papeterie recrutent quant à elles une dizaine d'Espagnols, dont deux seulement à l'extérieur : un linotypiste de Bram pour Garnaud, un ouvrier de la C.T.E. de Dun-sur-Auron dans le Cher pour Couprie & Blanch. Les moteurs électriques Leroy et les gélatines Rousselot embauchent quelques pensionnaires des Alliers.

Un bilan non daté mais qu'on peut situer vers la mi-mars 1940 donne le résultat suivant :

Chapelon & Gervais	132 ouvriers
Cordebart & Michaud	52
S.A.C.E.R.	35
Rousselot (Comptoir de l'azote à Grelet)	13
Entreprise industrielle	6
Moteurs Leroy	4
Etc.	

Arrivent aussi des boulangers, chauffeurs et mécaniciens tandis que le ferrailleur Bernon et la S.A. Fouilland-Angoulême (groupe Worms), marchand de charbon établi derrière la gare, engagent quelques réfugiés locaux.

<sup>280</sup> Propriété de la Société générale de routes économiques du groupe parisien Billiard. Passée, semble-t-il, entre les mains de Jean Lefèbre, gendre de Billiard.

<sup>281</sup> La Poudrerie de Bourges avait commencé à construire une annexe au Vigeant (sud-est de la Vienne) avec l'aide de plusieurs C.T.E., dont six arrivées d'Argelès entre le 20 janvier et le 12 février 1940. Après guerre, certaines installations furent réutilisées par les sociétés S.T.R.I. (recyclage de vieilles munitions) et Aldevienne (refonte d'aluminium), filiales des Poudreries réunies de Belgique. La première a fermé, la seconde a été reprise par le groupe britannique Cockson. D'autres bâtiments, à La Rye, servirent à l'accueil de réfugiés indochinois en 1956 et de harkis en 1962 avant d'être reconvertis en un C.F.P.A. spécialisé dans la formation d'ouvriers pour les lignes à haute tension. Plus récemment, la zone a été gratifiée d'un circuit automobile.

<sup>282</sup> 202 femmes, 243 enfants et 17 hommes partent vers le reste de la France. Les évasions se limitent à 5.

enfin installée dans ses meubles. C'est une grande baraque sans plafond divisée en six compartiments par des parois de planches mal jointoyées et ne montant pas jusqu'au toit. Le premier fait office de bureau, les trois suivants de chambres pour les employés, le cinquième de resserre à colis et le dernier de logement pour les gardes. Moyennant une ration améliorée, Dolores Sangüesa est maintenant employée aux renseignements avec titre de première interprète, puis de chef du bureau des mutations. Elle a pouvoir de nommer des chefs de baraques, surtout des femmes, qui sont eux aussi récompensés par une nourriture améliorée. Pour dormir, elle partage avec trois autres filles, dans la chambre voisine du bureau, le grand sommier emmené de Ruelle. L'équipe se renouvelle peu à peu. Une jeune fille de seize ans, María Luisa Bravo, employée épisodiquement à Ruelle, travaille à plein temps aux Alliers avant de partir fin 1939 à Saint-Domingue avec ses parents et son petit frère. M. Blanco Lingueri s'occupe du registre des entrées et des sorties. Il aurait accepté le rapatriement avec son épouse après avoir sorti de Septfonds un neveu de cette dernière, Jesús Gil Palero, embauché en janvier 1940 comme ajusteur chez Cordebart & Michaud. Arrivant du château de Cressé, M. et M<sup>me</sup> Cluet font recruter au même moment leur collègue institutrice Alicia Coiduras. Ils ont une petite fille, Anita, curieuse comme une belette, bavarde en diable, qu'on a surnommé la *Cotorra catalana* (la Pie catalane). Peu avant la débâcle, l'actrice Pura Fernández de Villegas et son fils s'embarquent à Bordeaux pour le Mexique.

Ces employés disposent d'un W.C. extérieur réservé et fermé à clef. Une jeune femme, Pilar, continue de leur servir de factotum comme elle le faisait déjà à Ruelle. Elle apporte leur repas, fait leur vaisselle et blanchit leur linge au bord des Eaux-Clares, près de Girac, avant de partir à son tour rejoindre son mari à Orléans.

Tout ce petit monde se moque des travers de l'inspecteur Soulier, le *Père Savate*, grand priseur devant l'Éternel, qui laisse parfois tomber de son nez une goutte de tabac sur ses papiers et l'essuie d'un coup de buvard.

Un jour, Dolores Sangüesa entend des râles dans la réserve à colis<sup>283</sup>. Elle est encore naïve, s'inquiète. M. Cluet la retient par le bras et lui recommande vivement de ne pas se mêler de ça. Une dame particulièrement assidue en ressort toujours récompensée. D'autres femmes, qui sont allées s'établir en ville mais ont du mal à subvenir à leurs besoins, s'entendent répondre : « Ne t'inquiète pas mon petit. Je passerai te voir demain matin. » Et elles reviennent au camp avec des bons pour toucher quelques nourritures.

Du 1<sup>er</sup> février au 10 avril 1940, la garde est assurée par un caporal et quatre hommes du 502<sup>e</sup>. Leur remplacement est demandé plusieurs fois en vain. En fait, pensionnaires, fournisseurs et mêmes gens du quartier entrent et sortent librement des Alliers, y compris à travers des passages ménagés dans la clôture. L'inspecteur Soulier reçoit fréquemment la visite de son épouse et de son fils aîné, lui-même policier. Les travailleurs postés disposent d'un laissez-passer leur permettant de circuler la nuit mais il est surtout valable pour l'extérieur, en cas de contrôle d'identité. Le jour, pour fuir le bruit dans les baraques, certains de ces ouvriers postés vont dormir au pied d'un calvaire dominant le camp, premier monument de ce type en Charente dit-on, construit et inauguré en 1937 par un Breton, le père Le Bideau.

On sort même pour participer à des bals clandestins. Et un beau matin, on retrouvera sur un talus, au bord de la route de Bordeaux, à hauteur du camp, le cadavre d'un jeune réfugié roué de coups, on ne saura jamais très bien ni où, ni pourquoi.

Au 15 mars, chaque baraque renferme entre 105 et 135 pensionnaires. Seules la 2, qui abrite les Tsiganes et quelques Espagnols, et la 4, réservée au contingent S.E.R.E. de Cognac et aux arrivants de Bram et Argelès, sont moins peuplées. On y dort sur des paillasses posées à même le plancher (il n'y a de lits qu'à l'infirmerie). Quelques réfugiés ont réussi à se procurer des matelas. Des couvertures tendues font office de compartiment et créent un semblant d'intimité. Une jeune femme, au vu de ses parents et d'autres réfugiés qui crient au scandale, palotte ouvertement son amante, ancien agent de liaison de l'armée républicaine habillée en homme avec pantalons de cuir. Une autre dame continue d'habiller en fille son garçon d'une vingtaine d'années que tout le monde appelle ironiquement Rosa (« Il était horrible avec des jambes arquées et poilues »). Pour s'unir, beaucoup de couples préfèrent une promenade dans les bois de Saint-Martin.

Les enfants sont scolarisés à l'école Jules-Ferry. En outre, une classe de français a été ouverte en février 1940 dans un *pavillon* du camp avec le concours d'un professeur et de plusieurs personnes connaissant plus ou moins notre langue : Soulier juge les résultats médiocres. Les jeunes jouent au

---

<sup>283</sup> En janvier 1940, divers objets sont offerts aux enfants des Alliers par l'Office international de l'enfance dont la secrétaire générale était Alice Sportisse, future conseillère générale et députée d'Oran (1945-1956).

football sur un terrain voisin, parfois avec des Indochinois mobilisés à la Poudrerie. Montserrat Roig fait dire à Jacinto Cortés qu'ils sont plus jaunes qu'ils ne l'ont jamais été car leurs figures et leurs mains sont salies par le travail aux « mines de pyrite <sup>284</sup>. » En réalité, ils manipulent des *fûts d'ypérite* et en subissent les conséquences.

Jusqu'à l'arrivée des Gitans, les anarchistes discutent volontiers dans un compartiment de la baraque 2 : on les verra même en expulser l'un des leurs, ancien capitaine de l'armée républicaine blessé à l'avant-bras gauche et qui a évité de peu l'amputation, que l'on dit « méchant comme un tigre ».

Un groupuscule communiste s'efforce de maintenir le moral, celui des femmes qui crient parfois la nuit en pensant à leur mari fusillé ou qui sont prêtes, dans un moment de cafard, à accepter le rapatriement ; après mai 1940, celui des hommes, réduits à l'inactivité et à l'enfermement. Cette cellule est animée par un amputé du bras surnommé *Barrillas*, qui jouissait aux yeux de ses camarades d'un niveau d'instruction assez élevé <sup>285</sup>.

En conséquence des mouvements divers, les effectifs des Alliers tombent de 1.168 personnes début janvier 1940 à 784 le 5 avril <sup>286</sup> (début novembre, Soulier a signalé en vain, que la machine à écrire prêtée par la Fonderie était hors service. On rédige donc à la main). À ce moment, Soulier prend sa retraite mais reste à son poste comme gérant du camp avec à ses côtés le vaguemestre Pényl, promu régisseur adjoint et comptable. Il reçoit 7 F par jour par adulte et 5 F par enfant. Pour le mois d'avril 1940, il réclame 81.610 F dont 3.400 pour l'encadrement. Pour remplacer le traiteur Ferrand, Soulier réclame en outre à la préfecture une avance de 10.000 F afin de mettre sur pied un organisme d'achat en gros. D'autre part, il institue un prix de location des baraques *pour inciter les paresseux à chercher du travail*. Les autorités paraissent tabler sur une fermeture prochaine.

---

<sup>284</sup> Roig, *op. cit.*, p. 67.

<sup>285</sup> Témoignage de Pilar Claver à l'auteur, confirmé par Francisco Ríos. Ce *Barrillas* était veuf, se remaria avec une Française et quitta Angoulême mais serait resté dans le Sud-Ouest.

Il pourrait s'agir de Manuel Piñas Arrabal, autorisé le 26 mai 1940 à se rendre à une réunion à Paris de la Ligue nationale des mutilés espagnols, paravent du S.E.R.E.

À noter que Pilar Claver ne fait pas état de ce groupuscule dans son témoignage à Neus Català et qu'elle fait l'impasse sur *Barrillas* dans *Memorias del olvido* où elle présente les hommes comme démoralisés car sans travail et s'attribue avec une Asturienne le mérite d'avoir entrepris le relèvement de leur moral... (p. 92).

<sup>286</sup> — 1.168 personnes début janvier 1940 dont 80 prenant leurs repas à l'extérieur ;  
— x le 1<sup>er</sup> mars dont 542 réfugiés à la charge de l'État (207 parentes de militaires ou volontaires C.T.E., 54 mutilés et invalides, 7 malades, 29 associés à la gestion du camp) ;  
— 823 personnes le 18 mars dont 311 enfants, 285 femmes et 227 hommes ;  
— 784 personnes le 5 avril.

XIV  
LES OUBLIÉS DE L'AÉRODROME

« *Si tienes que explicar quien eres. No eres nadie. Y termino...* » (Si tu dois expliquer qui tu étais, tu n'étais rien et terminé...). *Salvador Pomés, ancien de la 165<sup>e</sup> C.T.E.*

Voici les hommes. Sur les deux-cent-cinquante qui forment la 165<sup>e</sup> compagnie de travailleurs étrangers <sup>287</sup> — la seule que nous connaissions en Charente <sup>288</sup> —, une douzaine seulement se sont établis après guerre en Charente où il ne reste plus que cinq survivants, tous Cognçais, dont un préfère qu'on l'oublie :

— Nous sommes arrivés de Gurs dans de vieux wagons de voyageurs le 10 décembre 1939, et l'on nous a servi des *mounjettes piales* (haricots blancs en patois local). Ce premier repas fut aussi le meilleur car par la suite, il y eut beaucoup de laisser-aller, notamment de la part des cuistots espagnols, affirme José Alfarràs <sup>289</sup>.

À quatre-vingt-trois ans, ses souvenirs sont pléthoriques, désarticulés mais précis. La date est confirmée par Jesús Gomez qui produit un certificat établi le 8 décembre, juste avant son départ du *camp d'accueil* de Gurs, portant qu'il y a travaillé pendant trois mois comme coupeur d'habits à l'infirmerie-hôpital.

Lisardo Fernández, qui avait une première fois échoué à La Pallice en août 1937 <sup>290</sup>, n'a pas non plus gardé un souvenir impérissable de la nourriture : il ne s'est rassasié que le jour où il a raclé au fond d'une casserole le riz collé dont les autres n'avaient pas voulu.

---

<sup>287</sup> Liste des membres :

[www.entreprises-coloniales.fr/empire/165e\\_CTE\\_Cognac.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/empire/165e_CTE_Cognac.pdf)

<sup>288</sup> Le colonel Francis Cordet parle de deux C.T.E. pour Châteaubernard : la 3/114 à Genté et la 15/121 à Polignac (?), puis des « compagnies de travailleurs de Genté » (*op. cit.*, pp. 38 et 41).

Tous les documents figurant aux Archives départementales (fiches individuelles, demandes de regroupement familial, rapports du sous-préfet sur la discipline ou les questions de logement, hospitalisation) ne concernent que la 165<sup>e</sup> C.T.E. (rebaptisée 3/114 par l'armée de l'Air) et tous nos témoins en sont issus.

Le Poitou-Charentes compte une trentaine de C.T.E. concentrées dans les Deux-Sèvres (autour d'Airvault dans le Nord et à Chizé dans le Sud) et la Vienne (Ternay dans le Loudunais, Migné-les-Lourdines près de Poitiers, Montmorillon, dans la région de l'Isle-Jourdain et peut-être Châtelleraut). Voir Cécile Baudin, *Les Réfugiés espagnols dans les C.T.E. du Poitou-Charentes*, Mémoire de maîtrise en espagnol, Poitiers, 1993.

<sup>289</sup> Cadet de sept enfants, José Alfarràs a passé les sept premiers mois de la guerre civile dans une unité de première ligne de l'armée de Terre. On croit comprendre qu'une adhésion opportune au P.C.E. lui a permis d'être muté dans une formation moins exposée de l'armée de l'Air, le Service de protection des vols. Il y fit office d'agent de liaison à moto, ce qui le prive de la retraite de combattant bien qu'il ait été deux fois blessé. Puis c'est le camp des aviateurs à Argelès, l'îlot M à Gurs.

<sup>290</sup> Ouvrier mineur, syndiqué à la C.N.T., Lisardo Fernández participe à la défense de Bilbao et fuit en août 1937 sur un petit chalutier par le port de pêche de Gijón. Ils sont une vingtaine à être ballottés pendant quatre ou cinq jours sans manger ni boire, et ils ne doivent qu'à un bateau britannique d'éviter l'arraisonnement par un navire espagnol. Lisardo débarque à La Rochelle avec une peseta-argent en poche et prend un train pour Barcelone où il s'engage dans la D.C.A., arme autonome. Une balle le blesse au genou lors de la contre-offensive sur Teruel, une pièce antiaérienne lui éclate dans la poitrine lors de la contre-offensive de l'Èbre. Puis c'est Argelès et Gurs où la garde omet de lui restituer la montre en or qu'elle lui a confisquée à l'entrée.

L'initiative de construire un aérodrome militaire à Cognac revient au Front populaire. En septembre 1936, le ministre de l'Air Pierre Cot<sup>291</sup>, après consultation des Ailes cognaçaises, en informe le maire, Firino-Martell. En janvier 38, juste avant son départ du gouvernement, il signe les décrets d'application. La base est rattachée à celle de Châteaudun qui centralise et équipe les appareils livrés par les différentes usines. Les travaux commencent fin 38 sous la direction du Génie militaire. Ils sont assurés par deux grosses sociétés — l'Entreprise industrielle et les Établissements A. Monod<sup>292</sup>— autour desquelles gravitent une douzaine d'intervenants locaux. Les Gursiens ne seront pas de trop.

Le sous-préfet Charles les affecte à la ferme de La Couture à Genté qu'il avait « frappée de réquisition fin août pour les besoins collectifs de l'évacuation mosellane » mais qui a sans doute été jugée peu digne des Lorrains et a servi à héberger quelques familles espagnoles. La garde, composée de quelques aviateurs de la base de Romorantin, loge dans le corps d'habitation tandis que son chef, le sous-lieutenant Baume, a pris une chambre en ville. Une partie des volontaires occupe une ancienne écurie où les gouttières laissent passer la neige, l'autre un ancien chai où les aviateurs se sont appropriés le premier étage. On pisso dans des bidons d'essence et l'on retrouve au petit matin l'urine gelée à l'intérieur. Avec d'autres bidons, on improvise des braseros. À la suite d'une plainte du propriétaire, Marius Bernard, en avril 1940, motivée par des déprédations dans les locaux et les jardins et par le creusement sauvage de fosses d'aisance dans la cour qu'agrémentent cèdres, marronniers, ifs et arbustes divers (« Je n'ose soulever la question sanitaire », ajoutait le plaignant), le sous-préfet Charles se rend sur place et informe Malick qu'en effet, les lieux sont inadaptés à la vie en commun de 250 hommes et qu'il souhaite charger l'armée de l'Air de trouver un nouvel hébergement. Il n'y aura aucune suite.

La C.T.E. est divisée en une dizaine de sections dont une de “planqués” :

— Qu'est-ce que vous voulez savoir, Monsieur ? Je vais sur mes quatre-vingt-sept ans et depuis que ma femme est morte, je suis désemparé. Je me considère comme un homme fini. Cinquante-cinq ans de vie commune. Jamais un mot plus haut que l'autre. Je ne vivais que pour moi et pour elle. Ça fait soixante ans, vous comprenez. C'est du passé, c'est fini. Maintenant, ma femme est morte. Il y aura trois ans au mois de mai. Quand j'étais officier, je savais tout. Qu'est-ce que ça va me rapporter à moi tout ça ? J'ai une petite pension. Ça me suffit. Je suis propriétaire de cette maison. Je n'ai pas besoin de beaucoup. Je ne sais pas combien de temps ça va encore durer.

L'homme s'appelle Pepe, il vient de la région d'Albacete et il a été capitaine dans les Brigades internationales. Il n'a guère bougé depuis la fin 1939 : il habite un village en recoins auquel on accède par des voies tortueuses. Une vaste place plantée d'arbres et gazonnée, une vieille maison dans un renforcement. Au rez-de-chaussée, une grande pièce sombre à l'ancienne. Au fond à droite, la télé, à gauche une longue table. Tout un mur est couvert de tableaux : maison à colombages, barque renversée sur une plage..., du travail d'amateur. Il y a aussi une grande photo encadrée de sa petite-fille, professeur d'espagnol :

— C'est lui qui a peint tout ça, explique son neveu Francisco.

Bachelier à dix-sept ans, Pepe s'était lancé dans la peinture et la photographie itinérante :

— La photo et le cadre nous coûtaient cinq pesetas chaque et on vendait le tout soixante pesetas, rigole-t-il. Avec ça, on avait de quoi vivre un mois. À l'époque, la peseta valait quelque chose !

Quand la guerre civile a éclaté, il s'est engagé dans les rangs républicains avec cinq camarades. Les pertes furent sévères :

---

<sup>291</sup> Avocat et professeur de droit, député radical-socialiste de la Savoie, Pierre Cot devient sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères en janvier 1933 et effectue en septembre un voyage à Moscou avec Édouard Herriot. Ministre de l'Air d'octobre 1933 à février 1934, il l'est à nouveau sous le Front populaire de juin 1936 à janvier 1938, avec Jean Moulin comme chef de cabinet. Il livre des avions à la République espagnole, ce que Churchill lui reproche dans ses mémoires. En septembre, il devient l'une des figures du Rassemblement universel pour la paix, officine téléguidée par le Komintern. En juin 1940, il sera la première personnalité de la III<sup>e</sup> République à rallier le général de Gaulle qui ne donnera pas suite, peut-être en raison de sa complaisance pour l'URSS (à l'exception notable de sa condamnation du Pacte germano-soviétique). En septembre 1943, il est nommé membre de l'Assemblée consultative à Alger et entame une carrière de compagnon de route du P.C.F. (mission à Moscou, participation avec Lucie Aubrac aux cérémonies pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de Staline, etc.). En 1993, dans *Le Grand Recrutement*, Thierry Wolton l'accusera d'avoir été un agent soviétique mais une commission d'historiens rappellera opportunément la différence entre des relations politiques suivies et des activités d'espionnage. Une de ses filles donna un coup de main aux porteurs de valises durant la guerre d'Algérie et son fils Jean-Pierre fut ministre de la Coopération en 1981, avant de céder la place à Christian Nucci.

<sup>292</sup> Il s'agissait d'une entreprise parisienne cotée en Bourse qui s'étendra après guerre en Afrique du Nord et en Afrique noire mais sera mise en liquidation en janvier 1955. Sa succursale cognaçaise était établie à l'emplacement actuel de la concession Massey-Ferguson.



— Au bout de deux mois, notre commandant a été arrêté, jugé à Madrid et exécuté. C'était un fasciste. Les restes de notre bataillon ont été versés dans la 11<sup>e</sup> Brigade internationale composée par des Allemands.

— Celle d'Heinrich Rau, Hans Eisler, Franz Dahlem ?

— Il y avait, je crois, le général Kléber.

— Lazare Stern dit Kléber, le héros de la défense de Madrid en 1936, disparu dans les purges à Moscou. Et vous étiez communiste ?

— Non, républicain !

Une balle lui a traversé la main à Guadalajara et il a été deux fois blessé sur le front de l'Èbre. Un éclat d'obus en haut d'une jambe, un mois et demi entre la vie et la mort, ce qui lui vaut aujourd'hui une petite pension de l'État espagnol. Puis Saint-Cyprien, Gurs :

— C'était un gouvernement de gauche ! Je ne comprenais pas pourquoi l'État français nous recevait ainsi. On était maltraité comme c'est pas possible. On crevait la faim, s'indigne l'ancien capitaine.

Avant d'être mobilisé comme ordonnance dans l'armée de l'Air, le Galicien Jesús Gomez avait travaillé depuis l'âge de douze ans et demi comme tailleur d'habits. À Châteaubernard, il en est d'abord réduit à manier la pelle et la pioche huit heures par jour pour construire les voies d'accès aux nouveaux bâtiments, puis à jouer les ferrailleurs pour les hangars métalliques de Toubanc, à l'ouest de la base. Le soir venu, il enseigne son métier à Pepe que ses blessures empêchent de supporter un travail de force. Pepe devient tailleur de la compagnie. On lui trouve une chambre dans un restaurant-dancing de Genté. Le patron est mobilisé. Le nouveau venu fait étalage de ses dons d'accordéoniste. La patronne apprécie...

La plupart des volontaires sont affectés à des entreprises dont ils se souviennent souvent moins bien que de leurs représentants, caporaux ou contremaîtres civils. Les fiches individuelles témoignent du faible intérêt de l'armée pour les qualifications des *miliciens*. Elles se résument à : monter, conduire et soigner un cheval, conduire une bicyclette ou une voiture, nager. L'expérience militaire est totalement dédaignée. Dans les faits, un talent, un métier, un sérieux apprécié par un employeur, c'est ce qui en sauvera beaucoup. En juillet 1936, après sept ans d'études, Salvador Pomés venait d'obtenir le diplôme d'expert mécanicien constructeur décerné par l'École supérieure du travail de Valence : c'est son sésame et il n'en est pas peu fier. Il se porte volontaire pour l'armée de l'Air *con el numero uno de los de Valencia*. Il effectue un stage de pilote à Orly, se perfectionne en Espagne et devient pilote de Katiucha. À Cognac, il devient l'homme de confiance des Entreprises Monod, l'équivalent de chef de section. On peut toujours compter sur lui pour réparer une bétonnière, conduire ou dépanner un Caterpillar.

José Alfarràs apprend à piloter un tel engin pour le compte de l'Entreprise industrielle et emprunte parfois la moto de son chef d'équipe pour aller faire un tour en ville. Mais il lui est aussi arrivé de terrasser dans des conditions difficiles :

— À midi, le déjeuner nous était apporté sur le chantier dans des gamelles. Un jour qu'on terrassait une piste sous 20-25 cm de neige, l'ingénieur du génie de l'Air Simon apostropha notre sergent et lui ordonna de nous ramener à Genté pour qu'on s'y restaure et qu'on s'y réchauffe.

Les demandes de regroupement familial se multiplient. Dès le 4 janvier 1940, le sous-lieutenant Baume, « un homme charmant qui laissait pisser le mérinos », commente José Alfarràs, se fait le porte-parole de ses hommes : il se heurte à l'opposition constante du sous-préfet, conforté par Malick. En général, Charles prétexte que la solde des Espagnols, 0,50 F par jour, la même que celle du soldat français, est insuffisante pour l'entretien des familles ou qu'il n'y a pas le moindre logement à Genté en raison de l'afflux de réfugiés mosellans. Mais son zèle est sans borne. Le 9 janvier, il refuse que la femme de Clément Pasero vienne le visiter depuis Souillac dans le Lot car « il pourrait seulement la recevoir quelques minutes sous la surveillance d'un planton. » Il réitère son opposition le 17 février bien qu'Adonis Égretaud, propriétaire d'un café-restaurant-salon de coiffure à Genté, accepte de recevoir M<sup>me</sup> Pasero et sa fille pour un temps illimité. (Elles finissent par arriver le 25 avril). Refus aussi pour la grand-mère, l'épouse et les deux enfants de Pérez Palacios<sup>293</sup> qui se trouvent *absolument*

---

<sup>293</sup> Chauffeur-mécanicien selon sa fiche, ingénieur agronome selon José Alfarràs.

*sans ressource* dans les Hautes-Pyrénées. Pour se rapprocher de leur homme, certaines femmes demandent alors à être admises aux Alliers ou à un mythique *camp de Jarnac*.

Santiago Gratacos Piferrer, présenté par Baume comme *l'un des meilleurs travailleurs de la compagnie*, dirigeait à Barcelone une entreprise de serrurerie employant une douzaine d'ouvriers qualifiés qu'il tutoyait tous, y compris un de la F.A.I. <sup>294</sup>. Lorsque la guerre civile éclata, il s'apprêtait à lancer la fabrication en série d'appareils de radiographie médicale à rayons X. Il dut envoyer ses ouvriers récupérer les impayés aux quatre coins de la ville pour assurer la paie, eut son camion réquisitionné et devint dans l'armée de l'Air le chauffeur du pilote attitré d'Indalecio Prieto. Pour l'heure, il réclame son épouse et ses deux enfants réfugiés à La Ville-aux-Bois dans l'Aube et finira par les obtenir, on ne sait trop quand.

Quelques habitants jouent un rôle déterminant dans ces regroupements. Le 4 avril, sachant que l'armée veut garder ses volontaires, le sous-préfet refuse à Ramón Artola Casals, instituteur de vingt-huit ans, un emploi trouvé à Rouen par son épouse Dolores Soler Reviva, réfugiée à Blossville. Peu après, l'institutrice Bonnemain reçoit cette dame à Cognac.

Le même sous-préfet avait autorisé le 25 août 1939 Ángela Casado Rodríguez à rejoindre son mari à la 17<sup>e</sup> C.T.E. de Bonifacio. Il ne fait point non plus obstacle aux demandes de rapatriement ou d'émigration. Plusieurs fiches portent la mention *Veut partir à X* et un rajout *Est parti*. En avril 1940, l'effectif est tombé à 228. Parmi les partants, quelques hommes nés en France de parents espagnols et qui ont choisi de s'engager dans les armées.

Théoriquement, les hommes n'ont quartier libre dans les parages que le dimanche après-midi. En fait, ils en prennent à leur aise :

— Des filles venaient taper aux carreaux la nuit et on faisait le mur, dit Lisardo Fernández.

Il y a bien un caporal qui fait assaut de zèle : il aura le désagrément de retrouver dans les tinettes quelques-uns des poulets qu'il élevait à proximité. Des couples se forment avec de jeunes Espagnoles arrivées à Cognac début 39 <sup>295</sup>. « Il n'est pas rare, s'inquiète le sous-préfet Charles dans un rapport du 23 avril 1940, de rencontrer dans les bals et lieux publics du voisinage des hommes qui, théoriquement, sont encadrés. Il y a là, à mon avis, une insécurité d'ordre national constante. »

Certains volontaires rongent leur frein tel le sergent pilote José Goytia, né en 1920, qui m'avoue n'avoir jamais effectué la moindre mission opérationnelle en Espagne, mais a évoqué avec une ironie amère le rôle de ces aviateurs passés du manche à balai (palonnier) au manche de pelle <sup>296</sup>. Impatience et amertume expliquent sans doute les imprécisions : « Quand la guerre fut déclarée, la quasi totalité de l'aviation républicaine nous présenta comme volontaires pour lutter avec l'aviation française... [Traduire : le personnel des escadrilles basées en Catalogne et internées à Gurs, les rares avions arrivés en France ayant été renvoyés à Franco]. Ce que nous demandions en tant qu'aviateurs républicains était de pouvoir combattre dans des unités espagnoles, même sous commandement de l'armée française. Nous avons longtemps combattu ensemble... Finalement, ils nous mobilisèrent dans une compagnie de travail, et pilotes et personnel navigant prirent le chemin de Cognac. À cette époque, ils agrandissaient les pistes et modernisaient l'aéroport pour pouvoir recevoir des avions un peu plus modernes... [Il s'agissait en fait, on l'a vu, de la transformation d'une simple piste d'aéroclub]. Nous étions tous des aviateurs, certains avec plusieurs centaines d'heures de vol [Goytia a reconnu par la suite qu'il y avait aussi des rampants, mais dans une proportion très faible... ]. Nous connaissions parfaitement les avions allemands et italiens [L'aviation républicaine était surclassée dès la fin 1937 et inexistante au moment de la contre-offensive sur l'Èbre]. Et malgré tout, nous devions rester là avec nos pioches et nos pelles [lui-même a travaillé à la construction des hangars métalliques <sup>297</sup> ] au lieu de lutter contre le nazisme et personne ne savait pourquoi on nous traitait ainsi. On donnait des conférences aux aviateurs français sur la tactique, dans leurs propres locaux qui étaient bien aménagés. [Comme Goytia précise plus loin que presque aucun Espagnol ne parlait bien français, on lui a demandé comment ils dispensaient ces leçons. Par gestes et à l'aide d'interprètes. Reste qu'il n'y eut pas de pilotes français à Cognac avant la débâcle et le repli des formations de Châteaudun, puis de Nanterre, la constitution d'une patrouille de chasse avec quatre malheureux Morane-Saulnier servis par une trentaine de Polonais et la création d'un groupe d'observation avec 3

<sup>294</sup> Fédération anarchiste ibérique.

<sup>295</sup> « Deux futurs résistants à Angoulême, Antonio Cuadra et *Labuelo*, se souvient José Alfarràs, s'unirent de la sorte aux sœurs Ribas, bonnes chez un officier, l'une à Cognac, l'autre à la campagne. » On relève en effet une Margarita Ribas Buenaventura, 21 ans, bonne à Cognac chez le capitaine et futur résistant Fernand Pingannaud.

<sup>296</sup> *Memorias del olvido*, pp. 37-38. Trad. A.L. Actes d'un colloque organisé à Paris par l'A.P.F.E.E.F. et l'Institut Cortés. Témoignage cité de manière a-critique par G. Dreyfus-Armand, *E.R.E.F.*, p. 120.

<sup>297</sup> Lettre à l'auteur.

Potez 63-11 <sup>298</sup> ? D'ailleurs, plutôt que de conseils, l'aviation française ne manquait-elle pas surtout d'appareils compétitifs et par-dessus tout d'une doctrine moderne ?]. On leur décrivait les avions allemands et italiens ! Nous qui vivions dans une vieille grange !... Ils s'étonnaient de voir les conditions dans lesquelles on vivait et de constater la façon dont on nous exploitait. La majorité d'entre nous était très jeune : presque tous étudiants [En fait, 144 volontaires étaient nés avant 1914, dont 30 avant 1900]. J'ai voulu signaler cela parce que c'est un fait très important pour l'aviation républicaine espagnole qui, à cette époque, comme je l'ai dit, était passée en France avec des unités très importantes [*sic*]. »

---

<sup>298</sup> Résumé d'une étude du colonel Quertinmont (*Clairière*, septembre 1999).

XV  
LE PIRE DES CAMPS

L'ogre est insatiable et les Alliers ne lui suffisent pas. Le 14 septembre, on interne neuf cents quatre-vingt-douze civils ressortissants des puissances ennemies au camp militaire de La Braconne<sup>299</sup>. Beaucoup d'Allemandes mariées à des Français — anciens prisonniers de guerre, soldats des forces d'occupation en Rhénanie ou réfugiés mosellans — et même quelques membres jugés suspects de la vieille émigration espagnole. La commission de criblage fait diligence et le camp n'en retient plus en novembre qu'environ cent-quatre-vingt qui sont utilisés à la réfection des routes et autres travaux.

Les anciens brigadistes font l'objet d'une attention spéciale. Dès le 27 août, les douze Autrichiens restants, sur les quinze arrivés en novembre 1938, sont arrêtés et gardés à vue à l'hôpital de nuit d'Angoulême. Les envoie-t-on à Gurs<sup>300</sup> ? Le Yougoslave Regdon Mravijak a eu la chance d'en sortir fin juin, ayant été invité à Cognac par son oncle Jacques Branko, marié à une Française. Il en est reparti le 20 août à destination de Merlebach, pour rentrer dans sa patrie. Qu'est-il devenu ? On trouve encore à Cognac un neveu de Jacques Branko : en cours de déménagement, il est injoignable, nous apprend son fils. Ce dernier sait que son grand-père était yougoslave mais point s'il était serbe ou non. Les Brigades internationales ? C'est bien la première fois qu'il en entend parler. Le sang sèche vite dans l'Histoire.

À Ruelle, le 30 juin, sur la base de renseignements assez incertains recueillis dans un bistrot, la Sûreté a demandé le renvoi vers *un camp de l'Aude* de sept *suspects* espagnols parmi lesquels deux *soi-disant inspecteurs de police*. Elle a réitéré sa demande le 1<sup>er</sup> août, sauf pour un agent de police. Un deuxième *suspect* a été casé chez un employeur qui l'a renvoyé pour indiscipline : il a été rapatrié le 12 août. Un troisième a trouvé un emploi en juillet et en obtiendra un autre en février 1940. Un quatrième, ingénieur mécanicien, a été rapatrié le 3 septembre. L'un au moins des trois autres est transféré aux Alliers, puis envoyé au Vernet d'Ariège.

On s'y ébat en bonne compagnie puisque c'est là qu'à la mi-octobre 1939 atterrit aussi Arthur Koestler. Installé en France depuis l'automne 1933<sup>301</sup>, il a longtemps travaillé dans les services du fameux Willy Münzenberg, l'homme-orchestre de la propagande antifasciste du Komintern, qui l'a envoyé en août 36 en reportage à Séville. Reconnu par le fils du dramaturge August Strindberg, correspondant sur place d'un journal nazi, il en est reparti dès le lendemain pour Gibraltar, non sans avoir réussi une interview du général Queipo de Llano et constaté la présence de l'aviation allemande. De retour en Espagne en janvier 37, il couvre la calamiteuse chute de Malaga et subit cent jours de prison. Il en tire *Le Testament espagnol*, qu'il avouera avoir émaillé de bobards de guerre à la demande d'un lieutenant de Münzenberg, Otto Katz<sup>302</sup>.

La déclaration de guerre le surprend alors qu'il vient de rompre avec le communisme et rédige *Le Zéro et l'infini* à Roquebillière, dans les Alpes-Maritimes. Dans l'impossibilité de gagner l'Angleterre à la suite de l'annulation des visas par Londres, il est arrêté le 2 octobre à Paris, retenu à la préfecture

---

<sup>299</sup> Guy Hontarrède, *Ami* ? p. 26 et *Clairière*, juin 1998. Paul Lévy signale la présence à La Braconne de deux religieux juifs allemands évacués de Moselle. Époux de Françaises, ils ne peuvent exciper de la nationalité de leurs femmes qui sont devenues allemandes par leur mariage. L'un échouera à Drancy d'où il sera déporté (*Élie Bloch...*, pp. 55, 159-160).

<sup>300</sup> De toute façon, les prisons d'Angoulême étaient loin de regorger d'anciens brigadistes comme le prétend Roig d'après Jacinto Cortés (*Els Catalans als camps nazis*, p. 16).

<sup>301</sup> Son père ayant été nommé par Béla Kun directeur des Produits chimiques de Fribourg, sa famille avait dû fuir en Autriche lors de la déroute de la Commune hongroise en 1919. D'abord militant sioniste, Koestler se convertit au communisme en 1931 et fut licencié par le journal qui l'employait à Berlin pour cause d'espionnage au profit de Moscou. Contraint de se réfugier en U.R.S.S., il y mena une existence de lauréat stipendié jusqu'à son installation en France.

<sup>302</sup> Alias André Simone, condamné à mort en novembre 1952 à l'issue du procès Slansky-London

de police, parqué au stade Roland-Garros avec cinq à six cents étrangers de vingt-trois nationalités, dont des Russes des deux bords, puis envoyé au Vernet en train de troisième classe.

Dans *La Lie de la terre*, où il se veut le porte-drapeau des millions de persécutés de l'Europe, Koestler n'est sans doute pas loin de la vérité lorsqu'il qualifie Le Vernet de camp le plus dur de France. Des hommes venus de tous les horizons, la boule à zéro, sont entassés dans quelques baraques sans mobilier qui servent à la fois de dortoir et de réfectoire alors que de nombreuses autres restent vides. Ils sont privés de chauffage, manquent de couvertures, utilisent des boîtes de conserve rouillées en guise de gamelles, ne disposent que de rangées de robinets et de latrines à l'extérieur. En permanence, un quart de l'effectif est malade alors que seule une *petite fraction* est autorisée à rester au repos. Chaque baraque est confiée à un chef et trois sous-chefs choisis parmi les détenus. Dans celle de Koestler, le poste est d'abord attribué par élection à un Russe dont la prééminence est contestée par un souteneur espagnol. Il est ensuite dévolu par l'autorité à un ancien légionnaire suisse, corrompu et mouchard avéré, entouré de ses gitons<sup>303</sup>. Les internés terrassent à la pelle et à la pioche sous la surveillance des gardes mobiles, dans le froid ou sous la pluie, le ventre creux, avec des godasses de fortune, la plupart sans pardessus. Pour couronner le tout, ils subissent quatre appels quotidiens et le salut au drapeau !

Koestler s'autorise de ce tableau pour procéder à un parallèle audacieux avec les camps nazis<sup>304</sup> qui n'en est pas moins couramment repris<sup>305</sup>. Sans minimiser l'ignominie du Vernet, il serait facile de reprendre point par point la comparaison pour montrer ce qu'elle a d'exagéré, voire d'extravagant. Alors que Koestler, malgré l'interdiction théorique, peut sortir nuitamment pour aller aux latrines ou griller une cigarette, combien de simples pensionnaires de *stalags*, en 14-18 comme en 40-45, se retrouvaient bouclés la nuit et réduits à se soulager dans des récipients *non fermés* ? La possibilité de recevoir un colis de cinq kilos par semaine, puis de s'approvisionner à une cantine dans la limite de 100 F par mois engendre certes des inégalités révoltantes, d'ailleurs variables d'une baraque à l'autre, mais on constate que dans celle de Koestler, les colis permettent d'améliorer l'ordinaire de cinq compartiments sur cinquante et que les privilégiés obtiennent pour tous leurs camarades une amélioration de la soupe et une distribution de couvertures. Le travail est certes pénible mais sert avant tout de dérivatif, sa durée étant limitée à six heures et aucune norme n'étant fixée. Dès son troisième soir, Koestler, pris d'une sorte d'évanouissement attribuée à ses grèves de la faim à Séville, est définitivement exempté par un coreligionnaire médecin. Ce sous-lieutenant de réserve sera plus tard évincé par un supérieur, croix-de-feu et antisémite, qui se distingue notamment en infligeant des quinzaines de jours de prison pour visite *non motivée*, abus qui se pratiquait déjà contre les pioupiou en 14-18 et que dénonce Galtier-Boissière dans *Loin de la riflette*. Cet abominable individu, qui annule toutes les exemptions de travail, n'empêche pas Koestler de se rabattre sur la corvée de vidange, certes rebutante mais n'exigeant qu'une heure matin et soir. Koestler a donc largement le temps de lire — deux articles de la presse anglo-saxonne qu'on lui a glissés dans un colis, une lettre politique de six pages envoyée par un mécanicien socialiste, des livres (au point qu'il s'est installé une étagère) — et même d'écrire puisqu'il rédige un journal qu'il perdra pendant la débâcle. En matière de brutalités, les plus graves semblent perpétrées en prison, du moins jusqu'à l'arrivée début 45 d'un certain lieutenant *Cosne* qui ne fait probablement qu'un avec le lieutenant Comps, sanctionné en 1941 par quinze jours d'arrêts de rigueur et son renvoi définitif aux armées. Le Vernet n'est pas un sanatorium : on y déplore des épidémies, des fautes médicales mais Koestler ne recense que quatre morts, sachant que pour la période 39-44, on décompte 149 tombes de détenus au cimetière du Vernet, dont 50 d'Espagnols morts en 1939.

Pour fonder sa comparaison, Koestler se prévaut d'une connaissance des camps nazis qu'il paraît beaucoup majorer. On sait qu'il avait reçu à Paris un couple de communistes allemands évadé après cinq ans de détention (les chefs de ce couple avaient été entre-temps liquidés à Moscou, en sorte que

---

<sup>303</sup> Système voisin de celui du *kapo* dont beaucoup de rescapés des camps nazis ont cru qu'il n'avait pu germer que dans le cerveau pervers des Allemands alors qu'il est aussi vieux que le monde : il était en particulier pratiqué à Cayenne où l'administration avait délégué une partie de ses pouvoirs à des *porte-clés* Nord-Africains. Dans les prisons françaises, l'administration désignait des *prévôts*. À Fresnes, fonctionna le système des *comptables* recrutés par cooptation parmi les détenus.

<sup>304</sup> « Pour un régime démocratique, Le Vernet était le comble de l'infamie ; comparé à Dachau, c'était encore supportable. Au Vernet, les coups étaient un événement quotidien ; à Dachau, ils duraient jusqu'à ce que la mort s'ensuivit. Au Vernet, les gens étaient tués par manque de soins médicaux ; à Dachau, ils étaient tués volontairement. Au Vernet, la moitié des prisonniers dormaient sans couvertures, à vingt degrés sous zéro ; à Dachau, ils étaient enchaînés et exposés au froid. » Plus loin, il force encore le trait : Le Vernet serait pire au point de vue de la nourriture, de l'installation et de l'hygiène que les plus terribles des camps nazis, Dachau, Oranienburg, Wolfsbuttel. Et enfin : c'était un produit typique de l'Administration française, « mélange d'ignominie, de corruption et de laisser-aller. »

<sup>305</sup> Cf. M.-Cl. Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 190 n. Geneviève Dreyfus-Armand écrit que Koestler peut faire la comparaison *par expérience* (*E.R.E.F.*, pp. 69-70) et s'étonne qu'on puisse *nier* qu'il ait connu les camps nazis.

la presse communiste française l'accusait d'espionnage). Il prétend avoir connu en Ariège une trentaine d'anciens des K.Z. mais avoue par ailleurs que ses relations y étaient limitées par sa réputation de renégat. Il déclare posséder le *Hitler m'a dit* de Rauschning, dont il écorche le nom, et il aurait découvert pendant la débâcle le célèbre *Livre bleu* britannique. Au demeurant, les alternances de dégradation et d'amélioration dans les camps nazis et plus encore les profondes disparités dans le traitement des différentes catégories de détenus, surpassant largement ce qu'on pouvait rencontrer en France, supposent d'user de précautions auxquelles est peu enclin un auteur qui n'hésite pas à affirmer que la condition des volontaires des compagnies de travailleurs étrangers est pire que celle des esclaves romains.

On comprend le sentiment d'injustice que peuvent ressentir des antifascistes à être ainsi traités en suspects, même si l'on se doute que Koestler n'est pas homme à trouver quelque circonstance atténuante dans la psychose de la Cinquième colonne. Dans le Roumain Klein, dessinateur en chaussure depuis sept ans en France, qu'on a interné à la Santé, puis, qu'à défaut d'expulser, on a libéré sans pour autant le régulariser suivant « la vieille et chère tradition française [de] tolérer semi-officiellement un état de chose illégal », et dans les 20 % de droits communs en majorité coupables d'infractions administratives, on reconnaît une dérive toujours actuelle et qui explique en grande partie la surreprésentation des étrangers dans nos prisons. Il y a aussi une série de cas dont on se demande parfois s'ils ne sont pas trop beaux pour être vrais tel celui du docteur Freeman, voisin de Koestler rue Dombasle à Paris, qui, à la nouvelle de la déclaration de guerre, interrompt sa cure dans un sanatorium suisse pour rentrer en France afin de s'engager et se retrouve à croupir à la Santé en compagnie des rats et des punaises<sup>306</sup>. Ou encore cet aviculteur belge installé près de Grenoble, dénoncé pour avoir nui à la Défense nationale en consommant un pigeon rôti, dont la mésaventure paraît encore plus absurde lorsqu'on pense à l'histoire des pigeons alsaciens racontée par Marc Bloch, exterminés en bloc par l'armée à la suite d'une incompréhension des ordres trop compliqués prévus en cas de mobilisation. Le bouquet, c'est un Allemand qui se serait déclaré nazi pour pouvoir rejoindre ses compatriotes prisonniers de guerre, mieux traités que les exilés politiques, et la quinzaine d'Italiens, sur les trois cents internés au Vernet, qui accepte la proposition de leur consul à Marseille de les faire élargir à condition qu'ils s'engagent dans les armées mussoliniennes.

Il est vrai qu'on ne sort pas assez vite du Vernet : Koestler peut faire état du *Völkischer Beobachter*, quotidien du parti nazi, qui ironise sur ses amis ayant réussi à le tirer des geôles franquistes mais pas encore du pays des Droits de l'Homme. Cependant il est libéré à la mi-janvier 1940 sur intervention de Malraux et d'un officier de l'Intelligence Service, et il reconnaît qu'une cinquantaine d'autres le furent après lui, dont son ami Albert des Brigades internationales. Si l'on ajoute un autre de ses amis, Mario, dont il signale la libération dans un article de 1942, cela fait trois personnes qui ont pu émigrer sur un groupe de cinq. D'autres eurent la possibilité de s'engager dans la Légion.

---

<sup>306</sup> Il a dû rentrer de façon vraiment précipitée ce vaillant tuberculeux, car il a été arrêté la veille du retour de Koestler dans la capitale.

4<sup>e</sup> PARTIE :  
L'OCCUPATION

*« Il parut vingt volumes sur les héros et héroïnes des pays envahis, vingt panégyriques également faux, également conventionnels. Qui entrevoyait une vérité s'en effarait et l'évitait avec horreur. La mode était au chauvinisme, il ne fallait pas heurter le public. » (Maxence van der Meersch, *Invasion 14*, 1935)*

## XVI LA DÉBÂCLE

« En 14, on disait *On les aura !* Eh bien maintenant, on les a ! » ironise Tristan Bernard.

En attirant l'armée française en Belgique et en fonçant à travers les Ardennes, Hitler tient sa première et dernière grande victoire. Il croit la Grande-Bretagne et les États-Unis gangrenés par la démocratie : il mise encore sur une paix séparée avec l'une, est persuadé de la non-intervention de l'autre. L'Oncle Sam ne décline-t-il pas depuis la guerre de Sécession, n'est-il pas miné par l'immigration massive de déchets raciaux juifs et slaves, mûr pour des désordres qui porteront au pouvoir la saine élite d'origine germanique ?

À la mi-juin 1940, Paul-Louis Weiller, le second des fils de Lazare, le plus lancé dans les affaires <sup>307</sup>, se replie à Angoulême dans l'espoir d'y réorganiser les productions de Gnome et Rhône : il loue le château de Fleurac afin d'y loger son personnel, et des carrières en vue d'y stocker les archives. Mais il doit se résoudre au bout de quelques jours à poursuivre son projet au Maroc.

Apprenant l'entrée des Allemands à Paris, Jenny Tuchmann, juive de Nuremberg, se suicide à Angoulême <sup>308</sup>.

À l'approche de l'ennemi, certains Espagnols ont fui comme le docteur Bosch, dont on perd la trace, et la députée socialiste Julia Alvarez Resano. D'autres, dans la crainte de bombardements, se sont réfugiés dans les grottes voisines des Alliers. Le petit Georges Pérez, d'Alcañiz, revenu au camp après avoir effectué les vendanges en octobre 1939 <sup>309</sup>, est l'un d'eux. Nuitamment, il assiste au défilé d'une unité mécanisée française fort bien équipée qui abandonne à proximité ses pièces de D.C.A., ses fusils-mitrailleurs <sup>310</sup>... Plusieurs Espagnols puisent dans cet arsenal et enterrent leur butin dans les bois voisins :

— Avec un camarade, raconte Georges, je vole un revolver. Comme nous en ignorons le fonctionnement, on fait partir le coup par inadvertance. Pris de peur, on enfouit l'arme et on ne pourra jamais la récupérer <sup>311</sup>.

Le 24 juin, veille de l'armistice, les Allemands entrent à Angoulême sans qu'un seul coup de feu soit échangé. Ils font grande impression par leur force, leurs chants, leur *Korrekttheit* (Correction). Pendant des mois, les militants communistes des Alliers ont propagé des bobards : les Français ont coulé un sous-marin allemand, torpillé un cuirassé ennemi... Maintenant, ils reconnaissent que les Alliés ont perdu la bataille mais soutiennent qu'ils remporteront la guerre... Qui les croit encore ? Qui comprend que ces vainqueurs pleins de superbe marchent droit vers la catastrophe ?

Chargé de mission au Musée des arts et traditions populaires, Marc Leproux a quitté Paris le 11 juin. Il arrive à Ruelle peu avant les Allemands et décrit un spectacle *déchirant* : « Je fus douloureusement surpris de voir l'état-major de la Fonderie de canons de la Marine attendre patiemment et en uniforme les premiers éléments de l'armée allemande. Attente prolongée des heures, se prolongeant même après le passage d'un side-car monté par deux Allemands qui regardèrent sans doute avec mépris ces personnages aux ors rutilants. » Un historien est même convaincu que des

---

<sup>307</sup> Après l'armistice de 1918, Paul-Louis Weiller avait favorisé le démarrage de la société L.T.T. (Lignes télégraphiques et téléphoniques) à Conflans-Sainte-Honorine avant d'assurer à partir de 1922 le redressement, puis la prospérité de la Société des moteurs d'avion Gnome et Rhône, qui deviendra lors de la nationalisation de 1946 la principale composante de la S.N.E.C.M.A. Une autre société Weiller, la C.I.D.M.A., pionnière des liaisons aériennes subventionnées avec l'Europe centrale et le Moyen-Orient, avait déjà été nationalisée en 1934 au sein d'Air France après avoir tenté de mettre le grappin sur l'Aéropostale à la faveur des difficultés de la banque Bouilloux-Lafont.

<sup>308</sup> Paul Lévy, *Élie Bloch : être juif sous l'Occupation*, Geste éditions, p.190.

<sup>309</sup> Ouvrier d'André Merceron, Chez Mathelimeau à Condéon.

<sup>310</sup> Sur la route du Petit Montbron à Puymoyen, près de l'éphémère aérodrome militaire de Ma Campagne.

<sup>311</sup> L'approche des Allemands aurait déterminé certains réfugiés à quitter les Alliers pour s'établir en ville comme M. Heredia, M<sup>me</sup> Vázquez et ses enfants qui aménagent à la maison *Mieux que rien*, rue de Basseau. La famille émigre après guerre au Venezuela sauf le jeune Raoul qui épouse une Française et trouve un emploi à la bijouterie industrielle Flamand (d'après M<sup>me</sup> veuve Raoul Vázquez). Ils ont eu quatre fils dont Jean-Marie, journaliste à *La Charente libre* puis à *Sud-Ouest* ; Jean-Paul, marié à Danielle Campos, qui a créé en 1984 une pâtisserie industrielle à Blanzac (Art-Pat-Gel) pour lutter contre l'invasion des productions étrangères ; et François, l'un des leaders du syndicat C.F.D.T. puis S.U.D. au Crédit agricole de la Charente.



communistes ont applaudi l'arrivée des Allemands mais a préféré le taire pour « ne pas nuire à l'unité d'action avec nos camarades de la C.G.T. » L'ennemi trouve un gros canon dernier modèle et des machines intactes qu'il n'aura plus qu'à déménager en Allemagne. Leproux relève malgré tout des actes de résistance isolés : Gérard Ferrand dérobe le drapeau français flottant sur l'établissement, puis s'empare d'une camionnette V8 à la barbe du vainqueur. Des jeunes gens tentent de saboter des avions stationnés sur l'aérodrome proche de Bel-Air. Dénoncés par une femme, traduits devant un tribunal militaire, ils ne devront la vie sauve qu'à la signature de l'armistice. Enfermés, ils sont libérés par un officier allemand qui leur déclare avoir fait la guerre d'Espagne et n'avoir jamais combattu les Français <sup>312</sup>.

Le fossé se creuse entre les hôtes de réfugiés espagnols eux-mêmes. L'instituteur Augustin Maurellet, dont l'épouse s'était occupée du vestiaire de La Combe-aux-Loups et qui avait été le candidat malheureux de la S.F.I.O. face à Déat, est à Angoulême le soir de l'armistice. Vers 19 heures, il rend visite à Rebeix : « Dès le seuil de la porte, rapporte Maurellet, la conversation s'engagea sur l'événement du jour et dès les premières paroles, il apparut que les deux hommes ont opté pour un camp différent. »

Le fabricant de moteurs électriques Marcellin Leroy pleure de rage. Avec ses ouvriers, il casse sa chaîne de montage pour obus de 75 qui lui avait coûté dix mois de travail acharné et qui tournait depuis seulement quinze jours.

André Rogerie n'a que dix-neuf ans. Il va acheter un kilo de clous de sabots dans une quincaillerie derrière le palais de justice, les bourre dans son guidon de bicyclette et va les semer sur la route de Bordeaux, ordinairement très fréquentée, ce jour-là presque déserte.

Les frères Robton, lycéens, et d'autres jeunes communistes collectent des armes abandonnées.

Un protestant de vingt ans, Gilbert Brustlein, mobilisé à l'Intendance d'Orléans, a reflué vers Poitiers sous les mitraillages italiens et a poursuivi jusqu'à Angoulême où il s'est réfugié à l'auberge de jeunesse. Il en sort après l'armistice, est aussitôt capturé et conduit dans une caserne où une foule de soldats attend passivement l'issue des événements. Les visites étant autorisées, il se fait amener un pantalon civil, ressort au milieu d'un groupe d'ajistes <sup>313</sup> et remonte à Paris <sup>314</sup>.

L'ancien brigadiste Gilbert Banlier a été capturé. Traversant Montreuil-Bellay avec une colonne de prisonniers, il s'engouffre dans un salon de coiffure et ordonne immédiatement en poitevin au merlan indécis de lui faire la barbe.

À son retour dans la Vienne, Jean Bernuchon, de l'escadrille *España* de Malraux, s'est beaucoup occupé des réfugiés républicains. En 1940, il est capturé mais s'en sort moins bien que Banlier. C'est une forte tête. Les Allemands l'enverront au camp disciplinaire de Lübeck. Il survivra.

Le 19 juillet, le préfet Malick prélève 2.000 F dans la caisse noire des secours d'urgence aux réfugiés et les donne à Charles Rickard, chef de son cabinet et responsable des réfugiés espagnols, dont l'épouse est juive, avec l'ordre de passer en zone non-occupée <sup>315</sup>.

Alors qu'à Poitiers, le camp de la route de Limoges s'est vidé devant l'avance ennemie <sup>316</sup>, celui des Alliers sert d'asile aux volontaires des C.T.E. en déroute et autres réfugiés en déshérence. Son effectif passe de 822 le 5 avril à 1.509 fin juillet, parmi lesquels 818 personnes arrivées depuis le 18 juin, dont 786 hommes <sup>317</sup>. Parmi eux, José Nates Gallo <sup>318</sup> et Ramón Milà : encerclé à Orléans avec

---

<sup>312</sup> Cf. *Ami entends-tu ?* de Guy Hontarrède qui a participé par la suite à une commission montée par l'Office des anciens combattants ayant rejeté cet épisode au motif qu'il serait le fruit d'une affabulation de l'un de ses acteurs. Pourtant, il avait été relaté après guerre dans *Nous les terroristes* par Marc Leproux qui avait quelque titre à le faire puisqu'un de ses deux fils était dans le coup (ce qu'il tait pour ne pas en tirer gloire). Et nous verrons plus loin l'intervention aux Alliers d'un officier qui s'adressera en espagnol aux réfugiés en louant le courage des républicains et qui pourrait bien être le même que celui qui a élargi les jeunes saboteurs de Bel-Air.

<sup>313</sup> Ajiste : membre des auberges de la jeunesse.

<sup>314</sup> Gilbert Brustlein, *Chant d'amour d'un terroriste à la retraite*. Paris, 1989, 285 p.

<sup>315</sup> Il devint chef du cabinet du préfet de la Savoie (1940), sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois en Haute-Savoie (1942), d'Albertville en Savoie (1943), de Bernay dans l'Eure (1943), puis secrétaire général du Var (1947), de la Somme (1949), sous-préfet de Thonon en Haute-Savoie (1953), de Roanne (1956), préfet du Lot (1963), d'Eure-et-Loir (1967) et de Seine-et-Marne (1969). Il part en retraite en 1975 pour pantoufler comme président de la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône et administrateur de Scetauroute. Il a publié deux romans policiers : *Les Quatre doigts de la main* et *L'Inconnu de Pampelonne*. Il est décédé il y a quelques années.

<sup>316</sup> Roger Picard, *Hommes et combats en Poitou 1939-1945*. Martelle, 1994, p. 83.

<sup>317</sup> Tant ces données que les témoignages laissent supposer que les deux C.T.E. dont l'ingénieur de la Poudrerie avait annoncé le 15 avril à Soulier la venue d'un jour à l'autre ne sont jamais arrivées.

Joël Giraud a recensé environ 1.500 groupes ayant fait étape à Confolens au moment de la débâcle dont 11 espagnols, tous inconnus de nous (*Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*. Éd. La Pêruse, Ruffec, 1994, p. 44, 272-5).

<sup>318</sup> Cf. *Hispania*, bulletin de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques, 1976, n° 55 et novembre-décembre 1997, n° 25.

sa C.T.E. en repli, il s'échappe avec des amis à la faveur de la nuit et marche jusqu'à Angoulême <sup>319</sup>. Employés de ferme dans le Loiret, les frères Suau descendent vers Bordeaux, sont refoulés au sud de Libourne, échouent aux Alliers. Dolores Sangüesa, qui aide nuit et jour au service, confirme :

— Les Espagnols de passage sont envoyés aux Alliers pour le gîte et le couvert et les volontaires des C.T.E. perçoivent une indemnité de 50 centimes par jour au bureau militaire de l'hôtel de ville où officie le fils cadet de l'inspecteur Soulier <sup>320</sup>. C'est avec cette vague qu'est venu mon futur beau-frère, Manuel Ordax, ancien garde de la généralité de Catalogne.

Pour les *anciens* d'Angoulême, les hommes surtout, la débâcle constitue un véritable piège. Les usines et les chantiers s'arrêtent. Privés des ressources nécessaires au paiement de leurs loyers, nombre d'entre eux doivent revenir loger au camp.

Un jour de juillet, vers 18 heures 30, Dolores Sangüesa voit les Allemands faire irruption aux Alliers avec camions et chenillettes et cerner le camp, mitrailleuses au poing (Georges Pérez évoque des mitrailleuses en batterie aux quatre coins). Ils viennent procéder à une fouille en règle à la recherche d'armes. Ils font évacuer les baraques et rassemblent tout le monde sur la place, les hommes côté cuisines, les femmes et les enfants côté bureau. De la fenêtre de celui-ci, Dolores observe la file qui s'allonge à vue d'œil devant les W.C. Pilar Claver habite dans la même baraque que les Tsiganes et entretient les meilleurs rapports avec eux. Ils ne craignent pas d'être fouillés et se proposent pour dissimuler les documents compromettants ou se charger des enfants en cas de malheur <sup>321</sup>. L'opération terminée, un Allemand s'adresse aux Espagnols dans leur langue :

— Vous avez été dénoncés pour détention d'armes par des salauds de Français, leur explique-t-il en substance. Heureusement pour vous, nous n'avons rien découvert, sans quoi c'eut été terrible. Les républicains espagnols ont fait preuve d'un grand courage, nous leur rendons hommage <sup>322</sup>.

Pour Dolores Sangüesa, le premier responsable n'est autre que Soulier. Une première fois, les soldats de la garde s'étant, à l'instigation de l'ancien vaguemestre Pényl, enfui par les bois de Saint-Martin à l'approche des Allemands en abandonnant leurs armes sur place, Soulier les aurait portées à la *Kommandantur* en compagnie d'un Espagnol, Abelardo M., considéré comme un peu bizarre par une partie des réfugiés mais qui passait pour très instruit et parlait plusieurs langues, dont l'allemand. Ensuite, Soulier aurait menacé les volontaires espagnols en débâcle, qui souvent ne faisaient que transiter, de leur couper les vivres. La réplique n'aurait pas tardé :

— On a travaillé et on s'est battu pour la France, maintenant on nous refuse à manger. On va te balancer sur la voie ferrée avec ta bagnole.

Absent du camp lors de la descente allemande, le *commissaire* aurait été pressé de questions dès son arrivée le lendemain matin :

— J'ai été menacé, aurait-il répondu, il fallait bien que je me défende.

Travaillant aux cuisines du camp, la mère de Georges Pérez est traumatisée par cette descente. Elle s'empresse de trouver un emploi de cuisinière dans un bordel de la rue des Acacias et loue bientôt un logement à proximité.

À Cognac, l'armée a évacué sans combat la base de Châteaubernard le 22 juin.

— Auparavant, assure José Alfarràs, une partie de la C.T.E. avait été repliée à Gurs. Plus tard, j'ai retrouvé à Lorient des camarades que les Allemands avaient ressortis de Gurs pour les envoyer à la base sous-marine.

---

<sup>319</sup> Ces deux témoignages sont cités par Montserrat Roig. Voir aussi Pilar Claver *in* Neus Català, *op. cit.*, p. 140. et récit d'une débâcle en train de Montreuil-Bellay jusque vers Niort (probablement le camp de Chizé près de Beauvoir), puis à pied jusqu'à Montauban *in* Eduardo Pons Prades, *Mourir pour la liberté*, pp. 224-5.

<sup>320</sup> *Arrivaient des gens sans point d'attache* (sin rumbo), *qui avaient fui d'autres endroits : des compagnies de travail... ! Quel désastre !* dit Pilar Claver (*Memorias del olvido*).

Même chose selon Jacinto Cortés qui confirme le versement d'indemnités à l'hôtel de ville (M. Roig, *op. cit.*, pp. 65-68) (La suite du témoignage est très confuse et confond manifestement l'avant et l'après débâcle. Il est question de distribution aux enfants de chocolat et de confiture par les Allemands alors que José Nates Gallo dit exactement le contraire : « La nourriture était rare et pour l'obtenir, il fallait faire la queue. Cela paraissait étrange parce qu'à cette époque, les Allemands se gointraient » (*Hispania*, novembre-décembre 1997).

Aucun registre n'a été conservé dans les archives municipales.

<sup>321</sup> Neus Català, *op. cit.*, p. 141 et entretien avec l'auteur.

<sup>322</sup> À la Libération, une employée de la préfecture aurait raconté à Pilar Claver qu'un prêtre espagnol, peut-être basque, était venu dénoncer la présence de réfugiés en armes.

— Ils ont eux-mêmes réclamé leur renvoi à Gurs, rectifie Léonard Fernández. En juin 1940, lui-même ne tient ni à retourner dans les Basses-Pyrénées, ni à rencontrer les Allemands. Avec un groupe d'une trentaine de camarades, il décide de fuir à pied vers Bordeaux dans l'espoir de s'embarquer pour l'Angleterre. Au bout de quelques kilomètres, ils sont interceptés par la gendarmerie à Salles-d'Angles, passent la nuit à la prison de Cognac et sont ramenés le lendemain au camp de Genté.

D'autres ont réussi à gagner Bordeaux et vainement tenté de s'embarquer pour le Mexique. Un certain Jimeno, ancien carabinier, aurait même provoqué un incident en se heurtant à l'épouse d'un homonyme dont il avait usuré l'identité.

José Goytia reproche aux autorités d'avoir refusé de les laisser partir à l'approche des Allemands sous prétexte qu'elles n'avaient pas reçu d'ordre. Avec des camarades, il tente de s'emparer d'un avion pour fuir en Angleterre. Finalement, il embarque dans un camion qui met le cap au sud, est contraint de contourner Bordeaux et arrive à Bayonne. Là, le groupe accepte d'être conduit à Gurs sauf cinq hommes dont Goytia qui s'emparent de vélos avec l'intention de monter à Paris et s'arrêtent finalement à Cognac <sup>323</sup>.

Pour sa part, le tailleur Jesús Gómez s'est tout simplement dissimulé à Genté *dans un trou*, puis il a dégoté un emploi à Salles-d'Angles chez un antiquaire tchèque servant d'indicateur aux Allemands.

Après avoir cherché sans succès du travail dans les fermes des environs, José Alfarràs entre dans un refuge avec trois camarades pour demander du pain :

— Êtes-vous français ?

— Non, mais on a autant faim que les Français

— Ici, ce n'est prévu que pour les Français

— On était bons à terrasser pour l'État français mais on n'est pas dignes de bouffer. Voulez-vous un titre à la une du journal : *Des Espagnols arrêtés pour avoir volé du pain ?*

L'interlocuteur aiguille finalement le groupe vers la maison de l'épouse d'un instituteur de l'école du centre qui offre des chambres vides avec des paillasses <sup>324</sup>. José reste là quelque temps avec Eusebio Pérez tandis que ses camarades Antonio Cuadra et Alejandro Sostres trouvent asile chez leurs fiancées.

On dit que Lucien Vallina a pleuré de rage en voyant les Allemands : deux défaites coup sur coup, c'est beaucoup pour un homme.

À la mi-mai, on s'est remis à interner les suspects. Sous l'effet de l'arrivée d'Allemands et Autrichiens, l'effectif de La Braconne remonte à près de 500. Devant l'avance ennemie, on les évacue vers le Midi. Alors qu'il venait d'achever *Le Zéro et l'infini*, Koestler a été pris dans la rafle parisienne mais le brandy Courvoisier lui ayant donné le courage du bluff, il évite l'internement au stade Buffalo, se cache chez des amis <sup>325</sup>, puis atterrit après diverses tribulations dans les environs de Gurs où il apprend le suicide par noyade dans le gave d'Oloron de Carl Einstein, neveu du physicien, installé en France depuis les années 20 et auteur d'un ouvrage remarqué sur l'art nègre.

Au Vernet aussi, le commandant a refusé d'ouvrir les portes, et même de détruire les dossiers des plus compromis : c'est par centaines que les réfugiés austro-allemands sont ainsi livrés à l'ennemi en vertu de l'article 19 du traité d'armistice. Selon Koestler, le Grand Reich, magnanime, n'aurait exigé en une année, par petits paquets, qu'une trentaine d'opposants <sup>326</sup> dont l'ancien brigadiste autrichien Hermann Langbein, futur auteur de l'excellent *Hommes et femmes à Auschwitz*, et neuf officiers républicains espagnols <sup>327</sup>. En revanche, les Allemands auraient ouvert un bureau de la Todt et recruté un millier de volontaires.

Déjà Koestler diagnostique. Dans les erreurs du grand état-major obnubilé par sa ligne Maginot, incapable de prendre l'offensive quand il en aurait été encore temps, sourd aux innovations dans le domaine des chars et de l'aviation, il détecte le repli d'une vieille nation sur des modes de vie dépassés. Son tableau de Roquebillière durant l'été 1939 fait penser à une notation de Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite* : « Ce qui vient d'être vaincu en nous, c'est précisément notre chère petite

<sup>323</sup> *Memorias del olvido*, pp. 99-100.

<sup>324</sup> Au 17 bis, rue de l'Industrie à Cognac.

<sup>325</sup> Henri Membré, du Pen Club, et Adrienne Monnier

<sup>326</sup> Koestler, article pour *l'Evening Star* (juin 1942) repris dans *Le Yogi et le commissaire* (1947).

<sup>327</sup> Selon M. Roig, *op. cit.*, p. 87.

ville », celle même dont la stagnation préoccupait déjà trente ans plus tôt un Daniel Halévy<sup>328</sup>. Il critique une nation possédant des colonies mais pas d'empire, faute d'un esprit commerçant à l'anglaise. Pourtant, si la France a pris conscience de son empire, c'est bien durant l'entre-deux-guerres, ne serait-ce que par suite de la perte de zones traditionnelles d'investissement comme la Russie et l'empire ottoman. Et cette ère coloniale, avec ses marchés protégés, a sans doute contribué à ralentir la modernisation industrielle de la France davantage que son goût pour le pain et le vin. Bien sûr, Koestler accorde des circonstances atténuantes à son pays d'adoption, comme le traumatisme de la Grande Guerre dont il n'est pas sûr qu'il prenne toute la mesure. On le suit volontiers lorsqu'il s'étonne de l'inertie des unités chargées de construire des défenses : au printemps 1940, Pierre Taittinger lui-même s'était inquiété de leur insuffisance dans le secteur de Sedan, s'attirant une réponse ironique du général Huntziger qui, devenu ministre de la Défense de Vichy, tentera d'en soustraire la trace dans les archives. Mais il n'est pas sérieux de prétendre que tout le monde connaissait à l'avance le plan allemand alors qu'il fut changé début 1940. Encore moins d'écrire que la France n'a eu qu'un millier de tués en mai 1940 alors qu'on a dépassé les 80.000 en moins de deux mois, plus qu'aux pires moments de la Grande Guerre. Quant aux vieilles histoires de ponts sur la Meuse qui n'auraient pas sauté, Paul Reynaud est revenu sur ces accusations deux jours après les avoir portées.

La France n'aurait rien fait pour la Pologne alors qu'elle prétendait faire la guerre pour les Polonais. Mais force est de constater qu'en tout état de cause, pour des raisons géo-stratégiques, le poids principal du sauvetage de la Pologne ne pouvait que reposer sur l'U.R.S.S., ce dont Varsovie ne voulait entendre parler à aucun prix, au point même de refuser que l'Armée rouge traverse son territoire pour se porter éventuellement au secours de la Tchécoslovaquie. Quant au reproche adressé à Paris de s'être limité à une aide symbolique à la Finlande attaquée en novembre 1939 par l'U.R.S.S., on tombe en plein vaudeville car c'est Londres qui a freiné des quatre fers et pour d'excellentes raisons : ne pas se mettre à dos un second ennemi, d'autant qu'à brève échéance, il pouvait se retrouver à nos côtés ! Et pas un mot contre la Belgique qui s'était proclamée neutre ou contre l'isolationnisme américain.

Koestler a vécu cette époque en paria. Sa force est de présenter la xénophobie comme un signe de l'affaissement moral du pays et comme un élément constitutif de sa défaite (dans la mesure où elle l'a privé d'appoints précieux). Mais la France de 39-40 était-elle plus xénophobe que celle de 1914 ? La *Lie de la terre* s'achève sur la chronique d'un pays défait où règnent l'illusion d'une normalisation sous la botte allemande, le poison de l'antisémitisme, l'égoïsme casanier et le regret que la flotte ne se soit pas sabordée à Mers-el-Kébir. Un pays où triomphe le pétainisme que Koestler dénonce aussitôt comme un *fascisme stérile*, hostile à 1789, antisémite et moralisateur.

En tout cas — avant de réussir à s'embarquer à Marseille à la mi-août, de gagner Lisbonne (où il fera une tentative de suicide) et de toucher les côtes anglaises (où il sera quelque temps incarcéré) —, Koestler détecte en France des germes d'un regain (subordonné à une victoire britannique car il ne pressent pas le choc prochain germano-soviétique ni l'intervention américaine). On commence à parler de Pétain-le-Gaga, à brocarder la politique de collaboration : « Plus on leur lèche le cul, plus ils nous chient dessus. » Le 2 août, Koestler est invité chez un maire pour écouter la B.B.C. Le 4, il mentionne de Gaulle pour la première fois. Une nouvelle page commence à s'écrire. La précédente peut se résumer ainsi : « Les antifascistes étaient évidemment gênants dans une guerre contre le fascisme. Nous étions les *Indésirables*. »

---

<sup>328</sup> Cf. *Visites aux paysans du Centre*.

## XVII LE PIÈGE

Poitou-Duplessy, l'ami de Franco, a bien failli s'embarquer au Verdon sur le *Massilia*. Mais le 10 juillet, il est à Vichy avec Déat et les autres parlementaires charentais qui votent tous les pleins pouvoirs à Pétain, sauf deux absents, Réthoré et James Hennessy. Ce dernier se rattrapera en présidant l'ersatz de conseil général que va être le conseil départemental. Jacques Chardonne donne une nouvelle version du *Bonheur de Barbezieux* : « J'aimerais mieux vous avoir invités, déclare un paysan charentais, ancien de Verdun, à un colonel allemand. Mais je ne peux rien changer à ce qui est. Appréciez mon cognac, un fameux 1820 ; je vous l'offre de bon cœur <sup>329</sup>. » « Il faut refaire la France à la base, proclame Taittinger dans *Le Matin charentais* du 1<sup>er</sup> août, lui redonner une foi, une morale, un esprit religieux. L'heure n'est plus de prêcher les Droits de l'Homme ». Et d'adhérer le mois suivant au comité de rassemblement pour la Révolution nationale créé par Doriot. Marx Dormoy déteste Laval et fait partie des 80 qui refusent les pleins pouvoirs à Pétain, ce qui lui vaut d'être interné au château de Chazeron, près de Châtelguyon, avec Daladier, Paul Reynaud et autres Léon Blum.

La chasse aux *unerwunschten* (indésirables) commence. Le 13 juillet, l'*Oberkommandant* Fischer von Werkerstahl ordonne de Bordeaux le regroupement des Espagnols rouges de Charente dans un camp proche d'une voie ferrée pour les livrer aux autorités franquistes <sup>330</sup>. Le 28 juillet, la Sûreté nationale demande au préfet Malick, en application d'un ordre des autorités d'occupation transmis par de Brinon <sup>331</sup>, de *diriger Espagnols signalés par télégramme du 23/7 sur Dordogne en avisant préfet de ce département du lieu d'arrivée des intéressés*. Le 29, Malick annonce à son collègue de Périgueux l'envoi d'environ 2.000 réfugiés en le priant de fixer le lieu d'entrée en zone non occupée. Ce sera Nontron. Le 2 août, il précise à l'intention du commissaire central Couillaud les catégories visées : le plus grand nombre de ceux qui sont hébergés aux frais de l'État et qui sont inscrits sur les listes d'allocation, et plus spécialement ceux considérés comme dangereux pour l'ordre public. Par contre, ceux qui vivent de leur travail pourront rester, à condition que leur présence n'entrave pas le remplacement des démobilisés français. En dépit des apparences, il s'agit donc de restrictions.

Le 8 août à Angoulême, un soldat allemand est blessé à la tête à coups de bâton, à l'angle de la rue Gambetta et de la rue des Piétons. Malick menace. Bien plus tard, l'acte sera attribué à des Espagnols qui en auraient profité pour s'approvisionner en armes, mais rien n'est moins certain <sup>332</sup>.

Le 17 août, parlant toujours de départ en zone libre et omettant les individus supposés dangereux pour l'ordre public, le préfet ordonne au commandant de gendarmerie de procéder à un recensement

---

<sup>329</sup> *Chronique privée de l'an 40*. Extraits dans *La N.R.F.* de décembre 1940. Repris dans *Attachements* (chronique privée), édition collective, revue et définitive, Stock, mars 1944. Commentaire de Guéhenno : « Chardonne, plus abject et moins habile [que Drieu] touche au sublime de la flagornerie. » Paulhan : « abject de faiblesse et de lâche. »

Jacques Boutelleau dit Chardonne était l'héritier d'un domaine d'une quarantaine d'hectares au Guéry près de la gare de Saint-Médard de Barbezieux, acquis par ses ancêtres sous la Révolution (cf. Ardouin-Dumazet, *Voyage en France. Les Charentes et la plaine poitevine*. Berger-Levrault, 1898, pp. 110-115).

<sup>330</sup> D'après une lettre de Malick en date du 18 décembre 1941 (A.N. F7 15 096). Voir aussi le rapport du sous-préfet de Cognac au préfet Malick en date du 20 août 1940 : « [...] ces Espagnols "rouges" dont l'élimination était prescrite par l'ordonnance de l'Armeeoberkommando 7 du 13 Juillet 1940 [...] » (AD16 1M240).

<sup>331</sup> Rédacteur en chef du *Journal des débats*, co-fondateur du Comité France-Allemagne, marié à une juive consacrée « aryenne d'honneur », il introduit Laval auprès d'Abetz en juillet 1940 avant d'être nommé par lui délégué général de Vichy à Paris en remplacement du général de La Laurencie (décembre 1940), puis secrétaire d'État à la vice-présidence du Conseil (avril 1942).

<sup>332</sup> Guy Hontarrède a attribué cet acte à Francisco López et aux deux frères Carrión (*Ami ?* pp. 92, 293), puis aux seuls Carrión (*Clairière*, avril 1998), sur la foi des déclarations de ces derniers. Dans un premier temps, il était question de récupération d'un revolver, dans un second de plusieurs armes... Sur les quatre proches compagnons de résistance des Carrión que nous avons interrogés, aucun n'avait entendu parler de cet exploit et encore moins d'armes, dont la pénurie était notoire.

général, hors ceux qui possèdent un récépissé de carte d'étranger ou un emploi stable depuis au moins deux ans <sup>333</sup>.

Le 20 août au matin, les Allemands débarquent aux Alliers et procèdent en douceur <sup>334</sup>. Les réfugiés s'attendent à être transférés en zone libre et se laissent conduire jusqu'à la gare. Roberto Domínguez les voit défiler avec leurs balluchons rue de La-Rochefoucauld devant la fonderie Cordebart : le cortège avance lentement et il reconnaît plusieurs collègues, dont un Asturien qu'il tente de convaincre de revenir travailler à la fonderie. Son collègue préfère réintégrer le groupe :

— Ils sont partis comme des moutons, lâche-t-il songeur, reprenant sans le savoir une expression de José Alcubierre.

L'inspecteur Soulier emmène Dolores Sangüesa en voiture jusqu'à la gare. Les Allemands sont postés sur le quai tandis que les policiers français, en tenue et en civil, forment un cordon de sécurité sur les voies. Dolores réalise le dénombrement des partants en passant devant chaque wagon et en demandant le compte au premier adulte venu :

— Au total, 920 et quelques, déclare-t-elle spontanément plus d'un demi-siècle après.

Ce que confirme un billet conservé aux archives départementales sur lequel est inscrit au crayon : 437 femmes et enfants, 490 hommes <sup>335</sup>. Soit 927 personnes, loin du chiffre de 2.000 annoncé par le préfet quelques semaines plus tôt et retenu par certains historiens <sup>336</sup>.

José Alcubierre, quatorze ans à l'époque, a oublié à peu près tout du grand voyage. Le train est composé de wagons de marchandises ou de wagons à bestiaux <sup>337</sup> : les réfugiés n'y sont pas comprimés comme le seront de plus en plus les déportés au fil des années et des pénuries croissantes, mais ils ne peuvent voir la direction que prend le convoi. Beaucoup se réjouissent de se rapprocher de la frontière espagnole. L'aîné des Cortés espère descendre à Montauban afin d'y chercher de la nourriture. Il faut peu à peu se rendre à l'évidence : le voyage s'éternise et on ne roule pas vers le sud. Montserrat Roig parle d'une escale à "Salsbrück", ville hybride d'Innsbrück et Salzburg ? Ou Sarrebruck ? Quand les portes s'ouvrent enfin, les voyageurs lisent le nom d'une petite ville inconnue d'Autriche, située au bord du Danube, à 25 km en aval de Linz et à 145 km en amont de Vienne : Mauthausen.

Qui savait ? Les seuls documents écrits dont nous disposons sont les instructions du préfet qui parle jusqu'au bout de départ en zone libre. Restent les témoignages : plusieurs réfugiés ayant échappé au convoi se déclarent redevables à telle ou telle personne de leur avoir évité le pire, voire prétendent avoir su que le train partait en « Allemagne ». Mais le risque est grand de reconstitutions *a posteriori* et de confusion entre les opérations de recensement et les ordres de départ. Il faut encore se méfier des étalages de protections par lesquelles les individus cherchent à la fois à se rassurer et à se valoriser.

Antonio G., quinze ans à l'époque, attribue le sauvetage de sa famille à un voisin de palier, M. Becker, ancien champion de catch originaire de Sarreguemines qui faisait office d'interprète entre les évacués mosellans et les Allemands : « Lorsqu'il apprit la nouvelle de ce qui se préparait pour notre famille, il intervint immédiatement auprès de la Kommandantur pour empêcher notre déportation en Allemagne. » Toutefois, ce témoin parle auparavant de ce convoi comme étant le *premier* alors qu'il fut le seul, et en lui attribuant une destination *inconnue*. D'autre part, les membres de sa famille avaient trouvé toutes sortes d'emplois depuis septembre 1939, ce qui les rangeait parmi les exemptés.

---

<sup>333</sup> Faisant référence au procès en cours contre Papon pour son rôle dans la déportation des juifs de Bordeaux, un ancien déporté du 24 août, José Nates Gallo, s'est déclaré victime de la « complicité entre les xénophobes français de cette époque, les autorités franquistes et ceux qui exécutèrent cette triple complicité : les Allemands » (*Hispania*, novembre-décembre 1997). L'association des deux affaires nous paraît infondée et la triple complicité non prouvée.

Par ailleurs, on a prétendu qu'au début d'août 1940, les autorités allemandes avaient convoqué les Espagnols pour procéder à un tri : les uns, repérés grâce à des espions franquistes, avaient été déportés, d'autres rapatriés, les troisièmes embauchés pour peu qu'ils présentent des garanties d'un anti-fascisme modéré, parfois le simple témoignage d'un camarade. (Hontarrède, *Ami* ? pp. 291-2). Nulle part, pas plus à Angoulême qu'ailleurs, les Allemands n'ont procédé à des contrôles politiques avant embauche. D'ailleurs, la plupart des communistes espagnols ont été recrutés sans difficulté, y compris des déserteurs du Mur de l'Atlantique, l'occupant se réservant même l'usage exclusif de spécialistes qui recevaient une carte de travail *ad hoc*.

<sup>334</sup> Seule Pilar Claver a parlé d'une opération menée par la gendarmerie française (N. Català, *op. cit.*, p. 141). Les autres témoins parlent d'Allemands (Nates Gallo, Juan Sitja...) ou ne se prononcent pas.

<sup>335</sup> A. D. Charente 1 M 240.

<sup>336</sup> Cf. en annexe : critique de diverses affabulations sur ce convoi.

<sup>337</sup> Montserrat Roig affirme qu'il s'agissait d'un train normal de voyageurs (pp. 67, 141), puis le décrit comme un train de marchandises (p. 143).

Tel autre réfugié avait fini par être recruté en décembre 1939 par le fabricant de moteurs électriques Marcellin Leroy dont l'usine de Sillac était voisine du camp des Alliers. Peu après, il avait loué un appartement rue Saint-Ausone, puis avait fait embaucher sa fille. Un de ses fils explique :

— Mon père fut averti par le père Leroy d'une rafle en vue « d'un convoi pour l'Allemagne. » Un collègue, M. Nadeau, nous a hébergés à son domicile pour nous protéger. »

Qu'en conclure ? Le départ n'était un secret pour personne et la main d'œuvre était précieuse...

Le *commissaire* Soulier a poussé des personnes à quitter les Alliers et à s'établir en ville. C'était sa politique depuis plusieurs mois et il avait toutes les raisons de la relancer devant l'afflux de volontaires des C.T.E. en débâcle. A-t-il voulu de cette façon protéger des républicains qu'il connaissait de longue date par opposition aux derniers arrivés ? Certains faits sont troublants : plusieurs réfugiés n'ont quitté le camp que quelques jours ou quelques heures avant le moment fatal. M<sup>me</sup> Ugalde, qui faisait des ménages au dépôt des Brasseries de l'Atlantique, déménagea avec ses deux enfants dans un garage de cette société, puis, après le départ du convoi, revint quelque temps loger aux Alliers.

Karmelia Orue, qui avait alors vingt ans et ne possède que des souvenirs approximatifs du convoi, rapporte que sa famille avait reçu une convocation de la préfecture en prévision du départ. Elle s'y rendit, découvrit qu'il y avait foule et croisa dans l'entrée le *commissaire* Soulier :

— Que fais-tu là, m'apostropha-t-il. Rentre chez toi et cachez-vous quelques jours ?

Je le connaissais peu mais il connaissait bien ma sœur qui avait été internée à La Combe-aux-Loups et aux Alliers. J'ai donc obéi.

Il est possible que les convocations aient été envoyées de manière large et que Soulier ait jugé que cette famille ne répondait pas aux critères restrictifs fixés par le préfet.

Une dame soutient avec aplomb avoir été avertie de la destination :

— Par qui ?

— Par l'interprète, Dolores Sangüesa.

Or celle-ci précise bien avoir ignoré la destination tout en dissuadant de nombreux compatriotes de partir, à commencer par ses parents :

— Je leur avais fermement conseillé de ne pas obtempérer, raconte-t-elle. Le 20 août, le commissaire François et ses policiers municipaux ont invité les miens à faire leurs bagages. Mon père était au travail. Ma mère a refusé. Ils n'ont pas insisté, mais une autre personne dans notre immeuble est partie.

C'est seulement à la gare, au moment où le train s'ébranlait, qu'elle aurait entendu les commissaires spéciaux Couillaud et Verdier reprocher en termes vifs à Soulier, qu'ils n'auraient guère apprécié, d'avoir dissimulé la véritable destination du convoi, même à son interprète.

Mais Soulier la connaissait-il vraiment ? Et à supposer qu'il l'ait connue, pouvait-il imaginer le sort qui attendait ses anciens pensionnaires ? Alors que des personnes éloignées des sources d'information échappèrent au convoi, d'autres, amis du *commissaire* se résignèrent au grand départ, tels le professeur Muñera, malgré les mises en garde d'Isaac Orue, ou l'institutrice Alicia Coiduras. Fin 1939, alors qu'elle était bonne à la campagne<sup>338</sup>, elle avait en vain tenté de faire sortir de Bram son père, un vétérinaire de cinquante-deux ans. Un peu plus tard, devenue dactylo au bureau des Alliers, elle avait obtenu satisfaction. Elle partit avec son fiancé, mutilé de guerre, et avec son père auxquels l'épreuve fut fatale. Et si des informations avaient filtré, on peut se demander comment plus de 900 personnes se seraient laissées abuser sans opposer la moindre résistance.

Le témoignage-surprise d'un autre acteur du drame apporte une pièce capitale au dossier. Un jour du printemps 2000, Dolores Sangüesa a cru reconnaître à la gare routière d'Angoulême le fils aîné du *père* Soulier qu'elle n'avait pas vu depuis un demi-siècle. Au premier coup de fil, nous retrouvons l'homme qui a fait lui aussi carrière dans la police et qui est âgé maintenant de quatre-vingt-onze ans. On évoque les rapatriements de la rentrée 1939, le souci d'Aristide Soulier de s'informer du sort de ses anciens protégés rentrés en Espagne :

— Nous agissions selon notre conscience. Mon père était un brave homme<sup>339</sup>.

— Je crois que votre père était franc-maçon. J'ai un certificat signé de lui avec les trois points.

— Oui, nous étions de gauche et pacifistes.

— Socialistes ?

— Non, communistes.

<sup>338</sup> Chez Maurice Brun à Villars-de-Mérignac (ouest-Hiersac) en compagnie d'Anita Coll.

<sup>339</sup> « *Era una buena persona* », dit aussi Pilar Claver (*Memorias del olvido*, p. 92).

— Communistes !  
— Oui, c'était l'idéal à l'époque.  
— Mais l'adhésion au Parti était incompatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie.  
— Oui, il avait eu à choisir et il avait opté pour le Parti [mais visiblement, il continuait à cultiver les solidarités maçonniques]. Moi aussi, j'ai demandé à adhérer à la maçonnerie mais cela m'a été refusé. J'ai été jugé indigne [il s'en amuse].

Nous en venons au grand départ :

— Votre père savait-il que le convoi d'août 1940 partait pour Mauthausen ?  
— Non, on pensait qu'il allait en zone libre. Moi, j'étais policier à l'époque et j'étais à la gare au moment du départ. On avait répandu de la paille sur le plancher des wagons de marchandises. Or, les Allemands ont entassé les Espagnols dans les wagons de tête en laissant vides les wagons de queue. Il faisait très chaud [Dolores Sangüesa le confirme]. Certains Espagnols ont voulu descendre pour aller chercher de l'eau. Les *Feldgendarmes* les en ont empêchés. J'ai protesté de façon assez véhémement mais un camarade qui parlait allemand m'a dit de me calmer car ils risquaient de m'arrêter aussi.

Roberto Domínguez faisait partie d'une équipe d'électriciens qualifiés que Cordebart avait conservés pour procéder à l'entretien du gros matériel pendant la période de chômage forcé ayant suivi la débâcle. De la sorte, il avait pu éviter le retour au camp avec sa famille. Il avait reçu une convocation mais n'y avait pas déféré :

— Un camarade plus ancien, Carmelo, boulanger à Saint-Cybard, me l'avait déconseillé. Nous étions communistes : on se méfiait des Français comme des Allemands.

Carmelo, n'ayant pas reçu de convocation, supposait avoir été oublié. Pourtant, il figure bien dans les registres et l'on sait même qu'il sortait de Bram et avait été hébergé route de Bordeaux chez une femme de ménage d'origine espagnole : il est possible qu'un bureaucrate quelconque ait jugé préférable de ne pas semer le désordre dans la boulange.

Les motifs de résistance les plus simples sont aussi les plus crédibles.

Le témoignage de Pilar Claver est fluctuant : elle a d'abord soutenu qu'on avait demandé aux volontaires de s'inscrire pour partir en zone libre : « Le fait de s'inscrire en groupe m'a interrogée <sup>340</sup>. » Puis elle avoue : « Le chef de camp nous dit que ceux qui travaillaient n'étaient pas forcés d'y aller. Je dis à ma mère que le mieux était que nous restions. On se rendit compte qu'il y avait quelque chose d'anormal. Nous décidâmes de rester au camp avec d'autres dames. »

Après treize mois dans les camps du Midi, Paco Ríos était arrivé aux Alliers en mars 1940 pour travailler comme menuisier de Chapelon & Gervais à la construction du camp pour Annamites de Basseau. À l'annonce du convoi, il se méfie et va loger avec la famille Lara quelques centaines de mètres plus loin dans une cabane construite en traverses de chemin de fer près de l'intersection de la route de Bordeaux et de la voie ferrée. Ils y font du feu. Un jour, il se propage aux traverses goudronnées et la cabane est réduite en cendres.

Plusieurs familles passent trois jours et trois nuits dans les locaux du *Mickey dancing*, voisin du camp.

À Ruelle, M<sup>me</sup> Navarro Segrelles, qui avait cru son mari mort dans la destruction d'un pont sur l'Èbre, venait de se fiancer à un Français avec lequel elle refera sa vie. Elle refuse également de partir :

— Je me suis dit, je n'y vais pas. Et ma patronne me soutint.

Parmi les victimes identifiées, une petite moitié figure dans les archives charentaises. Ainsi, sur les 64 hommes adultes arrivés à Angoulême par le premier convoi du 31 janvier 1939, 14 sont emportés à Mauthausen, à quoi il faut ajouter deux adolescents. Des deux policiers arrivés nuitamment à La Combe-aux-loups au printemps 1939, l'un, Depe, se fixera durablement à Angoulême, l'autre, Vitria, est déporté à Mauthausen et y périt <sup>341</sup>. Sur les quelques hommes accueillis par des habitants de Ruelle, quatre ou cinq suivent le même chemin. Même infortune pour de nombreux travailleurs licenciés par les entreprises au début de l'Occupation : 6 anciens de chez Rousselot et 21 de chez Cordebart. Le bâtiment et les travaux publics fournissent les plus gros contingents : 6 ouvriers de l'Entreprise industrielle, 6 de chez Lottet, 7 de chez Merly... et surtout 30 de la S.A.C.E.R. et 56 de chez Chapelon & Gervais. *A contrario*, aucun des six ouvriers sortis de Bram par Fernández en février 1940 ne fut inquiété.

<sup>340</sup> Català, *op. cit.*, p. 141.

<sup>341</sup> Est-ce le même Vitria que Montserrat Roig, *op. cit.*, p. 31, présente comme un ancien boxeur professionnel ?



Au printemps 1939, le sous-préfet Charles avait recalé au crayon rouge la demande de José Piñol Mayor, interné à Septfonds, qui voulait rejoindre sa famille à Cognac. En janvier 1940, il est recruté par la fonderie Cordebart et peut retrouver les siens à Angoulême. Ce n'est plus qu'un mort en sursis.

L'enfer a parfois été pavé de bonnes intentions. Le 2 mars 1940, Léonard Fourmenilh, responsable de Chapelon & Gervais et président de la F.N.B.P.C., avait réclamé Belarmino Ramos et son fils Manuel, sortis d'Argelès pour être enrôlés dans la 214<sup>e</sup> C.T.E. de Méron, près de Montreuil-Bellay. L'épouse se trouvait aux Alliers avec quatre enfants dont un, Miguel, travaillait déjà pour lui : « En m'occupant d'eux, j'espère soulager en même temps la collectivité de la charge de cette famille. En C.T.E., le père et le fils ne gagnent rien. Ici ils pourront sortir les leurs de la détresse. » Soulier donna un avis favorable et l'armée, souvent réticente, accepta. Résultat : le père Ramos est déporté à Mauthausen avec ses deux aînés qui seuls survivront.

Au moins vingt-trois hommes, dont cinq mutilés, qui figuraient sur la liste des invalides aux Alliers prennent le même chemin, encore qu'un homme comme Francisco Cortés, âgé de cinquante-trois ans, n'aurait dû qu'à l'insistance de sa famille d'être embarqué avec elle <sup>342</sup>.

À Cognac, le sous-préfet Charles fait de la surenchère : « Dès le début de l'occupation allemande, écrit-il dans un rapport du 20 août, j'ai signalé aux autorités militaires de Cognac la présence de ces indésirables constitués en C.T.E. » Il s'efforce de rassembler les Espagnols en vue de leur envoi aux Alliers mais se heurte à bien de résistances. Il peut fulminer contre les *conditions défectueuses* de cette évacuation par petits groupes : « C'est une épuration qui s'impose et que je regrette de n'avoir pas le pouvoir de décider dans ses effets et ses moyens d'exécution. » Depuis la rentrée 1939, il n'a réussi à envoyer aux Alliers qu'une centaine d'hommes dont vingt-deux seulement seront déportés.

José Claramunt <sup>343</sup> était arrivé le 8 mars 1939 dans la cité natale de François 1<sup>er</sup> avec son épouse, née Bilamijo (ou Vilamajor ?) et leurs enfants Dolores, Montserrat <sup>344</sup> et Manuel. Un autre fils, Juan, était interné à Saint Cyprien et son épouse, réfugiée avec un enfant de dix-huit mois à Pont-Croix (Finistère), avait rejoint Cognac le 6 juin. À la fin de ce mois, José partit biner les betteraves à Varaigne en Charente-Maritime. Fin août, son aînée Dolores accepta le rapatriement avec ses deux gamins en bas âge. Peut-être donna-t-elle de mauvaises nouvelles. En tout cas, José résista à la tentation du retour. Il retrouve un emploi agricole à Saint-André-de-Cognac, puis, après transfert aux Alliers, à La Couronne. Et le 20 août 1940, avec probablement une partie de sa famille, il est emporté par le train de la mort.

Est-ce parce qu'il était fertile en éléments "dangereux" que le contingent S.E.R.E. du Cognaçais est proportionnellement très touché ? Il fournit à lui seul 17 déportés dont 15 transférés à Angoulême en janvier 1940, un en provenance d'Aigre. Un dernier, Juan González del Valle, professeur à l'université de Madrid <sup>345</sup>, puis au Lycée Margal de Barcelone, avait été embauché à la Noël 1939 comme chargé de la correspondance en espagnol et portugais d'un groupement d'exportateurs, Les Grandes Marques mondiales à Cognac.

En marge des protégés du S.E.R.E., Charles avait affecté à Laubaret, vraisemblablement pour raisons politiques, deux familles de réfugiés dits *ordinaires*, les Gabarrón et les Falgas. Les premiers sont de ceux qui se déclarent redevables à Soulier de les avoir sauvés : peu avant le départ du convoi fatal, ils se cachèrent dans un hangar de la route de Bordeaux. De son côté, Santiago Falgas avait trouvé en juillet 1939 un emploi d'ouvrier agricole chez Henri Martin, propriétaire viticulteur à Segonzac et employeur régulier de réfugiés espagnols. À la rentrée, il avait été rejoint par ses deux filles, Miguela et Adela (vingt-trois et dix-sept ans). En fin de contrat, le trio avait gagné les Alliers et Santiago avait accepté le 2 février 1940 un emploi chez Chapelon & Gervais : en décembre suivant, il fut l'un des premiers à périr à Mauthausen.

---

<sup>342</sup> Roig, *op. cit.*, p. 143. Marie-Claude Rafaneau-Boj écrit à tort que les invalides furent laissés aux Alliers et José Nates prétend arbitrairement pouvoir « affirmer sans risque d'erreur que les mutilés de la guerre d'Espagne furent tués de suite sans laisser de trace dans les fichiers du camp » (*Hispania*, 1976). Dans le même registre, Pilar Claver proclame que le père Cortés et son fils aîné mutilé de guerre *sont allés directement au four crématoire* (Neus Català, *op. cit.*, p. 142). En fait, ils sont morts plus d'un an après leur arrivée, Cortés-père le 26 août 1941 et José gazé à Hartheim le 25 septembre suivant.

<sup>343</sup> Âgé de cinquante-neuf ans et originaire d'Albeza près de Lerida (Catalogne).

<sup>344</sup> Après transfert aux Alliers, Montserrat (seize ans) entra comme bonne chez M. Alamare, cantonnier à Anzac près de Confolens.

<sup>345</sup> En réalité dans un établissement du secondaire, nous affirme María Torres, de Vigo, qui entreprend sa biographie (24 mars 2021).

En comparaison, la 165<sup>e</sup> C.T.E. est relativement épargnée avec huit victimes seulement <sup>346</sup>, dont Ramón Artola. Le 14 avril 1940, le sous-préfet Charles avait exigé que l'institutrice Bonnemain demande l'autorisation de recevoir l'épouse d'Artola sur feuille de timbre à 6 F, « et ce par application de l'article 12 de la loi du 13 frimaire, an VII »! Le commissaire avait retourné au préfet la requête remplie en bonne et due forme le 30 suivant, non sans ajouter que M<sup>me</sup> Artola était arrivée depuis déjà quinze jours. Peut-être le sous-préfet eut-il la mémoire longue : Ramón Artola périra à Mauthausen.

Au retour de Bayonne, Goytia et ses amis se sont installés à Genté dans une maison sans toit : un beau jour, le secrétaire de mairie leur ordonne de se présenter le lendemain à 5 heures sur la place du village. Ils lèvent le camp deux heures avant et vont se cacher un peu plus loin.

Au moment de la débâcle, José Alfarràs a d'abord emprunté un vélo à un compatriote pour faire une reconnaissance avec son camarade *Valencia* dans le Sud des Deux-Sèvres. À Chef-Boutonne, ils sont tombés sur un commandant de l'armée républicaine qui les a aiguillés vers un paysan socialiste des environs. De retour à Cognac, José a trouvé accueil dans un refuge de la rue Magdeleine, puis a été conduit à l'ancienne gendarmerie, rue de Bellefonds, et de là a été ramené au cantonnement de Genté. Apprenant qu'un transfert pour Angoulême est prévu le lendemain, il décide de remplir sa grande valise et de s'enfuir. Rien là d'une prescience extraordinaire : bien des miraculés n'ont qu'une idée vague ou nulle du drame auquel ils ont échappé et José Alfarràs, trois fois condamné à mort en Espagne pour des motifs dont il assure tout ignorer, déclare encore qu'il avait plus à craindre d'un rapatriement que d'une déportation en Allemagne. À l'extérieur, il franchit aisément un contrôle et laisse son bagage au café de Paris, devenu le rendez-vous des Espagnols de Cognac. Muni d'un vélo acheté dix francs à un Parisien, il décide de repartir chez son paysan de Chef-Boutonne. Il s'y occupe d'une douzaine de vaches en remplacement du gendre, prisonnier en Allemagne. Le travail ne lui fait pas peur : à douze ou treize ans, il a commencé à faire le vacher en Catalogne sur la grosse propriété d'un banquier qui fut obligé de la revendre à la suite d'un coup de Bourse malheureux. Trois jours après son arrivée, son employeur lit dans le journal <sup>347</sup> que les réfugiés espagnols doivent être regroupés dans les chefs-lieux de canton et tente d'obtenir une dispense auprès de la gendarmerie. Mais il se heurte à un mur. Voulant lui éviter des ennuis, José décide de repartir, ce que voyant, son patron lui offre un billet de cent francs fort généreux pour l'époque. À Cognac, une carte l'attend au café de Paris. Elle émane de Léon Brunet, maire de Bors-de-Baignes dans le Sud-Charente, utilisateur habituel de main-d'œuvre espagnole <sup>348</sup>.

L'institutrice communiste Jeanne Bourroux, chez qui José avait pris son premier repas civil en France, n'est probablement pas étrangère à l'invitation. Elle vient d'être exilée à Chantillac, près de Bors, et sa bonne, Lola Batet, l'a suivie avec son mari qui œuvre là-bas à l'abattage d'arbres et à la fabrication de charbon de bois.

Plutôt que de répondre par courrier aux questions du maire de Bors sur ses compétences agricoles, José décide d'aller le voir et reçoit un excellent accueil. Il y obtiendra le salaire réglementaire de 15 F par jour nourri-logé, et des papiers en bonne et due forme.

Léonard Fernández a déféré avec un ami à la convocation pour Angoulême. À la gare de Cognac, les gendarmes ont rayé leurs noms sur une liste en les poussant vers un wagon. Les deux compères ont aussitôt sauté de l'autre côté et fui à travers les prairies sur lesquelles s'élève aujourd'hui la boutique Saint-Gobain. Là, Léonard s'est caché deux-trois jours, puis a obtenu du travail dans une ferme des Six-Chemins à Genté.

À l'arrivée des Allemands, Jesús Lapiedra a fui dans la campagne. Ne trouvant pas de travail dans les fermes, il a dû dormir à la belle étoile ou dans des cabanes de jardin, épisode qu'il avoue avec réticence. Finalement, il renoue avec l'entreprise Calvet & Gaultier pour laquelle il travaillait à l'époque de la C.T.E. Lorsqu'il reçoit sa convocation pour Angoulême, il attend huit jours pour y déférer, puis s'exécute de crainte de complications pour ses patrons. Il voyage avec un compatriote, Rafael Feito, aviateur formé en U.R.S.S., qui profite d'un arrêt en gare pour descendre du train et

---

<sup>346</sup> Les chiffres donnés par *Clairière* en avril 1998 (une quarantaine de victimes sur les « cent cinquante » volontaires de la 165<sup>e</sup> C.T.E.) ne reposent sur rien.

<sup>347</sup> Voir *Le Mémorial des Deux-Sèvres*, 22 août 1940.

<sup>348</sup> En juin 1939, il avait déjà embauché quatre réfugiés : Jacques Coll, Manuel Huergo, Andrés Morón et Francisco Vega, puis un cinquième en juillet : Modesto Dolcete. En mars 1940, la mairie de Bors avait réclamé quatre volontaires de la 172<sup>e</sup> C.T.E. en invoquant la pénurie de main-d'œuvre forestière : elle s'était heurtée à un refus de l'autorité militaire.

revenir à Cognac <sup>349</sup>. Aux Alliers, Jesús ne s'avoue pas vaincu : il écrit à son patron pour qu'il l'en sorte. Celui-ci s'adresse au commandant allemand du camp de Châteaubernard qui joue peut-être sur les exemptions prévues pour les travailleurs et Jesús est libéré avec quatre ou cinq camarades.

Salvador Pomés, l'homme de confiance des Entreprises Monod, n'a plus le souvenir de cette affaire. Sûr de la protection de son employeur, il n'a sans doute même pas songé à se rendre à Angoulême.

Pepe, notre ancien capitaine des Brigades internationales reconverti dans la couture, est devenu l'amant de la tenancière du bar où il officie. Il trône maintenant derrière son zinc et, tel le héros du cher Chardonne, fait déguster aux nouveaux maîtres ses différents cognacs. Ayant appris la langue de Goethe auprès des antifascistes de la Thaelmann, il en est d'autant mieux considéré. Quand le maire de Genté, Pelletan, accompagné de gendarmes, vient lui demander de regagner le cantonnement en vue du départ à Angoulême, il accepte mais se rend aussitôt auprès du commandant allemand à Segonzac pour obtenir une dispense. L'officier lui en remet une, assortie d'une convocation pour le maire « avant midi sous peine de mort », probablement afin d'interdire de nouveaux départs d'Espagnols (José relate cette scène, puis, un moment après, la murmure pour lui-même comme s'il l'avait vécue la veille). Et de reprendre son nouveau métier de tailleur d'habits.

Au total, quatre-vingt quinze hommes seraient restés sur place <sup>350</sup>. Tout laisse à penser que la *Luftwaffe* elle-même a saboté l'ordre de regroupement sur Angoulême, pour les mêmes raisons — le besoin en main d'œuvre qu'induisaient les grands travaux qu'elle envisageait déjà — qui opposeront plus tard Speer et Sauckel <sup>351</sup>, l'un partisan de l'utilisation de la main d'œuvre sur place, l'autre de son transfert en Allemagne, type de contradictions qui alimentent les théories sur la polycratie nazie.

Le train arrive à Mauthausen au matin du 24 août. Les S.S. retiennent les hommes et les adolescents qu'ils sélectionnent à vue de nez, provoquant de déchirantes scènes de séparation. Le benjamin des victimes est Félix Quesada qui a à peine treize ans. Quelques adolescents plus vieux mais ne paraissant pas leur âge sont épargnés. Le vétéran, Bautista Sabate Pons, a soixante-huit ans. Miguel Alcubierre en a soixante-six et son fils José seulement quatorze <sup>352</sup>.

Le train repart avec à son bord les femmes et les enfants des deux sexes et revient à Angoulême où il s'arrête <sup>353</sup>. Le souvenir du tapage provoqué par les femmes, audible depuis le marché couvert surplombant la gare, fait encore éclater Dolores Sangüesa en sanglots. Craignant les repréailles, elle n'ose s'en approcher. Quelques Espagnols, dont Roberto Domínguez, tentent de venir aux nouvelles ou d'apporter des victuailles mais sont repoussés *manu militari*. Une jeune femme dont on craint qu'elle ait une maladie contagieuse mais qui ne souffre que d'appendicite, María Dolores dite Lolita Martínez Maza, dont le père mourra à Mauthausen, est descendue pour être soignée à l'hôpital de Girac <sup>354</sup>.

Ce retour renforce chez les Angoumoisins la hantise d'un second convoi, en particulier chez Roberto Domínguez qui passe plusieurs nuits chez son camarade Carmelo <sup>355</sup>.

À l'arrivée en Espagne du *convoi de la mort*, une proportion indéterminée de femmes est inquiétée. La mère de José Nates Gallo est jetée avec d'autres en prison et y croupit plus de neuf

---

<sup>349</sup> L'épisode est contesté par un de nos témoins selon qui c'est en partant fin 1944 pour l'opération Reconquête que Feito se ravisa et rebroussa chemin, mais nous avons vu qu'il y a des cas similaires.

Né à Madrid en 1915, Rafael Feito García devint après guerre artisan plâtrier à Cognac. Il a été inhumé à Châteaubernard en 1996.

<sup>350</sup> Francis Cordet in Lévy et Becker, *op. cit.*, p. 41.

<sup>351</sup> Respectivement ministre de l'Armement et commissaire du Reich à la main d'œuvre.

<sup>352</sup> En dépit de l'affirmation de José Borrás (*Histoire de Mauthausen. La déportation des Espagnols*. Châtillon-sous-Bagneux, 1989), les Espagnols ne furent pas les premiers jeunes à entrer dans les camps. Selon Kogon, de jeunes Polonais avaient été internés à Buchenwald dès la fin 1939.

<sup>353</sup> Citant toujours Cortés, Montserrat Roig prétend que le train fit un détour par un camp de concentration féminin dont elle ignore s'il s'agissait de Ravensbrück et devant lequel il aurait stationné trois jours et trois nuits. Quelques détenues auraient apporté de la nourriture aux voyageuses mais aucune de ces dernières n'aurait pu descendre. Ignorant l'arrêt à Angoulême, elle assure ensuite que le train roula sans s'arrêter jusqu'à Fontarabie. Bien que tous les chemins mènent à Rome, la question reste entière de savoir pourquoi un train se dirigeant vers l'Espagne aurait fait un détour par le Nord de l'Allemagne.

<sup>354</sup> L'épisode est confirmé par Pilar Claver mais la manière dont elle en a été informée diffère selon la version de Neus Català, *op. cit.*, pp. 141-142 et de *Memorias del olvido*, p. 93.

L'affirmation selon laquelle « quelques femmes ou enfants malades avaient pu descendre en passant à Angoulême » est excessive (G. Hontarrède, *La Wehrmacht en Charente*, p. 24).

Lolita Martínez épousa plus tard Ángel Olmedo, ouvrier après guerre à la bijouterie industrielle Flamand.

À leur retraite, les Olmedo s'établirent auprès de leur fille, coiffeuse à Guernica.

<sup>355</sup> Pilar Claver affirme faussement que les Allemands revinrent chercher les restants au camp et qu'il ne s'y trouvait plus que des Gitans (Català, *op. cit.*, p. 141).

mois. Celle de Manuel Gutiérrez reste pendant deux ou trois semaines dans un camp du Pays basque avant de se rendre en Andalousie « car la famille était trop chargée pour qu'elle revienne à Barcelone. » L'épouse d'Agustín San José et ses trois enfants âgés de quinze à cinq ans sont tous enfermés au fort de Montjuich. M<sup>me</sup> Cortés et d'autres femmes auraient été parquées sur le stade de football d'Irun, puis expédiées au Palais des Missions à Barcelone <sup>356</sup>: « La mère Cortés y parvint malade, sans pouvoir rien manger, même de l'eau sucrée. Elle découvrit la maison de Prat de Llobregat saccagée par des voisins et n'y put rien récupérer (...). La mère était très casanière et n'était jamais sortie seule à Barcelone de peur de s'y perdre. Mais quand elle s'y retrouva de force et sans rien (...), elle descendit seule dans la ville et se "perdit" dans les rues étroites du quartier chinois pour vendre au noir du tabac, du pain et de l'huile <sup>357</sup>. » La mère de José Alcubierre et l'épouse du journaliste anarchiste Fermín Arce auraient évité l'internement mais retrouvent leur logement squatté.

Aux Alliers, les affaires des déportés avaient été entreposées dans la baraque 1 dont les issues avaient été condamnées avec des planches clouées. Preuve de l'ignorance par Soulier de la véritable destination du convoi ou manifestation de sa duplicité ? Impossible là encore de trancher. Mais quand Dolores Sangüesa reprend son poste le lendemain, elle est rudement choquée en constatant que les bagages ont été cambriolés et les valises éventrées en vue d'y rechercher de l'argent. Les soupçons se portent sur deux ou trois familles réfugiées qui sont déjà revenues au camp, connues pour avoir vécu en Espagne de proxénétisme et de rapines, unies par des liens adultérins, dont tous les membres sont analphabètes ou peu s'en faut, notamment une fratrie dont l'aîné entraîne ses cadets à voler <sup>358</sup>. À défaut de preuves, la suspicion s'installe et Dolores préfère demander son congé. Des Espagnols continuent d'habiter aux Alliers jusqu'en novembre, date à laquelle le préfet ordonne de faire place nette pour le regroupement des Tsiganes.

Pourquoi la déportation de ces Espagnols ? La première raison en est la présence aux Alliers de nombreux anciens des C.T.E. et de beaucoup d'anciens réfugiés ayant travaillé pour la Défense nationale. Ces gens ont été considérés comme prisonniers de guerre et l'on sait maintenant que c'est Hitler lui-même qui avait ordonné que les prisonniers de guerre espagnols ne soient pas reconnus comme tels et soient versés en camp de concentration <sup>359</sup>. Sur la liste établie par Climent des convois d'Espagnols pour Mauthausen, Angoulême figure d'ailleurs comme *Frontstalag (F.S. 184)*, comme les trois autres villes de France <sup>360</sup> à partir desquelles des convois furent organisés vers Mauthausen par le R.S.H.A., organisme dirigé par ce bon violoniste et excellent homme du monde qu'était Reinhardt Heydrich <sup>361</sup>. Au reste, sur les fiches emplies après guerre en Charente, plusieurs rescapés se définissent comme prisonniers de guerre transformés en déportés politiques. On se souvient en outre de la descente des Allemands aux Alliers à la recherche d'armes.

Deuxième motif, la facilité. Les Espagnols étaient groupés dans un camp et ce camp était voisin d'une grande gare. *A contrario*, dans les Deux-Sèvres, probablement pour des questions de coupures

---

<sup>356</sup> Le *Palacio de las Misiones* était l'ancien pavillon des missions religieuses lors de l'Exposition de Barcelone en 1929. Transformé en annexe de la *cárcel modelo* saturée, il abrita nombre d'évadés de France sous l'Occupation, dont le futur général Gambiez. D'autres femmes furent internées dans un couvent d'Irun et tondues (témoignage Puente).

<sup>357</sup> Roig, *op. cit.*, p. 68.

<sup>358</sup> J'ai rencontré l'un des frères incriminés avant de savoir qu'il faisait partie des suspects et j'avais été frappé par ses incohérences et ses réticences. Son épouse française, aussi gracieuse qu'une porte de prison, ne me cachait pas son hostilité.

<sup>359</sup> Cf. Geneviève Dreyfus-Armand, *E.R.E.F.*, p. 123. Il semble qu'au moins une partie des anciens brigadistes ait été placée à la même enseigne (voir le cas de Louis Cotillard in Olga Wormser-Migot, *S.C.N.*, p.447). Ce traitement anticipe sur celui qui sera réservé aux prisonniers de guerre soviétiques, à ceci près que leur nombre énorme empêche de les soumettre à un régime unique.

<sup>360</sup> Avec ceux de Strasbourg le 13 décembre 1940 (846 hommes), de Vesoul le 8 août 1941 (62 hommes) et de Saint-Quentin le 22 janvier 1942 (10 hommes). Un cinquième convoi de 192 hommes part de Laon le 15 août 1942, semble-t-il à l'initiative des autorités de Trèves. Ensuite, les Espagnols partent par petits groupes de Romainville et surtout Compiègne, mêlés à des Français, dans des convois formés par la Sipo-Paris (*Sicherheitspolizei* : police secrète, nom des antennes étrangères du RSHA).

<sup>361</sup> *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de la sécurité du Reich) à Berlin qui chapeautait la Gestapo (Police secrète d'État) et la Kripo (Police criminelle). Le R.S.H.A. fut dirigé par Heydrich jusqu'à sa nomination en septembre 1941 comme vice-protecteur de Bohême-Moravie. Il tenta d'y combiner répression et séduction en offrant des avantages aux ouvriers méritants et en promettant une autonomie au pays en échange de son engagement dans la campagne antibolchevique. Son assassinat le 27 mai 1942 donna le signal de représailles sauvages dont le point d'orgue fut l'exécution des hommes de Lidice, l'égorgeement sur place des enfants, la déportation des femmes à Ravensbrück et la destruction de toutes les maisons du village.

L'adjoint d'Heydrich au R.S.H.A. était un jusqu'au-boutiste, Kaltenbrunner.

de voie ou de pénurie de matériel ferroviaire, les Espagnols ont été évacués vers Hendaye, une partie au moins l'étant par autocars <sup>362</sup>.

On a aussi parlé d'un possible besoin de main-d'œuvre. C'est un motif qu'on peut envisager à condition de rappeler qu'à ce moment-là, dans les camps nazis, et à Mauthausen plus et plus longtemps qu'ailleurs, la répression l'emportait sur l'utilisation rationnelle de la force de travail comme le prouve la déportation d'invalides.

Reste à élucider le pourquoi de cette déportation en famille, unique en France concernant des non-juifs <sup>363</sup>, et cet aller-retour *a priori* absurde ? Un rapport écrit en 1941 par un responsable sur le départ de la Kommandantur d'Angoulême décrit longuement les débuts de l'Occupation en Charente <sup>364</sup>. Hélas, alors qu'il traite des Tsiganes et des juifs, il est silencieux sur les Espagnols. Une expérience malheureuse de déportation de femmes par les Allemands pendant la Grande Guerre nous met peut-être sur la piste. À Lille, la population était en forte majorité constituée de femmes, beaucoup d'hommes ayant suivi l'armée française dans son repli, d'autres ayant été réquisitionnés par le vainqueur. Elles supportaient l'essentiel de la charge du ravitaillement. À Pâques 1916, en pleine bataille de Verdun, les Allemands purent craindre que s'y produisent des manifestations de ménagères contre les difficultés de ravitaillement, comme il y en avait eu l'année passée à Berlin. Une campagne de recrutement de travailleurs volontaires venait d'échouer. L'occupant réagit en déportant des jeunes filles et des femmes vers les Ardennes, voire l'Allemagne. Mais cette opération provoqua un revirement des organisations caritatives américaines qui observaient jusqu'alors une stricte neutralité, revirement dont l'écho fut amplifié par la propagande française qui répandit à l'étranger un grand nombre de brochures, en sorte que le scandale aurait précipité l'entrée en guerre des États-Unis <sup>365</sup>.

En 1940, les Allemands ne pouvaient se permettre de laisser à Angoulême des femmes qui, sans espoir de bonnes nouvelles des leurs, auraient constitué un foyer de troubles. Ils ne pouvaient non plus les séparer des hommes sous les yeux de la population pour les rapatrier directement, sans écorner irrémédiablement l'image de *Korrektheit* qu'ils voulaient donner d'eux-mêmes. Qu'ils aient saisi l'occasion d'un ordre et d'un contre-ordre ou qu'ils aient prémédité leur coup, leur astuce est digne d'éloge puisqu'ils réussirent à anesthésier les victimes, à bernier les autorités vichystes et, jusqu'à nos jours, à dissimuler leur forfait, sauf au regard de quelques isolés dont elle défie les interprétations <sup>366</sup>.

On serait tenté de replacer cette astuce dans la longue série de tromperies et camouflages utilisées par les nazis théorisées sous le nom de *Tarnung* <sup>367</sup>. Elles vont du programme attrape-nigaud du N.S.D.A.P. et des nombreuses déclarations d'apaisement avant guerre invariablement suivies de la réalisation de leur contraire jusqu'aux promesses à l'intention des prisonniers français (« On va faire un petit crochet par l'Allemagne parce que des ponts détruits nous empêchent de vous ramener directement à la maison ») ou des bourgeoises de Varsovie (« On va vous évacuer pour vous protéger des Russes », et elles se retrouvent à Ravensbrück), aux mensonges à l'intention des faibles destinés aux gaz (à Ravensbrück, on les envoie à *Mittwerda*, ailleurs au *camp de repos* de Bergen-Belsen...) et à toute la panoplie destinée au judéocide (les *aktenname* : *aktion et déportation* pour rafle et tuerie, *Solution finale*, fausse gare à Treblinka, *douches*, etc.).

Mais on ne saurait oublier qu'il s'agit là de ficelles classiques et internationales. En 14-18, Galtier-Boissière croit partir pour un coin d'Orient relativement tranquille et se retrouve « sous une pluie battante à Saint-Hilaire-au-Temple, secteur de Perthes-lès-Hurlus <sup>368</sup> . » En 1945, nos vaillants

---

<sup>362</sup> « Le dimanche 25 à 8 heures du matin, lit-on dans *Le Mémorial des Deux-Sèvres* du 26 août 1940, les réfugiés espagnols, hommes femmes et enfants, ont été rassemblés sur la place Saint-Hilaire [à Niort], sur l'ordre des autorités françaises. De là, ils ont été emportés avec leurs bagages par quatre cars qui les ont dirigés sur leur pays d'origine. » Parmi les refoulés, le père de Mariano Constante qui le raconte dans *Les Années rouges* (Mercure de France, 1971. Rééd. esp., 1994, 203 p.). Au début de l'Occupation, 724 réfugiés sont rapatriés à partir des Deux-Sèvres (d'après Patrick Weil in Milza et Peschanski : *Exils et migration*, p. 99).

On sait que les commodités ferroviaires ont également joué leur rôle dans l'élimination des Juifs de l'Est : déportation vers les centres d'extermination des victimes proches des voies ferrées, massacre des autres sur place par les *einsatzgruppen*.

<sup>363</sup> Dans un genre voisin, il faut cependant mentionner les expulsions massives et précipitées d'Alsaciens-Lorrains vers Lyon d'août à décembre 1940.

<sup>364</sup> Rapport de deux cents pages qui a mystérieusement atterri chez un bouquiniste de Poitiers et sur lequel s'est appuyé Guy Hontarrède pour écrire *La Wehrmacht en Charente*.

<sup>365</sup> Cf. Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre*. Éditions Noésis, 1998, 406 p.

<sup>366</sup> Prenant au sérieux de prétendues négociations entre les S.S. et les autorités franquistes, José Nates Gallo se déclare en revanche incrédule à l'idée que les Allemands aient pu « utiliser les femmes et les enfants pour mieux cueillir les hommes » (*article cité*).

<sup>367</sup> Voir en particulier Michel Borwicz, *Écrits de condamnés à mort sous l'occupation nazie*, Paris, Gallimard, 1973, rééd. Folio, 1996, chapitre 4.

<sup>368</sup> *Loin de la riflette*, Paris, 1932, pp. 247-250.

résistants s'embarquent vers l'Indochine pour combattre les *Japonais*. En août 1968, les soldats du Pacte de Varsovie vont faire face à une agression impérialiste en Tchécoslovaquie.

## XVIII LE BEAU DANUBE BLEU

« Bien que la faim et le dénuement nous tourmentassent quelquefois et même à peu près toujours, rien ne nous causait autant de tourment que d'être témoin des cruautés inouïes que mon maître exerçait sur les chrétiens. Chaque jour, il en faisait pendre quelqu'un ; on empalait celui-là, on coupait les oreilles à celui-ci, et cela pour si peu de chose ou plutôt tellement sans motif que les Turcs eux-mêmes reconnaissaient qu'ils ne faisaient le mal que pour le faire, et parce que leur humeur naturelle les portait à être les meurtriers de tout le genre humain. » (Cervantès : *Don Quichotte*).

Ils traversent Mauthausen en colonne, encadrés par les S.S. et leurs chiens, font à pied les quelques kilomètres qui les séparent de la forteresse. Déjà les vieux peinent. Ils subissent les opérations d'enregistrement mille fois racontées, sauf qu'ici on ne tatoue pas comme à Auschwitz et qu'on ne vaccine pas comme à Buchenwald<sup>369</sup>. On leur attribue le triangle bleu des apatrides et des suspects avec un S pour Espagnols. José Alcubierre est frappé par les colonnes d'hommes hâves habillés en bagnards. Comme plusieurs de ses camarades, il trouve immangeable la soupe aux rutabagas qui leur est offerte. Il y a déjà plus de 650 Espagnols au camp<sup>370</sup> et quelques anciens leur prédisent qu'ils s'en contenteront dès le lendemain mais ils la refusent quand même. Le 26, les anciens déplorent leur premier mort, José Marfil Escarbona, en mémoire duquel ils sont autorisés à observer une minute de silence : un rituel qui est resté dans la légende des Triangles bleus mais auquel ils renoncent bientôt devant le nombre<sup>371</sup>.

Le *Konzentrationslager* que découvrent les arrivants a été ouvert le 6 août 1938, quelques mois après l'*Anschluss* ; il s'inscrit dans la série de nouveaux camps accompagnant les annexions du Reich : Flossenburg à la frontière tchèque le 3 mai 1938, le Stutthof près de Dantzig le 2 septembre 1939, le Struthof dans les Vosges en mai 1941... Ses premiers pensionnaires furent 300 droits communs en provenance de Dachau. Fin 1938, on atteint le millier de détenus. À l'automne 1939, y sont versés plusieurs centaines de prisonniers, dont des Témoins de Jéhovah, suite à la fermeture provisoire de Dachau. La mortalité monte bientôt. Puis viennent les Polonais. Leurs relations avec les Espagnols seront restreintes : ils les considèrent comme des rouges athées amis de l'U.R.S.S. et les républicains les traitent volontiers de catholiques réactionnaires et antisémites.

Le cœur du camp est une grande carrière de pierre louée, puis achetée à la Ville de Vienne par la D.E.S.T. Cette entreprise S.S. devait à la fois fournir des pierres pour les grandioses projets d'Hitler, en particulier dans sa ville natale de Linz, et servir à l'accumulation des capitaux indispensables à la colonisation par la S.S. des futures conquêtes de l'Est. Ces carrières, desservies par un escalier de 186 marches, sont devenues un des symboles de la déportation au point d'occulter dans les mémoires

---

<sup>369</sup> Pourquoi 430 déportés seulement sont-ils immatriculés à Mauthausen alors que 490 hommes avaient été comptés au départ d'Angoulême ? Est-ce dû au caractère improvisé du comptage ? Des victimes ont-elles annoncé au départ d'Angoulême des chiffres majorés pour obtenir des rations supplémentaires ? Les autorités françaises ont-elles voulu gonfler leur performance ? Y a-t-il eu des morts en cours de route ? L'hypothèse la plus vraisemblable est que certains déportés ont pu être immatriculés d'emblée au camp voisin de Gusen. En effet, alors que d'après les registres de Mauthausen, les premiers Espagnols ont été transférés à Gusen en janvier 1941, Fabrèguet en a constaté sur les registres de décès de Gusen dès août 1940 (*Cf. Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162).

<sup>370</sup> Quatre convois partis de camps de prisonniers de guerre de l'intérieur de l'Allemagne avaient précédé celui d'Angoulême, le premier de 392 personnes le 6 août en provenance du stalag XIII A de Moosburg bei Freising. C'est à tort que Bernadac (*186 marches*), Pilar Claver et José Goytia (*Memorias del olvido*, pp. 93, 100) donnent le convoi d'Angoulême comme le premier.

<sup>371</sup> La résistance commence souvent ainsi. Dans *Les Grandes Vacances*, Francis Ambrière rapporte qu'à l'automne 1941, au stalag XII-A, les Français se mirent de leur propre chef à effectuer le salut militaire devant les morts russes. Et Raymond Montégut, déporté à Auschwitz par le convoi du 6 juillet 1942, considère comme un signe de redressement moral l'observation d'une minute de silence en hommage à Danielle Casanova et à toutes les précédentes disparues du convoi du 24 janvier.

celles de Buchenwald et d'autres camps. Il est vrai que leurs bénéfiques dépassèrent ceux cumulés des carrières d'Auschwitz, Flossenbourg, Gross-Rosen, Marburg (Hesse) et Natzwiller <sup>372</sup>.

Capturé du côté d'Amiens, Juan de Diego Herranz <sup>373</sup> a atterri au camp de triage de Trèves où il a découvert la science allemande de l'humiliation : un de ses compatriotes est tondu d'un côté, obligé de déféquer dans sa main et de défiler devant ses camarades en tendant ses excréments. Puis il traverse des villes haineuses, ivres de victoire, jusqu'à Moosburg. Inclus dans le premier convoi de 392 Espagnols qui arrive à Mauthausen le 6 août, il ne tarde pas à goûter aux joies de la carrière, du soleil de plomb, du froid, des claquettes qui blessent les pieds, des coups.

Après la quarantaine, les Espagnols d'Angoulême y sont envoyés à leur tour mais les plus jeunes y échappent comme Manuel Gutiérrez, ou n'y restent que quatre ou cinq jours, tel José Alcubierre, astreint à remonter deux fois par jour des pierres d'un poids raisonnable.

Durant ces derniers mois de 1940, Mauthausen continue de recevoir des Espagnols : 308 issus de stalags d'Allemagne, 846 le 13 décembre en provenance de Strasbourg. Casimir Climent arrive précisément de Fallingbostal bei Hanover le 25 novembre avec un groupe de quarante-sept *rouges* dont sept seulement survécurent. Diplômé de l'École royale polytechnique hispano-américaine de Barcelone, il a amené avec lui une machine à écrire dont il sait se servir depuis l'âge de huit ans. Or, le kapo de la Section politique <sup>374</sup>, Emil Sailer, également interprète allemand-espagnol, a connu plusieurs professeurs de cette institution. À chaque arrivée d'Espagnols, il fait appeler Climent à la carrière pour qu'il l'aide à dresser les listes. Lorsque Sailer est libéré le 4 mars 1941 pour aller combattre dans les troupes de choc, c'est Climent qui le remplace. Opérant sous les ordres d'un dénommé Schulz contre lequel il témoignera en 1958 à Cologne, il n'a à ses côtés qu'un policier allemand, Single, interné pour avoir violenté une prostituée dans un commissariat un jour de beuverie.

De son côté, Juan de Diego comprend qu'il ne s'en sortira qu'en apprenant l'allemand, ce qu'il fait avec acharnement <sup>375</sup>. Le secrétaire du camp est alors un droit commun allemand homosexuel qui a pris pour aide un ténor espagnol. Le ténor, qui ne s'y entend guère en écritures, lui propose de recruter son ami de Diego au secrétariat du camp ou bureau de l'appel. Nous sommes en février 1941 et Juan déménage aussitôt à la baraque 2, celle des privilégiés qui ne sont pas battus, mangent à peu près à leur faim et dorment dans un vrai lit. Il réussit à se maintenir en évitant les avances du *Lagerschreiber* (secrétaire du camp) et en entrant dans les bonnes grâces du *Rapportführer*, un sous-officier S.S. séduit par sa particule. Il est plus particulièrement chargé du registre des décès (*Todesmeldungen*), rôle complémentaire de celui de Climent qui enregistre les arrivées et les transferts. Chaque jour, il doit aller identifier des cadavres, souvent affreusement mutilés.

Grâce à ces hommes, qui, du début à la fin de leur vie concentrationnaire, n'ont jamais perdu de vue leur rôle de fabricants et conservateurs de la mémoire du crime, nous savons presque tout des Espagnols déportés à Mauthausen. Nous savons que sur les 333 morts identifiés du convoi d'Angoulême, seuls dix ont péri avant la fin 1940.

Les choses se gâtent en janvier 1941 quand arrivent coup sur coup deux gros convois d'Espagnols : 775 le 25 et 1.506 le 27 en provenance de Trèves et Fallingbostal. Suivant la tradition locale, il faut faire de la place : un premier transfert d'Angoumoisins a lieu le 24 janvier vers Gusen, à 6 kilomètres au nord-ouest de Mauthausen, où une carrière a été ouverte en mars 1940 ; deux autres transferts suivent les 17 février et 29 mars 1941. Gusen, c'est l'enfer de l'enfer. Tout y est pire : le terrain boueux, les baraques, les latrines qui en sont éloignées de 300 mètres.. Du 1<sup>er</sup> janvier au 22 juin 1941, les Angoumoisins enregistrent 66 morts. Parmi eux, Miguel Alcubierre, matricule 4.218, décédé le 24 mars 1941 :

— Je vous parlerai de tout, m'avait prévenu d'entrée son fils, mais ne me demandez rien sur mon père.

Après son bref séjour à la carrière, José avait été assigné avec une dizaine de copains au nettoyage des marmites à la cuisine. Il savait que son père était astreint à monter des pierres de la carrière, quatre ou cinq fois, matin et soir. Il ne pouvait rien pour lui. Il avait appris à vivre avec le spectacle

---

<sup>372</sup> Voir Joseph Billig, *Les Camps de concentration dans l'économie du Reich hitlérien* (P.U.F., 1973, 337 p.).

<sup>373</sup> De Diego, qui avait fréquenté l'une des deux écoles de Barcelone s'inspirant des méthodes du pédagogue suisse Pestalozzi, possédait un diplôme de comptable. Au début de la guerre civile, il avait servi de secrétaire pendant trois mois à Miguel Alcubierre dont il ignora pendant plus d'un demi-siècle la parenté avec le jeune José. Puis un colonel de passage découvrant une synthèse de messages téléphoniques qu'il avait rédigée de son propre chef le prit d'autorité à son service, de sorte qu'il fit le reste de la guerre avec la division Durruti qu'il suivit jusqu'à Mont-Louis et au Vernet d'Ariège. Il en sortit promptement pour se retrouver à Saint-Hilaire-Cottes, près d'Arras, avec la 103<sup>e</sup> C.T.E., au contact d'une population chaleureuse.

<sup>374</sup> On appelait ainsi l'antenne de la Gestapo dans chaque camp de l'empire S.S. C'est elle qui gérait les dossiers des détenus, qui décidait des (rares) libérations, procédait aux "interrogatoires", etc.

<sup>375</sup> Voir le personnage de *Diego* dans Jean Laffitte, *La Pendaïson* (troisième chapitre).



des charrettes de l'armée française remontant chaque jour les morts de la carrière qu'il ne découvrit dans son ensemble qu'à la libération. Lorsque son père avait été transféré à Gusen, il l'avait perdu de vue.

XIX  
W.H. - W.L. <sup>376</sup>

Le 29 août 1940, Vichy crée la Légion française des combattants. C'est l'échec pour Déat qui, depuis son arrivée à Vichy, faisait campagne en faveur d'un parti unique. La déportation des Espagnols de Charente l'a laissé d'autant plus impavide que son programme préconise l'*expulsion des indésirables*. Il n'a plus qu'à rentrer à Paris pour grenouiller sous l'aile d'Otto Abetz <sup>377</sup> et y faire reparaître *L'Œuvre* avec pour ambition d'attirer tous ceux qui refusaient de mourir pour Dantzig. « La lâcheté se donne pour le bon sens », commente Guéhenno dans son *Journal*, tandis que le député de la Charente devient la bête noire du chansonnier Auguste Martini qui ne se lasse pas de brocarder D... A...DA.

Paul-Louis Weiller a compris qu'il ne pourra pas relancer ses entreprises au Maroc. Avec son épouse et son fils, il attend à Lisbonne un passeport pour les États-Unis. Mais à peine l'a-t-il obtenu qu'il apprend que Paul Baudoin, ministre des Affaires étrangères, juge « qu'il y a intérêt à ce qu'il rentre en France ». Or Paul Baudoin est un ancien directeur de la Banque de l'Indochine, établissement qui est entré dans le capital de Gnome-et-Rhône en 1931 à la suite de la déconfiture de la maison Bauer-Marchal. Le 26 septembre, Paul-Louis revient, seul. Le 3 octobre, Baudoin appose sa signature au bas du Statut des juifs. Le 6, Paul-Louis est arrêté et interné dans un hôtel de Pellevoisin (Indre) en compagnie de Paul Reynaud, Georges Mandel, Marx Dormoy et autres sommités. Et le 29, il est déchu de sa nationalité, le tout en vertu d'un arrêté du 23 juillet visant les personnes ayant cherché à fuir à l'étranger au moment de la débâcle.

Le général Jean Charbonneau est un vieux colonial. Il est rentré du Tonkin en mai 1940, *via* Marseille et sa maison familiale de Niort, pour rejoindre un poste obscur à Brest. Le 19 juin, il s'est embarqué *in extremis* sur un bateau que son commandant a conduit en Angleterre. Mais il a été peu sensible aux sirènes gaullistes. Il a conseillé à ses subordonnés de faire *aveuglément confiance* aux signataires de l'armistice : c'est la discipline qui a le plus manqué à la France et qui a fait la force de l'Allemagne. Le fait que les principaux propagandistes du général de Gaulle seraient juifs constitue à ses yeux une entrave. Il est particulièrement remonté contre « M. W.-C. » et contre « Georges B. », le « mauvais génie » de Léon Blum, « l'éminence sale » de Mendès France <sup>378</sup>. De Gaulle a beau venir en personne à Liverpool le 30 juin, Charbonneau estime qu'il s'appuie sur des *gens sans surface*, dont beaucoup *très suspects du point de vue national*, notamment Pierre Cot, et il s'embarque le lendemain pour Casablanca. Le 19 juillet, il s'installe à la tête de la division territoriale d'Oran et reçoit du préfet pouvoir de police. Fin août, il attire l'attention de la censure sur *L'Écho d'Oran* qui reproduit trop volontiers les articles collaborationnistes et anglophobes de Déat. Il a fort à faire avec l'élément israélite qui *pullule* dans son département et qui est entièrement rallié au Front populaire, avec le

---

<sup>376</sup> Abréviations figurant sur les plaques minéralogiques des véhicules allemands, signifiant *Wehrmacht Heer* (armée de Terre) et *Wehrmacht Luftwaffe* (armée de l'Air). On croisait également quelques *W.M.* (*Wehrmacht Marine*).

<sup>377</sup> Professeur de dessin, marié à une Française, Otto Abetz (1903-1958) avait fondé en 1935 le Comité France-Allemagne, ménageant rencontres avec Hitler, subventions et autres juteux contrats d'édition à ses adeptes. Daladier avait fini par l'expulser en juillet 1939 à la suite d'une campagne de De Kérillis. Revenu après l'armistice comme représentant à Paris des Affaires étrangères auprès du commandement militaire, il est contacté par Laval et obtient début août rang d'ambassadeur d'Allemagne en France. Disposant d'un budget d'1 MdF, il sera le grand marionnettiste de tous ceux que Galtier-Boissière appelait les « fondsecrétaires ».

<sup>378</sup> On aura reconnu André Weil-Curiel et Georges Boris. Le premier avait été secrétaire de la conférence de stage du barreau de Paris en 1936 et appartenait à l'aile gauche de la S.F.I.O. Attaché à l'une des missions françaises à Londres, il répondit immédiatement à l'Appel du 18 juin. Dès juillet 1940, il fut envoyé en mission d'information en France. De 1959 à 1965, il fut conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine.

Georges Boris (1888-1960), conseiller d'État, fut chargé à Londres de la liaison avec la Résistance intérieure. Il joua un rôle non négligeable dans le ralliement à de Gaulle de Léon Blum, dont il avait été chef du cabinet en 1938, et de Mendès France, dont il devint le plus proche conseiller.

Tant Boris que Weil-Curiel essayèrent des réactions antisémites du premier entourage de De Gaulle, lequel y mit rapidement fin.

P.P.F. <sup>379</sup> qu'il empêche d'organiser une manifestation antisémite, et avec la population de souche espagnole à la fidélité incertaine <sup>380</sup>.

En juin 1937, la famille de Juan Ugalde Gandiaga, lamineur à Bilbao, membre du Parti socialiste et adhérent de l'U.G.T., avait échoué à Dole, *via* Saint-Nazaire. Lui-même n'avait alors que vingt-deux ans et avait continué la guerre dans les transmissions. Après le retour des siens en Espagne, il ne les avait revus qu'au cours d'une brève permission. Internés aux Alliers durant la drôle de guerre, son épouse et ses enfants apprennent par la Croix-Rouge qu'il se trouve en Algérie. En mars 1939, il a réussi à s'embarquer pour Oran avec 7.000 compatriotes. Les autorités — en particulier l'abbé Lambert, maire de la ville, pro-franquiste, voire pro-nazi — leur ont réservé un accueil des plus frais, pour ne pas dire indigne. En Afrique du Nord, l'univers concentrationnaire <sup>381</sup> à la française s'assombrit sérieusement, dans la lignée de *Biribi* <sup>382</sup>. Malgré tout, rares sont les réfugiés qui ont accepté le rapatriement et s'il y a beaucoup de candidats à l'émigration, il y a fort peu d'élus.

Juan Ugalde est dirigé sur le camp de Djelfa, à 200 kilomètres au sud d'Alger, où sont également déportés à partir de l'automne 1939 nombre de communistes français. Le 15 mars 1940, il est envoyé au Maroc sur le chantier du transsaharien qui descend le long de la frontière algérienne. Il devient le matricule 2.732 du Groupe de travailleurs civils espagnols n° 12 basé à Mengouls, au sud-ouest de Bou Arfa. Le 27 septembre, un décret-loi rattache ces groupes à l'administration civile. Le général Charbonneau, très occupé avec les démobilisés arabes, sénégalais (il en aura jusqu'à 12.000) et les légionnaires (pour lesquels il crée huit *compagnies spéciales* dans le Sud-Oranais), ne semble guère penser aux Espagnols.

Le 24 octobre à Montoire, Pétain et Laval rencontrent Hitler. De retour d'une entrevue avec Franco à Hendaye, le Führer a les nerfs à vif : le *Caudillo* a réclamé la souveraineté sur l'Algérie et le Maroc français contre un feu vert à un raid terrestre sur Gibraltar. Baudoin n'apprécie guère Montoire : le 29 octobre, il quitte les Affaires étrangères pour le secrétariat général à l'Information.

Paul Flamand, natif d'Aigre, ancien élève du collège Saint-Paul d'Angoulême, co-fondateur des Éditions du Seuil, devient chef de service adjoint à la propagande par le spectacle et la radio de *Jeune France* et redouble de zèle maréchaliste : « Au lendemain du 11 novembre 1940, se félicite-t-il, Radio-Jeunesse commentait sept jours de suite le grand message du Maréchal. Les thèmes de la Révolution nationale étaient ainsi repris l'un après l'autre, sous l'angle de la jeunesse, sans discours ni proclamations, mais comme en une paraphrase sonore et poétique, proche du témoignage personnel. Cette façon de faire étonna quelque peu. On nous trouvait bien osés de nous approprier ainsi le texte du Maréchal. N'était-ce pas notre droit, et qui empêchait d'autres d'en faire autant ? En des jours où l'esprit d'équipe et le sens de la communauté étaient à l'ordre du jour, nous avions le sentiment d'en donner l'exemple : jeunes poètes, écrivains [parmi lesquels un autre Charentais, Claude Roy, qui avait effectué ses études secondaires au lycée Guez-de-Balzac d'Angoulême], compositeurs, acteurs et musiciens, nous formions une véritable équipe, et mêlés à nos camarades de la jeunesse française,

---

<sup>379</sup> Parti populaire français. Fondé à la fin de juin 1936 par Jacques Doriot, ancien haut dirigeant du Parti communiste et du Komintern exclu deux ans plus tôt alors qu'il prônait une alliance des gauches. Le P.C. lui ayant coupé l'herbe sous le pied, Doriot profite de l'inquiétude suscitée par la victoire du Front populaire pour se remettre en selle : « Notre pays, proclame-t-il, est doublement menacé de la révolution soviétique et de la guerre. [...] Notre parti aura deux ennemis : la conservation sociale et son esprit routinier, le parti de Staline et son esprit de perversion nationale. » Seul parti fasciste de masse en France, il aurait eu jusqu'à 50.000 à 60.000 cotisants, notamment en Algérie où son antisémitisme faisait recette parmi les pieds-noirs et les musulmans. Sa complaisance devant les revendications territoriales italiennes lui aliénera bientôt le soutien de puissants amis. Sous l'Occupation, il culminera autour de 30.000 militants fin 1942 mais ne sera jamais qu'une marionnette des Allemands auxquels il fournira pas mal de gangsters et de nervis qui se distingueront dans les œuvres de basse police et jusqu'à la direction des camps comme Rivesaltes.

<sup>380</sup> Voir Jean Charbonneau, *L'Envers du 18 juin 1940*, Robert Desroches éditeur [François Brigneau], Paris, 1969, 254 p.

<sup>381</sup> La paternité de l'expression est attribuée à David Rousset. Selon Olga Wormser-Migot, dont le père s'était évadé de Sibérie en 1906, Tchekhov aurait déjà parlé de *petit univers concentrationnaire* à propos du bagne de Sakhaline (*Le Système concentrationnaire nazi*, P.U.F., 1968, p. 588 n). Gérard Blum l'assure dans un article sur Koestler (*Cahiers de L'Herne*, 1975 et postface à Koestler, *Les Militants*, Mille et une nuits, 1997, p. 116 n). Nous n'en avons pas trouvé trace dans *L'Île de Sakhaline* (1891-94) (Traduit du russe par Lily Denis. Éditions Cent pages, Grenoble, 1995, 478 p.).

<sup>382</sup> Sur le régime des bat' d'AF, voir notamment Georges Darien, *Biribi* (1886), Albert Londres, *Dante n'avait rien vu* (1924) et Joël Taravo, *Les Derniers Joyeux* (La Jeune Parque, 1966).

On doit cependant se montrer prudent vis-à-vis des parallèles avec les camps nazis (*cf.* article de Josep Sarga sur Djelfa intitulé *Un Autre Mauthausen* cité par Montserrat Roig). D'après G. Dreyfus-Armand, le nombre d'internés espagnols y *augmente considérablement en 1941-42* (*L'Exil des républicains*, p. 138). C'est-à-dire qu'on passe de 495 à 1.088... Hadjerat M'Guil, « le *Buchenwald français* » (Marie-Claude Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 229), avait des effectifs inférieurs à... 200. *Cf.* Anne Grynberg et Anne Charaudeau, « Les camps d'internement » *in Exils et migration...*, pp. 144-148, 152, 156-160.

nous avons répondu à la voix du Maréchal d'une voix commune et personnelle. Notre réponse n'était pas apprise, mais sortait de notre esprit et de notre cœur<sup>383</sup>. »

Déat redouble d'agressivité contre Vichy dans *L'Œuvre* et sur les ondes de Radio-Paris. Il brocarde la clique militariste, cléricale et gaulliste, les cryptogames de l'ordre moral, les sectaires, cuistres, trublions et incapables notoires dont s'est entouré Pétain. Le Maréchal et ses proches s'inquiètent. Craignant l'entrée au gouvernement de *nombreux éléments indésirables, en particulier Marcel Déat* (*dixit* Baudoin), ils ordonnent le 13 décembre son arrestation et celle de Laval. Mais les Allemands interviennent et Vichy doit reculer. Flandin devient vice-président du conseil, Baudoin perd l'Information et revient à la Banque de l'Indochine<sup>384</sup>, Déat s'associe avec l'ex-cagouillard Deloncle pour créer le Rassemblement national populaire (R.N.P) qui s'installe dans l'appartement de Georges Mandel<sup>385</sup>. Le 22 janvier 1941, la municipalité d'Angoulême est dissoute bien qu'elle ait adressé le 7 décembre précédent un message de fidélité au maréchal de France, chef de l'État, et rebaptisé la rue des Halles avenue Pétain<sup>386</sup>. L'un des patrons de la bijouterie industrielle Flamand entre au conseil municipal<sup>387</sup>. À Ruelle, trois directeurs de la Fonderie succèdent *de jure* ou *de facto* au maire Jean Antoine, décédé en novembre 1940. À Chasseneuil, le député radical-socialiste Édouard Pascaud est écarté au profit de l'industriel laitier Massonnaud. À Jarnac, Lacroux supplante Royer. Plusieurs autres communes sont confiées à des délégations spéciales de trois membres<sup>388</sup>. Le 24 janvier, le sénateur Gounin entre au conseil national<sup>389</sup> où il se retrouve en compagnie du directeur de *La Revue universelle*, Henri Massis<sup>390</sup>, qui accueillait volontiers la prose des frères Tharaud et celle de Claude Roy. Le 9 février, François Darlan, qui récoltera bientôt le surnom d'*amiral Courbette*, remplace Flandin. Le 14, *L'Humanité* s'indigne que Vichy ait accordé à Paul-Louis Weiller le régime politique refusé aux communistes. Le 15, il est libéré de Vals et placé en résidence surveillée à Marseille, à la suite notamment d'une pétition lancée par le colonel Janicot qui a fait le tour des anciens officiers aviateurs en zone libre, n'a essuyé qu'un seul refus et a obtenu la signature de trente d'entre eux, dont

---

<sup>383</sup> Paul Flamand (1909-1998) a assumé courageusement ce passé, ce qui est moins le cas de Claude Roy qu'*Esprit* avait déjà épinglé (mars 1950, p. 551). Voir Marc Fumaroli, *L'État culturel* (De Fallois, 1992, chap. 3, partie 2. Rééd. Livre de poche, Biblio essais, 1995, pp. 124-150). Claude Roy avait auparavant collaboré à *Je suis partout* (1937-1941). Tant *Le Monde* que *La Charente libre* ont publié des nécrologies de ces personnages opportunément caviardées.

<sup>384</sup> Arrêté en septembre 1944 alors qu'il tentait de s'enfuir en Espagne, il sera condamné le 3 mars 1947 à cinq ans de travaux forcés. Libéré au bout d'un an, il fera son *come-back* à la Banque de l'Indochine où il retrouvera René Bousquet.

<sup>385</sup> Ancien chef de cabinet de Clemenceau en 1917-19, Georges Mandel avait été l'un des ministres les plus hostiles à l'armistice. Arrêté une première fois à Paris sur ordre de Pétain le 17 juin 1940, puis une dizaine de jours plus tard à son arrivée au Maroc, incarcéré ensuite en métropole, il est déporté à Buchenwald par les Allemands qui le ramènent en France pour le juger et le livrent à la Milice le 7 juillet 1944.

<sup>386</sup> Gustave Guillon est remplacé par Ariste Pallas, directeur des Papeteries de Villognon.

<sup>387</sup> La bijouterie industrielle Flamand avait commencé à employer des Espagnols en 1939 et en embauchera d'autres après guerre comme José-Manuel Puente ou Raoul Vázquez. Elle était dirigée par André et Jean Flamand (membre de l'Action catholique de la jeunesse française), frères aînés de Paul (l'éditeur). En 1987, le seul rappel de cette nomination par Vichy a valu à Guy Hontarrède d'avoir son livre *Ami entends-tu ?* boycotté par plusieurs libraires d'Angoulême, le principal se présentant au même moment aux élections prud'homales avec un descendant des Flamand. À la suite d'une série d'épisodes lamentables, la bijouterie industrielle a fermé en 1992 en laissant près de 450 salariés sur le carreau.

<sup>388</sup> Entre autres La Rochefoucauld, Mansle et Montbron.

<sup>389</sup> Le conseil national était un ersatz de parlement composé de 77 anciens députés et sénateurs et de 136 représentants de la société civile. Il ne se réunit jamais en assemblée plénière mais forma des commissions qui eurent une relative influence.

Au début de l'Occupation, René Gounin avait rejoint Marseille où il participa au journal *Le Mot d'ordre*, lancé par l'ancien communiste Frossard, ministre de l'Information de Paul Reynaud rallié à Pétain. Ses éditoriaux de septembre 1940 à mars 1942 ont été réunis dans un recueil justement intitulé *Grisailles*. Il y appelle sans cesse à une union nationale, cimentée assez vaguement autour de Pétain, tout en refusant le dénigrement de notre passé, ce qui ne l'empêche pas de prêcher l'entrée en pénitence pour supporter les privations en perspective. Il parle le 10 janvier 1942 de la supériorité de l'idée de nation opposée à celle de race mais s'est réjoui le 3 novembre 1940 que « le gouvernement se préoccupe de désencombrer de nombreux métiers et professions ». Il laisse transpirer sa soif de paix et se garde bien d'appeler à un engagement militaire aux côtés des Allemands mais salue la résistance des pétainistes au Levant contre les troupes anglo-gaullistes. Il se perd surtout en spéculations sur les perspectives de la guerre, s'empressant d'étouffer la moindre intuition juste par trois démentis et deux digressions. Revenu à Montignac-Charente, Gounin s'en fera élire maire de 1965 à 1977.

Les collaborateurs du *Mot d'ordre* paraissent n'avoir été, en rien, des foudres de guerre. Comme Frossard, plusieurs avaient rallié le jeune Parti communiste par pacifisme et l'avaient rapidement quitté par refus de la bolchevisation. Le secrétaire général du journal, René Naegelen, qui avoua plus tard avoir vécu le front baissé, voguant discrètement de Pétain à de Gaulle, devint directeur de l'organe de la SFIO, *Le Populaire* (1948 à 1963) et éditorialiste à *La Nouvelle République* de Tours. Son frère aîné Marcel-Edmond, qui participa à la rubrique littéraire, fut bombardé gouverneur général de l'Algérie et dut démissionner après les élections de 1951 qu'il avait massivement truquées. Le romancier populiste René Breuillard se reconvertisse au *Monde*.

<sup>390</sup> Henri Massis (1886-1970) était un admirateur de Mussolini et de Franco. Il avait initié en 1935 le *Manifeste pour la défense de l'Occident* qui soutenait l'agression italienne en Éthiopie et il avait publié en 1936 avec Brasillach un ouvrage à la gloire des *Cadets de l'Alcázar*, héros franquistes de la défense de Tolède. Il fut à Vichy l'un des chefs de file du catholicisme national, méfiant vis-à-vis du nazisme dont il redoutait le paganisme. Élu en 1960 à l'Académie française, il publia l'année suivante une apologie de Salazar.

six généraux et neuf colonels<sup>391</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai, *L'Humanité* proteste contre la libération de Weiller qu'elle accuse d'avoir vendu des secrets de fabrication au Japon...

Avec l'automne 1940, commencent la chasse aux juifs<sup>392</sup> et l'épuration des fonctionnaires israélites, francs-maçons et autres suspects. À cinquante-deux ans, l'instituteur ruellois Augustin Maurellet, qui est resté sourd au chant des sirènes de dirigeants du Syndicat des instituteurs ralliés à Vichy, est muté à Vœuil-et-Giget, à une quinzaine de kilomètres de ses pénates. Ministre de la Jeunesse, de la Famille et des Sports de juillet à septembre 1940, Jean Ybarnegaray, député des Pyrénées-Atlantiques, exige du préfet de ce département qu'il révoque deux « moujiks femelles » (deux institutrices qui auraient brandi la menace d'une révolution contre l'ennemi) et qu'il ouvre immédiatement une enquête pour détecter d'autres « enseignants indésirables »<sup>393</sup>. Le 23 octobre, *Le Matin charentais* s'en prend à l'inspecteur d'académie Jean Talbert et au « sinistre Robert Gagnaire, tout occupé présentement à brouter l'herbe périgourdine » (*Le Matin* retarde car le 27 juillet, le rival malheureux de Déat à la députation a été transféré du Centre de séjour surveillé du Sablon, près de Fanlac en Dordogne, au camp de Chibron dans le Var). L'un et l'autre sont révoqués dans les semaines suivantes, Talbert sous le prétexte d'avoir défendu Chaumette, instituteur taxé de communisme.

À Angoulême, les occupants n'ont pas d'état d'âme. Ayant expédié au diable neuf centaines d'Espagnols, ils n'hésitent pas à employer aussitôt ceux qui sont passés au travers du filet<sup>394</sup>. Ils les engagent sans contrôle politique préalable et avec des exigences très faibles en matière de rendement. Quelques-uns arrivent de Cognac comme Cuadra, Lasheras, Pepe *el Barbero* et Goytia. Ce dernier, surnommé *Barón* en raison de son élégance, fait le trajet avec le vélo qu'il a récupéré au terme de sa débâcle à Bayonne et constate que *todo es claro*. En octobre, il loue une chambre rue Friedland, près de la cathédrale, à côté de ce qu'il croit être une loge maçonnique ravagée, et trouve un emploi à la Fonderie de Ruelle pour le démontage des machines destinées à l'Allemagne. L'équipement l'émerveille : « Ce devait être l'un des établissements les plus modernes de France. » N'oubliant pas le rôle en novembre 1936 sur le front de Madrid du bataillon Commune de Paris<sup>395</sup>, il s'efforce de semer le désordre dans les pièces numérotées pour en compliquer le remontage. Mais au bout d'une quinzaine de jours, il a une altercation avec un petit chef français et juge préférable pour sa sécurité d'aller se faire pendre ailleurs. Aussitôt, il retrouve un emploi plus proche de son domicile comme débardeur à la gare. « À la même époque, s'amuse-t-il, une équipe franco-espagnole embauchée aux casernes pour refaire les peintures fut licenciée collectivement au bout de quinze jours pour quasi-absence de travail. » D'autres Espagnols travaillent à l'arsenal de la Madeleine (dépôt et entretien de matériel), dans les mess, la buanderie des casernes, l'intendance<sup>396</sup>, les boulangeries<sup>397</sup>. Avec son bras en moins, Liberto Coll assure à pied le portage du *Matin charentais* avant de s'installer au carrefour de Lille comme crieur pour plusieurs titres.

En conséquence, la présence espagnole à Angoulême se pérennise. La majorité des réfugiés s'entasse dans ce qu'ils dénomment ironiquement le *ghetto*, autour de la place du Palet et dans les rues adjacentes, zone à laquelle la bourgeoisie bien-pensante se donne quelques frissons en la réputant mal famée. D'autres contingents habitent au pied des remparts, rue Saint-Ausone et route de Bordeaux, en particulier au petit séminaire où sont logées cinq ou six familles anarchistes<sup>398</sup>. Quelques-uns sont disséminés dans d'autres quartiers. Les logements sont exigus et vétustes, froids l'hiver (la ceinture nord du plateau prend la bise de plein fouet), étouffants l'été, envahis de punaises contre lesquelles on lutte en badigeonnant les plinthes à l'alcool à brûler et en blanchissant les murs à la chaux. La plupart

---

<sup>391</sup> Paul-Louis Weiller s'était illustré pendant la Grande Guerre par des exploits dans l'aviation de reconnaissance qui lui avaient valu cinq blessures graves (cf. Jacques Mousseau, *Le Siècle de Paul-Louis Weiller*. Stock, Paris, 1998, p. 325).

<sup>392</sup> Une loi du 26 octobre crée le Comité d'organisation de l'industrie cinématographique dont l'une des premières missions est « d'évincer les indésirables de la profession », au premier chef les juifs, comme ne manquent pas de le souligner dans une circulaire le président du C.O.I.C. et son secrétaire général, Robert Buron, futur député M.R.P. de la Mayenne, sept fois ministre sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques et négociateur des Accords d'Évian (cf. Le Boterf, *La Vie parisienne sous l'occupation. Paris la nuit*. France-Empire, 1975, rééd. Press-Pocket, 1978, pp. 94-95).

<sup>393</sup> Voir Robert Paxton, *La France de Vichy*, 1972. Édition Point-Seuil, p. 155. En 1943, Ybarnegaray facilitera les évasions par l'Espagne, ce qui lui vaudra d'être déporté dans le Tyrol.

<sup>394</sup> En novembre 1943, on comptait 538 Espagnols en Charente occupée, dont 162 au service des autorités d'occupation, d'après un état allemand cité par Francis Cordet (cf. Lévy et Becker, *op. cit.*, p. 41).

<sup>395</sup> *Memorias del olvido*, p. 98. Dans nos entretiens, Pilar Claver a également mentionné ce sentiment d'une dette à honorer envers les brigadistes comme une de ses motivations.

<sup>396</sup> L'intendance était située boulevard de la République, en contrebas de la clinique Ambroise Paré.

<sup>397</sup> L'Épi d'or, au coin de la rue de Périgueux et de l'actuel boulevard René Chabasse, et une autre rue de Beaulieu en face du lycée dont une partie était réquisitionnée par les Allemands.

<sup>398</sup> À la question de savoir où se trouvait ce qu'il appelait *le 220*, un ancien occupant se montra fort flou, évitant d'avouer qu'il s'agissait du petit séminaire...

n'ont pas l'eau courante et il faut aller s'approvisionner à des fontaines. L'Église, en particulier le curé de la paroisse Saint-André dans la vieille ville, procure aux réfugiés une aide substantielle et ceux qui sont assez fiers ou assez favorisés pour la refuser ne manquent pas de noter que des familles anarchistes et quelques autres communistes ne crachent pas dessus.

À Cognac, la Luftwaffe a des projets. Dans le cadre du blocus de l'Angleterre qui se traduira en particulier par la construction d'une base sous-marine à La Pallice à partir d'avril 1941, elle veut moderniser la base de Châteaubernard en vue de former des pilotes et de surveiller une zone s'étendant de l'île de Ré à l'embouchure de la Gironde.

Dès le mois de novembre 1940, trois cents ouvriers sont à pied d'œuvre parmi lesquels José Alfarràs. À la mi-octobre 1940, il est rentré de son exil sud-charentais et a rencontré dans un bar de Cognac un contremaître bordelais, Duforcet, recrutant pour la S.A.C.E.R. Il s'est aussitôt fait passer pour cimentier et est allé de toute urgence acquérir truelle, scie et mètre au Comptoir agricole et commercial. La place obtenue, il pense à la solidarité et expédie des colis à un camarade du Vernet, Vitreu<sup>399</sup>.

D'autres ont préféré prendre du champ comme Léonard Fernández. Après avoir sauté du train qui devait le conduire aux Alliers et s'être engagé à la ferme des Six-Chemins, il s'est aperçu que la soupe était excellente mais le boulot pénible et le salaire nul. Il s'est alors inscrit dans deux entreprises allemandes, prenant ses repas auprès des deux sans travailler pour aucune. Au bout de quinze jours, il a préféré cesser ce petit jeu et s'intégrer dans une équipe de chez Calvet & Gaultier partant à Matha reconstruire la distillerie Brugerolle ravagée par un incendie. Ils sont là plusieurs anciens de la 165<sup>e</sup> C.T.E. : Jesús Lapiedra, Emilio Fernández, Ángel González et Miguel Barrón dont l'épouse fait office de cuisinière du groupe<sup>400</sup>. Ils resteront à Matha plus de six mois, peut-être pas loin d'un an, ne revenant au plus tôt travailler au camp d'aviation que vers la mi 41.

La nature a horreur du vide et les vases communiquent. Alors que le temps s'éclaircit pour les républicains, il se couvre pour les gitans. Après l'arrivée des Allemands, quelque soixante Tsiganes mosellans ont tenté de revenir chez eux mais les autorités occupantes de Saint-Dizier les ont refoulés le 12 septembre 1940<sup>401</sup>. Le 19 octobre, les nomades sont au nombre de 61 aux Alliers<sup>402</sup>. À ce moment, les Allemands commencent à chasser les *Zigeuner* des départements côtiers et à exiger leur internement. Le 22 novembre, ils interdisent la circulation des professions ambulantes dans vingt et un départements, dont la Charente. Le lendemain, le préfet Papinot, qui a succédé le 25 août à Malick muté à La Rochelle, ordonne d'expulser les Espagnols restant aux Alliers (ils étaient encore 27 en octobre) pour y interner les nomades. Le rassemblement s'effectue lentement : environ 185 arrivent de Charente-Maritime et 125 de Charente. Certains viennent avec leurs roulottes, souvent plus vétustes que les baraques, et réussissent parfois le tour de force de les faire entrer à l'intérieur<sup>403</sup>. Dans toute la France, 3.000 Tsiganes sont ainsi enfermés, principalement dans la zone occupée qui se couvre d'une vingtaine de camps<sup>404</sup>. Vichy se borne à en interner quelques-uns à Gurs, Rivesaltes, Le Barcarès, Argelès ainsi qu'au nouveau camp de Saliers, près d'Arles, supposé adapté à leur forme d'habitat et de culture<sup>405</sup>.

Le 12 décembre, le médecin-capitaine von Wyszecki, de la *Feldkommandantur* 749<sup>406</sup>, dresse un bilan calamiteux de la situation des Alliers qui reste sous la responsabilité de l'inspecteur Soulier : ce jour-là, les 362 présents, dont une quarantaine d'enfants en bas âge, ont reçu une ration de 350

---

<sup>399</sup> Colis de haricots et des saucissons dans des caissettes fabriquées par son compatriote Mallol, issu du contingent S.E.R.E. Mais José ignorait tout du S.E.R.E. et des raisons de la présence de Mallol à Cognac.

<sup>400</sup> Le 22 janvier 1940, Florencia Negrete ép. Barrón, née à Certigo (Santander), mère de deux fils de 6 et 3 ans, domiciliée à la cantine Jordi à Chaudon Norante (Alpes de Haute-Provence), avait demandé à se rapprocher de son mari. À la Libération, González et Barrón s'établiront à Angoulême.

<sup>401</sup> Ainsi que d'autres Mosellans, juifs ou indésirables (Joël Giraud, *Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*, pp. 20, 138).

<sup>402</sup> 18 hommes, 13 femmes et 30 enfants de moins de quinze ans.

<sup>403</sup> Rapport de l'inspection générale des camps du 12 décembre 1941.

<sup>404</sup> D'après Peschanski qui range les Alliers parmi les plus petits sans jamais citer ses effectifs sous l'Occupation.

<sup>405</sup> Ouvert en Camargue le 15 juin 1942, à l'écart des agglomérations, Saliers devait être un instrument d'intégration par la sédentarisation et une vitrine pour le régime. Mais il y eut loin de la coupe aux lèvres (baraques au sol en terre battue, sans plafond, ni électricité, ouvriers non payés, gardiennage négligé...). Le premier gros contingent, 300 nomades, arriva de Rivesaltes en décembre 1942. Au total, 677 nomades y séjournèrent, dont 227 enfants qui furent placés auprès du Secours national d'Arles et de l'Assistance publique de Marseille. Il y eut de nombreuses évasions et en août 1944, le directeur, résistant comme son prédécesseur, laissa partir ceux qui le voulaient.

<sup>406</sup> Archives Guy Hontarrède.

grammes et n'ont eu à se partager que 110 à 120 livres de pommes de terre et 100 livres de viande non désossée. Aucune boisson ou substance chaude ne leur a été offerte avant midi. Les hommes ont perdu leur emploi et le versement des allocations est interrompu. Tous les toits sont fortement endommagés et des flaques d'eau parsèment les sols en béton. Presque tous les carreaux sont brisés. Certains locaux sont dépourvus de moyens de chauffage, d'autres n'ont que de petits poêles en fer sans aucun combustible, de sorte que les nomades allument des feux à même le sol avec du bois glané nuitamment à l'extérieur par les jeunes. La plupart des internés couchent par terre tout habillés et manquent de couvertures.

Le 27 février 1941, à la suite de plaintes du voisinage, l'administration décide d'abattre ou de vendre les nombreux chiens des nomades « remarquablement dressés pour la capture des volailles. » Fin avril, c'est au tour des chevaux, ânes et mulets. Ne reculant pas devant les clichés, l'inspecteur général<sup>407</sup> note que ce furent autant de petits drames qui éclatèrent dans cette véritable Cour des miracles.

En juin, le docteur Joucla, inspecteur de la Santé en Charente, confirme l'absence de chauffage au cours de l'hiver et la saleté repoussante des grabats induisant poux, gale et affections cutanées diverses.

Pense-t-on déjà à résister ? À cet égard, on ne saurait douter de la détermination des communistes espagnols qui ont tranché beaucoup plus tôt que leurs homologues français<sup>408</sup>. « La première tâche des Espagnols fut le sabotage, a déclaré José Goytia. Il existait une poudrerie à Angoulême et dès les débuts de 1941 plusieurs ateliers explosèrent<sup>409</sup>. » Mais il ne s'agit là que d'un témoignage indirect<sup>410</sup> et les premiers documents ayant trait à des sabotages en usines n'apparaissent qu'en novembre 1942<sup>411</sup>.

Un mémoire de dix-huit pages hâtivement rédigé en février 1947 par l'Amicale des anciens F.F.I. espagnols en Charente<sup>412</sup>, et qui ne fait pas spécialement ni dans la litote, ni dans l'œcuménisme, atteste de débuts modestes : « La résistance espagnole s'est constituée [...] d'abord à l'initiative de quelques éléments dont le manque de contact avec les organismes centraux limitait les actions à du sabotage [entendre des détériorations de marchandises et parfois de matériel] et à une résistance à travailler pour l'occupant. Ce n'est qu'en 1941 que nous prenons contact avec les frères Robbton de Saint-Michel [Robton, de La Grande Garenne, Angoulême-ouest] qui nous mettent en rapport avec le groupe commandé par René Michel, organisateur et premier chef des groupes F.T.P. dans le département avec les Barrière et les frères Nepu [Nepoux], tous fusillés dans le camp de La Braconne<sup>413</sup>. » Sachant que les frères Robton ont été arrêtés le 20 janvier 1941 pour distribution de tracts par le commissaire Couillaud<sup>414</sup> et condamnés en février à plusieurs mois de prison, les contacts n'ont probablement été noués qu'au second semestre 1941 et n'ont pas débouché sur des actions significatives avant février ou mars 1942, date de l'arrivée de René Michel.

Durant cette première année d'occupation, les communistes français se cherchent. On les accable. Mais personne n'a apporté la bonne réponse aux visées hitlériennes. La rapide défaite de la France a surpris Staline qui misait sur une usure réciproque des impérialismes. À Paris, Jacques Duclos accepte de négocier avec l'occupant en vue de la réparation légale de *L'Humanité*. On ne sait qui se fourvoie le plus, des communistes qui veulent bien appeler à la reprise du travail, mais pour des productions pacifiques, et espèrent prendre le pouvoir à la faveur de l'effondrement du pays, ou de l'ambassade nazie qui veut affaiblir les Français en les divisant mais a besoin d'un pouvoir fort à Vichy pour

---

<sup>407</sup> Rapport du 12 décembre 1941.

<sup>408</sup> Fin octobre 1940, profitant de la facilité d'entrer et sortir du camp d'Argelès, des cadres du P.C.E. s'y réunissent et prennent la résolution de « lutter aux côtés du peuple français contre le nazisme » (cité par D.W. Pike, *J.G.J.H.*, pp. 33-34).

<sup>409</sup> *Memorias del olvido*, p. 100.

<sup>410</sup> « Je sais qu'il y eut un sabotage, mais je n'y ai pas participé et je ne peux donner de détails, ni sur la date exacte, ni sur ses résultats. L'information vint des camarades français, mais entre nous il existait une grande confiance » (lettre de José Goytia à l'auteur).

<sup>411</sup> Guy Hontarrède, *Ami entends-tu ?* p. 98.

<sup>412</sup> A.N. 72 AJ 107. Il constitue, sous une forme quelque peu enjolivée, l'unique source du colonel Miguel Ángel Sanz sur la Charente pour le livre qu'il a publié en 1971 à La Havane sous le pseudonyme de Miguel Ángel, *Los Guerrilleros españoles en Francia* et il est cité de manière succincte et approximative in *Exils et migration* (L'Harmattan, 1994, p. 606). Les auteurs en sont probablement Antonio Davo et Francisco López Navarro.

<sup>413</sup> Les Robton n'ont pas été fusillés à La Braconne : André, réarrêté en juin 1943, est mort en déportation. Edmond, qui ignorait tout du camp des Alliés à 2 km de chez lui, demanda en vain à être envoyé dans un maquis et partit au S.T.O.

<sup>414</sup> Cf. Guy Hontarrède, *Ami entends-tu ?* p. 98. L'auteur indique par erreur que Couillaud venait d'arriver en Charente pour quelque temps. En fait, nous l'avons vu, il officiait depuis plusieurs années à Angoulême où il habitait le quartier Saint-Cybard. Ses brillants débuts sous l'Occupation furent rapidement interrompus par une fatale crise cardiaque.

maintenir l'ordre. Les discussions achoppent. Moscou condamne. Puisqu'il faut un bouc-émissaire, ce sera l'homme qui a mené les négociations, Maurice Tréand, l'un des anciens responsables des envois de brigadistes en Espagne <sup>415</sup>. En septembre, on l'envoie se mettre eu vert en Charente, à Marthon, puis à Montbron. Au même moment, Charles Tillon, ancien de la mer Noire et de la guerre d'Espagne, instructeur du Parti dans le Sud-Ouest, qui a désapprouvé ces négociations dès qu'il en a eu connaissance, est recruté avec Frachon à la direction nationale. Toutes les ambiguïtés ne sont pas levées. Jacques Duclos donne consigne aux élus de la région parisienne de sortir de la clandestinité. À Ivry, Montreuil, Gennevilliers, Villeneuve-Saint-Georges, des manifestations sont organisées pour le retour des municipalités déchues après la signature du Pacte germano-soviétique. Les résultats sont catastrophiques. Le 5 octobre, des centaines de militants sont arrêtés. *L'Humanité* clandestine appelle jusqu'au printemps à la relégislation de sa presse et de ses élus. Elle refuse de choisir entre l'Allemagne et l'Angleterre mais se réjouit de la résistance de l'Angleterre dont la défaite ne profiterait à personne et surtout pas à l'U.R.S.S.. Derrière les revendications catégorielles qui fleurissent la normalité du temps de paix, il est facile de deviner les arrière-pensées patriotiques : « Autant de moins pour les Boches », comme on le dira sans ambages un peu plus tard. À partir de la fin octobre, alors que Vichy se tait, *L'Huma* proteste plusieurs fois bruyamment contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Pour réorganiser le Parti dans les Charentes, Tillon envoie son beau-frère, Georges Beyer, ingénieur de trente-cinq ans <sup>416</sup>. À Angoulême, une militante lui prête sa maison, rue des Remberges. On lui adjoint un ancien brigadiste, René Duffaut. Leurs activités sont mal connues. Des réunions se tiennent, notamment chez les Normand, près d'Aigre, qui s'étaient partagé l'accueil d'une famille de réfugiés espagnols avec les Brion. On étudie avec passion une brochure clandestine : *Les Bases théoriques du communisme*. Probablement se réunit-on aussi chez Lucio Vallina à Cognac.

Un autre immigré espagnol de Cognac, l'imprimeur Pablo Villarubia, se rebiffe contre l'ordre allemand mais on ne sait rien de lui, sauf qu'il a été arrêté pour fait de résistance et qu'il est mort à Mauthausen <sup>417</sup>.

Marcel Paul vient à Ruelle, dès avril 1941 dit-on, pour parler sabotages dans les arsenaux. Le responsable C.G.T. de ces établissements, le poudrier Paul Bernard, aurait assisté à la réunion. Les groupes armés de protection des distributeurs de tracts sont structurés en Organisation spéciale sous l'égide de Tillon. Les entreprises allemandes en Roumanie et dans les Balkans mécontentent Staline. Le climat se tend. Le 25 mai, *L'Humanité* appelle à la formation d'un *Front national de lutte pour l'indépendance de la France*. Georges Marrane, qui depuis des mois sillonne à vélo la région lyonnaise pour reconstituer le Parti communiste, devient le chef du F.N. en zone Sud.

À Angoulême, les communistes espagnols reçoivent un renfort de poids en la personne d'Ernesto Casaber. D'origine andalouse, il a été élevé par sa grand-mère qui l'a placé à sept ans comme gardien de moutons et de chèvres. À onze, une tante l'emmène avec elle dans la banlieue de Barcelone. Ernesto ne va pas à l'école. Il travaille chez un maréchal-ferrant, puis chez un garagiste et enfin dans une usine allemande de baignoires et lavabos : il plie des tôles avec une machine à manivelle, il soude à l'arc, neuf à dix heures par jour, six jours par semaine. Son chef d'atelier le fait adhérer aux Jeunesses communistes et à l'U.G.T. Il apprend « la haine contre les exploités abusant du peuple. » En juillet 36, le chef d'atelier joue un rôle actif dans la résistance au putsch et devient commissaire politique sur le front d'Aragon. Ernesto le suit. Ils n'ont que des fusils de la guerre de 14 et des armes

---

<sup>415</sup> Tréand était responsable de la section des cadres du P.C.F. qui exploitait les fameuses « bios » demandées aux militants. Celles-ci étaient réparties en quatre casiers, le dernier étant réservé aux « indésirables déjà éliminés » (d'après Vassart, cité par Robrieux, *Histoire intérieure du P.C.F.*, Fayard, 1980, 1-389).

Dans leur *Histoire du P.C.F.* (P.U.F., 1995), Courtois et Lazar présentent la guerre d'Espagne comme une sorte d'aubaine pour le Parti dont il aurait profité pour se démarquer de la S.F.I.O., développer sa mystique antifasciste, glorifier l'U.R.S.S. et roder des cadres sélectionnés en les immergeant dans une vraie lutte révolutionnaire. En fait, le P.C.F. manquait de personnel pour encadrer le formidable flux d'adhésions consécutif au Front populaire. La plupart des cadres n'arrivèrent en Espagne que tardivement, à la demande des responsables d'Albacete qui criaient famine, et beaucoup étaient des spécialistes (officiers, médecins...) ou des politiques écartés pour des raisons variées (comme Barthel-Chaintron sous le coup d'une inculpation pour propagande anticolonialiste en Algérie). Dans *Il était des femmes dans la Résistance* (Stock, 1978), Ania Francos cite les cas de militants que le Parti empêche d'aller en Espagne et envoie en formation à Moscou, tels Arthur Dallidet et Angèle G.[Grosvalet]. C'est précisément cette dernière, cousine du chef de gare à Marthon, qui, chargée de suivre Tréand dans sa mise à l'écart, le fit venir en Charente.

<sup>416</sup> Beyer était marié à la sœur de M<sup>me</sup> Tillon.

<sup>417</sup> Il était né en 1913 et il est mort à Mauthausen le 7 décembre 1941. Il n'a point de rue à son nom à Cognac, contrairement à Lucien Vallina dont des descendants sont restés en Charente.



de chasse, pas d'uniformes, guère de solde. Une seule permission en deux ans et demi. Une balle traverse la main d'Ernesto.

Il apprend un peu à lire et écrire sur le tas, devient caporal et vers la fin de la guerre, commissaire politique de sa section. Puis c'est la *retirada* et la litanie des camps. Au Barcarès, les Sénégalais l'ensablent debout jusqu'au cou, pour un pain volé. Ernesto ne fait pas dans la nuance.

— « La défaite des républicains est entièrement imputable aux démocraties occidentales. »

Il s'engage malgré tout dans l'armée française et devient deuxième classe dans un régiment d'artillerie qui monte au combat sur la frontière belge, puis reflue jusqu'en Ariège. Le voici soudeur à l'arc dans une usine d'aluminium avec, d'après lui, un salaire de 50 F par mois, cinq à six fois inférieur à celui d'un ouvrier français, à peine de quoi payer sa pension et s'acheter quelques sardines rouilleuses <sup>418</sup>.

— « En septembre 1939, martèle-t-il, la France a déclaré la guerre à Hitler mais elle avait été vendue auparavant par Daladier, Chamberlain, Pétain et compagnie. »

À la fin du printemps 1941, la tante d'Ernesto l'invite à Angoulême. Il marche pendant trois semaines, les poches vides, vivant ici de l'hospitalité, ailleurs de chapardages dans les champs. Arrivé à Mareuil en Dordogne, il se rend chez des Français qui ont posté l'invitation. Ils lui offrent un solide repas qu'il dévore avec férocité. Le lendemain, de nouveau restauré, on lui indique un bois pour franchir la ligne. Il s'y perd, y est repéré par une Parisienne réfugiée dans le secteur, peut-être une juive, qui demande à son mari de guider l'égaré. Un conseil : qu'il se planque dès qu'il entendra un véhicule à moteur : il sont presque tous allemands. Arrivé à bon port en juin 1941, Ernesto trouve presque aussitôt un emploi grâce au bureau d'embauche allemand de l'avenue de Bordeaux. Le voici manutentionnaire au bâtiment des Grandes Forges à la Fonderie de Ruelle, vaste entrepôt dans lequel peuvent pénétrer des wagons qui repartent pour l'Allemagne gorgés de sucre et de cognac.

Francisco Coll, qui avait choisi la Légion pour être soigné du coup de barre sur la tête reçu à son arrivée en France, se retrouve au Levant. En juin 1941, le gouvernement de Vichy met les bases et les forces qu'il y possède à la disposition de la Luftwaffe pour lui permettre de se porter au secours du premier ministre irakien rebelle contre les Anglais. Ces derniers, flanqués d'une petite cohorte gaulliste, attaquent les troupes du général Dentz en Syrie et au Liban. Francisco Coll est tué par les Britanniques.

---

<sup>418</sup> Inconnues du *Petit Robert*, les sardines rouillées (ou rouillouses ou rouilleuses) étaient des sardines fumées et salées, conditionnées dans des barils en bois et qu'on pouvait acheter à l'unité. Elles étaient très appréciées par les paysans, les cantonniers, les ouvriers sur les chantiers pour casser la croûte sur le tas vers les 9 heures du matin.

XX  
BARBAROSSA

« Nous sommes, Américains et Français, en présence de deux doctrines dont l'application nous paraît indésirable : le nazisme et le bolchevisme » (Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'État, note manuscrite fin juin 1941. Citée par Louis Noguères, *Le Véritable Procès du maréchal Pétain*, Fayard, 1955, p. 393).

Hitler hésite depuis plusieurs mois. Doit-il faire plier l'Angleterre avant d'attaquer à l'Est ou doit-il réaliser sans attendre son vieux rêve d'expansion en Russie, sous couvert de guerre préventive et d'élimination du dernier allié continental du Royaume uni ? Ce sera la seconde solution. Il explique à Bormann : « Les Slaves doivent travailler pour nous. Inutile de les vacciner et de suivre pour eux les règles allemandes d'hygiène. Leur fécondité est indésirable. L'instruction est un danger ; il suffit qu'ils sachent compter jusqu'à cent »<sup>419</sup>. Le 22 juin, la Wehrmacht se rue à l'assaut de l'U.R.S.S. Staline tombe de haut. Malgré les avertissements de ses espions et des Alliés eux-mêmes, il n'y croyait pas. « L'Allemagne, annonce-t-il à la radio, a violé avec perfidie le pacte de non-agression. » *L'Humanité* du 2 juillet parle de « déloyauté », de procédé « aussi lâche que cruel », de « coup de poignard dans le dos ».

Encore plus zélés que Vichy, Déat et consorts prennent l'initiative de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (L.V.F.). On rameute Doriot et son P.P.F. On s'installe le 8 juillet dans les locaux de l'Intourist à Paris. On tient meeting au Vel'd'hiv' le 18. On émet une circulaire : « Il est du devoir de tous les Français qui ont compris, de guider dans la voie du relèvement national antijuif<sup>420</sup> et antibolchevique, ce qui revient au même, les autres Français, encore plongés dans l'ignorance, l'indécision ou l'opposition. » On ouvre des centres de recrutement dans des boutiques dont les propriétaires juifs ont été chassés (au moins dix-huit à Paris et onze en banlieue). Leurs vitres sont cassées. Le 30 juillet, on n'a recruté que 3.000 volontaires : Clémenti et Costantini s'engagent. Déat, Doriot et Bucard doivent suivre. Le 27 août, à la caserne Borgnis-Desbordes de Versailles, Paul Collette blesse Laval et Déat qui passent en revue le premier contingent de volontaires portant l'uniforme allemand avec un écusson France. Sur son lit d'hôpital, Déat apprend que Deloncle cherche à le supplanter mais les services d'Abetz veillent. Le 20 octobre, Deloncle quitte le R.N.P. en emmenant les deux-tiers des adhérents. Dans la nuit, ses hommes saccagent sept synagogues à Paris<sup>421</sup>. Pétain retombe dans ses vieux démons et la presse collabo fait ses choux gras de ses télégrammes à la L.V.F. : « Vous détenez une part de notre honneur militaire ». Déat se rapproche de groupuscules extrémistes et antisémites. Il appelle de ses vœux un régime totalitaire, introduit le culte du chef. Le 4 février 1942, à l'occasion du congrès du R.N.P. charentais, il donne une conférence à la salle philharmonique d'Angoulême : « La France devant les problèmes européens. »

Le 5 septembre 1941 s'ouvre au palais Berlitz à Paris l'exposition *Le juif et la France*. Un panneau est réservé aux juifs dans l'industrie : *Mainmise sur les ressources nationales. Les juifs accaparent les industries "abritées" : aviation, automobiles, produits chimiques*. Le panneau est illustré par une

<sup>419</sup> Buchheit, Gert, *Hitler chef de guerre*. Traduit, préfacé et annoté par Jacques Mordal. Arthaud, 1961.

<sup>420</sup> La formule n'a rien de platonique. Au cours d'un exercice près de Kruszyna, dans le district de Radom (Pologne), la L.V.F., chargée uniquement d'assurer la garde, se mit « avec un zèle tout particulier » à achever les blessés juifs. À la fin de l'action, 113 cadavres juifs gisaient sur un large rayon autour du campement (Raul Hilberg in *Le Monde*, 25 février 1994).

<sup>421</sup> Officiellement, Deloncle se retirera de la vie politique en mai 1942. En fait, il a déjà compris qu'Hitler menait l'Allemagne au désastre et a ordonné à ses hommes de quitter la L.V.F. Il cherche alors à négocier une alliance contre l'U.R.S.S. entre l'Amérique antigauilliste, une Allemagne débarrassée du Führer et des hommes comme Darlan ou Giraud. Deux fois arrêté par la Gestapo, il obtient à la rentrée 1943 un laissez-passer de l'Abwehr pour aller prendre des contacts à San Sebastián. Finalement, la Gestapo l'abat à Paris le 7 janvier 1944.

série de portraits, avec au premier plan Paul-Louis Weiller <sup>422</sup>. Le 11 janvier 1942, il a la bonne idée de s'embarquer à Marseille et de rallier l'Amérique. Bientôt sa mère Alice, qui revenait chaque été au château Dampierre à Angoulême, sur les bords de la Charente, va devoir porter l'étoile jaune. Au nom de la pureté raciale, elle sera gazée à Auschwitz à l'âge de soixante-quatorze ans. La propagande allemande inaugure dans la banlieue parisienne la politique du *Werkpausenkonzert* en offrant chez Gnome et Rhône un récital de musique classique aux ouvriers <sup>423</sup>.

Le 23 octobre 1941, Taittinger prononce une conférence collaborationniste à Angoulême où les Allemands viennent de fusiller leur premier résistant pour tentative d'incendie d'un dépôt de paille à la gare. Il s'appelait Gontran Labrégère et n'avait que dix-neuf ans. Son complice, Jean-Jacques Rivière, est emprisonné à Landsberglich <sup>424</sup>. Mathilde Mir prend sous son aile le frère de Gontran mais pour l'heure, les Écoles normales sont réformées et elle est mutée à Cognac. Le 31 octobre, Taittinger intervient auprès du commissaire général aux questions juives, Xavier Vallat, qu'il tutoie, pour défendre Le Bon Marché dans une affaire qui l'oppose à Prisunic pour la partage des dépouilles des magasins U.A.C.-Unifix <sup>425</sup>.

À Oran, le général Charbonneau reçoit encore du monde : du 25 novembre 1941 au 25 avril 1942, Vichy lui envoie près de 1.500 internés du Vernet dont une moitié d'Espagnols, parmi lesquels le chef de la division Durruti, Ricardo Sanz. Ils prennent aussitôt le chemin du camp de Djelfa, façon comme une autre de « grossir le vieux courant de gauche algérois et oranais » dans lequel la France libre pousse ses racines, comme l'écrit si admirablement *le meilleur biographe français* <sup>426</sup>. Mais Charbonneau n'en voit pas la fin : il est démis en janvier 1942, à la demande des Allemands prétend-il, et devient commandant supérieur des troupes d'outre-mer en métropole <sup>427</sup>.

Franco paie son écot au Führer en créant sa propre légion antibolchevique, la *División azul*. Entre le 22 juin et le 2 juillet 1941, 100.000 volontaires se présentent dans les bureaux de recrutement, 18.000 sont sélectionnés <sup>428</sup>. À la gare d'Angoulême, les républicains espagnols voient leurs vainqueurs monter vers le front de Leningrad. « Les trains devaient s'arrêter quelques minutes, se souvient José Goytia, et afin d'obtenir quelques informations, nous préparâmes une petite opération. Ce n'était pas facile parce que, lorsque les trains arrivaient, l'entrée était interdite, sauf aux Allemands et à la police française. Suivant nos plans, je devais m'introduire dans la gare et discuter avec quelques soldats qui étaient consignés dans les wagons. Alors que le train démarrait lentement, un officier de la division, depuis le marchepied du wagon, me demanda ce que je faisais à Angoulême et pourquoi je n'allais pas sur le front russe combattre contre les communistes. Sans réfléchir aux conséquences, ma réaction fut immédiate : « Et vous pourquoi ne luttez-vous pas contre les Allemands, assassins de notre peuple ? » L'officier suffoquant de colère et voyant que le train prenait de la vitesse, cria : « Arrêtez-le ! Arrêtez-le ! » Avec le bruit du train et les chants des soldats, la police ne se rendit

---

<sup>422</sup> Cette exposition dénombrait à Paris 644 avocats juifs sur 2.025. Ils n'étaient en réalité qu'environ 400 sur 2.500. Par la suite, l'exposition parcourut la France. À Bordeaux, elle reçut 60.000 visiteurs entre le 27 mars et le 10 mai 1942, dont beaucoup d'enfants des écoles.

<sup>423</sup> Cf. Hervé Le Boterf, *op. cit.*, p. 269.

<sup>424</sup> Fils de Louis Rivière, président du Comité de secours aux réfugiés espagnols fondé à Saint-Cybard en septembre 1939.

<sup>425</sup> Voir Philippe Verheyde, *L'Aryanisation des entreprises juives*. Perrin, 1999.

Né en 1891, fils d'un instituteur, avocat, mutilé de la Grande Guerre, Vallat avait été élu maire, conseiller général et député d'Annonay en 1919. Il fut actif à l'Union nationale des combattants, à la Fédération nationale catholique et un temps au Faisceau, le mouvement fasciste de Georges Valois. Malgré son attaque à la Chambre contre Léon Blum le 6 juin 1936 (« C'est la première fois que ce vieux pays gallo-romain est gouverné par un juif »), ce cagouillard fut élu et réélu au conseil de l'ordre des avocats qui ne comptait pas un seul juif parmi ses 25 membres. Ministre des Anciens Combattants en juillet 1940, il fut le père de la Légion française des combattants. Premier directeur du Commissariat général aux questions juives en mars 1941, cet antisémite furieux mais germanophile dut laisser la place en mai 1942 pour cause de mésentente avec l'occupant. Son successeur, Louis Darquier dit de Pellepoix (1897-1980), se réfugia en Espagne à la Libération et refit surface en 1978 pour proclamer : « À Auschwitz, on a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux » et rappeler le rôle de René Bousquet, ce qui marqua le début des ennuis pour l'ancien secrétaire général de la police de Vichy. Vallat fut ensuite ministre plénipotentiaire. Jugé à la Libération, il prétendit récuser un juré juif car Français de trop fraîche date. Ses souvenirs publiés en 1957 dégoûlèrent encore d'antisémitisme, ce qui n'empêcha pas les deux sénateurs et les trois députés de l'Ardèche d'assister à ses obsèques en 1972.

<sup>426</sup> Jean Lacouture, *De Gaulle* (Seuil, 1984, t. 1, p. 596). En 500 pages serrées sur la Seconde Guerre, c'est la seule allusion de Lacouture au rôle des républicains espagnols. Et il n'a pas un mot pour les évadés par l'Espagne...

<sup>427</sup> Le général Weygand, qui avait remplacé Gamelin en plein milieu de la percée allemande de mai-juin 1940 (*veni, vidi, Vichy*), avait lui-même été destitué en novembre 1941 de son poste de délégué général du gouvernement français en A.F.N. En novembre 1942, il sera arrêté par les Allemands et déporté.

<sup>428</sup> Léo Palacio, *La Maldonne espagnole*. Neus Català prétend néanmoins que beaucoup avaient été enrôlés de force, *au contact du canon froid d'un revolver dans les mains de fanatiques* (*op. cit.*, pp. 149-150).

compte de rien et moi, impassible, voyant partir le train, je restais sur le quai en faisant des saluts d'adieu.

À l'arrivée du train à Poitiers, les autorités furent informées et durant plusieurs jours, les Espagnols furent convoqués à la "préfecture". Ils voulaient connaître le coupable... Personne ne dit rien, preuve de la grande solidarité qui existait entre nous <sup>429</sup>. »

Dans un cas au moins, les *perdidos* de la *División azul* ont droit à une permission en ville. Ernesto Casaber en croise un avenue Gambetta qui, au vu de son costume bleu, lui demande s'il appartient à la Marine. « Beaucoup de ces volontaires étaient des individus poussés par la misère et quelques-uns n'avaient d'autre intention que de désertier à la faveur de leur passage en France, soutient Pilar Claver qui avait trouvé un appartement près de la gare. On leur criait de ne pas y aller, qu'il faisait très froid, qu'ils seraient battus. J'en ai reçu un chez moi, lui ai donné des vêtements civils et l'ai orienté vers la clandestinité. Un autre a déserté à la gare d'Austerlitz et il habite aujourd'hui Malakoff. » Un réfugié employé à la gare, Paco Ríos <sup>430</sup>, homme des plus mesurés, parle de plusieurs désertions à Angoulême.

Les Catalanes Margarita Ribas, ancienne des Jeunesses communistes, et sa sœur María, avec lesquelles Pilar Claver a naguère sympathisé au refuge Bernier de Cognac, viennent à leur tour à Angoulême avec leurs compagnons Antonio Cuadra et Fortunato Lasheras, issus de la 165<sup>e</sup> C.T.E. Ils commencent à diffuser des lettres et des tracts, notamment des passages de *Reconquista de España* <sup>431</sup> recopiés à la main.

Le 19 mars 1942, José Díaz, secrétaire général du Parti communiste espagnol, s'éteint dans un sanatorium de Tbilissi en Géorgie. L'historien Franz Borkenau et Jorge Semprún, qui se réfère à une confidence du médecin personnel du défunt, prétendent qu'il s'est suicidé mais le médecin cité par Semprún a démenti auprès de D.W. Pike. Son ancien ministre de l'Éducation, Jesús Hernández, et *El Campesino* assurent qu'il a été défenestré. La vérité est qu'on ignore ce qui s'est passé <sup>432</sup>.

Albert Simonet et Fernand Trongier ne reverront plus Marx Dormoy. À peine libéré par Vichy, ce dernier est déchu de son mandat de conseiller général et assassiné le 26 juillet 1941 par la Cagoule à Montélimar : une bombe sous son oreiller. Albert l'ignore : il est encore sous le choc de la défaite et Vichy a ordonné le silence sur ce forfait <sup>433</sup>. Il n'a pas non plus porté attention à la clause de l'armistice prévoyant la livraison au Troisième Reich des réfugiés politiques allemands, brigadistes compris :

— J'ai accueilli l'armistice avec soulagement. J'étais pétainiste comme tout le monde. Même les fourmis étaient pétainistes ! Le Maréchal, c'était le vainqueur de Verdun !

— Il y a des tas d'exemples contraires. Voyez déjà les réserves sur le Vainqueur de Verdun dans *Le Sang noir* de Louis Guilloux, 1935, pour ne pas remonter à Foch et Poincaré ! Ou le *Journal* de Guéhenno.

— Vous avez lu deux ou trois livres où les gens prétendent ce qu'ils veulent. Même chez nous, on avait affiché son portrait. Après, bien sûr, on l'a déchiré.

— Après Montoire, la poignée de main à Hitler ?

— Au bout de pas très longtemps, sans doute.

Malgré les transfusions auxquelles se prête Albert au profit de Fernand Trongier, ce dernier décède avant d'avoir réalisé son projet de reconversion dans les transports routiers :

— Normal, vous manquiez de sang dans votre alcool !

— Au contraire, ça me permettait d'être compatible !.

Albert se débrouille. En marge de son travail chez Beaussier-Dumas-Colineau, il installe deux meules mues par un moteur électrique pour fabriquer de la farine à échelle artisanale. Il faut bien vivre.

---

<sup>429</sup> Lettre à l'auteur, 13 décembre 1999. Traduction A.L.

<sup>430</sup> Sorti d'Argelès en mars 1940 pour travailler à la construction du camp de Basseau au service de Chapelon & Gervais.

<sup>431</sup> Organe de l'U.N.E. (Union nacional española), satellite du P.C.E., équivalent ibérique de notre Front national. N° 1 en août 1941.

<sup>432</sup> Pike, D.W., *J.G.J.H.*, pp. 105-6.

<sup>433</sup> Le gouvernement de Vichy interdit le retour de sa dépouille. Ce n'est qu'en décembre 1945 que le corps fut tiré de la fosse commune et reconduit à Montluçon.

Fin 1942, les trois coupables présumés avaient été élargis par les Allemands de la prison de Largentière et expédiés en Espagne, où on perd leur trace.

Lorsque l'institutrice Jeanne Bourroux apprend à Chantillac l'entrée des troupes allemandes en Union soviétique, elle a le pressentiment que les ennuis ne vont pas tarder mais elle espère pouvoir terminer en paix l'année scolaire. Le 23 juin, à l'heure de la récréation, elle voit s'arrêter une traction-avant noire. Un grand blond en descend, fait mine de la prendre pour une ressortissante soviétique et la conduit à la Kommandantur de Cognac. Apparemment embarrassés, les Allemands la laissent seule un moment. Elle s'approche du bureau et sur une feuille à en-tête de la sous-préfecture découvre son nom rajouté à ceux de sujets russes. Probablement un cadeau du sous-préfet Charles. Lola Batet se retrouve sans patronne. Un peu plus tard, elle suivra son mari qui deviendra maçon à Tonnay-Charente et le couple s'y fixera.

Au camp des Trois-Chênes à Angoulême <sup>434</sup>, Jeanne retrouve une trentaine de ses camarades dont l'imprimeur Peignaud, cheville ouvrière du Comité d'aide à l'Espagne républicaine en 1936. Mais on la transfère rapidement au quartier de femmes de la prison Saint-Roch. En plein été, près d'une cinquantaine d'internées s'y entassent, droits commun et politiques mêlées, dans une grande cellule avec une seule tinette et, dans la cour, un seul robinet d'eau pour la toilette... La gardienne-chef s'approprie les tickets des prisonnières pour s'offrir des surplus de sucre et de chocolat. En toute connaissance des risques, Jeanne n'hésite pas à dénoncer son trafic à un inspecteur de passage. En octobre 1941, elle est transférée au camp de Rouillé dans la Vienne <sup>435</sup>. Ils sont une dizaine de Charentais parmi lesquels son collègue Robert Gagnaire. Lui, il a été transféré le 14 février 1941 du camp de Chibron à Saint-Sulpice-la-Pointe dans le Tarn, puis libéré le 1<sup>er</sup> mai. Il comprend mal pourquoi les Allemands l'ont réarrêté le 3 juillet alors qu'il avait tenu toutes les promesses faites au moment de sa libération.

À l'extérieur, les communistes commencent à multiplier les attentats. Depuis son évasion d'Angoulême, Gilbert Brustlein a parcouru du chemin. Le 21 août, après plusieurs tentatives plus ou moins couronnées de succès, il accompagne l'ancien brigadiste Pierre Georges (le futur colonel Fabien) qui abat l'aspirant Moser au métro Barbès. Le 21 octobre, avec un autre brigadiste, Spartaco, et avec Bourdarias, il abat le *Feldkommandant* Hotz, plus haut gradé allemand de la place de Nantes. Le lendemain, l'international Pierre Rebière abat à Bordeaux le conseiller militaire Reimers. En représailles, les Allemands fusillent vingt-sept otages à Châteaubriant, vingt-et-un à Nantes, cinquante à Bordeaux.

À Paris, Jules Dumont, l'ancien commandant de la 14<sup>e</sup> Brigade internationale, commet des imprudences. Il demande à Brustlein de l'aider à déménager. Toute la journée du 9 novembre 1941, avec une voiture à cheval, ils font le trajet du cours des Maréchaux à la porte Brunet, en passant par la porte Dorée. Fabien ordonne à Brustlein un attentat-suicide contre un café fréquenté par les Allemands. Il accepte mais prend début 1942 le chemin de l'Espagne.

À la Toussaint 1941, Jeanne Bourroux compte parmi ceux qu'on transfère à Châteaubriant pour y combler les vides. Resté à Rouillé, Gagnaire dispense des cours de français supérieur à ses camarades. Il tente de profiter de sa position « pour essayer de leur faire signer une lettre désavouant les actes des patriotes contre les ennemis de la patrie. » Puis de leur faire raconter dans une rédaction ce qu'ils feraient après leur libération. Ses élèves tombent de quatre-vingt-dix à cinq. Peu après, il écrit une lettre au préfet de la Charente lui demandant de faire toutes les démarches nécessaires auprès des autorités allemandes pour le faire libérer le plus rapidement possible <sup>436</sup>. Au printemps 1942, la deuxième *Lettre ouverte aux ouvriers communistes* le présente comme membre du Comité central du Parti ouvrier et paysan français, groupuscule collaborationniste créé par l'ancien dirigeant communiste Marcel Gitton (que le Parti a fait abattre entre-temps comme traître par un international, Fosco Focardi).

À la différence de Gagnaire, André Seigneur n'a aucun doute sur les raisons de sa présence à Rouillé. Permanent du Parti communiste, il a été en 1935-36 la cheville ouvrière du Comité Thaelmann, puis s'est beaucoup investi dans l'aide à l'Espagne républicaine (il a été chargé en

---

<sup>434</sup> Camp voisin de la Poudrerie dont les Allemands se servirent également comme lieu d'exécution de résistants. Aujourd'hui transformé en stade.

<sup>435</sup> Ouvert le 6 septembre 1941, le « centre de séjour surveillé » de Rouillé, entre Parthenay et Poitiers, pouvait accueillir 700 internés. Les 150 premiers furent des communistes venant du camp d'Aincourt (Val-d'Oise). L'effectif varia entre 638 le 28 novembre 1942 et 274 le 18 novembre 1943. Au 23 février 1942, il se répartissait entre 86 « droits communs », 34 « marché noir », 473 « politiques et étrangers ». Des otages et des juifs y furent prélevés afin d'être fusillés en France ou exterminés à Auschwitz. Le 11 juin 1944, une attaque des F.T.P. permit de le libérer mais fut suivie de sévères représailles (Roger Picard, *Hommes et combats en Poitou*. Martelle, 1994, pp. 114-115). Par la suite, on y parqua des prisonniers de guerre allemands.

<sup>436</sup> *La Voix de la Charente*, organe clandestin du P.C.F. (septembre 1942).

particulier de réunir les capitaux nécessaires au lancement de *Ce Soir* <sup>437</sup>). Ayant rompu avec le Parti au lendemain du Pacte germano-soviétique, il a été arrêté le 30 octobre 1941 pour appartenance à un réseau gaulliste. Lui aussi effectue des démarches en vue de sa libération mais elles restent vaines et comme un bon nombre de détenus de Rouillé, il atterrit bientôt à Auschwitz <sup>438</sup>.

Le 9 janvier 1942, le préfet Papinot ordonne l'arrestation de quatre juifs « indésirables et en surnombre dans l'économie nationale. » Le 22, Vichy installe un Comité départemental à l'information et à la propagande. Sa figure de proue est un professeur du lycée de Beaulieu, Menesplier-Lagrange. Parmi ses acolytes : Maurice Firino-Martell. Le surlendemain, le Comité donne une conférence en faveur du travail en Allemagne. À l'Est, la guerre-éclair a fait long feu. Les nazis commencent à manquer de bras.

En Charente, le Parti communiste doit relayer Georges Beyer, nommé à la tête du réseau de renseignements du nouveau Comité militaire national coiffant ses différentes formations armées. Le Parti envoie Maria et Octave Rabaté. Les Rabaté sont des militants à toute épreuve. L'un et l'autre ont participé aux activités du Comité Thaelamnn en 1935-36 et autres actions de propagande contre le III<sup>e</sup> Reich <sup>439</sup>. En 1937 à Moscou, Maria a vu les purges de près. En 1939, elle a encaissé sans broncher le Pacte germano-soviétique. À la Toussaint 1941, ils louent une maison à Angoulême. Un groupuscule se manifeste à l'usine de papier à cigarette Lacroix. Pour peu de temps. Il est démantelé le 12 décembre. Marthe Meynard est déportée à Auschwitz, puis évacuée vers Mauthausen. Son mari Gaëtan meurt à Gusen II, le 16 avril 1945. Arrivé en retard à la réunion, Octave échappe de peu au coup de filet. Fin 1941 également, le brigadiste René Duffaut est arrêté à Bordeaux : il sera fusillé en octobre 1942.

Vient le tour du Ruffécois et de l'Aigrinois. Les communistes et leurs amis s'y agitent beaucoup, en particulier l'ancien brigadiste Gilbert Banlier. Comme Robert Gagnaire, il sort du village de Saint-Martin-du-Clocher. On parle de l'influence protestante. On est dans le prolongement de la région niortaise que le Parti avait rattachée entre les deux guerres aux deux Charentes. Inscriptions vengeresses, impression et distribution de tracts, collecte de fonds, ravitaillement pour les clandestins. Mais à Paris, les Brigades spéciales font merveille en matière de filature. Le 21 février 1942, une dizaine de militants sont arrêtés. Gilbert Banlier réussit à fausser compagnie aux gendarmes et à prévenir le nouveau chef des F.T.P., René Michel, qui devait tenir une réunion à Villiers-le-Roux le 28. Trois résistants seront fusillés comme otages au Mont-Valérien <sup>440</sup>. Une femme sera déportée à Birkenau, trois hommes à Mauthausen <sup>441</sup>.

Les Normand, de Germeville, échappent à la rafle. À la rentrée 1941, se sentant suspectés, ils ont loué leurs terres, vendu une partie de leur cheptel et sont partis dans le brouillard. Octave Rabaté revient de Paris avec des faux papiers qu'il doit leur apporter à Saintes. Sous le coup de la nouvelle des arrestations dans le Ruffécois, Maria tente de le dissuader de s'y rendre. Mais Octave en a vu d'autres. Il passe outre. Le 27 mars, il frappe chez les Lemasson. La police est au rendez-vous. Alexandre Lemasson réussit à s'enfuir, son épouse Marcelle sera déportée, Octave Rabaté prendra le chemin de Mauthausen. Quelque temps après, peut-être grâce aux photos figurant sur les faux papiers, la police loge les Normand : ils n'hébergeront plus d'Espagnols. Madeleine est emportée à Auschwitz par le convoi du 24 janvier 1943 <sup>442</sup>. Minée par la dysenterie, elle meurt à Birkenau, moins d'un mois plus tard, sous les coups de bâton d'une *stubova* <sup>443</sup> qui la punit de n'avoir pas réussi à atteindre dans

---

<sup>437</sup> Quotidien communiste dirigé par Jean-Richard Bloch qui réussit à combattre *Paris-Soir* sur son propre terrain, avec pour but premier le soutien à l'Espagne républicaine qui fut à l'origine de son lancement.

<sup>438</sup> Cf. Gilbert Badia, *Les Bannis d'Hitler* (Études et documentation internationales - P.U.V., 1985). Seigneur fut inclus dans le convoi du 6 juillet 1942 dit des « 45.000 ». Ce fut le seul train de politiques pour Auschwitz au départ de France : sur les 1.170 hommes dont 18 brigadistes, il n'y eut que 119 survivants (cf. Claudine Cardon-Hamet, *Mille otages pour Auschwitz*. Graphein, Paris, 1997, 560 p.). Parmi les victimes : quatorze militants d'Ivry-sur-Seine dont René Robin, secrétaire de la section C.G.T. de la S.K.F. et de la section locale du Secours rouge, très engagée dans l'aide à l'Espagne (cf. Robert Mascarell, « S.K.F., le fichier de la honte », *La Vie ouvrière*, 2 avril 1984). Des détenus juifs de Rouillé avaient été envoyés à Auschwitz par un convoi précédent.

<sup>439</sup> Cf. Gilbert Badia et alii, *Les Bannis d'Hitler*.

<sup>440</sup> Raoul Hédiard (garçon boucher à Ruffec) le 21 septembre 1942, Pierre Dupont (menuisier et aide-géomètre à Saint-Martin-du-Clocher, époux de Suzanne Brion), et Aristide Gentil (ouvrier agricole à La Chèverrie) le 2 octobre 1943.

<sup>441</sup> Berthe Sabourault, son mari Raoul (assureur à Villiers-le-Roux), Henri Banlier (agriculteur à Saint-Martin-du-Clocher, père de Gilbert) et René Moulignier (sabotier et négociant en bois de noyer à Ruffec) qui seul surviva.

<sup>442</sup> Ce convoi, qui comprenait 230 femmes arrêtées pour raisons politiques, est le pendant féminin des 45.000. Parmi ses victimes : Danièle Casanova qui, comme une bonne quinzaine de ses camarades, avait été très liée au drame espagnol. Parmi les 49 rescapées : Marie-Claude Vaillant-Couturier et Hélène Solomon (qui seront députées) et l'actrice Charlotte Delbo qui a immortalisé leur drame collectif.

<sup>443</sup> Femme *kapo* en polonais.

une cour, en pleine nuit, la brouette qui sert de tinette. Gustave est torturé par les Renseignements généraux à Paris : il en perd un œil. Le 2 octobre 1943, il est fusillé comme otage au Mont-Valérien.

Aux Grandes Forges à Ruelle, en cet été 1941, Ernesto Casaber et ses copains s'efforcent de récupérer des bouteilles de cognac. La technique est compliquée : il faut saouler la sentinelle allemande avec un mélange de vin, de sucre et de cognac. Ensuite, on va dissimuler les bouteilles sur une rive de la Touvre et la nuit, un camarade, Felipe Lázaro, va les récupérer en barque<sup>444</sup>. On casse aussi, autant qu'on peut, de préférence les bouteilles situées sur le haut des piles de sorte que leur contenu s'infilte dans les caisses du dessous sans donner l'alerte. Au début du mois de septembre, en chargeant un wagon, Casaber et Cie dépassent la mesure. Le liquide se répand par terre et l'odeur envahit l'entrepôt. Installé dans un bureau surélevé, un gradé les surprend et s'époumonne :

— « Communistes, bolcheviks, terroristes ! »

Le commandant de l'entrepôt les fait aligner, les arrose à la lance à incendie, puis les tabasse un à un à coup de nerf de bœuf en les menaçant du peloton en cas de récidive.

Casaber prend peur. Il quitte son travail. Heureusement, il s'est fait rapidement des connaissances. Il fréquente le salon de coiffure de l'avenue Gambetta où officie José Lumbreras. Il en découd sur les terrains de foot. L'affaire est vite entendue entre républicains :

— « D'où viens-tu, dans quelle unité as-tu servi, de quel parti es-tu ? »

*Le Blond* recueille Casaber. De ce moment sera datée son entrée officielle en Résistance.

*Le Blond*, nous le connaissons déjà. C'est Antonio Davo, l'ancien commissaire de police de Barcelone tiré fin 1939 d'Argelès par l'entrepreneur Lottet. Il dirige maintenant la Résistance communiste avec Francisco López Navarro, employé depuis la fin 1939 comme ébéniste aux gélatines Rousselot.

Casaber ne reste que quelques jours chez lui et retrouve du travail au parc à fourrages (caserne Chanzy). Un garde français le surprend à percer des sacs d'avoine : il se contente d'une engueulade. Fin 1941-début 1942, il l'aperçoit en train de visser jusqu'à les rompre les torsades de fils de fer attachant les bottes de paille. Il allonge à Casaber un uppercut qui le fait tomber du grenier. Groggy, le nez et la bouche en sang, Casaber s'empare de son crochet à paille et décoche un coup de bas en haut qui écorche superficiellement le ventre du garde. Scandale. Le commandant allemand du parc cravate Casaber par derrière et lui braque son revolver sur la tempe en lui faisant traduire un discours sur la nécessité du respect de l'ordre et des hiérarchies. Cependant, une sentinelle autrichienne, témoin de l'altercation sinon consciente de ses causes, plaide au garde-à-vous en faveur du coupable. Ce dernier, qui doit bien peser sa quarantaine de kilos, s'en tire avec un magistral coup de pied au cul qui le propulse à plusieurs mètres et lui laisse pendant quelque temps un souvenir cuisant. Plusieurs fois, il revient rôder autour de la caserne dans l'espoir de « zigouiller » cet officier mais celui-ci s'obstine à sortir accompagné. De guerre lasse, monté sur une vieille bicyclette munie de pneus en rondelles de caoutchouc réunies par un fil de fer, Casaber se contente d'incendier une voiture allemande garée près de la caserne, puis va se mettre au vert.

---

<sup>444</sup> *Clairière* (avril 1998) a fait état de vols « d'importantes quantités de nourriture sur les stocks allemands ». Rien n'étaye cette assertion, notamment pas le fait que, plusieurs décennies après la Libération, des ouvriers de tel établissement aient réussi à fabriquer et à sortir en douce des équipements de plus d'un quintal au bénéfice d'une association.



Réfugiés espagnols travaillant au parc à fourrages

Les Espagnols multiplient les réunions nocturnes. Au retour de l'une d'elles, sur les deux heures du matin, alors que José Goytia tente de se cacher derrière une voiture, place de la Cathédrale, un habitant le repère depuis sa fenêtre et attire sur lui l'attention d'une patrouille qui le conduit au poste :

— Pourquoi n'as-tu pas de papier ? lui demande le commissaire.

— Personne n'a voulu m'en donner.

— Va au consulat espagnol et demande une lettre qui atteste ta nationalité espagnole.

— J'ai fait la guerre civile, je ne reconnais pas Franco et il ne me reconnaît pas non plus. C'est à vous de me donner des papiers pour que cette mésaventure ne se reproduise pas.

Une seconde fois, Goytia est arrêté dans des circonstances semblables :

— Il me sera très difficile de te remettre en liberté une prochaine fois. Il faut que tu quittes Angoulême, lui conseille le commissaire dont Goytia est persuadé qu'il a été fusillé plus tard pour fait de Résistance (mais on n'a pas connaissance d'un tel héros dans la police locale).

La Résistance l'envoie alors à Royan où existe un noyau de réfugiés républicains. Un Alsacien lui procure des faux papiers avec lesquels il se rend à Bordeaux où il est enrôlé dans l'Organisation spéciale.

La veille de l'attaque contre l'U.R.S.S., une gigantesque désinfection est organisée à Mauthausen, immortalisée par une photo représentant une foule d'hommes nus dans une cour. C'est à cette occasion que les communistes espagnols disent avoir jeté les bases de leur réseau de résistance <sup>445</sup>. Leur situation ne tarde pas à s'aggraver dramatiquement <sup>446</sup> et le convoi d'Angoulême ne fait pas exception.

<sup>445</sup> Guy Hermet a prétendu que jusqu'à cette date, « la Gestapo avait hésité quelque peu sur le statut des *Rouges espagnols* qu'elle supposait protégés par l'U.R.S.S. et donc couverts par le Pacte germano-soviétique. De ce fait, les 8 à 12.000 Espagnols déportés, en particulier à Mauthausen », l'auraient été « spécialement après l'ouverture du front de l'Est » (*La Guerre d'Espagne*. Seuil, coll. Point, pp. 285-6). En réalité — outre le fait que Staline avait tendance à livrer à Hitler ses ennemis plutôt qu'à les protéger — sur les 7.189 Espagnols déportés à Mauthausen, 6.041 le furent *avant* le 22 juin 1941.

<sup>446</sup> Michel de Bouïard a noté que la proportion d'Espagnols parmi les morts de Gusen avait beaucoup cru au cours du second semestre 1941, passant de 1 sur 4 en juin à 3 sur 4 en octobre et 4 sur 5 en décembre (*Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1962, n° 45). Même remarque dans *La Maldonne espagnole* de Palacio d'après *Les Années rouges* de Mariano Constante. En revanche, on ne sait pas très bien sur quoi Palacio se base pour soutenir que si la situation était meilleure auparavant, c'est en dépit de Staline qui se serait opposé à une intervention du Kremlin en faveur des Espagnols en raison de la présence de non-communistes parmi eux.

Selon José Borrás, sur 4.352 Espagnols tués à Mauthausen, 1.014 le furent en novembre 1941 — dont un maximum de 82 le 14, tous à Gusen — et 873 en décembre, dont 81 gazés à Hartheim (*H.M.*, p. 181).



On passe de 66 morts du 1<sup>er</sup> janvier au 22 juin, à 210 morts du 23 juin au 31 décembre : 16 en juillet, 30 en août, 56 en septembre, 25 en octobre, 42 en novembre et 37 en décembre. C'est qu'à Gusen, le commandant veut éliminer en sous-main des malades devenus improductifs et contagieux à la suite d'une épidémie de typhus et qu'il faut dégager de la place en vue de l'afflux annoncé de prisonniers de guerre soviétiques (2.000 arrivent à Gusen le 26 octobre 1941) <sup>447</sup>.

Beaucoup de républicains sont délibérément achevés. Suivant leur habitude, les S.S. délèguent à certains détenus une part de ces basses besognes. Dans le lot, quelque quatorze Espagnols. Parmi les plus célèbres, Enrique Tomás Urpí dit Tomás, chef de la baraque des invalides à Gusen. Sorti début 1940 de Septfonds pour venir travailler à la fonderie Cordebart & Michaud d'Angoulême, il est arrivé avec le convoi du 24 août. On prétend qu'il passait en Charente pour un brave garçon mais que, dès les premiers jours au camp, il a décidé d'oublier toute morale pour sauver sa peau. On dit encore que lorsqu'il écrit des poèmes à sa promise, une belle Catalane, il ne supporte pas les plaintes des moribonds et les bat jusqu'à ce qu'ils restent silencieux. Et bien sûr, les invalides agonisent d'autant plus vite que, comme ses *alter ego*, Tomás revend une partie de leurs rations au noir <sup>448</sup>.

S'il y a bien des façons de mourir à Gusen, notamment les garde-à-vous prolongés devant les barbelés électrifiés, avec éventuellement quelques coups sur la tête pour hâter la fin, on a une prédilection pour les *actions bains* au cours desquelles se distingue Tomás : après l'appel du soir, on conduit les invalides nus vers des douches en plein air alimentées par de l'eau pompée à 7° dans la nappe phréatique du Danube. On obstrue les évacuations pour les transformer en mini-piscine et on distribue des coups de matraques ou de bâtons à ceux qui s'écartent du jet <sup>449</sup>. Beaucoup de déportés d'Angoulême finissent de cette manière. Les frères Piñol Mayor préfèrent anticiper en se jetant dans les barbelés <sup>450</sup>. Sur les 66 morts de la première moitié 1941, 63 périssent à Gusen ; sur les 210 de la seconde moitié : 209 ; sur les 42 de 1942 : tous.

Au cours du second semestre 1941, Casimir Climent est intrigué par les manipulations des S.S. dans les fichiers qu'il tient au Bureau politique. Des fiches de détenus prétendument transférés de Gusen vers le *sanatorium de Dachau* sont réintroduites dans le fichier des décès de Mauthausen avec des dates de mort postérieures à la date du transfert et sans être reportées sur le registre des décès. Il y a ainsi, en 1941-1942, onze transferts vers le *sanatorium de Dachau* parmi lesquels 449 Espagnols dont Climent relève les noms. Le *sanatorium de Dachau* n'est rien d'autre que le château d'Hartheim, près de Linz, qui a servi à partir de mai 1940 au gazage des malades mentaux par la centrale T.4 <sup>451</sup>. Or, au printemps 1941, cette administration a passé un accord avec Himmler lui permettant d'étendre son action à l'élimination des malades des camps de concentration, opération connue sous le nom de « traitement spécial 14 f 13 ».

---

<sup>447</sup> Au cours du second semestre 1940, le R.S.H.A. avait introduit une classification des camps en trois degrés afin de rationaliser la répartition des internés en fonction de leur *dangerosité pour l'État*. Mauthausen est le seul camp rangé dans la catégorie 3 pour les *irré récupérables*. Eugen Kogon, sociologue catholique arrêté dès l'entrée des nazis en Autriche et interné pendant sept ans à Buchenwald, estime, dans le classique qu'il publia quelques mois après la victoire, que cette échelle resta à peu près lettre morte, la ventilation des détenus s'effectuant de façon aléatoire et la vie dans les camps dépendant en fait d'une bonne douzaine de facteurs variables avec le temps. Nombre d'historiens suivent cette opinion. Toutefois, on observe qu'en 1941, la mortalité est de 58 % à Mauthausen et Gusen contre 36 à Dachau, 19 à Buchenwald et 16 à Sachsenhausen.

<sup>448</sup> Bernadac le mentionne sous le nom de Thomas (*Les 186 marches*, p. 373) et Montserrat Roig l'évoque plus longuement sous celui de Tomás Urpí l'Asturien. Il s'appelait en réalité Enrique Tomás Urpí.

<sup>449</sup> D'après Fabréguet qui estime que l'opération se reproduisit au moins dix fois. Selon Montserrat Roig, il arrivait que l'opération se répète plusieurs fois par jour et qu'on promette la vie sauve à ceux qui noieraient leur voisin.

<sup>450</sup> Roig, *op. cit.*, p. 242.

<sup>451</sup> Rappelons que plusieurs responsables d'Hartheim à cette époque exercèrent ensuite leurs talents sur grande échelle à Belzec, Sobibor et Treblinka, notamment Franz Stangl qui fut arrêté en 1967 au Brésil où il travaillait chez Volkswagen (cf. Simon Wiesenthal, *Les Assassins sont parmi nous*, Stock, 1967, chapitres 22 et 23). Le gouvernement français avait au contraire recommandé aux entreprises françaises en Argentine de ne pas employer les anciens collabos qui s'y étaient réfugiés (il y eut des exceptions) et en avait même fait discrètement supprimer quelques-uns. Nous connaissons cependant d'anciens déportés espagnols peu rancuniers qui roulent en V.W.

Au total, au moins 10.200 personnes furent gazées dans les chambres et camions à gaz de Mauthausen, Gusen et Hartheim, soit près du dixième de l'ensemble des morts du complexe, d'après P.-S. Choumoff dont les minutieuses études ont été plusieurs fois publiées, récemment en annexe de la réédition du *Ravensbrück* de Germaine Tillion.

On se souvient que ces recherches furent déclenchées par les négations de M<sup>me</sup> Wormser-Migot au sujet des chambres à gaz des camps de l'Ouest dans sa thèse soutenue en Sorbonne et couronnée par l'Académie française sur *Le Système concentrationnaire nazi* (P.U.F., 1968), négations déjà en filigrane dans son *Quand les nazis ouvrirent les portes* réédité depuis sous le titre *Le Retour des déportés*. Sous son nom de jeune fille de Jungelson, M<sup>me</sup> Wormser, chargée dans le ministère Frenay du retour des déportés, avait pourtant co-signé en 1946 un article du n° spécial des *Cahiers du Rhône* sur Ravensbrück mentionnant deux fois la chambre à gaz de Ravensbrück ainsi que des gazages (eux tout à fait imaginaires) à Buchenwald. Un témoignage évoquant une chambre à gaz tout aussi fictive à Neuengamme a été supprimé dans les rééditions. Neus Català, transférée de Ravensbrück à Holleischen dans les Sudètes, invente de toute pièce une chambre à gaz à Flossenbürg (*op. cit.*, p. 51).

Au moins 59 déportés d'Angoulême furent gazés aux dates suivantes <sup>452</sup> :

- septembre 1941 : 5 le 22, 5 le 23, 6 le 24, 9 le 25, 2 le 26, 5 le 27, 1 le 28, 2 le 29., 2 le 30
- décembre 1941 : 3 le 4, 1 le 17, 5 le 18, 7 le 19
- février 1942 : 1 le 9, 4 le 10
- octobre 1942 : 1 le 16.

Parmi les jeunes déportés d'Angoulême, ceux nés à partir de 1920, on compte 21 morts. Pourtant, ils furent relativement épargnés. Entre le 21 et le 23 janvier 1942, tous ceux des commandos extérieurs sont ramenés sur le camp-souche. José Alcubierre est l'un d'eux. Au moment où son père s'éteignait à Gusen, il avait été muté avec trois ou quatre cents compatriotes dans un nouveau commando à Ternberg, exclusivement composé d'Espagnols. Ce commando, voué à la construction de routes et d'un barrage, n'était encadré que par quelques S.S. et deux droits communs allemands faisant office de cuisiniers. Son *doyen* était César Orquín qui lui légua son nom (*commando César*) <sup>453</sup>. Les uns prétendent que grâce à César, il n'y eut que 4 morts sur 400 hommes ; d'autres le qualifient de mythomane et l'accusent d'avoir envoyé en 1944 cent-cinquante hommes à Gusen sous l'accusation de communisme. José le traite « de petit salaud qui avait appris l'allemand » mais il n'eut pas trop à s'en plaindre. Il travaille à la cuisine avec deux autres jeunes du convoi d'Angoulême, Benedicto et Pintado, et va chaque jour en charrette au village avec un S.S. pour y chercher de la glace. Ce Pintado fut d'ailleurs libéré sur intervention, en juillet 1941, de même qu'un autre Angoumoisien, Nos Fibla, le mois suivant.

Les frères Cortés et Ramón Milà rentrent de Gusen. Manuel Gutiérrez, qui a successivement été employé au goudronnage de la route d'accès à la forteresse et à des travaux de maçonnerie, est affecté avec eux à l'épluchage des patates. Ils sont une quarantaine, dont vingt-cinq Angoumoisins. On leur laisse reprendre des forces, puis on les envoie dans une carrière voisine appartenant à un Autrichien, Anton Poschacher, d'où le nom qu'ils prirent de *Poschacher* (*Pochacas* en espagnol, *Butxaques* en catalan) <sup>454</sup>.

Un jeune Angoumoisien envoyé à Gusen, Andrés Ribera Faure, échappe à ce repêchage et, pour des raisons inconnues, est transféré à Dachau en novembre 1942.

Chaque matin, encadrés par quatre S.S. et un sous-officier qui se retrouve progressivement seul, les Pochacas font à pied les quatre ou cinq kilomètres qui les séparent de leur lieu de travail <sup>455</sup>.

— Décoiffez-vous ! nous ordonnaient-ils rituellement dans la traversée du bourg de Mauthausen à l'approche de cinq filles qui riaient gentiment aux éclats en découvrant notre boule à zéro, raconte José Alcubierre. On travaillait en compagnie de sept civils dont quatre femmes affectées à une machine à tailler des pavés. Nous projetâmes d'abattre le patron à la libération mais comme il ne faisait que de lointaines apparitions sans maltraiter personne, on y renonça. Notre tâche, qui n'était pas inhumaine, consistait à descendre vers le Danube des wagonnets emplis de pierres. Les repas de midi étaient apportés par la cantine du camp.

Juan Pagès a évoqué l'organisation immédiatement montée par les républicains pour sauver leurs enfants de la mort et de la luxure <sup>456</sup>. Mais ce spécialiste en *agit-prop* n'arriva qu'à la fin janvier 1941 et la dispersion des jeunes à cette époque relativise beaucoup ses propos. Dans certaines situations, ce furent plutôt eux qui se trouvèrent en position d'aider les adultes. Quant aux défavorisés, on peut imaginer leur sort : José Alcubierre évoque un compatriote qui fut contraint par son père de se prostituer pour obtenir des suppléments de nourriture. On n'est cependant pas obligé de prendre pour

---

<sup>452</sup> On trouvera leurs noms précédés de la lettre G (comme gazé) en annexe.

<sup>453</sup> Ternberg constitue la matière principale d'un ouvrage en espagnol publié par le rescapé Joaquín Amat Piniella.

<sup>454</sup> Voir aussi le cas singulier de Michel del Castillo qui, âgé de neuf ans, fut raflé à Marseille le 2 août 1942 avec des juifs s'appêtant à fuir en Espagne, puis déporté avec eux *via* Drancy. Le récit flou à prétention littéraire qu'il en a donné dans son premier roman, *Tanguy*, semble indiquer qu'il aboutit à Auschwitz. Il est en tout cas séparé de ses compagnons d'infortune et affecté dans un camp de non-juifs dépourvu de chambre à gaz, et même, jusqu'en 1944, de crématoire. Libéré par les Russes, il est renvoyé en Espagne. (Dans *Rue des archives*, il date son rapatriement d'avant la libération de la France).

<sup>455</sup> Selon Jacinto Cortés cité par Miguel Ángel, *G.E.F.*, pp. 233-5.

<sup>456</sup> Bernadac, *186 marches*. Voir aussi le même Pagès in Eduardo Pons Prades, *Morir por la libertad* : « Ceux qui étaient seuls, sans père ou frères, furent protégés par les Espagnols qui s'instituèrent leurs *tuteurs*. Au travail, on les plaçait entre les adultes les plus forts pour qu'ils puissent les aider dans les dures tâches que nous imposaient les nazis. On leur cédait une petite partie de notre pain et de notre ration de margarine. Et pour la nuit, on les couchait entre nous pour les protéger des méchants S.S. et des dégoûtants kapos » (p. 144, trad. A.L.).

argent comptant les propos de Climent sur le développement difficilement imaginable de l'homosexualité parmi les adolescents <sup>457</sup>.

---

<sup>457</sup> Roig, *op. cit.*, p. 296.

XXI  
HAUT LES CŒURS !

Mi-avril 1942 : Laval remplace Darlan. *Le Réveil charentais* de Poitou-Duplessy cesse de paraître. Le Parti communiste crée les Francs-tireurs et partisans (F.T.P.). René Michel, maître-traceur dans l'aéronautique, en est le premier chef pour les Charentes. Il est assisté d'un autre Girondin, Jean Barrière, contraint de quitter fin 1940 son emploi à la mairie de Bordeaux. Le contact est noué à Angoulême avec Antonio Davo et Francisco López Navarro. Pilar Claver a retrouvé un emploi au Family, un modeste hôtel-restaurant de la route de Bordeaux <sup>458</sup> où López s'est établi :

— À Angoulême, confie-t-elle, son épouse lui avait donné un second enfant. Puis ils s'étaient séparés à l'amiable : elle était repartie chez sa mère à Barcelone qui ne voulait plus entendre parler de son gendre et Paco avait pu se consacrer entièrement à la lutte.

À la suite de son éjection de la caserne Chanzy, Ernesto Casaber a trouvé avec les deux frères Lahora un emploi d'ouvrier forestier du côté de Dignac. Deux fois par semaine, il revient à vélo à Angoulême. Davo le présente à Barrière dans un café des bords de la Charente. Ce dernier lui demande d'aller remettre une bombe au centre-ville à López et à un autre compère, Emilio Alvarez dit *El Largo* (le Grand) <sup>459</sup>. Ernesto s'en acquitte crânement. Félicitations : il s'agissait d'une simple boîte contenant une brique. Bien que marié à une Espagnole, Barrière ne s'adresse qu'en français à Ernesto qui a encore de la difficulté à le comprendre. Ils se rencontrent le plus souvent à L'Houmeau. Barrière sort de ses caleçons longs des tracts en français que Casaber va répandre la nuit, à pied, dans les rues.

Antonio Cuadra, qui craint une perquisition dans les modestes combles qu'il occupe rue de l'Arsenal, au-dessus d'un marchand de musique, confie à Casaber un vieux pistolet avec trois balles. Ce dernier s'empresse de l'enterrer en plein centre-ville sous les lapiniers de ses parents adoptifs, sans rien leur dire car ils ignorent tout de ses activités qu'ils désapprouveraient. Un autre jour, c'est Pepe *el Barbero* interrogé dans son salon de coiffure par des policiers, qui demande en espagnol à Ernesto d'évacuer d'urgence un camarade aviateur ayant fui Paris et qu'il héberge à son domicile, rue Sainte-Marie, dans la vieille ville. Pas question pour Casaber de le transférer dans sa famille. Il l'emmène donc chez les Lahora, le temps de revenir chez lui chercher des bicyclettes pour partir aussitôt du côté de Dignac. Un professeur espagnol se joint à l'équipée.

À Cognac, la Charente lézarde entre des îles : l'île David, l'île de la Reine, du Soleil, de la Galoche, l'île Gougnon, l'île Pêle-Ouailles. Sur sa rive droite, le bois du Portail est traversé par une impasse, aujourd'hui banale rue des Mésanges. Certains riverains comme Margot et Lucien Vallina ont la chance d'avoir une autre issue sur la route de Saint-Jean-d'Angély. Des couples séparés par la clandestinité peuvent y souffler quelques jours. On y croise entre autres un ancien des Brigades internationales qui produit grand effet, Ferdinand Vincent. En outre, Vallina est en cheville avec des paysans des environs de Cognac : les Cailbaut à La Boujetterie de Saint-Laurent, qui ont naguère accueilli des républicains <sup>460</sup>, et des viticulteurs : les Pateau à Saint-André, qui ont prénommé leur fils Marx, et les Guillon à Sainte-Sévère. Tous accueillent et ravitaillent des résistants, cachent des armes.

À une trentaine de kilomètres au sud, la Kriegsmarine a installé un entrepôt dans les carrières souterraines d'Hurtebise près de Jonzac, un peu en retrait du Mur de l'Atlantique. Il deviendra le

---

<sup>458</sup> À l'angle sud de la route de Bordeaux et de la rue Saint-Ausone. Le bâtiment sera prochainement démoli en vue d'aménager le carrefour.

<sup>459</sup> Emilio Alvarez García Aranda, sorti sauf erreur d'Argelès par ses parents, employés à l'hôtel de Bordeaux.

<sup>460</sup> Ancien ouvrier chez Renault, Louis Cailbaut avait été autorisé en août 1939 à employer un interné de Bram, José Castellar Martínez, pour l'aider à exploiter ses vingt hectares. Quelques jours après, il avait réclamé l'épouse et la fille de l'intéressé, réfugiées dans le Finistère. Le maire, Bergeron, avait appuyé la requête avec ce commentaire : « Réputé bon patron et bon républicain mais quelques ouvriers l'ont quitté en raison d'une nourriture pas toujours en rapport avec le travail exigé. » Le 9 septembre, Cailbaut avait réclamé le fils Castellar, lui aussi à Bram. Après un détour par la Seine-Maritime, il était arrivé à la mi-février 1940 en vue de travailler sur la base de Châteaubernard. Puis Louis Cailbaut avait été fait prisonnier et Alice avait été obligée de se consacrer à la culture, la pénurie de laine l'ayant obligé à abandonner son métier de tricoteuse à façon.

deuxième de France en volume : l'équivalent de onze cents wagons en 1944. Les communistes s'y intéressent beaucoup, essaient d'infiltrer le personnel pour sortir des armes. Dans ce but, des militants montent de Bordeaux et poussent jusqu'à Cognac comme Albert Dupeyron, ouvrier traceur dans l'aéronautique. Le 5 juillet 1942, le groupe est impliqué dans un déraillement à Taillebourg, en aval de Saintes. Le 8, la S.A.P. de Bordeaux <sup>461</sup> tend une souricière à Jonzac et arrête Gérard Blot, chef régional des Bataillons de la jeunesse. Dans la nuit du 9 au 10, nouveau déraillement à Chaniers, en aval de Saintes.

Le 28 à l'aube, un vaste coup de filet s'abat sur les Charentes. À La Rochelle, la police arrête Annette Épaud, tenancière d'un bar rue des Voiliers, mariée à un officier mécanicien de la marine marchandé qui avait travaillé pour France-Navigation, la compagnie créée par le *Komintern* pour l'aide à l'Espagne républicaine <sup>462</sup>. Dans le Cognacais, les Vallina <sup>463</sup>, les Pateau <sup>464</sup>, et les Guillon, chez lesquels sont surpris les Dupeyron, sont du lot. Alice Cailbaut a échappé à la grande lessive. Imprudents ou coincés, plusieurs miraculés se réunissent chez elle le 10 août. Le lendemain, elle est cueillie à son tour. Elle ragera souvent contre Margot Vallina accusée de l'avoir entraînée dans cette galère. Toutes les femmes seront déportées à Auschwitz par le convoi du 24 janvier 1943 <sup>465</sup> : aucune ne reviendra. Tous les hommes seront fusillés à Souges sauf deux : un jeune résistant anonyme arrêté chez les Pateau et abattu par un soldat allemand pendant son transfert à Bordeaux, et Jean Vallina, seize ans, qui, en compagnie de Vincent, avait déposé au pied de poteaux électriques des petites bombes qui n'explosèrent pas. Obligé d'assister aux sévices infligés à son père, il sera libéré, réarrêté par la Gestapo en novembre 1942 et déporté à Sachsenhausen.

Hitler a décidément besoin de bras. Régulièrement, *Le Matin charentais* de Taittinger publie des offres. En juin, comme les travailleurs français manquent d'enthousiasme, Laval invente la Relève. Il prononce un grand discours : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne. » Il est sonorisé sur les places, à Angoulême, à Cognac. Début septembre, les syndicalistes jaunes se mettent de la partie : le postier Rebeix, qui, au printemps 1939, avait obtenu du préfet l'accueil d'un *milicien* ; le métallurgiste Ratinaud, ancien patron du syndicat communiste C.G.T.U. ; Roger Joneau, naguère membre du bureau régional du Parti communiste et secrétaire du syndicat de la Fonderie de Ruelle, qui a rallié Déat... On crée un Centre syndicaliste de propagande, on lance un *Appel aux travailleurs de l'État*, on visite une exposition à Bordeaux. Mais beaucoup de syndicalistes refusent leur caution. Le 3 novembre 1942, Déat exhorte Laval à réussir la Relève : « Ayez de la poigne et au besoin, prenez la trique. » Le 7, *La France socialiste*, organe de René Chateau, un Angoumoisien élu en 1936 député de La Rochelle, explique la situation en Libye : « Devant la supériorité numérique croissante des Anglo-Américains en hommes et en matériel, le maréchal Rommel restitue à la bataille égyptienne le caractère de guerre de mouvement. »

Après un coup dur, les rescapés se manifestent souvent. Manière de surmonter sa peur, de manifester sa colère <sup>466</sup>. Au lendemain du démantèlement du groupe Vallina, la voie ferrée Angoulême-Saintes est coupée à Bourg-Charente. Décidément, cet axe inspire beaucoup les résistants. Il dessert la base de Cognac, l'entrepôt d'Hurtebise et permet aussi à la cimenterie Lafarge de La Couronne d'approvisionner le Mur de l'Atlantique. De leur côté, Barrière et Casaber s'intéressent au poste de transformateurs de Venat à Saint-Yrieix. Juché sur les épaules de Jean, Ernesto scrute par

---

<sup>461</sup> Section des affaires politiques : unité spéciale créée au sein de la police française pour la chasse aux résistants. Celle de Bordeaux était dirigée par le redoutable Poinot.

<sup>462</sup> France-Navigation commença par acheminer des armes et finit par évacuer des réfugiés. L'un de ses dirigeants était Georges Gosnat (1914-1982), diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, qui devint après guerre député de La Rochelle avant d'être battu en 1958 par l'extrémiste de droite Lacoste-Lareymondie. En 1964, Gosnat succéda à Maurice Thorez comme député d'Ivry, ville dont son père Venise, qui s'était beaucoup dépensé pour la colonie des Mathes, avait été maire-adjoint.

Le mari d'Annette Épaud fut arrêté le 8 août 1942, interné au camp de Mérignac et libéré le 22 août 1944.

<sup>463</sup> Faut-il attribuer à Vallina des attaques de soldats allemands pour leur dérober des armes ? Si tel avait été le cas, on peut penser que les armes auraient été identifiées et que l'accusation n'aurait pas retenu le seul recel.

<sup>464</sup> Guy Hontarrède ayant découvert dans la ferme des Pateau un réseau de fils courant du sol à la charpente en a déduit « qu'on aurait au moins commencé à installer un poste émetteur-récepteur de radio », puis que René Michel avait sans doute suivi l'installation de ce « poste émetteur » (*Ami entends-tu ?* pp. 182, 196). Admettons pour la réception, sachant les recommandations pour l'écoute de Radio-Moscou. Mais côté émission : pour transmettre quelles informations, à qui, dans quel but ? N'aurait-il pas été éminemment dangereux d'installer un émetteur fixe à quelques kilomètres d'une base allemande alors que les opérateurs radio avaient pour consigne de se déplacer le plus souvent possible pour éviter les repérages ? Et comment les Allemands, qui saisissent armes et explosifs chez les Pateau, seraient-ils passés à côté d'un poste émetteur ?

<sup>465</sup> Elisabeth Dupeyron, Aminthe Guillon et sa bru Yvette, Yvonne Pateau et Margot Vallina.

<sup>466</sup> À noter encore l'arrestation le 16 août 1942, pour détention d'armes, de Mario Santos, dont on sait peu de choses, sinon qu'il était né en 1907 et qu'il était ouvrier agricole au lieu-dit Villeneuve à Champniers. Il fut exécuté le 24 juin 1943 à la prison de Diez (Allemagne).

dessus le mur d'enceinte : trop difficile, jugent les deux hommes. Le Parti met le paquet pour fêter le 20 septembre le cent-cinquantième anniversaire de la victoire de Valmy, celui de la France révolutionnaire sur les hordes germaniques réactionnaires du duc de Brunswick dont les S.S. se seraient déclarés les continuateurs. Le 8 octobre, 389 juifs sont raflés dans le département. Nouveaux déraillements le 11 à Bourg-Charente, le 30 au petit matin à Gensac. Entre les deux, les *terroristes* ont perfectionné leur méthode. La locomotive et les 21 wagons ont ripé en direction de la seconde voie, bloquant toute circulation jusqu'au lendemain soir. René Michel a payé de sa personne et aussi pas mal de jeunes patriotes des environs. Mais la police a son idée. Au moment de l'opération Valmy, elle a saisi 14.000 tracts en gare d'Angoulême et appréhendé deux distributeurs. Ils ont donné leur fournisseur : le jeune Marcel Nepoux. Il a quelque motif personnel de détester les Allemands : sa sœur a été tuée dans un accident de la circulation provoqué par un soldat ivre. Quelques heures après le déraillement de Gensac, Marcel est arrêté à Hiersac avec son père Roger, poudrier comme lui. La police sait qu'un volumineux arrivage de tracts communistes attend preneur à la gare de Saint-Michel. Deux inspecteurs des Renseignements généraux déguisés en cheminots veillent. Le 8 novembre, un homme se présente : il est aussitôt enchaîné. C'est Jean Barrière. Le lendemain, la police arrête López Navarro, impliqué avec lui dans l'incendie à la Poudrerie d'un pavillon empli de coton. Les arrestations se succèdent à un rythme soutenu. Le 20, au terme d'une cavale mouvementée, René Michel est coincé à Courcôme dans le Ruffécois. Le 28, c'est au tour du cadet des Nepoux, Marc. Les héros ne courent pas les rues et les policiers de la Gestapo sont habiles. Enfermer un jeune homme avec un prisonnier qui a subi la torture ou avec un mouton, le persuader que ses chefs l'ont mis en avant en restant eux-mêmes à l'abri, lui faire croire qu'on connaît déjà beaucoup de choses, lui promettre la vie sauve, peut délier bien des langues.

À l'hôtel Family, un plombier français avertit Pilar Claver qu'il a aperçu López Navarro à la prison, le visage tuméfié, le corps rompu. Elle monte aussitôt dans sa chambre et fouille dans la cheminée une cache à tracts qui se révèle vide <sup>467</sup>. Elle s'empresse de prévenir l'aviateur Cuadra : ce sont les consignes en cas de coup dur. Les Mariaud <sup>468</sup>, propriétaires du Family, sont des Alsaciens qui n'apprécient guère de devoir réserver chaque midi une salle aux Allemands. M<sup>me</sup> Mariaud prépare aussitôt un colis que Pilar se charge d'apporter à la prison. Le concierge s'indigne :

— Vous aidez un terroriste !

— Le colis est offert par mes patrons auxquels López réglait toujours un mois d'avance, se justifie Pilar en évitant de décliner son identité.

La Gestapo vient tout de même enquêter à l'hôtel. Un client laisse entendre que Pilar est la petite amie du coupable et la police paraît s'en contenter. Tout de même, les Mariaud sont convoqués à la Gestapo, ce qui permet à leur fille aînée d'identifier quelques mouchards vaquant dans les locaux.

Les résistants espagnols sont inquiets. Leur sécurité repose sur les épaules de López Navarro mais López se tait. La police a bien quelques indications : ce sont des pseudonymes, des noms passe-partout dont elle ne songe même pas qu'ils désignent des étrangers. Elle ne saura jamais qui est *Le Blond*, d'autant qu'habitant à la lisière d'Angoulême, et chez un entrepreneur en cour, Davo n'est jamais convoqué pour contrôle.

Nombre d'Espagnols espèrent que la guerre tournera au profit des Alliés, que Franco en fera les frais et qu'ils pourront retourner chez eux. Aussi ne font-ils pas toujours de gros efforts pour apprendre le français. Cela limite leurs contacts et les dangers de dénonciation s'en trouvent réduits d'autant. D'autres réfugiés prétextent que c'est une histoire entre Français et Allemands pour ne pas s'en mêler. La vie quotidienne devient plus dure. Les Espagnols sont eux aussi soumis aux tickets de rationnement. Plusieurs femmes, dont la plupart portent des prénoms ne prêtant à aucune ambiguïté sur leur sexe, touchent des tickets de tabac qu'elles échangent contre des suppléments de viande ou d'huile. Les organismes s'affaiblissent : dans le *ghetto*, M<sup>me</sup> Suau, mère de cinq fils, meurt à l'âge de quarante-huit ans d'une congestion pulmonaire contractée en allant chercher de l'eau à la fontaine. Un Espagnol est condamné à quelques jours de prison pour avoir chapardé des fruits dans un magasin. Des frères — les mêmes qui avaient été soupçonnés du pillage des bagages des déportés aux Alliers — seront surpris à faire les poches des baigneurs au bain des Curés de Roffit au Gond, en bordure de

---

<sup>467</sup> Autant que se souvienne Pilar, il y avait une autre cache dans le garage de l'hôtel dont furent extraits deux mois plus tard des tracts en allemand qui furent diffusés à la Kommandantur et dans les casernes (Català, *op. cit.*, pp. 143, 157).

<sup>468</sup> Et non les Mario ! (Català, *op. cit.*, pp. 143, 144, 148, 157).

la Charente. Tous actes qui font d'autant de plus de bruit qu'ils sont rares. Quelques autres se livrent au marché noir.

Les Sangüesa ne veulent pas travailler pour les « Boches » mais c'est presque mission impossible. Antonio, le père, s'est engagé chez Dagobert, un producteur de vins champagnisés qui commerce de plus en plus avec les vainqueurs. Dolores fait des ménages à droite et à gauche, notamment chez un industriel, M. Fouché<sup>469</sup>. Les quittances de loyer valent certificat de logement et leur permettent d'obtenir leurs tickets de rationnement à la mairie. Mais à partir du 1<sup>er</sup> avril 1941, les Espagnols doivent être porteurs d'une carte d'identité accordéon de couleur bleue chargée d'un timbre fiscal. À cette fin, il est indispensable d'être titulaire d'un carnet de travail, ce qui contraint Dolores à abandonner son emploi de femme de ménage pour celui d'employée de maison, attachée à plein temps à un foyer. Elle refuse de seconder la cuisinière d'une bordel et s'engage vers la Toussaint 1941 chez les Fresco, jeunes bourgeois pleins d'allant de la rue Paul-Bert, parents d'un petit garçon de deux ans. Lui est d'origine bordelaise, elle fille d'un commerçant en corsets du centre-ville. Chaque matin, à 8 heures tapantes, le premier travail de Dolores est d'apporter le petit déjeuner au lit à ses patrons.

Problème : la famille ne touche pas d'allocations familiales alors que Dagobert prélève la part salariale sur la paie d'Antonio. Dolores se rend en conséquence dans les trois caisses où Dagobert est susceptible de cotiser, ne le trouve nulle part et va porter plainte à l'Inspection du travail, en compagnie de son père qui marche à reculons. Le patron est condamné. Ami du coupable, Soulier croise un jour son ancienne interprète et la tance. Antonio est congédié et retrouve un emploi à l'intendance de la Fonderie de Ruelle.

Chez les Fresco, la charge de travail de Dolores croit en proportion de l'amenuisement de la domesticité. Un jour, ses patrons s'absentent et lui demandent le cas échéant de prendre au téléphone une commande qu'ils attendent impatiemment. Elle reçoit en effet commande d'une quantité astronomique de Nab, une poudre à récurer alors très utilisée pour les ménagères. À la nouvelle, Fresco reste incrédule mais Dolores est certaine de son fait :

— Savez-vous qui vous a parlé ?

— Non.

— Un officier allemand.

Elle réalise alors que son patron trafique avec les occupants et qu'en fait de poudre Nab, il leur livre des bouteilles de cognac. Un matin, elle découvre des liasses de billets soigneusement rangées sur une commode :

— Mais vous n'allez pas garder tout ça ici ?

— Non, je vais l'amener à la banque.

Quelque temps plus tard, Fresco lui montre un diamant qu'il vient d'acquérir pour sa femme :

— Allez le voir à la lumière, l'encourage-t-il.

Et de découvrir une tache noire au centre de la pierre, un *crapaud* en terme de métier. Les Fresco tombent des nues :

— C'étaient des nouveaux riches n'ayant pas l'habitude de la joaillerie.

Quant au certificat de travail tant espéré et toujours promis, elle n'en voit toujours pas la couleur cinq ou six mois après son embauche. Elle finit donc par se décider à suivre son père à la Fonderie de Ruelle en dépit des protestations de sa patronne qui tente de la retenir en lui expliquant qu'elle y mangera moins bien :

— Mieux vaut parfois, lui réplique-t-elle, manger une mauvaise soupe chez soi qu'un beefsteak chez les autres.

Quelque temps après son départ, son fiancé, le policier Jean Vadal, est appelé pour tapage nocturne rue Paul-Bert et n'y découvre que des Allemands en goguette chez les Fresco.

Voici Dolores se rendant chaque jour à la Fonderie en empruntant les cars bondés de Robin ou de Lucas. Elle y recoud les sacs de céréales endommagés par les rats au sein d'une brigade d'une dizaine de femmes, toutes françaises sauf une Italienne et une autre Espagnole (M<sup>me</sup> Cluet). Elle obtient rapidement sa carte-accordéon et gagne 300 F par semaine contre 250 F par mois chez son ancienne patronne mais elle n'est plus nourrie et doit emmener de chez elle sa gamelle pour le midi.

---

<sup>469</sup> Fabricant de séchoirs pour papeteries dont l'usine était sise boulevard Saint-Antoine. L'établissement a été transféré sur la Z.I. de L'Isle-d'Espagnac et s'est reconverti dans les chaînes de traitement de surface pour l'industrie automobile. Il a été rebaptisé successivement Améliorair, Air industrie (groupe Pont-à-Mousson, puis Saint-Gobain), Alstom-Automation et tout récemment (janvier 2000) Panol Industrie Systèmes.

Ayant un jour décliné son prénom devant une nouvelle patronne, mère de sept enfants dont deux séminaristes et un prêtre, M<sup>lle</sup> Sangüesa s'entendit demander avec angoisse : « Êtes-vous Dolores Ibarruri, celle qui égorgeait les curés avec ses dents ? »

Après l'interruption du courrier avec l'Espagne, un ouvrier ruellois circule discrètement dans l'établissement pour collecter des lettres qu'il se propose de faire transiter par la Suisse moyennant une petite redevance. Bien que leur confiance ne soit pas illimitée, les Sangüesa s'adresse à lui et constate que c'est du sérieux, les réponses arrivant par le même canal.

Les Espagnols en général et Dolores en particulier ignorent tout de ce qu'est devenu le camp des Alliers depuis l'automne 1940. Ils ne sont pas les seuls. « Les œuvres de bienfaisance locales se sont totalement désintéressées des Alliers, note l'inspection générale des camps le 12 décembre 1941. La Croix-Rouge seule a délégué une de ses infirmières mais cette grande association pourrait, ce semble, activer son intervention généreuse. » L'infirmerie se résume à une armoire, une table, une chaise et deux bancs, et l'infirmière bénévole doit recourir pour les pansements à sa trousse personnelle. « Il est indispensable que les œuvres d'assistance interviennent pour ménager, au moins aux enfants, un minimum indispensable qu'ils trouvent dans les autres camps, et dont ils sont totalement dépourvus ici. »

La sévérité de l'inspecteur produit ses effets. Début 1942, Aristide Soulier est remplacé comme directeur par un dénommé Faye. Un réservoir d'eau de 6 m<sup>3</sup> et deux douches sont installés. Des éléments sont prélevés sur les baraques inhabitées pour améliorer les six qui sont occupées. On procède à leur blanchiment. Le Secours national offre un goûter à 16 heures pour les enfants et les malades. Une école est ouverte avec deux sœurs évacuées de Lorraine. La ration de chocolat est supprimée en cas d'absence. Le 2 septembre 1942, les 46 élèves accueillent l'inspecteur en entonnant *Maréchal, nous voilà !* Mais leur vêture n'a guère évolué : ils sont toujours en guenilles, pieds nus.



Camp des Alliers. Salle de classe et garderie

Les internés subviennent en grande partie à leurs besoins. Les femmes poursuivent la confection de balais de bruyère (1.000 ont été commandés en juillet 1941 par l'armée allemande). On se lance dans le jardinage. Quarante-cinq hommes travaillent à des travaux forestiers ou de terrassement pour l'armée allemande.

En fait, les nomades sont soumis à un régime de semi-liberté car ce sont des motifs sécuritaires qui inspirent la politique à leur égard et non des motifs raciaux comme en Allemagne et dans les pays de



l'Est. La meilleure preuve en est que les Tsiganes sédentarisés (ils sont relativement nombreux dans le quartier Victor-Hugo à Angoulême) ne sont nullement inquiétés. En août 1941, on voit même une Tsigane internée aux Alliers autorisée à s'absenter un mois pour aller accoucher chez sa mère à Cognac. La surveillance elle-même n'est pas draconienne. Si les Tsiganes se plaignent des *gardos* dont ils craignent qu'ils attentent à l'intégrité de leurs biens (plusieurs plaintes sont déposées) et à la vertu de leurs femmes, les évasions sont nombreuses : une par semaine au printemps 1942. Les autorités ne voient d'autre parade que de distribuer les tickets d'alimentation au compte-goutte. « Réduits à chaparder davantage, écrit Guy Hontarrède<sup>470</sup>, les évadés s'exposent encore plus aux dénonciations et reviennent bientôt par familles entre deux gendarmes. »

La persécution raciale s'exerce en revanche à plein contre les juifs, d'abord étrangers. Le 26 août 1942, quarante-deux ont été raflés dans le Confolentais et envoyés au camp de Nexon (Haute-Vienne) où ils sont rejoints par d'autres juifs du Confolentais préalablement affectés au G.T.E. de Saillat. Le 8 octobre 1942, 390 autres sont raflés en Charente occupée : sept seulement survivront à Auschwitz<sup>471</sup>. Une Française<sup>472</sup>, alors élève de l'école Condorcet en compagnie d'Isabel Davo, témoigne :

— La nouvelle de la rafle et du regroupement à la salle philharmonique se répandit dans la ville comme une traînée de poudre.

Elle ignore que Raymond Troussard a consacré un livre à cette tragédie mais en garde un souvenir précis :

— Dans notre classe, il y avait une dizaine de juives avec l'étoile, davantage dans l'ensemble de l'école. Jamais, je n'ai revu les deux sœurs Rosenberg<sup>473</sup>, ni Amélie Besterman. Seule en réchappa Régine Zilberstein qui s'est mariée avec un Lyonnais et vit à Lyon.

Dans *Le Matin charentais* du surlendemain, Henri Thébault, futur maire d'Angoulême, indique à la jeunesse la voie à suivre : « En avant, haut les cœurs, élan, camaraderie, servir le Maréchal ! »

Le 23, Jacques Chardonne participe à son second congrès des écrivains européens à Weimar sous le haut patronage du docteur Goebbels.

---

<sup>470</sup> *Clairière*, avril 1999.

<sup>471</sup> « Étant donné que des enfants, des vieillards, des malades sont déportés, note début août 1942 l'Américain Donald Lowrie, président du Comité d'organisation pour l'assistance dans les camps, regroupant plusieurs associations charitables, la meilleure explication est la suivante : le plan général allemand pour une Europe nouvelle fait appel à l'épuration des éléments indésirables. »

<sup>472</sup> Elle épousa en 1946 Martín Gabarrón.

<sup>473</sup> Probablement Sophie et Paulette Rosenberg dont les parents, originaires de Metz, avaient monté un véritable service social pour les juifs au 202, rue de Paris à Angoulême. Elles feront partie des rarissimes libérés de Drancy et reviendront début 1943 à Angoulême (voir Paul Lévy, *Élie Bloch...*, pp. 142, 238).

## XXII QUE D'OS !

Le 8 novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord. Déat fulmine. Dans *L'Œuvre* du 17, il s'en prend au *brelan de traîtres* (Giraud, Châtel, Juin)<sup>474</sup> auxquels, pour faire bonne mesure, il ajoute Darlan et de Lattre. Naguère ses sophismes indignaient ; maintenant, ses vitupérations font rire. Le 27, la Royale, avec ses fiers canons fondus à Ruelle, se saborde à Toulon. Janvier 1943 : le P.C.F. diffuse une *Liste noire des espions, traîtres, renégats, suspects et agents de la Gestapo, exclus du Parti communiste et des organisations ouvrières*. Parmi eux, deux anciens députés ayant aidé la République espagnole mais condamné le Pacte germano-soviétique, Jules Fourier, résistant qui aboutira à Mauthausen où il n'aura qu'à se louer de l'attitude de Rabaté (plus que de celle de Marcel Paul<sup>475</sup> à Buchenwald) et Adrien Langumier, le vainqueur de Déat en 1936<sup>476</sup>. Déat justement participe au banquet marquant la création de la Milice. Porthos, fils du général Charbonneau, voit son étoile monter : marié à la fille d'une sœur de Darnand, il devient en mai 1943 directeur de *Combats*<sup>477</sup>. Il dresse le portrait du milicien idéal : « Anti-gaulliste, anticommuniste, antiparlementaire, anti-franc-maçon et anti-juif ». Il est bon vivant, capable de faire prévaloir l'amitié sur ses opinions. Sa plume est bien supérieure mais sa raison encore plus limitée que celle de son père qui, en 1940, avait jugé de Gaulle et son entourage « suspect au point de vue national ».

Après avoir été mis au vert pour imprudence, le colonel Jules Dumont, ancien commandant de la 14<sup>e</sup> Brigade internationale, s'est vu confier la direction des F.T.P. du secteur Nord-Pas-de-Calais-Aisne-Ardenne. Il est arrêté fin 1942, torturé et incarcéré à Fresnes. Il sera fusillé le 15 juin 1943 au mont Valérien.

Les Espagnols internés en Afrique du Nord attendent beaucoup des nouveaux maîtres. Ils sont d'abord déçus. Les Alliés n'ont débarqué que cent-dix mille hommes et ont dû laisser la Tunisie aux mains des forces de l'Axe. Ils espèrent le renfort des forces françaises locales et sont prêts pour ce faire à poursuivre une politique de compréhension à l'égard du vichysme qui dépasse le raisonnable. Le trône est offert à Darlan, puis, après son assassinat le 24 décembre, à Giraud, qui exprime clairement son hostilité envers les exilés républicains. En janvier 1943, Peyrouton, notabilité vichyste,

---

<sup>474</sup> Capturé en mai 1940, le général Henri Giraud s'était évadé en avril 1942 pour faire aussitôt allégeance au maréchal Pétain. Cela n'avait pas empêché les Alliés de l'exfiltrer de France vers Alger pour lui confier une responsabilité dont ils préfèrent *in extremis* investir l'amiral Darlan, dauphin de Pétain.

Ancien résident supérieur en Annam à une époque où furent durement réprimées des émeutes de famine, Yves Châtel (1885-1944) était depuis juillet 1941 gouverneur général de l'Algérie où il redoublait de zèle dans l'application des mesures antisémites.

Ces hommes incarnaient à merveille ce qu'on a appelé « Vichy sans les Allemands ».

Alphonse Juin, camarade de promotion de De Gaulle à Saint-Cyr, était alors commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord. On sait comment il s'illustra ensuite dans la bataille d'Italie.

<sup>475</sup> Né en 1900, pitaud, c'est-à-dire orphelin en patois de la Sarthe, permanent de la C.G.T.U. en 1928, chargé en 1939-40 de la réorganisation du Parti communiste dans l'Ouest, puis de l'action en région parisienne, Marcel Paul arrive à Buchenwald en mai 1944 par le convoi dit des Tatoués qui a fait un crochet par Auschwitz. Il crée un comité de défense des intérêts français qu'il représente auprès de l'organisation clandestine communiste qui participe à l'administration du camp, ce qui fut cause de maintes polémiques. Au retour, il devient ministre de la Production industrielle et préside à ce titre à la création d'E.D.F. et de son comité d'entreprise alimenté par 1 % sur le chiffre d'affaires. Député de la Haute-Vienne de 1946 à 1951, il se consacre jusqu'à sa mort en décembre 1982 à la direction de la F.N.D.I.R.P. (Fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes).

<sup>476</sup> Voir Mosco, *Mémoires d'Ex. Le P.C.F. de 1920 à 1989* et pour les rapports Fourier-Rabaté, Pierre Daix, *J'ai cru au matin* (Robert Laffont, 1976).

<sup>477</sup> L'hebdomadaire de la Milice auquel collaborèrent Abel Bonnard, Colette, J. Corderoy du Tiers de Confolens (qui malgré ses tirades antijuiféomaçonniques sera acquitté à la Libération pour avoir eu le courage de ses opinions), Pierre-Antoine Cousteau, Philippe Henriot, Paul Marion, Jacques de Lacretelle, Pierre Mac Orlan, Paul Morand, Roger Vercelet...

devient gouverneur général de l'Algérie<sup>478</sup> : il maintient le cap en matière d'internements et d'antisémitisme. Les 27 députés communistes sont enfin libérés le 25 février : Ambroise Croizat est chargé de relancer l'activité du Parti en Tunisie. Les camps ne sont dissous qu'en avril 1943 sous la pression du Parti communiste.

Juan Ugalde, l'ancien lamineur de Bilbao dont l'épouse était réfugiée à Angoulême, commence à se demander s'il en sortira vivant. De Bou Arfa, il est transféré à Missouri, à 180 kilomètres au sud-est de Fès. En juin 1943, la médecine indigène diagnostique une fièvre à 38, une perte de poids supérieure à 10 kilos et un *problème* au poumon droit. Elle prescrit des examens complémentaires. Il n'est toujours pas question pour les réfugiés espagnols d'émigrer vers la Grande-Bretagne ou les États-Unis qui maintiennent la même politique restrictive qu'au moment de la guerre civile. Les républicains ont le choix entre le Mexique, le contrat de travail avec la Production industrielle ou l'engagement dans une unité militaire alliée. Juan Ugalde opte pour cette dernière solution et se retrouve à Marrakech, puis sur une base américaine près de Casablanca.

Les désertions se multipliant dans l'armée d'Afrique en direction des unités gaullistes, le commandement américain décrète la division de Larminat indésirable à Tunis et l'exile en Tripolitaine, infligeant peu après la même sanction à Leclerc.

À Cognac, une jeune femme, Gisèle Chauvin, observe avec attention les événements<sup>479</sup>. Elle voit avec satisfaction la guerre tourner à l'avantage des démocraties mais l'inquiétude l'étreint lorsqu'elle pense à tous ses amis tombés : ceux du groupe Vallina en juillet 1942, puis Barrière et enfin Michel qui l'avait faite *monter aux cadres*. Nous ne la connaissons pas encore. Elle n'a pas, comme les Firino-Martell ou les Hennessy, discoursé sur les estrades de la *Révolution nationale*. Elle n'est pas non plus allée à Vichy dire son dévouement au Maréchal comme le feront encore le 2 septembre 1943 une volée de maires, dont celui d'Angoulême, Pallas. C'est une fille du peuple, teintée d'idées de gauche, avant tout patriote, serveuse dans un petit établissement près des halles appartenant à sa tante Clair et faisant office de bar-pension-restaurant<sup>480</sup>. Elle sait qu'Anatole Clair a perdu quatre frères en 14-18 et a participé en 1920 à la grande grève des cheminots. Elle est séduite par les leçons sur Briand et la S.D.N. qu'elle entend à l'école du Centre, mais doit s'arrêter au certificat en 1933 pour suppléer sa tante souvent hospitalisée. Elle est marquée par les événements de 36 : des militants commencent à distribuer *L'Humanité* à la sortie des halles, d'autres l'organe pivertiste *Juin 36*. Elle est outrée par un client tenant du *plutôt Hitler que le Front populaire* et elle sympathise avec Aloïs Laurent, ancien du bataillon de Joinville, syndicaliste de la verrerie Claude Boucher.

À la mi-1940, la pure Gisèle apprend que son fiancé est prisonnier en Autriche. Aloïs Laurent, lui, s'est évadé en malmenant deux sentinelles. Embauché dans une entreprise limougeaude, il a refusé de partir travailler en Allemagne. Il vit dans une semi-clandestinité. Il a aidé Jean Guillon à transporter des armes vers Matha. Gisèle est révoltée par l'arrogance du vainqueur, le marché noir et le comportement des bourgeois et petits-bourgeois collaborateurs des deux sexes. Au début de l'Occupation, Adrien Massé a continué de lui apporter *Juin 36* mais elle a été dénoncée par l'homme qui lui servait *L'Humanité* clandestine. Lâchée en liberté par la police, elle est recontactée par un vieux communiste venant de l'extérieur distribuer ses journaux à la sortie des chais. Arrêté fin 1941-début 1942, il a eu le temps de transmettre le flambeau à René Dumas, employé des Dames de France, ancien secrétaire de l'U.L. C.G.T. et, semble-t-il, âme du groupuscule pivertiste rallié à la résistance communiste.

Dumas confie à Gisèle quelques feuilles à diffuser et lui présente Jean Barrière. Le nouvel « inter » la charge de dessiner des en-têtes de journaux pour les paysans et les femmes de prisonniers. Sachant que le bar du Centre est fréquenté après le couvre-feu par les troupes occupantes, il lui demande aussi de collecter des renseignements. Le *camp d'aviation* de Cognac est devenu base-école. L'état-major allemand s'est installé au château de Cressé à la place de la colonie Negrín. Les élèves-pilotes logent dans les châteaux des Hennessy à Saint-Brice et à Bagnolet (entre Cognac et Boutiers). Ils

---

<sup>478</sup> Résident général à poigne en Tunisie (1933-36), écarté par le Front populaire qui l'envoie comme ambassadeur à Vichy, Marcel Peyrouton (1887-1983) devient en septembre 1940 ministre de l'Intérieur de Pétain jusqu'à l'installation de Darlan en février 1941, date où il repart en Argentine. En juin 1943, il sera remplacé par Georges Catroux à la tête de l'Algérie. Il dirigera plus tard le quotidien *Maroc-Presse* jusqu'à ce qu'il en démissionne par hostilité au virage libéral imposé par le propriétaire du titre.

<sup>479</sup> Voir son autobiographie sous le nom de Gisèle Robert, *Mes Frères contre la Gestapo*. Préface de Jacques Chaban-Delmas (La Pensée universelle, 1988, 237 p.).

<sup>480</sup> La mère de Gisèle, patronne d'un petit atelier de couture et comptable de son propre père, un petit entrepreneur socialiste de Châteauneuf, l'a placée là après que son mari, gazé et blessé à coups de baïonnettes en 14-18, ait déserté le foyer familial.

s'entraînent à larguer en piqué des bombes en béton sur des cibles terrestres ou sur un vieux croiseur coulé en Gironde au large de Suzac. À partir de la mi-41 sont arrivés des Focke Wulf auxquels s'initient d'anciens pilotes de Messerschmidt. Ils servent aussi à attaquer des convois britanniques. Barrière met Gisèle en contact avec un Autrichien responsable de la propagande en direction des troupes ennemies <sup>481</sup>. Le 11 avril 1942, elle lui présente le sergent Josef Huttermayer dit Seep, également autrichien, cuisinier au mess des officiers. Par son intermédiaire, des tracts commencent à parvenir à l'ennemi.

En cette fin d'année 1942, Gisèle se méfie de l'ancien brigadiste Ferdinand Vincent. Il a échappé à toutes les arrestations, semble la filer, tente de façon trop insistante de la compromettre. Elle conseille à André Boireau, un coiffeur pour dames qui l'a quelque temps hébergé, de passer dans le brouillard. Elle n'a pas tort : Vincent sera fusillé comme traître en 1949 <sup>482</sup>.

C'est ici qu'interviennent les réfugiés espagnols. Dans le courant de l'année, Gisèle a approvisionné en tracts Antonio Casals, issu du contingent S.E.R.E. expulsé de Bordeaux <sup>483</sup>. Celui-ci décide de voler à son secours et la confie aux bons soins d'une certaine María qui l'héberge et la présente à deux camarades de la 165<sup>e</sup> C.T.E., l'expert mécanicien-constructeur Salvador Pomés et le Galicien Jesús Gómez (qui venait de quitter l'antiquaire chez lequel il s'était réfugié à Salles-d'Angles pour entrer au service d'un autre Tchèque, Jean Valantin, tailleur à Cognac). Les deux hommes la conduisent chez un compatriote non identifié <sup>484</sup>. En janvier 1943, Boireau, qui est affligé d'un pneumothorax et refuse de quitter son jeune fils, est cueilli comme à la parade. Le dernier des Mohicans, René Dumas, est appréhendé en mai 1943. Tous deux disparaîtront dans la nuit des camps. Entre-temps, par bonheur, Pomés a acheminé Gisèle à Bordeaux où elle se planque quelques mois chez d'autres Espagnols pressés par la répression. Rageuse, la Gestapo interne sa mère au fort du Hâ. Quant à Pomés, il va poursuivre son action à Toulouse.

Parmi les Espagnols traqués de Bordeaux, il y a José Goytia, l'ancien employé de la gare d'Angoulême. En octobre 1942, il a été nommé responsable technique à la direction des F.T.P. du Sud-Ouest couvrant l'Aquitaine et les Charentes.

— Ma mission est de préparer les opérations, mais à cause de notre faible nombre, j'y participe moi-même directement. Le Sud-Ouest est une zone très dangereuse car il y a une quantité énorme de militaires allemands. La Gestapo a déployé beaucoup de forces et, en plus, ils ont créé une brigade spéciale dirigée par le commissaire Poinot que nous appelons *Bras court*. À l'occasion d'un dépôt de fleurs à un monument [peut-être l'anniversaire de Valmy ?], les Français nous chargent de diffuser des tracts de nuit dans Bordeaux, ce que nous faisons durant deux heures, armes à la main, seule manière de réussir parce qu'en nous voyant armés, la police française et les Allemands prennent des précautions, croyant que l'opération n'est pas réalisée par quatre personnes mais, sinon par cent, par beaucoup plus. Nous, F.T.P., n'avons pas de jeunesse. Pas de vie privée, pas d'amis parce qu'en cas d'accident, on les compromettrait. En dehors de nos activités, nous ne voyons même pas nos propres camarades dont nous ne connaissons pas les véritables noms <sup>485</sup>. J'ai des contacts avec le comité national et en zone R 3 avec les responsables régionaux mais respectant les mesures de sécurité, jamais je ne reviens voir mes camarades d'Angoulême <sup>486</sup>.

---

<sup>481</sup> *Raymond*, responsable du Travail allemand (T.A.), avait déjà des relations à Cognac avec Charles Kopeski, un tapissier tchèque marié à une Française, et Rafneau, un professeur d'allemand d'origine autrichienne.

Cette activité est restée peu connue jusqu'à la publication de *L'Aveu* par London. Les raisons principales en seraient, selon Rajsfus, qu'elle était contradictoire avec la germanophobie professée par le Parti et très dangereuse, en conséquence laissée aux immigrés, par ailleurs mieux préparés sur un plan linguistique (*L'An prochain la révolution...*, pp. 187-192). S'il est vrai qu'à partir de la rentrée 1941, *L'Humanité* clandestine sombre dans le délire antiboche, qualifiant les occupants d'*abrutis intégraux*, *bipèdes immondes* et *monstres à face humaine*, entre autres amabilités, le cas cognaçais démontre que Rajsfus exagère grandement le cloisonnement entre militants français et immigrés. Quant à la stratégie trotskyste qu'il exalte — le défaitisme révolutionnaire avec constitution de comités de soldats au sein de la Wehrmacht —, elle semble pour le moins utopique.

<sup>482</sup> Son cas rappelle celui de Fernand Bernard. Alors que Skoutelsky mentionne brièvement son appartenance aux F.T.P. et son assassinat par la Milice à la suite de la révolte d'Eysses, Jacques Baumel souligne l'ambiguïté de son comportement. Un temps, pour des motifs tortueux, il avait rallié la L.V.F. et entrepris de dénoncer un réseau britannique, mais son ancien patron, le futur commissaire de la République de Toulouse Pierre Bertaux, l'avait repêché (*Résister*, Albin Michel, Paris, 1999).

<sup>483</sup> Antonio Casals Aguiló, né le 11 juillet 1911 à Gandesa, était agriculteur, marié et père de plusieurs enfants. Il était sorti de Laubaret en décembre 1939 pour remplacer le mari mobilisé de M<sup>me</sup> Boulineau sur l'exploitation de La Bauche à Saint-André-de-Cognac. M<sup>me</sup> Boulineau avait déjà recruté à la rentrée 1939 José Claramunt, qui finit à Mauthausen, et employé en janvier-février 1940 un second réfugié S.E.R.E., Casto López Expósito.

<sup>484</sup> Gisèle Chauvin ne dit rien des circonstances qui ont amené les Espagnols à Cognac. Jesús Gómez et Salvador Pomés, qui ne l'ont pas lue, n'ont pu me communiquer que des renseignements incertains.

<sup>485</sup> *Memorias del olvido*.

<sup>486</sup> Lettre à l'auteur.

Pourtant, Pilar Claver se souvient de s'être rendue en compagnie de Goytia chez Antonio Cuadra, rue de Beaulieu à Angoulême :

— Margarita Ribas venait de lui donner une petite fille. Alors que nous nous trouvions chez eux, nous fûmes perturbés par l'arrivée d'un importun, Santa Cruz, que Cuadra surnommait le *Fantôme de l'opéra*<sup>487</sup>. Pour éviter la rencontre, il nous dissimula dans une petite pièce donnant sur l'escalier et dès que Santa Cruz eut pénétré dans l'appartement, nous sortîmes en douce.

Goytia l'admet. Il est bien revenu voir Cuadra. Il était si content de cette naissance. Mais il n'a aucun souvenir de la visite intempestive de Santa Cruz :

— « La camarade Claver doit faire erreur. »

Le 29 janvier 1943, il est chargé d'une mission à Bayonne. Comme elle tombe le jour de ses vingt-trois ans, la direction décide qu'il se contentera d'une tâche à Bordeaux pour avoir son après-midi libre. Répit fatal : à 15 heures, il est arrêté chez lui par la police : « Pendant plus de trois mois, j'endure les pires tortures. Et j'ai la fierté de n'avoir rien révélé et que personne ne soit tombé suite à mon arrestation. Ils m'envoient ensuite à Mauthausen sous la désignation N.N.<sup>488</sup> C'est dire que parmi les condamnés à mort, nous sommes doublement condamnés à mort. »

En fait, le décret « Nuit et Brouillard » vise seulement à créer un effet de terreur en interdisant aux déportés de donner des nouvelles à leurs proches. Goytia arrive à Mauthausen à un moment où le pire pour les Espagnols est derrière eux. Les Triangles bleus font partie des meubles. Ils ont réussi à pénétrer dans les cuisines, le salon de coiffure, le labo photo, les ateliers du camp. En cas d'*offensives* des S.S. sur la place d'appel contre telle ou telle catégorie de nouveaux venus, ils ont ordre de tirer les rideaux de leurs baraques. Ils ont leurs distractions : le football — où s'illustre Castañeda, père d'un des gardiens de but du Saint-Étienne de la grande époque —, la boxe, une bibliothèque comprenant des ouvrages comme *Le Livre de San Michele* du médecin suédois Axel Münthe, auteur de propos sévères sur les Allemands en 14-18, ou *Le Capital...*, et un bordel que bien peu fréquentent. Il n'y a plus parmi eux de *musulmans*<sup>489</sup> ou, comme ils disent, de *muertos andan* (morts qui marchent). Le répit est nettement ressenti par ceux d'Angoulême. En 1942, ils ont eu 42 morts à Gusen mais aucun à Mauthausen même. En 1943 : 2 à Mauthausen et 2 à Gusen. En 1944 : 1 seul à Gusen. En 1945 : 0. L'un des leurs, Juan Estepa, est opéré sans anesthésie, mais avec succès, d'une boule au côté droit du cou. Devant l'afflux des Tchèques, Schulz, le responsable de la Section politique, a demandé à Single, qui s'en est déchargé sur Climent, de recruter un secrétaire de cette nationalité. Puis Single a été libéré et Climent a pu, avec ses acolytes, imposer à une exception près (Kanthak) ses propres candidats, à commencer, durant l'été 1942, par le Catalan Bailina, diplômé d'administration publique. Goytia découvre l'histoire du convoi du 24 août dont il avait toujours ignoré la destination<sup>490</sup>. Et très vite, il est envoyé dans un commando relativement protégé, Sankt Lambrecht, composé d'environ deux cents internés dont une bonne moitié d'Espagnols.

Pour Casaber, la guerre est un peu une affaire personnelle entre lui et les « fascistes », une lutte à mort à l'issue de laquelle l'un des ennemis devra périr :

— « Ça sera eux ou moi. »

Il est décidé à venger ses amis arrêtés en novembre, Barrière et López Navarro. Il se lance dans les déraillements en entraînant avec lui les Lahora. Ils partent dans la nuit, à vélo, armés d'une clef à molette dont le manche est prolongé par un tuyau, et démontent carrément une section de rail qu'ils jettent sur le bas-côté. À trois reprises, en pleine ligne droite, sur une voie départementale où ne circule qu'un tacot antédiluvien tirant quelques wagons de marchandises, sans résultat connu. Tel est ce qu'on appellera le « groupe de sabotages de voie ferrée dirigé par Casaber ».

L'aviateur que Casaber et les Lahora ont mis au vert à la demande de Pepe *el Barbero* réclame-t-il des armes pour attaquer la poste allemande en haut de l'avenue de Cognac, l'un ne peut lui offrir que sa vieille pétoire incertaine et les autres — en fait d'arsenal, de mitraillette et revolver cachés dans un

---

<sup>487</sup> Silvino Santa Cruz Rosell. Bien qu'il soit absent du rapport F.F.I.E., le colonel Cordet, qui ne mentionne pas Cuadra, le présente comme le successeur de López Navarro (*cf. Lévy et Becker, op. cit.*, p. 41).

<sup>488</sup> *Nacht und Nebel*, Nuit et Brouillard.

<sup>489</sup> Hommes parvenus au dernier degré d'épuisement dans le vocabulaire des camps nazis. Équivalent des *chandelles* ou *flammeches* du *goulag*.

<sup>490</sup> Goytia n'avait même jamais su, bien qu'il ait travaillé des mois à la gare d'Angoulême, que le convoi du 20 août 1940 empli de femmes et d'enfants s'y était arrêté sur le chemin de l'Espagne.

sac à charbon — qu'un couteau de boucher. Au surplus, l'entente cordiale ne règne pas au sein du trio :

— Leur principale préoccupation, maugrée Casaber, était le marché noir. Ils tuaient veaux et cochons dans une ferme et transportaient les quartiers jusqu'au chef-lieu dans une remorque tractée à vélo. Il déposaient la barbaque chez eux ou chez leurs compagnes françaises, dont une épouse de prisonnier qui divorcera plus tard pour se marier avec l'aîné des Lahora.

Vers la fin février 1943, peut-être à la suite des sabotages, une équipe franco-allemande de policiers vient traîner dans leur secteur à la recherche d'Espagnols. Un pékin interrogé joue les innocents et prévient le trio au plus vite. Ils s'engagent alors dans une scierie du voisinage qui emploie nombre de républicains, en particulier des muletiers, et livre les Allemands par wagons entiers. Le contremaître est lui-même originaire d'Alicante, immigré de longue date en France où il travaillait pour une entreprise routière. Réputé communiste, il a reflué de la Touraine au moment de la débâcle. Il envoie aussitôt les trois gaillards vers un chantier éloigné où ils sympathisent avec un petit épicier. Peu après, le commerçant les prévient à son tour que des policiers sont venus rôder dans le coin et ont interrogé les clients d'un café sur la présence d'étrangers. Nouveau déplacement. Les relations avec ses deux complices s'étant encore dégradées, Casaber fait cette fois équipe avec un des ses anciens collègues apolitiques aux Grandes Forges.

Le 5 mai, six des *terroristes* arrêtés en novembre, dont Barrière et les frères Nepoux, sont passés par les armes dans une clairière de la forêt de La Braconne <sup>491</sup>. Quelques semaines après, Casaber est cueilli au petit matin chez une laitière qui l'avait hébergé à l'issue d'une séance de cinéma rural. Il suspecte de dénonciation les Lahora qui sont interpellés à la même époque et libérés au bout de cinq jours. Si aucune autre arrestation n'intervient, c'est, d'après Casaber, parce que les Lahora ne connaissaient pas ses supérieurs. Mais d'après les fiches remplies en 1947 par les victimes et attestées par l'association des F.F.I.E., les trois arrestations furent simultanées et les propos peu amènes de Casaber sur ses deux complices ont pu les disculper aux yeux de la Gestapo. Mis à l'isolement, Ernesto décide de tout nier : il ignore encore que les six ont été fusillés mais constate qu'on ne le confronte à aucun d'eux. Cependant, López Navarro est toujours en vie et, sachant que ça ne porte pas à conséquence, admet connaître Casaber. L'autre l'ayant nié reçoit un violent coup supplémentaire. Par chance, López, qui fait office de coiffeur et de barbier, peut rencontrer plusieurs fois Ernesto dans son cachot et lui dire qui a parlé, qui s'est tu, ce que les Allemands savent et ce qu'ils ne savent pas.

Fidèle au poste, Pilar Claver continue à livrer des colis à López malgré ses propres ennuis. Un commissaire français a interdit aux Mariaud de continuer à l'employer au Family et lui a laissé huit heures pour choisir entre l'Allemagne et l'Espagne. Un arrangement était cependant possible « s'il pouvait la voir à un autre endroit. » Par chance, la mère de Pilar blanchissait les lessives d'une voisine alsacienne. Éprouvant quelque doute à son égard, elle l'avait filée et s'était aperçue qu'elle avait ses entrées à la Kommandantur <sup>492</sup>. Dans l'urgence, Pilar s'adresse à l'Alsacienne et celle-ci la conduit avec une ou deux amies auprès du commandant allemand. Protestant qu'il avait réclamé au préfet des travailleurs français et non espagnols, il leur propose aussitôt de les embaucher avec toutes les compatriotes au chômage qu'elles connaîtraient. Pilar se retrouve ainsi à la *Panzerkaserne* avec Amparo Gárate (leurs villages nats étant voisins) et une militante communiste un peu plus âgée, Sofia Alvarez <sup>493</sup>.

Elles sont chargées à titre principal de l'entretien des accès aux pavillons où logent les troupes. Elles s'efforcent de démoraliser les soldats, y compris des S.S. appartenant à des unités qui viennent avec des recrues de plus en plus jeunes se reconstituer en Charente à la suite des déboires subis sur le front russe. Elles les cueillent isolément, à l'issue d'exercices éreintants, de revues débilitantes ou lorsqu'ils reçoivent des lettres. Elles se répandent alors en *Krieg, gross malheur*, en lamentations sur la séparation des familles, le fils sur le front russe, etc. Malgré l'interdiction d'entrer dans les appartements, elles profitent des absences pour y pénétrer et écouter la B.B.C. Surprises un jour par la présence d'un Allemand malade, elles ne se tirent du mauvais pas qu'en zappant sur Radio Andorre et en se lançant dans un *paso doble* endiable.

---

<sup>491</sup> Pilar Claver donne un chiffre très exagéré de résistants arrêtés dans cette affaire (une centaine) et prétend à tort qu'ils auraient fourni les dix-sept fusillés de La Braconne (Català, *op. cit.*, p. 143).

<sup>492</sup> Installée à l'hôtel de France (actuel Mercure), 1 place des Halles.

<sup>493</sup> Peut-être Sofia Menéndez (1899-1975), ép. Alvarez (classée aux Alliers à la rentrée 1939 dans les non-rapatriables, catégorie 3 (frère employé par les chemins de fer des Pyrénées-Orientales).

« La période où j'ai commencé à travailler pour les Allemands [correspondait aux débuts du] S.T.O., a raconté Pilar Claver. Une de mes amies, Carmela, qui travaillait avec moi pour les mêmes raisons (ne pas partir en Allemagne) avait un fiancé qu'ils ont emmené contre sa volonté au S.T.O. Il est parti car il avait peur des représailles contre sa famille. Nous sommes toutes allées à la gare lui dire au revoir comme tous les proches des réquisitionnés qui partaient dans un train bondé. Quand le train a démarré, au moment de lui dire au revoir, nous avons commencé à chanter *La Marseillaise*, que nous considérions comme nôtre, mais bien sûr en espagnol. Alors tout le monde s'est joint à nous en la chantant en français. Ceux qui partaient, contraints, ont uni leurs voix aux nôtres. Ça a été un grand moment d'émotion et une vraie manifestation patriotique pour la première fois à Angoulême depuis l'occupation allemande. Les Allemands étaient furieux, ils voulaient savoir qui étaient les provocateurs d'une telle manifestation ; ils ont enquêté, demandé nos papiers, mais ils n'ont rien pu réellement savoir et il n'y a pas eu d'arrestation. Nous, avec notre carte de travail délivrée par les Allemands, personne ne nous a embêtés, ni eux, ni les Français, bien que nous n'avions pas nos papiers d'identité <sup>494</sup>. »

Dans cette *Carmela*, on reconnaît facilement Karmelia Orue. En 1942, son père, l'ancien maire de Lekeitio, était mort des suites d'une attaque qui l'avait paralysé. Un représentant de l'église Saint-André était alors venu offrir une aide que Karmelia avait décliné. Elle s'était fiancée à un Français, Yvon Zuerbach, employé à la succursale Renault, dont la famille avait quitté Altkirch après 1870. À cause des pénuries, il avait dû abandonner la mécanique pour se faire vélo-commissionnaire. Arrêté à la ligne de démarcation en tentant de passer une Juive alsacienne, il avait été condamné à une quinzaine de jours de prison. Quand sa convocation était tombée (peut-être n'en était-on encore qu'à la Relève), il obtempéra, non par crainte de représailles sur sa famille mais en raison de cette condamnation antérieure et de la difficulté à trouver une échappatoire. À ce moment, Karmelia travaille effectivement aux casernes : elle n'y restera d'ailleurs que deux ou trois mois, ayant passé tout le reste de l'Occupation à la Blanchisserie moderne. De ce fait, ses souvenirs de Pilar Claver sont obscurs. La mémoire lui revient quand on lui raconte que Pilar était navarraise et militante communiste acharnée :

— Je me rendis bien à la gare avec ma future belle-mère pour assister au départ de mon fiancé mais je ne me souviens point que quiconque ait entonné *La Marseillaise*.

Karmelia ne soutiendrait pas le contraire (« un train, c'est long ») mais avoue :

— On avait peur.

Une autre mission que Pilar Claver revendique est d'avoir contribué à contrer la propagande allemande visant à convaincre les républicains d'aller travailler en Allemagne. Deux ou trois Espagnoles qui couchaient avec les occupants l'auraient relayée en cherchant à exploiter les difficultés matérielles et la détresse morale de leurs compatriotes. On notera toutefois que d'après Pilar elle-même, c'est la Feldkommandantur qui s'est opposée à son départ en Allemagne et que fort peu d'Espagnols semblent avoir eu connaissance de ces incitations <sup>495</sup>.

Dolores Sangüesa se souvient cependant d'un cas particulier, celui d'un employé à la buanderie allemande, Pedro Rincón (1913-1982), qui, ayant fait bouillir par inadvertance une lessive sans eau, écopa de deux ans de travail en Allemagne et revint complètement démuné quelque temps avant la Libération. Un Allemand dut lui fournir une vareuse et ses compatriotes l'héberger au jour le jour.

Affectée à des tâches de nettoyage et de destruction des punaises, Pilar a bientôt l'occasion de pénétrer à l'infirmerie militaire où le docteur Wellpott examine entre autres les malades transférés de la prison Saint-Roch. C'est là qu'au printemps 1943, elle peut récupérer d'un prestre coup de balai un message jeté par Esclafer <sup>496</sup>, un négociant en cognac <sup>497</sup> arrêté comme agent de l'O.C.M. <sup>498</sup>, message qu'elle remet en main propre à M<sup>me</sup> Esclafer en s'éclipsant sans plus de commentaire <sup>499</sup>. Quand

---

<sup>494</sup> Neus Català, *op. cit.*, p. 147.

<sup>495</sup> À signaler toutefois que, selon son fils Manuel, l'ancien commissaire Cayo Huerta, convoqué une demi-douzaine de fois au S.T.O., finit par se placer sous la protection du consul espagnol de Bordeaux, Enrique Beltran Manrique, qui lui signa le 21 février 1944 un papier rappelant qu'aux termes d'un accord entre l'ambassadeur espagnol à Berlin et les autorités allemandes, aucun réfugié ne devait être requis contre son gré pour aller travailler en Allemagne.

<sup>496</sup> Pierre-Marie Esclafer, né le 10 février 1902, petit-fils d'un exilé espagnol, avait été arrêté le 10 mars 1943 et fut libéré le 26 juin à l'issue de son procès à Poitiers.

<sup>497</sup> Et non *de Cognac* (Català, *op. cit.*, p. 148). Il habitait 149, rue de Paris à Angoulême.

<sup>498</sup> Organisation civile et militaire.

<sup>499</sup> Neus Català rapporte la scène hors de son contexte (*op. cit.*, p. 155).

Esclafer est libéré le 26 juin, il décide d'offrir des colis à López Navarro qui l'a conseillé et encouragé en prison. Il se rend au Family mais M<sup>me</sup> Mariaud, craignant d'avoir à faire à un collaborateur, refuse de lui fournir les coordonnées de Pilar. Il se poste alors devant la prison et tombe sur M<sup>me</sup> Claver dont il gagne la confiance. Quelque temps après, López est transféré à Compiègne où Pilar continue de lui faire parvenir deux colis par mois, Esclafer fournissant toujours le plus gros des deux.

Cependant, les Espagnols ne désarment pas et la police non plus. Antonio Cuadra, le successeur de López, n'aura guère eu le temps de contempler sa nouvelle-née. Il tombe courant 1943 au cours d'une mission à Bordeaux : interné au fort du Hâ, il est transféré à Compiègne. Un camarade de Bordeaux, Manuel Vacas, est lui aussi derrière les barreaux. Devant la nécessité de multiplier les envois de colis, les républicains créent la *Solidaridad española*. Pilar en est la cheville ouvrière avec l'un des frères Casas, Roberto. De temps à autre, elle se rend au Secours national où Salvador Guasch<sup>500</sup> et Antonio Maestre lui refilent en douce quelques victuailles. Elle procède aussi à des collectes en ville ou auprès de ses camarades de travail comme Isabel Murga<sup>501</sup>.

Le 4 février, von Paulus capitule à Stalingrad. Le 16, le S.T.O. est instauré. Les maquis commencent à s'étoffer. Ancien homme-lige de Poitou-Duplessy, le journaliste Roger Jean, rallié au P.P.F. de Doriot, participe à une tournée de recrutement pour la L.V.F. Un enfant de la Charente, François Mitterrand, obtient à Vichy la francisque n° 2.202 (un numéro avant Paul Morand)<sup>502</sup>. Début mars, Marcel Déat va se reposer quelques jours à Arbose dans la Nièvre. Les F.T.P. sont à l'affût mais ils ne peuvent se déplacer que difficilement (les Allemands ont interdit l'usage du vélo dans plusieurs départements). Ils sont mal armés, inexpérimentés. Le 8, à 22 heures, Déat apparaît à sa porte. Rafale. L'ancien député d'Angoulême s'en sort indemne. Il ironise sur la police : « On est sûr que la moitié n'est pas sûre et l'on n'est pas sûr que l'autre moitié soit sûre<sup>503</sup>. » Elle a de beaux restes. Le 26, sur dénonciation, le chef du groupe F.T.P. est arrêté. En trois temps quatre mouvements, le réseau est démantelé. 123 personnes se retrouvent derrière les barreaux dont l'ancien brigadiste cognaçais Fernand Rivière qui, surpris au cours de l'hiver à transporter un fusil-mitrailleur, avait abattu la sentinelle du transformateur de Blois-Vienne<sup>504</sup>. Son épouse, Marcelle Quérois, qui avait participé en septembre 1942 à une manifestation de femmes à Orléans et servait d'agent de liaison, est aussi du lot. Ils n'abriteront plus les amours clandestines de Paquita Cucurul. Parmi dix-sept autres, Fernand est condamné à mort et fusillé le 8 octobre. Condamnée à dix ans de travaux forcés, Marcelle demande en vain à être fusillée à la place d'un garçon de vingt-et-un ans. Elle ne survivra pas à Ravensbrück. Déat donne un article « Vers un État juif ? » pour le numéro du 5 mai du *Cahier jaune - Revivre* : les Français ne sont pas spontanément racistes. Cette attitude n'est pas naturelle mais acquise. Il est grand temps de les mettre dans le droit chemin<sup>505</sup>.

Les éditions Stock, de Jacques Chardonne, publient une monumentale anthologie bilingue de la poésie allemande. Dans *Deutschland, Frankreich*, Georges Blond se réjouit que pas un seul juif n'y figure. En Tunisie, les forces de l'Axe deviennent nerveuses. Le 4 mars 1943, un officier italien arrête Gérard Boutelleau, fils de Chardonne, sous l'inculpation assez nébuleuse d'espionnage de rapports clandestins. Début avril, avec quelques dizaines d'autres, il est transféré par Junker à Berlin et interné à Sachsenhausen où croupit déjà le jeune Jean Vallina<sup>506</sup>. L'avion transportant les dossiers d'accusation s'est abîmé en mer. En juin, la moitié des inculpés sont sortis de Sachsenhausen et mis au travail à Berlin, le temps que la justice réinstruise les dossiers. Boutelleau est libéré sur intervention de son père. Il raconte ce qu'il a vu à Vercors<sup>507</sup> qui en tire *Le Songe* : les Éditions de Minuit le refusent pour ne pas apeurer les familles de déportés.

<sup>500</sup> Et non Guasc (Català, *op. cit.*, p. 149). Futur animateur de la Casal català d'Angoulême.

<sup>501</sup> Isabel Murga (et non *Morga*) Arizabalaga (1910-1985) épouse de Juan Ugalde. Celui-ci ne combattait pas en Afrique du Nord d'un endroit à l'autre, comme l'affirme Pilar Claver dans *Memorias del olvido* (p. 97) mais, comme nous le savons, était incorporé dans un G.T.E. mobilisé sur le transsaharien (cf. Català, *op. cit.*, pp. 153-154).

<sup>502</sup> Patronné par Gabriel Jeantet, qui avait échappé au coup de filet contre la Cagoule en se réfugiant en Italie, puis en Espagne, et par le maurassien Simon Arbellot de Vacqueur, qui sera nommé par Laval, en mars 1943, consul à Malaga.

<sup>503</sup> Confidance à Jacques Guionnet, maire néo-socialiste du Gond, citée par Guy Hontarrède, *La Wehrmacht en Charente*, p. 15.

<sup>504</sup> Renseignements Pierre Thomas, du Musée de la Résistance de Blois, Alain Rafesthain, *La Liberté guidait leurs pas*. Fussy, 1993, pp. 275, 283, et article de Jacques Loiseau (neveu de Fernand Rivière) in *Clairière*, juin 1999. Rivière ne semble pas avoir été mêlé de près à l'attentat contre Déat.

<sup>505</sup> Voir Pierre-André Taguieff (sous la direction de), *L'Antisémitisme de plume*, Berg international, 1999. En avril 1941, Georges Mandel avait porté plainte contre l'occupation et la mise à sac de son domicile parisien par le R.N.P.

<sup>506</sup> Vallina est mort à Royan le 30 septembre 1993.

<sup>507</sup> On se souvient que Vercors, gendre du Saintongeais Gustave Fort, situe *Le Silence de la mer* à Saintes (note de l'éditeur).





XXIII  
LA ROUTE DE L'ESPAGNE

Jusqu'en novembre 1942, les candidats à l'évasion par l'Espagne ne risquaient pas grand-chose. L'administration française voulait bien considérer que la simple tentative de franchissement n'était pas un délit. Parvenus en Espagne, ils s'exposaient à l'internement suivi au pire, s'ils ne parvenaient pas à acheter quelque fonctionnaire, d'un refoulement plus ou moins forcé au terme duquel la justice vichyste pouvait leur infliger de un mois à un an de prison et de 100 à 1.000 F d'amende. Ils pouvaient échapper à cette peine en s'engageant dans l'armée d'armistice ou la Légion.

S'ils étaient étrangers ou juifs, les risques augmentaient considérablement. Toutefois, le juif néerlandais de classe moyenne peut nourrir plus d'espoirs que le pauvre juif polonais sorti de son *shtetl* : « Le gouvernement néerlandais en exil, raconte Jochanam Taytelbaum arrivé à Confolens au moment de la débâcle, avait négocié l'installation de réfugiés à la Jamaïque avec les autorités anglaises. Français et Espagnols avaient promis le transit jusqu'au port de Vigo. Avec un petit groupe, nous avons pu quitter Confolens en autobus vers Limoges pour y prendre le train. Nous sommes arrivés à Canfranc [débouché espagnol du col du Somport] le 31 octobre 1942. De là, on nous dirigea vers Madrid, puis au port de Vigo où nous étions plus nombreux, pas seulement des israélites, mais aussi des réfugiés chrétiens, voire des résistants qui avaient fui l'emprise allemande <sup>508</sup>. »

Avec l'invasion de la zone libre, tout change. Les Allemands ordonnent le 18 février 1943 la création sur toute la longueur de la frontière d'une *zone réservée*, érigée le 5 mars en *zone interdite*. Leur dispositif atteint alors les 3.170 hommes, sans compter les agents de la Sipo, du S.D. et de l'Abwehr, et ils tentent de mettre au pas leurs collègues français (593 pour les seules Pyrénées-Orientales). Le 22, ils obtiennent de l'Espagne une mesure de refoulement systématique. Mais dès le 30 avril, elle est rapportée sous la pression anglo-américaine. De multiples réseaux fonctionnent et le passage devient une industrie prospère, sinon de tout repos. Un rapport allemand recense 3.950 arrestations pour tentative de franchissement de novembre 1942 à août 1943. Probablement de l'ordre de 6.000 sur l'ensemble de la période, dont 1.500 se concluent par une déportation <sup>509</sup>. À quoi il faut ajouter les décès en montagne : environ 70 côté français et 43 côté espagnol. L'année 1943 s'achève néanmoins sur un record de franchissements. Pour toute l'Occupation, Belot parle de 40.000 dont 23.000 Français parmi lesquels une proportion indéfinie de juifs et quelque 2 % de femmes et enfants. Plusieurs milliers d'évadés restent en Espagne où 132 seraient morts en détention. 227 sont rapatriés fin 1944.

Début 1943, une douzaine de Chasseneuillais tente l'aventure. Mais peu touchent au but comme Louis Fourgeaud qui sera enrôlé dans l'U.S. Air force et participera à des missions de repérage de sous-marins allemands au-dessus du golfe du Mexique avec des pilotes louisianais bilingues.

À Angoulême, le receveur principal des Postes, Édouard Escalier <sup>510</sup>, monte un réseau dans son administration : des jeunes, déguisés en facteurs et munis de faux-papiers *ad hoc*, progressent par étapes vers le Pays basque.

Le futur rédacteur en chef du *Monde*, Jean Houdart, transite par Taponnat <sup>511</sup>.

---

<sup>508</sup> Joël Giraud, *Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*. Éd. La Péruse, Ruffec, 1994, p. 150.

<sup>509</sup> Émilienne Eychenne parle d'une vingtaine de tués, 342 déportés, 660 emprisonnés parmi les passeurs. Le chiffre total de déportés oscille entre 1.500 (Belot) et 3.800 (Confédération nationale des évadés). Les historiens restent assez flous sur le sort des non-déportés : Organisation Todt, S.T.O. ? Après novembre 1942, il est peu probable que la gravité de la peine ait dépendu des auteurs de l'arrestation, Français ou Allemands. Cf. Émilienne Eychenne, *Les Pyrénées de la liberté* (France-Empire, 1983, p. 128) et Robert Belot, *Aux Frontières de la liberté* (Fayard, 1998, pp. 81, 90-92).

<sup>510</sup> Âme du groupe Laparambes (le postier Lajudie, le poudrier Pataud, l'assureur Rambourg et Escalier) qui se fonda un peu plus tard dans l'O.C.M.

<sup>511</sup> Près de La Rochefoucauld. Jean Houdart, *La Guerre buissonnière* (L'Harmattan, 1995, 141 p.).

André Rogerie ne veut plus se contenter de semer des clous. Hélas, il est intercepté en juillet à Dax. Il entame un tour d'Europe à la mode S.S. : le fort du Hâ à Bordeaux, Compiègne, Buchenwald, Dora — où Werner von Braun fait assembler ses V1 et V2 — , Lublin-Maidanek et enfin Birkenau le 15 avril 1944.

À Montluçon, Albert Simonet trouve l'atmosphère irrespirable :

— Vous ne pouvez vous figurer la nécessité de se méfier de tout et de tous.

Il écoute de plus en plus la B.B.C., entend parler d'aller-retours de Lysander, voudrait gagner Londres mais ne parvient à trouver de filière ni par le médecin de Fernand Trongier, ni par le bistrotier Parot qui seront tous deux fusillés plus tard comme résistants<sup>512</sup>. L'invasion de la zone libre en novembre 1942 ne l'a guère traumatisé. La Relève fait office d'étincelle. Chez Beaussier-Dumas-Colineau sévit un contremaître, Georges Dimay, activiste de la Légion des combattants, voire du Service d'ordre légionnaire, matrice de la Milice. Il a déjà désigné volontaire pour l'Allemagne un ouvrier célibataire d'âge mûr. À son tour, Albert reçoit une convocation pour le 15 janvier 1943<sup>513</sup>. Le jour même, il attrape à 1 heure du matin le train pour Périgueux où il passe saluer son père et sa mère. S'il s'agit de traverser l'Espagne, l'ancien des Brigades internationales se dit qu'il a des prédispositions. Il pousse jusqu'à Champagnac-de-Perpezac en Corrèze où résident des parents maternels.

— Les Froidefond veulent me cacher dans des grottes. Mais à Champagnac, il n'y a que deux feux et l'on craint que les voisins me dénoncent pour s'enrichir. Alors, les Froidefond me donnent des adresses à Brive. Le premier que je vais voir — un boucher — vient juste d'être arrêté, et les autres pareil. Je rentre fissa, résolu à ne pas moisir sur place. Les Froidefond contactent des cheminots qui leur donnent le nom d'un collègue à Cerbère, Gaillard.

Albert ne fait pas grand cas de l'enchaînement des faits :

— Ça n'intéresse pas un demi-pékin sur dix mille ces vieilles histoires ! Les gens s'en battent les flancs avec une plume de homard !

Costumé, couvert, cravaté, muni d'une bonne provision de tabac et d'eau-de-vie et d'une petite somme d'argent, il s'embarque au bout d'une quinzaine de jours dans un wagon plein d'ouvriers. Il a entendu parler du camp de Miranda sur le cours supérieur de l'Èbre mais n'a guère conscience des risques encourus.

Il atteint Cerbère le 5 février à 8 heures du matin. Il a la chance d'avoir voyagé sans encombre alors que les Allemands ont coutume d'interroger dans les trains les hommes de dix-huit à trente ans, et la veine d'arriver avant l'instauration de la zone interdite. Tout de même, à Cerbère, un occupant lui fait ouvrir sa valise et l'interroge sur le motif de son déplacement. Albert vient *rencontrer son oncle Gaillard*. Celui-ci le cache dans un local de service de la S.N.C.F. et ne l'en tire le soir venu que pour le faire monter dans la guérite du serre-frein, à l'arrière d'un train de marchandise espagnol. Il a poussé l'obligeance jusqu'à graisser les gonds et disposer une litière de paille. À Londres, Albert sera longuement interrogé sur cet homme. Appartenait-il à un réseau ? Plusieurs opéraient dans le secteur<sup>514</sup>. L'aventure d'Albert surprend les initiés : il y a pourtant d'autres complicités dans les gares internationales, à Latour de Carol, à Canfranc. Mais on parle peu des passages en train, surtout réussis. C'est que la quasi totalité des évadés a péniblement franchi la frontière pour se jeter dans la gueule des geôles franquistes. Et que l'internement ouvre droit à des pensions de guerre...<sup>515</sup>

Dans sa guérite, Albert voit avec surprise monter un cheminot espagnol. Il lui offre généreusement à boire, lui délie la langue, découvre qu'il a été volontaire dans l'armée franquiste. Le train roule, laissant derrière lui les mille carabiniers qui s'égrènent le long des Pyrénées. À 7 heures, un peu éméchés, les deux compères arrivent à Barcelone. Albert descend quelques centaines de mètres avant

---

<sup>512</sup> Simonet n'a pas eu connaissance de la Résistance espagnole locale. Cf. Neus Català, *Ces Femmes espagnoles...*, pp. 190-193.

<sup>513</sup> « À Montluçon, le 27 décembre 1942, des ouvriers requis avaient été raflés à leur domicile au tout début de la matinée et transportés subrepticement à la gare : l'embarquement sous surveillance de la police et de la gendarmerie s'était fait sans que quiconque ait pu bouger. Mais le 6 janvier 1943, une nouvelle opération de ce type échoue : appelés à manifester, des milliers de Montluçonnais — les femmes particulièrement nombreuses — font irruption dans la gare malgré les gardes mobiles. Un détachement de la Wehrmacht dégage la gare, mais le départ du train, prévu pour 13 heures, n'a lieu que dans la soirée. Il ne restait que vingt partants sur les cent soixante prévus » (Roger Bourderon et Germaine Willard, *La France dans la tourmente*, Éditions sociales, 1982, p. 325).

<sup>514</sup> Le 23 février, les Allemands arrêteront Gauze, chef de la gare de Perpignan, qui sera déporté à Mauthausen. Le 2 mars, c'est au tour du médecin belge Guérisse, chef du réseau Pat O'Leary. Peu après, la filière catalane du réseau Maurice est coupée.

<sup>515</sup> Tel est pensionné pour troubles digestifs consécutifs à son séjour de six mois à Miranda. Bienheureux troubles auxquels on survit plus de cinquante ans ! On l'indemnise aussi pour un choc subi devant Mulhouse à l'intérieur d'un char : deux obus qui ont frappé l'engin. « Sans pour autant le détruire, heureusement ! »

la gare et se rend dans le plus grand bistrot de la ville, place de Catalogne. Le patron, qui le reconnaît, l'attire illico dans les cuisines, lui raconte que Franco continue de faire exécuter deux cents républicains par jour et lui conseille vivement d'ôter sa chemise bleue pour éviter d'être intercepté dans un contrôle comme faux phalangiste.

Que faire ? Albert se méfie des autorités françaises. Il ne peut savoir que le consul Castéran a informé Londres dès le mois d'août 1941 de son hostilité à Vichy et qu'il compte au nombre de ceux qui ont poussé victorieusement en faveur de l'attribution aux évadés du statut de réfugié. (À la fin de mars 1943, il sera révoqué par Laval au profit du journaliste Pierre Héricourt, vieil ami de Franco). Reste le consulat de Grande-Bretagne, installé de l'autre côté de la place de Catalogne. Il sert de point de chute au réseau Pat O'Leary et même, depuis la fin 1942, au fameux commandant Paillole, chef du service de renseignement clandestin de l'armée d'armistice. Albert y reçoit 100 pesetas avec mission de convoier par train jusqu'au Portugal un groupe de 25 ou 26 Français dont l'attroupement devant l'entrée l'avait fort inquiété. Tous ont franchi les Pyrénées où ils ont laissé un mort, et plusieurs en portent les séquelles. Il y a parmi eux un dénommé Murat, gangster ou proxénète parisien, et surtout pas mal de beau monde avec des adresses en Angleterre, dont beaucoup de juifs. Albert planterait volontiers là ses nouveaux compagnons d'infortune qu'il juge indisciplinés et trop voyants, d'aucuns manifestant même l'intention de visiter le *barrio chino*.

Comme il est le seul à parler espagnol, on le plébiscite et le soir même, tout le monde prend le train pour Valence où ils arrivent le lendemain 8 février, sans encombre malgré la présence dans le convoi de deux policiers en civil qui semblent avoir mis beaucoup de bonne volonté à ne pas les remarquer (Sont-ils sympathisants ? Ou soudoyés ? Ou chargés de remonter la filière ?). Le voyage se poursuit ainsi, de consulat en consulat, un peu improvisé. Après une escale de 36 heures, on pique vers l'ouest sur Alcázar de San-Juan, puis on redescend vers Cordoue et Malaga, au bord de la Méditerranée. Là, Simonet s'adresse à un vieil homme, qui a tôt fait de comprendre de quoi il retourne :

— ¡Soy un caballero ! assure l'Espagnol. Et il les conduit dans un hôtel.

À demi-rassuré, Albert ne ferme pas l'œil de la nuit : les Espagnols sont pauvres et les primes de dénonciation substantielles. Dans cette Espagne retardataire, ravagée par la guerre civile, les chemins de fer marchent cahin-caha. Après 24 heures d'attente, alors que Gibraltar n'est qu'à une centaine de kilomètres, nos fugitifs repiquent au nord-ouest vers Séville. Ils y sont réceptionnés par le consul britannique qui les met dans trois grands taxis. Aux abords de la frontière portugaise, ils sont récupérés par un passeur<sup>516</sup> qui leur fait hâter le pas afin de pouvoir traverser de nuit le rio Chança. Mais plusieurs évadés ont mal récupéré de leur équipée pyrénéenne, de sorte que la troupe n'arrive à franchir la frontière qu'au petit matin sous les tirs espagnols.

Les voici dans la région de Serpa, chez la sœur du guide qui les restaure avec une copieuse paella à base de riz portugais et qui les cache dans un pailler. Pour éviter de continuer à pied, Albert promet au guide qu'arrivé à destination, il lui donnera son costume prince de Galles et son chapeau. D'autres, probablement, offrent quelque récompense. L'homme loue alors une ou deux *mulas*<sup>517</sup> avec leur conducteur et les met en garde contre les agents allemands en civil. La troupe rallie dans cet équipage Paço d'Arcos, entre Estoril et Lisbonne, où les accueille Eleonor Faria Gomes dont la place de la Gare perpétue aujourd'hui le nom.

La plupart des évadés s'envolent alors vers l'Angleterre à bord de deux hydravions Catalina. Le 26 février, l'ambassade britannique délivre sans difficulté un passeport à Albert<sup>518</sup>. Le 5 mars, avec Murat et peut-être quelques autres, il monte à bord du cargo *Wentworth* qui les dépose à Gibraltar. Le surlendemain, ils sont accueillis au Spanish Pavillon, fortin désaffecté aménagé en dépôt de passage, où on les dispense de la séance traditionnelle d'épouillage et d'étuvage des vêtements. Chaque matin, ils sont réveillés par un Anglais qui finit son *speech* par la recommandation de veiller à la propreté des cabinets. Ils vont observer à La Línea la relève de la garde par les *highlanders* en kilt, entendent les mines explosant tous les quarts d'heure à l'entrée du port pour dissuader les intrusions de sous-marins, constatent l'inutile *black-out* nocturne alors que, de l'autre côté de la baie, Algésiras brille de tous ses feux, et s'écartent respectueusement devant les M.P. américains qui s'y mettent à deux pour ramasser les ivrognes et les balancer sans ménagement par-dessus les ridelles de leur camion. Albert se fait de

---

<sup>516</sup> José Rodríguez Africane, de San Bartolomé de la Torre.

<sup>517</sup> Charrettes à quatre roues tirées par des mules.

<sup>518</sup> Passeport n° 6.580, après signature d'un document dont le premier point porte (en anglais) : *Je suis un citoyen français de naissance et je désire poursuivre vers le Royaume-Uni.*

nouveaux amis <sup>519</sup> mais, écœuré par les divisions politiques métropolitaines, il est décontenancé d'en retrouver de nouvelles sur le Rocher. En effet, Giraud ayant installé une officine de recrutement où se distingue, à partir du 2 mars, le lieutenant-colonel Allais, incarnation caricaturale de l'armée d'Afrique, les gaullistes ont renvoyé d'urgence « Vaudreuil » (François Thierry-Mieg) pour rouvrir leur propre représentation. Heureusement, les apparences sont sauvées et les évadés ne soupçonnent pas l'âpreté des oppositions. Albert s'est réjoui de l'assassinat de Darlan fin 1942 et croit que Giraud a plus ou moins vendu notre Afrique du Nord aux Américains en leur concédant des bases pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Son choix est acquis. Le 28 mars, il embarque avec ses amis à bord d'un transport de troupes, *l'Empire Pride*, à destination de Liverpool qu'ils atteignent le 5 avril, non sans avoir dû se dérouter en chemin après qu'un navire jumeau ait été envoyé par le fond.

Les Froidefond entendent à la B.B.C. — était-ce par la voix de Maurice Schumann ? —, que *Le Crocodile est bien arrivé*. Cela situe Albert dans la petite cohorte des Français libres évadés par l'Espagne : 3.400 d'après leur confédération nationale dont les statistiques sont assez approximatives <sup>520</sup>, parmi lesquels un nombre indéterminé issus des Brigades internationales <sup>521</sup>. Albert et ses amis sont magnifiquement reçus au L.C.C. (London County Council). C'est aussi là, sauf erreur, qu'ils sont interrogés et triés, et non à l'habituelle Patriotic School. Prudemment, Simonet dissimule sa qualité, qu'il juge sulfureuse, d'ancien brigadiste. Un Allemand est écarté sans barguigner. De Gaulle, sur le point de gagner Alger, vient leur rendre visite et demande à chacun son nom avant de lui serrer la main.

— Pendant quinze jours, se souvient Albert encore visiblement ému, je ne l'ai pas lavée. Il était impressionnant, très grand, l'air pas marrant. Enfin, c'était de Gaulle, quoi !

(Albert s'amuse beaucoup des gogos qui gobent cette galéjade : bien sûr qu'il s'est lavé les mains comme d'habitude).

Le 12 mai, Albert souscrit un engagement dans les F.A.F.L. pour la durée de la guerre plus trois mois. Puis il bénéficie d'une permission <sup>522</sup> avant d'entamer le 22 juin un stage théorique à Camberley dans le Surrey, au sud de Londres. Le 7 juillet, il reçoit sa carte de sergent F.A.F.L. n° 35.592. Et le 3 août, il est transféré à West Kirby d'où il sort avec un diplôme R.A.F. de mitrailleur-avion.

Socialiste, « c'est-à-dire gaulliste de gauche », curieux de découvrir l'U.R.S.S., galvanisé par la projection d'un documentaire soviétique sur la bataille de Stalingrad, il se porte volontaire pour Normandie-Niemen en vue de constituer avec une trentaine de camarades, y compris les désignés, une escadrille de bombardement <sup>523</sup>. Ils sont de ceux qu'Ehrenbourg appelle les « ambassadeurs du courage. » Le jour de l'Assomption, notre incrédule embarque de nuit à Liverpool sur *l'Empress of Australia* et découvre au petit matin qu'il appartient à un convoi de trente-cinq bateaux emportant chacun cinq mille personnes, escortés par quatre navires de guerre dont deux porte-avions. La nourriture est bonne mais la discipline draconienne. Beaucoup d'hommes passent la nuit sur les ponts, enroulés dans des couvertures, et doivent décamper chaque matin au son de la sirène avant nettoyage des sols à la lance à incendie. Tout autour des bateaux, des radeaux composés de bidons et de poutres pendent à des cordes, prêts à être largués en cas de naufrage. Tous les passagers sont munis d'un gilet de sauvetage équipé pour la nuit d'un clignotant rouge. La Royal Navy ne bricole pas : des convois précédents ont subi des pertes, celui-ci arrivera indemne. Ces troupes sont-elles destinées à la campagne d'Italie ?

---

<sup>519</sup> Jacques Mantoux, juif parisien, polytechnicien et ingénieur de l'Air, qui sort de Miranda et opéra pour l'Angleterre alors qu'il voulait initialement rejoindre son frère en Afrique du Nord, et Ralph Habib (1912-1967), juif sépharade, pilote d'avion et futur réalisateur de cinéma, qui, pour sa part, a fui l'Algérie vichyste et antisémite.

<sup>520</sup> Chiffre cité sans commentaire par Eychenne, *op. cit.*, p. 326. Parmi eux, Lucien Neuwirth qui découvrira la contraception avec une Anglaise d'York. Robert Belot, s'il consacre environ 180 pages aux querelles franco-françaises, 90 aux contorsions de la diplomatie franquiste et à ses appétits phosphatiers, 170 à l'internement en Espagne et ses deux derniers chapitres à un portrait politico-sociologique des évadés, ne fournit que des chiffres partiels sur ceux qui optèrent pour la Grande-Bretagne et rien de précis sur leur activité — sinon qu'ils sont plutôt aviateurs ou marins — alors qu'il s'étend longuement sur l'engagement à partir de l'Afrique du Nord.

<sup>521</sup> Skoutelsky cite un ex-commissaire politique originaire de Bayonne, Theo Francos, qui a rallié Londres par le Pays basque espagnol dès juin 1940.

<sup>522</sup> Il la passe chez Albert Cordeau, artisan charcutier originaire de la Mayenne, arrivé très jeune à Londres. C'est aussi à cette époque qu'il sympathise avec le journaliste Marcel Cahen Brandin, un ami d'adolescence de Malraux qui l'appela en 1958 au ministère de la Culture.

<sup>523</sup> Parmi eux, Marec, un Breton qui se fera après guerre éleveur de poulets à Riec-sur-Belton. Il était arrivé en barque, en traversant un convoi naval allemand, ce qui avait fait dresser les oreilles des limiers de l'Intelligence Service :

— Lui, il assistait à la messe tous les dimanches mais on était prêts à aller n'importe où pourvu qu'on nous permette de combattre les Boches.

Sur les 110.000 notices du CD-Rom Maitron, on ne repère que deux combattants de Normandie-Niemen, dont un ancien brigadiste, Daniel Abichou, renvoyé en Syrie en 1943.

En tout cas, Albert poursuit jusqu'à Port-Saïd qu'ils atteignent le 29 août. De là, ils prennent l'avion pour Téhéran, d'où ils redécollent pour l'U.R.S.S. Où atterrissent-ils ? Albert ne le sait plus, si tant est qu'il l'ait jamais su. Il est frigorifié, mange mal et seuls quelques pilotes de chasse sont admis à rester <sup>524</sup>. Albert ne tarde pas à être renvoyé à Port Saïd avec la quasi totalité de la bande. De là, ils prennent le train pour Rayak, grande base aérienne à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Beyrouth.

En Charente, l'O.R.A. (Organisation de la résistance armée) ouvre un chantier en forêt de Braconne pour retenir les jeunes qui s'impatientent et voudraient rallier Londres <sup>525</sup>. On aura besoin de combattants sur place, ne serait-ce que pour faire pièce aux communistes.

---

<sup>524</sup> L'histoire de Normandie-Niemen a retenu les noms des arrivants de cette époque : Yves Mourier, Jules Joire, et quelques rampants. Ils ne disent rien à Albert. Qui a eu l'idée de constituer une escadrille de bombardement ? Qui l'a repoussée ? On l'ignore. Cf. Yves Courrière: *Normandie-Niemen* (Presses de la Cité, 1979. Rééd. France-Loisirs, 1980). Cet ouvrage, superbement négligé par Eychenne et Belot, recense dix-huit anciens évadés d'Espagne — dont Maurice Challe, le futur putschiste d'Alger — et trois aviateurs ayant déserté d'Oran à Gibraltar. En outre, Mirlesse, véritable initiateur de *Normandie-Niemen*, et trois autres volontaires avaient pu gagner l'Angleterre en juin 1940 à partir de Saint-Jean-de-Luz grâce au colonel Lionel de Marmier, ancien recruteur de pilotes pour l'escadrille España de Malraux. En Russie, le général Zakharov, supérieur direct de Normandie-Niemen, était lui aussi un ancien de la guerre d'Espagne.

<sup>525</sup> Joël Giraud, *op. cit.*, p. 161.

XXIV  
SPANISCH GUT !

Dans *L'Œuvre* du 5 août 1943, Déat s'adresse à ses troupes : « Pour mes amis inquiets. » On rit sous cape. Le 25 septembre, le Caudillo décide le rapatriement de la *División azul* qui cède la place à une groupusculaire *Legión azul* composée d'un dernier carré d'acharnés. À la gare d'Angoulême, Francisco Casas, ancien capitaine d'état-major de l'armée républicaine espagnole, encourage depuis longtemps ses compatriotes à saboter le travail. À la fin du mois d'août, il a été muté au service chargé de la réception du matériel destiné à la base aérienne de Châteaubernard. Le 28 septembre, il endommage un appareil de précision. Après enquête par les services de police de la gare, des ingénieurs et la Gestapo, le caporal-chef allemand responsable du service est sanctionné par un envoi en Russie. Le 29, à Vars, une douzaine de kilomètres au nord d'Angoulême, les F.T.P. réussissent à faire dérailler un train de permissionnaires se rendant en Allemagne. Tout marche sur des roulettes.

Pas tout à fait. Depuis le printemps, les arrestations se succèdent. Le 5 septembre, tombe Geoffroy, jeune plâtrier matamore qui n'aurait jamais dû accéder à la responsabilité de chef de l'O.C.M. en Charente. À Ruelle, Armand Jean, leader des syndiqués socialistes de la Fonderie et directeur de la coopérative, est au cent coups. En 1939, il a recueilli une réfugiée espagnole avec un garçon. La concierge, le dentiste et des adhérents de la coopérative ont eux aussi accueilli des infortunés. Pendant la drôle de guerre, sous couvert d'embauche, la coopérative a sorti une gamine des Alliers. Maintenant, elle abrite des armes parachutées. Jean s'empresse de les déménager chez un agriculteur de Chalonne qui passe la nuit à *labourer* un champ. Mais Geoffroy parle énormément. En prison, Casaber constate que la Gestapo reconnaissante lui accorde un régime de faveur. Jean est interpellé le 7 septembre. En quelques semaines, près de soixante-dix membres de l'O.C.M. se retrouvent sous les verrous. Ils ne sont pas les seuls.

Le 1<sup>er</sup> octobre, en plein centre d'Angoulême, la police française arrête le chef départemental des F.T.P., Amédée Berque, trente et un ans, natif de Buenos Aires, évadé le 8 mai précédent du camp de Mérignac. Dans la lutte, il parvient à blesser un inspecteur d'une balle dans l'abdomen<sup>526</sup>. La S.A.P. de Poitiers dépêche une équipe de tortionnaires qui se distingue à un point tel que la Sipo porte plainte : vexé, Rousselet, son chef, se retourne pour quelques semaines vers la *Feldgendarmarie*. Au total, vingt-six résistants tombent et, comme d'habitude, les Ruellois, notamment les anciens hôtes des républicains, paient un lourd tribut : après René Gillardie, arrêté à l'usine Sofram de La Couronne, c'est son oncle, Gabriel Quément, ancien directeur de l'école des apprentis de la Fonderie et trésorier du Front national, qui se retrouve nez à nez avec les policiers de la S.A.P. de Poitiers en revenant de son jardin. Probablement est-ce chez lui qu'est découverte une liste de souscripteurs du Front. Plusieurs donateurs sont visités ou convoqués à la mairie pour interrogatoire. Les policiers retiennent notamment René Barrière et Charles Moreau, lequel avait en 1939 recueilli la petite Dolores Granizo et, comme gérant du café-restaurant coopératif L'Éveil social, avait prêté une salle pour la scolarisation des enfants espagnols.

L'assureur Jean Hérold-Paquis, ancien de la *bandera Jeanne d'Arc*<sup>527</sup>, est monté en grade. Il discourt maintenant sur Radio-Paris et vient le 16 novembre tenir meeting à Angoulême.

En décembre, douze Confolentais de Combat sont arrêtés dont six aboutissent à Mauthausen. Le sénateur Babaud-Lacroze, qui avait soutenu Déat en 1939 et voté les pleins pouvoirs en 1940, échappe de peu à la rafle et prend le large, caché dans le coffre d'une voiture. Alphonse Vergeau, celui

---

<sup>526</sup> Le même jour à La Rochelle, au terme d'une cavale mouvementée, la S.A.P. de Bordeaux abat son prédécesseur, le champion cycliste Ménauthon, qui avait fui en Charente-Maritime après avoir échappé de peu fin juin à une souricière tendue à L'Isle-d'Espagnac.

<sup>527</sup> La *bandera Jeanne d'Arc* était une simple compagnie au sein de la Légion étrangère espagnole, le *Tercio*, regroupant les Français venus combattre dans les rangs franquistes. Hérold-Paquis sera condamné à mort et exécuté en octobre 1945.

que Noël-Noël a immortalisé sous les traits du *Père tranquille*, s'en sort lui aussi et propose aux candidats une filière pour passer en Espagne <sup>528</sup>.

Fin décembre, se tient le procès des Angoumoisins de l'O.C.M. Seize sont condamnés à mort. Le préfet Daguerre, qui vient de remplacer Papinot, soutient leur recours en grâce mais huit peines sont confirmées, dont celle d'Armand Jean <sup>529</sup>. Treize hommes sont déportés sur lesquels six périront.

Huit militants du Front national et des F.T.P. sont condamnés à la peine capitale, dont René Gilardie : aucun n'est gracié malgré les interventions de l'ancien syndicaliste communiste Joneau et d'autres Charentais membres de la direction nationale du R.N.P. qui connaissent certains d'entre eux. Gabriel Quément mourra au Struthof.

Antonio et Dolores Sangüesa en ont assez de se rendre chaque jour à Ruelle. Ils obtiennent leur affectation au parc à fourrage, tout au bout des casernes d'Angoulême. À midi, ils peuvent désormais rentrer déjeuner à leur nouveau domicile au 53 de la rue Saint-Ausone. Ils travaillent surtout au tri et au dégermage des patates. Le parc sert aussi à stocker des navets, des rutabagas et, dans les étages, des conserves, des saucissons, des pommes... Il y a là plusieurs Espagnols dont un dénommé Tiñena, qui fait office de contremaître (il quittera Angoulême avec son épouse à la Libération). Les femmes planquent parfois un saucisson entre leurs seins ou trois patates dans leur sac à main et dès qu'il y a une fouille à la sortie, les toilettes se remplissent à vive allure. On s'efforce de travailler le plus mal possible, de détériorer ce qui peut l'être. Des femmes pissent sur les tas de patates, percent des sacs, mouillent du tabac <sup>530</sup>.

La Sofram de La Couronne est une *bonne boîte*. Les salaires y sont élevés et les ouvriers n'ont pas à craindre d'être envoyés au S.T.O. C'est qu'ils travaillent à plein régime pour l'aviation allemande, notamment Messerschmidt. Tous ne le font pas de gaieté de cœur. Le 1<sup>er</sup> octobre, la police tente d'y arrêter Louis Labonne mais il parvient à fuir par les toilettes et à rejoindre un maquis corrézien. Le lendemain, elle réussit son coup contre Gilardie. Roberto Domínguez redouble de prudence. Depuis le 20 août 1940 où il avait vu ses compatriotes défiler en troupeau devant la fonderie Cordebart pour aller se jeter dans la gueule du loup, la vie a continué. En tant qu'électricien, il a été gratifié d'une carte spéciale avec la mention : « Ne peut travailler que pour les autorités d'occupation. » À ce titre, il a été embauché à la Fonderie de Ruelle et y a fait la connaissance d'une ouvrière française issue d'une famille locale des plus modestes. Il l'a épousé et en a eu un fils... que la belle lui a laissé sur les bras en le quittant, croit-on, pour un bel officier de Marine (bien sûr, Roberto tait cet épisode mais tout se sait dans la colonie espagnole). Il a ensuite travaillé dans les casernes, puis, suite au départ de militaires allemands, à la Sofram, comme chargé de l'entretien et des réparations. Au moment de la débâcle, ses deux frères, les jumeaux Domínguez, âgés de dix-sept ans, avaient été rapatriés d'office par le directeur de la colonie suédoise qui les avait recueillis à Paris. Ils ont repassé la Bidassoa à la nage, ont été refoulés une première fois, ont recommencé et ont abouti à Angoulême en pleine guerre. Dans ces circonstances, Roberto suit des cours de perfectionnement par correspondance. Il a vent de sabotages par des collègues français mais n'entretient aucun lien avec leur Résistance. Avec *El Largo*, l'un des hommes qui avait été chargé de réceptionner la fausse bombe confiée à Casaber et qui file maintenant un grand et ostentatoire amour avec une Française, il se contente de distribuer quelques *Mundo obrero* aux Espagnols de l'usine. Or, voici qu'il est surpris par le directeur Robert (d'origine lyonnaise comme le patron, Roger Morel, qui sera condamné à mort à la Libération, puis gracié) alors qu'il réparait une résistance qu'il avait bricolée pour faire chauffer son café. Convoqué par Morel, il est sommé d'accepter un poste à la production. N'ayant jamais fait état de ses compétences de tourneur-fraiseur, il refuse en excipant qu'il ne peut être requis qu'en tant qu'électricien. Licencié sur le champ, il rentre pensivement chez lui, rue Saint-Ausone, et trouve devant sa porte des policiers allemands qui l'embarquent aussitôt à la Sipo de l'avenue Wilson. Examiné par un médecin allemand,

---

<sup>528</sup> Joël Giraud, *Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*. Éd. La Pêruse, Ruffec, 1994, p. 158, 161-164.

Pendant la guerre, Noël-Noël, qui se produisait à Paris, déclina trois invitations en Allemagne sous prétexte qu'il avait un billet de chemin de fer en poche pour aller rencontrer sa femme en Charente (cf. Hervé Le Boterf, *op. cit.*, pp. 73-75). Chaque année, son château du Praisnaud à Ambernac dans le Confolentais sert de cadre à un méchoui des anciens du maquis Foch.

<sup>529</sup> Et de Geoffroy, qui est le seul des fusillés de La Braconne à ne pas avoir son nom gravé sur le monument du souvenir

<sup>530</sup> « Tous les jours, nous faisons des petites choses, ce que nous pouvions pour saboter l'ennemi. [...] Quand ils ont dit à ma mère : « Faites attention avec ce coffre, il est très fragile », elle a pensé à éloigner le coffre dans un coin et y mettre de l'eau à travers les interstices. C'était du tabac : tout a été gâté. Nous mangions ce que nous pouvions sur place et nous sabotions quelque chose tous les jours [mais] nous ne pouvions rien sortir car ils nous fouillaient à la sortie » (témoignage de Pilar Claver *in* Català, *op. cit.*, p. 146).



il est déclaré apte au travail en Allemagne et prié de faire ses valises dans l'heure qui suit. Il en profite pour attraper le train pour Bordeaux en compagnie de Casals Dalman <sup>531</sup>. À Bordeaux, ils sont effrayés par le nombre d'Allemands qu'ils voient sur le port et reprennent le train pour Labouheyre où ils sont embauchés par les Eaux et Forêts à l'arrachage des brandes avec des pics en fer : le travail est pénible et les mains inexpertes sont rapidement en sang. Au bout d'une journée, Casals repart pour Angoulême. Roberto ne le reverra que dans les années cinquante dans une rue de Paris. Pour sa part, il trouve un nouvel emploi à la fabrication de charbon de bois avec Lasherias, un ancien de la 165<sup>e</sup> C.T.E. de Cognac. La tâche est dure mais bien rémunérée. Il fait venir plusieurs membres de sa famille.

Peu après son arrivée en Ardèche début 1939, Remedios Pons avait enterré son fils à Privas. Son mari, transféré quelques mois après d'Argelès à Caylus dans le Tarn-et-Garonne, a été embauché au moment de la déclaration de guerre par un propriétaire de Feynerols dont les ouvriers agricoles et forestiers avaient été mobilisés. Juan Pons lui propose alors de travailler *gratis* s'il accepte de prendre sa famille. Marché conclu. Remedios s'échine à blanchir les lessives au bord de l'Aveyron. Sous l'Occupation, alors que Juan passe ses journées à couper des arbres, de bons Français le dénoncent comme prétendu rouge. Mieux vaut fuir. Les Pons connaissent un couple habitant L'Houmeau à Angoulême. Dans le train, Juan est intercepté et expédié à la plantation d'*asperges de Rommel* sur les plages de Biarritz et Bayonne. Remedios arrive seule chez ses amis. Apprenant l'affaire du 20 août 1940, craignant l'organisation d'un nouveau convoi, inquiète du sort de son mari, elle sort le moins possible, se bornant à faire des ménages chez un patron qui l'emploiera dix ans sans la déclarer...

Plusieurs Espagnoles monnaient leurs charmes aux Allemands. Un Français est condamné pour traite des blanches : il séduisait de jeunes femmes, puis les envoyait en Allemagne. L'une de ses victimes, Araceli Sangüesa, n'en revient pas lorsqu'elle apprend la condamnation. Elle est enceinte de lui et accouchera d'un fils, Georges, le 1<sup>er</sup> avril 1944 <sup>532</sup>.



Araceli Sangüesa et l'un des frères Gabarrón

---

<sup>531</sup> Ramón Casals Dalmán, sorti d'Argelès en janvier 1940 pour venir travailler chez Lecante.

<sup>532</sup> Araceli Sangüesa, née vers 1923 en Espagne. Seconde des sept enfants de Joesfa Sanchez et Antonio Sangüesa. Sous l'Occupation, elle travaille successivement à la buanderie de la Fonderie de Ruelle, à l'abattoir, puis aux casernes. Après son accouchement, elle est hospitalisée pour tuberculose. Un peu plus tard, elle épouse Manuel Ordax, ancien garde de la généralité de Catalogne arrivé avec la débâcle. Le couple s'établit à Paris et donne naissance en 1948 à un fils, Manuel. En 1950, la famille, y compris le petit Georges dit Jojo (Jorge), élevé jusque là par ses grands-parents à Angoulême, part en Argentine sur le même bateau que Franco et Mercedes Paredes. Plus tard, Georges reviendra en Charente à la recherche du nom de son père. En vain.

Le temps va-t-il se gêner pour les Tsiganes ? « Le 5 juillet 1941, écrit Raymond Troussard <sup>533</sup>, les Tsiganes charentais sont internés au camp des Alliers. Ils y resteront plusieurs mois avant d'être déportés en train vers l'Allemagne. » Si la première date est fautive, la seconde affirmation l'est-elle autant ? D'après *Sachso*, trois cents Tsiganes internés au camp de Rouillé dans la Vienne depuis septembre 1939 sont déportés en janvier 1943 à Sachsenhausen <sup>534</sup>. Instruction ayant été donnée en 1942 d'expédier les récidivistes des Alliers à Rouillé (ce fut le cas des Demestre et des Dorkel) et Théodore Demestre ayant déclaré lors d'un pèlerinage à Lourdes que si lui-même et les siens internés aux Alliers n'avaient pas été inquiétés, un de ses cousins avait été déporté avec toute sa famille <sup>535</sup>, peut-on penser que le convoi a aussi emporté des Charentais ? Très probablement non, d'une part parce que l'information de *Sachso* est peu crédible, d'autre part parce que les transferts disciplinaires vers Rouillé seraient postérieurs à janvier 1943.

Les propos de Demestre ont-ils été bien compris ? Les chiffres fortement surestimés sur le génocide des Tsiganes en Europe <sup>536</sup> peuvent créer un terrain émotif favorable aux exagérations. Dans le cas de la France, aucun Tsigane n'a été expédié vers les chambres à gaz, sauf des malheureux qui furent arrêtés dans la région lilloise annexée à la Belgique et inclus le 15 janvier 1944 dans un convoi de 371 nomades au départ de Malines <sup>537</sup>.

Cependant, on sait que des nomades, soit volontaires, soit désignés par les autorités françaises pour le S.T.O., sont partis travailler en Allemagne et, pour des raisons mal éclaircies, se sont retrouvés en camp de concentration. Il y eut probablement peu d'Angoumoisins dans ce cas puisqu'en février 1944, le nombre d'inscrits aux Alliers, 371, est en légère augmentation par rapport à la fin 1940. Retenons surtout qu'à cette date, le nombre de présents, 191 <sup>538</sup>, n'excède que faiblement celui des absents, 180, se répartissant entre évadés : 53, transférés disciplinaires : 47 (42 vers Rouillé et 5 vers Jargeau dans le Loiret), travaillant au dehors : 44 <sup>539</sup>, enfants pris en charge au centre de redressement du père Le Bideau près des casernes : 26, causes diverses : 9, hospitalisés : 3.

Lors d'une réunion à Poitiers en janvier 1944, le directeur des Alliers, Faye, excipant de l'état de délabrement du camp, réussit aisément à convaincre les autorités de renoncer à y interner des résistants.

Une fois de plus, ce sont les juifs qui sont visés en priorité. Les 30 et 31 janvier 1944, quatre-vingt deux, surtout français, sont encore raflés en Charente pour être expédiés à Auschwitz. L'ex-zone libre semble être passée au travers (seuls cinq juifs y avaient été capturés lors d'un précédent coup de filet le 28 février 1943).

Les bombardements alliés ont obligé les nazis à développer leurs productions de moteurs de V2, avions de chasse et autres joujoux en Autriche. Mauthausen est devenu un gigantesque complexe avec quarante-trois commandos et treize sous-commandos. L'administration s'est complexifiée et les détenus politiques en ont profité pour réduire l'emprise des droits communs. La mortalité a connu une baisse liée à l'urgence d'une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre mais le camp-souche est resté un petit centre de mise à mort. En marge du monde, les *pochacas* s'accrochent.

---

<sup>533</sup> *Charentais dans la tourmente*, 1991.

<sup>534</sup> *Sachso*, Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen, Plon, Terre humaine, 1982, p. 40. Cependant, dans son ouvrage sur les Tsiganes, Peschanski ignore le camp de Rouillé et dans la plaquette qu'il lui consacre (*Les Barbelés de Vichy. Le camp de Rouillé, réserve d'otages*. Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, mairie de Saint-Ouen, 1994), Roger Picard ne mentionne pas de Tsiganes. Un voisin du camp sous l'Occupation, qui devint par la suite l'un des secrétaires du Parti communiste de la Vienne, ne garde non plus aucun souvenir de leur présence et les commémorations annuelles les omettent gaillardement. Dans le Bédarida-Gervereau, Bachelier ne parle que de quelques tsiganes à Sachsenhausen (*op. cit.*, p. 75).

<sup>535</sup> La *Nouvelle République des Pyrénées*, 29-8-1995. Article reproduit en annexe d'un roman du pasteur Mateo Maximoff, *Le Prix de la liberté*, Éd. Wallada, 1996.

<sup>536</sup> Selon Peschanski, les chiffres de 220.000 à 500.000 seraient très au-dessus de la réalité (*op. cit.*, p. 15). Pour le seul complexe d'Auschwitz, Hermann Langbein donne 10.849 femmes et 10.094 hommes.

<sup>537</sup> C'est visiblement une rescapée de ce convoi que décrit Germaine Tillion dans son *Ravensbrück*, Seuil, 1997, coll. Point, p. 196. Première édition *Cahiers du Rhône*, décembre 1946, Éd. La Baconnière, Neuchâtel, pp. 35-36.

Faut-il rappeler que Django Reinhardt se permit sous l'Occupation ce qu'aucun artiste juif n'aurait pu s'autoriser, multipliant les exhibitions, se dérobant à une tournée en Allemagne, se faisant pincer lors d'une tentative de passage en Suisse, puis achetant un cabaret rue Pigalle (*cf. Le Boterf, op. cit.*, pp. 291-297) ?

<sup>538</sup> 45 hommes, 45 femmes et 101 enfants.

<sup>539</sup> Angoulême : 25, Ruelle (Fonderie) : 2, La Braconne : 4, Touzac (Châteauneuf) : 1, Cognac : 1, île d'Oléron (Todt) : 5, Bordeaux : 2, Bayonne (Todt) : 4.

— En 1943, raconte José Alcubierre, on reçoit des godillots de l'armée française. Un salaire, variable avec la tranche d'âge, est censé nous être versé sur un livret d'épargne : on n'en verra jamais la couleur. On touche en outre une brosse à dents, du dentifrice, une inutile brillantine, des cigarettes. Disposer de bottes et d'un ciré adaptés à la pluie nous aurait paru le paradis. Un *pochaca* meurt de jaunisse, un autre de tuberculose.

Ils fondent une section clandestine de la J.S.U., l'équivalent de nos Jeunesses communistes :

— Par le truchement du labo photo, assure Jacinto Cortés, on fournit aux plus vieux des suppléments de nourriture et de cigarettes.

— Notre travail à la carrière, objecte José Alcubierre, ne nous procure rien à échanger. Nos collègues civils abandonnent de temps en temps une tranche de pain mais ils sont eux-mêmes rationnés. Des compatriotes de la cuisine doivent alors nous aider par de petits rabiots, en particulier Castañeda. Sur la fin, le déjeuner de midi devient immangeable et le dîner au camp se résume à trois patates. Trois, pas quatre, ponctue José avec ses doigts.

Un des hauts faits des *pochacas* est de sortir du camp une grande partie des négatifs accusateurs dérobés aux S.S. par le photographe Francisco Boix qui sera le seul Espagnol à témoigner au procès de Nuremberg. Ces clichés, reproduits depuis dans maints ouvrages, représentent des détenus pendus, fusillés, torturés, électrocutés. Cortés s'attribue le mérite de ce sauvetage, Alcubierre nuance :

— Boix vient nous voir en demandant la J.S.U., c'est-à-dire Cortés, Grau et moi. Notre commando n'est pas le seul à sortir du camp. Une dizaine d'Espagnols est affectée à la gare. Mais nous sommes les plus anciens, les plus nombreux, les mieux organisés. En guise de musette pour loger notre gamelle, nous avons un étui à masque à gaz de l'armée française. Cortés fourre le paquet dans son étui et doit nous le refiler en cas de fouille. Par bonheur, tout se déroule bien. On dissimule le colis à la carrière et on le confie plus tard à Hannah Poitner<sup>540</sup>. Elle habite à trois cents mètres et s'arrange toujours pour nous saluer de sa fenêtre quand nous passons. On a pu établir le contact en déchargeant un camion de charbon près de chez elle. C'est une sociale-démocrate mariée à un cheminot, antinazi lui aussi mais plus effacé.

Malgré les internements, les déportations et la peur, la Résistance espagnole continue. Paco Ríos est un garçon posé. Depuis que sa cabane en traverses a flambé, il a trouvé du travail à la gare et occupé plusieurs appartements dans le vieil Angoulême. Il a vu les convois de la *División azul* monter vers l'U.R.S.S. mais n'a pas eu connaissance du passage des femmes et des enfants renvoyés de Mauthausen.

— À la gare, dit-il, il existe un esprit de résistance. On sabote au maximum le travail. Mais question vol, je me limite à mes besoins personnels : café, riz, marmelade. En petite quantité, insignifiant.

Ríos n'a de contacts poussés qu'avec deux ou trois personnes et n'est pas du genre à poser des questions inopportunes. Pendant toute l'Occupation, il ne voit pas une seule arme. Il héberge des compatriotes de passage, distribue des tracts en espagnol.

— On les trouve sous la porte. On les fait circuler de l'un à l'autre, entre nous. D'où viennent-ils ? Ça, c'est un mystère.

Le 15 octobre 1943, il est arrêté par erreur au restaurant Le Commerce, place Saint-Martial, et relâché le 19. Vers cette époque, il quitte la gare pour travailler à la boulangerie L'Épi d'or sur l'actuel boulevard Chabasse. Sa fiancée, Mercedes Morera, œuvre au reprise des effets à la caserne centrale. Elle coud de fausses poches à la gabardine de son ami et avec les Lahora, il va une nuit jeter des tracts en allemand par dessus les murs des casernes.

De la provenance de ces tracts, Pilar Claver a peut-être sa petite idée. Employée aux casernes, elle a obtenu un sauf-conduit qui lui permet d'emprunter dans les gares les issues réservées à l'occupant. Elle en profite pour aller deux fois en train à Bordeaux chercher des tracts du P.C.E. et de l'U.N.E. Lors d'un voyage retour, un soldat ennemi lui propose aimablement de déposer sur la galerie son sac, sac plein de propagande que la police française ne songe point à contrôler au milieu des bagages allemands.

---

<sup>540</sup> Si M<sup>me</sup> Poitner ne fut pas la seule Autrichienne à rendre service aux déportés, il est dommage qu'Horwitz, dans sa radiographie des attitudes de la population, l'ait complètement oubliée. Plus tard, lors de leurs pèlerinages, les déportés lui rendirent régulièrement visite jusqu'à ce qu'elle meure nonagénaire en 1993 ou 1994.

De Gaulle a nommé douze D.M.R. (Délégués militaires régionaux) chargés de prendre en main l'Armée secrète. Pour le Sud-Ouest, il a choisi Claude Bonnier, ancien ingénieur aux moteurs Lorraine. Gendre du leader socialiste Pierre Renaudel <sup>541</sup>, il a appartenu au bureau national du Parti socialiste de France de Déat, dont il a été le chef du cabinet au ministère de l'Air de janvier à juin 1936. À la mi-novembre, un Lysander le dépose à Angeac-Charente, entre Angoulême et Cognac. Mais la trahison ronge Bordeaux : il est arrêté et se suicide le 9 février, à quarante-six ans.

Dix jours plus tard à Angoulême, le garagiste Jean-Paul Augier et l'électricien André Butté, membres depuis 1942 du réseau *Ceux de la Résistance* <sup>542</sup>, en contact depuis novembre 1943 avec l'équipe du Bureau des opérations aériennes qui a accueilli Claude Bonnier, manquent d'être arrêtés chez le dépositaire de presse Ernest Bébin par la faute d'un indicateur espagnol de la Gestapo de Bordeaux, Antonio Rodríguez <sup>543</sup>. Il en faudrait plus pour les faire abdiquer.

Le 22 février, René Chabasse, vingt-trois ans, professeur adjoint d'éducation physique, résistant de la première heure et l'une des chevilles ouvrières de l'équipe qui a accueilli Claude Bonnier, est abattu sur le boulevard d'Orfond qui porte aujourd'hui son nom. « Depuis la fenêtre de la caserne, raconte Pilar Claver <sup>544</sup>, nous avons vu les Allemands assassiner un jeune Français. Nous étions trois Espagnoles : Isabel [l'épouse de Juan Ugalde, le casseur de pierres du transsaharien], Consuelo [Alvarez <sup>545</sup>] et moi. Ils ont emmené le détenu à un poste de contrôle. Nous l'avons vu sortir soudainement en courant. Le gardien du poste a tiré par terre, mais ils l'ont tué pendant sa fuite. Le *Spitz* (l'équivalent des commissaires politiques) a pris le pauvre garçon agonisant par les cheveux, l'a secoué et l'a laissé tomber d'un coup sur le bois de l'échelle qui lui a servi de civière. Ce sale type m'a regardée et moi j'ai soutenu son regard. Isabel m'a pris par le bras et m'a dit : *Ne le regarde pas comme ça ; partons avant qu'ils t'arrêtent*. Le lendemain, nous avons appris que le corps du garçon assassiné avait été entreposé dans une baraque. C'était le fils d'une institutrice. Nous avons quelques œillets et j'ai dit à Isabel : «Fais le guet, nous allons déposer ces fleurs sur le mort. Histoire d'embêter ces bandits.» Tout ça a créé un véritable bordel pour savoir qui avait déposé les fleurs. »

Le 28 février, la Section spéciale de sabotage, l'une des formations les plus efficaces de la Résistance française, réalise la première de ses soixante-dix opérations dans les Charentes. À sa tête, Jacques Nancy, trente-six ans, évadé après novembre 1942 par l'Espagne, détenu six mois au camp de Miranda, revenu en novembre 1943 dans les bagages de Claude Bonnier. Ingénieur en électricité, il nourrit une passion particulière pour les lignes à haute tension et les locomotives.

Pilar Claver se rend à Compiègne pour interroger López Navarro sur Santa Cruz, le fameux *Fantôme de l'opéra*. Après avoir officié à la Poudrerie, ce soi-disant ingénieur serait venu traîner ses guêtres à la Sofram de La Couronne (on sait aujourd'hui qu'il avait été arrêté le 15 mars 1943 par la S.A.P. de Poitiers, puis relâché. La S.A.P. l'avait toujours à l'œil en janvier 1944). Probablement est-ce à cette époque qu'il donna un livre d'électricité à Roberto Domínguez pour lui permettre de se perfectionner. Toujours est-il que Roberto est resté convaincu jusqu'à la fin de son innocence. À Compiègne, Pilar, devenue M<sup>me</sup> Claver López, cousine de López, ne peut avoir la conversation qu'elle souhaite. Elle doit effectuer un second voyage <sup>546</sup> pour que Paco, qui a vu beaucoup de choses en prison, la confirme dans ses soupçons.

Le 16 mars 1944, Marcel Déat reçoit enfin un ministère, celui du Travail et de la Solidarité nationale, une dénomination qui réapparaîtra en... 1981.

Le même jour, les Lahora sont réarrêtés, et Ríos l'est à son tour le 1<sup>er</sup> avril. Ce dernier, qui a appris du portier de la Poudrerie que Santa Cruz n'y travaillait pas vraiment mais faisait le *promeneur*, ne s'en était pas méfié et n'avait été pas averti à temps. Il est interrogé sur les distributions de tracts et

---

<sup>541</sup> Député du Var, Pierre Renaudel devint le leader du Parti socialiste et le patron de *L'Humanité* après l'assassinat de Jaurès. Il suivit une ligne de défense nationale qui fut mise en minorité à la fin de la guerre par Jean Longuet et les partisans de l'ouverture de négociations de paix. Il devint par la suite le chef de file de la minorité de droite du Parti socialiste au sein de laquelle commençait à se distinguer un certain Marcel Déat.

<sup>542</sup> Réseau repris en main par l'énergique Jean de Vogüé, administrateur de sociétés sucrières (avec son parent Lebauty qui le secondait dans la Résistance), des Aciéries de Champagnole, des Faïenceries de Sarreguemines et de la Compagnie de commerce et de navigation en Extrême-Orient (conglomérat indochinois).

<sup>543</sup> Selon le commissaire Guy Pénard, *Chroniques secrètes de la Résistance dans le Sud-Ouest*, Éditions Sud-Ouest, 1993.

<sup>544</sup> Neus Català, *op. cit.*, pp. 153-154.

<sup>545</sup> Probablement Consuelo Alvarez ép. López, mère de trois filles nées dans des régions espagnoles différentes dont l'aînée, Consuelo, animatrice des Jeunesses communistes, est morte d'une crise cardiaque à dix-huit ans, peu après sa mère. Le père est décédé d'un cancer alors qu'il s'appretait à participer à l'opération Reconquête.

<sup>546</sup> Accompagnée la première fois de Margarita Ribas et de sa fille de onze mois qui venaient voir Cuadra et non López, comme l'indique par erreur Neus Català (*op. cit.*, p. 152). Cuadra fut déporté peu après à Buchenwald.

sur le communisme des Lahora, subit les coups du *Gorille*, un colosse qui aurait mesuré presque deux mètres. Les Allemands n'ont pas de preuve contre lui, il nie. Au cachot, il a d'abord à faire à un brave soldat, puis à une brute qui le cogne à chaque fois qu'il entre dans sa cellule ou l'accompagne aux W.C. Il en garde une cicatrice à l'épaule droite. Il découvre que Santa Creuz se comporte en prison comme chez lui et se permet de lui proposer de travailler pour les Allemands :

— Si les Allemands perdent la guerre, tu risques d'être fusillé.

— T'en fais pas, il y a quelqu'un qui me soutient.

Plusieurs fois, Santa Creuz passe chez Mercedes Morera pour la cuisiner sur les Lahora.

— Puis, rapporte-t-elle, le commissaire Rousseau m'interrogea pendant huit jours au Jardin vert <sup>547</sup>.

Elle joue l'imbécile avec persévérance. Ses collègues de la caserne, *trois braves Allemands de gauche*, donnent sur elle les meilleurs renseignements et elle est libérée. Ríos et les Lahora le sont à leur tour le 10 mai. Encore quelques semaines et les trois sauveurs allemands de Mercedes décident de désertir. Elle leur fournit volontiers l'adresse de sa famille. En Espagne.

Chargé de la cantine des ouvriers de la Fonderie de Ruelle, Gérard Ferrand a hébergé et employé en 1939 plusieurs réfugiés espagnols. Garçon plein d'entregent, il s'abouche avec Augier et Butté, les miraculés du 22 février, et cache dans une ferme un groupe de jeunes maquisards conduits par Albert Gin, l'un des auteurs du déraillement de Vars. Tous sont en relation avec le *dinamitero* Jacques Nancy mais début avril, une embuscade tourne mal. Ferrand est arrêté et sera déporté à Dachau, d'où il reviendra. Augier et Butté s'enfuient vers un maquis du Nord-Charente : le second mourra au cours d'une traversée nocturne de la Vienne <sup>548</sup>.

Quelques années plus tôt, Elias Gárate gardait le troupeau de vaches de son oncle du côté de Burgui en Navarre. Quelques années plus tard, il sera secrétaire fédéral du Parti communiste espagnol en Charente. Mécanicien à Pampelune où sa mère tenait une *fonda*, un restaurant, il a été mobilisé contre son gré en 1936 par le camp nationaliste. Il s'est rapproché de la dizaine de militants ou sympathisants communistes de Pampelune et avec l'un d'eux, professeur d'origine pyrénéenne venant des Asturies, il a décidé de passer en France en mars 1937 :

— Pour les contrebandiers, un homme ou un cheval, c'était le même tarif.

Il reprend du service dans l'armée républicaine, doit refluer en France en 1938 avec son unité et revient en Catalogne pour servir comme sergent dans un régiment du train.

Du Barcarès, il est renvoyé à Argelès où le gouvernement basque regroupe ses ouailles et de là à Gurs, camp qu'il évoque sur un registre étonnamment peu vindicatif :

— Il n'y avait que des baraques sans lit, ni couverture. On confectionna des châlits avec des planches que nous cédèrent les charpentiers français construisant les bicoques. On nous donnait peu à manger mais suffisamment pour ne pas crever. Je n'ai jamais vu de mort à Gurs <sup>549</sup>.

Un jour — est-ce au moment de la déclaration de guerre ? — Gárate est placé devant le dilemme « L'Espagne ou la Légion » (*España o el Tercio*). Il préfère s'intégrer dans un groupe formé par des pays qui s'emploient à creuser des tranchées pour drainer le camp. Cet emploi ouvre droit à un supplément de nourriture mais contraint à marnier sans tenue spéciale avec de l'eau jusqu'aux genoux. Bien que dur à cuire, Gárate craint des rhumatismes aigus et déclare forfait au bout de trois jours. Exclu de sa baraque et par là même privé de repas, il doit trouver une alternative. Il part avec une C.T.E. édifier un dépôt de poudre et munitions quelque part dans la forêt landaise. Le temps que les baraquements sortent de terre, ils logent dans les wagons. Vient l'armistice. Gárate franchit la ligne de démarcation, est aiguillé vers la poudrerie de Sainte-Livrade, puis affecté à un Groupement de travailleurs étrangers <sup>550</sup> voué à l'abattage d'arbres sur les hauteurs d'Issoire dans le Puy-de-Dôme. Un beau jour, les Espagnols du secteur sont convoqués à Clermont-Ferrand et répartis sur le mur de l'Atlantique. Voici Gárate à une dizaine de kilomètres de la base sous-marine de Saint-Nazaire, contraint de se lever à 5 heures pour attraper un train qui ne l'amène souvent à pied d'œuvre qu'à 10, soumis aux bombardements anglais d'autant plus désagréables pour les ouvriers qu'ils sont bloqués sur place par suite du relevage par les Allemands des deux moitiés d'un pont pour en diminuer la vulnérabilité. Vers le mois d'avril 1944, il décide de rejoindre sa sœur Amparo à Angoulême.

<sup>547</sup> Probablement Blum, l'interprète mosellan de la Gestapo, qui se faisait donner du commissaire et était rouquin. À noter que le fichier charentais des internés et déportés ne recense aucune Espagnole internée.

<sup>548</sup> Cf. Joël Giraud, *Les Confolentais...*, p. 188. Autre version sujette à caution dans Guy Penaud, *op. cit.*

<sup>549</sup> On dénombre 1.079 décès au camp de Gurs de son ouverture à août 1943 mais il n'y en eut que 13 d'avril à septembre 1939.

<sup>550</sup> Rappelons que les G.T.E. étaient la version vichyste des C.T.E.

Originnaire d'un village voisin de celui de Pilar Claver, elle est entrée aux casernes en même temps qu'elle mais, n'aimant guère travailler pour les Allemands, a rapidement trouvé une nouvelle place chez un marchand d'aliments pour animaux. À Saintes, déception pour Elias, pas de correspondance avant le lendemain matin. Il doit s'inscrire dans un hôtel et n'y ferme pas l'œil de la nuit. Puis il reprend le train avec moult précautions. Rue Gaudichaud, Amparo habite au même numéro que la sœur de Francisco Díaz, le responsable clandestin du P.C.E. à l'arsenal de la Madeleine, qui le fait aussitôt embaucher <sup>551</sup>.

« À l'arsenal d'Angoulême, lit-on dans le rapport F.F.I.E. de 1947, les sabotages de voitures, camions, etc., la destruction d'outillage, enlèvement de pièces d'armes automatiques, etc., furent effectués sous la direction du patriote de notre groupe, Gárate <sup>552</sup>. » Bien que sa mémoire soit un peu défaillante, Elias tombe des nues. Bien sûr, lorsqu'on lui donnait une pièce à souder, il faisait en sorte qu'elle rompe à la première occasion, mais il a surtout souvenir du désœuvrement général. Un responsable du P.C.E. à Bordeaux ayant réclamé qu'on prépare des moyens de transport pour la Libération, Díaz se retourna vers Gárate qui entreprit de retaper une vieille camionnette. Ce fut son unique mission et ce n'est qu'après le départ des Allemands qu'il put faire connaissance avec ses compatriotes.

À Cognac, le sous-préfet Charles est remplacé par Pierre-Henry Rix qui est en contact avec Londres <sup>553</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai 1943, Gisèle Chauvin a quitté ses protecteurs espagnols de Bordeaux pour monter à Paris d'où le Parti l'a renvoyée dans le Centre-Ouest avec titre de « technique inter », puis « liaison inter ». Arrêtée le 15 décembre, elle vit des scènes pénibles mais bénéficie de la mansuétude, presque de la complicité, de certains policiers qui sentent le vent tourner. Le 31, « un pullulement de paillettes blanches », un « perfide rassemblement dans les nues <sup>554</sup> » se produit au-dessus de Cognac. La R.A.F. bombarde la base de Châteaubernard, détruisant hangars, ateliers et l'une des pistes, épargnant cependant la piste principale. Les Allemands ont douze victimes. Genté compte six tués, sept blessés et de nombreux dégâts matériels. Que font les Espagnols ?

— Non, avoue Pepe l'accordéoniste, l'ancien capitaine de la 11<sup>e</sup> Brigade internationale confirmé par les Allemands dans sa fonction de tailleur, je n'ai rien fait contre eux. Mais je n'ai rien fait non plus contre les Français. Je me suis marié à une Française <sup>555</sup>, la France est mon pays.

Quant à Jesús Gómez qui avait participé au sauvetage de Gisèle Chauvin, il fut, comme tout ce que Cognac comptait de confectionneurs et de cordonniers, réquisitionné pour œuvrer dans un grand atelier ouvert par les Allemands près de la gare.

Sur la résistance à Cognac, les indications du rapport F.F.I.E. de 1947 sont à la fois lapidaires et équivoques : « Pendant l'été 1942, nous constituons un groupe résistant sous la direction de trois patriotes qui devaient réaliser des sabotages au camp d'aviation. » Mission accomplie ? Difficile à affirmer <sup>556</sup>. Le leader du groupe était Ramón Casals, le sauveur de Gisèle Chauvin. Catalan d'un abord très simple, il n'est même pas sûr qu'il ait travaillé sur la base. À l'automne 1944, il fut sergent sanitaire devant Royan, puis on perd sa trace.

Le second larron, José Elche, orphelin très jeune, avait dû aller faire les vendanges jusqu'en Algérie et dans notre Midi. Puis il suivit en U.R.S.S. un stage de navigateur sur bombardier. Membre de la 165<sup>e</sup> C.T.E., il participa au ferrailage des hangars, du côté de Toubanc. Sous l'Occupation, il contribua à l'entretien des installations électriques sur la base. Il a succombé en 1996 à une crise cardiaque :

— J'ignore, s'afflige un de ses proches, s'il buvait parce que sa femme, une Française d'origine espagnole, le trompait avec un gendarme, ou l'inverse.

Son fils est mort peu après lui.

---

<sup>551</sup> Díaz partit après guerre en Dordogne.

<sup>552</sup> Le rapport F.F.I.E. mentionne ainsi un quinzaine de "saboteurs" — uniquement des hommes... — ayant opéré dans divers établissements angoumoisins, sans préciser le temps parfois fort court qu'ils y ont passé. Luis Farigle, à qui je montrais cette liste, fut très étonné d'y figurer, ne se souvenant pas du moindre acte de résistance, peut-être en raison de son grand âge. Mais il était le cousin d'untel qui avait appartenu au Parti et avait sans doute voulu lui faire plaisir !

<sup>553</sup> Il sera promu à la Libération préfet de la Loire-Atlantique, puis s'inscrira au barreau de Marseille.

<sup>554</sup> Jacques Chardonne, *Chimériques*, 1948. Rééd. dans les œuvres complètes, t. 5, Paris, Albin Michel, 1954, p. 185.

<sup>555</sup> Après que le mari de celle-ci soit rentré de captivité à la fin de la guerre et qu'ils aient divorcé.

<sup>556</sup> On lit dans *Clairière* (avril 1998) que *Cazals* et d'autres Espagnols fournirent des informations sur l'activité de l'aérodrome à l'origine de plusieurs bombardements anglais. Cette affirmation est sans fondement. L'article donne pour seule référence le rapport Tapon qui se résume à huit pages passablement délirantes où il n'est pas question des Espagnols.

— José était un communiste doué d'une forte personnalité et animé du désir de s'instruire, dit Jesús Lapedra, le dernier du trio, cheville ouvrière du P.C.E. à Cognac après la Libération.

En juillet 36, quand Albacete tomba aux mains des putschistes, Jesús avait à peine vingt ans. Élevé dans une famille de huit enfants, apprenti maçon dans l'entreprise de son père, il a suivi l'école de nuit pour décrocher son bac et trouvé le temps de se passionner pour le football et le cyclisme. Une mère pieuse lui a attribué ce prénom évangélique mais toute sa famille est républicaine. Lorsque, trois semaines plus tard, Albacete est reconquis par la République, seul un cousin fasciste est incarcéré quelque temps. Bientôt arrivent les Brigades internationales. Comme il y a deux aérodromes dans les environs, l'un provisoire, Torecillas, l'autre toujours en activité, Los Llanos, Jesús s'engage dans l'armée de l'Air. Sur les conseils de son commandant, il se présente au concours de pilote à Murcia, le réussit et part en stage à Torrelano près d'Alicante. En 1937, il commence à piloter un bimoteur Katiucha, à l'époque le meilleur bombardier du monde (Qui croire ? Selon d'autres, il n'aurait été que mitrailleur avion et lui-même avoue avoir été simple caporal. Mais les volontaires montaient rarement en grade <sup>557</sup>). L'industrie allemande relève le gant et, bientôt, les Katiuchas ne sortent plus qu'escortés par les Chatos. Devenu communiste comme la plupart des aviateurs, Jesús effectue des missions à partir de Cuenca, entre Madrid et Valence. Après la coupure en deux de la zone républicaine, il s'envole avec un autre Katiucha en direction de Figueras, contournant le saillant franquiste à plus de six milles mètres pour éviter les mauvaises rencontres. Mais lors de sa première mission en Catalogne, il est descendu par la D.C.A. ennemie et se casse les deux jambes au terme d'un saut en parachute. Encore heureux d'être tombé en limite extrême des lignes républicaines. Pour remercier le ciel, sa mère effectue un pèlerinage à genoux. Soigné à l'hôpital Platon de Barcelone, plâtré jusqu'à la taille, il effectue la *retirada* de nuit dans un camion de blessés. À la frontière, ils sont bloqués quatre jours et quatre nuits, sans boire ni manger. Puis c'est Perpignan, un grand hangar pour les blessés, et l'évacuation en train avec six ou sept camarades jusqu'à l'hôpital central de Dijon où il sera opéré trois fois. C'est là qu'il est pris au dépourvu par la signature du Pacte germano-soviétique :

— Nous n'avions pas tous les éléments pour juger.

Plus tard, il pensera que Staline avait cherché à gagner du temps. Aujourd'hui, il n'en mettrait pas la main au feu. Il demande à être versé au camp de Gurs d'où s'organisent les départs pour l'U.R.S.S. et le Mexique. La déclaration de guerre ne tarde pas à les interrompre et il se porte volontaire pour la 165<sup>e</sup> C.T.E.

Aujourd'hui, Jesús habite un pavillon construit par ses soins. Il pourrait être ordinaire avec la murette qui borde la rue, la verdure qui l'entoure. Mais il a un charme singulier. Sans doute tient-il à la disposition des pièces, à leur clarté, aux pierres, aux meubles de bon goût. C'est la maison d'un artisan qui ne s'est pas senti obligé de jouer au nouveau riche. Victime d'une thrombose, le maître de céans lutte maintenant contre l'hémiplégie. Pourquoi la création du groupe de résistance est-elle datée de l'été 1942 ? Il n'en sait fichtre rien. Risquons l'hypothèse qu'à cette date, il fut chargé de relever le groupe Vallina. Mais Jesús n'a jamais connu Vallina, sauf peut-être de vue. « Casals, lui, devait le connaître. Ce n'est pas certain. » Et les sabotages ? Là, le maçon parle : il suffisait de malfaçons sur la piste pour provoquer des accidents à l'atterrissage. Toutefois, lui-même passa les premiers mois de l'Occupation à Matha et reconnaît n'avoir travaillé sur la base qu'au briquetage des hangars métalliques.

---

<sup>557</sup> On se souvient que José Goytia sortit en 1938 de l'école de vol avec le brevet de sergent pilote. Au grand étonnement des Soviétiques, certains des pilotes français de Normandie-Niemen n'avaient eux aussi que le grade de sergent avec la ficelle d'aspirant.





Cognac, rue Montesquieu, 10 (2000)

— On était surveillé, avoue sans ambages José Alfarràs qui a participé à l'achèvement de la première piste. Il y avait des risques de représailles. La seule résistance était passive, c'est-à-dire que notre contremaître, Duforcet, arrêtait le travail d'un coup de sifflet dès qu'il pleuvait ou faisait un peu froid.

Léonard Fernández renchérit. Au retour de Matha, il a travaillé pour Calvet & Gaultier aux *taxiways* (voies d'accès aux pistes) :

— Il n'y avait rien à saboter. Le béton arrivait tout prêt de La Couronne. On se bornait à terrasser le moins possible car nous étions rémunérés au mètre carré plutôt qu'au volume.

Jesús affirme avoir vu des tracts en espagnol sur la base et en avoir distribué en français dans les rues de Cognac. Il parle aussi de transmission d'informations sur les vols :

— Mais comment les connaître à l'avance et transmettre l'information en temps utile ?

— Il s'agissait de vols réguliers !

Autant dire que tout Cognaçais détenait un *scoop*.

Au reste, Jesús semble avoir été souvent loin du théâtre d'opérations. Il a longtemps participé à l'extension de la laiterie Grand'Ouche de Réparsac où il a rencontré sa future épouse :

— On s'est connu en 1942 ! s'exclame-t-elle-en entrant dans le salon.

Il n'a pas assisté au bombardement de la fin 1943.

— Et ils se sont mariés le 15 avril 1944 en même temps que moi, ajoute Léonard Fernández. On a épousé les deux sœurs.

À la Noël 1943, Léonard avait provisoirement quitté Calvet & Gaultier pour une tâche plus rémunératrice, la coupe de bois dans les environs du camp d'aviation. À l'en croire, il avait été prévenu d'une possible attaque et se tenait prudemment au large. Sitôt après le bombardement, tous les hommes valides, et d'abord les paysans équipés de tombereaux, sont réquisitionnés pour retaper les pistes. Lui-même exige de Calvet de recevoir les trois quarts au lieu de la moitié des 12 F versés par les Allemands au m<sup>2</sup>. Afin d'augmenter leurs gains, les ouvriers refilent une pièce aux paysans pour qu'ils déversent leur tombereau dans leur trou. À ce rythme, la réfection est des plus rapides, d'autant que les entonnoirs sont loin d'atteindre les vingt mètres de diamètre sur cinq de profondeur annoncés dans le rapport Tapon.



Ce premier bombardement, s'il est le plus destructeur, ne sera pas le seul et la rapidité des colmatages est confirmée par Paco le Simple :

— Quand les sirènes hurlaient, je m'enfuyais à pied, torse nu, vers Toublanc, vers Merpins. Les Boches ont descendu pas mal d'avions alliés. L'un est tombé en flammes tout près de moi. Après, on rebouchait les trous de bombes. On terrassait à la pelle, on damait à la main. En vingt minutes, deux heures au pire, c'était rebouché car on était payé à la pièce. Jamais, je n'avais autant gagné. Il faut dire qu'ils nous payaient avec l'argent pris aux Français ! J'allais au bal Oliver place d'Alger et à l'Alhambra derrière les jardins de l'hôtel de ville. Je n'étais pas beau mais j'en avais plein les poches.

Paco était passé par Le Barcarès et Saint-Cyprien, puis avait travaillé pour les Allemands comme chef-coffreux au camp d'aviation de Dreux :

— Là-bas, j'étais comme un roi. À Évreux par contre, on travaillait pour une usine d'armement. On était traité comme des sauvages. On logeait dans des écuries. On avait faim.

Il s'évade avec dix autres Espagnols et au commissariat de la Bastille, explique par le truchement d'un interprète qu'il n'est pas un bandit mais un réfugié politique. Il obtient des papiers et l'Entreprise industrielle l'envoie à Châteaubernard. Il est nourri et logé dans le séminaire de Cherves-Richemont<sup>558</sup>. Un dortoir y a été aménagé avec des châlits à trois niveaux. Chaque jour, ils effectuent à pied l'aller-retour avec le camp d'aviation où ils travaillent dix heures :

— Vous pensez Mésieur que les Allemands sont mauvais ?

— ...

— Y'en a des bons et y'en a des mauvais. Ils étaient gentils avec moi parce que j'étais un bon travailleur. Ils ont descendu d'une rafale de mitraillette des Français réfractaires : *Spanisch, gut. Franzosich, nicht gut !*

---

<sup>558</sup> Actuel Institut rural d'éducation et d'orientation.

XXV  
MAQUIS

Début mai 1944 en Haute-Vienne, circulant à motocyclette au cours d'une opération contre le maquis Guingouin, Henry Charbonneau dit Porthos est blessé par balle près de Magnac-Bourg. Il va de ferme en ferme sans trouver de secours, s'obstine néanmoins à croire que les paysans limousins refusent de choisir entre la Milice et la Résistance. Il se rend en Allemagne pour encourager les prisonniers de guerre et les S.T.O. français à s'engager sur le front russe.

Soupçonné d'appartenir à un réseau d'évasion d'aviateurs alliés, Edmond Méningaud (père de Jean, qui aurait rejoint en 1936 une colonne anarchiste en Espagne) est arrêté avec une douzaine de Ruffécois et déporté à Neuengamme où il périra.

Le 6 juin, les Alliés débarquent en Normandie : 615.000 hommes au total, dont pas mal de noirs. Mais on n'en verra pas un seul dans *Le Jour le plus long* : utiles à *Utah beach*, indésirables à Hollywood.

En Charente, la Milice devient nerveuse et arrête le 10 plusieurs notables, dont le député Raymond Réthoré qui sera libéré quelques jours plus tard grâce à une intervention allemande.

Le 28, Philippe Henriot, promu secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, est exécuté.

Nommé en mai 1943 président du conseil municipal de Paris, Taittinger graisse sa girouette et tire les sonnettes espagnoles (il avait rencontré plusieurs fois Franco) et portugaises pour convaincre les Allemands d'évacuer Paris sans casse.

Laval tente de convoquer le Parlement et de se débarrasser de Déat, de plus en plus inquiet.

Le 6 août, Pétain dénonce soudain « la hideuse réputation de la Milice d'utiliser des procédés que j'ai bien connus pour les Rouges en Espagne. »

Le lendemain, le Parti communiste pose la candidature au poste de préfet de Paris de Georges Marrane, dont l'épouse est déportée à Ravensbrück.

Condamnée début juin à un an de prison, Gisèle Chauvin profite le 17 août d'une libération collective décidée par le directeur de La Roquette.

Le 22, Marrane assiste à sa première réunion du Comité parisien de libération où son discours fait grand effet. Il invoque l'expérience des Brigades internationales pour appeler avec Rol-Tanguy à l'insurrection du peuple parisien.

Le 24, les chars de la division Leclerc arrivent à l'hôtel de ville de Paris. Les huit premiers sont pilotés par des équipages espagnols et portent les noms de *Teruel*, *Ebro*, *Gernika*..., du moins à ce qu'on prétend<sup>559</sup>. Les Parisiens applaudissent à tout rompre le char *Maréchal*, nous voilà. Au camp de Compiègne, Francisco López Navarro profite du désordre pour s'évader et redescend au plus vite reprendre son poste de combat à Angoulême.

---

<sup>559</sup> Rafaneau-Boj, *op. cit.*, p. 309, qui recopie Vilanova.

La 2<sup>e</sup> D.B. comprenait 15 à 16.000 hommes, dont 300 à 350 Espagnols qui avaient été regroupés dans une unité de *half tracks* placée sous les ordres de Putz, ancien des Brigades internationales. Deux des compagnies de cette unité étaient commandées par des Espagnols et ils étaient en majorité (150) dans la *nueve*, confiée à Dronne, qui arriva la première à l'hôtel de ville de Paris (J-L Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996, p. 899 et *Exils et migration*..., pp. 590-1).

La légende selon laquelle la 2<sup>e</sup> D.B. était en majorité formée d'Espagnols est néanmoins fort répandue dans les milieux hispaniques. On la trouvait encore récemment dans un article d'*El País* reproduit sans commentaire par *Courrier international* du 15 juin 2000.

Ce même article évoque les combats des Glières qui sont fort bien connus car les maquisards étaient en rapport avec le B.C.R.A. et qu'*Ici, Londres* en rendit compte presque en direct. De ce fait, les chiffres ne varient guère d'un auteur à l'autre. Environ 460 maquisards au début, près de 500 à la fin, dont 56 Espagnols. 149 morts à l'issue des combats, jugements et déportations (J-L Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996, pp. 796-811). Néanmoins, estimant que le chiffre admis d'Espagnols est insuffisant, un ancien, Ángel Gómez, l'a carrément porté à plus de 250 (*Memorias del olvido*, p. 106). *El País*, s'appuyant sur le témoignage de Joaquín Turón, fait encore plus fort en parlant d'un demi-millier de combattants espagnols dont quelque 300 seraient morts, "tous ensevelis dans le drapeau républicain". Comme disait le docteur Goebbels, plus c'est gros, mieux ça passe.

Suite à la rafle anticomuniste de février 1942 dans le Ruffécois, l'ancien brigadiste Gilbert Banlier s'était mis au vert dans une ferme du Loir-et-Cher. Il entend parler de parachutages dans le Nord-Charente et vient assurer la direction du maquis F.T.P. Jean-Paul à Montalembert au sud-est des Deux-Sèvres, fief d'une célèbre dynastie aristocratique qui compte parmi ses membres le créateur de la Fonderie de Ruelle. Il est rejoint en juillet par les Seillier père et fils, de Sauzé-Vaussais qui ont tenté de gagner l'Afrique par Font-Romeu mais ont été arrêtés par les neiges pyrénéennes. Le maquis Banlier collabore sans arrière-pensée avec celui du notaire Tabourdeau, qui n'avait pas débordé de sympathie pour la République espagnole (et montrera beaucoup de tiédeur pour l'Algérie algérienne). De son côté, le notaire, dont l'un des deux clerks est passé par l'Espagne pour s'engager dans la R.A.F., ne rechigne pas : il estime que les Alliés n'ont pas débarqué en Normandie pour établir en France un régime soviétique <sup>560</sup>.

Après sa libération en novembre 1943, Ernesto Casaber est resté un mois à Angoulême. Il a pris le temps de se marier avec sa laitière, de faire part au *Blond* de ses soupçons à l'encontre des Lahora, de plaider tout de même pour qu'on leur laisse la vie sauve. Début 1944, il rejoint l'un des premiers maquis, il ne sait plus où au juste. Il promet à ses camarades français de leur ramener du monde mais *le Blond* et ses amis, et même les Lahora, font la sourde oreille. Amertume de Casaber qui n'est pas homme à entrer dans leurs raisons. Son maquis manque d'armes : il en dispute avec succès sur un parachutage destiné à un maquis voisin bien pensant. Puis Casaber rejoint une formation F.T.P. en Dordogne-Nord. Il jubile : enfin de la riflette.

Contraint d'aller travailler en Allemagne, le fiancé de Karmelia Orue a chômé le 1<sup>er</sup> mai 1943, ce qui lui a valu une suppression de permission. Il profite d'une autre début 1944 pour passer au maquis. Les deux frères de Karmelia imitent son exemple.

Au début du printemps, l'Agrupación de los guerrilleros españoles donne l'ordre aux Espagnols requis sur le Mur de l'Atlantique de rallier les maquis les plus proches. Ils transitent par Cognac et Angoulême où les réceptionnent Conchita Crespo, serveuse dans un bar voisin de la gare routière sur la place du Champ-de-Mars, épouse d'un résistant déporté <sup>561</sup>, mère d'une petite fille et malgré tout fort active dans la collecte de renseignements et d'argent. Les frères Casas, Maestre, *El Largo*, les Lahora... les y récupèrent et les conduisent vers les maquis de la Charente limousine et de la Dordogne. Début mai, l'A.G.E. ordonne de constituer un maquis autonome, ce qui est fait à Écuras, près de Montbron. Pilar Claver, dont l'appartement sert depuis longtemps de boîte aux lettres, de lieu de réunion et de *point d'appui* à des résistants espagnols ou de la M.O.I. <sup>562</sup>, notamment des agents de liaison empruntant la ligne Paris-Hendaye, participe aussi à ces mouvements. À sa grande surprise, elle est même chargée de récupérer un déserteur allemand caché chez une compatriote, Elena <sup>563</sup>.

À la Panzerkaserne, elle s'intéresse de plus en plus à la collecte de renseignements. Un Allemand — dans un environnement hostile, les occupants étaient enclins à considérer les Espagnols comme neutres ou amis — lui a offert un dictionnaire et elle s'en sert pour décrypter sur un tableau noir le programme de leurs sorties qu'elle communique à *El Largo*. Sans doute aboutit-il à Francisco Casas qui a topographié toutes les installations militaires locales et fournit un bulletin journalier de l'activité ennemie à Angoulême. Elle vole des bicyclettes avec une camarade française pour assurer des liaisons, transporte des armes à plusieurs reprises. Ces renseignements auraient notamment permis de souffler des stocks de nourriture au nez de l'occupant et de tendre une embuscade à une formation italienne peu disciplinée qui aurait facilement livré ses armes <sup>564</sup>. Se déclarant prête à sauter avec l'ennemi, Pilar va jusqu'à fournir le plan des carrières souterraines en contrebas des casernes <sup>565</sup> dans lesquelles les Allemands se réfugient lors des alertes aériennes. Avec une compatriote de l'atelier

---

<sup>560</sup> Raymond Tabourdeau, *Carnet de route* (2<sup>e</sup> édition augmentée, Lezay, 1997, 253 pages).

<sup>561</sup> José Puiggros Paloma, déporté à Mauthausen.

<sup>562</sup> Main d'œuvre ouvrière immigrée, organisme créé par le P.C.F. pour regrouper les militants immigrés en fonction de leurs origines. Et non *Mouvement ouvrier international* comme le faisait accroire la propagande nazie et comme de bons esprits le répètent encore de nos jours. Neus Català tombe dans le panneau (*op. cit.*, p. 72).

<sup>563</sup> *Memorias del olvido*, p. 96. Il ne peut s'agir que d'Elena Tournepeiche qui tint avec son mari le Bar des Charentes dans le quartier de L'Houmeau, puis un bar près du marché couvert, à l'emplacement actuel du Chat noir. Le couple s'établit plus tard à Biarritz.

<sup>564</sup> Català affirme de façon fantaisiste qu'ils ont *provoqué pas mal de bombardements des Américains* (*op. cit.*, p. 150).

<sup>565</sup> Dans le quartier du Petit Fresquet (et non *Frisquet*).

couture, Anita Díaz<sup>566</sup>, elle se rend dans le même but dans un cinéma périodiquement réquisitionné par les Allemands où était joué *Alcázar*<sup>567</sup>.

À Coulonges, la grand-mère Rodellar a rendu l'âme. N'ayant pas le premier sou, les siens se sont inquiétés : allaient-ils devoir l'inhumer au fond du jardin ? Le père Michelon les a rassurés. La mairie paierait un enterrement convenable. Santiago, le père, conserve de la prestance. Il n'a qu'une sangle de cheval en guise de ceinture mais il est grand, élancé et la serre un maximum, laissant pendre devant lui la longueur superflue. Il monte sa mule en amazone :

— Elle est intelligente, dit-il. Je lui parle en espagnol et elle comprend.

Sa fille, Raquel y Josefa, vingt-deux ans, est heureuse d'avoir retrouvé dans le voisinage un poste d'employée de maison chez Paul Robin au Maine-de-Boixe. Elle n'aimait pas les travaux agricoles et se jugeait surexploitée par Michelon qui, de son côté, lui trouvait mauvais caractère (*cabeza de mula*, disait le vieux Santiago) et jugeait son orgueil mal placé.

Le 17 juillet, onze maquisards de Bir Hakeim sont tués dans une embuscade (ils auraient été dénoncés après s'être un peu trop attardés chez un habitant de Xambes qui leur avait offert une barrique de vin). Le lendemain, la Milice vient vérifier qu'ils sont bien enterrés conformément aux ordres allemands, « dans la fosse commune, sans cercueil, ni fleurs, ni couronne. » Raquel les égare et court au cimetière prévenir le public qui assiste à une cérémonie en bonne et due forme. Les jeunes s'égaient en vitesse mais lorsque les miliciens arrivent sur les lieux, ils comprennent vite ce qui s'est passé et exigent que les participants se dénoncent sous peine d'incendier le village. Le maire, M. Clément, se présente en otage, est emprisonné pendant huit jours, puis libéré<sup>568</sup>.

La drôle de guerre avait vu le reflux de la C.T.E. de José Gomariz, l'ancien combattant du P.O.U.M., de Sarreguemines à L'Isle-Jourdain dans le sud de la Vienne. La débâcle oblige sa mère à redescendre de Lucé (Eure-et-Loir) au camp d'Argelès (d'où elle sera expédiée avec ses deux fils cadets à Rivesaltes, puis à Gurs) tandis que lui-même tente avec quatre camarades, dont l'ancien ministre des Finances de la généralité de Catalogne, Pujol, de rejoindre Bordeaux afin d'embarquer pour la Grande-Bretagne. Arrêtés par les Allemands à La Rochefoucauld pour défaut de papiers, ils sont sortis de l'ornière par le vieux maire radical d'une commune voisine, Saint-Projet, qui leur délivre des cartes d'identité françaises. Embauchés dans une ferme avec l'un de ses camarades, José et lui tombent malades. Pujol intervient auprès de la Kommandantur de La Rochefoucauld. Un Allemand les transporte en ambulance jusqu'à l'hospice local et convainc la mère supérieure réticente de les admettre, moyennant promesse de revenir les récupérer dès qu'ils seraient tirés d'affaire. Cette promesse inquiète fort Gomariz qui s'en ouvre à une sœur infirmière. Celle-ci alerte sa famille qui vient le chercher et l'emmène sur sa propriété de Moutardon, dans le Ruffécois. Catalogué comme Français, José reçoit des convocations pour la Relève, puis le S.T.O. auxquelles il s'abstient de déférer. Au lendemain du débarquement, il rejoint avec ses deux frères le maquis Foch qui couvre tout le Nord-Charente, seuls Espagnols dans une compagnie comprenant en outre un Portugais et quelques Italiens.

À Écuras, les Espagnols reçoivent des vivres et quelques armes des maquis voisins mais l'expérience semble assez rapidement tourner court et ils en reviennent à la dispersion dans les maquis français. Le principal flux se dirige vers les F.T.P. du triangle Saint-Junien-Rochecouart-Chabanais sous les ordres de Bernard Le Lay dit Bernard, ancien linotypiste à *L'Humanité*. Un

---

<sup>566</sup> Sœur du responsable clandestin de l'arsenal de La Madeleine qui fit embaucher Elias Gárate.

<sup>567</sup> D'après Neus Català, il donnait en exemple l'héroïsme des assaillants républicains (*op. cit.*, p. 155). On peut supposer qu'il célébrait plutôt la victoire inattendue des *assiégés* franquistes de Tolède !

<sup>568</sup> D'après un certificat établi en 1966 par Albert Rivaud, fromager, maire du Maine-de-Boixe. En dépit de ce document, la naturalisation fut refusée à Raquel et à son mari, semble-t-il parce qu'un de leurs cinq enfants opta pour la nationalité espagnole à sa majorité.

anarchiste espagnol, Ramón <sup>569</sup>, devient son garde du corps, et même un peu plus puisqu'avec un compatriote, il est aussi juge au tribunal du maquis. Le 27 juin, ils exécutent cinq gitans de Roumazières suspects d'être des auxiliaires de la Milice et des Allemands <sup>570</sup>. Le 1<sup>er</sup> août 1944, une colonne allemande conduite par le chef milicien confolentais Sauvanet-Schaller, qui connaît bien le secteur pour avoir été agent voyer à Montembœuf, approche de Chabonais par le nord. Présidente du comité de libération, Renée Bérigaud <sup>571</sup> veille au grain et pétrit le pain de plastique que Ramón va placer sous l'arche sud du pont enjambant la Vienne. Les destructions sont insuffisantes pour empêcher le passage des fantassins mais permettent de barrer celui des véhicules. Affaibli par l'impossibilité de faire suivre son matériel et apeuré par l'explosion accidentelle de bouteilles de gaz à l'entrepôt Leproux, l'ennemi se décide à rebrousser chemin. Pour Sauvanet-Schaller, ce chemin sera celui de l'Espagne : il mourra en exil à Madrid en septembre 1987.

Après un bombardement américain dévastateur le 15 juin, Angoulême en subit un second de la R.A.F. le 14 août. Georges Pérez est requis pour le déblaiement au carrefour de l'Éperon. Depuis mars, il travaille comme boulanger, d'abord à L'Épi d'or, puis à la boulangerie allemande de la rue de Beaulieu. Ainsi a-t-il pu obtenir des papiers d'identité, se procurer du pain et récupérer des sacs de farine imprimés avec l'aigle allemand pour en tirer des pantalons <sup>572</sup>. Pas question de voler de la farine : pris sur le fait, un jeune Espagnol a été licencié sur le champ. Après toute une journée à déblayer, Georges Pérez déclare forfait mais au carrefour de Lille, il sent dans ses reins le canon d'une mitrailleuse et découvre en se retournant un milicien guère plus âgé que lui. Renvoyé au tuff, il parvient à s'éclipser.

Casaber remonte de la Dordogne avec son maquis F.T.P. On n'exécute pas trop, un peu tout de même : on fusille une belle blonde mais après un procès en règle au cours duquel il est établi qu'elle renseignait les Allemands. Et plus sommairement, au-dessus du camp des Alliers, dans les bois de Saint-Martin, un jeune chargé de la police d'un bataillon, accusé de tendances homosexuelles. Les prisonniers ennemis, eux, sont remis aux autorités.

Le 28, une escarmouche éclate à Sainte-Catherine, au sud-est d'Angoulême. Dix Espagnols y participent, dont trois sont grièvement blessés <sup>573</sup>.

---

<sup>569</sup> Ramón Villa d'après le rapport F.F.I.E. ; Ramón Vilá Capdevila d'après Rafaneau-Boj (*Odyssee*, pp. 280, 290). Le récit de cette dernière est hautement picaresque et mythomane. Simple typographe à *L'Humanité*, le colonel F.T.P. Bernard en est promu rédacteur en chef. Ramón, qui était son garde du corps, devient chef d'une compagnie d'environ 200 Espagnols, *presque exclusivement des libertaires*, qui serait l'unité de la Résistance ayant infligé les plus fortes pertes à l'ennemi. À son actif, des exploits hélas inconnus jusqu'alors, bien que tout à fait extraordinaires comme la destruction d'un train bondé de soldats de la *Das Reich* dans l'explosion d'un pont près de Saint-Junien, action d'éclat qui serait à l'origine du massacre d'Oradour-sur-Glane.

Dans le même genre, Neus Català ne semble pas douter que le combat de La Madeleine (Gard) auquel participèrent des Espagnols les 22 et 23 juillet 1944 ait permis de capturer mille cinq cent hommes de la *Das Reich*, dont cinq cents blessés, sans parler du commandant qui se serait suicidé, les maquisards n'ayant eu à déplorer qu'un ou deux morts ! (*op. cit.*, pp. 19, 59, 212-3, 215).

Dans la préface à cet ouvrage, Geneviève de Gaulle parle de plus de 35.000 réfugiés espagnols fusillés, morts dans les combats ou déportés (*op. cit.*, p. 6). D'autres chiffres non moins extravagants circulent à propos de Ravensbrück.

<sup>570</sup> Michel Bauer (19ans), sa sœur (31 ans), son mari Michel Steiner (45) et leurs deux fils Albert et Jean (19 et 20 ans).

<sup>571</sup> Née à Chabonais en 1914, fille unique d'un père entrepreneur et d'une mère institutrice laïque, Renée Bérigaud avait fait les Arts déco à Paris. D'abord anarchiste, elle avait adhéré au Parti communiste vers 1935 et lors de vacances à Chabonais en 1937, elle avait apporté à des Espagnols réfugiés dans l'ancienne mairie de Saint-Maurice-des-Lions des secours divers et des exemplaires de *La Patrie humaine* de Tourly. En découvrant de jeunes hommes, elle n'avait pas tardé à se faire la réflexion qu'il s'agissait probablement de « froussards » n'ayant rien à faire ici. À la rentrée 1939, elle avait été assignée à résidence à Saintes où elle travaillait comme étalagiste-décoratrice aux Nouvelles Galeries. Voyant les troupes allemandes défilant dans l'avenue principale alors qu'elle habitait une rue adjacente, elle avait manifesté son mécontentement avec force coups de sifflet (son père avait été tué pendant la campagne de France). En juin 1941, elle avait été cueillie et internée avec des gaullistes. Libérée quelque temps après, sans travail, elle était revenue clandestinement chez sa mère à Chabonais où elle avait été de nouveau arrêtée pour être internée une quarantaine de jours à Limoges. À l'approche de la Libération, elle avait retrouvé un contact à Brillac, probablement avec Néhomme, l'ancien maire communiste démis pendant la drôle de guerre (entrevue avec Renée Bérigaud, 6 mai 2000).

<sup>572</sup> Selon José Rocabert, cette boulangerie (la « Manutention militaire ») aurait été le théâtre, vers la fin 1941, d'une grève motivée par le refus de continuer à travailler 24 h de suite lors du changement de roulement entre les deux équipes. Lui-même et une douzaine d'autres jeunes protestataires, moitié français, moitié espagnols, auraient été menottés par deux, conduits à pied jusqu'à la prison et internés à la Tour pointue avec liberté de promenade dans la cour. Craignant d'être fusillés comme otages en cas d'attentats, ils furent finalement ramenés au bout de quelques jours à la Manutention après instauration d'une troisième équipe. Les rapports y étaient d'ailleurs bons avec la plupart des Allemands et ils se retrouvaient tous volontiers les dimanches après-midi.

<sup>573</sup> D'après le rapport F.F.I.E. Ni Hontarrède qui lui a consacré deux lignes dans *Ami entends-tu ?* (p. 317), ni *La Charente libre* du 26 août 1994 dans un article très fouillé décrivant l'intervention de la brigade R.A.C. et du groupe Ricco ne mentionnent la présence d'Espagnols. Selon José Rocabert, qui appartient à ce dernier groupe, le combat aurait permis de libérer des prisonniers de guerre algériens et d'abattre plusieurs Allemands. Les trois blessés espagnols auraient été évacués sur l'hôpital de Périgueux.

Les merceries font des affaires : déjà, les galons fleurissent dru sur les épaules F.F.I. et les Espagnols ne sont pas en reste.

Le 31, alors que les Allemands ont commencé d'évacuer le Sud-Ouest depuis quinze jours et s'appêtent à quitter Angoulême, les maquis passent à l'attaque. Le choc principal est supporté par les F.T.P. renforcés par leurs camarades de Dordogne, en particulier le groupe Soleil qui comprend un bon noyau de réfugiés. Les assaillants subissent une cinquantaine de morts dont quatre Espagnols <sup>574</sup>. Mais le commissaire régional Schuhler a pris ses précautions et lorsque Bernard arrive au centre-ville, la mairie et la préfecture sont déjà en bonnes mains.

Au soir du 31, un petit groupe d'Allemands, des traînards, se fait intercepter à l'entrée sud de la ville. Ils n'opposent aucune résistance et paraissent plutôt soulagés d'en finir avec la guerre. Quelques F.F.I. les font asseoir au coin de la route de Bordeaux et de la rue Saint-Ausone en attendant les ordres. À tout hasard, on gare leur camion à l'abri des regards dans une ruelle adjacente. Le lendemain à l'aube, premier jour de la Libération, la nouvelle court le quartier : les prisonniers ont été exécutés à quelque distance et leur douze cadavres sont alignés au bord de la route <sup>575</sup>. Un treizième captif a été tué après une tentative de fuite. Dolores Sangüesa se rend sur place où s'est formé un attroupement. Ils ont été fusillés parce que leur capitaine aurait tenté de s'emparer d'un revolver pour s'échapper. On a trouvé la carte du Parti communiste sur plusieurs soldats. Deux ou trois n'ont déjà plus de chaussures... On prend peur : si d'autres Allemands survenaient... On charge les corps sur une charrette pour les conduire à la maternité Sainte-Thérèse voisine <sup>576</sup>. L'un, Helmut Dressel, fils d'un communiste de Munich, respire encore. Un prisonnier autrichien plaide sa cause. On lui donne les premiers soins, puis on l'expédie à l'hôpital de Beaulieu.

---

<sup>574</sup> Manuel Serrano, Jean Español, Emilio Sánchez et Manuel Vázquez. Tué par sa propre Sten en sautant d'un camion-plateau place du Mûrier (devenue place Francis Louvel), Vázquez est le seul Espagnol à posséder une rue d'Angoulême à son nom (dans le lotissement de l'Arche à Ma Campagne), étant entendu que le violoncelliste Pablo Casals s'est vu attribuer un square. D'après le rapport F.F.I.E., environ 230 Espagnols auraient participé à la libération d'Angoulême dont 92 en première ligne, 80 en second échelon par manque d'armes et le reste dispersé en ville.

La crypte du mémorial national de Chasseneuil renferme vingt-sept corps dont ceux d'Emmanuel Vega et Villanova (présumé).

<sup>575</sup> Au pied d'une maisonnette supportant alors une publicité pour l'horlogerie-bijouterie Ronté et encore visible aujourd'hui [2000, mais détruite peu après] en bordure de la route de Bordeaux (n° 266), entre la rue Bourbonnaise et l'Anguienne, à hauteur du moulin des Dames.

<sup>576</sup> À l'emplacement actuel de la pharmacie Boudet. Une plaque a longtemps commémoré ce drame. Elle aurait disparu au moment de la destruction de la maternité.



Prisonniers allemands au bout de l'avenue Jules-Ferry.  
Au second plan, le garage Saint-Ausone, route de Bordeaux



Prisonniers allemands abattus 266, route de Bordeaux.



Le 266, route de Bordeaux en 2000, face au Moulin-des-Dames.  
Maisonnettes sacrifiées depuis à l'élargissement de la route.

À Brest, Miguel Collado <sup>577</sup> s'évade de son *camp de concentration* pour rejoindre sa sœur à Genté. Séparée par la *retirada* de son mari, le mécano de l'armée de l'Air Ferrer, elle l'a retrouvé à Bordeaux et ils ont loué une maison à côté de la base de Châteaubernard. Devant la multiplication des désertions sur le Mur de l'Atlantique, la Gestapo effectue des contrôles à domicile. Quand l'Allemand entre, Miguel est accroupi devant le feu de cheminée, en partie dissimulé par une table. Peut-être le policier prend-il ce garçon plutôt petit, amaigri, pour le fils de la maison. Il ressort sans l'avoir contrôlé. Un miracle pour sûr, un signe du destin. Le voisin d'en face, Henri Monz, un entrepreneur travaillant sur la base <sup>578</sup>, conseille d'envoyer Miguel au bureau d'embauche de la Todt. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le voici qui travaille à la construction de hangars métalliques pour avions, avec les Sanz, deux frères nés à Bordeaux de parents espagnols. Impatients d'en découdre, sans lien avec la résistance organisée, ils sabotent un galet permettant le coulissage d'une porte. Était-ce avant ou après cet incident qu'un des frères Sanz fut tué d'un coup de baïonnette dans le ventre par une sentinelle alors qu'il sortait clandestinement de la base avec un chargement de fagots ? Toujours est-il qu'ils sont arrêtés et Miguel incarcéré à la maison d'arrêt de Cognac, puis interrogé par la Gestapo <sup>579</sup>. Il est sauvé par la déposition

<sup>577</sup> Miguel Collado (1918-1999) : né à Barcelone, brevet comptable, bac avec des notions de français, employé dans un bureau commercial, fugitive tentation communiste au début de la guerre civile, emporté par le courant lors de l'ouverture par les troupes franquistes des vannes du barrage de Camarasa au nord-est de Lerida, blessé au tibia par un éclat d'obus près de Tarragone, évacué en ambulance jusqu'à Port-Vendres, soigné sur le navire-hôpital *Maréchal-Lyautey*, puis à l'hôpital de Sète. Festin de roi à Argelès : des pelures de patates cuites dans une boîte de sardines vide avec un peu de graisse animale. Camp des Catalans à Agde où il refusé de se faire cataloguer comme Catalan. Retour à Argelès. Envoyé à Cerdon-sur-Beuvron (Sud-Loiret) pour travailler à la construction d'une usine militaire :

- Un gradé arracha mes béquilles pour m'obliger à pousser une brouette de terre, de sorte que mon tibia est resoudé de guingois.

Tente de rallier Dunkerque. Est affecté par les Allemands à la base sous-marine de Brest où les incidents sont nombreux avec les Polonais. Simule une fièvre à l'annonce d'un transfert à Jersey et s'évade vers Cognac fin 1943-début 1944.

Issu d'une famille militaire divisée par le conflit. Son père aurait été commandant du port de Barcelone avant le *pronunciamiento*. Son frère aîné, commissaire politique, refuse par amour de fuir lors de la *retirada* mais est abandonné à ses bourreaux franquistes par le père de sa désirée. Un oncle maternel engagé dans la *División azul*, serait mort devant Stalingrad (*sic*).

<sup>578</sup> Il m'a été successivement présenté comme Belge puis Alsacien. Il figure sur le registre des dénonciations reçues par le CDL comme Luxembourgeois.

<sup>579</sup> Installée à l'emplacement actuel de la Caisse d'épargne.



favorable d'un militaire allemand qui lui propose peu après de l'accompagner sur le front russe. Il préfère prendre le large vers les Landes où il est embauché à la coupe de bois mais la mauvaise nourriture le détermine à rentrer imprudemment à Châteaubernard :

— Quand on a vingt ans, on suit la direction des cauchemars qu'on fait la nuit.

Par bonheur, il y trouve du travail chez un fermier et oublie dans les bras de sa fille les dures exigences du combat antinazi.

Pourtant, la Résistance organisée existe : José Alfarràs l'a rencontrée. Après l'achèvement de la première piste en dur à Châteaubernard, la S.A.C.E.R. l'a envoyé à Angoulême participer à l'achèvement de pavillons à proximité de la Poudrerie. Il n'a pas tardé à partir pour la base sous-marine de Lorient pour des raisons salariales et sur les recommandations d'un camarade de la 165<sup>e</sup> C.T.E., Sostres, qui s'y trouvait déjà. Retour à Cognac où il passe à l'esbrouffe un examen de chauffeur de camion sur un Berliet 6 tonnes, et renvoi dans le Nord annexé et en Belgique. Le 31 décembre 1943, il est à Paris où la menace de bombardement le conduit à se réfugier dans le métro. Il n'arrive que les jours suivants à Châteaubernard pour constater les dégâts causés par le bombardement et devenir chauffeur d'un camion d'essence. Le rendement est des plus faibles. On tue le temps en briquant les véhicules et en jouant à la belote :

— Jamais une entreprise privée n'aurait pu ainsi payer les gens à glander.

Il est parfois chargé du plein des avions avec un *pilote*, Serafín Gómez, qui envisagera de s'emparer d'un appareil pour rallier Londres. Chaque soir, José rend une petite visite à l'atelier de menuiserie et sympathise avec René Restier :

— Un vrai patriote, se souvient-t-il, dommage qu'il n'y en ait pas eu davantage comme lui.

Restier est l'adjoint du tonnelier René Dubroca, lequel, à la suite d'un coup de filet allemand ayant démantelé à la mi-mai le maquis des Mosellans de Barbezieux, est conduit à recevoir chez lui durant quelques jours un radio québécois parachuté, Allyre Sirois.

Alfarràs se lance dans le renseignement, relevant le matricule des avions et les photographiant avec un appareil prêté par Restier <sup>580</sup> :

— Il y avait en particulier deux Henkel 111 mouilleurs de mines et deux ou trois Junker 53 pour les détecter et les neutraliser. Il s'agissait d'avions équipés de moteurs puissants leur permettant de voler lentement à basse altitude. Ils étaient entourés d'un anneau isolé d'électro-aimants accroché aux extrémités des ailes et du fuselage. Au-dessus de l'océan, ils branchaient un puissant générateur embarqué au moyen duquel ils tentaient d'attirer les mines à la surface. L'autre avion les détruisait en leur tirant dessus.

D'autre part, José photographie les carrières de Châteauneuf où sont entreposés en quantité bidons d'essence de 600 litres et caisses d'armements.

Grâce à Sirois, Dubroca obtient son premier parachutage. Par l'intermédiaire de Restier, il demande l'aide des Espagnols. José Alfarràs, José Elche, Sostres, Fausto Castillo et un ou deux autres répondent présents. Le fiancé de Gisèle Chauvin, libéré comme travailleur du cognac, est aussi de la partie. Un maquis se forme dans les bois de Saint-André :

— Avec notre propagande, a raconté René Dubroca <sup>581</sup>, on pensait se retrouver une centaine mais au début on n'était guère plus de vingt-cinq. Par la suite, après le débarquement surtout, on a été renforcé par des républicains espagnols.

Paco le Simple reconnaît :

— Alfarràs est venu me chercher pour entrer au maquis. J'ai refusé car j'avais assez souffert pendant la guerre civile.

Un épisode que José dément :

— Ce pauvre d'esprit dit n'importe quoi. Je n'ai jamais été chercher personne. Nous savions très bien lesquels d'entre nous iraient et ceux qui n'iraient pas. Inutile de le leur demander. En revanche, je me suis rendu dans un bal à Cognac et j'en ai ramené bien imprudemment, jusqu'au bois de Saint-André, quelques imperméables sur mon vélo, avec en outre une batterie.

Ismaël, l'ancien maire anarchiste de Tirig, participait à la construction nocturne de blockhaus au Pilat pour l'Organisation Todt. Il s'enfuit avec un compatriote et ils furent abordés à la gare de

---

<sup>580</sup> Dans une attestation de Restier rendant hommage à une demi-douzaine d'anonymes, José, seul Espagnol cité, est félicité pour ces raisons. Les clichés étaient développés par le concessionnaire S.I.M.C.A. de Cognac, Degabriel, qui se suicida après la Libération.

<sup>581</sup> Article de Jean-Luc Fontaine, *La Charente libre*, 5 septembre 1994.

Bordeaux par un entrepreneur musulman algérien, un certain Gemisch, qui recrutait des terrassiers pour le camp de Châteaubernard <sup>582</sup>. Ce Gemisch les loge la première nuit dans un bordel du centre de Cognac, près de la rue d'Angoulême, puis place d'Alger. Hélas, il traite mal les compatriotes qu'il emploie et se révèle prompt à talocher sa femme. Un jour, Ismaël lui lance (et il se plaît à le répéter) :

— Des gens comme vous, quand j'étais maire, je n'ai sauvé la vie qu'à quelques-uns seulement.

Le lendemain, Gemisch lui trouve un emploi dans un salon de coiffure de la place François 1<sup>er</sup> en remplacement d'un Espagnol qui venait de lever le camp.

Quand les franquistes avaient pris le contrôle de Tirig, leur main n'avait pas été trop lourde. L'épouse d'Ismaël s'en était tirée avec quelques jours de prison mais lorsqu'elle avait voulu faire soigner sa fillette, on l'avait empêchée de s'adresser à l'ancien médecin du village, un garçon d'origine modeste auquel on avait payé ses études parce qu'il était né le premier jour du siècle et qui avait été chassé par les fascistes une douzaine de kilomètres plus loin. Elle avait dû appeler son remplaçant et la fillette était morte. Au bout de quelque temps, les franquistes finirent d'ailleurs par se débarrasser d'eux-mêmes de leur favori tant son incompetence était notoire. Toutes ces épreuves ont rendu Ismaël prudent. Il attend d'être rejoint par son épouse qui s'est réfugiée à Tortosa avec leur fils. Et puis, il y a eu l'accueil en France : aujourd'hui, Ismaël le juge avec une étonnante mansuétude (« La France a agi comme il le fallait ») mais « à l'époque, je n'avais pas conscience de notre nombre et j'étais révolté. » Il est prêt à aider matériellement la Résistance dans la mesure de ses possibilités, mais certainement pas à s'y engager, surtout sous le contrôle des communistes.

Un jour, trois tractions Citroën placées sous les ordres d'un lieutenant, dont l'une conduite par José Alfarràs, font irruption à la laiterie Grand'Ouche de Réparsac. Les maquisards font main basse sur le lait et le beurre. Le chef, qui dispose de fonds parachutés et paie ses hommes dix francs par jour, propose de régler la note. Le patron refuse et rajoute une caisse de bonnes bouteilles : ce sera sa contribution patriotique. Tout jeune marié, Jesús Lapiedra se remémore la scène :

— Afin d'éviter les mauvaises rencontres, j'avais prévenu le maquis que les Allemands venaient régulièrement s'approvisionner un jour de la semaine en troquant la marchandise contre de l'essence. Après cette descente du maquis, j'ai craint des représailles et peu après, j'ai rejoint le bois de Saint-André.

Le bilan guerrier du maquis Dubroca étant plutôt mince, il tente le 28 août une embuscade route de Saintes et la rate. Les trois tractions emplies plus que de raison entreprennent de traverser Cognac par le centre. Place François 1<sup>er</sup>, elles tombent sur un camion allemand revenu là pour achever quelque déménagement. La première voiture dans laquelle se trouve Dubroca bénéficie de l'effet de surprise mais la deuxième, pilotée par José Alfarràs, est touchée. Deux hommes s'écroulent à l'intérieur : Pierre Weyland, évacué mosellan, et Juan Lozano Vázquez <sup>583</sup> :

— Il y avait parmi nous quelques déserteurs du Mur de l'Atlantique, raconte Alfarràs. Lozano s'était enfui de l'organisation Todt de La Rochelle et avait rejoint sa fiancée, une jeune Aragonaise dont les parents étaient réfugiés à Cognac. Par la suite, elle est partie à Paris.

Quand le nombre d'Espagnols atteignit une grosse vingtaine, ils demandèrent à former une section autonome qui fut placée sous le commandement de Fausto Castillo.

À la carrière Poschacher, José Alcubierre et ses copains apprennent la nouvelle du débarquement en Normandie dès la fin de la matinée. Le soir, en rentrant au camp, ils comprennent à l'attitude des détenus qu'ils sont eux aussi au courant. Puis c'est l'attentat du 22 juillet contre Hitler : c'est la seule fois qu'à l'appel du soir, ils voient le commandant Zierys exhiber son revolver et menacer d'abattre lui-même le premier détenu qui se rebellerait.

À cette époque, les *pochacas* sont envoyés battre les foins dans un rayon de cinq à dix kilomètres. Ils volent des œufs et en réservent pour la solidarité. Rentrant tard au camp, ils obtiennent de l'*Hauptsturmführer* S.S. Bachmayer, l'autorisation de se doucher en arrivant. Un soir, il les attend à l'entrée. Ils jouent les innocents mais sont rapidement confondus et condamnés à autant de tours de la forteresse à la course qu'on trouve d'œufs dans leur étui. Pour ne pas défaillir, ils se dissimulent à mi-parcours derrière une baraque et s'y transmettent le relais. Une sorte de *modus vivendi* s'est en vérité établi entre eux et le second du camp. Il arrive à Bachmayer de leur ordonner de courir jusqu'à un

<sup>582</sup> Il se serait établi après guerre à Limoges.

<sup>583</sup> Né le 24 décembre 1917 à Cadix.

bâtiment, ce qu'ils feignent de ne pas comprendre. Alors, Bachmayer lâche ses molosses, mais toujours trop tard pour que les jeunes puissent être rattrapés s'ils déguerpissent assez vite.

XXVI  
FUMANCHU

Dans toutes les cités libérées, les maquisards, avec leur armement hétéroclite et leurs voitures peinturlurées, font flotter une pointe de révolution espagnole.

Au nom du Comité parisien de Libération, Georges Marrane accueille de Gaulle, puis Churchill à l'hôtel de ville.

Le 11 septembre, en compagnie de Doriot, Darnand et de Brinon, Marcel Déat rencontre Hitler en Prusse orientale <sup>584</sup>. Puis il rentre à Sigmaringen où Porthos assiste à ses rudes discussions avec son condisciple de Normale Sup', Bout de l'An, n° 2 de la Milice, au sujet des meilleures institutions à donner à la France... « Quand nous reviendrons en vainqueur bien entendu ! »

En octobre, lors de la rencontre annuelle des cinq académies, Jérôme Tharaud, qui s'est fait oublier à Angoulême sous l'Occupation, consacre la plus grande part de son « discours sur la Libération » au thème du « pardon et de l'oubli » <sup>585</sup> et signe la pétition en faveur de la grâce de Brasillach.

Faisant du stop du côté de Parthenay, Henri Gendreau est embarqué par un automobiliste compréhensif. Il a la surprise de reconnaître Jean Méningaud, qui avait été mobilisé comme deuxième classe en 1939 et porte maintenant des galons de capitaine.

— Quand le colonel Bernard arrive à Angoulême, rapporte Pilar Claver avec une pointe d'orgueil, il demande à rencontrer le P.C.F. Mais le P.C.F. n'existe plus. Seul le P.C.E. fonctionne.

Si éclipse du P.C.F. il y a, elle est brève. À Linars, banlieue d'Angoulême, on fait littéralement la queue pour s'inscrire : si l'Armée rouge poussait jusqu'ici, mieux valait avoir pris ses précautions.

Le fiancé de Dolores Sangüesa, Jean Vadal, issu d'une vieille famille rurale de gauche, médaillé pour un fait d'armes pendant la débâcle, participe à la création d'une cellule communiste au commissariat d'Angoulême. La présidence de France-U.R.S.S. est confiée à l'ex-député Front populaire Réthoré. Au comité départemental de libération se retrouvent l'inspecteur Talbert et Mathilde Mir : elle sera même la seule femme en France présidente d'un C.D.L. Le comité choisit comme maire du chef-lieu M<sup>e</sup> Rougerie dont le gendre, Maurice Laroche-Joubert, héritier d'une dynastie papetière et descendant de trois députés de droite, avait été nommé en 1941 adjoint au maire de la ville <sup>586</sup>. Parmi les seconds de Rougerie figure l'imprimeur communiste Peignaud, animateur en 1936 du Comité d'aide à l'Espagne républicaine. L'évêque Mégnin opère un splendide tête-à-queue sur les jantes. À Ruelle, Augustin Maurellet s'installe à la mairie tandis qu'une dame est tondue. Sa générosité était sans frontière : elle avait hébergé des Espagnols, éprouvé de l'inclination pour l'Allemand. « Mon cœur est français, plaide Arletty au même moment, mais mon cul est international. » Redoutant d'être tondue elle aussi, une réfugiée espagnole va se mettre quelque temps au vert chez Franco <sup>587</sup>. Les Fresco, grossistes en *poudre Nab*, filent discrètement à Bordeaux où ils font l'acquisition d'un commerce. Libéré de Rouillé, l'instituteur Robert Gagnaire devient maire de La Rochette <sup>588</sup>. Il se présentera plus tard aux cantonales mais sera torpillé par le P.C.F. Lequel essaya tout de même de l'attirer au Mouvement de la paix <sup>589</sup>. À Chabanais, Guillaume Rivet, après avoir accepté un poste de conseiller départemental, a opportunément démissionné de sa mairie le 12 juin

---

<sup>584</sup> Jean-Paul Cointet, *Marcel Déat : du socialisme au national-socialisme*. Perrin, 1998, 418 p. Condamné à mort par la Haute Cour de justice, de Brinon fut exécuté le 15 avril 1947 au fort de Montrouge.

<sup>585</sup> Peter Novick, *L'Épuration française*, Seuil, coll. Points, p.211. Les Tharaud avaient participé à l'ouvrage collectif *De Jeanne d'Arc au maréchal Pétain* mais Jérôme avait très tôt confié sa détestation de l'occupation et agi en conséquence à l'Académie française.

<sup>586</sup> Cf. nécrologie de Marielle Rougerie in *La Charente Libre*, 1<sup>er</sup> août 1964.

<sup>587</sup> Elle reviendra quelques mois plus tard à Angoulême et y épousera Carmelo, le boulanger communiste qui avait dissuadé Roberto Domínguez de partir avec le convoi de la mort. Par la suite, Carmelo avait travaillé à Aussac-Vadalle où il avait fait pas mal de pains et quelques bâtards...

<sup>588</sup> Il figure en mai 1945 sur la brochure *Espions, traîtres, renégats et agents de la Gestapo dénoncés par le P.C.F.* et n'aurait dû qu'aux suppliques de sa fille d'échapper à la justice expéditive des F.T.F. Il ne doit pas être confondu avec son collègue Pierre Gagnaire, de Chasseneuil, qui mit Hélène Nebout en relation avec André Chabanne, chef du maquis « Bir'Hacheim ».

<sup>589</sup> Gagnaire est décédé en 1981 à La Rochefoucauld.

1944<sup>590</sup>. À Ruffec et à Barbezieux, Fays et Nouel gardent le fauteuil que leur avait laissé Vichy. À Confolens, où l'avoué Halgand reprendra sa mairie dès mai 1945, on a du mal à sortir de l'ère du serment féodal : pour restaurer l'unité du comité local de Libération, le *Père tranquille* fait voter à l'unanimité une motion dans laquelle il proclame son *indéfectible attachement* à la personne du général de Gaulle.

À Cognac, une soixantaine de personnes sont conduites au *refuge* de la rue de Bellefonds<sup>591</sup>, dont le cher Chardonne arrêté le 12 septembre (il figure sur la première liste noire des auteurs « indésirables » publiée par le Comité national des écrivains) et plusieurs barons du chaudron, auxquels le comité départemental de Libération inflige une lourde amende. Mais Jean Monnet est dépêché pour arrondir les angles<sup>592</sup>. Chardonne est hospitalisé, libéré fin octobre et assigné à résidence chez lui<sup>593</sup>. Le Bureau du cognac finance la réfection de la base aérienne, la plupart des maisons versant un chèque de 100.000 F, quelques-unes davantage (125.000 F pour Rémy-Martin), d'autres moins (25.000 F pour Hardy, 10.000 pour Bache-Gabrielsen). La part des anges a un arrière-goût vert-de-gris<sup>594</sup>. D'abord maintenu par les nouvelles autorités, Paul Firino-Martell doit abandonner sa mairie (on le consolera quelques années plus tard par une Légion d'honneur) tandis que Jeanne Bourroux, libérée de Châteaubriant, entre au conseil municipal.

Le C.D.L. se préoccupe aussi de créer un nouveau journal. Comme on ne veut pas proclamer la Charente républicaine, ce qui n'a pas partout bonne presse, on l'appelle *La Charente libre* et il s'installe dans les locaux de *L'Écho*. On conserve le rédacteur en chef du défunt journal, Corhumel, débauché en 1941 du *Matin charentais* et décoré de la francisque, mais les communistes s'indignent et il faut s'en débarrasser. L'ancien patron de *L'Écho* reste jusqu'en 1965 simple imprimeur du nouveau quotidien : de ses presses sortiront même des souvenirs de résistants<sup>595</sup>. Pierre Taittinger est derrière les barreaux<sup>596</sup> et *Le Matin charentais*, rue d'Arcole, est réoccupé par *La Liberté en armes*, communiste, un titre bien fait pour attirer les foules. Roger Jean, l'ancien rédacteur en chef du *Réveil charentais*, l'organe de Poitou-Duplessy, qui avait adopté un profil bas depuis ses conférences pour la L.V.F., est traduit devant le tribunal militaire.

La Libération, peut-être plus encore que parmi les Français, engendre un enthousiasme extraordinaire chez les républicains espagnols qui émergent d'une longue suite de défaites pour se retrouver dans le camp des vainqueurs. Des familles commencent à se réunifier : les Claver, les Pérez. En ayant fini avec ses plantations d'asperges de Rommel, Juan Pons rejoint Remedios à Angoulême et se remet à son ancien métier d'artisan-peintre en lettres. Liberto Coll fait le porteur pour *La Charente*

---

<sup>590</sup> Il sera successivement remplacé après la Libération par Béraud (industriel de la chaussure), Barden (dentiste), Masmondeix et (septembre 1946) par la militante communiste Renée Bérigaud (renseignements José Délias). Surmontant une émotivité qui la rendait incapable d'avaler quoi que ce soit quarante-huit heures avant une intervention publique, celle-ci consacra toute son énergie à la reconstruction d'écoles en dur de préférence à des baraquements, bataillant ferme contre les socialistes du ministère de l'Éducation nationale qui lui mettaient des bâtons dans les roues. Elle finit par obtenir gain de cause deux jours avant les élections d'octobre 1947 qui virent la victoire de son adversaire centriste Jean Valentin, patron de la société de distribution Le Disque bleu. Elle entra alors au secrétariat fédéral du P.C.F. comme responsable à l'organisation, puis remonta à Paris où elle travailla pour le cinéma à la fabrication de génériques en différentes langues et caractères. Malgré un voyage en Roumanie où une rage de dent l'amena à découvrir le *pays réel* en se rendant chez un dentiste, elle est restée membre du Parti jusqu'à nos jours, moins par adhésion aux dirigeants et à la ligne que par fidélité à un idéal.

<sup>591</sup> Plus tard, de 1954 à 1959, la prison de Cognac fut reconverte en asile pour vieux détenus ne pouvant plus travailler. *La Charente libre* du 19 janvier 1978 inclut dans le lot Émile Buisson qu'elle assimile par erreur à Pierrot-le-Fou. En fait, Pierrot-le-Fou, ancien collaborateur de la Gestapo française, ne connut pas la prison après guerre. Atteint d'éthylisme avancé, il se tua accidentellement d'une balle dans le ventre à l'issue d'un braquage raté et meurtrier. Rappelons qu'il faisait équipe avec un camarade des bat' d'AF, Joe Attia, résistant arrêté par cette même Gestapo et déporté à... Mauthausen. Puis la prison de Cognac servit à l'hébergement des harkis et d'asile de nuit.

<sup>592</sup> Cf. Guy Hontarrède, *Municipalités charentaises dans la tourmente* (p. 66). À comparer avec la version extrêmement elliptique de Jean Monnet lui-même : « Les gens de Cognac, comme dans la plupart des villes de France, étaient en train de régler des comptes impitoyables. [La population serait capable de retrouver et dépasser son niveau d'avant-guerre] à condition qu'elle fût unie dans une perspective commune. » (*Mémoires*, Fayard, 1979, p. 265).

<sup>593</sup> Voir Ginette Guitard-Auviste, *Chardonne*.

<sup>594</sup> L'histoire officielle attribue pudiquement à la ville « la remise en état du terrain d'aviation » : cf. Général Salvan et alii, *Présence militaire en Poitou-Charentes* (Éd. Bordessoules, 1986, p. 240).

<sup>595</sup> Sur la naissance de *Sud-Ouest*, on pourra se reporter à José-Alain Fralon, « Comment *La Petite Gironde* devint *Sud-Ouest* » (*Le Monde*, 7 mars 1998).

<sup>596</sup> Incarcéré successivement au dépôt de la préfecture de police de Paris, au Vel'd'hiv', à Drancy et à Fresnes, Taittinger est libéré le 27 février 1945.

*libre*, puis exploite le kiosque de La Bussatte. Plus tard, il s'établira marchand de journaux à Marseille où il fera souche.

Le P.C.E., et surtout sa structure d'accueil, l'U.N.E., prend pignon sur rue près de la préfecture<sup>597</sup> et apparaît comme le catalyseur naturel de cette énergie longtemps comprimée. L'heure est à l'unanimité. Les Catalans et les Espagnols défilent séparément en queue de cortège pour fêter la Libération. Ils défilent aussi de La Bussatte au monument aux morts de Beaulieu. *La Charente libre* mitraille et l'on peut acheter les photos dans son hall d'exposition rue de Périgueux.

Pilar Claver, qui a désormais grade de sergent, assure le secrétariat du P.C.E. et de l'U.N.E. Les femmes — Isabel Davo, Manolita Mani, les sœurs Ribas, Dolores Sangüesa, M<sup>me</sup> Ugalde et sa fille... — occupent le front des collectes sur la voie publique pour les prisonniers de Franco (avec autorisation de la préfecture), des quêtes pour les *guerrilleros* et autres visites aux blessés<sup>598</sup>, des ventes de journaux partisans, des encaissements de cotisations. Le 14 avril 1945, une plaque est apposée dans les jardins de l'hôtel de ville d'Angoulême : « Les républicains espagnols remercient la population charentaise pour l'accueil qu'elle leur a fait en 1939 et lui rendent hommage avec reconnaissance ».

Plusieurs dizaines d'hommes dans la force de l'âge rejoignent l'Agrupación de los guerrilleros españoles qui a établi son quartier général à Basseau<sup>599</sup> et s'est emparée d'armes à l'arsenal de La Madeleine et dans les casernes. Une brigade de 156 hommes est formée, dont trois compagnies vont prendre position devant Royan et une quatrième devant La Rochelle. Casaber suit cette dernière en entraînant sa jeune femme qui devient secrétaire de leur unité. On assiste à une relève partielle. Un Paco Ríos, libéré à la fin du printemps après un mois et demi de prison, ne reprend pas le combat. D'autres, trop jeunes pour avoir participé à l'aventure de la Résistance et des maquis comme Martín Gabarrón ou Antonio Gómez, vont prendre leur part du fardeau. Roberto Domínguez remonte des Landes pour s'engager. Elias Gárate s'installe dans une baraque du camp de Basseau avec grade de caporal pour continuer son œuvre de restauration automobile. Ayant acheminé quelques véhicules sur la côte, il finit sergent dans la 4<sup>e</sup> compagnie et présente son rôle comme plus mineur qu'il ne fut. Au total, 370 *guerrilleros* en provenance de six départements transitent par Basseau à destination du front de l'Atlantique<sup>600</sup>.

Le 18, après avoir visité Marseille, Toulouse et Bordeaux et pris de haut les autorités locales issues de la Résistance, de Gaulle atterrit à Châteaubernard et pousse jusqu'à Saintes. À Cognac, la section de Fausto Castillo monte la garde sur son trajet entre le Pont-Neuf et l'Ancienne-Verrerie, puis elle abandonne le château Hennessy de Bagnolet et devient la 1<sup>re</sup> compagnie de la brigade Ramón positionnée devant Royan, dans le secteur de Semussac, près d'une propriété du maire de Cognac, Firino-Martell.

D'autres Espagnols s'intègrent dans des formations françaises comme José Gomariz, qui monte sur La Rochelle avec les anciens du maquis Foch.

Le 16 septembre, un quasi armistice a été signé entre l'amiral Schirlitz, commandant La Rochelle, et le capitaine de frégate Hubert Meyer. Suivant les instructions de De Gaulle, Larminat, qui installe son Q.G. dans le musée de Cognac et le château de Bagnolet, s'oppose à la signature d'un accord du même type à Royan, invoquant le fait qu'en croisant leurs tirs avec ceux de la pointe de Grave, les Allemands peuvent bloquer le ravitaillement de Bordeaux. En vérité, les occupants ont pris leurs précautions en coulant sept navires dans la Gironde avant de quitter la capitale aquitaine et seraient disposés à laisser transiter le trafic civil. Mais l'heure est aux exploits patriotiques. Sitôt en position devant Semussac, la compagnie Castillo rafle tout le bétail abandonné dans le *no man's land* qui la sépare des Allemands, puis entreprend de se protéger derrière tranchées et champs de mines. L'ennemi ne tarde pas à contre-attaquer en force vers 3 heures du matin avec blindés et balles traçantes. À en croire l'ancien *pilote* Jesús Lapedra, redevenu simple 2<sup>e</sup> classe, c'est lui qui, en l'absence de Castillo, organise le repli derrière une voie ferrée, évitant aux siens de subir autre chose que des égratignures. Mais selon le jeune Martín Gabarrón, qui après cette opération devra céder son fusil à plus expérimenté et se replier aux cuisines, le capitaine Castillo était à son poste. Les Espagnols, auront à déplorer à Royan deux tués et neuf blessés graves (dont un tué et un blessé par l'explosion d'une de

<sup>597</sup> Au 64, rue de l'Arsenal et non dans les anciens locaux du S.T.O. rue d'Austerlitz (*Clairière*, avril 1998).

<sup>598</sup> Pas forcément très nombreuses car il faut *se taper* plusieurs kilomètres à pied pour aller à l'hôpital de Girac. Certains patients ont des *maladies particulières*.

<sup>599</sup> À la villa *Mon Désir*, rue de Varsovie, qui servira d'internat au collège d'enseignement technique (C.E.T.) de Sillac avant d'être transformée en annexe enfants de la maison des jeunes et de la culture (M.J.C.) de La Grande Garenne.

<sup>600</sup> Les deux Charentes, la Vendée, la Vienne, la Haute-Vienne et la Dordogne-Nord.

leurs mines). Sergent au service auto, mais se disant *lieutenant de transport*, José Alfarràs n'est pas non plus au mieux avec son capitaine, *Bartolo*, « qui s'y connaît plus en explosifs qu'en mécanique et se tuera à Marciac en faisant la démonstration d'une mine antichar. » Lui demande-t-il de réquisitionner une conduite intérieure, Alfarràs choisit de préférence la camionnette deux places-plateau d'un boucher de Cognac<sup>601</sup>. À Fausto Castillo, contesté pour sa jeunesse et son inexpérience, on préférerait Daniel Orús, né au début du siècle, qui passe pour avoir mené des grèves dans la région de Bilbao et avoir connu la Pasionaria et dont on croit qu'il avait été en 1936 capitaine dans la garde d'assaut. Mais il a été appelé à l'état-major d'Angoulême et ne deviendra qu'ultérieurement lieutenant sur le front.

Malgré leur supériorité numérique, les F.F.I., jeunes, inexpérimentés, mal armés, médiocrement ravitaillés, ne pourront jamais venir à bout des Allemands, lesquels sont d'ailleurs, dit-on, périodiquement visités par des chalutiers espagnols. On rameute donc des éléments de la division Leclerc en vue d'un grand assaut début 1945. Mais la contre-offensive de von Rundstedt dans les Ardennes, puis la menace qu'elle fait peser sur Strasbourg, obligent à reporter l'échéance. Pourtant, la R.A.F. rase la cité balnéaire le 5 janvier, ne causant que 35 morts à l'ennemi, tuant infiniment plus de civils (on a parlé de 1.800 à 2.000, on en revient à 442). La résidence secondaire des Charbonneau est atomisée. Deux équipages anglais en difficulté qui tentent de se poser à Cognac se télescopent au-dessus de la base éteinte<sup>602</sup>. On a formulé nombre d'hypothèses pour expliquer la « bavure » royannaise, telle visant à disculper entièrement le commandement français, telle autre affirmant qu'on avait oublié de décommander l'aviation. Ce qui est certain, c'est que dans la nuit du 14 au 15 avril, alors que les Américains et les Soviétiques sont respectivement à 100 et à 50 km de Berlin, l'U.S. Air Force remet ça en plus grand et plus fort, jusqu'à 1.350 bombardiers, du napalm, et ce à la demande expresse de Larminat<sup>603</sup>. Le frère de José Gomariz participe à l'assaut terrestre avec les anciens F.T.P. du groupe Soleil qu'il a rejoint après la libération d'Angoulême et qu'il suivra jusqu'en Allemagne.

Les *guerrilleros* ne sont plus là. Entre la fin octobre et la fin novembre 1944, les responsables de l'état-major de Basseau sont allés à La Rochelle et Royan pour recruter des hommes et récupérer des armes en vue de l'opération Reconquête. L'objectif paraît être limité à la libération d'une enclave en Espagne qui permette de renforcer la légitimité du gouvernement républicain en exil. L'un des premiers à se décider, malgré l'opposition de sa jeune épouse et au prix du grade qu'il vient de recevoir, est Casaber, à La Rochelle, qui obtient de son commandant de rentrer à Angoulême avec une cargaison de revolvers et mitraillettes, dans une voiture conduite par Broto, un international du *Barça*, le célèbre club de football de Barcelone.

Par un décret du 28 octobre dont les décrets d'application sont publiés trois jours après, de Gaulle ordonne le désarmement des milices. En pleine nuit, Casaber va planquer son arsenal dans un grenier à foin, tombe en panne, appelle au secours Gárate qui arrive avec un nouveau véhicule dans lequel il faut transborder la cargaison. Puis c'est le départ en camion pour Marciac dans le Gers : Casaber, son épouse patoisante qui s'est facilement mise à l'espagnol, un chauffeur anarchiste et trois durs, dont Aquilino Alvarez, le beau-frère d'Antonio Davo (*le Blond*). Le trajet dure huit jours dont deux d'immobilisation à Langon pour cause de panne.

À Cognac, Jesús Lapedra, qui s'embarque dans l'aventure *Reconquista* avec José Alfarràs et Emilio Galdeano, manifeste un déplaisir évident à l'évoquer. « J'ai participé à l'opération Reconquête *comme tout le monde* », raconte sans conviction un autre ancien de la 165<sup>e</sup> C.T.E., Salvador Pomés. Au total, pas plus d'une demi-douzaine de Cognaçais s'y seraient engagés, dont deux auxquels elle fut fatale<sup>604</sup>. Lisardo Fernández, dont l'épouse avait accouché en septembre 1944, cinq mois après leur

---

<sup>601</sup> Il y ajouta le 8 tonnes d'un compatriote, Domínguez, fabricant de caisses rue Marguerite-de-Navarre.

<sup>602</sup> Les huit victimes (sept Britanniques et un Australien) reposent à Cognac au cimetière de Crouin.

<sup>603</sup> Ce qui devient sous la plume du terne Jean Monnet : « Les Allemands n'avaient quitté Cognac que pour se replier à Royan, d'où on ne les délogerait que plusieurs mois après. » (*op. cit.*, p. 265). Et le *plus grand biographe français* n'est pas en retard d'une litote : « Les occupants, écrit-il, se sont accrochés jusqu'au bout aux poches de l'Atlantique et de la mer du Nord, à l'exception de ceux de l'embouchure de la Gironde que les forces de Larminat purent déloger avec l'appui d'importants éléments de la 2<sup>e</sup> D.B., le 21 avril. » (Jean Lacouture, *De Gaulle*, tome 2, p. 75. Voir aussi p. 50). Jean-Louis Crémieux-Brilhac dans *La France libre* (Gallimard, 1996) et les Cointet dans leur récent *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation* (Tallandier, 2000) ignorent tranquillement ce détail de l'Histoire. Rappelons qu'à l'époque, la censure avait interdit à la presse de rendre compte de ces exploits patriotiques. Sur les deux bombardements de Royan, cf. Guy Binot : *Royan, port de mer*, Croît vif, 2000.

<sup>604</sup> Un réfugié — dans lequel nous avions cru reconnaître le maçon Antonio Moreno Sallago (Cadix, 1917), issu de la 165<sup>e</sup> C.T.E., mort en fait à Mauthausen — dont l'épouse mourut peu après de maladie, laissant deux orphelins, et un petit Aragonais surnommé *Mamilo* : peut-être Luciano Mamilo, ancien caporal de la 4<sup>e</sup> compagnie Ramón.

mariage, garde encore une dent contre un compatriote qui, ne parvenant pas à l'entraîner dans l'expédition, lui assena : « Quand nous aurons reconquis le pouvoir, nous ferons le tri. »

L'entreprise se heurte à de nombreuses résistances. Une première opération sur le val d'Aran a échoué fin septembre-début octobre <sup>605</sup>. Pilar Claver refuse d'y participer en invoquant les difficultés naturelles des Pyrénées. L'unité politique de façade des Espagnols à la Libération vole déjà en éclats. Les anarchistes d'Angoulême se réunissent chez l'un des occupants analphabètes du petit séminaire, plusieurs fois en présence de Ramón, le bras droit du colonel Bernard. En décembre, le Mouvement libertaire espagnol tient une « régionale » à Angoulême <sup>606</sup>. Les noirs, qui ne reconnaissent ni parlement, ni frontière, ni armée, ne sont pas chauds pour la *Reconquista* :

— Mon père, confie Georges Pérez, s'est formellement opposé à ce que mon frère Manuel, soldat au service auto de la brigade Ramón, se fourvoie dans cette aventure.

Les socialistes « unionistes », comme Julia Alvarez Resano, la députée socialiste de Madrid, qui est intervenue début novembre au plenum de l'U.N.E. à Toulouse, sont bientôt exclus du P.S.O.E. <sup>607</sup>. Le P.C.E. tente de réagir en créant un Groupement militaire pour rassembler les anciens cadres de l'armée républicaine. Il en confie la représentation pour les Charentes à un Espagnol de La Couronne <sup>608</sup>. Les résultats sont minces.

Longtemps, on reprochera une fois encore à la France et aux démocraties d'avoir trahi leurs promesses, d'avoir laissé tomber les républicains et ces propos martiaux ne manqueront pas de subjuguier les bonnes âmes. En engageant l'opération Reconquête dès le début de l'automne 1944, alors que Berlin est encore loin d'avoir capitulé, alors que les Japonais s'apprêtent à écraser les Français d'Indochine, le P.C.E. escompte-t-il sérieusement une aide ? Qui, en dehors de quelques chefs militaires n'engageant qu'eux-mêmes, s'est abandonné à des promesses mirifiques ? Peut-on comparer la contribution des Espagnols à la libération de la France avec l'effort qu'il aurait fallu consentir pour renverser Franco, lequel a depuis longtemps senti le vent tourner et agi en conséquence ? Son armée, bien renseignée sur tous les mouvements des guérilleros, attend de pied ferme de l'autre côté des Pyrénées. La population espagnole, dans son immense majorité, n'aspire qu'à la paix. Et pense-t-on qu'au moment où l'U.R.S.S. s'apprête à digérer la moitié de l'Europe, de Gaulle va en plus servir de marchepied à quelque coalition manipulée par le P.C.E. dont l'inféodation à Staline est de notoriété publique ?

Les Espagnols de Charente sont dispersés dans les Pyrénées-Atlantiques et le Gers, à Oloron-Sainte-Marie, Tillac, Saliès-de-Béarn et au Q.G. de Marciac. Quelques-uns effectuent des patrouilles de reconnaissance en territoire espagnol comme Casaber, d'autres comme Martín Gabarrón, rentrent dès le mois de décembre. Se disant indisposé par la présence de commissaires politiques, José Rocabert, dont le père avait été l'un des fondateurs du syndicat C.N.T. du bois à Barcelone avant de monter en 1934 une coopérative de fabrication de meubles, décide sans tarder de rejoindre directement des amis FTP français sur le front de La Rochelle. Roberto Domínguez, membre du 7<sup>e</sup> bataillon de sécurité à Tillac, est démobilisé le 15 mars 1945. Sans doute ne sont-ils plus très nombreux quand tombe à la fin de ce mois un nouveau décret de dissolution visant spécifiquement ces unités de guérilleros.

---

<sup>605</sup> L'un des participants, Luis Montagut, parle des « illuminés du val d'Aran » (*J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole*. Maspéro, 1976). Dans le genre « crétin paranoïaque », on retiendra *Le Monde libertaire* de janvier 1985 qui fait l'apologie d'un ouvrage, *Les Dossiers noirs d'une certaine résistance (Trajectoire du fascisme rouge)*, présentant l'opération comme un piège tendu aux anarchistes par les stalinien.

<sup>606</sup> D'après les archives du bureau de censure de Saintes (A.D. Charente-Maritime 15 W 48).

<sup>607</sup> D.W. Pike, *J.G.J.H.*, pp. 138, 146. Les Renseignements généraux d'Angoulême n'ont pas manqué de relever que quatre ou cinq Espagnols étaient partis assister à ce congrès.

<sup>608</sup> G. Dreyfus-Armand, *E.R.E.F.*, p. 229.





Défilé des Catalanes sur la place du Champ-de-Mars à Angoulême.  
 Au centre, portant la gerbe, Isabel Davo (future épouse Fredon) ;  
 à droite l'épouse de Jean Carrion, marchand de fruits et légumes.



Défilé des Catalanes sur la place du Champ-de-Mars à Angoulême.  
 Au deuxième rang : Josefina Sangüesa (sœur de Dolorès), Severina Benita (futur épouse de Jacinto Cortès)  
 et Dolorès Sangüesa.  
 Vers le cinquième rang : José Davo, en pantalons courts, avec à son droite sa mère et son père Luis.



Défilé des Catalans sur la place du Champ-de-Mars à Angoulême.



Terrasse du Bar de la Charente (ou Bar des Charentes ?), avenue de Bordeaux, à Angoulême.  
X, Hélène Tournepiche, Antonio Mestre, Conchita Davo (sœur de Luis et Antonio Davo), Malaguita, Dolorès Sangüesa.

Au premier plan : Dolores et José Davo (enfants de Luis Davo)



La gare surmontée du mirador construit par les troupes allemandes



Défilé des coloniaux rue Gambetta à Angoulême.



Albert Simonet à Rayak

« Faute de grives (Normandie-Niemen), on mange des merles (Rayak) ». C'est ainsi qu'Albert Simonet tente de se consoler depuis la rentrée 1943. Car l'ambiance syro-libanaise est loin d'être folichonne. Malgré leur défaite de juin 1941, les pétainistes sont présents en force <sup>609</sup> et d'emblée, Albert est fourré au trou pour une obscure histoire d'embarquement dans un camion à partir d'un endroit non réglementaire lors de son premier passage à Port-Saïd. L'Angleterre est décidément loin :

— Là-bas, dans la rue, on ne saluait que les gradés de notre arme et dans les bars, un capitaine britannique pouvait vous accoster sans façon et vous payer un verre. Ici, je croyais être retourné au Maroc. Ça m'emmerdait d'être revenu avec ces cons de Français.

Le matériel est à l'unisson. Un seul Dewoitine 520, l'unique avion français d'avant guerre qui pouvait vaguement rivaliser avec les appareils allemands et anglais. À Palmyre, Albert tombe sur les mêmes Potez 25 à moteur Lorraine qu'il a connu à Casablanca dix ans plus tôt. S'y ajoutent des Blenheim anglais à bout de souffle réformés par la R.A.F. et quelques Baltimore neufs arrachés par de Gaulle aux Américains. Quant à la mission principale, elle se résume à surveiller un pipe-line.

Mitrailleur-avion, Albert découvre les bases d'Alep, de Palmyre, où il se plonge dans les bains d'eau chaude, de Der-ez-Zor et d'Hassetché dans le nord-est de la Syrie où les cuisiniers kurdes du mess *qui possèdent des chiens gros comme des veaux*, proposent au choix de la gazelle ou du chat (lequel est plus fin, avec un goût presque identique au lapin). Albert cède à son penchant pour les brochettes crues assaisonnées de poivre et de sel — elles lui valent deux fois le ver solitaire — et arrosées du *raki* qui enivre facilement à son insu celui qui le boit allongé d'eau.

Un temps chauffeur du colonel Chopin, Albert joue les Fangio sur les routes de Damas et surtout sur celle de Beyrouth qui serpente par le col du Baidar à 2.000 m d'altitude où il est intrigué par les montagnards qui stockent la neige dans des grottes. Il découvre les deux capitales et leurs bordels... jusqu'à ce qu'il casse la belle Mercury V8 du patron <sup>610</sup>.

Jean Houdart, le futur rédacteur en chef du *Monde*, a lui aussi échoué à Rayak. Bouillant d'impatience après la libération de Paris, il tente de rejoindre la petite équipe de Normandie-Niemen mais est bien vite ramené au bercail.

Bientôt gronde la révolte indigène. En bon petit mécréant gaulois, Albert n'a pas plus idée de l'origine de la présence française que des différences confessionnelles, bien qu'il ait été soigné à Beyrouth par le docteur Gemayel. Caporal armurier, il est heureux d'accrocher des bombes de 250 ou 500 kg sous les avions pour riposter enfin aux attentats nationalistes :

— C'était comme au Maroc. Les Arabes nous attaquaient et on nous interdisait de répliquer. La D.C.A. turque frontalière nous avait plusieurs fois allumés jusqu'à ce qu'on largue des bombes fumigènes à titre d'avertissement. Là, on a balancé trois bombes sur trois villes, dont Damas.

---

<sup>609</sup> Une douzaine seulement de fonctionnaires collaborateurs auraient été épurés et relégués en A.E.F. (Jean Lacouture, *De Gaulle*, Seuil, 1984, t. 1, p. 606).

<sup>610</sup> Pour sa part, le colonel Chopin disparaîtra peu après son retour en France dans l'accident d'un avion de ligne. Ses séjours coloniaux lui avaient permis d'amasser une petite fortune. Albert se souvient entre autres d'un étui en or massif d'un kilo pour trois cigares acheté au souk de Damas ainsi que de la chaîne et du cadenas en or massif peint en noir ceinturant sa cantine.

— En plein sur un marché où il y avait foule ?  
— De très haut. On n'a pas vraiment visé. Pour faire peur. Aussitôt, les Arabes ont rendu leurs fusils, y compris les Libanais qui avaient été épargnés

À Beyrouth, Albert conduit tout de même un char de 14-18, l'unique dont on disposait pour impressionner les masses.

— J'étais le seul volontaire avec mon esprit aventurier. La mitrailleuse marchait mais on ne savait pas ce que ferait le canon et quelle distance l'engin pourrait parcourir sans tomber en panne.

Il trouve aussi qu'on a recouru à la bonne méthode pour mater la rébellion à Damas en envoyant une quinzaine de Sénégalais, grands et jeunes, avec des scarifications sur les joues, huilés et vêtus d'un pagne, armés d'un sabre, qui sont revenus avec chacun des oreilles dans leur musette.

Les Anglais, non plus, ne sont pas les mêmes qu'en Angleterre et des incidents sanglants ne tardent pas à éclater avec eux. Par bonheur, ils épargnent Rayak.

Aux Alliers, un peloton de F.F.I. remplace les anciens gardes civils, sous l'autorité de l'adjudant Verneiges qui a succédé à Faye au printemps. Tel est le principal progrès apporté par la Libération aux Tsiganes qui demeurent en résidence surveillée, tout comme à Rennes, à Montreuil-Bellay, à Jargeau et à Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes (Yonne). « Tous aspirent à reprendre la route et leur vie de paresse et de rapine », commente le directeur. Mais l'effectif baisse : 204 personnes le 3 novembre après transfert de 42 personnes à Poitiers et 5 à Jargeau, 215 en décembre malgré l'annonce entre-temps de la libération des éléments n'ayant pas troublé l'ordre public. À la mi-janvier, arrive une cinquantaine de Tsiganes en provenance de Montreuil-Bellay où il faut dégager de la place pour les prisonniers allemands. Et voici que l'administration demande au directeur de faire pression sur ses résidents pour qu'ils s'engagent dans « le corps expéditionnaire d'Extrême-Orient » « dont le déficit sera impossible à combler si l'on se borne à faire appel aux engagements par les voies ordinaires <sup>611</sup>. »

Depuis février 1944 et la remontée des Alliés en Italie, l'Autriche est à portée des bombardiers américains. Les S.S. de Mauthausen intensifient le creusement de galeries souterraines à Ebensee, Melk et Gusen II <sup>612</sup>. Les effectifs explosent : 15.000 en mars 1943, plus de 80.000 en février 1945. Un grand nombre d'évacués arrive en piteux état : d'abord des juifs de Hongrie (8.000 au printemps 1944) et de Pologne (4.600 en août). Puis, à partir de la fin janvier 1945, les anciens d'Auschwitz évacués devant l'avance soviétique, suivis par ceux de Gross-Rosen, de Ravensbrück et enfin des commandos autrichiens. La mortalité s'envole : 45.000 morts entre Noël 1944 et les semaines qui suivent la libération. Les nouveaux venus sont cantonnés à l'extérieur de la forteresse dans le camp russe et le camp de tentes. Ils ne bouleversent pas la vie des Espagnols. Il est vrai, comme dit José Alcubierre, qu'ils couchent déjà à deux sur des châlits de soixante-dix centimètres de large. Lui-même souffre d'une pleurésie. Craignant une tuberculose, le docteur Fichez lui recommande de ne pas aller se faire radiographier : les S.S. seraient capables de le gazer. Le 30 octobre 1944, les *pochacas* sont libérés. Ou du moins figurent comme tels sur une des listes Climent. Car s'ils cessent de travailler à la carrière, les uns sont affectés dans une boulangerie pour les S.T.O. à Linz tandis que d'autres restent à Mauthausen, comme José Alcubierre occupé à décharger des wagons de patates pour les civils, à casser de la glace chez un boucher et à garder un troupeau d'oies dans le grand camp, une tâche qu'il redoutait parce qu'elle pouvait lui valoir d'être abattu pour pseudo-tentative d'évasion en poursuivant ses volailles près des clôtures.

À Noël, plusieurs *pochacas* participent au spectacle monté par les détenus. L'histoire est celle, très peu marxiste-léniniste, d'un radjah voyageant incognito sur un bateau et tombant amoureux de la fille d'un millionnaire. Juan de Diego a fait venir des partitions d'Espagne. Ramón Milà réalise trois décors en s'inspirant de cartes postales et un déporté déguisé en Fumanchu, célèbre prestidigitateur espagnol, escamote *Sardina* Gutiérrez.

L'un des décorateurs habituels de ces spectacles est le Valencien Francisco Mateu qui fabrique en outre les cadres des tableaux que son ami Francisco Teix peint sur demande pour les S.S. <sup>613</sup>. Chargé du ménage chez Ziëreis, il laisse un jour sur la table un Bacchus joufflu de sa composition, avec un

<sup>611</sup> Même initiative dans le Loiret (cf. *Études tziganes*, février 1995, p. 53). Pas de résultat connu.

<sup>612</sup> À quoi l'on peut rattacher le creusement par des déportés français du tunnel de Loibl Pass à la frontière austro-slovène sous la direction de la firme autrichienne, Universale, aujourd'hui même impliquée dans l'emploi de Portugais au noir pour la construction d'un observatoire écologique sur un sommet bavarois (Arte, *Thema*, été 1999).

<sup>613</sup> Roig, *op. cit.*, pp. 256-7.



bandeau sur l'œil, tenant une carafe. Le commandant, qui s'est cuité la veille en compagnie d'autres officiers S.S., le prend fort mal, au point d'ordonner son renvoi à la carrière. Mais Bachmayer le met au frais, le temps que Zierys oublie sa colère et le reprenne à son service <sup>614</sup>.

À la *Pumpenstation*, Octave Rabaté est giflé par un *kapo* tchèque, Novotny. Tous deux appartiennent au Parti mais le Tchèque porte beau, est très soigné de sa personne, se tient en marge de la résistance et de la solidarité, estimant que les cadres doivent se préserver, tandis que Rabaté fait prolo, roule des cigarettes, ramasse des pissenlits.

Lorsque tombe l'ordre d'envoyer au front les S.S. de la Section politique et de remplacer les détenus qui y travaillent par des employées civiles, Climent et ses camarades réussissent à se maintenir.

Fin avril, un délégué suisse de la Croix-Rouge se présente à Mauthausen : « Le commandant Zierys, rapporte-t-il, déclare que ma présence est indésirable au camp <sup>615</sup>. » Malgré les émissions de Thomas Mann sur Mauthausen à la B.B.C. en juin 1942, c'est par hasard qu'une avant-garde américaine tombe sur la forteresse. Avant de s'enfuir, les S.S. donnent l'ordre de détruire les archives mais l'équipe Climent-de Diego parvient à les sauver des flammes. Les détenus récupèrent des armes. Ils s'attachent surtout à protéger le pont de Mauthausen, le seul entre Linz et Krems. José Alcubierre dit Pepito s'est procuré un fusil italien à baïonnette. Il y a des échanges de tirs. Bachmayer abat sa petite fille et se suicide. Le 23 mai, leurs corps sont identifiés à Altenburg, près de Perg. Le même jour, Zierys est blessé par un agent américain près de Spital. Il se livre à une longue confession et expire le lendemain. Quelques brebis galeuses sont proprement lynchées : c'est le cas d'Enrique Tomás Uрпи, l'ancien ouvrier de chez Cordebart <sup>616</sup>. Les déportés réquisitionnent de la nourriture en ville, s'établissent chez des particuliers. José et plusieurs camarades élisent domicile chez Hannah Poitner. L'équipe Climent-de Diego reproduit ses précieuses listes en plusieurs exemplaires sur papier pelure. La J.S.U. tient congrès dans le camp. Les retours s'échelonnent sur près d'un mois. Pepito atterrit à Paris le 3 juin. La vraie vie commence pour ces jeunes privés de jeunesse.

---

<sup>614</sup> Témoignage Juan de Diego.

<sup>615</sup> Le Chêne, Evelyn, *Mauthausen*. 1974, p.146.

<sup>616</sup> Son nom figure sur la liste des survivants mais il n'a pas longtemps survécu à la chute de ses maîtres.

5<sup>e</sup> PARTIE :  
*L'APRÈS-GUERRE*

XXVII  
TROP MAIGRE

L'ancien Premier ministre espagnol Largo Caballero a survécu à Sachsenhausen. Un dirigeant du P.C.E. lui rend visite à Berlin afin de le convaincre de s'envoler pour Moscou. Il préfère Paris, bien qu'il craigne que Franco demande sa livraison en échange de celle de Laval.

Adrien Langumier devient un notable socialiste de la Nièvre.

Marcel Déat se cache dans un couvent à Naples.

Porthos a pris lui aussi le chemin de l'Italie, par le Brenner, mais la menace des partisans l'a conduit à refluer en Suisse et à se faire oublier dans un monastère. Il espère que la police le laissera rentrer discrètement en France : elle le livre le 15 juin 1945. Un service naguère rendu comme milicien lui permet de faire repousser son procès et de sauver sa peau.

Devant l'avance soviétique, André Rogerie, l'un des premiers résistants d'Angoulême, a été évacué d'Auschwitz. Les nouvelles étapes de son calvaire ont eu pour nom Gross-Rosen, Nordhausen, Dora, Harzungen. Nouvelle errance, à pied d'abord, puis en wagons à bestiaux, et à nouveau à pied. Les déportés sont abandonnés sur la route alors que les Américains arrivent. André Rogerie ne rentre à Paris que le 15 juin 1945. Le 21 octobre, il achève la rédaction de son témoignage et le publie à mille exemplaires à compte d'auteur <sup>617</sup>. Quarante ans plus tard, on en découvrira la valeur <sup>618</sup>.

À l'heure des bilans, Mauthausen apparaît bien comme l'un des pires *camps de l'Ouest* si l'on en juge par les estimations minimales suivantes :

— pour les effectifs : 239.000 à Buchenwald, 230.000 à Mauthausen, plus de 200.000 à Dachau, Gross-Rosen et Sachsenhausen, 132.000 à Ravensbrück

— pour les morts : plus de 110.000 à Mauthausen, 84.000 à Sachsenhausen, 60 à 90.000 à Ravensbrück, 60.000 à Buchenwald (hors Mittelbau Dora), plus de 50.000 à Neuengamme et Bergen-Belsen.

Les Espagnols ont payé un lourd tribut : 4.761 morts sur 7.189 déportés à Mauthausen (66,2 %) <sup>619</sup> dont 354 sur les 430 de Charente (82,3 %).

Une grosse trentaine de rescapés espagnols des camps atterrit à Angoulême. La plupart sont issus du convoi du 24 août, hormis huit qui ont été capturés sur le front <sup>620</sup> et deux qui ont été arrêtés comme résistants : José Goytia et José Puiggros <sup>621</sup>. Quatre autres résistants, dont Antonio Cuadra, ont survécu à Buchenwald <sup>622</sup>. Plusieurs n'ont pas connu la Charente avant leur déportation <sup>623</sup> mais viennent s'y refaire un temps, en raison de liens de parenté, d'amitiés anciennes, de solidarités dont ils ont bénéficié pendant leur internement en France ou de camaraderie de camp.

— C'était horrible, confie Dolores Sangüesa. Tant les Français que les Espagnols, mais plus les hommes mûrs que les jeunes.

Deux *pochacas*, José Arce Fernández et Antonio Benedicto Ibars, ramènent leur père vivant. Beaucoup traînent les séquelles de leurs épreuves : José Alcubierre doit guérir son point de tuberculose, Manolo Cortés doit soigner à l'hôpital de Girac une pleurésie purulente au moyen de drains dans le dos. José Goytia ne reste qu'une quinzaine de jours à Angoulême, puis monte en région

---

<sup>617</sup> *Vivre, c'est vaincre*, Paris, imprimerie Curial Archereau, 1946, 127 p. Dans *Les Assassins de la mémoire* (La Découverte, 1991, p. 199), Pierre Vidal-Naquet annonçait la disparition récente de Rougerie mais aux dernières nouvelles, le mort respire encore.

<sup>618</sup> « Un témoignage hors pair : les chambres à gaz au camp d'Auschwitz-Birkenau », *Le Monde juif*, n° 125, janvier-mars 1987, p. 3-16. Réédition aux éditions Hérault en 1988.

<sup>619</sup> Soit 2.428 rescapés (33,8%) et non 200 comme l'écrivait Kogon à la Libération ou 1.600 comme prétend l'Américain Horwitz.

<sup>620</sup> Comme légionnaire (Rafael Hermoso Mateo, Casimir Laredo Borrás) ou comme volontaires des compagnies de travailleurs. Laredo se fixa à Angoulême au retour de Mauthausen.

<sup>621</sup> Arrêté en mai 1943 à Bordeaux, déporté en septembre suivant.

<sup>622</sup> Les trois autres sont Manuel Vacas (ami de Puiggros), Herrán Gamella et Benigno Martínez.

<sup>623</sup> Contrairement à ce que laisse supposer la liste, d'ailleurs incomplète, des victimes étrangères de la répression allemande publiée par *Clairière* (avril 1998).



parisienne. En trois ans, il devra abandonner deux emplois en raison de son état de faiblesse et passera l'essentiel de son temps en sana et maison de repos.

Les non-déportés sont eux-mêmes marqués par la dureté des temps, la promiscuité dans des logements plus ou moins salubres, la malnutrition : un anarchiste enterre son fils Novel, âgé de quinze ans, emporté par la tuberculose osseuse. Un autre jeune est atteint de tuberculose mais il en guérira et grâce à sa maladie, bien qu'étant né en France, il coupera au service militaire.

À Cognac, l'un des sports favoris à la Libération est la revente au noir auprès des troupes américaines de bouteilles sorties à la sauvette par des employés des chais équipés d'amples manteaux, longues robes, grands cabas. Comme les G.I.'s préfèrent le troc au paiement en dollars, on va jusqu'à rêver d'obtenir un wagon de préservatifs revendable avec une forte plus-value... en Espagne.

— Des gens sont devenus millionnaires de cette façon, assure José Alfarràs qui avait pour habitude de monter dans le train avec trois valises de seize bouteilles de Martell et de ne garder auprès de lui qu'une valise de douze, correspondant à son bon de régie (il finira par se faire pincer et écopera de 18.000 F d'amende). Un jour, il pousse jusqu'à Lille et tombe sur Emiliano, un réfugié de Cognac rentrant de Mauthausen. Emiliano est fiancé à une certaine Carmen rencontrée dans un bordel de Barcelone. Elle est connue à Angoulême pour avoir été, sous l'Occupation, la maîtresse de plusieurs officiers allemands, sans préjuger d'une liaison avec un jeune Espagnol de Paris réfugié en Charente qui s'est engagé dans l'opération Reconquête. Ce jeune homme fait écrire des lettres d'amour enflammées à Carmen par un compatriote qui s'amuse au plus haut point de sa naïveté. À la Libération, Carmen est partie à Marseille avec sa digne fille et une compatriote « parce que c'est une ville où il y a beaucoup de mouvement. » Emiliano s'y rend. Le voyant descendre d'un tramway, Carmen se précipite dans ses bras et tout ce beau monde revient à Cognac.

Les retrouvailles ne sont pas toujours aussi fraîches et joyeuses. Certaines unions ne survivent pas à la séparation. Un résistant rescapé apprend que sa petite fille, née peu avant son arrestation, est morte et que sa compagne, désemparée et ayant reçu des informations selon lesquelles il était lui aussi décédé, fréquente un compatriote. Le couple se reconstitue mais ne dure pas. Elle repart en Espagne avec un réfugié de Toulouse qu'elle a connu en Catalogne ; lui s'en va à Paris.

Un capitaine de l'armée républicaine, communiste convaincu et ancien du kommando de Steyr, découvre que son fils de huit ans a été récupéré par ses parents, son épouse ayant levé le pied... avec un représentant du consulat franquiste de Bordeaux. L'infidèle avait soufflé l'homme à une danseuse de *flamenco* (les espagnolades furent très en vogue sous l'Occupation) à laquelle était allée crêper le chignon afin de récupérer manteau de fourrure et bijoux. La danseuse, qui avait elle-même abandonné un architecte français pour s'acoquiner avec le diplomate bordelais, s'était consolée dans les bras d'un vieux capitaine allemand... avant d'épouser finalement l'un des héros de la Résistance communiste espagnole d'Angoulême, lequel en profitera pour abandonner tout militantisme (de tels cas n'étant pas rares non plus entre autochtones) <sup>624</sup>.

Les prisonniers français, qui se vantent volontiers de leurs succès auprès des fermières germaniques, constatent eux aussi au retour que certaines de leurs épouses, pas toujours la crème, n'ont pas été en reste et que les réfugiés espagnols se sont adjugés leur part du butin. Telle vieille femme conte que son mari prisonnier est revenu en mai 1945 pour l'inviter, elle et leur fils, à le suivre outre-Rhin, ce qu'elle aurait refusé, préférant alors se remarier avec un voisin d'immeuble espagnol, d'ailleurs complètement analphabète. En vérité, le mari avait été volontaire pour le travail en Allemagne, il n'y est nullement reparti et l'Espagnol était depuis longtemps dans le lit de la dame.

L'infortuné capitaine rescapé de Steyr n'est pas au bout de ses peines. Lorsqu'il pose sa candidature pour être réadmis dans le Parti, Pepe *el Barbero* lui objecte qu'il s'est remarié avec une

---

<sup>624</sup> « Je connais de nombreuses femmes réfugiées et j'ai toujours admiré leur comportement et leur dignité et comment elles arrivaient malgré les difficultés et les misères à éduquer leurs enfants sans avoir besoin de vendre leur corps », m'écrit un déporté-résistant communiste qui se refusait à m'avouer qu'il avait travaillé pour les Allemands et que j'encourageais à abandonner la langue de bois.

veuve espagnole qui vient de faire baptiser sa fille. Une partie de l'assistance est interloquée : chacun sait que leur logeur a imposé cette condition pour leur louer un appartement et que la propre belle-fille de Pepe est placée à l'école des Sœurs ! Faut-il voir là une forme de cette méfiance à l'égard des rescapés des camps dont certains auteurs ont parlé ? « S'ils ont survécu, c'est qu'ils ont collaboré », aurait-on dit à l'intérieur du Parti avant que la direction informe les suspects par lettre qu'après examen de la situation, ils étaient réintégrés en bloc<sup>625</sup>. Pour José Alcubierre, c'est une péripétie lointaine :

— Perlado discuta avec la *Pasionaria* et tout se régla très vite.

Sans doute a-t-il raison puisque'un des *pochacas* qui avait adhéré à la J.S.U. à Mauthausen fut admis dans un sanatorium en Pologne, y suivit des études d'ingénieur, et y fonda une famille.

Le père Soulier, ancien directeur du camp des Alliers, tient maintenant le kiosque de la Loterie nationale place du Champ-de-Mars. Des rescapés vont lui demander des explications et le bousculent quelque peu devant l'hôtel de ville. Abelardo, le réfugié polyglotte qui l'avait accompagné par deux fois à la Kommandantur, est épouvanté par la découverte de ce qu'ont été les camps nazis. S'attribue-t-il une part de responsabilité dans la descente des Allemands aux Alliers à la recherche d'armes et indirectement dans la déportation elle-même ?

— Son fils, assure Dolores Sangüesa, m'a raconté qu'Abelardo était rongé de remords et avait fini par s'empoisonner. Sa famille l'enterra au cimetière de Bardines, puis repartit à Gérone.

Fin 1946, des rescapés ont besoin de certificats attestant qu'ils ont été embarqués des Alliers dans le convoi de la mort et se heurtent au refus catégorique d'un couple de Catalans qui avait été employé dans les bureaux du camp. Encouragée par sa mère, Dolores Sangüesa, jeune mariée, en dépanne plusieurs. Dans l'ensemble, la colonie espagnole fait preuve d'une grande solidarité. On sait se pousser dans les appartements exigus pour faire un peu de place. Mais mieux vaut parfois ignorer les antécédents : un grand type expansif surnommé *Canta Mañanas*<sup>626</sup> passant pour sympathisant communiste, installé comme marchand de fruits et légumes rue Saint-Ausone et qui se fit plus tard poissonnier, offre l'hospitalité à José Alcubierre. Quelques décennies plus tard, José tombe des nues en apprenant que le 22 septembre 1939, excipant de ses trois médailles décernées par le directeur général de la Sûreté espagnole, *Canta Mañanas*, interné aux Alliers, avait proposé ses services d'informatrice au préfet.

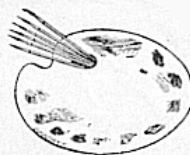
---

<sup>625</sup> Cf. Montserrat Roig, *op. cit.*, pp. 356-7. M. Roig évoque des pressions sur un militant pour qu'il se sépare de Neus Català, rescapée de Ravensbrück, ce que l'intéressée ne confirme ni ne dément dans ses propres mémoires (*op. cit.*, pp. 53-54).

La méfiance de la direction du P.C.E est également évoquée par Jorge Semprún, *Autobiographie de Federico Sanchez*, p. 111, et D.W. Pike, *J.G.J.H.*, p. 188.

<sup>626</sup> Grande gueule, hâbleur.

Le Comité "FRANCE-ESPAGNE" et la  
FÉDÉRATION NATIONALE des DÉPORTÉS &  
INTERNÉS PATRIOTES vous prient d'honorer de  
votre présence



# L'EXPOSITION

## des Œuvres de l'Artiste Peintre

# MATEU

Déporté Politique Espagnol de MATHAUSEN  
qui se tient au Siège du M.L.N. (Rue de Périgueux)  
à partir du **20 DÉCEMBRE 1945**

### Œuvres exposées

ESQUISSES à l'encre prises sur le vif, par l'Artiste,  
dans le camp de Concentration de MATHAUSEN.

### Tableaux de Mathausen

- |  |  |
|--|--|
| 1. - Un Dimanche à Mathausen (aq.)       | 8. - Aquarelle d'un Artiste Peintre Italien déporté de Mathausen.                                  |
| 2. - Nostalgie.                          | 9. - Tête (Allégorie du Froid). <i>Roumy</i>   |
| 3. - La Carrière de Mathausen (aquarel.) | 10. - id. (Allégorie de la Souffrance).  |
| 4. - Sur le Chemin du Crématoire.        | 11. - id. (allégorie de l'Obsession).  |
| 5. - Famine.                             | 12. - L'Artiste Mateu à Mathausen avec sa gamelle attendant d'être servi des restes de la cuisine. |
| 6. - Le Contrôle des Poux.               |  |
| 7. - Le Crématoire.                      |  |

### AUTRES TABLEAUX

- |                                       |                                      |
|---------------------------------------|--------------------------------------|
| 13. - Nature Morte.                   | 17. - Type Flamenco (Espagnol).      |
| 14. - L'Enfant qui a Cassé la Cruche. | 18. - Tahitienne (Aquarelle).        |
| 15. - La Cuisine.                     | 19. - L'Enfant et la Poupée.         |
| 16. - La Terreur du Bombardement.     | 20. - Portrait. <i>(de J. Roumy)</i> |

### SCULPTURES

- |                                    |                               |
|------------------------------------|-------------------------------|
| 21. - Sur le Chemin du Crématoire. | 22. - Sans Foyer (bas relief) |
|------------------------------------|-------------------------------|

Exposition au siège du Mouvement de libération nationale,  
rue de Périgueux, Angoulême, à partir du 20 décembre 1945

Fin 1945, Francisco Mateu présente à Angoulême une exposition de ses peintures, dessins et sculptures sur *Mathausen* (dixit l'affichette). En vitrine, est disposé un tableau représentant des déportées en tenue rayée, une énorme pierre sur l'épaule, avec en fond la carrière dominée par les miradors et les barbelés<sup>627</sup>. Pour dédommager les premiers réfugiés qui l'ont accueilli, Francisco leur offre quelques toiles dont l'une est depuis longtemps égarée au grenier, la famille déplorant que la jeune fille de la maison qui l'avait inspirée paraisse *trop maigre*<sup>628</sup>. N'ayant pu convaincre sa famille de le rejoindre, Mateu retourne ensuite auprès d'elle à Valence. Sans nouvelles, ses premiers hôtes craignent le pire car une photo de lui en compagnie de la *Pasionaria* à Paris est parue dans *El Mundo obrero*. Mais Remedios Pons qui l'a également hébergé — en témoigne un tableau à dominante jaune représentant une tonnelle, peint à Mauthausen sur une toile de sac à patates — affirme qu'il est mort peu après son retour au pays, des séquelles de sa déportation.

<sup>627</sup> Plusieurs de ces œuvres furent achetées par le docteur Roumy, un dentiste célibataire, amateur éclairé et très honorable sculpteur lui-même. Elles sont aujourd'hui dispersées chez ses neveux.

<sup>628</sup> Cette incompréhension n'est pas rare : l'un des plus cultivés parmi nos témoins ne garde un demi-siècle après qu'un souvenir déformé des récits faits par les déportés qu'il a connus, n'a rien lu sur les camps et se demande si l'histoire de la grande évasion des prisonniers soviétiques de Mauthausen est bien authentique (six ou sept cents le 2 février 1945 qui étaient voués à la mort et dont une dizaine seulement parvint à passer en Yougoslavie).



Mateu à Paris, devant l'arc de triomphe



Mateu, *Deux pendus*

Un autre rescapé, Ángel Herrán Gamella, communiste âgé d'une quarantaine d'années, ancien d'un maquis F.T.P. de l'Indre arrêté en avril 1943 lors d'une mission à Bordeaux et déporté à Buchenwald, monte une pièce de théâtre à la Maison du Peuple et dispense des cours de chant. Puis part à Bordeaux.

Dans les bals, Français et Espagnols se mêlent largement et les mariages mixtes sont monnaie courante. José Alcubierre épouse une ouvrière française de la bijouterie Flamand et travaille successivement dans plusieurs entreprises du bâtiment<sup>629</sup>. Sa mère, rapatriée de force, a vécu à Barcelone chez une parente, puis a rejoint son fils aîné au Mexique. D'autres refoulés *s'évadent* d'Espagne pour retrouver les leurs en France : la mère de José Nates Gallo, l'épouse du journaliste anarchiste Fermín Arce, les trois enfants d'Agustín San José<sup>630</sup>, la maman de Manuel Gutiérrez en juin 1947 pour assister au mariage de son fils (elle trouve un logement à Basseau<sup>631</sup> et du travail dans une papeterie).

Peu à peu, les rescapés s'égaient en France et la Charente n'en garde guère qu'une douzaine.

Il leur est parfois difficile de trouver un port d'attache, de surmonter les souvenirs, de franchir les obstacles administratifs. Lors de la libération de Mauthausen, Juan de Diego a sollicité sa carte du P.C.E. : les rouges avaient joué un rôle moteur, entrer dans leurs rangs offrait une protection. De retour en France, il est envoyé par le Comité social des œuvres de la Résistance dans un hôtel de Lourdes.

— Sous couvert de l'*Unitarian service*<sup>632</sup>, le P.C.E. l'avait transformé en centre de formation en vue de la *Reconquista*. Frayait là toute la *nomenklatura* rouge de Mauthausen : Razola, Constante, Perlado, Pagès... En mai 1945, quelques-uns s'étaient aventurés à la rencontre de l'armée Rouge, en attendant tous les égards. Les Soviets les auraient volontiers coffrés comme espions. Il n'y avait pas de place pour moi, non plus qu'à l'hôtel Sainte-Suzanne occupé par des juifs.

En désespoir de cause, Juan se couche sur une place. On finit par lui dégoter une chambre à l'hôtel Sainte-Marguerite. Après un détour chez un cousin « habitant près du palais de Nostradamus à Port-de-Bouc », il s'engage à Marseille chez un commissionnaire en fruits et légumes, lui aussi communiste d'occasion. Le salaire mensuel est de 2.700 F dont il faut déduire 2.000 F de loyer pour une chambre avec lit individuel dans les combles, rue de Lodi, et gouttière en supplément. Bien qu'il ne mange pas à sa faim, Juan trouve le moyen d'héberger sept compatriotes *évadés* d'Espagne et de voler des patates pour de petits juifs en instance de départ vers la Terre promise : « Ils les auraient dévorées crues tellement ils étaient affamés. » Puis il se lie avec un curé espagnol en disgrâce, non moins savant botaniste, muté auprès des jésuites locaux. Ensemble, ils alimentent en fruits et légumes les malades de La Timone. Juan habite un hôtel arménien dans une rue à putes, puis rue Fontane. Comme on s'obstine à lui refuser une carte de travail, il écrit au ministre des Anciens combattants qu'il ignore être Daniel Mayer. Quand la logeuse vient frapper à sa porte, il craint d'être congédié. Elle lui apporte en fait ses premières indemnités, 70.000 F avec les arriérés, de quoi éponger ses loyers impayés, acheter une poupée à une petite Espagnole et triompher avec éclat des bureaucrates locaux :

— J'ai participé à un meeting P.C.-M.R.P. contre Franco et pour avoir prononcé quatre mots contre le Caudillo, j'ai été traité de communiste par *Le Méridional*.

Juan ne sait plus très bien pourquoi et quand il a rompu avec le communisme. Les noms de Kravchenko<sup>633</sup> ou de Rousset<sup>634</sup> ne lui évoquent rien.

---

<sup>629</sup> Dont celle du Galicien Pierre Fernández dit Banane dont nous avons vu qu'il avait déjà embauché en février 1940 six internés de Bram. L'entreprise Fernández sera absorbée en 1974 par le leader local du B.T.P., Robin, qui disparaîtra quelques années plus tard.

Vers cette époque, Alcubierre sera embauché par la ville d'Angoulême après s'être fait rondement naturaliser.

Souffrant d'arthrose en 1972, Jacinto Cortés s'est plaint de n'avoir pu obtenir un emploi de fonctionnaire en raison de son statut de réfugié (Roig, *op. cit.*, p. 357). Rien ne l'empêchait de suivre l'exemple de son ami Alcubierre.

<sup>630</sup> Fichier charentais : fiche remplie par Agustín San José.

<sup>631</sup> Quartier populaire de l'ouest d'Angoulême.

<sup>632</sup> Secte protestante étatsunienne niant la Trinité. Le P.C.E. avait pris en sous-main le contrôle de sa branche caritative française.

<sup>633</sup> Haut fonctionnaire soviétique passé à l'Ouest, auteur du best-seller *J'ai choisi la liberté. Les Lettres françaises*, hebdomadaire d'Aragon, l'ayant qualifié de faux, Kravchenko leur intenta un procès à grand spectacle qu'il gagna en 1949. La défense fit défiler entre autres Albert Bayet, Jean Cassou, Pierre Cot et Maurice Lampe (ancien de Mauthausen).

<sup>634</sup> Rescapé de Buchenwald, David Rousset (1912-1997) avait demandé dans *Le Figaro* du 12 novembre 1949 la constitution d'une commission internationale d'enquête sur le goulag composée d'anciennes victimes des camps nazis. Pierre Daix lui répondit en substance dans *Les Lettres françaises* qu'il n'y avait en U.R.S.S. que des camps de rééducation modèle. Rousset lui intenta un procès qu'il gagna et constitua une équipe qui enquêta sur les pratiques concentrationnaires dans les pays de l'Est, comme de l'Ouest (Grèce, Espagne, Algérie coloniale...). Daix avait été soutenu en particulier par Jean Laffitte et Octave Rabat (anciens comme lui de Mauthausen), ainsi que Marie-Claude Vaillant-Couturier, rescapée d'Auschwitz et Ravensbrück.

— J'ai déclaré que je préférerais étudier l'histoire de mon pays, l'Espagne, que de plancher sur l'histoire officielle du Parti communiste d'Union soviétique. Si les communistes ont élevé tant de monuments, c'est que les pierres ne parlent pas.

Bien plus tard, dans les années soixante, un camarade de convoi, détaché par Renault en U.R.S.S., lui détaillera tout le mal qu'il pensait de l'impérialisme russe.

Recruté par un hôtel de Gap servant de maison de repos au M.R.P. — il était géré par la veuve d'un martyr démocrate-chrétien et Juan eut l'honneur d'y servir une goutte à Robert Schuman —, il part ensuite dans un restaurant toulousain tenu par un anarchiste espagnol, Carreña, bon cuisinier et ancien résistant mêlé à des attentats anti-allemands contre l'hôpital Purpan et l'hôtel Capitole. Malgré la chaleur dont il est entouré, de Diego souffre de terribles insomnies et sombre dans une profonde dépression. À l'hôpital psychiatrique de La Grave, le professeur Rissert, blessé de la Grande Guerre et grand insulteur d'ivrognes, lui épargne les électrochocs et le cite en exemple aux « fous dont l'un s'astique devant une bonne sœur. » Il lui conseille le calme des montagnes et des moutons.

Quand il quitte la base américaine de Casablanca en août 1945 pour rejoindre sa famille à Angoulême après quasiment neuf ans de séparation, Juan Ugalde sait-il qu'en février-mars 1944, onze cadres des camps algériens ont été jugés dont quatre ont été condamnés à mort, deux à perpétuité et deux autres à dix ans ? Que d'autres procès ont eu lieu dont celui du directeur du camp-pénitencier de Berrouaghia dans lequel sept cent cinquante décès avaient été enregistrés en deux ans ? Que son ancien commandant à Djelfa a, à son tour, écopé de seize mois de prison ? Peut-être ne pense-t-il qu'à sa fille Isabel qui avait quatre ans en 1936 et en a maintenant treize, à son fils Francisco qui en a onze, à son épouse qui travaille à l'hôtel du Palais et poursuit ses dons à l'U.N.E.<sup>635</sup> Lui, l'ancien lamineur socialiste de Bilbao, devient livreur au dépôt des Brasseries de l'Atlantique. Mais il doit s'arrêter au bout de six mois. La *douleur* au poumon droit détectée à Missour est un début de tuberculose. Il va aller de sana en sana jusqu'à sa mort en 1967, à soixante-deux ans.

Début 49, Porthos est transféré au pénitencier de Lambèse dans le Sud-Constantinois avec un groupe de fortes têtes et autres *indésirables*, pédérastes plus que notoires, galants ou tout simplement éternels mauvais coucheurs. En plus des autochtones, croupissent là sans beaucoup d'espoir une douzaine d'Allemands, d'Italiens et d'Espagnols condamnés pour espionnage mineur. Parmi les détenus français, une quinzaine d'anciens officiers et sous-officiers, en particulier corses, ont appartenu aux cadres des camps sahariens. « Ont-ils été réellement des tortionnaires ? s'interroge Porthos<sup>636</sup> qui, en son temps, a fait un crochet par le camp de Dachau sans rien déceler d'anormal, et omet de préciser que ces individus furent probablement, à un moment donné, sous les ordres de son père. Pas plus que d'autres, moins sans doute, et pourquoi ces tortionnaires-là sont-ils toujours en prison, alors qu'il y en eut tant de l'autre bord et qu'il en est aussi tant d'autres qui « exercent » à droite et à gauche ? »

Nouveau venu à Cognac, Juan Safont revient de loin. Il a effectué toute la *guerra civil* dans le fameux Quinto Cuerpo du général Líster sans jamais être blessé :

— Pendant la *retirada*, nous avons été mitraillés, des millions de fois, insiste-t-il, par l'aviation italienne et surtout allemande.

Puis c'est Argelès, Le Barcarès, Saint-Cyprien et le transport en 1941 en wagons à bestiaux pour aller construire la base sous-marine de La Pallice :

— Nous étions des centaines d'Espagnols qui ne mangions guère mieux qu'à Saint-Cyprien.

Au bout de quelques mois, il repart *via* Saint-Malo pour Jersey où les Allemands édifient des abris pour tanks : dix heures de travail quotidien, six jours sur sept et parfois le dimanche mais eau douce à volonté et nourriture améliorée, à peu près suffisante :

— Les contacts avec la population britannique étaient prohibés et c'est par les journaux allemands qu'on suivait l'évolution de la guerre.

Après trois ans de ce régime, Juan, affaibli, rejoint un oncle réfugié à Cognac. Il travaille comme plâtrier. Les débuts sont difficiles mais il épouse la fille du patron et vers 1954 prend sa succession.

---

<sup>635</sup> Mais certainement pas à l'insu de son mari en dépit de ce qu'affirme Pilar Claver (*cf. Català, op. cit.*, pp. 153-154), car, dit sa fille Isabel, « elle avait été élevée dans la religion et ne faisait que suivre mon père en politique. »

<sup>636</sup> *Mémoires de Porthos*, p. 434.

Le camp des Alliers s'achemine à vitesse d'escargot vers sa fermeture. Début 1946, les nomades n'y sont plus que 114. Le 31 mars, une cinquantaine d'entre eux, accompagnés du directeur et de deux gardes, sont transférés à Rouillé. Le camp est le dernier en France à fermer en mai. Beaucoup de libérés s'installent alors dans les grottes et les caves des coteaux calcaires voisins, puis constituent une zone de bidonvilles sur le plateau de Ma Campagne<sup>637</sup>. D'autres vont squatter les baraquements de La Foucaudie à Nersac primitivement destinés à héberger des réservistes mobilisés à la Poudrerie et réutilisés sous l'Occupation par la Waffen S.S. pour y loger des Hindous, des Ukrainiens et des *malgré-nous*<sup>638</sup>.

Le terrain des Alliers étant loué par le conseil général jusqu'à la fin 1948, des baraques sont réoccupées par l'équipe de football *Iberia*<sup>639</sup> et le *grupo folklórico* d'Antoñita Peralta<sup>640</sup>.

---

<sup>637</sup> Cf. Bernard Provot, numéro spécial d'*Études tziganes* sur la déportation (février 1995).

<sup>638</sup> *La Charente libre*, 13 octobre 1993.

<sup>639</sup> Elle fut animée pendant dix ans par Sébastien Lara, prisonnier de guerre transféré à Mauthausen, qui se passionna après 1963 pour le ballon ovale et devint secrétaire du club de rugby du quartier Saint-Roch. Après avoir exercé de nombreux métiers, il termina sa carrière comme gérant d'une société de location de voitures (*La Charente libre*, 28 janvier 1977).

<sup>640</sup> Ramón Cluet avait fondé ce groupe après avoir obtenu un poste de lecteur d'espagnol au Lycée Henri IV de Poitiers vers 1949, ce qui lui avait permis d'acheter un piano droit. Auparavant, il avait dû travailler dans le bâtiment.

Cayo Huerta Domínguez faisait fonction de conseiller artistique et son fils Manuel y jouait du violon.

Un autre des animateurs, en même temps que de l'équipe de foot, était Jean Paredes, employé dans une biscuiterie de la rue des Capucins, puis représentant en boissons et glace. Il présida par la suite aux destinées de l'A.S. Angoulême qui devait atteindre les demi-finales de la coupe de France en 1966. Arrivé en Charente à l'âge de dix ans, Paredes avait été expédié le 16 février 1939 à Confolens avec sa mère Catalina Inda, sa sœur aînée Mercedes qui émigrera en Argentine, et son frère cadet Charles, futur commercial de la concession Citroën. À la rentrée 1939, ils avaient été expédiés aux Alliers et en octobre, la mère avait trouvé du travail au restaurant Alemany.

Le spectacle était composé d'une suite de tableaux représentant les différentes régions espagnoles. Y participaient un neveu et une nièce de l'ancien déporté Sébastien Lara qui les avait venir d'Espagne où leurs parents avaient été exécutés par Franco. Lui s'appelait Rodrigo et elle chantait *La Tani*, air andalou.



XXVIII  
*LES ROUGES ET LES NOIRS*

Le 29 août 1945, le gendre de Georges Marrane, Nguyen Manh Ha, leader de la Jeunesse catholique, devient ministre de l'Économie dans le gouvernement constitué par Ho Chi Minh à Hanoï. En France, le verdict des urnes commence à départager ceux qui se sont naguère dévoués pour l'accueil des réfugiés espagnols. Les élections constituantes du 21 octobre 1945 sont fatales à Mathilde Mir qui s'est détachée de la S.F.I.O. pour se présenter sous des couleurs féministes. Le colonel Bernard est exclu du Parti communiste pour s'être présenté sur une liste conduite par le socialiste Chabanne, ancien chef du maquis Bir Hakeim <sup>641</sup>.

Le 21 novembre, Ambroise Croizat, le protecteur des Alcubierre, qui avait représenté la C.G.T. à l'Assemblée nationale consultative mise en place en septembre 1943 à Alger, est nommé ministre du gouvernement de Gaulle, fonctions dans lesquelles il est reconduit le 23 janvier 1946 dans le cabinet du socialiste Félix Gouin. Il élargit les pouvoirs des comités d'entreprise et imprime sa marque à la grande réforme de l'après-guerre, celle qui donne naissance à la Sécurité sociale.

Les élections constituantes du 2 juin sourient à Mariette Brion, l'ancienne institutrice rouge d'Oradour-d'Aigre. L'échéance est fatale à Raymond Réthoré qui se fait, par-dessus le marché, exclure de la présidence de France-U.R.S.S. En novembre, il tente en vain de figurer sur une liste radicale dans la Vienne tandis que Mariette Brion quitte l'Assemblée pour le Conseil de la République <sup>642</sup>. En revanche, le socialiste Maurellet est élu et en profite pour abandonner l'année suivante la mairie de Ruelle à un autre ami des Espagnols, Maurice Poitevin.

Le 19 décembre 1946, alors qu'on bascule définitivement dans la guerre en Indochine, Ramadier reconduit Croizat comme ministre de la Sécurité sociale et accorde en janvier la Santé à Georges Marrane qui vient de rater de cinq voix son élection à la présidence du Conseil de la République (Sénat). Mais le 4 mai 1947, les ministres communistes, qui ont refusé de voter la confiance au gouvernement, sont évincés à leur grande surprise.

Le P.C.E. s'effrite à vue d'œil pour des raisons qui paraissent davantage tenir à des causes diffuses, d'ambiance générale et de pesanteur des choses, qu'à des épisodes politiques précis comme les luttes de fraction au sommet, l'absorption en force par le Parti de sa filiale catalane avec exclusion de Comorera, ou les révélations sur l'U.R.S.S. (témoignage en 1950 au procès Daix-Rousset du légendaire général *El Campesino* qui a réussi à s'évader du *goulag*). Celles-ci se heurtent au contraire à l'incrédulité, même de la part de personnes éloignées du Parti : un Georges Pérez par exemple, dont le frère était un militant acharné mais qui s'était lui-même toujours tenu à l'écart, déclinant même l'invitation à un meeting de Duclos, qui avait désapprouvé son patron pharmacien lorsqu'il avait soutenu qu'un militant communiste devait accepter de s'accuser de crimes imaginaires si c'était dans l'intérêt du Parti, juge les accusations contre le régime soviétique peu crédibles, tant elles contrastent avec la personnalité des communistes de ses amis. L'aviateur Pepe *el Barbero*, qui avait effectué un stage en Union soviétique, est resté fidèle jusqu'au bout à l'U.R.S.S. : « On avait beau lui dire ceci et cela, confie sa fille, il se mettait en colère et n'en démordait pas. » Au demeurant, si l'on en croit José Alcubierre qui militait dans leur cellule, ni lui, ni son collègue Lasheras ne parlaient de leur expérience à leurs camarades. Mais José sera mis en garde contre tout enthousiasme excessif par une lettre de son frère Miguel, l'ancien *apparatchick* émigré au Mexique. Tel, qui a cessé depuis longtemps tout prosélytisme, continue pourtant de voter communiste cinquante ans après, plus en raison de souvenirs et de fidélités personnelles que d'analyses précises.

---

<sup>641</sup> Il végétera dans une ferme avant d'être réintégré en 1950 dans le Parti et dans son emploi à *L'Humanité* (cf. Michel Taubmann, *L'Affaire Guingouin*, 1994, pp. 212-3).

<sup>642</sup> Équivalent du Sénat.

Le 12 janvier 1946, une délégation d'Angoulême se rend à un congrès des Jeunesses à Toulouse. Elle est composée de Manolita Mani, secrétaire fédérale, qui avait œuvré à la cantine du 107<sup>e</sup> R.I. pendant la drôle de guerre, puis travaillé comme couturière rue de l' Arsenal ; de Dolores Sangüesa, trésorière, reconvertie dans la couture après le départ des Allemands ; Margarita Ribas ; Antonio Cuadra (rescapé de Buchenwald) et Manolo Pérez. En quelques mois, ce groupe se dissoudra. Manolita Mani et Margarita Ribas rentreront carrément à Barcelone après avoir épousé des Catalans ; Pérez émigrera au Venezuela ; Cuadra partira pour Paris et Dolores Sangüesa cessera toute activité politique après avoir enfin épousé son fiancé, Jean Vadal — fils unique dont les parents n'accepteront jamais cette mésalliance —, et accouché de son premier fils fin 1946. Ses angoisses, en ces années troubles, seront désormais celles d'une femme de flic, ne s'endormant que lorsqu'elle l'entend, le soir, glisser la clef dans la serrure, surtout depuis que Jean a frisé la mort à l'issue d'une rixe, en abattant, au cours d'un face-à-face tragique, un assassin dont le revolver s'est enrayé au moment décisif.

REGION N° 8  
Comité Departamental de Charente  
Comarca de Angoulême



Apellidos : Sangüesa Sánchez  
Nombre : Dolores  
Fecha y lugar de nacimiento : 19.6.19  
Torrecilla de Alcañiz (Teruel)  
Domicilio : 53, rue St Avonne  
Adherido al Comité de Angoulême  
Angoulême a 16 de Diciembre 1944  
Firma del interesado, D. Sangüesa

**El Programa de UNION NACIONAL**  
La Junta Suprema de U. N. lucha por el establecimiento en España de un Gobierno de Union Nacional en el que estén debidamente representadas todas las tendencias no infundadas al extranjero y que aplique el siguiente.

**PROGRAMA**

- 1- Ruptura de los lazos que atan España a Hitler y a los países del eje. Adhesión a los principios enunciados en la Carta del Atlántico, en la Conferencia de Moscú y en la Conferencia de Teherán.
- 2- Depuración del aparato del Estado, principalmente del Ejército, de los falangistas que no puedan probar indubitablemente que lo han sido a la fuerza.
- 3- Amnistía para todos los perseguidos por Falange por motivos políticos. Nulidad de las sanciones impuestas por las jurisdicciones especiales (tribunales militares, responsabilidades políticas, masonería y comunismo, fiscalía de tasas, etc. etc.). Reparación de los daños causados por injustas sanciones administrativas o penales.
- 4- Restablecimiento de las libertades de opinión, prensa, reunión, asociación, de conciencia y de práctica privada o pública de cultos religiosos.
- 5- Política de reconstrucción de España, que asegure a todos los españoles las elementales condiciones de vida política, económica y social, inherentes a la dignidad de la persona humana. Revisión de fortunas ilícitamente amasadas durante el periodo franquista.
- 6- Creación y preparación de las condiciones necesarias para convocar elecciones, en las que los españoles, pacífica y democráticamente, designemos una Asamblea constituyente ante la que rinda cuentas el Gobierno de U. N. y que promulgue una Carta constitucional de Libertad, de Independencia y de prosperidad para España.

Carte d'adhésion à l'Union nationale espagnola



Les délégués de la Charente au congrès de l'U.N.E. à Toulouse (12 janvier 1946)



Dolorès Sangüesa : mariage

À Cognac, il n'est pas sûr qu'il soit resté trente foyers fondés par des réfugiés. Les cadres de la Résistance se sont dispersés. Parti début 1943, Salvador Pomés travaille chez son beau-père à Moissac. Antonio Casals serait parti en Roussillon. Le chef local des F.F.I.E., Fausto Castillo, s'est établi comme plâtrier à Saint-Georges-de-Didonne, près de Royan <sup>643</sup>. Le Parti se structure autour de Daniel Orús, José Elche et Jesús Lapiedra. Un dénommé Sánchez, qui s'est enfui du Mur de l'Atlantique en 1944, fait office de maçon d'occasion et de propagandiste à plein temps, au point que les gens changent de trottoir pour éviter ses prêches : il finira par rentrer en Espagne. La liaison avec le P.C.F. est assurée par Jeanne Bourroux qui apporte maintenant *L'Humanité* en compagnie de la camarade Loulle <sup>644</sup>.

Quelques anarchistes décident de frapper un grand coup : le menuisier Antonio Ortiz, ancien du groupe Nosotros de Durruti, qui a commandé une des trois divisions anarchistes du front d'Aragon avant de subir une double destitution en 1938 et de fuir en France pour échapper à une vraie fausse embuscade <sup>645</sup> ; Primitivo Gómez, ancien pilote de chasse, et Laureano Cerrada, faux-monnaieur

---

<sup>643</sup> Son fils lui a succédé.

<sup>644</sup> M<sup>lle</sup> Loulle, professeur d'allemand, ancienne amie de Georges Politzer (philosophe communiste d'origine juive hongroise fusillé sous l'Occupation) et de Robert Trepo (directeur du *Canard enchaîné*).

<sup>645</sup> Les mésaventures d'Ortiz, qui voulait défendre les institutions anarchistes d'Aragon et les collectivisations, sont emblématiques des conflits avec les staliniens mais les accusations dont il fut l'objet de la part des puritains de son propre camp, sa mise à l'écart par la C.N.T.-F.A.I., son inimitié avec Ricardo Sanz, la tentative d'empoisonnement qu'il subit en France, témoignent de leur côté d'une sérieuse gangrène de l'aile anarchiste.

émérite. Ils se procurent un petit avion de tourisme Nord Écrin, le font équiper à Cognac <sup>646</sup> d'un tube lance-bombes grâce à des complicités dans un atelier de mécanique, récupèrent à Tarbes un stock de bombes incendiaires volées à la Luftwaffe et, le 12 septembre 1948, décollent pour San Sebastián où se déroule une parade navale présidée par Franco. Mais repérés par radar, éloignés par un hydravion et six chasseurs, ils doivent larguer leurs bombes en mer avant de se reposer en France.

Les premiers responsables du P.C.E. en Charente passent la main les uns après les autres. Antonio Davo part comme maçon à Paris vers 1948-49, épouse une Andorrane et s'établit comme bijoutier dans la Principauté. Francisco López Navarro se détourne de la politique active. Quant à Aquilino Alvarez, qui avait épousé après guerre Conchita Davo, on juge qu'« il devient hésitant et manque de fermeté. » La direction nationale se tourne alors vers Elias Gárate. Bien qu'il s'estime mal préparé à jouer un rôle dirigeant (il n'a adhéré au Parti qu'à la Libération), il accepte faute d'autres volontaires :

— Il y avait beaucoup d'étoiles qui se vantaient d'avoir accompli des exploits sous l'Occupation que personne n'avait contrôlés. Je n'ai trouvé que des étoiles éteintes.

— Les frères X ?

— Rien du tout.

— Les frères Y ?

— Ils jouaient les caïds mais dès qu'on leur demandait quelque chose, ils prétextaient qu'ils n'avaient pas le temps.

— Unetelle ?

— D'une intransigeance extraordinaire (Qui le démentirait ?! )

— Roberto Domínguez ?

— Il n'était pas du genre à accepter de se mettre en péril.

— C'est humain.

— Et vous ?

— Moi ?

— On ne me l'a pas demandé.

— Ces gens ont dû travailler dur pour élever leurs enfants.

— J'ai bien trimé pour en élever cinq.

— Ríos ?

— Un des seuls sérieux.

— Pilar Claver ? Très dévouée, trop. Elle représentait les femmes à la direction parce qu'il n'y avait qu'elle.

— Il paraît qu'en 1948, lorsque Manolo Pérez décida d'émigrer au Venezuela, il fut exclu au cours d'une réunion à laquelle il tint à assister en dépit des avertissements d'un camarade et ce, parce que le Parti était opposé à son départ.

— Aucun souvenir.

— Et *El Mundo obrero* ?

— Tous passaient par moi. Sur une vingtaine d'exemplaires pour la Charente, il n'y en avait peut-être pas cinq de lus.

Gárate, qui a repoussé comme Jesús Lapiedra toute idée de naturalisation, mélange de plus en plus d'espagnol à son français, qu'il finit par abandonner tout à fait, bougonnant, pestant, vitupérant, fulminant contre tous et chacun.

En septembre 1950, dans une ambiance d'anticommunisme quelque peu hystérique, les autorités françaises prononcent la dissolution du P.C.E., ce qui ne change pas grand-chose, sauf que la permanence est fermée et que l'un des responsables locaux, Antonio Maestre Segovia <sup>647</sup>, confie un clandestin en transit à un ami du cirque Pinder qui faisait étape à Angoulême, de sorte qu'il n'y eut pas d'arrestation dans le département.

Les réunions continuent chez les uns et les autres. Un ancien cadre du Parti et son épouse, elle-même communiste, soudain désireux de revenir sur leur passé, empruntent *Jours de gloire, jours de honte*, l'histoire du P.C.E. en France, de D.W. Pike. Leur propre bibliothèque est relativement

---

<sup>646</sup> L'avion se serait posé "au nord de Cognac" d'après un documentaire espagnol sur Antonio Ortiz (1996). Jesús Lapiedra aurait eu vent de cette tentative à laquelle il aurait refusé de prêter son concours.

<sup>647</sup> Ancien employé du Secours national sous l'Occupation, capitaine intendant devant Royan, cadre de l'opération Reconquête, puis maître d'hôtel à l'hôtel de France d'Angoulême.

volumineuse mais contient beaucoup de livres au mètre, un mélange d'*Encyclopédia universalis* et de *Reader's digest*, peu d'ouvrages politiques ou historiques sérieux. Le *Pike* revient fort malmené bien que ni l'un, ni l'autre ne l'ait supporté jusqu'au bout. Elle est encore plus virulente que lui. Elle a vu partir des Asturies un bateau d'enfants pour l'U.R.S.S. et accuse Pike de minimiser le nombre de réfugiés acceptés par l'U.R.S.S. :

— Il en parle de votre bateau ! En quoi cela vous autorise-t-il à contester ses chiffres globaux ?

— Il raconte aussi qu'à Toulouse, le P.C.E. avait mis le grappin sur un hôpital et le réservait à ses adhérents. Or, ma mère y a été soignée.

— Vous avez déclaré vous-même que toute votre famille était communiste et que votre mère appartenait à l'U.F.F. (Union des femmes françaises, satellite du P.C.F.) !

— L'U.F.F., c'est pas le P.C.F., attention !

Un de leurs amis en profite pour se vanter de posséder *La Guerre d'Espagne* en cinq gros volumes de Georges Soria, vieux stalinien qui se distingua dans la diffamation du P.O.U.M. et se reconvertit dans les tournées en France de troupes artistiques venues des pays de l'Est, moyen détourné d'alimenter les caisses<sup>648</sup>. Un peu plus tard, en tête-à-tête, il avoue n'avoir même pas achevé le premier tome.

L'ancien cadre évoque ses troubles après les émeutes de Berlin-Est en juin 1953 :

— Si l'on envoyait les chars contre les ouvriers, ça n'allait plus. Et je voyais que lorsque les gens de l'Ouest allaient à l'Est, ils en revenaient toujours alors que ceux de l'Est ne pensaient qu'à s'enfuir. J'étais pour une compétition pacifique. Que le communisme démontre sa supériorité. Je l'ai dit à l'époque dans le Parti, conclut-il.

Mais son épouse en doute.

Maria Rabaté, « déléguée du comité central et député de Paris » (par ordre d'importance dans la terminologie communiste), colmate les brèches : « Les instigateurs des troubles de Berlin, explique-t-elle en juillet lors d'une fête du Parti communiste à Poitiers, sont les mêmes nazis qui ont brûlé Oradour [et] tué des milliers de braves gens ». Et de mettre sur leur compte le massacre d'innocents dans le quartier du Porteau lors de la débâcle — en réalité œuvre de la Milice<sup>649</sup>.

Nouvel Angoumois, Luis Farigle était employé dans une quincaillerie de Barcelone<sup>650</sup>. Il vint à la politique pendant la guerre civile, reçut de petites responsabilités au P.S.U.C. Il espérait qu'un jour, il n'y ait plus de riches et de pauvres. Il est peu lecteur, possède tout de même *El Camino único* de Dolores Ibarruri et les mémoires d'*El Campesino*<sup>651</sup> qu'un neveu lui a offert.

- Le P.C.E., assène-t-il, n'a pas été détruit par Franco mais par les luttes de clan, par la faute de son président-directeur général Santiago Carrillo, la *Pasionaria*, etc. Si les républicains avaient vaincu Franco, ils se seraient tellement déchirés qu'Hitler n'aurait fait qu'une bouchée de l'Espagne et les aurait balayés.

À Cognac, l'initiative la plus marquante de la cellule est l'organisation de cours d'espagnol pour les enfants d'exilés qui se livrent, sans aucun esprit syndical, au bon vouloir des employeurs agricoles de la région. Le but est d'éviter la rupture des liens avec l'Espagne, de permettre aux enfants d'y poursuivre éventuellement leur scolarité ou seulement d'y passer des vacances intelligentes. On leur projette même des films touristiques prêtés par le consulat de Bordeaux pour leur faire découvrir les différentes régions. La passivité et les accusations de manipulation communiste aidant, l'expérience tourne rapidement court faute de combattants et l'instituteur espagnol qui venait d'Angoulême finit par émigrer en Amérique latine.

Jesús Lapiedra est-il encore communiste ?

— Toujours, réplique-il sur un ton plaisant. On n'est plus beaucoup, hein !

---

<sup>648</sup> Voir René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés. Le génocide des trotskystes* (Orban, 1981, p. 188) et Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du P.C.F.* (Fayard, 1981, t. 2, p. 689).

<sup>649</sup> *Semaine dans la Vienne*, 12 juillet 1953.

<sup>650</sup> Né en 1904 à Barcelone, Il échoue dans une C.T.E. entre Montauban et Caussade où il est nourri de « pommes de terre en robe de chambre » et de « lentilles à l'eau comme dans l'armée espagnole ». Devient charpentier-couvreur chez un entrepreneur de Caussade, puis vient en 1943 en Charente pour se rapprocher des frères Casas. Y travaille au *déchaussage* des toitures (opération consistant à remplacer les tuiles abîmées par des bonnes), puis au découpage de semelles de bois à la scie circulaire chez Lottet à Bardines et enfin à la gare comme débardeur à la C.A.D.A.C. (Coopérative des agriculteurs de la Charente).

<sup>651</sup> *Jusqu'à la mort*, Albin Michel, 1978.

Bien sûr, plusieurs de ses visiteurs, l'officier de l'armée de l'Air en retraite, le vieux voisin conservateur n'en savent rien. D'ailleurs, va savoir. Même à l'un de ses vieux copains de la 165<sup>e</sup> C.T.E., Jesús a déclaré :

— Certains me croient communiste, je me demande bien pourquoi.

Il a même naguère prêté la main à une œuvre de bienfaisance catholique : c'est à désespérer !

Daniel Orús était considéré par ses camarades comme l'égal d'un cadre politique. Son fils, un maçon indifférent à la politique qui avait sept ans en 1940 lorsqu'il l'a rejoint avec sa mère en provenance du refuge de Mirande (Gers), ne sait rien de significatif sur lui, sauf que la famille fut hébergée par son employeur. Ce n'est pas mauvaise volonté :

— Voyez donc avec Jesús Lapiedra, conseille-t-il, il en saura plus que moi.

— Les amandiers, c'est formidable pourvu que les gelées de février ne brûlent pas les premières fleurs, s'émerveille Ismaël, l'ancien maire C.N.T. de Tirig qui avait fréquenté l'école laïque jusqu'à neuf ans avant de s'établir coiffeur. Il n'y a rien à faire, sauf sarcler et fumer un peu. On peut ramasser les amandes trois mois après leur chute, elles restent intactes alors que les olives pourrissent ou donnent une huile de moindre qualité. À côté de l'amandier qui prédominait, il y avait des orangers, des oliviers, de la vigne, du blé. Un maire coiffeur, cela vous étonne ? Sous mon autorité, personne n'a été tué, ni même emprisonné. Nous avons persuadé les trois ou quatre grands propriétaires de céder leurs terres superflues à ceux qui en étaient dépourvus. Et j'ai signé un laissez-passer au curé et à sa sœur pour qu'ils puissent regagner leur village natal.

— Et l'église ?

— Là, ce n'est pas moi. La coopérative l'a transformée en entrepôt et en centre de traitement des amandes. À l'époque, il n'y avait pas de machines : les femmes cassaient les coques et triaient le fruit.

— Et les bibliothèques populaires, le théâtre ?

— On a seulement créé une section pour les analphabètes jusqu'à trente-trente-cinq ans. Il y en avait beaucoup. Et vous, aimez-vous les communistes ? Eh bien, poursuit-il sans attendre la réponse, je suis comme vous, je n'aime pas la dictature.

— Depuis la mort de son épouse il y a six ans, raconte Jesús Lapiedra qui est devenu son ami, Ismaël a beaucoup changé. Mais dans le temps, qu'est-ce qu'il était remonté contre nous !

À la Libération, Ismaël a assisté à une réunion d'anarchistes à Royan en présence de Federica Montseny, mais tout cela paraît antédiluvien :

— Il n'y a plus d'anarchistes à Cognac depuis longtemps et je n'ai jamais eu de contacts avec ceux d'Angoulême <sup>652</sup>.

Il en était pourtant d'attachants comme le Catalan Ramón Roig Vernet, mécréant, jadis naturiste, végétarien, anti-tabac et anti-alcool, adepte du vélo, et qui lisait chaque jour un journal différent mais jamais *L'Humanité* <sup>653</sup> !

---

<sup>652</sup> Une section de la CNT de España en exilio avait été constituée à La Rochelle. Des réfugiés d'Angoulême y adhérèrent dès juin 1943 et cotisèrent jusqu'en 1957. L'activité paraît s'être concentrée sur la solidarité avec les victimes du franquisme.

<sup>653</sup> Barcelone, 1913-La Couronne, 1994. Nécrologie par Pierre Faurand, *La Charente libre*, 17 août 1994. « Roi », comme l'appelaient les habitants, avait aussi fondé le club d'échecs local.

XXIX  
TRAVAUX

« *Des armées de travailleurs belges, allemands, anglais, suisses, espagnols se substituent dans l'industrie aux ouvriers français, et déjà envahissent les campagnes* » (Proudhon, *De la Justice*)

Ils quittent la terre. Ainsi des Rodellar de Coulonges. Au cours de l'été 45, tous viennent s'établir à Angoulême dans une des maisons appartenant à Michelon, sauf deux d'entre eux : Trini, qui vient à bout des préventions de son futur beau-père et se marie avec Jean Blanchon (un agriculteur du bourg qui arrondissait ses revenus sous l'Occupation en jouant du saxo dans les bals clandestins) ; et Bautista, qui part travailler dans des carrières en Vendée.

Bien que non-naturalisé, le père, Santiago, trouve un emploi dans les services de voirie de la ville (en général, on affecte les Espagnols à l'arrière de la goudronneuse), pour peu de temps car l'asthme l'oblige à s'arrêter.

Sa fille Raquel, qui avait tenté d'égarer la Milice lors des obsèques des maquisards tués à Mainde-Boixe,, ne manquait pas de soupirants mais tenait à épouser un Espagnol. Elle a jeté son dévolu sur Paco Gil Vendrell, employé depuis 1939 par des métayers de Château-Margot à Saint-Amant-de-Boixe. Michelon s'inquiète de la détérioration de ses beaux parquets, eux de leur dénuement. D'abord, ils ne possèdent aucun meuble et Raquel doit faire la cuisine sur un bidon rempli de sciure. Mais Paco, mécanicien de formation, trouve un emploi dans un garage du quartier Saint-Cybard, puis passe au service des Américains au camp de La Braconne où l'on prétend que le rendement exigé n'est pas foudroyant. Bientôt, des enfants naissent et Raquel prend des allures de *mama*. Quant au cadet de la famille, il travaillera dans l'industrie en région parisienne.

Les Rodellar et les Sangüesa sympathisent : ils découvrent que Valeriano Sangüesa, établi à Carcassonne, a fraternisé avec Paco Gil au camp d'Agde. Au début des années 50, on organise les retrouvailles au bord de la Charente.

Pour remplacer les partants, les exploitants agricoles disposent d'une nouvelle main d'œuvre bon marché : les prisonniers de guerre de l'Axe qui sont concentrés au camp de Basseau. Michelon n'hésite pas à s'y approvisionner. Fin 1947, 756 demandent à rester en Charente : après examen par une commission de criblage destinée à écarter les indésirables, 538 sont acceptés.

Pour la majorité des Espagnols restée en ville sous l'Occupation, les voies d'intégration sont multiples. Salariés ou artisans, les uns poursuivent la profession qu'ils exerçaient en Espagne, les autres bifurquent, passent d'un métier à l'autre, partent sur les grands chantiers des Alpes. Ils s'entraident pour construire leurs pavillons. Ils ont leurs déclassés et leurs promus, leurs manœuvres et leurs entrepreneurs. Ceux qui travaillent comme des nègres, doivent tirer des heures supplémentaires au noir et cotiseront pour leur retraite bien au-delà de soixante-cinq ans. Et ceux qui gravissent les échelons, qui font embaucher des copains, qui sont enrôlés dans les services d'exportation.

Ana Campos, qui a traversé toutes les situations en restant aux fourneaux, ouvre un restaurant à Angoulême.

Victime de la loi Marthe Richard, Consuelo, cuisinière dans un bordel, se recycle chez maître Lerequin, avoué, et assure le blanchissage de divers compatriotes.

Luis Farigle, l'ancien déchausseur de toitures, reste débardeur à la gare d'Angoulême jusqu'en 1948. Supportant de plus en plus mal la tutelle d'un compatriote et désireux de mieux faire, il entre dans un labo photo monté par un opticien de la place. Lorsque la couleur s'impose et que son patron jette l'éponge en 1961, Luis renoue avec son métier de quincaillier dans un gros commerce du centre. Pour améliorer un salaire trop faible, il vient travailler un sixième jour. Ces lundis-là, jours de

fermeture, lui sont payés au tarif simple et non déclarés. Il ne prendra sa retraite qu'en 1975 à l'âge de soixante-et-onze ans.

Les Angoumoisins s'habituent au spectacle étrange de femmes revenant du marché avec un panier plein de provisions sur la tête et un sac à chaque main.

À Cognac, José Alfarràs, qui n'a guère cessé de conduire des engins depuis qu'il a été agent de liaison dans l'armée républicaine, renonce à son trafic de Martell et entre dans une entreprise de transport pour laquelle il assure deux fois par semaine l'aller-retour Paris-Bordeaux, soit, à l'époque, quatre nuits sur la route. En 1962, l'ouverture de la boutique Saint-Gobain lui ouvre les portes de l'industrie.

À l'issue de l'opération Reconquête, le Galicien Jesús Gómez s'établit comme tailleur à Oloron, à portée de fusil de Gurs d'où il était parti avec la 165<sup>e</sup> C.T.E. pour venir travailler au terrain d'aviation de Cognac... et c'est là qu'il revient en 1960 pour habiller les militaires de la base et de celle de Rochefort.

Son élève Pepe, l'ancien capitaine de la brigade Thaelmann, continue la taille jusque vers 1950, date à laquelle on commence à trouver des costumes de confection au même prix qu'il achète le tissu. Bien que le monde feutré du cognac passe pour fermé aux immigrants, il a alors la chance d'entrer dans une maison qui emploie déjà son épouse française :

— Le patron me traitait comme son fils.

Mais Pepe n'a pris sa retraite qu'à l'âge de soixante-quatorze ans...

Ismaël, le maire libertaire de Tirig, s'établit coiffeur à son compte en 1951<sup>654</sup>. Vingt-deux ans plus tard, il vend à un confrère exerçant sur la base aérienne :

— Tu me paieras quand tu pourras.

Une confiance qu'il est fier d'avoir accordée.

Vers 1952, Jesús Lapiedra suit les voies de son père et crée sa petite entreprise de maçonnerie. Il ne répugne pas à travailler au noir le week-end, y compris pour un officier de la base aérienne. Il s'apprêtait à passer la main à son fils unique quand celui-ci est mort dans un accident de plongée :

— Bonnes gens, dit sa mère, qui a appris l'espagnol avec l'entourage de son mari, je ne m'en suis jamais remise.

Jesús a dû remettre la main à la pâte quatre années de plus, jusqu'à l'âge de soixante-douze ans. Maintenant, il doit composer avec l'hémiplégie.

Benigno Cabrero possède un joli pavillon en pierre, bien propre à l'intérieur. Il aurait terminé animateur d'équipe. Pas tout à fait dispensé de travail manuel, mais presque. Juste un peu d'entretien, de peinture. Il a épousé une Française qui a fini cadre moyen dans une administration. De loin, on ne dirait pas qu'il a tâté d'un peu de tout, de la cuisine et de la boucherie, de la maçonnerie et des travaux publics, de la chaussure et de la mécanique. Il est incapable de se repérer sur le plan de la ville. Cependant, il a suffisamment appris à lire pour avoir découvert récemment dans un livre sur la guerre d'Espagne offert par sa fille que l'anarchie n'est pas une chose très convenable. Il ne faut donc surtout pas écrire que son père était anarchiste bien que Benigno ne le dissimulait pas il y a encore un mois et que tout le monde sache que s'il a travaillé plus de vingt ans dans une usine, c'est après y avoir été recruté par le fils d'un ami de son père, tout aussi anarchiste que lui. Il parle avec un accent à couper au couteau, d'une voix sifflante et ne cesse de marcher sur ses interlocuteurs en les aspergeant de ses postillons. Notamment pour leur expliquer qu'il est tout à fait erroné d'écrire que son frère avait vingt-trois ans alors qu'il en avait vingt-deux et que tel document mentionnant un épisode dont il a perdu le souvenir ne peut être qu'entièrement faux. « Il faut prendre des précautions. » Maintenant, il peut aussi donner des cours sur la *guerra civil*. Mais ce qui fait le plus rire les connaisseurs, c'est le coup de l'animation d'équipe : « Tu parles ! Il faisait le sale boulot, au sous-sol, et il en sortait noir de la tête au pied. Mais c'est vrai qu'il était le seul à se pointer et à repartir en costume trois pièces. Avec ça, toujours le dernier modèle de bagnole pour classes moyennes. Il faut dire que sa femme gagnait pas mal. Et qu'il se posait là pour les heures supplémentaires. Toujours à la botte de ce con de directeur dont personne ne regrette le départ en retraite. Toujours contre les syndicats. Un vrai petit chiot ! ». À plus de soixante-dix piges, Benigno a certainement encore quelques progrès à faire dans la voie de toujours plus de conformisme. Son épouse vient d'emprunter un livre de Ploncard d'Assac sur la franc-maçonnerie estampillé du cœur et de la croix. Quand elle apprend que Ploncard n'est pas

---

<sup>654</sup> Au 93 rue de la République.



plus d'Assac que l'évêque, qu'il est d'extrême droite et qu'il est allé faire un séjour prolongé chez Salazar à la Libération, vraiment elle n'en revient pas.

Les plus acharnés sous l'Occupation ne font pas forcément les héros des luttes sociales. La paix revenue, Casaber est retourné dans les bois, à la carbonisation, puis est entré dans une entreprise de transport d'Angoulême où il a fini par hériter de la gestion des tournées d'une vingtaine de camions de messagerie. Lever à 5 heures, travail jusqu'à 21 heures, six jours par semaine et fréquemment le dimanche matin, avec parfois des incidents à régler en pleine nuit, le tout pour un salaire souvent inférieur à celui de son épouse, couturière à domicile. Le patron se fait moins de cheveux blancs et claqué une bonne partie de son argent avec les dames de petite vertu. Le dimanche après-midi, Casaber joue au foot. Il n'a plus guère de contact qu'avec deux ou trois de ses compatriotes. Il est resté communiste jusqu'à nos jours mais il a refusé en 1950 de témoigner à Bordeaux au procès de ses tortionnaires, prétendant que le verdict était « fabriqué d'avance. » Il a adhéré en 1978 à l'U.N.A.D.I.F.<sup>655</sup> et en a démissionné quelque temps plus tard en raison des *rodomontades* de son président départemental, sans jamais avoir eu conscience d'avoir appartenu à une association anticommuniste. Il exhibe un mot d'amitié de Raymond Réthoré qu'il a connu après-guerre à France-U.R.S.S. : l'ancien député radical sous le Front populaire, revenu à l'Assemblée de 1958 à 1978 sous les couleurs gaullistes, en signait ainsi à la chaîne<sup>656</sup>.

Leur situation assise, une partie des réfugiés fait venir des compatriotes, souvent des parents. Plusieurs en vue de se marier, comme un vaillant soldat d'*El Campesino* élargi des geôles franquistes qui procède par correspondance. Son épouse lui donnera deux enfants avant de le plaquer et aujourd'hui il termine ses jours dans un hospice, l'esprit un peu dérangé, mais il ne faut pas le répéter, selon les uns parce que ses fils pourraient en être choqués, selon les autres parce que c'est trop banal et que ça n'appartient pas à l'Histoire.

À Cognac, un ancien de la 165<sup>e</sup> C.T.E., sachant qu'on cherchait des bras dans la viticulture, a fait venir un neveu et son épouse. La soixantaine empâtée, sorte de Louis-Philippe au féminin par Daumier, elle s'est allongée dans un fauteuil à l'écart de la conversation pour ne pas rater son épisode des *Feux de l'amour* sur télé-Bouygues, puis s'invite dans la conversation en multipliant les apartés dans un espagnol rocailleux. Le neveu explique qu'ils vivent maintenant à cheval sur la France et l'Espagne, ayant des enfants dans les deux pays. La mécanisation du vignoble ne serait pour rien dans le retour des ouvriers agricoles en Espagne. Seulement des questions de scolarité des enfants et de réduction du différentiel des salaires. On peut cependant lire dans les journaux que malgré un chômage fort élevé, l'Espagne utilise dans son agriculture de plus en plus d'immigrés arabes et noirs plus ou moins réguliers... Et deux ans plus tard, en février 2000, El Ejido en Andalousie sera le théâtre d'une belle ratonnade contre les *Moros*, ouvriers saisonniers dans les serres pour 150 F par jour, deux fois moins que les autochtones.

— Je suis content de les avoir fait venir, soupire l'ancien de la 165<sup>e</sup>. Maintenant, que ma femme est morte, ils me rendent visite. J'ai bien une fille, secrétaire dans les environs, mais mes fils sont un peu loin.

Il n'en est pas peu fier : l'un serait général au service des effets de l'armée de Terre à Saint-Cloud, l'autre "chef" de la poste à Poitiers.

— J'espère que tout ce que je vous raconte ne va pas me procurer d'ennuis ?

Juan Safont, le rescapé de Jersey, recrute un compatriote en Espagne pour les besoins de son entreprise de plâtrerie mais ce dernier le quitte au bout de six mois. Jesús Lapedra aura jusqu'à une quinzaine de salariés, en majorité français mais aussi quelques compatriotes et un frère qu'il fait venir

---

<sup>655</sup> Union nationale des associations de déportés et internés français.

<sup>656</sup> Chaque dimanche matin, deux cents personnes en moyenne se pressaient à la porte de son château de La Mercerie pour obtenir une recommandation qu'il rédigeait et remettait illico (de sorte que les solliciteurs avaient à la fois la preuve de sa bienveillance et la charge du timbre). Il lui était même arrivé dans un divorce de soutenir à la fois l'homme et la femme. Dans *Libération* (19 novembre 1981), Serge Raffy a prétendu qu'il avait été député pendant quarante-deux ans, l'a crédité d'un ancêtre général sous Louis XIV et d'un amour de jeunesse impossible avec la fille d'une grande aristocrate silésienne. Dans ses bons jours, l'élus, qui avait pour père un marchand de porcs de Liré et pour beau-père un boucher, se prévalait carrément d'un arrière-grand-père maréchal de France, d'une grand-mère dame d'honneur de l'impératrice Eugénie, et d'avoir eu pour préceptrice une princesse allemande. Il avait aussi hébergé Malraux sous l'Occupation (entre affabulateurs...), décliné plusieurs portefeuilles ministériels et souvent rencontré de Gaulle dont, à croire Laurent du Plessis (*Le Figaro Magazine*, 14 novembre 1981), il avait même été le secrétaire personnel. Quant aux impôts, charges sociales de son personnel et autres considérations subalternes, il était trop grand seigneur pour s'en préoccuper (mémoire de maîtrise d'Emmanuel Paintaud-Vallée, Bordeaux-III, 1992). Légué à l'Assemblée nationale, le château a été revendu aux enchères à un antiquaire parisien qui s'est empressé de le dépecer.

d'Albacete après 1958. Il donne aussi un coup de pouce à Louis, fils de l'un des ses amis de la 165<sup>e</sup>, en lui procurant des chantiers :

— Un jour, ironise-t-il, je lui ai demandé de renvoyer l'ascenseur en faveur d'un jeune Madrilène [en fait un parent] qui voulait venir en France. Vu sa spécialité, je n'aurais pu l'embaucher qu'avec un salaire de manœuvre. J'ai transmis l'offre à Louis. Il m'a répondu qu'il voulait uniquement des Français capables de lire les instructions écrites qu'il leur transmettait et de se démerder seuls. Car il est du genre patron à chemise en dentelle qui ne met jamais la main à la pâte. Alors, je me suis retourné vers un collègue français qui accepta de suite. Je l'ai bien prévenu : le *novio* ne parle pas encore un mot de français.

— Peu importe, s'il connaît son métier et qu'il est jeune, il apprendra vite.

Non contents de manger le pain des Français, les Espagnols le vendent en plus à l'étranger. L'expert mécanicien-constructeur Salvador Pomés par exemple. Après la *reconquista* ratée, il a travaillé chez son beau-père à Moissac, puis est entré comme dessinateur chez le *père Dassault* à Paris. Vingt-cinq ans comme dessinateur jusqu'au titre de chef de section, inclus comme interprète lors de toutes les négociations avec l'Amérique latine.

Karmelia Orue épouse Yvon Zuerbach, lui apprend l'espagnol et l'encourage à répondre à un concours de la régie Renault qui recherche des polyglottes. Après un stage technique à Paris, il est envoyé comme agent technique au Venezuela (1959-66), puis poursuit sa carrière en Afrique et à Cayenne.

Roberto Domínguez reprend son métier d'électricien, devient chef d'équipe, change d'entreprise, est finalement engagé à la cimenterie Lafarge où il avait effectué des travaux. Les multinationales ont du bon. En 1953, tournant le dos aux exigences du P.C.E. qui voulait l'établir à Biarritz, il accepte d'être muté en région parisienne, puis à Lyon, ce qui lui vaut en 1963 d'effectuer un stage d'initiation au fonctionnement des ordinateurs industriels en ligne chez General Electric à Phoenix, Arizona. Il a maintenant rang d'ingénieur. À la veille de sa préretraite, sa connaissance de l'espagnol lui ouvre pour quinze mois les portes du Venezuela où l'entreprise a décroché un contrat d'assistance pour le démarrage d'une usine.

Le fils d'Ismaël a monté à Paris une affaire d'une cinquantaine de salariés : elle a travaillé pour les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville. Il a quitté les Buttes-Chaumont, où son vieux papa aimait tant séjourner, pour un autre quartier plus huppé et il possède une villa au bord de la mer mais il est vraiment trop surmené. Après la mort de sa mère, il a trouvé pour son père une gouvernante, une excellente cuisinière, qui reste à demeure. En compagnie d'une adolescente resplendissante, elle regarde *Les Chiffres et les lettres* pendant qu'Ismaël égrène ses souvenirs d'anarchiste. Il a tout Balzac, tout Zola qu'il a aimés, le Goncourt de Tahar Ben Jelloun qu'il n'a pas lu, des ouvrages plus ordinaires et bien peu d'auteurs espagnols. À quatre-vingt-dix ans, sa seule maladie est la vieillesse :

— Ah monsieur, comment je me porte ? Comme un curé en enfer !

XXX  
PACO-LE-SIMPLE

Une rue du centre de Cognac, une élégante porte cochère, un superbe hôtel particulier en demi-cercle, un hall débouchant sur un parc privé, une cour pavée où stationnent des voitures. Quelque astucieux promoteur a dû diviser cet ensemble en appartements. L'homme en costume-cravate ne dépasse guère le mètre cinquante et va sur ses quatre-vingt-six ans. C'est notre ancien reboucheur de trous de bombe. Intérieur clair, vaste, spartiate. Quelques assiettes au mur, une télé de petit format diffusant un grand prix de formule 1. Nous sommes dans un fief de la société d'H.L.M. Le Foyer. Paco reste debout :

— Qu'est-ce que vous voulez, Mésieur ?

Son nez, tout le milieu de sa face laissent transparaître un lacis méchamment violacé :

— Angoulême, yé connais mieux que vous, Mésieur....

À part quelques bribes, il est à peu près incompréhensible et sa femme Paulette, qui ne parle pas un mot d'espagnol, est d'un faible secours.

— Vous avez travaillé où ? fais-je répéter.

— Chez Léonard, Mésieur. On a construit la Chaudronne, Crouin,... Vous connaissez Ramón, Mésieur ?

— Raymond Léonard, précise Paulette

— C'était ouun communiste ! Oun grand type, fort, peut-être quatre-vingt kilos. Ah, Ramón !

Raymond Léonard, héritier d'une entreprise fondée en 1845 par son arrière grand-père, rallié sous l'Occupation au Front national, arrêté le jour de ses dix-huit ans en janvier 1943 dans l'affaire Nepoux pour participation à un déraillement sur ligne Jarnac-Cognac, déporté en juin suivant dans le premier gros convoi pour Buchenwald. De retour, il prend la tête de l'entreprise familiale à Blanzac avec une dizaine de compagnons — dont deux Espagnols — et participe à la reconstruction des Charentes, notamment à Royan et Cognac. En 1954, il transfère son entreprise à Angoulême, recrute de nouveaux Espagnols, dont l'ancien *pochaca* Jacinto Cortés, contribue gracieusement à l'érection du monument aux déportés près de la gare, dépasse au début des années 70 les 500 salariés.

— Et vous, vous étiez communiste ?

— Oui, Mésieur, j'ai été communiste mais maintenant...

— Vous savez, Monsieur... entreprend d'excuser Paulette

— Vous n'êtes pas naturalisé ?

— Non, Mésieur, yé souis espagnol mais yé connais la France commé ma poche. Yé fais des pistes et des routes à Bordeaux, à Marseille. Et à Châtellerault, à Paris. Yé connais la vie mieux que vous, Mésieur !

Il vient d'Aldere, dans la sierra Nevada, à dix-huit kilomètres de Grenade. Son père possédait là-bas trois propriétés. Il n'en connaît pas la surface : il y a là-dedans des terres de montagne. Amandiers, noisetiers, oliviers, vaches, blé... De quoi faire vivre quatre garçons et autant de filles. La mère disposait d'un four à pain. Francisco menait le troupeau dans les alpages. Tout en continuant à travailler la terre, il s'embaucha dans une mine de fer voisine. Il aurait droit à une petite retraite mais n'a rien voulu demander. Il jouait un peu de guitare, aimait danser. Il mime. La guerre civile a éclaté. Un frère, adjudant de char, a été tué sur le front de Madrid.

— Un char soviétique ?

— Oui, un char politique.

Lui-même est devenu sergent-chef dans la Croix-Rouge sous les ordres d'un certain capitaine Cayo, auprès d'une unité française des Brigades internationales.

— Les Français, formidables !

Il a été blessé sur le front d'Aragon d'une balle sous l'épaule droite, soigné dans des hôpitaux à Figueras et à Barcelone. On l'avait d'abord remisé à la morgue. Il a crié qu'il était vivant. Soudain, ses yeux se froncent. Il est toujours debout, se raidit, se retient de pleurer comme un gamin. Il revoit un

Français de Perpignan abattu à ses côtés d'une rafale de mitraillette pendant la *retirada*, à dix kilomètres de Port-Bou. Ils s'entraidaient comme des frères. Maintenant, Paco enrage d'avoir oublié son nom :

— C'est pas la peine que tu pleures, le calme Paulette. C'est loin tout ça.

À la Libération, un frère de Paulette qui travaillait avec Paco sur un chantier lui a confié qu'il avait une sœur *qui ne fréquentait pas*. Ils vivent ensemble depuis 1944 mais ils ne se sont mariés qu'en 1979. Toujours ces histoires cauchemardesques de papiers entre la France et l'Espagne. Elle habitait Genté mais ne garde aucun souvenir de l'arrivée des Espagnols en 1939. Elle sortait d'une famille de douze enfants : la mère avait commencé à accoucher trop tôt pour devenir institutrice et le père avait été récompensé par la médaille de la famille nombreuse. Paulette a longtemps été très malade. Curieusement, malgré l'âge, ça va mieux.

Paco raconte des choses beaucoup moins convenables que les politiques : untel traitait sa sœur de salope parce qu'elle refusait de lui laver son linge gratis ; tel autre s'est fait larguer par sa femme parce qu'il buvait et la battait et s'est remarié avec sa bonne à laquelle il cache qu'il perçoit de façon abusive une retraite de lieutenant de l'armée républicaine ; un troisième s'est enrichi en commençant par baiser la mère, puis la fille ; un quatrième, en vrai *macho* espagnol, se fait servir comme un prince par son épouse dont le caractère s'en ressent.

Paco est de plus en plus étonné. Il me saisit le bras à chaque instant (« Vous êtes gentil, ah, vous êtes gentil ! »), tape sur son front (« Vous êtes intelligent, Mésieur. Il y en a là-dedans. Il sait tout. »), me caresse le menton. Il est content de l'entrevue. Le lacis veineux est toujours visible mais la peau n'est plus violacée. Une boule blanche atterrit silencieusement sur la table : la chatte. Toujours debout, Paco enlève son béret. L'intérieur est doublé par un morceau d'essuie-tout à rayures rouges. Son crâne pointu est chauve. Il a hérité d'une maison dans la banlieue de Barcelone et il a vendu sa part de terre pour construire près d'Aldere une grande résidence.

— Il faut venir avec nous en Espagne !, lance-t-il

— Mais oui, approuve Paulette, venez quand vous voulez. Les portes sont grand ouvertes !

## XXXI PARTIR

Ils partent en Amérique, surtout au Vénézuéla et en Argentine, à la suite d'une intense propagande, parfois aux frais du pays d'accueil. Ils fuient de mauvais souvenirs, comme la jeune femme qui avait été séduite par un spécialiste de la traite des blanches. Ils tournent le dos à un pays dont ils ne sont pas parvenus à maîtriser la langue, qui ne reconnaît pas leurs compétences, à une situation décevante : un ancien résistant, qui avait filé *urbi et orbi* un amour passionné avec une Française et qui faisait *limpia poya*<sup>657</sup> dans un bordel de la rue des Acacias, part avec elle à Montevideo : elle en reviendra sans lui mais avec les enfants. D'autres, nés en France, semblent vouloir éviter le service militaire.

Amparo Gárate avait anciennement jeté son dévolu sur Justo qu'elle n'avait pas revu depuis longtemps. Il avait servi dans une C.T.E. et avait été déporté à Mauthausen. En 1945, très affaibli, il fait étape à Angoulême sur le chemin de Buenos Aires où il va rejoindre sa sœur. Sa situation assise, il appelle Amparo en Argentine. Un an après, elle revient voir sa famille en Navarre et pousse jusqu'en Charente chez son frère Elias. Le docteur Ferrand<sup>658</sup> lui déconseille de repasser par l'Espagne sur le chemin du retour. Elle a juste quarante ans et un cancer la ronge. À peine parvenue à Buenos Aires, elle doit s'étendre et ne se relèvera plus.

En 1939, les époux Orue s'étaient retrouvés grâce à un parent, capitaine dans la marine marchande bloqué à Southampton. Quand le bateau avait été rendu à son propriétaire, le capitaine avait émigré au Vénézuéla où il avait monté avec d'autres Basques une entreprise de peinture. En 1947, il paie le voyage à l'aîné des fils Orue, lequel finance trois ans plus tard la traversée de son cadet, Faustino. L'un monte une grosse affaire dans la construction métallique, l'autre se lance dans les assurances.

Ceux qui refusent de traverser l'océan sont en général ceux qui ont trouvé à se marier avec un Français ou une Française.

Manolo Pérez travaille chez le concessionnaire Citroën : salaire de misère, froid, doigts boudinés, engelures qui éclatent. Il émigre au Vénézuéla, s'y fait une honnête situation et conseille à son frère Georges de suivre sa voie en optant de préférence pour le Chili dont le régime démocratique est plus proche des normes européennes, dont l'avenir semble mieux garanti. Mais Georges épouse une Charentaise et quitte sa pharmacie pour un poste de gestionnaire à la Télémécanique.

Rares sont les hommes qui reviennent en Espagne, presque toujours parce qu'ils y possèdent des protections comme José Vilá Guberna, qui avait obtenu un grade dans le maquis et trouvé une compagne française, mais est réclamé pour prendre la suite de son père à la tête d'une grosse entreprise du bâtiment, calle Urquinaona à Barcelone<sup>659</sup>.

Pour la plupart, les Pyrénées ne sont pas un vain mot. Juan Ugalde, le métallo socialiste déporté en Afrique du Nord, n'a jamais revu le quartier Dos Caminos à Basaori mais sa fille Isabel<sup>660</sup> y est retournée au début des années 50 pour aller chercher sa grand-mère : « Il fallait montrer patte blanche à la frontière, préciser chez quel parent on allait, se présenter ensuite aux autorités locales et tout le tintouin. » Alors qu'on entrait dans une usine par alliance et qu'on y restait de père en fils, son oncle

---

<sup>657</sup> Préposé à l'hygiène armé d'un désinfectant et d'un pinceau.

<sup>658</sup> L'ancien étudiant en médecine qui avait accueilli une réfugiée à Mansle au cours de l'été 1939.

Né en 1915, Louis Ferrand adhère au P.C.F. à la Libération quand il devient maire de Coulgens où il avait exercé comme médecin sous l'Occupation. Il fonde ensuite à Soyaux une clinique où il applique les méthodes soviétiques d'accouchement sans douleur introduites en France par le docteur Lamaze (la rue desservant l'établissement porte ce nom). Parallèlement, il entre à la direction fédérale du Parti, et en devient la tête de liste à Angoulême.

<sup>659</sup> Témoignage Dolores Sangüesa. J. Vilá avait été employé à l'automne 39 par les entreprises Gioux au Gond-Pontouvre, puis Chapelon & Gervais.

<sup>660</sup> Couturière-retoucheuse à Angoulême chez Vendôme, puis chez Chaliès.

paternel a dû, à sa sortie de prison, se reconverter dans la Navale. Son oncle maternel, condamné à trente ans et libéré au bout de huit, a eu, lui, la chance d'entrer à la Firestone : les Américains étaient moins regardants.

En 1952, le maçon Lisardo Fernández, nouvellement ouvrier à la Fonderie cognaçaise, rue Marignan, tente d'aller présenter les siens à ses parents mais l'Espagne le déclare *indeseable*. Son épouse et ses deux enfants doivent faire le voyage sans lui. Un adulte crache sur son petit garçon qui joue avec des copains en le traitant de *fiils de rouge*.

Pas question non plus de passer la frontière pour le mécanicien Paco Gil Vendrell : il amène ses enfants jusqu'au Boulou où viennent les récupérer leurs grands-parents, des Barcelonais on ne peut plus catholiques qui, eux viendront en France, pour assister au mariage religieux de Paco avec Raquel, plusieurs années après leur mariage civil.

D'autres attendent d'avoir obtenu leur naturalisation pour être sûrs que la nationalité française les protégera contre le zèle de la police franquiste. Encore n'en mènent-ils pas toujours large.

Dolores Sangüesa est devenue française par mariage. Elle revient du côté d'Alcañiz en 1952 :

— C'était misère et compagnie. On y battait encore avec un *trillo*, sorte de planche munie de lames et de silex pour déchiqueter la paille, monté par un homme et tiré par trois ânes tournant en rond. Par la suite, un jour de grand vent, on levait la paille à la fourche pour la séparer du grain. À Barcelone, c'était déjà plus évolué, mais encore extrêmement cloisonné en classes sociales et en catégories professionnelles. Et jusqu'à nos jours, des membres de ma famille sont brouillés car, *Franco regnante*, leurs parents ont appliqué le droit d'aînesse. Moi, j'avais dit : j'ai deux fils et s'il ne reste qu'une pomme, ils en auront chacun la moitié.

James Lanceron a l'air d'un touriste ordinaire. Son métier d'instituteur lui a permis d'acheter une voiture, ce qui, en ces années, n'est pas encore à la portée de toutes les bourses. Désormais, il se rend chaque année en Espagne. Il se souvient qu'il n'avait pas vingt ans en 1936 lorsqu'il avait adhéré au Parti communiste, qu'il avait été révolté par la non-intervention en Espagne et qu'après avoir été révoqué par Vichy et réfractaire au S.T.O., il a pu apprécier la contribution des Espagnols dans les rangs du maquis Bernard, du côté de Chabanais, de Limoges et d'Angoulême (de cette époque, il lui reste le sobriquet de *capitaine coupe-coupe*). Aussi amène-t-il à chaque fois un bon paquet de tracts et de journaux du P.C.E.

Son jeune collègue Hontarrède n'est pas en reste. Il a fait la connaissance d'un réfugié espagnol, José Carrión, petit entrepreneur à Ruelle, qui l'a conduit en camion à l'une des premières fêtes de *L'Huma*. En 1954, Hontarrède a encadré un voyage de jeunes à Moscou au cours duquel une Espagnole a jeté un sérieux froid en demandant à voir son père. Cinq ou six jours après, s'est présenté un petit homme à l'allure éteinte.

Pour introduire des délégués en Espagne, le P.C.F. a d'abord fait appel à des militants des départements frontaliers. Mais ceux-ci ont fini par être repérés et le Parti en est venu à recruter jusqu'en Charente. Le correspondant habituel est un cadre de l'entrepôt de la Compagnie de Vichy. Il fait appel à Hontarrède qui passe des hommes jusqu'au jour de 1958 où un comparse, intercepté avec une voiture pleine de tracts, se met à table.

En 1952, Porthos est libéré de la prison de Lambèse. Aussitôt, il en dénonce le régime dans *Rivarol*<sup>661</sup> — l'un des tout nouveaux organes des vichystes avec *Les Écrits de Paris* qu'affectionne Taittinger — et fonde les Éditions touristiques et littéraires. Il publie Pierre-Antoine Cousteau et un ouvrage dont il est l'auteur, *Pour la Milice, justice*, avec une préface du général Lavigne-Delville, naguère titulaire de la rubrique militaire de *L'Action française*, recruteur pour la *bandera* Jeanne d'Arc, cofondateur du M.S.R. de Deloncle et cadre de la Milice<sup>662</sup>. Mais Lavigne est poursuivi et Porthos se recycle comme publicitaire au Mexique, puis correspondant de presse et organisateur d'exposition à

---

<sup>661</sup> Voir Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos* (Librairie française [Henry Coston], tome 2, 1981, p. 438). Le mensuel *Écrits de Paris* (n° 1, janvier 1947), l'une des premières résurgences vichystes, et l'hebdomadaire *Rivarol* (n° 1, janvier 1951) avaient été fondés l'un et l'autre par René Malliavin. S'expriment dans *Les Écrits* des publicistes comme Albertini (ancien bras droit de Déat), Arbellot de Vacqueur, Beau de Loménie, Benoist-Méchin, M<sup>c</sup> Isorni (l'avocat de Pétain)... et Xavier Vallat, l'ancien commissaire général aux questions juives.

<sup>662</sup> Voir nécrologie du général Lavigne-Delville (1866-1957) dans le recueil Témerson ainsi que Eugen Weber, *L'Action française* (Stock, 1962. Réédité en coll. Point au Seuil) et Pierre Péan, *Le Mystérieux Docteur Martin* (Fayard, 1993).

Madrid sous le pseudo d'Henry Charneau<sup>663</sup>. C'est là-bas que grandit son fils Jean-Romée Charbonneau.

Le vieil anticlérical Déat meurt en 1955 dans son couvent italien, après s'être converti.

---

<sup>663</sup> Voir Henry Coston, *Dictionnaire de politique française*.

XXXII  
AUTRES TEMPS...

Les brigadistes ne sont pas en cour aux États-Unis. À la suite de la prise de parole dans une réunion d'anciens du général Walter, devenu ministre de la Défense en Pologne, le bataillon Abraham Lincoln est décrété *indésirable* <sup>664</sup>. Dix scénaristes et cinéastes sont condamnés à un an de prison par la commission des activités anti-américaines, parmi lesquels Alvah Bessie, auteur du film *Los Internationales*, et Ring Lardner qui avait perdu un frère en Espagne dans les rangs républicains et un autre en Allemagne comme correspondant de guerre <sup>665</sup>.

Rajk, trois fois blessé en Espagne, ministre de l'Intérieur, puis des Affaires étrangères en Hongrie, n'était qu'un traître. Il est pendu le 6 octobre 1949.

« Il nous faut un Rajk en Tchécoslovaquie » proclame Slansky. Ce sera lui-même et ses complices, en tout quatorze scélérats dont dix juifs. « Une grande victoire de la cause de la paix », titre *France-Nouvelle* <sup>666</sup> à l'annonce de la condamnation à mort le 27 novembre 1952 de dix des accusés, parmi lesquels Sling, ex-responsable de l'aide médicale aux brigadistes tchèques, Frank, rescapé de Buchenwald, et Svab, ancien de Sachsenhausen.

Artur London, en son temps agent du S.I.M. — c'est-à-dire de l'antenne espagnole du N.K.V.D. — auprès des Brigades internationales <sup>667</sup>, déporté à Mauthausen pour faits de résistance, écope de la perpétuité après que son épouse eût demandé pour lui un châtement exemplaire. London a notamment été prié d'avouer que Tréand, sous-ordre de Duclos lors des négociations avec Abetz en vue de la réparation légale de *L'Humanité*, mort en 1949, était un agent trotskyste infiltré au sommet du Parti.

Parallèlement se déroule un procès de Moscou à Paris : Marty est un policier accusé d'avoir rencontré Tillon chez Georges Beyer <sup>668</sup> en vue de se livrer à un travail fractionnel. Hors du Parti, on rappelle que l'ancien chef des F.T.P. devenu maire d'Aubervilliers, venait lui-même de chasser sans explication plusieurs *titistes* du Mouvement de la paix, dont Jean Cassou, compagnon de route du Parti depuis la guerre d'Espagne. Début décembre 1952, Marty et Tillon sont rejetés dans les ténèbres extérieurs. L'Amicale des anciens de la mer Noire et l'Association des volontaires pour l'Espagne républicaine d'un côté, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.) de l'autre, s'empressent de chasser de leur présidence ces individus abjects.

Et nos anonymes ? Juan de Diego n'a pas suivi le conseil agreste du professeur Rissert. Il s'est laissé convaincre par un colonel de suivre un cycle de trois ans dans une école de rééducation professionnelle du ministère des Anciens Combattants à Muret. Il s'y retrouve avec pas mal d'anciens

---

<sup>664</sup> Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, 1959, p. 624.

<sup>665</sup> L'une des victimes de cette chasse aux sorcières, John Berry, exilé en France, a raconté comment, lors du tournage en Espagne franquiste d'un *Don Juan* avec Fernandel, le directeur du cinéma national lui avait confié qu'après avoir combattu trois ans dans l'armée républicaine, il avait été capturé, rangé avec d'autres devant un poteau d'exécution et placé devant l'alternative de dénoncer les positions républicaines ou d'être fusillé. Il se remettait mal d'avoir compté parmi ceux qui avaient avancé d'un pas.

<sup>666</sup> Hebdomadaire destiné aux cadres du Parti communiste français.

<sup>667</sup> *L'Aveu* « mérite son retentissement par ses qualités et à cause de la position de l'auteur. Ancien membre des Brigades internationales, haut fonctionnaire ayant la sensibilité d'un militant de base », etc. (Pierre Vidal-Naquet, *Esprit*, juin 1969, p. 1103). Dans *Les Aveux des archives* (1996), Karel Bartosek a déploré que la mémoire se soit focalisée sur la répression des élites, spécialement communistes, alors que deux cent mille prisonniers politiques, principalement des ouvriers et des petits employés, ont peuplé les 422 camps et prisons de la Tchécoslovaquie de 1954 à 1963. Une polémique s'en est suivi dans *Le Monde*, les intervenants juifs omettant de signaler que London était juif et Pierre Daix étant présenté de façon lapidaire comme « écrivain », tout un chacun étant censé savoir qu'il est aussi le gendre de London. Dans cet article, Daix reconnaissait que London n'avait joué en Espagne qu'un rôle de policier politique (ce qu'il avait omis dans *J'ai cru au matin*) mais lui prêtait beaucoup plus de qualités en détention qu'il ne lui en avait accordé dans son autobiographie-repentir. Jean-Loup Panné fit remarquer qu'en 1965, London qualifiait encore le P.O.U.M. de Cinquième colonne des fascistes.

<sup>668</sup> Chargé en août 1944 d'aller redresser à Limoges la ligne jugée trop unioniste de Guingouin qui mêlait dans les casernes ses F.T.P. avec les maquisards d'autres obédiences, Beyer fut coopté au comité central en 1947 avant d'en être écarté en 1950.



du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient tandis que la princesse Li, fille du Dé Tam <sup>669</sup>, est assignée à résidence dans la ville. À toute chose malheur est bon. Hispanophone de naissance, ayant acquis l'allemand à Mauthausen, venant de se perfectionner en français, de Diego est engagé au Grand Hôtel de Luchon par Alfred Coste-Floret, député-maire M.R.P. de la ville. Coste est alors une grande figure de la démocratie chrétienne. Professeur de droit à Clermont-Ferrand au début de l'Occupation, il s'est lancé dès l'hiver 1941 dans la diffusion de *Témoignage chrétien* et a rendu visite au cours de l'hiver suivant à Mgr Saliège pour lui demander de bénir la Résistance <sup>670</sup>. En 1945, il a été désigné par le gouvernement comme procureur au Tribunal international de Nuremberg. Coste n'est pas franchement ami-ami avec les communistes espagnols. Au cours de l'été 1950, il joue un rôle décisif dans l'interdiction du P.C.E. qu'il accuse d'avoir disséminé des dépôts d'armes dans le Midi, non pour renverser Franco, mais pour prêter la main à un coup de force communiste <sup>671</sup>. Mais il sait ménager Juan de Diego, passer sur ses colères et ses foucades comme refuser de donner du *Madame la marquise* à une curiste espagnole ou d'assister à la remise d'une médaille du travail « pour trente années d'esclavitud. » À Luchon, Juan voit défiler des célébrités séjournant parfois aux frais de l'établissement, ainsi que des personnalités dont il s'obstine volontiers à surestimer le rôle comme le général Noguès, ancien résident général au Maroc, rentré de son exil portugais à la demande du président Auriol « pour négocier le rétablissement de Mohammed V sur son trône. »

Il est vrai qu'Alfred Coste-Floret est mêlé de près à la grande politique par l'intermédiaire de son frère jumeau Paul. Professeur de droit à Alger où il a représenté le mouvement Combat et distribué lui aussi *Témoignage chrétien*, Paul est très attaché à l'Empire. Constitutionnaliste de premier plan, c'est à lui qu'on doit le projet d'Assemblée de l'Union française. Ministre de la Guerre dans le gouvernement Ramadier, il fait preuve d'un remarquable autisme face à la situation au Vietnam, déclarant en mars 1947 : « Il n'y a plus désormais de problème militaire en Indochine. Le succès de nos armées est complet. » Passé ministre de la France d'outre-mer en novembre suivant, il le restera jusqu'en 1951, avec les résultats qu'on sait.

Albert Bayet est directeur de la Fédération nationale de la presse clandestine et membre du comité national de *France-U.R.S.S.* Il écrit dans *France-Espagne, Heraldo de España et Nuestro combate*, organe de l'Amicale des anciens F.F.I. et résistants espagnols <sup>672</sup>. Sur les questions coloniales, il est à l'opposé des Coste-Floret : il intervient le 2 septembre 1946 dans un meeting organisé à la salle Pleyel pour le premier anniversaire de la République vietnamienne et publie plusieurs articles hostiles à la sale guerre dans *Franc-Tireur* <sup>673</sup>.

L'Indochine, les anciens brigadistes connaissent aussi, tel Gabriel Faure. Président de l'A.V.E.R.-Isère après deux ans d'Espagne, membre de la commission du journal *Le Volontaire de la liberté*, il est passé dans la clandestinité fin 1941. En septembre 1943, il a transmis à un camarade brigadiste originaire de la Haute-Vienne, Pierre Lerouge, l'ordre d'exécuter le chef du maquis limousin, Guingouin, dont la stratégie centrée sur les campagnes déplaisait à la direction du Parti. Mais Lerouge a vendu la mèche à ses amis qui se sont empressés de mettre en garde *le Grand* qui n'en était pas à déjouer ni la première, ni la dernière tentative du genre <sup>674</sup>. En septembre 1944, on le retrouve adjoint au commandant de la place militaire de Lyon. Intégré dans l'armée avec grade de capitaine, il devient en 1949, commandant de la garnison française de Hué et se fera tuer en Indochine.

L'Indo, Gilbert Banlier connaît lui aussi. En 1946, lors d'une réunion d'anciens maquisards à la mairie du XIV<sup>e</sup>, Marty l'a vivement poussé à réintégrer l'armée, conformément à la ligne constante du Parti. Elle expose à bien des déceptions mais à défaut de servir de bras armé de la Révolution, les communistes contribueront à faire échouer les dérives extrémistes. En août 1953, l'inévitable arrive : Banlier est affecté au Laos et y gagne ses galons de capitaine. En face de lui, il risque de trouver des

---

<sup>669</sup> Mandarin monarchiste, le Dé Tam avait levé à la fin du XIX<sup>e</sup> S une armée de paysans contre la conquête du Tonkin et infligé quelques cuisants revers aux Français. En 1894, on lui avait concédé une sorte de fief contre l'engagement de n'en pas sortir. Nonobstant, au bout de quelques années, il avait repris le combat et l'avait poursuivi jusqu'en 1913, date de sa capture sur trahison et de sa mort. À l'époque, Jules Ferry parlait d'une piraterie sans lendemain car presque dénuée du sens national.

<sup>670</sup> Cf. Renée Bédarida, *Les Armes de l'Esprit. Témoignage chrétien 1941-19*, Éditions ouvrières, 1977.

<sup>671</sup> Cf. D.W. Pike, *J.G.J.H.*, pp. 226, 229.

<sup>672</sup> G. Dreyfus-Armand, *E.R.E.F.*, p. 327.

<sup>673</sup> Alain Ruscio, *Les Communistes français et la guerre d'Indochine*, L'Harmattan, 1985, pp. 119 n et 219.

<sup>674</sup> Michel Taubmann, *L'Affaire Guingouin*, Lucien Souny, 1994, pp. 92-95. Sur 4.102 volontaires pour l'Espagne républicaine dans le CD-Rom Maitron, un seul, Roger Boyer, natif de Poitiers, est donné comme combattant en Indochine après engagement dans les F.T.P., puis la 2<sup>e</sup> D.B. Skoutelsky ne mentionne pas d'autre brigadiste en Indochine que Gabriel Faure dont il omet l'intervention contre Guingouin. Dans *La Déportation fragmentée : les anciens déportés parlent de politique* (La Boutique de l'histoire, 1994, 232 p.), Olivier Laliou consacre un chapitre à la guerre d'Algérie mais pas un mot à celle d'Indochine, ce détail de notre décolonisation.

Européens qui ont rallié le Viêt-Minh par aversion du colonialisme. On les appelle les soldats blancs d'Ho Chi Minh. La plupart sont des Allemands antinazis engagés en 39-40 dans la Légion pour échapper aux camps du Midi. On trouve aussi un ancien brigadiste français, Odoce <sup>675</sup>. Que faire ? Ils ne sont que trois officiers communistes au Laos sur une trentaine en Indochine. Banlier se contente de temporiser et d'endiguer les débordements légionnaires. En France, on est encore plein d'illusions : « Malgré tout, diagnostique Raymond Aron dans un article écrit à la fin 1953, il est probable que la relation de force devrait, au cours de la prochaine année, se modifier au profit des Franco-vietnamiens <sup>676</sup>. ». Intégré à une colonne de secours à Diên Biên Phu, Banlier se laisse capturer, se fait connaître comme communiste et atterrit au camp 128 de Tuyên-Quang. Après la chute de la cuvette et la signature des accords de Genève, il est libéré parmi les premiers.

À la fin d'octobre 1945, Albert Simonet obtient enfin son billet de retour. Il s'envole de Rayak dans un Dakota patraque, fait escale à Benghazi et Tunis, se pose au Bourget et obtient sa démobilisation à Bordeaux. Arrivé en Dordogne, il retrouve une partie des précieuses marchandises (tabac, poivre, pierres à briquet... ) expédiées chaque mois du Liban par colis de trois kilos. Il s'empresse d'écouler ce petit trésor : d'aucuns confondront plus tard avec du marché noir sous l'Occupation. Son épouse a refait sa vie. Albert divorce : « Puisque ses cousins de Perpezac ont entendu à la B.B.C. la nouvelle de mon arrivée en Angleterre, pourquoi mon épouse ne l'a-t-elle pas entendu ? » Il se fait chauffeur de car à Ribérac et assure les déplacements de l'équipe de rugby de Mussidan. Ainsi découvre-t-il un jour que son passeur de Cerbère n'a peut-être pas toujours travaillé pour rien car il est désormais propriétaire du plus grand bistrot d'un bled des Pyrénées-Orientales. Il se remarie en 1950, s'établit comme récupérateur automobile à Angoulême et fait deux beaux enfants. Établi au 490 de la route de Bordeaux, presque en face du camp des Alliers, il en ignorera toujours l'existence malgré ses nombreux liens avec la colonie espagnole où sa connaissance du *caló*, l'argot espagnol, lui vaut une belle popularité : *Tu es plus espagnol que nous*, le félicitent plus d'un.

Cette colonie est en perpétuelle renouvellement. Enrique Llonín a connu l'extrême misère à Bilbao, a été évacué en Angleterre en 37, puis rapatrié. À la Libération, il est arrivé clandestinement à Angoulême avec son épouse et leur premier fils. Par bonheur, la famille a bénéficié de l'aide du père Le Bideau. Enrique se lance dans la peinture automobile à bon marché, œuvrant uniquement en plein air et par beau temps. Il sympathise avec Albert et ils s'associent au sein d'une société en nom collectif. Jamais en peine, Albert lui construit une cabine dans un coin de son atelier. Parallèlement, Albert se met en cheville avec un autre Angoumoisais issu du Périgord qui sillonne la France à la recherche de camions d'occasion <sup>677</sup>. Et quand les affaires faiblissent, il se diversifie dans les transports *avec un Mercedes tribenne*.

Albert a du tempérament. Après le café matinal suivi d'un rhum et d'un verre de blanc, il s'envoie chaque jour une trentaine de pastis et fume quatre paquets de cigarettes. Il triomphe avec un poème de Victor Hugo dans le café du même nom où les habitués lancent un vers à tour de rôle :

*Heureux l'homme qui sur terre  
Baise un petit cul et boit dans un grand verre  
Mais Dieu pour le punir de son inconduite  
Fit les culs trop grands et les chopines trop petites.*

---

<sup>675</sup> Pour l'exposé du cas Banlier et des autres, voir Jacques Doyon, *Les Soldats blancs d'Ho Chi Minh*, Fayard, Paris, 1973, 521 p.. Dans sa liste non-exhaustive des officiers communistes tués en Indochine, Doyon inclut le capitaine Émile-Maurice Magniaval, né en 1920 à Paris, probablement proche parent — frère cadet ? — de Damien Magniaval, un syndicaliste parisien des transports engagé dans les Brigades internationales dont la nécrologie est publiée début 1939 par le n° 4 des *Volontaires de la Liberté*, l'organe de l'AVÉR.

De son côté, René Moreau évoque un dénommé Spengler, soi-disant ancien des Brigades internationales rallié au Viêt-Minh, et la fille d'un légionnaire allemand et d'une Espagnole (*Huit ans otage chez les Viêts*, Pygmalion, 1982, pp. 217, 254-5).

*Le Maitron*, qui recense 4.102 combattants volontaires en Espagne républicaine, n'en signale qu'un seul — Marcel Boyer, natif de Poitiers — ayant poursuivi le combat en Indochine.

L'engagement d'anciens résistants dans les guerres de reconquête coloniale est presque toujours *oblitéré* dans les ouvrages régionaux et autres musées consacrés à la Résistance, tant de droite que de gauche. La Charente ne fait pas exception à la règle (voir en particulier *Ami entends-tu ?* de Guy Hontarrède). En conséquence, les refus d'obéissance ou les réticences tenaces tombent eux-mêmes aux oubliettes (Cf. Pierre Thomas, *Combat intérieur*, Édition Isis, 1998).

<sup>676</sup> *Réalités*, mars 1954, p. 19.

<sup>677</sup> Il était frère d'un notable local qui n'hésita pas en son temps à ratisser les voix du Front national en rappelant son rôle dans l'érection d'un monument aux Français d'Algérie dans le cimetière de Bardines.

XXXIII  
*LA FAMILLE HERNÁNDEZ*

D'accord pour laisser voler l'Indochine de ses propres ailes, Albert Bayet le laïque considère comme un nouveau Munich d'abandonner l'Algérie française au fanatisme musulman. Chez Lipp, il lève son verre aux parachutistes : « Au moins eux, ils défendent l'école publique. » Le 21 avril 1956, il signe l'*Appel pour le salut et le renouveau de l'Algérie française* avec Paul Rivet qui a opéré un changement de cap identique, Jacques Soustelle, monseigneur Saliège et autres Georges Duhamel<sup>678</sup>.

Ceux qui connaissent bien le Ruffécois Jean Méningaud admirent la performance : le voici juge de paix en Algérie. Son évolution politique n'est pas moins spectaculaire. Soi-disant combattant en Espagne dans une colonne de la F.A.I., il a fait la Résistance dans les F.T.P., a rallié ensuite la S.F.I.O. et s'illustre maintenant comme président de l'Union royaliste algérienne. En 1956, avocat à Philippeville, il publie un ouvrage, *La France à l'heure algérienne*. Le 27 avril, il vient discourir à Poitiers à l'invitation d'un groupuscule d'extrême droite, ce qui a le don de provoquer la réunion des gauches pour une contre-manifestation musclée.

Le Parti communiste algérien crée un embryon de groupe armé, les maquis de la Libération, dont la liquidation est fatale à un ancien des Brigades internationales, l'instituteur Maurice Laban.

À Angoulême, la nationalité française a été refusée à deux des frères Sangüesa nés à Bédarieux. Mais quand ils se présentent au commissariat de la rue de l'Arsenal pour faire renouveler leur carte de séjour, on les naturalise d'office, on les incorpore dans l'armée bien qu'ils aient passé l'âge et on les envoie en Algérie. Ils font appel à M<sup>e</sup> Rogé qui découvre une convention interdisant d'envoyer sur un terrain comme l'Algérie des garçons nés en France de parents étrangers. Les deux frères sont rapatriés au bout de deux mois et demi.

Josefina Sangüesa, l'un des sœurs de Dolores, a épousé un militaire de La Seyne-sur-Mer qui combat en Algérie. Étrangère, elle ne sera jamais acceptée par son beau-père (d'origine italienne) et sa belle-mère (d'origine espagnole). Une ascendance qu'elle apprendra par hasard, en même temps que sa belle-sœur, un jour que celle-ci avait qualifié les Espagnols de *sale race* et que la *madre* s'était écriée :

— Ma fille, si les Espagnols sont une sale race, tu en es une autre car mes parents venaient d'Espagne.

En octobre 1957, Octave Rabaté, directeur de *L'Humanité-Dimanche*, est inculpé parce que le supplément du journal dans la Vienne a réclamé la libération du jeune jardinier Alban Liechti qui refusait de servir en Algérie. Au terme d'un véritable feuilleton judiciaire au cours duquel les accusés sont convoqués par deux fois à Angoulême avant qu'on s'aperçoive qu'il y a erreur de ressort, *L'Humanité-Dimanche* et *La Semaine dans la Vienne* écopent respectivement le 7 janvier 1959 à Loudun de 5.000 et 30.000 F d'amende.

De Gaulle attend son heure. Elle vient en mai 58. Il invite Paul Coste-Floret à participer à un Conseil consultatif constitutionnel qui doit jeter les bases de la V<sup>e</sup> République et remet bientôt au pas les comités de salut public. À Angoulême, le député-maire C.N.I.P. Thébault n'apprécie guère. La majorité municipale éclate et Raoul Boucheron s'installe à la place de l'ultra qui reprend son siège dès le scrutin suivant.

Fin 1958, de Gaulle se présente à la présidence de la République et le Parti communiste lui oppose une de nos vieilles connaissances, le sénateur-maire d'Ivry, Georges Marrane.

---

<sup>678</sup> Cf. J-P Rioux, J-F Sirinelli *et alii*, *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Complexe, 1991, pp. 21, 280, 336.

Au fil des mois, la politique gaulliste inquiète de plus en plus les pieds noirs, parmi lesquels les petits blancs d'origine espagnole, ceux qu'on appelle la famille Hernández, ne sont pas les moins excités. On assiste à de spectaculaires glissements de l'extrême gauche à l'extrême droite. À la rentrée 59, maître Méningaud rallie le Front national français de Joseph Ortiz et Jean-Claude Pérez. Fin janvier, c'est la Semaine des barricades. Méningaud harangue la foule depuis le balcon de la Compagnie algérienne. Des provocateurs tirent sur les mobiles, faisant plusieurs morts. De Gaulle prend les choses de haut et laisse pourrir la situation. Le pronunciamiento échoue et Méningaud va se réfugier... chez Franco.

À Luchon, Juan de Diego progresse en italien et devient clef d'or<sup>679</sup>. Grâce à des aides adaptées, il peut acheter à crédit un appartement, le meubler en teck et y loger sa sœur *gratis*. En 1960 tombent les indemnités allemandes étalonnées en fonction de la situation professionnelle des victimes. Avec ses quelque 2,5 MF, Juan achète une campagne où il fait venir ses parents de Barcelone. Le retour à la terre du beau-frère n'est pas des plus concluants et le père décède des suites d'un accident de la route. La mère de Juan se déclare tout de même heureuse d'achever ses jours en France : au moins n'y aura-t-il pas de curé à son enterrement. On ne s'étonne pas de voir Salan venir traîner ses guêtres au Grand Hôtel de Luchon. La police croit habile de déléguer un flic catalan auprès de notre clef d'or pour lui soutirer des renseignements : en pure perte.

Avril 1961 : c'est le putsch des généraux<sup>680</sup> anéanti par l'objurgation géniale de De Gaulle : « Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux, fanatiques. » Parmi ces derniers figurent en bonne place Argoud et Lacheroy qui, de Madrid, lancent avec Méningaud et Ortiz un *Appel aux Français*.

Bien qu'il soit resté socialiste, Albert Simonet vit très loin de la politique active et la guerre d'Algérie lui « passe complètement au-dessus de la tête. » Cependant, dans les grandes occasions comme le putsch des généraux, il est contacté par la mère d'un de ses camarades de Gibraltar, Mantoux, membre du Club Jean Moulin, qui active la vieille garde du Général et lui fait parvenir des tracts de fidélité à l'homme du 18-Juin.

Un peu partout, l'O.A.S. sème la mort. D'anciens brigadistes égarés, comme Llorens ou Gasquet, la rejoignent<sup>681</sup>. Méningaud, dont la mère était suisse, en devient le trésorier. Le 5 juillet 1964, Jean-Claude Saint-Aubin est tué avec une jeune femme dans un accident de la circulation suspect à Puget-sur-Argens (Var). On soupçonne les services spéciaux d'avoir confondu leur véhicule avec la Volvo rouge de Méningaud. L'enquête s'enlise pendant des décennies. On conclut finalement à un accident fortuit provoqué par un camion de l'armée, laquelle aurait soustrait des documents pour dégager sa culpabilité<sup>682</sup>.

---

<sup>679</sup> Dans les grands hôtels, concierge en uniforme chargé de l'accueil et du suivi des clients. Un film porte ce nom, avec Pierre Fresnay dans le rôle principal.

<sup>680</sup> C'est alors que Jean Valentin, successeur de Renée Bérigaud à la mairie de Chabanais, se fit remarquer en présentant à l'Assemblée nationale l'amendement "Salan", initiative souvent attribuée par erreur au député de Toul François Valentin.

<sup>681</sup> Rémy Kaufert, *Histoire de l'O.A.S.* Paris, Fayard, 1986, 423 p.

<sup>682</sup> *Le Monde*, 10 janvier 1998.

## XXXIV RETOURS

La France a largué ses colonies ; Juan de Diego a tourné la page Coste-Floret pour monter à Paris. Un ancien d'Ebensee, André Fougerousse, directeur de la filiale parisienne des Éditions Rencontre de Lausanne, l'y embauche comme documentaliste et chargé de l'acheminement des maquettes de livres d'art vers les imprimeries Mondadori à Milan. C'est la plus belle époque de Juan, celle où il s'éprend de la capitale et de son atmosphère de liberté, celle où il sympathise avec une cantatrice qui avait naguère, en Indochine, eu le tort aux yeux de la colonie européenne d'épouser un prince de la famille royale annamite.

Les internationaux inspirent toujours. En 1964, année où la première grande grève des mineurs d'Asturies depuis la victoire de Franco est brisée par des livraisons de charbon soviétique, paraît *Les Amants d'Altéa*<sup>683</sup>, roman basé sur un fait présenté comme authentique. Un jeune ingénieur français des téléphones, qui vient de passer près de deux ans en Espagne dans les services de renseignement des Brigades, reçoit mission de rejoindre Dantzig pour superviser l'acheminement d'une cargaison destinée au port méditerranéen d'Altea, au nord d'Alicante, de précédents chargements ayant mystérieusement disparu. En fait d'arsenal, il découvre une batterie antiaérienne vétuste avec deux mille vieux obus par pièce. À bord du cargo, commandé par l'ancien chef de l'armée révolutionnaire de Saxe, il connaît l'amour avec une jeune juive fuyant l'Allemagne où ses parents ont été assassinés. À l'arrivée, le navire est coulé par l'aviation allemande, la jeune juive victime de l'explosion, le capitaine tué en combattant et le jeune ingénieur exécuté au terme d'un procès truqué : le tout orchestré par l'U.R.S.S. désireuse d'effacer toute trace de sa tentative de s'emparer de la cargaison au départ de Dantzig.

L'auteur, Paul Tillard, qui ne recule pas devant les conventions, est né en 1914 à Soyaux, d'un père commandant en retraite originaire de Jarnac. Du Prytanée militaire de La Flèche, Paul est sorti antimilitariste et communiste. Arrêté, torturé, il a été déporté à Mauthausen le 1<sup>er</sup> avril 1943<sup>684</sup>, puis transféré à Ebensee. Trois mois après la Victoire, il est l'un des premiers miraculés à publier un témoignage circonstancié<sup>685</sup>. Il entre alors au quotidien *Ce Soir* pour lequel il écrit des nouvelles souvent inspirées par la Résistance et y fait venir comme dessinateur son frère aîné Marcel<sup>686</sup>. En 1950, il publie un brûlot contre la guerre d'Indochine, *Le Secret de M. Paul ou les chéquards*<sup>687</sup>. L'intervention des chars soviétiques à Budapest le fait sortir de ses gonds et il signe la *Lettre des 10* publiée dans *Le Monde* et *France-Observateur* du 22 novembre 1956<sup>688</sup>. À partir de 1961, il publie une série de romans chez Julliard, à commencer par *Le Montreur de marionnettes* sur la Chine

---

<sup>683</sup> *Les Amants d'Altéa*, Julliard, 1964, 252 p.

<sup>684</sup> Paul Tillard fut déporté dans le même convoi N.N. que Jean Laffitte qui le mentionne plusieurs fois dans son très jdanovien *Ceux qui vivent* (Éditions Hier et aujourd'hui, Paris, 1947, 423 p.).

<sup>685</sup> *Mauthausen*. Préface de Jean-Richard Bloch. Éditions sociales. Paris, 1945, 78 p.

<sup>686</sup> Natif d'Orléans, celui-ci illustra notamment une bande dessinée sur Kroupskaïa, la femme de Lénine, dont Dominique Desanti avait écrit le texte. Il a reçu en 1995 un hommage du Salon de la B.D. d'Angoulême alors que rien n'a été fait en l'honneur de Paul, pas même par Soyaux qui n'a pourtant pas reculé devant les impasses des Mimosas et autres rues Marcel Cerdan et Pierre Benoit (ancien membre du comité d'honneur du groupe Collaboration).

<sup>687</sup> Livre en partie inspiré par les résultats de la commission d'enquête sur « l'affaire des généraux » présidée par Maurice Kriegel-Valrimont qui le préface. Tillard s'y livre à une dénonciation de la torture et une apologie de la désertion. Curieusement, dans sa somme sur *Les Communistes français et la guerre d'Indochine* (L'Harmattan, Paris, 1985, 422 p.), Alain Ruscio ne mentionne ni cet ouvrage, ni ceux équivalents de Jean-Pierre Chabrol et d'Hélène Parmelin, tous auteurs s'étant par la suite éloignés du P.C.F.

<sup>688</sup> Les intéressés y réclament la convocation d'un congrès extraordinaire : « Une pauvreté invraisemblable d'information, un voile de silence, des ambiguïtés plus ou moins voulues, ont déconcerté les esprits, les laissant ou bien désarmés, ou bien prêts à céder à toutes les tentations qu'entretenaient, de leur côté, nos adversaires. » Le texte est signé entre autres par Francis Jourdain, Henri Wallon, Picasso, Hélène Parmelin et Ernest Pignon. Tillard rejoint ensuite un groupe d'oppositionalistes comprenant l'ancien brigadist Jean Chaintron, Victor Leduc, Jean-Pierre Vernant, François Châtelet, Henri Lefebvre, etc.

maoïste. Il meurt en 1966 avant d'avoir vu la sortie de *La Grande Rafle du Vel' d'hiv'*, premier ouvrage sur ce sujet, écrit en collaboration avec Claude Lévy<sup>689</sup>.

À Angoulême, Albert Simonet voit avec peine la santé d'Enrique Llonín décliner dangereusement. Il meurt en 1969, à quarante-quatre ans, victime des émanations de peinture à l'intérieur de sa cabine non ventilée. Une mort affreuse, les os de ses mains pliaient. Peu après, Albert perd son épouse et l'enterre aux Trois-Chênes à côté de la tombe d'Enrique. Le choc est rude : il prend sa retraite après avoir vendu son terrain aux Glaces Miko :

— Encore des Espagnols !

— Oui, mais complètement francisés. Louis Ortiz, le fondateur de l'entreprise, avait immigré en France avant la Grande Guerre<sup>690</sup>.

Les affaires sont les affaires : Paul-Louis Weiller achète des domaines en Espagne avec le comte Pierre de Cabarrus.

L'heure sonne des réussites scolaires. L'épouse d'un anarchiste virulent exige que ses compatriotes lui donnent du *Doña Rufina* :

— Car maintenant, mon fils est ingénieur.

— Et comment faudrait-il appeler ma fille Dolores ? lui clôt le bec Josefa Sangüesa. Elle, ses deux fils sont l'un ingénieur, l'autre professeur.

C'est aussi le temps des grandes transhumances estivales vers l'Espagne, des jeunes qui ruent dans les brancards, et du vieux monde qui fait de la résistance. Octave Rabaté meurt en 1964 après avoir accepté une invitation du secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, Novotny, dans lequel il avait reconnu le kapo qui l'avait giflé à Mauthausen. En 1968, Novotny est balayé par Dubcek qui l'est à son tour par les chars soviétiques. Le général Líster approuve l'intervention des *pays frères*, le P.C.E. l'exclut.

Le général Charbonneau préside l'Académie des sciences d'outre-mer. Son fils publie *Les Mémoires de Porthos* et participe à la fondation d'Ordre nouveau avant d'en devenir membre du conseil national.

En 1970, pour son dernier voyage privé à l'étranger, de Gaulle choisit d'aller rencontrer Franco : la vieillesse serait-elle un naufrage ?

Pour nos réfugiés politiques, la réglementation s'assouplit. Certains ne reviennent en Espagne qu'à reculons, pour honorer quelque impérative obligation familiale, ou refusent carrément d'y remettre les pieds.

Il y a longtemps déjà que Valeriana Labayru avait projeté de restaurer sa *fonda* d'Isaba pour la rouvrir et la transmettre à sa fille Pilar Claver. Cette dernière, qui avait partagé son temps entre les ménages le matin et le Parti l'après-midi, était devenue femme de chambre à l'hôtel de France où officiait déjà son camarade Maestre<sup>691</sup>. Après la mort des siens en 1961, elle se résout à rentrer au pays après un crochet de trois mois à Paris. Mais elle ne tient guère à rouvrir la *fonda*. Le crochet à Paris dure encore mais elle retourne chaque été en Navarre.

Cadet d'une famille de sept enfants dont tous les membres étaient de droite, José Alfarràs revient toujours sur la mort de ses parents après la chute de sa ville : son père, accusé d'avoir dissimulé le revolver de son fils... et qui en serait mort d'angoisse ; sa mère, minée par les ragots sur l'élimination de José et de deux autres commandos républicains infiltrés dans les parages — dont un dénommé Antonio Moreno, communiste des plus fanatiques...

José retourne pour la première fois en Catalogne en 1968. L'ambiance policière lui pèse :

---

<sup>689</sup> Laffont, Paris, 1967. Rééd. J'ai lu.

<sup>690</sup> La transaction, puis la responsabilité du dépôt furent confiées à Vincent Campos López, quatrième fils du Vincent Campos qui s'était empressé de recueillir des réfugiés en 1936 et 1939. Réfractaire au S.T.O., maquisard dans le groupe F.T.P. Ricco qu'il avait suivi jusqu'en Allemagne, Vincent était entré après sa démobilisation à La Pantoufle d'Angoulême. Il fut recruté chez Miko par l'intermédiaire du frère de son épouse (une Angoumoisine du Petit-Montbron), directeur du dépôt Miko de Vannes.

<sup>691</sup> Maestre avait fini par obtenir la venue de son épouse madrilène, apparentée à des médecins et à un évêque. Peu après, leur petite Julia, onze ans, fut foudroyée par le tétanos. Ils eurent un fils, Miguel Ángel : à vingt-deux ans, une rupture d'anévrisme le terrassa sur un terrain de foot.

— Dès qu'on parlait du passé ou de politique, appuie son épouse, c'était plus bas qu'on récite les prières à la messe.

Quand José propose à son frère de payer l'arriéré d'impôt sur le terrain qui lui revient au centre de son village natal, il a la confirmation de ce qu'il pressentait : son frère se l'est approprié et n'a nulle intention de le lui restituer.

— Je l'aurai étranglé sur place. Alors j'ai dit à ma femme, en français : *On se tire.*

À la sortie du bourg, il rencontre un ami rentrant d'un pèlerinage :

— C'est toi José ! Mais qu'as-tu ? Ça ne va pas ? Et ce terrain qu'en aurais-tu fait ? Construire ? Eh bien, si tu veux construire un jour, le terrain, je te l'offre.

Ce qu'un frère lui arrache, un ami le lui offre : José ne peut retenir ses larmes mais il n'a pas construit en Espagne. Il y revient de temps en temps lors du banquet annuel de l'Association des aviateurs de la République espagnole (A.A.R.E.), dont l'expert-mécanicien Salvador Pomés est trésorier-administrateur depuis sa fondation en 1959. La façon dont le pays refoule son passé l'indigne. Au bout de deux-trois jours, il dit à sa femme :

— J'en ai marre, on se tire.

C'est aussi vers 1968 que Trini Rodellar, dont le mari, Jean Blanchon, est devenu maire de Coulonges, est revenue pour la première fois à Peñalba. Elle y retrouve une cousine maternelle, Manuela Orús, renvoyée d'Angoulême en Espagne par le convoi du 20 août 40. Les souvenirs sont violents, émotionnels :

— Liberto, le fils de Manuela, fut admis à voir son père en prison, celle de Huesca je crois, et obligé d'assister au tabassage en règle qu'on lui infligea. Le lendemain, il dut assister à son exécution. Quant à Manuela, avec d'autres femmes, elle fut promenée nue et fouettée dans les rues de Peñalba.

Trini est encore revenue là-bas deux ou trois fois mais ses proches sont maintenant décédés, la ville s'est beaucoup transformée et si elle retourne en Espagne, ce sera dans un autre coin.

À la rentrée 75, la médecine prolonge l'agonie de Franco. Bientôt, il cède la place à un roi, jeune, moderne et démocrate, Juan Carlos. De France, on contemple cette transition avec des sentiments mêlés : « Il n'a manqué à ce peuple que deux choses, disait Victor Hugo <sup>692</sup>, savoir se passer du pape, et savoir se passer du roi ». Désormais, on peut aller librement en Espagne.

Manolo, le *pochaca* qui avait refait sa vie en Pologne, en déconcerte plus d'un. Il était revenu maintes fois à Angoulême où il avait chaque fois été reçu par quelques amis ne craignant pas la surveillance policière dont il était réputé faire l'objet. Jamais il n'avait manqué de leur faire l'éloge du socialisme réel. Et voici qu'il vote avec ses pieds et revient s'établir dans les Asturies avec un ou deux de ses fils. Plusieurs, qui entretiennent des illusions sur les pays de l'Est, se sentent franchement floués.

Une émission de Montserrat Roig sur la déportation des Espagnols à Mauthausen est annulée par la télévision catalane. Fureur de Juan de Diego qui devait en être l'invité : le rexiste et ancien S.S. belge Degrelle, lui, n'est-il pas toujours *persona grata* en Espagne ?

Mais décidément les temps changent. Au printemps 1977, il est question du retour de la Pasionaria dont le fils est tombé dans les rangs de l'Armée rouge — ils sont 149 Espagnols dans ce cas entre 1941 et 1945 —, tué en 1942 sur le front de Stalingrad et fait héros de l'Union soviétique. Au total, 3.000 Espagnols encore réfugiés en U.R.S.S. sont susceptibles de rentrer.

— Si je reviens en Espagne, disait José Belgrano à sa femme Andrés, on me prendra pour un idiot.

Lui qui avait quitté en 1964 un emploi de chef d'atelier à la S.E.A.T. de Barcelone pour prendre à Angoulême la succession d'un cousin, petit entrepreneur du bâtiment, avait commencé par manger de la vache enragée. Puis il avait abandonné la maçonnerie pour entrer dans une carrosserie industrielle où travaillait depuis longtemps un compatriote, fervent communiste. Le réfugié et l'exilé firent ensemble un voyage en Espagne. M<sup>me</sup> Belgrano, qui est « apolitique », est intarissable sur l'ébahissement du vieux militant devant les réalisations du régime franquiste. Elle ignore que son cousin entrepreneur avait accueilli en 1939 un jeune Espagnol réfugié à Ruelle. Elle estime que les républicains auraient pu rentrer en toute sérénité mais on leur a raconté des histoires :

— Vous savez, Monsieur, tout ça, c'est de la politique. Sous Franco, on était très bien.

---

<sup>692</sup> Victor Hugo, *À l'Espagne*, Hauteville-House, 22 octobre 1868.

XXXV  
LE FOYER

Dans son immeuble, une voisine de palier, octogénaire barricadée derrière ses verrous, déclare ne pas le connaître. Luis Farigle, l'ancien déchausseur de toitures, est un très vieux monsieur de quatre vingt-quatorze ans qui n'a pas de prodigieux exploits à raconter. Il n'a plus la force d'ouvrir le tiroir du bas où sont rangés son diplôme de graveur sur bijoux, les dessins afférents et les photos de la *Casal català* :

— J'ai dû abandonner très jeune la gravure pour raison de santé. Quand je claquerais, pronostique-t-il, ils vont foutre tout ça en l'air.

Il s'est marié sur le tard avec une dame qui a été emportée prématurément par la maladie d'Alzheimer. Ses yeux s'illuminent à l'évocation de plaisirs simples : un voyage en car à Saint-Georges-de-Didonne avec la *Casal català*, un séjour bon marché sur la Côte d'Azur grâce à une caisse de retraite complémentaire. Il montre le quartier général du foyer catalan au premier étage du café du Commerce <sup>693</sup>. Voici une quarantaine de personnes, y compris des Castellans, devant l'hôtel de ville à l'issue d'une conférence de Lluís Capdevilla, membre de l'Union des intellectuels espagnols, émanation du P.C.E. <sup>694</sup> mais la *Casal català* elle-même ne possède guère qu'une trentaine d'adhérents.



Voyage de la Casal catala d'Angoulême à Saint-Georges-de-Didonne en car CITRAM

<sup>693</sup> Le café du Commerce, place Saint-Martial.

<sup>694</sup> Lluís Capdevilla (1892-1980) : écrivain, dramaturge, traducteur et journaliste catalan. Enseigne la philologie et la littérature espagnoles à l'université de Poitiers de 1949 à 1968. Collabora à partir de 1954 au supplément littéraire de *Solidaridad obrera*, mensuel parisien de la C.N.T.





Le café du Commerce, place Saint-Martial à Angoulême, décoré aux couleurs de la Casal catala



Conférence de Lluís Capdevilla

Son premier président a été l'ancien policier Juan Depe, arrivé nuitamment au camp de Ruelle. Ramón Cluet, fondateur du *grupo folklorico*, égaya les fêtes grâce à ses dons de pianiste jusqu'au mariage de ses deux enfants fixés à Angoulême, suivi, en 1955, de son retour à Barcelone, avec son épouse, pour enseigner dans une école privée<sup>695</sup>. Salvador Guasch, qui avait été un communiste convaincu, a succédé à Depe : il enseignait l'espagnol dans les établissements scolaires de la ville et dispensait des cours particuliers à maints enfants de réfugiés, y compris des leçons de catalan<sup>696</sup>.

Avec les cantonales de 1976 qui voient l'élection à Angoulême de l'un des leurs, le comptable socialiste José Davo<sup>697</sup>, puis la candidature de Jean Pronteau pour conduire une liste d'union de la gauche aux municipales de 1977, les réfugiés connaissent leur printemps en automne. Mais des difficultés se profilent : le médecin communiste Louis Ferrand fait capoter l'opération Pronteau, déclaré indésirable pour avoir signé en 1970 l'appel de Charles Tillon contre Georges Marchais et rallié le nouveau Parti socialiste<sup>698</sup>. L'instituteur Jean-Michel Boucheron (sans lien de parenté avec l'ancien maire franc-maçon Raoul Boucheron) prend alors la tête d'une liste socialiste et, à la surprise générale, bat maître Chiron, mettant fin à un règne presque sans partage de la droite depuis cinquante ans. Le jeune David Cameo, fils de réfugiés, devient adjoint à la Culture. José Davo prend la présidence de la SEMAVA (Société d'économie mixte d'aménagement de la ville d'Angoulême), alors en pleine réalisation du quartier de Ma Campagne. On s'attaque à la rénovation du *ghetto* dans la vieille ville et du quartier de Basseau où l'on rase les derniers vestiges du camp des Indochinois. Aux législatives de 1978, Boucheron l'emporte sur le pittoresque Réthoré.

Les Espagnols semblent ragaillardis. En 1979, à la suite de la diffusion de la série américaine *Holocauste*, un juif lorrain réfugié dans le Sud du département au début de la guerre, apporte anonymement son témoignage à *La Charente libre* qui le publie sur toute sa dernière page le 13 février<sup>699</sup>. Six jours plus tard paraît à la même place et sous la signature du même journaliste, Daniel Chalard, un article intitulé *Les Réfugiés espagnols en Charente* suscité par un quatuor composé de deux anciens du contingent S.E.R.E. de Cognac (Eliseo Fernández<sup>700</sup> et Jean Oller), de Salvador Guasch et d'un ancien volontaire des bataillons de marche déporté à Mauthausen, Sébastien Lara. On peut déplorer que cet article soit inspiré par une irritation devant la forte médiatisation du judéocide, sentiment qui se traduit assez fréquemment chez les réfugiés par des considérations du genre : « À regarder la télévision, on croirait que la guerre s'est résumée à un conflit entre les Allemands et les juifs<sup>701</sup>. » On peut aussi lui reprocher de nombreuses omissions, quelques confusions et des

---

<sup>695</sup> Ramón Cluet mourut peu après, en 1957. Son épouse, qui revenait chaque année à Angoulême, disparut beaucoup plus tard, à l'âge de 90 ans.

<sup>696</sup> On ignore à quelle date Guasch arriva à Angoulême. Sous l'Occupation, Pilar Claver le visitait de temps à autre au Secours national pour récupérer des victuailles destinées à ses colis.

<sup>697</sup> Il a épousé une Madrilène qui l'a transformé en catholique pratiquant.

<sup>698</sup> Ancien député communiste de la Charente de 1945 à 1958, longtemps directeur de la revue *Économie et politique*, intellectuel de valeur, nettement hostile à la guerre d'Algérie, Pronteau avait été évincé du Comité central en 1961, exclu du Parti en 1970 et intégré au P.S. en 1973. Alphonse Boudard, qui le silhouette approximativement sous le nom de colonel Cévennes, écrit qu'il s'est fait virer « comme beaucoup d'anciens combattants de la Résistance devenus indésirables une fois la guerre finie » - *Les Combattants du petit bonheur*. La Table ronde, 1977, p. 251).

<sup>699</sup> Sur les huit membres de sa famille raflés le 21 mai 1942, seuls lui et son père avaient survécu à Auschwitz après transfert à la "Bouna" (*sic*) [Buna-Monowitz], Dora et Bergen-Belsen. Le journal ajoutait dans un encadré que sur les 120.000 juifs déportés de France, 117.000 étaient morts ou disparus, alors que les chiffres réels sont de 75.721 et environ 73.200.

<sup>700</sup> Eliseo Fernández García, né en 1910, transféré de Laubaret aux Alliers en janvier 1940 et engagé comme manœuvre à la fonderie Cordebart & Michaud.

<sup>701</sup> Toutefois, alors qu'on vient juste de se préoccuper d'indemniser les orphelins juifs et que les déportés juifs d'Europe de l'Est se battent encore pour obtenir des compensations, il faut admettre que les déportés espagnols reçoivent des pensions confortables, dépassant les 20.000 F mensuels dès qu'ils peuvent faire valoir quelque maladie reconnue liée à leur déportation.

chiffres à peu près tous faux <sup>702</sup>, mais c'est, semble-t-il, la seule fois qu'un média de masse ait exposé dans ses grandes lignes l'aventure des Espagnols de Charente et elle est significative de la plus grande confiance en eux à laquelle les réfugiés étaient parvenus dans ces années-là.

Fin septembre, la *Casal* organise une *Quinzaine catalane* <sup>703</sup>. Des troupes folkloriques se produisent en ville et l'on inaugure près de l'église du Sacré-Cœur, en hommage au violoncelliste *Pau Casals*, un bas-relief qui ne tarde pas à être cassé ou volé.



<sup>702</sup> L'article, qui s'appuie sur une consultation hâtive des archives départementales, minore le nombre de réfugiés arrivés en janvier-février 1939 (3.742), fait l'impasse sur le contingent S.E.R.E. et la C.T.E. de Cognac, omet les dispersions et la reconcentration, ignore la mise au travail avant l'arrivée des Allemands, fait silence sur les raisons qui ont permis à trois des quatre témoins d'échapper à la déportation (Fernández, Guasch et Oller), indique un nombre approchant de partants (900) mais pas celui des retenus à Mauthausen, parle de 27 qui revinrent alors qu'il y eut 76 survivants, assimile plus ou moins le sort de deux garçons déportés avec celui de M<sup>me</sup> Olmedo qui fut débarquée du train à Angoulême sur le chemin du retour, majore le nombre total d'Espagnols victimes de Mauthausen (1.300 survivants sur 11.000 déportés), donne une vision irénique de l'attitude de la population angoumoisine qui, dans son immense majorité manifesta en toute occasion sa sympathie (malgré une certaine presse qui aurait attendu l'arrivée des Allemands pour se déchaîner), dresse un portrait non moins complaisant de la résistance des Espagnols (ils travaillaient pour l'Occupant mais beaucoup, la plupart devrait-on dire, ne tardèrent pas à se retrouver dans les maquis), recopie des erreurs (sur le nom de la députée Julia Alvarez et la dénomination du camp de Ruelle), nous ressort l'insupportable *Mathausen*, etc.

Alors que, dans nos cimetières, les déportés, et même les simples prisonniers de guerre, affichent résolument leur qualité, que nombre de S.T.O. se qualifient de « déportés du travail », les tombes des trois rescapés du convoi du 24 août inhumés sur l'agglomération d'Angoulême (Antonio Benedicto à Soyaux, Fermin et José Arce à Puymoyen) ne portent pas la moindre inscription commémorative. La seule autre tombe de déporté espagnol en Charente est à notre connaissance celle d'Emiliano Belmonte Donate (1913-1975) au cimetière du Breuil à Cognac. Elle porte la mention « ancien déporté de Mauthausen » : nous l'avons trouvée renversée le 6 mai 2000 et remise sur pied tant bien que mal.

<sup>703</sup> L'ex-anarchiste José Rocabert joue un rôle important dans l'organisation de cette Semaine après avoir participé à la fondation de l'équipe de foot Iberia et du salon de la B.D. Entré au Parti socialiste au lendemain du congrès d'Épinay, il est devenu assistant parlementaire d'un député européen socialiste avant de revenir en Espagne en 1978 comme chargé de mission du groupe socialiste européen, puis inspecteur des pêches de la Communauté. Pour l'organisation de la Semaine, il obtient 300.000 pesetas de la nouvelle Généralité de Catalogne et autant de la ville de Barcelone.



Pau Casals, violoncelliste catalan. La Casal Catala, la ville d'Angoulême.

Aux cantonales de 1982, si José Davo est battu, Trini Rodellar exulte : sa fille, Jeanne Filloux, professeur d'anglais, socialiste, épouse d'un médecin, est élue conseillère d'Angoulême-Nord <sup>704</sup>. Les municipales de 1983 sourient à Joseph Orts, fils de réfugiés et catalaniste, qui emporte la mairie de Vœuil-et-Giget <sup>705</sup>. Elles n'empêchent pas la *Casal català* de retomber dans sa léthargie : les jeunes veulent un autre carburant que la nostalgie <sup>706</sup>. Guasch est terrassé par une congestion cérébrale et, comme bien d'autres réfugiés, va achever ses jours chez une nièce en Espagne. Remedios Pons lui rendit visite :

— Il se morfondait, regrettait la France et mourut peu après.

Il est remplacé par Juan Oller, teinturier — comme son père, mort à Mauthausen — puis imprimeur de ville <sup>707</sup>:

— Il est décédé en 1997, dans la solitude, confie Luis Farigle.

<sup>704</sup> Jeanne Filloux a été constamment réélue depuis. Elle est la seule femme du conseil général avec la R.P.R. Marie-France Michaud (canton de Hiersac jusqu'en 1998), puis la socialiste Jeanine Guinandie (Angoulême-Est) à côté de 33 hommes. Elle est aussi présidente du *Pays entre Touvre et Charente*, de l'*Assemblée des femmes de Charente* et de l'*Union départementale des élus socialistes et républicains*. En revanche, depuis 1983, elle a été trois fois battue pour la mairie de Champniers.

<sup>705</sup> Joseph Orts, directeur du personnel à la Télémeccanique, a été deux fois réélu depuis. Sa commune, dans la périphérie sud d'Angoulême, est modeste mais en croissance sensible (918 habitants en 1975, 1.344 en 1993). Sur les 405 maires charentais, on peut compter sur les doigts d'une main ceux d'origine étrangère.

<sup>706</sup> Un projet de Centre hispanique en vue duquel une commission avait été constituée en 1979 est tombé à l'eau.

<sup>707</sup> Juan Oller Benedicto, né en 1915, passé par Argelès-sur-Mer, inclus avec son père dans le contingent S.E.R.E. de Cognac, établi dans la quartier de Grelet à Angoulême.

En 1985, José Davo devient adjoint aux Finances du maire d'Angoulême, Jean-Michel Boucheron. À l'automne 1986, il démissionne faute d'avoir pu imposer les mesures de redressement indispensables. Trois ans après, c'est la déroute électorale du maire et le début de ses ennuis judiciaires. David Cameo, lui-même souvent en froid avec Boucheron, poursuit sa carrière à la délégation nationale aux Arts plastiques du ministère de la Culture.

Dorita Nouhaud, la petite réfugiée du château de Cressé devenue professeur d'espagnol à l'université et spécialiste de Miguel-Ángel Asturias, publie *Du Cruel au Chaste*<sup>708</sup>, hommage hâtif à son père José Piquero, tué au début de la guerre civile, et à son beau-père José Lumbreras, dit Pepe *el Barbero*, disparu cinquante ans plus tard à Angoulême. L'action se déroule dans les Asturies à trois époques différentes entre lesquelles s'établissent un jeu de correspondances plus ou moins convaincantes : sous le règne d'Alphonse-le-Chaste (791-802), qui entreprend sous l'influence du moine Beatus la lutte contre les hérésies et la reconquête contre les Arabes ; dans les années 1930, quand José Piquero se marie civilement quelques jours après la proclamation de la République et périt en 1937 sur le mont Naranco ; et en septembre 1968, lorsqu'un archéologue-historien d'art se rend dans les Asturies avec sa femme (qui dévore des romans-fleuve et emporte toujours du Asturias) pour y percer le mystère des églises locales. Un roman dans lequel l'Antiquité écrase l'époque contemporaine, ce dont on s'étonne moins quand on découvre que l'auteur ignorait jusqu'au fait que son beau-père était passé par le camp de Gurs et la 165<sup>e</sup> C.T.E. de Cognac.

---

<sup>708</sup> L'Harmattan, 156 p.

XXXVI  
FORTIAN

Fortian a longtemps habité avec sa famille le quartier de Saint-Martin à Angoulême, dans une baraque en planches à laquelle on accédait par trois marches. Elle avait servi après-guerre de restaurant au centre-ville avant d'être remontée sur le trajet d'une ancienne voie ferrée. À côté, deux autres baraques abritaient l'une des pieds-noirs, l'autre *Zavatta*, que l'on appelait ainsi parce qu'il avait longtemps servi de faire-valoir au célèbre comique dont il avait reçu un nombre incalculable de coups de pied au cul. Fortian cultivait un jardin dont les parcelles étaient délimitées par des traverses de chemin de fer. En 1974, on décida de construire une radiale à la place de l'ancienne voie ferrée et l'on donna deux mois aux occupants des baraques pour déguerpir. Une maisonnette était libre dans le voisinage et l'entreprise Léonard, qui employait Fortian depuis de nombreuses années, donna sur lui les meilleurs renseignements au propriétaire. Il dut encore travailler jusqu'à un âge relativement avancé pour obtenir sa retraite car il avait presque vingt-cinq ans lorsqu'il était arrivé d'Espagne en 1939 et les années de l'Occupation comptaient pour du beurre.

Il refit un jardin, draina, irrigua, délimita des reliefs avec des pierres de taille qu'il charria une à une avec sa brouette depuis un chantier de démolition voisin. Un gros rocher encombrait le terrain. Le propriétaire s'offrit à commander un engin pour l'enlever mais Fortian demanda l'autorisation de procéder à sa manière. Il arrivait le matin avec son éternel béret, un ciseau et un burin et tournait autour huit heures durant. Au bout d'une semaine, il ne resta plus rien. Les années lui avaient appris la résignation et l'obstination. Il ne savait ni lire, ni écrire mais, à sa manière, il était devenu un sage. Dans son genre, on peut même dire qu'il était un artiste. Quand on le tarabustait, il faisait semblant de dormir. Quand on venait le chercher, il ouvrait un œil complice. Il n'était jaloux de personne, venait toujours dire bonjour à ses voisins de jardin mais parlait peu et surtout pas de son passé espagnol. Lorsqu'il voyait un maladroit fendre du bois ou creuser une rigole, il ne se moquait pas. Il prenait l'outil pour montrer la façon de procéder. Comme les outils étaient pour lui une seconde nature, il avait vite fait d'accomplir la moitié du travail.

Un voisin obtus d'origine vendéenne, ancien cheminot de la voie, se permit un jour, à la faveur des triomphes lepénistes, de le traiter de *sale Espagnol*. Cela faisait une éternité que Fortian n'avait entendu pareille insulte, si même il l'avait jamais entendue, et il en fut terriblement vexé.

Ne sortant jamais, il fut enchanté sur ses vieux jours à l'idée que ses frères le ramènent en vacances dans sa ville natale. Il en revint dépité. Il se prit de pitié pour un long mur en pierres sèches et le rénova avec amour. Un jour de décembre, il s'attaqua au débroussaillage d'un talus. Il ressentit une soudaine douleur à la poitrine, ne s'arrêta pas pour si peu. Il donna encore quelques coups de faux et tomba raide mort.

XXXVI  
LE PIRE DES RACISMES ?

Depuis septembre 1973, un camp a été rouvert pour les Tziganes aux Molines, près de l'ancien camp des Indochinois, sur un terrain acquis par l'Association d'entraide aux gitans<sup>709</sup>. Les premiers arrivants participent au déboisement. Une scolarisation sauvage débute dans une vraie roulotte. On arrive bientôt à une centaine de caravanes et à trois classes mais quelques familles délinquantes provoquent de fortes tensions dans le quartier. Le maire, Jean-Michel Boucheron, décrète le 28 septembre 1984 que le terrain devra être libéré dans les trois jours en vue de procéder à des travaux de réaménagement. « Et quand on est sorti, raconte Lucien Violet, ils ont mis une chaîne et terminé. Restauré, avec un règlement beaucoup plus strict, avec des emplacements pour trente caravanes seulement, ça aurait marché. » Comme d'autres quarante-quatre ans plus tôt, le maire a recouru à la ruse et à la tromperie. La presse appelle ça la méthode du coup de pied dans la fourmière. Il s'agit de mettre les autres municipalités devant leurs responsabilités et comme toutes se dérobent, les nomades en sont réduits à l'errance, en dépit de l'ouverture dans les parages d'un terrain de passage disposant de vingt-cinq emplacements. Ce terrain situé près du vélodrome, dit familièrement camp des Alliers, ne doit pas être confondu avec l'ancien, situé de l'autre côté de l'ancienne nationale 10.

Au moment de la guerre du Golfe en 1991, les *gens du voyage* veulent tous le quitter, de peur qu'on les enferme comme en 1940.

Mais ils restent et les actes de délinquance se multiplient aux alentours : des coups de feu au petit bonheur sur des locaux et des voitures en septembre 1994 (suite à quoi le nombre d'emplacements sur le terrain est réduit de vingt-cinq à seize) ; Céline, seize printemps, amputée d'une jambe à la suite d'un accident provoqué en état d'ivresse par *Attila*, trente ans, ferrailleur analphabète, père de sept enfants et titulaire de dix-neuf condamnations ; des déprédations contre la S.N.C.F. (vingt-cinq plaintes de la mi-1995 à la mi-1997) ; un entraîneur agressé sur le vélodrome voisin en juin 1998, le directeur du centre social des gens du voyage cogné en août suivant (on expulse du terrain une famille *indésirable*), d'innombrables vols. Les grillages, les portes blindées, les murs de clôture, rien ne résiste. Certes, la presse précise bien à chaque fois qu'il s'agit d'une minorité tout en *constatant* que le terrain est mal placé. C'est décidé : on va le fermer mais une convention signée en 1997 interdit toute mesure qui ne serait pas accompagnée d'une alternative satisfaisante. Pour trouver ces solutions, un syndicat intercommunal créé en 1984 a été transformé en 1989 en syndicat départemental. Quand on cherche un élu pour le présider, la presse indique qu'on ne se *bouscule pas au portillon*, et quand on l'a trouvé, annonce qu'untel a *écopé* du dossier. Dès qu'il est question de créer un terrain, elle se fait l'écho de la fronde des riverains, des pétitions, des pancartes orange fluo, de la menace de sortir les fusils.

À Cognac, les gitans ont fait construire de monumentales sépultures protégées par d'imposantes vérandas en verre ou verre fumé. À Châteaubernard, reposent plusieurs familles de gens du cirque<sup>710</sup> dont les tombeaux sont non moins considérables mais de bien meilleur goût :

— Dans certaines régions, c'est comme si qu'on était des indésirables, me confie un homme d'une quarantaine d'années qui se recueille devant la dernière demeure de plusieurs parents.

De fait, on ferme un grand camp à Châteaubernard pour en ouvrir un d'une quinzaine d'emplacements de court séjour à Cognac : après abandon d'un premier projet devant les

---

<sup>709</sup> Et non « sur le site même de ce qui avait été le camp d'internement » comme l'affirmer le père Bernard Provot, en février 1995, dans le numéro spécial sur la déportation d'*Études tziganes*, revue qu'il dirige. Erreur d'autant plus significative que Provot fut l'un des initiateurs du projet avec, entre autres, Monique Boncenne, l'instituteur et musicien Gilles Michaud et Francis Groux (fondateur du festival de la B.D.). L'initiative est partie de la jeune M.J.C. de Ma Campagne.

<sup>710</sup> En particulier les Danglade et les Klising qui hivernent depuis de nombreuses années sur place. Sous le titre SALTIMBANQUES INDÉSIRABLES, *La Charente libre* du 23 décembre 1998 a relaté comment ces deux familles, qui s'étaient installées sur la Z.I. de Nersac pour fêter Noël ensemble, ont fait l'objet d'une descente en force de la police : « Quand je les ai vus arriver, avec les fusils à pompe, ça m'a rappelé les années noires », déclara André Danglade, ancien déporté.

protestations, on choisit un terrain communal qui sert de dépôt de matériaux. Une noria de camions doit tout déménager.

À Soyaux, on opte pour un emplacement éloigné dont le seul voisin habite la commune mitoyenne de L'Isle-d'Espagnac accusée d'avoir établi son propre emplacement trop près de Soyaux... Ici ou là, on reporte *sine die*. La politique officielle est d'encourager la sédentarisation mais en 1997, la municipalité très catholique d'Angoulême a grillé la politesse au syndicat pour empêcher qu'une famille ne s'installe dans le *périmètre* du pôle image où œuvrent les dessinateurs de petits Mickeys <sup>711</sup>.

Pourtant sur 620 familles charentaises qu'on s'obstine à dire du voyage, plus de 400 sont sédentarisées, une bonne partie depuis plusieurs générations. Elles ont même leurs célébrités comme le guitariste de jazz Christian Escoudé, natif d'Angoulême, où une partie de sa famille demeure toujours et où il dispense des cours. Ou le secrétaire de l'union départementale d'un grand syndicat de salariés. De ceux-là, on ne parle pour ainsi dire jamais <sup>712</sup>. Beaucoup, il est vrai, préfèrent enfouir leur passé pour mieux s'insérer dans la société. Cette population, dit-on, s'est grandement appauvrie au point que 71 % vivent du R.M.I. Mais on ne lit pour ainsi dire jamais une analyse des causes de cet appauvrissement et la moindre interrogation sur la politique d'assistantat des institutions, en particulier des Églises. Ce que les Espagnols ont accompli en quelques années, franchir le mur invisible qui les isolait de la société, les Tsiganes n'y sont pas parvenus en plusieurs siècles : « C'est le pire des racismes <sup>713</sup>. »

---

<sup>711</sup> « Il n'aurait pas été judicieux d'implanter des familles de gens du voyage à Basseau et à Saint-Cybard. L'immeuble est situé dans le périmètre du pôle image » (Patrick Trégouët, directeur du cabinet du maire. *La Charente libre*, 11 juillet 1997). *A contrario*, le maire socialiste de Saint-Yrieix, Dolimont, a décidé à quelques mois des municipales de 2001, et alors que la politique de sédentarisation mise sur la saupoudrage, de créer un groupe de huit pavillons pour reloger un clan vivant dans des caravanes. Ce clan, qui a eu jusqu'à trente-sept enfants scolarisés sur place, doit décamper pour faire place à un rond-point. La commune envisage, par ailleurs, d'aménager un terrain d'accueil.

<sup>712</sup> Sur plusieurs dizaines d'articles recensés dans la presse locale, seuls deux accordaient la parole à des gitans : un homme siégeant dans une structure officielle et une femme entrant dans les ordres...

<sup>713</sup> *Dixit* Jean-Claude Caraire, leader depuis 1995 avec José Davo de l'opposition gauche alternative à la mairie d'Angoulême.



## XXXVIII *J'AI BRÛLÉ MA VIE*

1991 : L'Association des parents et des familles des émigrés espagnols en France (A.P.F.E.E.F.) fête ses dix ans. Son but initial, apprendre l'espagnol aux enfants des émigrés et s'occuper de la paperasse, s'élargit aux voyages sociaux (quinze jours d'octobre à mai pour moins de 1.300 francs) et aux manifestations culturelles <sup>714</sup>. N'empêche que la colonie reste à la fois peu organisée et très éclatée entre les exilés (politiques) et les émigrés (économiques) : sur les 751 Espagnols recensés en Charente <sup>715</sup>, moins de cinquante adhèrent à l'association, dont trois ou quatre républicains seulement.

1992 : les Deux-Sèvres envoient au conseil régional un militant du Front national, Jean-Romée Charbonneau, digne fils de Porthos mort dix ans plus tôt. Il entre en conséquence au conseil d'administration de plusieurs Lycées au nom de la répartition des postes à la proportionnelle qui permet à l'opposition de gauche d'y siéger aussi <sup>716</sup>. Cette année-là, le conseil organise des charters pour les lycéens vers l'exposition universelle de Séville :

— Passé l'Èbre, raconte le président du groupe communiste Paul Fromonteil, Charbonneau, qui avait fréquenté le Lycée de Madrid, a entonné l'hymne de la Phalange. À quoi, j'ai répliqué que je pouvais chanter l'hymne républicain.

Juan de Diego met le cap sur Moscou en compagnie de Jean-René Chauvin <sup>717</sup> et de Germaine Tillion pour une rencontre avec des survivants du goulag auxquels il offre quelques centaines de dollars pour aider à l'édification d'une maison de soins. Puis il retrouve le deux-pièces-cuisine qu'il a acheté en province pour ses vieux jours et transformé en véritable bonbonnière, *en petit musée particulier* comme il aime à répéter, dont le calme n'est troublé que matin et soir par le martèlement infernal des talons de la voisine du dessus. Les meubles d'époque, les bibelots, les tableaux, les sculptures et les livres <sup>718</sup> témoignent de sa sûreté de goût et de sa curiosité intellectuelle.

1993 : à l'issue du sixième salon de la littérature européenne à Cognac, Amélie Nothomb reçoit le Prix Chardonne doté de 50.000 F par le conseil général <sup>719</sup>. Entre les petits fours et le champagne, également fournis par l'assemblée départementale, son président, le R.P.R. Pierre-Rémy Houssin, dont l'épouse, une pharmacienne d'origine espagnole, parraine la manifestation, affiche son admiration pour Jacques Chardonne : « Ce qui nous intéresse avant tout, c'est l'esprit chardonnien. C'est le plus grand littérateur de Charente et j'en possède les 25 tomes. » La récipiendaire est heureuse : « Jacques Chardonne est un des plus grands écrivains du XX<sup>e</sup> siècle. J'ai presque honte de me voir attribuer un prix à son nom. L'homme, je me garde bien de le juger. Il n'a pas eu des actes scandaleux : il s'est trompé mais n'a pas fait de mal. Pour un jeune écrivain, un prix aussi prestigieux

---

<sup>714</sup> Du 13 au 18 mars 2000, une exposition de gravures de Goya sur la tauromachie.

<sup>715</sup> Ce qui faisait des Espagnols le deuxième groupe d'étrangers loin derrière les Portugais (3.374) mais devant les Marocains (1.151), les Algériens (524) et les Tunisiens (298) (recensement de 1990).

<sup>716</sup> Devant la levée de boucliers, Jean-Pierre Raffarin (U.D.F.) s'est abstenu en 1998 de renouveler ce cadeau au Front national.

<sup>717</sup> Ancien de Mauthausen et co-fondateur en 1947 avec Sartre et Rousset de l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire.

<sup>718</sup> Si la bibliothèque est peu fournie en fiction, elle est riche en documents, avec en particulier une collection de *L'Assiette au beurre* comprenant des pages signées Van Dongen (celui d'avant les portraits mondains), un n° sur les conquêtes coloniales et un autre contre la guerre auquel avaient participé des artistes de toute l'Europe, quelques années avant la grande boucherie de 1914. Y figurent aussi les bons auteurs sur la *guerra civil* et la version espagnole d'une brochure de Marceau Pivert et Victor Serge recensant les calomnies stalinienne contre le P.O.U.M.

<sup>719</sup> La seule bibliothèque publique de Soyaux, ville de plus de 10.000 habitants, gérée par des bénévoles certifiées, ne reçoit en tout et pour tout, en dehors du local mis à sa disposition, qu'une subvention annuelle de 2.000 à 2.500 F.

que celui-ci donne forcément un coup de pouce. La qualité du jury, présidé par François Nourissier <sup>720</sup>, est un sacré critère. » L'organisatrice, Anne Vidal-Gatineau, tient à préciser qu'elle n'a « jamais eu d'orientation politique » mais elle interdit à Maurice Marteau, de la librairie coopérative le « Texte Libre », de distribuer ce qu'elle appelle des tracts, en fait un florilège des écrits de Chardonne : « On n'accepte pas la dictature par sagesse, mais par une foi... Cette victoire sur soi-même opposée à l'esprit juif, est incarnée par Hitler. » « Je trouve Pétain sublime. » (1940). « Tout Charentais est comme moi acquis à de Gaulle » (fin 1944) <sup>721</sup>. L'année d'après, Maurice Marteau décerne le prix « Chardon » à Luis Bonet pour *L'Auberge espagnole* : « quarante petites histoires pour un page d'histoire », celle du camp d'Argelès. Expédié de là-bas vers une C.T.E. de Louin, dans le Thouarsais, puis à Corme-Écluse, près de Royan, Bonet a finalement échoué au camp de Montendre, bourg du Sud-Saintonge. Après guerre, toutes les portes s'étant fermées devant lui à Cognac — il s'était juré de ne pas y remettre les pieds —, il a créé une imprimerie à Montendre. Le Salon de la littérature européenne décide de se placer désormais sous un patronage plus présentable, celui de Jean Monnet : « La finance remplace les petits marquis », commente Marteau. Le prix Chardonne se translate à Paris sous les auspices d'Havas-Voyages <sup>722</sup>.

Le maire d'Angoulême, Georges Chavanes, et son adjoint Philippe Mottet, tous deux C.D.S., sont contents : le ministre de l'Équipement du gouvernement Balladur, Simone Veil, inaugure une portion de rocade à Angoulême. Le nom d'Henri Thébault, qui aimait le foot, a été attribué à un tronçon longeant un stade. Ce tronçon a aussi l'avantage de n'être bordé par aucun riverain, ce qui limite les risques de protestation. Ancienne déportée à Auschwitz et Bergen-Belsen, Simone Veil connaît-elle les professions de foi pétainistes de Thébault ? Sans doute pas plus que, ministre de la Santé, elle ne connaissait le passé de son collègue au Budget, Maurice Papon (nommé à ce poste en 1978 par M. Giscard d'Estaing, qui donne maintenant des leçons au plus célèbre ami de René Bousquet).

8 octobre 1995 : on commémore pour la première fois devant la salle philharmonique d'Angoulême la déportation des 390 juifs de Charente en 1942 — il n'y eut que sept survivants — mais les Espagnols sont toujours aux oubliettes <sup>723</sup>.

1996, un agent de renseignement, Louis Boyé, publie les photos des prisonniers allemands massacrés route de Bordeaux à la Libération. Il parle de crime de guerre. Selon lui, l'ordre a été donné d'exécuter les prisonniers en représailles d'un crime imaginaire commis à l'autre bout de la ville <sup>724</sup>. À la même époque, Helmut Dressel, le miraculé sauvé en 1944, vient perturber les commémorations de la libération d'Angoulême. Il raconte son histoire : soigné à l'hôpital de Beaulieu, puis incarcéré à la prison Saint-Roch, il a été échangé contre un Français capturé par les Allemands sur une poche de l'Atlantique, de nouveau fait prisonnier en mai 1945. Il réclame l'apposition d'une plaque commémorative, trouve une oreille attentive qui lui offre le livre de Boyé. Un historien suspicieux joue les maniaques des boutons d'uniforme et de la météorologie nationale alors que les témoins encore vivants ne manquent pas : nous en avons retrouvé quatre, dont un réfugié espagnol figurant sur la photo de l'atroupement devant l'alignement de cadavres.. Il faut admettre que le Munichois dit vrai

---

<sup>720</sup> Signataire en mars 1981, au côté de la veuve du colonel Érulín, l'un des tortionnaires d'Henri Alleg, de *L'Appel des cent* en faveur de Giscard d'Estaing aux prochaines présidentielles.

<sup>721</sup> La *Charente libre*, 20 novembre 1993. Certes, comme l'a écrit Jean-François Josselin, il ne faut pas réduire Chardonne à ces dérapages. « Le second, l'authentique visage de Chardonne est là, dans cette sorte de vision prophétique de notre civilisation qui prend l'eau de toutes parts, dans sa hantise des régimes totalitaires venus de l'Est, dans son goût du paradoxe » (« Les Deux Visages de Chardonne », *Nouvel Observateur*, 3 février 1984).

<sup>722</sup> Jury : François Nourissier (président), Philippe Brugnon (secrétaire général), André Bay (beau-fils de Chardonne), Jacques Brenner, Jean-Paul Caracalla, Pierre Dauzier (président du groupe Havas), Michel Déon, Jean Duché, Mouky Elsen, Bernard Frank, Ginette Guitard-Auviste, Jacques Laurent, Michel Mohrt, Éric Neuhoff et Éric Roussel.

<sup>723</sup> Commémoration prolongée par la publication d'un livre de Raymond Troussard, *Les Chemins de l'enfer*, et le dévoilement de plaques commémoratives à Mareuil-sur-Belle et Salles-Lavalette.

<sup>724</sup> Cf. Louis Boyé, *Un Jour, le grand bateau viendra*, L'Harmattan, 1996, chap. XXXIII. Dans son compte rendu pour *Le Courrier français de la Charente* du 31 mai 1996, Jacques Baudet mentionne les femmes tondues et les exécutions inutiles de simples soldats allemands. Un autre massacre eut lieu près de Sers d'après *La Charente libre* du 28 août 1994.

mais, courageusement, on préfère couper les ponts avec lui <sup>725</sup>. Les photos ne sont pas prêtes de figurer au musée de la Résistance. Indésirables.

8 novembre 1996 : six cents vétérans des Brigades internationales sont attendus à Madrid pour le soixantième anniversaire de leur premier engagement : tous se voient offrir la nationalité espagnole en application d'une vieille promesse du président Negrín. La Suisse, qui a emprisonné les siens à leur retour, les a réhabilités politiquement mais pas encore juridiquement. En France, le gouvernement Juppé leur accorde enfin la carte du combattant, malgré l'opposition d'une bonne quarantaine de députés de droite qui déposent un recours au conseil constitutionnel.



Albert Simonet en 2000

---

<sup>725</sup> Il faut dire que le *brave soldat* Dressel n'a guère servi sa cause en accusant Boyé, contre toute vraisemblance, d'être le principal responsable du drame, et en envoyant à ses interlocuteurs les mieux disposés un opuscule intitulé *Tulle et Oradour, tragédie franco-allemande*, d'Otto Weidinger, ancien chef de corps du régiment *Der Führer* de la division *Das Reich*. L'auteur y monte en épingle les dérapages de la résistance corrézienne pour justifier, au moyen d'allégations grotesques, les monstruosité nazies dans ces deux villes. D'après lui, les « suspects » pendus après la reprise de Tulle n'étaient pas des otages mais des francs-tireurs, en majorité Espagnols rouges, Polonais et communistes français, qui terrorisaient la population. Oradour aurait été le siège d'un haut commandement du maquis : l'église y aurait été incendiée par les résistants eux-mêmes tandis que de valeureux SS auraient risqué leur vie pour sauver des femmes et des enfants pris au piège. Weidinger, qui justifie la non-reconnaissance par la Wehrmacht des maquisards comme combattants et les « contre-mesures, mêmes les plus effrayantes », prétend en outre que « les prisonniers allemands des maquisards ont trouvé une fin horrible. » Reprenant ces élucubrations, le guide Dupont, très répandu en Allemagne, suscita en 1996 la protestation du président du conseil régional du Limousin

Il reste qu'on ne saurait imputer à Boyé le négationnisme de Weidinger afin de mieux balayer le témoignage de Dressel.

Albert Simonet a gardé ses vieilles habitudes : lever à cinq heures et demi du matin, tiercé, sieste, coucher à minuit, mais il ne fume plus et se limite à trois whiskies avant le déjeuner :

— Je suis comme un meuble auquel il faut au moins trois pieds pour tenir debout.

Il regarde beaucoup la télévision, même la série américaine *Dynastie* :

— C'est vraiment con, s'exclame-t-il aujourd'hui. C'est toujours con mais là, putain, c'est encore plus con que d'habitude. Et pourtant, je le regarde. C'est la vieillesse, ça, vous savez.

Que pense-t-il du livre de Skoutelsky sur les Brigades qu'il avait espéré trouver chez Auchan ? Il n'en a lu que quelques pages. L'ancien antifasciste s'intéresse davantage aux querelles au sein du Front national.

— Il semblerait que Le Pen déteste plus les juifs que les arabes et les noirs alors que pour Maitret, c'est l'inverse.

Il étale un tas de coupures de journaux sur le déclenchement du putsch du 18-Juillet, la *Pasionaria*, la mort de Modesto, les retrouvailles d'*El Campesino* avec son épouse, des revendications répétées du Parti communiste en faveur de l'attribution du statut de combattant aux anciens brigadistes.

— Considérez-vous l'Espagne comme ce que vous avez accompli de mieux ?

— Le Maroc, l'Espagne, la Syrie et le Liban, tout est à égalité. Ce que j'ai fait de mieux ? C'est baiser des gonzesses !

En réalité, Albert tient beaucoup à sa carte au titre de la guerre d'Espagne, sans doute en souvenir d'un engagement pleinement volontaire et libre. Sous l'Occupation, il n'a agi que sous la pression des événements et en se disant : « Un ancien des Brigades ne va pas travailler en Allemagne. » Il a déposé un dossier le 5 mars qui a traîné près d'un mois à l'échelon local pour vérification de conformité. Fin septembre, une commission nationale le déclare incomplet. Téléphone, photocopies. En raison des quatre-vingt-quatre ans du demandeur, la bureaucrate veut bien essayer de le faire repasser fin novembre :

— Ils ne veulent pas me l'accorder, tranche Albert. Je serais sûrement mort quand elle arrivera, leur carte. Vous n'aurez qu'à la récupérer et la fourrer dans un bocal.

Il a réglé ses obsèques : « Ni fleurs, ni couronnes, ni publicité. Incinération et dispersion sur mon champ à Ribérac avec pour tout épitaphe :

« J'ai brûlé ma vie, seules restent mes cendres. »

Au lendemain de Noël, la carte arrive enfin, assortie d'un formulaire avec une croix devant la case... 39-45. Albert est dépité. Il pense d'abord qu'on a rouvert le vieux dossier rejeté il y a un demi-siècle au titre de son engagement dans les F.A.F.L. Il n'y a d'ailleurs pas de case *guerre d'Espagne*, seulement une case 18-39. La carte ouvre droit automatique à une pension mais il faut remplir un nouveau dossier<sup>726</sup>, tout ça pour environ 1.200 F par an, somme *incessible, insaisissable, non imposable et non réversible*.

— Et inoxydable, comme leur connerie ?

Inhabitée depuis treize ans, une jolie maison basque est envahie par la verdure à Soyaux. Une Renault 6 rouille dans la cour, transpercée de toutes parts par la végétation. Les deux nièces de la propriétaire, Paz Echaburu, les deux fils de son conjoint Paco Fernández, mort en 1984, vivent tous en Espagne. Ils ont été avertis mais s'en sont désintéressés<sup>727</sup>. C'est tout ce qu'il reste des orphelines qu'on appelait les Trois Sœurs dont María, la cadette avait été hébergée en 1939 par le papetier Henri Ferry, de Gréard dans l'Ain, qui accueillait depuis deux ans une autre famille basque, les Elguezua. À la rentrée 39, l'aînée, Paz, refusa le rapatriement en se disant membre du Parti nationaliste basque, puis trouva du travail avec sa sœur Odeta chez un restaurateur angoumoisien<sup>728</sup>. María les rejoignit au printemps 1940. Plus tard, elles vendirent des fleurs autour du marché couvert et dans les années 50, Paz reçut, pour services rendus, un terrain sur lequel fut construit le fameux pavillon où elles vécurent ensemble<sup>729</sup>.

---

<sup>726</sup> On n'invente rien. L'inefficacité du ministère des Anciens Combattants est ancienne et florissante puisqu'il a gardé le même effectif malgré une baisse drastique du nombre de ses administrés. Entre autres hauts faits, son responsable actuel, le socialiste Jean-Pierre Masseret, a protesté en 1998, de concert avec son collègue des Affaires étrangères Védrine, contre la réception des porteurs de valises au Centre culturel algérien de Paris. On voit que la gauche moderniste fait beaucoup mieux que la gauche-Tonton qui, en octobre 1982, avait réintégré les officiers félons d'Algérie dans tous leurs droits, avec reconstitution de carrière.

<sup>727</sup> *La Charente libre*, 3 mars 1998.

<sup>728</sup> Dublanc, 67, rue des Boissières.

<sup>729</sup> Les Trois Sœurs furent inhumées ensemble au cimetière de Soyaux.



Soyaux, rue des Quinconces, 5 : la maison Etchaburu à l'abandon (2000)

Printemps 1998 : le voyage de l'A.P.F.E.E.F. tourne au cauchemar. L'autobus rentrant de Murcia chute d'un pont haut de vingt-cinq mètres près de Villafranqueza dans la province d'Alicante : douze morts et une quarantaine de blessés. Une brève au J.T. « Des retraités espagnols de Paris » effectuant un séjour bon marché d'une quinzaine de jours à Benidorm grâce à l'institut d'immigration et aux services sociaux espagnols, précise *La Charente libre* qui se reprend le surlendemain en titrant sur la mort de trois Angoumoisins dont elle mélange les prénoms. On reconnaît tout de même Roberto Domínguez, sa sœur présentée comme sa femme et son épouse transformée en homme. *Des gens propriétaires de leur appartement, discrets, gentils, aimés de tous*, d'après la concierge. En somme, des victimes banales d'un drame ordinaire.

Nadia, une brune de quarante ans au teint mat, les pommettes anguleuses de sa mère dans un visage ovale, est la fille d'un cadre d'industrie, ancien responsable communiste. Elle est devenue professeur de Lycée et tente de se libérer de son passé de bonne élève. Elle ne veut pas d'enfant, va voir des films qu'elle croit être *in*. Inscrite à un « atelier d'écriture », elle n'ose pas faire lire ses nouvelles, se lance pour l'université dans des comparaisons littéraires saugrenues. Meilleure élève qu'une déracinée, tu meurs. Son père a participé à la construction du camp des Alliers et, la retraite venue, a acquis un bel appartement à proximité. Mais Nadia a toujours tout ignoré de ce camp, de même que du convoi du 24 août 40<sup>730</sup>. Pourquoi s'intéresser à cela ? se demande-t-elle. Le devoir de mémoire ? Elle cite Primo Levi, bien sûr, mais ne connaît pas l'histoire du vieux juif Kuhn à Auschwitz qui, croyant avoir échappé à une sélection pour la chambre à gaz, se met à prier Dieu. Si j'étais Dieu, commente Primo Levi qui ne s'en estimait pas quitte pour autant avec la divinité, et que j'entendais cette prière monter vers moi, je crois que je la recracherai. Le visage de Nadia s'empourpre, elle éclate soudain en sanglots. Elle pleure facilement, il ne faut pas s'inquiéter.

— Qu'est-ce que ces poches de l'Atlantique où mon père serait allé ? Est-il vrai, comme le dit mon oncle, qu'il y avait cinquante pour cent d'Espagnols dans la division Leclerc ?

---

<sup>730</sup> Seule une petite minorité des personnes interrogées connaissait l'existence de ce convoi et, sauf exception, de façon très floue. Une employée de librairie, fille d'un rescapé, croyait que son père avait été déporté à partir de Barcelone...

Ses parents lui ont longtemps dissimulé que, dans les années cinquante, une de ses tantes avait écopé d'un an de prison pour avoir subi un avortement. C'est dire si les communistes pouvaient être marqués par le moralisme le plus traditionnel <sup>731</sup>.

Pour la première fois, le Concours national de la Résistance organisé dans les collèges et Lycées est consacré à la participation des étrangers <sup>732</sup>. Parmi les copies récompensées, on trouve un plagiat de bas étage mais comme ses auteurs <sup>733</sup> sont des élèves de l'organisateur, on est fermement décidé à résister à toute sanction. La cérémonie de remise des prix se déroule en présence du préfet, sans doute en hommage au courage de ses prédécesseurs sous l'Occupation, et du jeune maire Philippe Mottet. Pour donner du *prestige* à la manifestation, on a fait descendre de Paris Stéphane Hessel et Crémieux-Brilhac <sup>734</sup>. Ce dernier évoque en particulier sa captivité dans un *oflag*<sup>735</sup> de Poméranie, son évasion et son internement en U.R.S.S. D'abord à Kaunas, en compagnie de la bourgeoisie lituanienne en partance pour la Sibérie et de communistes allemands en instance de livraison à Hitler. Puis dans les prisons moscovites, la Loubianka, la Boutirki — où lui et ses camarades furent nourris de force — et au camp de Kosielk d'où avait été tirée une fraction des officiers polonais massacrés à Katyn. Et enfin sa libération le 30 août 1941, sous la pression de l'avancée allemande, dans un groupe de cent quarante-vingt Français désireux de rallier le général de Gaulle. Tout cela est fort connu mais c'est encore trop pour le communisme autochtone qui se fend aussitôt d'un éditorial-étouffoir : « On n'était pas encore au temps de Normandie-Niemen <sup>736</sup> ! »

Voici mieux. Le négationniste ingénu, qui a toujours refusé de lire le moindre ouvrage critique sur le Parti communiste, sans parler de l'abominable *Archipel du goulag*, qui en est encore à encenser, en matière de déportation, le jdanovien *Ceux qui vivent* de Jean Laffitte faute de connaître les Rousset sur lesquels *L'Humanité* avait jeté l'anathème, qui aborrhe le *style prussien* de Charlotte Delbo mais se demande si Birkenau n'est pas le camp de femmes d'Auschwitz, accepte une invitation des Témoins de Jéhovah à venir discourir sur les camps. On croyait les communistes experts en matière de recrutement d'*idiots utiles* ; on rejoue la farce de l'arroseur arrosé <sup>737</sup>.

---

<sup>731</sup> Réagissant à la publication du livre, Nadia me reprochera vertement d'avoir mentionné cet épisode qu'elle avait évoqué dans une conversation, pas dans une interview. Cette affaire n'avait, selon elle, rien à voir avec les Espagnols., sa tante étant née en France. Qu'allait-elle penser lorsqu'elle saurait que son secret avait été ébruité ?

Il était inutile de faire valoir à Nadia que la honte n'était pas dans l'interruption de grossesse mais dans la sanction, que les personnes n'étaient pas identifiables et qu'il se pratiquait encore 220.000 I.V.G. par an.

<sup>732</sup> Le musée de la Résistance d'Angoulême n'accorde pas un mot aux Espagnols et présente une carte des camps sous Vichy où ne figure pas celui des Alliers...

<sup>733</sup> M<sup>lles</sup> Virginie Dion, Corinne Macias et Alexandra Bry pour *Itinéraire d'un résistant de l'ombre*.

<sup>734</sup> Rescapé de Buchenwald, ambassadeur, Stéphane Hessel soutient aujourd'hui l'association Droit au logement et la cause des sans-papiers Sa mère inspira le personnage joué par Jeanne Moreau dans *Jules et Jim*, d'après le roman d'Henri-Pierre Roché.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac dirigea la Documentation française après avoir travaillé dans les services radiophoniques de la France libre, sur laquelle il a publié des ouvrages de référence : *Ici, Londres... Les Voix de la liberté* (1975-1977), *Les Français de l'An 40* (1990), *La France libre* (1996).

<sup>735</sup> Offizierslager : camp pour officiers prisonniers de guerre.

<sup>736</sup> On pense au bonheur des Français en U.R.S.S. après Normandie-Niemen. À Jacques Rossi rappelé d'urgence alors qu'il venait de débarquer en Espagne afin d'installer une radio pour le compte du Komintern, et qui croupit vingt ans au bagnon de Norilsk. À Andrée Sentaurens, épouse d'un vieil orientaliste qu'on avait prié de rentrer au bercail avant de l'accuser d'être un espion du Mikado et d'avoir voulu plonger Moscou dans l'obscurité afin d'enlever Staline. Au curé Jean Nicolas, arrivé à Odessa dans les fourgons de l'armée roumaine, qui refuse d'en partir en avril 44 et se retrouve dans les étendues torrides du désert du Kazakhstan, puis dans les mines de charbon de Vorkuta, au-delà du cercle polaire. Aux malgré-nous comme Jean-Jacques Remetter qui ne laissa publier son récit de la répression d'une grève à Vorkuta qu'après son décès en 1984 ! Aux Arméniens de France attirés par les mirages d'Erevan, accourus par bateau depuis Marseille ou par train du reste de la France, et culbutés au goulag, exposé à titre expérimental aux radiations d'une explosion atomique comme un chanteur lyrique qui récolta un cancer de la gorge, pour ne pas parler d'Armand Maloumian.

<sup>737</sup> Créés en 1870 aux États-Unis où ils sont reconnus comme religion et à ce titre exonérés d'impôts, les Témoins de Jéhovah se sont implantés en France au cours des années 30 au sein des milieux de mineurs polonais du Nord. Ils sont hostiles à toute forme d'exercice de la citoyenneté (appartenance à un parti ou à un syndicat et même vote), multiplient les interdits (transfusion sanguine et par extension dons d'organe ou de moelle, bien qu'il leur arrive de prétendre le contraire à des personnes extérieures) et ont déjà deux fois annoncé la fin du monde pour 1914 et 1975. Alors doit commencer le règne de cent quarante-quatre sages (uniquement des hommes), dont, bien sûr, les douze supérieurs actuels de la Secte. Du haut en bas de la pyramide, les adeptes vivent dans une ambiance de lavage de cerveau et de dénonciations mutuelles. Bien entendu, tout ceci s'accompagne d'une féroce exploitation économique de la piétaille (voir, entre autres, l'enquête de Marcel Trillat pour *Envoyé spécial, Antenne 2*, 2 avril 1998 et 27 avril 2000).

Les Témoins peuvent compter sur la solidarité des autres croyants (elle est manifeste dans le classique *État S.S.*, du catholique Kogon) ou sur la ligne unitaire des associations d'anciens rescapés. Et ce ne sont pas des attaques absurdes<sup>738</sup> qui les ébranleront.

À Perpignan, ils réussissent à embringuer un plus gros gibier, l'une des grandes figures de la résistance espagnole à Mauthausen. Lui aussi les a clairement avertis qu'il est agnostique et entend rester à l'écart de leurs croyances :

— Peu leur chaut, lui dis-je. Ils veulent précisément des gens qui ne soient pas de leur chapelle, de façon à en recevoir un brevet d'honorabilité et à démontrer à leurs ouailles leur capacité d'influence.

Mais ces arguments ne résistent pas au plaisir de parader. L'homme est sûr de lui.

— « Ma vie, se rengorge-t-il, ressemble à un roman. »

Il a vu Himmler de près. Bachmayer l'appelait par son petit nom. Il y a toutes sortes de choses que des déportés s'attribuent alors que le mérite lui en revient. Si les Américains ont intitulé une série télévisée *Holocauste*, c'est parce que lui-même, quelques années plus tôt, avait employé cette expression dans un article pour le bulletin de la F.E.D.I.P.<sup>739</sup> Il constate qu'un téléfilm « américain » sur Sobibor<sup>740</sup> est authentique car ce qu'on y voit ressemble à ce qui se passait à Mauthausen. Il ne comprend pas du tout qu'on insiste sur la différence entre un centre d'extermination de juifs et un immense camp de concentration avec des dizaines de métastases. Que les victimes de Sobibor soient juives ou non, peu lui chaut. D'ailleurs, il reconnaît les juifs au faciès. Pourquoi ne parlerait-il pas des Témoins de Jéhovah ? Après tout, ils ont effectivement refusé de porter les armes en échange de leur libération des camps nazis :

— Vous souvenez-vous de ce qu'en dit Margarete Buber-Neumann<sup>741</sup> qui fut leur chef de baraque à Ravensbrück ?

Les ans s'accroissent sur notre rescapé. Il possède bien l'ouvrage mais ne le sait même plus.

— Elle dépeint ces femmes comme incultes, bornées et fanatiques. À la différence des hommes, on leur demandait seulement d'apostasier. Comme beaucoup de nos protestants après 1685, elles auraient pu se contenter d'une renonciation de façade et ainsi retourner dans leurs foyers, s'occuper de leurs enfants abandonnés. En lieu de quoi, elles préférèrent crever pour des absurdités en aggravant leur sort par de nouveaux interdits alimentaires. Qui plus est, quand Buber fut dans la difficulté, elles la laissèrent à peu près tomber parce qu'elle n'était pas des leurs !

Comme c'est étrange. Dans l'ouvrage collectif dirigé par François Bédarida<sup>742</sup>, *La Déportation, le système concentrationnaire nazi*, ces propos sont purement et simplement détournés de leur sens par une coupure intempestive<sup>743</sup>. Et pour soutenir leur campagne, les Témoins diffusent précisément une cassette vidéo préfacée par le même Bédarida.

Pourquoi et dans quelles conditions Verdier, commissaire à la gare d'Angoulême, a-t-il recueilli, à la fin de septembre 1939, dix Espagnols, presque tous mineurs ? Sur ces dix, quatre ont été déportés à Mauthausen, dont José Alcubierre qui n'a plus souvenir de Verdier. L'un des six autres, Emilio, le plus âgé du lot, ancien garde civil, figure dans l'annuaire mais c'est une veuve qui répond : elle est issue de la vieille émigration et s'est mariée avec ce réfugié en 1943, contre l'avis de son père. Ce dernier avait été obligé d'abandonner son commerce pour travailler aux casernes avec Emilio. De ce fait, Emilio s'est toujours exprimé difficilement en français. Pour autant, il n'est jamais revenu en Espagne. De l'épisode Verdier, sa veuve ne sait rien, pas davantage que du convoi du 24 août :

— Emilio n'en parlait jamais.

---

<sup>738</sup> Voir Evelyn Le Chêne qui raconte qu'on se moquait des Témoins car ils étaient si inoffensifs que les S.S. leur confiaient volontiers les places de barbier alors qu'en vérité, les risques de représailles étaient tels qu'aucun barbier, fut-il un résistant espagnol, ne se serait risqué à égorger un S.S.

<sup>739</sup> Fédération espagnole des déportés et internés politiques.

<sup>740</sup> En fait, téléfilm britannico-yougoslave de Jack Gold, *Les Rescapés de Sobibor* (1987).

<sup>741</sup> Compagne de Heinz Neumann, dirigeant du Parti communiste allemand qui finit par désapprouver la ligne classe contre classe renvoyant dos-à-dos les sociaux-démocrates et les nazis, voire favorisant ces derniers. Hôte de Staline sur la mer Noire en 1932, Neumann fut éloigné en Espagne en raison de son hétérodoxie. Le n° spécial du *Volontaire de la Liberté* sur le congrès fondateur de l'A.V.E.R. en juillet 38 fait état p. 46 de l'intervention d'un certain *Neumann* exprimant sa reconnaissance au nom d'une délégation austro-allemande. À cette date en tout cas, Heinz Neumann n'existait plus puisqu'il avait été arrêté à Moscou en avril 1937 et avait disparu sans laisser de trace. Sa compagne fut arrêtée l'année suivante, déportée au Kazakhstan et englobée en 1940 dans un contingent d'antnazis allemands qui furent livrés à Hitler à Brest-Litovsk. Elle passa le reste de la guerre à Ravensbrück.

<sup>742</sup> Historien catholique, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (ex-Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale directement rattaché à Matignon).

<sup>743</sup> Contribution de Chrisrian Bachelier, p. 82.

Du défunt Vicente, né en 1914, réfugié à Cognac, nous savons peu de chose, son nom ne figurant sur aucune des listes dressées en 1939-40. Il s'est marié en 1944 avec une Française. Mais elle ignore quelle était la profession de son mari en Espagne. Au dire de ses collègues de travail, Vicente aurait combattu avec *El Campesino* avec grade d'adjudant ou de capitaine : ce nom ne lui dit rien. Elle pense que Vicente est arrivé à Cognac en 39 mais ne saurait le certifier.

- A-t-il fait partie du maquis Dubroca dans les bois de Saint-Laurent ?
  - Jamais entendu parler.
  - A-t-il combattu devant Royan ?
  - Nnon. Mais il a été au maquis. À Saliès-de-Béarn !
  - Ça, c'est autre chose, c'était pour l'opération Reconquête.
  - L'opération Reconquête ?
  - Il a bien travaillé comme maçon avec Jesús Lapiedra ?
  - Moui [la réponse indique une réserve : c'était le week-end et au noir pour construire la maison d'un officier de la base aérienne].
  - Et pour quelles autres entreprises ?
  - Oh, je ne peux pas toutes vous les énumérer. Il y en a eu beaucoup.
  - Mais vous savez tout de même où il est enterré ?
- Pour ça, elle connaît toutes les dates par cœur.

1999 : une officine poitevine d'extrême droite fête le cinquantenaire de la victoire de Franco en promouvant un ouvrage de Brasillach et Bardèche dans une réédition préfacée par Anne Brassié. On peut y lire que le bombardement par la *legión Cóndor* de Guernica, localité symbole des libertés basques, dénuée d'importance militaire, n'est qu'une mise en scène du camp républicain, sornette accréditée à l'époque par l'agence Havas et *Le Temps*, et qui sera retenue à charge contre eux à l'heure de la Libération. Inventés aussi les bombardements sur Madrid, Bilbao, Malaga, Durango (1<sup>re</sup> ville ouverte bombardée), Barcelone... ?

Voici un petit patron cognaçais, fils d'un volontaire de la 165<sup>e</sup> C.T.E., que l'on aurait pu citer comme exemple de réussite économique :

- (...) Savez-vous comment votre père est arrivé à Cognac et quand ?
- Je n'en sais rien du tout. D'ailleurs, j'ai une sainte horreur du téléphone et je ne réponds jamais aux questions par téléphone
- (...). Je vois que votre mère était réfugiée à tel endroit avec ses fils. Vous y étiez ?
- Connais pas cet endroit. Monsieur, qu'est-ce que vous faites ?
- Je vous l'ai expliqué (...)
- Je ne connais rien là-dedans. Mon père est décédé il y a une dizaine d'années. Tous les jours, on me demande des renseignements sur mon entreprise. Je ne réponds qu'aux demandes de rendez-vous et au courrier.

FIN



## ADDENDUM (2010)

### Les réfugiés espagnols en Charente

La guerre d'Espagne va jeter sur la France des masses de réfugiés d'une ampleur sans précédent mais de natures différentes.

Le premier afflux intervient début septembre 1936 avec la chute du pays Basque. Le 4, un premier convoi arrive d'Irun à Angoulême avec 371 femmes, enfants et vieillards à son bord. On les loge dans une usine désaffectée des Éts Weiller sur la rive droite de la Charente, en aval du pont de Saint-Cybard. Des groupes allant de quelques unités à une trentaine sont disséminés dans différents bourgs. Ces réfugiés sont rapidement invités à faire le choix entre un retour en zone nationaliste ou en terre républicaine.

Nombreux parmi eux connaîtront un second exil en 1939. Ce sera le cas par exemple de la future M<sup>me</sup> Tugas, qui échoue avec sa mère à l'usine Weiller puis à Rouillac, opte pour Barcelone, y rencontre son mari auquel elle donne un enfant qu'elle perdra en 1939 à Argelès, avant d'être expédiée en Bretagne, puis au camp de Montendre, en Charente-Maritime, où le couple se recomposera et fera souche, M. Tugas y créant une entreprise de BTP <sup>744</sup>.

Au 31 décembre 1936, 421 réfugiés ont été rapatriés — en grande majorité par la Catalogne —, 26 seulement demeurent.

Les arrivées se poursuivent en 1937 mais moins nombreuses (131 au cours du premier quadrimestre), par petits paquets et, de plus en plus, en provenance de la zone républicaine. L'usine Weiller ayant été réoccupée par une société repliée de Paris (Luxor-Éts Traizet), un nouveau refuge a été ouvert place de la Gendarmerie, en centre ville, dans l'ancienne usine Fourcheraud, tandis que la politique de dispersion dans les bourgs a été poursuivie.

Avec la *retirada* en janvier 1939, la France n'a plus à faire aux braves catholiques basques en transit mais à un flot de plusieurs centaines de milliers de personnes animées par des passions politiques quand elles n'ont pas été gagnées par le découragement, personnes qu'à l'évidence, il ne sera plus aussi aisé de rapatrier qu'auparavant. Comme il faut bien se résigner à les accueillir, on ressort les vieilles recettes militaires (le désarmement, la séparation des hommes en âge de combattre du reste de la population) et les techniques d'enfermement et de surveillance des étrangers, suspects, nomades, femmes de mauvaise vie et autres indésirables... solidement éprouvées en 14-18. De quoi la France de la III<sup>e</sup> République a donc tellement peur chez ces Espagnols ? De l'inconnu ? De leur exotisme (l'anarchisme, le communisme... opposés à l'ultracisme catholique ou fasciste) ? De ses propres démons (de profondes divisions débouchant sur une guerre civile) ? Ou de la préfiguration de ce qui risque de lui arriver sous la poussée des chars et des bombardiers nazis et transalpins ?

Le 31 janvier 1939, 753 infortunés débarquent à la gare d'Angoulême. D'autres suivent. Au 13 février, on atteint déjà les 4.211, surtout des femmes (1.946) et des enfants (1.770). Jusqu'à la déclaration de guerre, ce chiffre ne grossira que de quelques dizaines d'arrivées individuelles et de l'arrivée à Cognac, le 11 août 1939, à la faveur des vacances du très droitier sous-préfet Charles, d'un contingent de 98 personnes protégées par le S.E.R.E. <sup>745</sup>. Il suffit cependant à placer la Charente dans

---

<sup>744</sup> Renseignements de Philippe Tugas, journaliste retraité de *Sud Ouest*, qui enquête sur les pérégrinations de sa famille (juin 2010). L'entreprise Tugas a notamment réalisé en 1985 les terrassements pour l'extension de l'usine des Ciments français à Bussac-Forêt.

<sup>745</sup> Service d'émigration des républicains espagnols, d'obédience communiste.

le peloton de tête des départements d'accueil <sup>746</sup> et à faire en quelque sorte de cette immigration la mère de toutes les immigrations ultérieures.

Une fois, encore, on improvise, on soigne et on disperse. Un ancien camp (la Combe-aux-Loups), construit pour les Indochinois mobilisés à la Fonderie de Ruelle pendant la Grande Guerre, est rapidement réhabilité pour loger quelque 2.000 réfugiés. Dès le 1<sup>er</sup> février, 378 Espagnols sont expédiés à Cognac où on les loge dans une prison désaffectée <sup>747</sup> ainsi qu'au château de Cressé, à Bourg-Charente. De là, un groupe de 161 personnes, principalement des orphelins, part en Belgique. De nombreux bourgs sont mis à contribution. Les 22 février et 4 mars, 340 chanceux sont envoyés aux Mathes, sur la presqu'île d'Arvert, dans une colonie de la municipalité communiste d'Ivry.

Malgré les incitations répétées de Paris, les rapatriements (728 à fin août 1939, selon nos estimations) et les réémigrations (175 au 18 août) sont assez limités.

L'accueil chez l'habitant, lui, n'a pas été négligeable (jusqu'à 425 hébergés au 5 juin). Soulignons l'effort de Ruelle où 142 familles ont reçu 311 réfugiés, ce qui engendrera au moins un mariage <sup>748</sup>. Divers réseaux fonctionneront autour d'instituteurs sympathisants de la République espagnole, de militants communistes, de francs-maçons, d'affinités sociologiques (policiers, postiers, journalistes, notables...).

N'oublions pas la *vieille émigration* : les Espagnols constituaient alors, depuis des décennies, la plus importante population d'origine étrangère dans la région, antérieure même aux guerres carlistes puisqu'on trouve des descendants de prisonniers faits sous Napoléon 1<sup>er</sup> <sup>749</sup>, diversifiée puisqu'elle comprenait aussi bien des négociants en eaux-de-vie qu'un artiste peintre (Manuel Matoses <sup>750</sup>). Son rôle dans l'accueil sera appréciable, quoique pas toujours consigné dans les registres officiels. Christophe Cantero, ancien entrepreneur à Angoulême où il employa jusqu'à plus de soixante-dix compagnons, rapporte ainsi que ses parents étaient venus en vacances de noces chez un cousin de Barbezieux, vers 1927, et s'étaient finalement fixés en Charente. En 1939, ils auraient apporté une caisse de noix à la Combe-aux-Loups et auraient même accueilli des réfugiés chez eux, mais discrètement, sans demander l'indemnité légale <sup>751</sup>.

Après l'armistice de 1918, Vincent Campos, tailleur de pierre originaire d'Almeria, avait obtenu un contrat de cinq ans de l'État français pour participer à la restauration des monuments historiques, notamment la cathédrale de Reims. Au terme du contrat, il se dispute avec son épouse. Elle, veut rentrer en Espagne ; lui, veut partir en Amérique du Sud. Finalement, ils s'établissent à Mimizan. Tâcheron à son compte, Vincent y travaille à la jetée qui doit permettre au chemin de fer de franchir la baie. Puis il s'installe à Angoulême où il commence par réaliser les escaliers de la cité des Ciments Lafarge à La Couronne. Le 10 septembre 1936 déjà, Vincent Campos propose d'héberger Irène Mumilla « dans le temps que les affaires de la Révolution espagnole soit rangées. » En 1939, jetant son dévolu sur des réfugiés originaires de sa région, il héberge Angela Bonilla et obtient la venue de son mari, Cayetano Sánchez, interné à Argelès, qui, dans un premier temps, travaillera avec lui comme maçon <sup>752</sup>.

Car bientôt se pose la question de la mise au travail des réfugiés, problème à la fois économique et moral qui avait déjà émergé en pointillé face aux afflux des années précédentes mais qui revêt maintenant un caractère aigu. En juin 1939, une circulaire prescrit d'en faciliter l'emploi, notamment dans l'agriculture. Autant d'éléments qui n'encouragent pas les rapatriements, même si les expériences de retour à la terre donnent lieu à des fortunes diverses <sup>753</sup> ...

---

<sup>746</sup> La Vendée, par exemple, plus peuplée (389.210 habitants en 1936) et mieux dotée en structures d'accueil avec ses colonies de vacances, en reçoit plus de 4.200 de 1936 à 1939 (Gérard Nocquet, « La Vendée, terre d'accueil 1936-1945 » in P. Lévy et J.-J. Becker, *Les réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, 1999, p. 141).

<sup>747</sup> Elle resservira à la Libération à l'internement des collabos et, en 1962, à l'accueil des harkis. Détruite, elle a cédé la place à une caserne de gendarmerie.

<sup>748</sup> Témoignage, obtenu à grand-peine, d'André D. (†) dont le père avait été ouvrier à la Fonderie (apolitique) et dont le frère aîné avait épousé une réfugiée accueillie dans leur famille. André D., qui a souffert du STO en Allemagne puis a fait toute sa carrière chez Leroy — sa grande fierté —, s'imaginait que seules deux familles ruelloises avaient accueilli des réfugiés espagnols et n'avait pas la moindre idée de leur destin tragique. Et pas plus son épouse. Tous deux étaient fermement décidés à ne pas en savoir davantage (9 mai 2001).

<sup>749</sup> Courriel d'Alain Balinziala, 10 mars 2009. Dans le même genre, on note que des réfugiés de 1939, les Cluet, naturalisés sous le nom de Clouet, n'ont fait que retrouver leur patronyme d'origine, celui d'un général français fixé en Aragon après avoir désapprouvé les guerres napoléoniennes dans lesquelles il avait été entraîné (témoignage d'Anita Clouet Duval, 2001).

<sup>750</sup> Voir *Dictionnaire biographique des Charentais*, le Croit vif, 2005. On recense une petite dizaine d'Espagnols dans les loges charentaises au XIX<sup>e</sup> siècle (Jérôme Royer, *Histoire de la franc-maçonnerie en Charente*, Paris, 1994).

<sup>751</sup> Entretien, Soyaux, 14 novembre 2009.

<sup>752</sup> Entretien avec Vincent Campos fils (Soyaux, 14 février 2001) et A.D. Chte.

<sup>753</sup> Au 12 jan. 1940, 353 réfugiés avaient été placés dans l'agriculture dont 227 dépendant des Alliers, 86 de Cognac et une quarantaine venus de Bram, Gurs, Barcarès et autres camps du Midi.

Plusieurs facteurs vont coup sur coup changer le destin de nos réfugiés, dans des sens opposés. C'est tout d'abord la signature le 22 août du Pacte germano-soviétique, qui renforce immédiatement la psychose du rouge, puis la déclaration de guerre avec son premier corollaire trop souvent oublié voire ignoré, l'évacuation des zones-frontières qui se traduit par l'arrivée en Charente début septembre d'environ 85.000 Mosellans, soit le quart de la population du département, sachant qu'il est stipulé par circulaire que les Espagnols ne devront en aucun cas bénéficier de conditions d'accueil supérieures aux leurs.

Le 1<sup>er</sup> septembre, les 1.800 pensionnaires de la Combe-aux-Loups sont donc transférés au camp des Alliers, à l'emplacement actuel du CACC, sur la zone industrielle de Rabion, au sud d'Angoulême. Des baraquements pas tous terminés y étaient en construction depuis le mois de juillet par l'entrepreneur Lottet, également propriétaire du terrain qu'il a loué pour dix ans au conseil général. Les Ruellois seront bientôt suivis de contingents en provenance des différents bourgs charentais et même de chez des particuliers. Ils y seront rejoints en novembre par une trentaine de tsiganes mosellans, préalablement affectés en centre ville, impasse d'Austerlitz, dans un refuge improvisé ayant déjà servi pour les Espagnols début 1939, mais qui ont fait l'objet de plaintes du voisinage.

Les conditions de vie aux Alliers étant particulièrement lamentables et les menaces de guerre n'ayant rien de réjouissant, les rapatriements repartent en flèche : 728 en septembre, 231 en octobre, 169 en novembre, 50 en décembre, 64 en janvier 1940, 101 en février. Plus une soixantaine de départs à l'étranger.

Mais outre les mauvaises nouvelles arrivant d'Espagne, un autre facteur joue de plus en plus en sens contraire : la France, qui veut éliminer les bouches inutiles, a besoin de bras <sup>754</sup>. Les hommes internés dans les camps du Midi en sortent à grands guides pour la Légion, les compagnies de travailleurs étrangers (C.T.E.) servant d'auxiliaires à l'armée française, les usines d'armement, etc. Un contingent de 250 Espagnols arrive de Gurs à Cognac le 10 décembre pour participer à l'extension de la base aérienne de Châteaubernard, où une seconde CTE fera un passage-éclair. Le 28 suivant, un contingent de 28 ouvriers spécialisés parqués à Septfonds débarque à Angoulême pour travailler à la fonderie Cordebart & Michaud qui a obtenu un marché d'obus auprès de la Défense nationale. D'autres pour des entreprises de BTP travaillant pour la Poudrerie. Les regroupements familiaux sont favorisés. Des femmes partent rejoindre leurs maris, des maris viennent rejoindre leurs femmes. Les réfugiés qui se mettent à gagner de l'argent sont encouragés à sortir du camp et à s'établir en ville.

La défaite va compromettre ce fragile équilibre. L'effectif des Alliers, tombé à 822 le 5 avril, remonte à 1.509 fin juillet, sous l'effet des pertes d'emplois qui entraînent des pertes de logement et, surtout, d'un flot de 818 Espagnols en débâcle <sup>755</sup>.

Les troupes d'occupation hésitent sur le sort à réserver à ces dangereux rouges. L'intention première semble de les renvoyer en Espagne. Mais le 23 juillet, un télégramme prescrit au préfet de les expédier en zone libre. Le 29, il se met à cette fin en rapport avec son collègue de Périgueux pour un passage par Nontron. Le 2 août, le commissaire central, Couillaud, reçoit l'ordre de préparer le transfert de tous ceux qui sont aux frais de l'État et plus spécialement de ceux qui sont considérés comme dangereux pour l'ordre public.

Le 20 août, l'ambassade d'Allemagne à Madrid adresse une note verbale au ministère des Affaires extérieures espagnol lui demandant si les autorités espagnoles sont disposées à prendre en charge les 2.000 rouges internés à Angoulême. « Saisissant cette opportunité, l'Ambassade d'Allemagne s'honore d'informer le Ministre des Affaires Extérieures que les autorités allemandes se feront un plaisir de prêter à la Police de Sécurité espagnole, conformément à ses souhaits, toute l'aide possible à la capture des dirigeants rouges espagnols <sup>756</sup>. »

En l'absence de réponse, la question est réitérée le 28 : « En même temps, l'Ambassade remercie le Ministère des Affaires étrangères de lui faire savoir si le gouvernement espagnol est disposé à accueillir, en plus des 2.000 rouges susdits, les 100.000 rouges espagnols au total qui se trouvent dans les camps de concentration installés dans les territoires français occupés par les troupes allemandes. »

Cependant, alors même que les diplomates palabraient, les policiers agissaient. Cueillis le 20 août au camp des Alliers, 927 réfugiés avaient été embarqués à la gare d'Angoulême dans des wagons à bestiaux « 8 chevaux — 40 hommes » pour une destination qui s'avéra très vite ne pas être Nontron.

---

<sup>754</sup> Le 7 février 1940, les réfugiés espagnols perdent leur statut particulier et sont rattachés au régime normal des étrangers résidant en France (Gérard Nocquet, article cité, p. 141).

<sup>755</sup> Le nombre total de réfugiés en Charente aurait alors atteint les 400.000, selon une lettre du préfet à l'ambassade de Vichy à Paris citée par Guy Hontarrède, *Municipalités charentaises dans la tourmente*, Ruelle, 1990, p. 22.

<sup>756</sup> Manuel Ros Agudo, *La Guerra secreta de Franco*, Ed. Crítica. Documentation transmise par Montse Armengou. Trad. A.L.

Le 24, ils découvraient un nom qui ne leur disaient encore rien : Mauthausen, Autriche. Hitler avait décrété que les Espagnols ne devaient pas être reconnus comme prisonniers de guerre et le RSHA d'Heydrich avait déjà fait diligence en organisant, à partir du 6 août, quatre convois d'Espagnols vers Mauthausen en provenance de stalags situés en territoire allemand. Les Alliers, étiquetés Frontstalag 184, sont passés à leur tour à la moulinette. S'y ajouteront avant la fin de l'année, 308 P.G. espagnols en Allemagne et 846 le 13 décembre en provenance de Strasbourg.

430 hommes d'Angoulême, entre soixante-huit et treize ans, sont retenus à Mauthausen tandis que le reste du convoi est expulsé vers l'Espagne<sup>757</sup>. Les Allemands ont-ils eu l'intention d'interner les restants à Ravensbrück ? Les autorités espagnoles les ont-elles acceptés *in extremis* ? L'occupant a-t-il voulu protéger son image de correction en évitant de procéder à une séparation des familles à Angoulême ? Autant de points encore obscurs.

Interrogé le 28 août par l'ambassade d'Espagne à Berlin sur le sort des 2.000 rouges internés à Angoulême, le ministère allemand des Affaires étrangères promet le 13 septembre une réponse rapide qu'il ne donnera finalement que le 23 avril 1941 : les hommes ont été envoyés au camp de Mauthausen parce qu'ils constituaient un danger pour la sécurité publique. « Leur activité et orientation politique est toujours soumise à examen. » Leurs familles, « à cause d'un malentendu », ont été envoyées dans un premier temps en Allemagne et pas directement en Espagne<sup>758</sup>.



Dolorès Sangüesa dans son jardin, en juin 2010.

Aînée de sept enfants, elle est partie la dernière en 2018, à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans.  
Chef de la fratrie, elle géra tant bien que mal des situations délicates.

---

<sup>757</sup> À noter que la Dirección general de seguridad n'a enregistré que 442 entrées à Irun le 1<sup>er</sup> septembre (d'après M. Armengou et R. Belis, *El Convoio de los 927*, Barcelona, 2005, p. 199). Ce qui, si l'on tient pour valables les chiffres de 927 au départ d'Angoulême et de 430 retenus à Mauthausen, laisse un groupe inconnu de 55 personnes en face duquel on ne peut mettre qu'une personne débarquée à Angoulême sur le chemin du retour et probablement des décès en cours de route.

<sup>758</sup> Manuel Ros Agudo, *op. cit.*

N o t a V e r b a l.

El Ministerio de Negocios Extranjeros, en contestación a la Nota Verbal de la Embajada de España de fecha 18 de Septiembre de 1940 - No. 417 - y en continuación a la suya del 10 de Octubre del mismo año - Pol III 2416/40.II -, tiene la honra de poner en su conocimiento que, según informan los Centros alemanes competentes, los refugiados españoles conducidos en tren especial a Alemania eran rojos con sus familias que habían estado internados en Angulema. Los hombres que en su tiempo habían tomado parte activa en la lucha contra el Gobierno Nacional español y que se encontraban en condiciones de ser internados, fueron llevados al campo de concentración de Mauthausen. Han tenido que ser internados por constituir en las actuales condiciones de guerra, a causa de su pasado político, un peligro para la seguridad pública. Su actuación y orientación política está sometida todavía a un examen.

Las familias de los mencionados refugiados; a causa de un malentendido, fueron conducidas en su tiempo primero a Alemania y no directamente a España.

Berlín, 23 de Abril de 1941.

A la Embajada de España,  
BERLIN.

AMAE

R-981/A



## TRANSCRIPTION

MINISTERIO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS

pol III 677

Berlín

### Nota Verbal

El Ministerio de Negocios Extranjeros, en contestación a la Nota Verbal de la Embajada de España de fecha 18 de Septiembre de 1940 — n° 417 — y en continuación a la suya del 10 de Octubre del mismo año — Pol III 2416/40.II —,

tiene la honra de poner en su concimiento que, según informan los Centros alemanes competentes, los refugiados españoles conducidos en tren special a Alemania eran rojos con sus familias que habían estado internados en Angulema. Los hombres que en su tiempo habían tomado parte activa en la lucha contra el Gobierno Nacional español y que se encontraban en condiciones de ser internados, fueron llevados al campo de concentración de Mauthausen. Han tenido que ser internados por constituir en las actuales condiciones de guerra, a causa de su pasado político, un peligro para la seguridad pública. Su actuación y orientación política está sometida todavía a un examen.

Las familias de los mencionados refugiados, a causa de un malentendido, fueron conducidas en su tiempo primero a Alemania y no directamente a España.

Berlín, 23 de Abril de 1941.

A la Embajada de España,  
BERLIN

---

### Note verbale

Le ministère des affaires étrangères, en réponse à la Note verbale de l'ambassade d'Espagne en date du 18 septembre 1940 — n° 417 — et suivant la sienne du 18 octobre de la même année — a l'honneur de porter à votre connaissance que, d'après les Centres allemands compétents, les réfugiés espagnols conduits en train spécial en Allemagne étaient des rouges avec leurs familles qui étaient internées à Angoulême. Les hommes qui, en leur temps, avaient pris part au combat contre le Gouvernement national espagnol et qui se trouvaient internés, furent envoyés au camp de Mauthausen. Ils ont dû être internés parce qu'ils constituent dans les actuelles conditions de guerre, à cause de leur passé politique, un danger pour la sécurité publique. Leur activité et orientation politique est toujours soumise à examen.

Les familles des dits réfugiés, à cause d'un malentendu, furent envoyées dans un premier temps en Allemagne et pas directement en Espagne.

Berlín, le 23 avril 1941

A l'ambassade d'Espagne,  
BERLIN

Traduction A.L.

Fuites ou méfiance ? Une bonne moitié des Espagnols ont échappé au convoi fatal, souvent grâce à leurs employeurs. Antonio Gassol, un anarchiste ayant combattu dans la colonne Durruti, était jardinier chez René Barrouilhet, un marchand de pneus bien connu à Angoulême. Lorsque les Gassol reçurent une convocation pour le 20 août, il fit transporter toute la famille en camionnette à Dirac où Antonio travailla à la coupe de bois, à la fabrication de charbon de bois puis à l'extraction de tourbe<sup>759</sup>.

Cette tragédie est longtemps restée inconnue. Si l'on excepte quelques témoignages à la Libération, il faut attendre le 19 février 1979 pour que *la Charente libre* consacre un grand article à l'odyssée des Espagnols charentais. Significativement, ce papier avait été suscité par quatre réfugiés — dont un rescapé de Mauthausen, Sébastien Lara, engagé dans l'armée française — en réaction au témoignage d'un juif publié à la suite de la diffusion à la télévision de la série américaine *Holocauste*.

Le premier travail d'historien fut *Les Indésirables*, publié à l'automne 2000. L'ouvrage est né en 1996 d'un concours de circonstances : l'achat par résignation, dans un centre Emmaüs qui se relevait à peine d'un incendie criminel, d'un livre de Bernadac dans lequel un témoignage oral évoqué en quelques mots une déportation d'Angoulême à Mauthausen « en décembre 1940 » ; la connaissance de la fille d'un républicain espagnol qui se révéla être un rescapé de Mauthausen mais pas déporté depuis Barcelone comme elle le croyait ; le silence du musée de la Résistance et de la déportation d'Angoulême, qui arborait bien en évidence une carte des camps sous Vichy sur laquelle ne figurait aucun camp charentais ; le constat qu'on s'était mis à commémorer chaque année, comme partout en France, la déportation des juifs mais qu'on en commémorait point (et toujours pas) celle des Espagnols ; un passage en revue de la bibliographie locale qui, au mieux, consacrait deux ou trois lignes aux Espagnols, au pire n'en disait rien ou des choses parfaitement fantaisistes. L'ouvrage se présente donc comme un complément d'enquête — à partir des archives — et une contre-enquête — à partir des publications existantes, tant il était criant que nombre d'entre elles racontaient bien davantage ce qui aurait dû être que ce qui s'était réellement passé. Travail de confrontation minutieux, car il fallait sauver le maximum de mémoires vivantes avant qu'elles ne se perdent. Travail orienté, évitant de se focaliser sur les épisodes surdocumentés (la déportation), et insistant sur l'aspect le plus actuel, le processus d'intégration. Avec la volonté constante de ne pas réduire les victimes à leur statut de victimes larmoyantes, mais de les restituer dans leur totalité, leurs parcours matrimoniaux, professionnels, politiques, leur façon de s'exprimer... Sachant qu'il était presque impossible de livrer des estimations chiffrées compte tenu des mobilités professionnelles, des départs à l'étranger, de la crise ayant balayé les entreprises du BTP depuis le début des années 1970, des retours en Espagne après le rétablissement de la République et autres refus de témoigner. Il fallait encore croiser le destin des Espagnols avec celui des Charentais, sympathisants ou adversaires de la cause républicaine, passés par l'Espagne, et avec les Tsiganes qui, après avoir côtoyé les Espagnols aux Alliers, les avaient remplacés de novembre 1940 à mai 1946.

La réception fut contrastée. La critique célébra — « la distanciation d'un témoin d'évidence plus préoccupé de minutie dans sa relation que de complaire à telle ou telle faction<sup>760</sup> » — mais telle animatrice d'association ne lut même pas l'ouvrage tandis que tel autre animateur, qui l'avalait difficilement, le jugea « ambigu » tant on s'abrite volontiers derrière la douleur de la guerre civile et de l'exil pour se dispenser de faire le ménage dans les vieilles lunes. Une réfugiée, membre de l'association espagnole, qui avait été internée aux Alliers avec ses parents (son père avait été bureaucrate à l'accueil), avoua pourtant à l'auteur qu'étant allée se recueillir sur les lieux avec des membres de sa famille venus de Barcelone, elle s'était aperçue, confuse, en lisant *Les Indésirables*, qu'elle s'était trompée d'endroit, ayant confondu l'actuel camp des Alliers — une aire d'accueil pour les « gens du voyage » proche du vélodrome — avec l'ancien, situé de l'autre côté de la route de Bordeaux et plus au nord.

On peut affirmer que l'observation de la discipline élémentaire consistant à examiner la littérature publiée sur un sujet avant d'en traiter constitue l'exception, et son mépris la règle.

À peine *Les Indésirables* publié, une semaine espagnole s'ouvrait en février 2001, donnant lieu à des propos extravagants repris tels quels par *La Charente libre*<sup>761</sup> : on y parlait d'internement dans trois camps dont celui de Basseau (que les Espagnols ont simplement contribué à construire) ; on

---

<sup>759</sup> Témoignage de la veuve et d'un fils d'Antonio Gassol, Angoulême, 30 octobre 2000. La succession de René Barrouilhet fut assurée brillamment par son neveu, André, dont la mère était espagnole.

<sup>760</sup> Jean-Marie Vasquez, fils d'un réfugié espagnol d'Angoulême, in *Sud-Ouest Dimanche*, 29 avril 2001.

<sup>761</sup> Ismaël Karroum, « L'action des républicains espagnols dans la Résistance à l'honneur », *La Charente libre*, 3 février 2001. « Les Républicains espagnols à l'honneur jusqu'à dimanche », *La Charente libre*, 6 février 2001.

colportait toutes sortes d'erreurs sur le convoi des 927 en prétendant qu'on leur avait fait croire qu'ils allaient cultiver des terres en Hollande (plus les témoignages sont tardifs, plus les destinations prêtées à ce convoi sont variées — l'Espagne, la Pologne, l'URSS, la Finlande... —, au point qu'on se demande si, pris ensemble, les témoins ne confondent pas Heydrich et Gilbert Trigano) ; de 50.000 Espagnols morts pour la France au plan national (!) ; et d'un dépôt de gerbe au pied du « monument aux morts » de l'hôtel de ville en présence du consul espagnol de Bordeaux, lequel monument n'est qu'une plaque par laquelle les réfugiés espagnols remercient la population française de son accueil (on aurait dû mal à trouver dix Espagnols charentais morts dans la Résistance).

Le 17 septembre 2003 s'est éteint Albert Simonet, le dernier survivant français en Charente des Brigades internationales, sans qu'il ait reçu le moindre hommage ni la plus petite invitation d'une association espagnole.

En avril 2004, Marc Boutet de Montvel, du Lycée de l'image et du son d'Angoulême, présenta un petit film scolaire sur l'exil des Espagnols en Charente. Il n'avait appris qu'à la fin de son travail, en se rendant dans une bibliothèque, et il n'était pas le premier, qu'une enquête serrée avait déjà été publiée sur le sujet. Une enseignante d'espagnol, issue d'un couple mixte, profita des débats qui s'ensuivirent pour proclamer avec flamme une indéfectible hispanité qui, selon elle, resterait identique même si elle n'était que petite-fille ou arrière petite-fille d'Espagnol. Une conseillère générale, issue elle aussi d'un couple mixte, proclama de son côté qu'elle se sentait française car son père était de culture française. Le père de la première était l'un des plus ignares de toute la colonie espagnole, tandis que la mère de la seconde possédait une personnalité affirmée et sympathique. L'un des leaders de l'association proclama que *Les Indésirables* était son livre de chevet puis, peu après, se lança dans une virulente attaque contre Léon Blum, responsable selon lui, de la non-intervention. L'auteur eut le plus grand mal à faire valoir que Blum était lié par les radicaux et l'Angleterre, qu'il avait fait son possible pour laisser passer en douce des hommes et du matériel, mais il n'est pas sûr que ses arguments furent entendus. Blum était même accusé d'avoir retiré les Brigades internationales alors qu'il avait depuis longtemps quitté le pouvoir lorsque la décision intervint. Un catéchisme rouge a remplacé un catéchisme mauve au service d'une foi toujours aussi primaire.

Entre le discours victimaire, doloriste et formaté des associations et l'indifférence ou l'ignorance parfois militantes des assimilés, la voie est étroite.

À la mi-août 2004, un jeune journaliste enquêtant sur le marronnier estival, la Libération, fut aiguillé par Guy Hontarrède vers le convoi des 927 : article honnête qui satisfait l'historien, selon lequel « un crime oublié est un crime réussi », en même temps que l'auteur, sans doute rendu susceptible par une fréquentation prolongée des fantômes de Mauthausen et de Gusen, s'irrite qu'on y parle de 333 morts (qui était le nombre de morts *identifiés* au moment de la publication des *Indésirables*) alors qu'ils y en eut 357 (les manquants ayant été identifiés entre-temps par recoupement avec une liste publiée par la Fondation pour la mémoire de la déportation), le nombre des gazés — dont il n'est pas question dans l'article — ayant été réévalué pour sa part de 41 à 59 <sup>762</sup>.

À la mi-décembre 2006, une stèle est inaugurée sur la zone industrielle de Rabion en mémoire des Tsiganes internés aux Alliers. Assez curieusement placée au pied de la colline et même pas dans l'axe de la rue de la Brigade-RAC alors que le camp longeait la voie ferrée, elle stipule qu'« en ce lieu, dit "camp des Alliers", entre novembre 1940 et mai 1946, environ 450 Tsiganes de Lorraine, de Charente et Charente-Maritime furent regroupés et maintenus par le gouvernement français dans des conditions humainement inacceptables. » Or, nous l'avons dit plus haut, c'est dès novembre 1939 que des Tsiganes mosellans ont été internés aux Alliers, quelques autres, venus d'Espagne, ayant été enfermés auparavant à la Combe-aux-Loups, d'où ils s'étaient enfuis. La stèle stipule ensuite que ce camp avait été précédemment occupé par des réfugiés espagnols dont « certains (*sic*) ont été déportés en août 1940 à Mauthausen. » On constate donc que malgré l'éminent *brain trust* inaugural — président du conseil général, conseiller général, maire, dircab du préfet et même évêque —, on navigue en pleine approximation <sup>763</sup>. Et en pleine parcellisation-communautarisation des mémoires.

---

<sup>762</sup> Maurice Bontinck, « 927 déportés espagnols oubliés depuis soixante-quatre ans », *La Charente libre*, 20 août 2004. L'article est accompagné d'une interview de Dolorès Lara Vallejo, épouse Lazaro († mai 2009), sœur d'un député communiste fusillé par les franquistes, qui fait état non pas d'une (Lolita Martínez Maza ép. Olmedo) mais de trois femmes débarquées du convoi au retour par Angoulême, ce qui reste à documenter.

<sup>763</sup> Catherine Dowmont, « Des martyrs enfin reconnus », *Sud Ouest*, 18 décembre 2006. À noter qu'en leur temps, le magazine municipal, voué au culte de la BD en couverture et sur plusieurs pages, n'a pas consacré un mot aux *Indésirables* et que le magazine du conseil général l'a gratifié d'une brève alors qu'il réservait une page entière à vanter sa politique culturelle, en l'espèce la résidence d'un écrivain-diplomate albanais à Cognac. Quant au député socialiste, il n'a pas daigné répondre à une demande de rendez-vous. Il reste donc à prier.

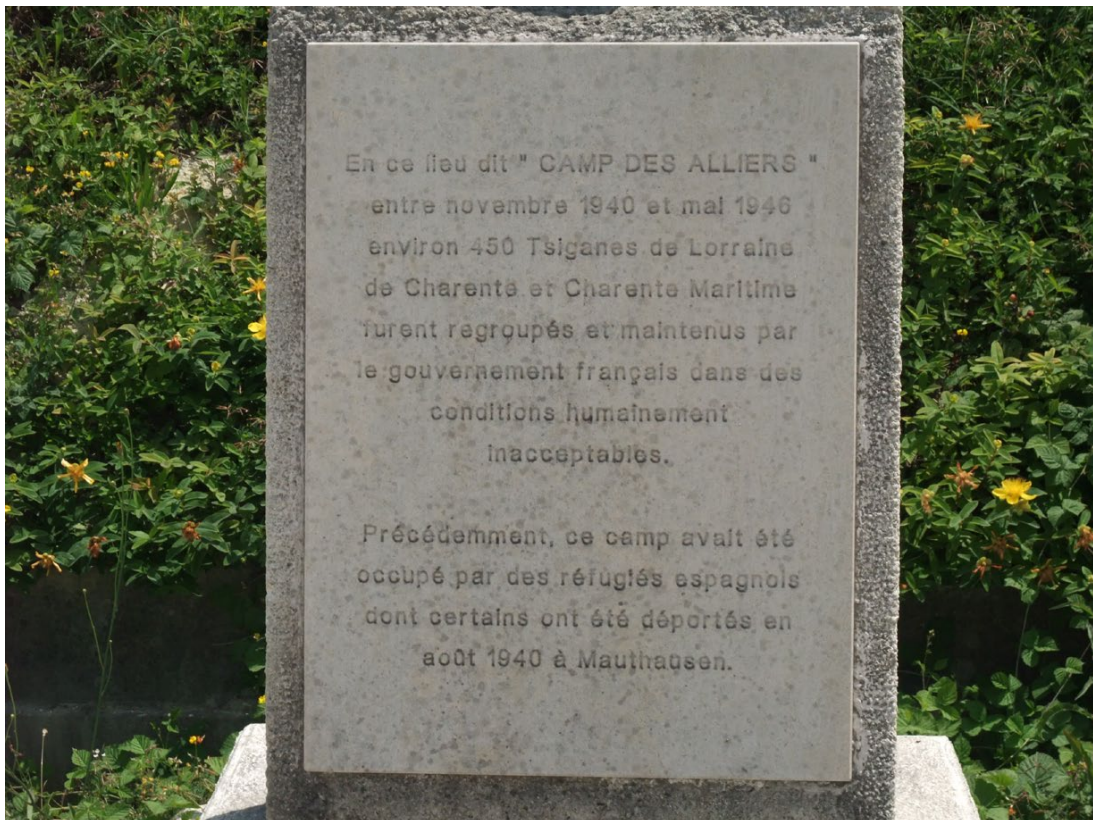




En ce lieu s'est tenu le CAMP DES ALLIÉS  
entre novembre 1940 et mai 1946  
environ 450 Tziganes de Lorraine  
de Charente et Charle-Martin  
sont regroupés et maintenus par  
le gouvernement français dans des  
conditions humanitairement  
insupportables.

Prédominamment, ce camp avait été  
occupé par des réfugiés espagnols  
dont certains ont été déportés en  
août 1940 à Mauthausen.

Le camp des Alliés  
1940-1946  
Mémorial des Tziganes  
de Lorraine, de Charente  
et de Charle-Martin



Stèle placée au fond de la rue de la Brigade RAC alors que le camp était situé derrière l'actuel CACC, et accessible par un chemin longeant la voie ferrée, immédiatement à gauche après le pont de chemin de fer.

De ce triomphe de l'entre-soi témoigne ce qui semble être l'œuvre majeure de cette dernière décennie, *El Convoy de los 927*, de la jeune réalisatrice catalane Montserrat Armengou aidée de Ricard Belis, un documentaire pour la télévision catalane d'où fut décliné un livre en catalan puis en espagnol. Le but est simple : après une œuvre à succès sur les enfants enlevés à des républicains pour être confiés à des institutions ou des familles franquistes, il s'agit d'instruire un nouveau procès spectaculaire contre le *caudillo* en n'hésitant pas à accumuler un maximum de témoignages sur cette déportation et en insistant sur les responsabilités du régime nationaliste. Dans cette optique, les conditions de l'accueil en France ne constituent qu'un aspect secondaire et, malgré un effort pour intégrer les acquis de l'historiographie — Montse Armengou a épluché *les Indésirables*, a invité l'auteur à dîner, l'a interviewé et l'a même mis à contribution pour l'exploitation des archives après avoir constaté qu'elle n'en viendrait pas à bout en quelques heures —, le livre ne parvient pas à dépasser les poncifs espagnols ordinaires sur le mauvais accueil français. Aucun effort de compréhension des raisons de cette méfiance française mais l'expression des récriminations habituelles contre la III<sup>e</sup> République et le caractère fictif de ses idéaux proclamés de liberté, égalité, fraternité. Une opposition simpliste entre l'attitude des autorités et celle du peuple. C'est uniquement à cause du sentiment de dette à l'égard de la France et de la crainte d'être disgraciés en se plaignant que les réfugiés auraient fait silence sur ce mauvais accueil français. L'idée, commune chez les réfugiés — et nous, Espagnols, qu'aurions-nous fait devant un tel afflux ? — ne semble pas venir aux auteurs. Un accueil sur lequel les informations ne seraient sorties qu'il y a peu de temps <sup>764</sup>. Afin de charger la mule française, les archives sont parfois sollicitées de manière hautement tendancieuse.

<sup>764</sup> *El convoy...*, pp. 38-39. Rappelons qu'un ouvrage de référence comme le Laharie sur *Gurs* date de 1985, *L'Odyssée...* de Rafaneau-Boj de 1993 et, dans un genre plus mineur, un roman comme *L'Espagnol*, de Bernard Clavel de 1959.

Ainsi une diatribe du sous-préfet de Cognac, en date du 24 août 1939, c'est-à-dire deux jours après le coup de poignard dans le dos que fut la signature du Pacte germano-soviétique, et s'appliquant au contingent de communistes récemment envoyé de Bordeaux, est présentée comme son opinion sur les réfugiés débarqués dans son arrondissement en février 1939<sup>765</sup>. En revanche, ce qui n'est pas de nature à rehausser la réputation espagnole, comme la présence d'un bordel de Barcelone au grand complet ou le fait que le père d'un des témoins filmés ait proposé à la police française de la renseigner sur ses compatriotes, est soigneusement tu. Le bureau des pleurs est largement ouvert quant aux multiples misères infligées par les Français en général et les commerçants en particulier aux braves réfugiés, alors que les efforts d'accueil par des particuliers sont à peine évoqués, et surtout pas chiffrés<sup>766</sup>. Pas plus que ne sont donnés les chiffres de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et autres secteurs. Ou celui des malades et blessés soignés dans les hôpitaux. Des épisodes capitaux comme le Pacte germano-soviétique et l'afflux soudain de dizaines de milliers d'évacués mosellans ne sont même pas évoqués<sup>767</sup>.

Les Tsiganes sont superbement ignorés, tant il est plus facile de reprocher aux Français de se désintéresser des Espagnols que de s'intéresser soi-même aux autres.

L'établissement de comparaisons entre les réfugiés espagnols et les immigrations ultérieures est non seulement légitime mais souhaitable. Encore faudrait-il qu'elle dépasse le stade du télescopage entre les souvenirs personnels et les images médiatiques de nos banlieues, fut-il épicé d'allusion à la « montée de l'extrême droite » ou à l'envoi de quelques tortionnaires du temps de la guerre d'Algérie pour former les polices de telle ou telle dictature sud-américaine<sup>768</sup>. Des parallèles avec l'afflux des pieds-noirs par exemple, qui présente beaucoup de traits similaires, seraient certainement fructueux. De même que de confronter les stratégies d'intégration<sup>769</sup>.

Le rôle des Français dans le sauvetage des réfugiés à l'approche du convoi du 20 août ne fait pour sa part l'objet que de quelques allusions indirectes<sup>770</sup>. D'ailleurs, en dehors de l'auteur des *Indésirables* et de quelques paroles arrachées au fils de l'inspecteur Soulier auquel on a renoncé à faire avouer en raison de son grand âge qu'il était au courant de l'envoi du train à Mauthausen, aucun Français n'a droit à la parole. Mais pas de jaloux : même le rôle de la vieille émigration est passé sous silence<sup>771</sup>.

Au demeurant, pour chercher à se faire une idée des Justes, encore faudrait-il commencer par se demander combien d'Espagnols ont été sauvés. Or, cette question est complètement bâclée. À tel point que, cherchant à déterminer si un deuxième convoi avait été projeté, les auteurs citent un témoin faisant remarquer que 927 Espagnols seulement avaient été livrés sur les 2.000 promis, puis un second assurant à la page suivante qu'il en restait si peu que cela ne justifiait pas de repasser les plats<sup>772</sup>. Or, il est bien connu qu'il ne faut pas se fier aux témoins pour les questions de nombre et, *a fortiori*, à un témoin aussi peu fiable qu'Olmedo<sup>773</sup>.

La façon dont est envisagée l'hypothèse d'un second envoi laisse pantois devant l'absence de critique interne des témoignages et leur articulation avec les archives. Trois témoignages sont ainsi cités dont le plus fiable (ou le moins douteux) est celui de Dolorès Sangüesa, interprète au camp des Alliers, qui aurait interrogé le directeur à ce sujet. Soulier lui aurait répondu par l'histoire des 927 et

---

<sup>765</sup> *El convoy...*, p. 49-50. Les références sont celles de la version espagnole. Préface du Premier ministre socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Nous passons sur les erreurs de détail comme d'affirmer que dix baraques ont été construites rapidement à la Combe-aux-loups (53) alors qu'il ne s'est agi que de restauration de bâtiments en dur.

<sup>766</sup> *El convoy...*, p. 65.

<sup>767</sup> *El convoy...*, p. 74. Mais l'est l'hostilité grandissante de la population envers les Espagnols qu'aurait suscitée cet afflux, selon le sous-préfet de Confolens (p. 78). Erreur aussi sur les Alliers, qui n'était pas un camp-champignon improvisé en quelques jours fin août ou début septembre 1939, mais un camp en construction depuis le début du mois de juillet.

<sup>768</sup> *El convoy...*, p. 39.

<sup>769</sup> Mais c'est là un terrain dangereux. Pour avoir osé rappeler que les Espagnols étaient éparpillés dans nos cimetières comme le sont tous les citoyens français, et contester ainsi la création de carrés musulmans même pas orientés vers La Mecque et prolongeant jusque dans ces lieux les ghettos urbains, souvent à l'initiative d'anciens caïds qui démontrent ainsi à leur « communauté » qu'ils ont conservé en France le pouvoir d'influence que leur avait jadis accordé l'administration coloniale, l'auteur s'est fait spirituellement traiter par M. Ismaël Karroum, de la *Charente libre*-Cognac, d'« historien autoproclamé aux idées ras-le-front » (*La Charente libre*, 15 novembre 2006). Le malheureux en est en effet resté à l'idée que le progressisme ne faisait qu'un avec la critique de toutes les croyances et n'avait pas encore compris que le *nec plus ultra* incarné par les maîtres-penseurs de la PQR consistait à s'incliner devant les foutaises médiévales plus ou moins repeintes au goût du jour.

<sup>770</sup> *El convoy...*, pp. 109-110.

<sup>771</sup> Ainsi, l'hispanité de Mme Castaner, évoquée par Manuel Huerta (pp. 40-41), est ignorée, tout comme celle des employeurs des Paredes, les Alemany, qui ne sont même pas nommés.

<sup>772</sup> « Porque ya éramos relativamente pocos. » *El convoy...*, pp. 190-191.

<sup>773</sup> P. 190, Olmedo, qui s'est marié à la rescapée descendue à Angoulême au retour du convoi, raconte qu'ils sont allés ensemble à la Kommandantur demander des nouvelles du père de son épouse et qu'un officier, qui fut plus tard exécuté par les nazis pour cause de ralliement à la Résistance française (?!), lui rapporta les conversations entre Serrano Suñer et Berlin avant de lui recommander de ne plus redemander de nouvelles de Mauthausen. On est en plein roman !

des 2.000, et lui aurait vanté cette perspective de départ au motif que les réfugiés iraient dans un endroit meilleur pour eux. Or, c'est ce même Soulier dont Dolorès prétend qu'il aurait été qualifié devant elle de traître le 20 août par le commissaire central Couillaud pour avoir dissimulé la véritable destination du convoi à ses protégés. Qui plus est, par un certificat de travail signé de ce même Soulier, nous savons que Dolorès a définitivement quitté le camp des Alliers le 25 août. Or, le document émanant du nouveau préfet Papinot censé attester de la préparation effective de ce second convoi date du 10 octobre. Papinot demande alors la liste des Espagnols qui se trouvent au camp des Alliers et qui, en raison de leur moralité ou de leur attitude politique, seraient considérés comme indésirables et justifieraient qu'on prenne contre eux une mesure d'éloignement. À cette date, il n'y a plus que 27 Espagnols aux Alliers et rien ne prouve que la destination prévue soit Mauthausen. Si un second convoi n'a pas été formé, c'est moins en raison des actes de résistance et de la préparation du judéocide, comme le prétendent Armengou et Belis, que de la situation des Espagnols qui soit se planquent, soit travaillent pour les Allemands.




Camp des Alliers à Angoulême

Le Directeur du Camp des Alliers,  
soussigné déclare avoir employé au service  
du Camp des réfugiés espagnols de Ruelle  
du 31 Janvier au 31 Août 1939 et au Bureau  
de Renseignements du Camp des Alliers à  
Angoulême du 1<sup>er</sup> Septembre 1939 au 25 Août  
1940, en qualité de première interprète  
et ensuite de Chef du Bureau des mutations,  
Mademoiselle Dolores Sanguesa, âgée de  
21 ans, de nationalité espagnole.

Il n'a eu qu'à se louer de ses services  
rendus avec dévouement, ainsi que de la  
conduite et de la probité avec lesquelles elle  
s'est acquittée du travail dont elle a été  
chargée. Excellente moralité, travailleuse  
infatigable, M<sup>lle</sup> Sanguesa s'est montrée toujours  
digne de la confiance qui lui a été accordée.

Angoulême le 25 Août 1940

 *A. Soulier*

### Camp des Alliers à Angoulême

Le Directeur du Camp des Alliers soussigné déclare avoir employé au service du Camp des Alliers espagnols de Ruelle du 31 Janvier au 31 août 1939 et au Bureau de Renseignements du Camp des Alliers à Angoulême du 1<sup>er</sup> septembre 1939 au 23 Août 1940, en qualité de première interprète et ensuite de Chef de Bureau des mutations, Mademoiselle Dolores Sanguesa, âgée de 21 ans, de nationalité espagnole.

Il n'a eu qu'à se louer de ses services rendus avec dévouement, ainsi que de la conduite et de la probité avec laquelle elle s'est acquittée du travail dont elle a été chargée. Excellente moralité, travailleuse, infatigable, M<sup>lle</sup> Sanguesa s'est montrée toujours digne de la confiance qui lui a été accordée.

Angoulême, le 25 Août 1940

A. Soulier

La chasse au témoignage en Charente s'étant avérée plutôt décevante, la production, qui disposait de gros moyens, n'hésita pas à faire mander en taxi une réfugiée de Juignac, près de Montmoreau, soit 70 km aller-retour. Cette héroïque vieille dame de quatre-vingt neuf ans avait reçu le 8 mai précédent, pour sa participation à la Résistance, la médaille de la Reconnaissance française des mains du maire de sa commune et du conseiller général (et futur président du conseil général), Jean-Michel Bolvin. N'avait-elle pas été embarquée dans le convoi du 20 août et séjourné six mois à Mauthausen où elle avait vu mourir son père ? Expulsée en Espagne au bout de six mois, elle avait eu l'intuition subite de s'échapper avec une amie en gare d'Angoulême alors que ses compatriotes avaient été accueillis à Irun à coup de mitrailleuse. Puis elle avait rejoint le maquis du côté de Lorient, Quimper, Quimperlé et Bannalec, et finalement porté le drapeau des déportés à leur retour à Angoulême, drapeau qu'elle avait eu l'honneur de remettre en 2002 au Musée de la Résistance <sup>774</sup>. Intrigué par les invraisemblances de ce récit, nous contactâmes l'une de nos plus perfides informatrices qui n'était pas moins étonnée que nous de ce palmarès. Elle se souvenait plutôt d'une dame quelque peu exaltée qu'elle avait dû sauver à la Combe-aux-Loups lorsqu'elle avait menacé de se noyer dans la Touvre parce que son fiancé espagnol la trompait avec une Française. Puis elle avait effectué un séjour prolongé sous l'Occupation rue du Point-du-Jour, à proximité des plus célèbres bordels d'Angoulême. Interrogée par Montse Armengou, la mythomane fut rapidement confondue et renvoyée dans son douar d'origine.

Le retour de Mauthausen est rapidement expédié par les auteurs qui, réduisant toutes les victimes (réfugiés et déportés) à leur seule dimension de victime, ne donnent aucune précision sur leurs parcours professionnels, matrimoniaux <sup>775</sup>, politiques ou autres. De même qu'ils préfèrent évacuer les questions politiques et les oppositions partisans en prétendant qu'elles s'étaient miraculeusement dissoutes pour faire place à une saine union dans l'adversité <sup>776</sup>.

Bref, l'Espagne est entrée dans l'Europe mais force est de constater que tout ce qui pourrait nourrir un dialogue franco-espagnol est éliminé ici au profit de règlements de compte hispano-espagnols solidement manichéens, sans doute davantage porteurs en matière d'audimat.

Quoiqu'il en soit, puisque chaque génération réinvente le fil à couper le beurre et que l'audiovisuel porte plus loin sinon plus profond que le livre, ne doutons pas que cette œuvre a certainement contribué à faire connaître une tragédie qui l'est encore trop peu.

Montse Armengou est d'ailleurs venue présenter son film à Angoulême lors de la Semaine espagnole d'octobre 2007, suivi d'un débat avec deux rescapés et l'historien de l'Occupation Hontarrède, tandis que deux conférences sur la guerre d'Espagne et les camps de réfugiés étaient proposés par Enrique Líster, « maître de conférence à l'université de Poitiers et fils du célèbre général républicain<sup>777</sup> ».

Finalement, l'activisme revigoré de l'association espagnole déboucha le 19 janvier 2008 sur l'inauguration d'une stèle à la mémoire des 927 près du monument aux déportés de la gare d'Angoulême : « Ce qui nous réunit, proclama le maire, Philippe Mottet, c'est l'exigence morale. Nous réparons ainsi un oubli. L'essentiel, c'est qu'aujourd'hui, nous honorions ces 927 républicains espagnols ».

À défaut que son maire ait consenti à la débarrasser de son boulevard à la gloire des frères Tharaud, auteurs notoirement pro-franquistes, Angoulême a donc enfin son lieu de mémoire. *La Charente libre* et *Sud Ouest* s'enflammèrent pour cette initiative de la « communauté » espagnole. Tel enfonça le clou sur le convoi qui devait partir en Hollande. Maria Leport et sa fille, de Biarritz, se déclarèrent « très contentes que l'on rende hommage à ces Espagnols dont on a jamais parlé [*sic*] ». Et Georges Nadal, de Montauban, fils d'immigré espagnol, expliqua ce silence par le fait « qu'il y a des choses qu'on essaye d'occulter » <sup>778</sup>.

Quant au texte gravé en français et en espagnol sur le granit, force est de constater une fois de plus qu'il relève de l'hyperbole et du superlatif :

---

<sup>774</sup> Jean-Luc Tenant, « Juignac a fait honneur à XXX et son attitude courageuse pour la liberté », *La Charente libre*, vers le 10 mai 2003.

<sup>775</sup> Sur la base des renseignements recueillis auprès des témoins charentais sur eux-mêmes et leurs connaissances, nous avons estimé que la moitié des mariages avaient été mixtes dès la première génération.

<sup>776</sup> *El convoy...*, p. 77.

<sup>777</sup> Réfugié à Moscou, Líster a refusé le tournant de l'eurocommunisme négocié par Santiago Carillo et approuvé en 1968 l'écrasement de Printemps de Prague par les chars du Pacte de Varsovie.

<sup>778</sup> Nassira El Cherqui, « Une stèle pour raviver le souvenir des déportés espagnols », *La Charente libre*, 21 janvier 2008.

le 20 août 1940,  
le premier train de la déportation  
de la seconde guerre mondiale  
est parti de cette gare d'Angoulême  
vers le camp d'extermination de Mauthausen  
avec 927 républicains espagnols.  
La plupart seront exterminés,  
véritable crime contre l'humanité.  
N'oublions pas.

Or :

— le convoi d'Angoulême a été précédé par quatre autres trains d'Espagnols en provenance de stalags ;

— Mauthausen n'est pas habituellement classé dans les camps d'extermination : la mortalité des Espagnols y fut très élevée (66,2 % sur 7.189) mais celle des Juifs de France, onze fois plus nombreux, atteignit les 97 % ;

— la « plupart » des 430 furent exterminés (357) mais pas la « plupart » des 927. L'enquête d'Armengou et Belis n'indique pas de mortalité spéciale pour les refoulés vers l'Espagne <sup>779</sup>.

Bref, on érige des pierres ; il n'est pas sûr que le niveau monte.



---

<sup>779</sup> *El Convoy*, chap. 7 : « Última estación : España ».





*Le 20 août 1940,  
le premier train de la déportation  
de la seconde guerre mondiale  
est parti de cette gare d'Angoulême  
vers le camp d'extermination  
de Mauthausen  
avec 927 républicains espagnols.  
La plupart seront exterminés,  
véritable crime contre l'humanité.  
N'oublions pas.*

*El 20 de agosto de 1940,  
salio de esta estación de Angulema hacia  
el campo de exterminio de Mauthausen,  
el primer tren de deportados  
de la segunda guerra mundial.  
En él iban 927 republicanos españoles.  
La mayoría serán exterminados  
en un verdadero crimen contra la humanidad.  
No les olvidemos.*





## ANNEXE 1

RUELLE, 1939  
HÉBERGEMENT DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS PAR DES PARTICULIERS  
(mise à jour 14 décembre 2003)

ALAMARGOT	Marchand de vélos	8/6	Fernando SANZ (32). Comptable des entrées et sorties au camp. Rapatrié le 12/8/39.
ANTOINE Jean	Maire socialo-communiste. 79, av. Wilson	3/3	Ángeles ROMERO PACHECO ép. MÉJIAS et ses enfants Angéline et María (2 ans et 2 mois). 4/4 : demande départ au Mexique avec son mari. 28/8 : sur interv. du maire auprès préfet, Juan MÉJIAS SERIO (29) venu de Bram pour 8 jours afin de voir sa famille malade.
AUPY Daniel	Ouvrier Fonderie (ex-facteur). 34, Quartier-Neuf	26/2	Concepción RODRÍGUEZ ép. ALVAREZ (34) avec Montserrat, María et Enrique (8, 12, 14). 21/8/39 : Aupy demande en vain aux autorités nouvelles du père, ALVAREZ PARDO, de Barcelone.
		26/2	Isabel Ugalde (29) et ses enfants Isabel et Francisco (7 et 5). Fixés à Angoulême.
		12/4	Geromina ISERN ép. PONS (23). Partie le 14/4 pour Sète.
BAILLON	Ouvrier Fonderie. 23, Quartier-Neuf	7/3	Amparo JUAN (17).
BANIZETTE André	Ajusteur à Villement puis moniteur École d'apprentis Fonderie	3/5	Iñes CAROS ép. LLASAT (45).
BARBIER Marc et Suzanne	Mécano et institutrice. 43, av. Wilson	4/3	Flora COLOMA (31) et Pilar CARPIO (24). Cette dernière rejointe le 7/9 par son ép. Anicete GETE, ex-officier aviateur : employé à la boulangerie Delage à Ruelle puis le 6/11 chez Gioux (BTP) au Gond-Pontouvre. Famille aux Alliers.
BARBOT Pierre	80, av. Jean-Jaurès	?	Ricardo ESCOTÉ PUYADOS (51) arrivé de Bram le 19/3 à la demande de Barbot qui avait fait hospitaliser son ép. Conchita (49) qu'il hébergeait avec leur fils Joaquín (12). 18/9 : emploi chez Lottet.
		20/3	Juana ZALACAY ép. SERRANO (Renteria, 1908). 11/9 : emploi chez Mme Tirait, 11, r Jean-Jaurès. 18/10 : rapatriée.
BARRIÈRE Pierre	Ajusteur Fonderie. Adh épicerie coopérative. 21, r du Bourg	1/3	Encarnación ÁNGEL RUBIO (20) et ? Ángeles CIPRES SUESO (19). 8/6 : rejoint sa mère à Moulin-St-Cyr (Rennes).

BELLIER Émile	Agent technique principal Fonderie, nommé cons. municipal sous Pétain. 12, r des Seguins	4/5	Manuel et Amalia MARTÍNEZ (49 et 44), leurs filles Ana et Adelina (11 et 7) et
		4/5	María VARRANQUERO (25) venue de chez Ferrant Paul.
		1/9	les 5 précédents pris par Tourand, adj. Maire St-Amand-de-Boixe.
		4/5	Francisco et Anastasia GALLEGO (56 et 45). Venu de chez Ferrant.
		?	Antonio PASAGALI, auparavant chez Marcel Berdon (cf.). Soi-disant inspecteur de la police spéciale de Barcelone considéré comme suspect. À la rentrée interné aux Alliers et renvoyé au Vernet. 6/1/40 : récl. en vain par Chapelon & G.
		5/7	Mme Bellier intervient avec appui sénateur Gounin, proche de Déat, pour obtenir venue de Juan TORRENS ABADIA à Bram dont mère, ép. et enfant à Ruelle. Mais 12/8 général cdt camp de miliciens refuse libérer cet « anarchiste dangereux » qui a été transféré
BERDON Henri & Léontine	Photographe, puis dessin. industriel. 4 r des Écoles, le Maine Charnay	1/3	Amparo DAMASO ép. PASAGALI (24). 17/3 : décède à l'hôpital.
			Venue de son mari (cf. Marcel Berdon).
		1/3	Antonio (1) : fils des précédents. Hospitalisé au Doyenné. Une pièce le donne pour mort mais il figure sur la liste des rapatriés du 3/9.
BERDON Marcel	Retraité. 99, av. Wilson	24/2	Redención VEGA ép. BRAVO (40) et ses enfants Armonia et Floreal (15 et 7). Transférés le 28/6 chez L. Lapouge.
		19/3	Antonio PASAGALI (30) : autorisé à venir de Bram pour assister obsèques de son ép. (cf. H. Berdon). loge ensuite chez Bellier (cf.).
BERNARD Jean	32, cité du Bourg	21/4	Generosa MARTÍN (24/2/19). 31/7 : chez Denis Chevet à Angoulême.
BERNARD Louis	Militaire de carrière puis contrôleur d'armes. Fonderie. Quartier-Neuf	3/3	Vicente et Leonor GUINOVART (22 et 22). 14/4 : départ pour Oran.
BESSARD Georges	Ouvrier Fonderie. 17, cité des Seguins	18/4	Hermína RUIZ DE LÉON (26). 27/4 : rapatriée.
BLAINEAU Armand	Les Carreaux	24/3	Carmen RIVERO (18).
		2/8	Manuel RIVERO REYES (9/1/1882, Cordoba), mort à Mauthausen.
BLANCHIER Angèle	33, av. Jean-Jaurès	25/4	Ángel RAMOS DENIA (36), chef de la section anthropométrique de la police de Barcelone, et ses enfants Adelina et Ángel (16 et 8). Venu sur avis fav. Soulier pour se rapprocher de son ép. Concepcion MAJADO (30) et de leur fils cadet Jorge (5) hospitalisé.
		29/5	Mme RAMOS et Jorge. Rapatriée à la rentrée. Transmet en déc. à son mari nouvelle codée de l'exécution d'un autre rapatrié, Jaime Guthbert.
BOCHOREL	28, rue du Pont-Neuf	4/3	Luz PEREIRA (12). Va chez Vergnaud.
BOILEVIN René	Serrurier Fonderie. La Terrière	8/3	Josefa MARTÍNEZ (37) et ses enfants Josefa (6) et Juan (3).
		11/3	Vicenta PÉREZ ép. BUENO (63). 11/5 : départ probable pour le Mexique avec Augusto BUENO (65).
		11/3	Joanita FORNOS (12).
BOIREAU André	Les Seguins	2/3	Mercedes NICOLAS
		28/3	Antonia NUÑEZ ép. NICOLAS (27).

BOISDUSAULT Alphonse	Fonderie. Le Maine Gagneau	18/2	Hourdes XIXONS (10). Transfert aux Alliers puis 5/1/40 chez son père 2, r des Acacias, Angoulême.
		26/5	Obtient accueil du père, Luis XIXONS CASAS (56) arrivé de Bram. Domingo XIXONS, mobilisé à la 151e CTE (Loir-et-Cher), est récl. en vain le 20/2/40 et par Cordebart & Michaud le 22/3/40.
BORDE Achille	62, av. Jean-Jaurès	5/7	Rosina SOBRINO ALBARRACIN (8), fille de Josefina ALBARRACIN. Déménagement chez Vergnaud.
BOSCHEREAU Louis	Les Ribéraux	11/4	Alicia COIDURAS PLANAS (21), instit. Ensuite bonne chez M. Brun à Villars-de-Mérignac puis bureaucrate aux Alliers. Obtient venue de son père aux Alliers après un refus le 25/12/39. Se fiance à un réfugié blessé de guerre. Père mort à Mauthausen. Elle rapatriée par convoi retour. Redevient instit. à Barcelone.

BOSQUET Maxime	IDT Fonderie 9, rue des Seguins	4/3	Pepita ALEGRE (19). Rapat le 23/6/39 avec Georgina et Magdalena ALEGRE (cf. Longat). Modiste arrivée par le convoi du 31/1.
		26/7	Francisca TRIADO ép. NAUDI (42) précédemment chez Pauliac. Rapatriée le 31/7 avec Jésus (15). Offre à déjeuner à Dolorès dite Lolita Sangüesa, interprète au camp.
BOURDREZ Gustave	Bourelrier ? 3, chemin de la Groye	18/2	Dolorès ALBERZ (40) et son fils Salvador ZABALA (17). (À ne pas confondre avec Dolorès ALBERTZ (36) rapatriée le 5/3). Du 25/6 au 17/7 : bonne chez Étienne Chollet, vétérinaire et conseiller municipal de Ruffec. Cf. Nivelles.
		27/3	Carmen RIESGO ép. ALEGRE (25) et María DEL CARMEN ALEGRE (5 mois). Venues de chez Jean (cf.). 14/4 : départ à Bédarieux (Hérault).
		6/8	Guillermo BLANCO LINGUERI (41), cdt au ministère de la Marine puis comptable des entrées et sorties au camp des Alliers avec son ép. Teodora GIL VILAR (42), Elvira (10) et le 28/9 Juana (13). Jan 40 : fait venir de Septfonds un neveu de son ép., Jesús GIL
BOUTET François	Ouvrier Fonderie. 27, Quartier-Neuf	3/3	Anita GARCÍA (8).
BOUYER Eugénie	Veuve. Sans profession. 20, rue J.-Jaurès	8/3	Juan PONCE (44 ou 48) et son ép. Joséfa BERNAL (42). 5/6 : départ chez Gras (cf.).
		7/5	Agustín PEREIRA et son ép. Victoria MARTÍN (50 et 54).
		26/6	Pilar ALVAREZ ALONSO (18)
		13/7	Elena GONZÁLEZ (20)
BRODEAUX Odette	19-21, av. Wilson	23/10	Asuncion SANCHEZ ép. RAMÍREZ (34)
		6/3 40	Amparo TOBENA ép. TORRENS (35), Antonia ABADIA Vve TORRENS (49) et sa fille de 22 mois.
BRUMEAU Roger	Pdt ass. laïque. Les Riffauds	27/7	Amparo MARTÍNEZ OROZCO (22)
		27/7	Ángela CUESTA DÍAZ (12) : gardienne d'enfants.
		28/3/ 40	Lucía ODRIA HARLUCEA (11) : idem. Venue de Cognac.
CHARLES Maurice	Ouvrier Fonderie. Rue Maurice-Bouchor	29/5	Carmen FERRE (17).
CHAUMETTE Lucien	Militaire puis maçon. Quartier-Neuf	5/8	Carmen SANTIAGO ép. GÓMEZ (48) et son fils Manuel (9).
CHAUVET François	Les Seguins	4/3	Francisco RIUS (16) : reste de la famille chez Yvette Abriat à Magnac-sur-Touvre.

		7/5	José RIUS GARCÍA PONCE [ou GARCÍAPONS](41) en provenance camp pyrénéen. Rejoint le 28/6 par son ép. Rosa MARCET (38) et leurs enfants Teresa, Rosa, Magdalena (12, 10, 1). Trouve un emploi au garage Vallet à Angoulême réquisitionné par l'armée, ce qui lui permet d'obtenir le 16/9, après refus le 28/7, la venue de son fils Domingo (17), instit. à Caussade. Mort à Gusen.
CLAVAUD Ernest	16, r du Pont-Neuf.	27/3	Casilda MENDEZ DE PILA (29).
CLÉMENT Édouard		21/2	Virginia BOLLAIN (15). 5/7 : part avec sa mère Clara (55), sa sœur Eusebia (cf. Fournial) et son frère José rejoindre son autre frère Miguel à Arudy.
CLERC Veuve	Café de l'Union, av. Wilson	4./10	Carmen GRAU SUÑER (Teruel, 1914).
DÉCLIE	Charron. Av Jean-Jaurès	5/5	Carmen LÓPEZ
DELAGARDE	Les Adjots	2/8	Rosa ROCCA ép. PATRAC (Barcelone, 1906) : bonne.
DELAGE Raoul	Employé Fonderie. Rue Maurice-Bouchor	3/3	Rafaela CORTÈS RODRÍGUEZ SOTO (17). Ép. l'aîné des cinq fils de la maison, Edmond. Ils ouvrirent un café-rest. à Nice où leur fils unique, Manuel, a monté une entrep. de 2nd œuvre du bâtiment.
		7/9	Aniceto GETE et son épouse Pilar (cf. Barbier) : employés.
DENIS André	Secr. section SFIO après guerre. Cons. mun. SFIO selon Maitron. 75, av. Jean-Jaurès	4/3	Dominga TELLO (15) : fille de Rafaela (transférée aux Alliers) et de José TELLO JORDAN (né en 1892 à Teruel, réclamé le 29/4/39 à Bram, mort à Mauthausen), sœur de Encarnación (29, mère de Liria et Pepio LAHOZ TELLO) et de Josefina (19, prise le 13/7/39 c
DESLANDES Louis	Coiffeur. 50, av. Jean-Jaurès	7/3	Iñes FERNÁNDEZ (16)
DESVERS Mme	59, av. Wilson	12/2/ 40	Juanita AGUIRRE FRIAS (31), bonne. Réfugiée à La Rochefoucauld puis aux Alliers. Avait refusé rapatriement car gardait une infirmerie en Espagne. 12/3 : part chez son oncle Frias à La Plaine Saint-Denis
UCHER Armand	4, av. Jean-Jaurès	17/3	Manuel GIMENEZ (25) et son ép. Juana JUANOLA (19). 17/6 : départ chez Thomas.
DUMONTÉ Louise	Concierge coopérative. av. Charles-Gide	1/3	Mercedes MORERA (28). 21/10 : chez Louise Granet, rampe du Secours à Angoulême. S'est fixée à Angoulême où elle ép. Francisco RÍOS.
DURRIEUX Lucien	Tourneur Fonderie. 10, cité des Seguins	4/3	Carmen Badia (51) et Vicenta García (22) avec ses enfants Carlotet Salud FONT (3 et 1). D'août à nov., Durrieux récl. avec appui Gounin la venue des maris : Damaso BLASCO LACAL (au Vernet
DUVERNEUIL Lucien (ou Marcel)	Ouvrier. Fonderie. Magasin fleurs, a v. Wilson	?	Trinidad ALCAIDE ép. CAZORLA (22). « Seule et très fatiguée », dit Duverneuil qui récl. le 9/5 le mari, Salvador CAZORLA FERRES, interné à Bram. Embauché le 16/7 comme ouv. agric. chez Gaston Petit au Gond-Pontouvre puis le 22/10 chez Mme Léon Grégoire,
ENTREPRISE INDUSTRIELLE	Succ. de Ruelle, Rue des Coopératives	8/39	Récl. comme manœuvre José MONTOYA CASTELLANO recruté le 19/8 comme ouv. agric. par Arthur Bertrand au Breuil de Champniers.
ESTIN Louis	Ouvrier Fonderie. La Petite Vallée	28/3	José Alcubierre (14) qui passe ensuite chez Treuiller. L'intéressé, rescapé de Mauthausen, a oublié cet épisode.
FAURE Jean	Ouvrier Fonderie. Villement	6/7	Carmen RODRÍGUEZ ép. SOLDEVILLA (26).
FAURY Robert	Ouvrier Fonderie. 45, rte de Mornac	17/3	Carlos Guillen (5). 21/4 : rapatrié avec sa mère María HERNANZ et son frère Cesar (16)

FERRAND Gérard	Restaurateur chargé de la subsistance du camp. Futur déporté. 489, av. Roger Salengro	18/2	Luis BANOS GUTIÉRREZ (12). 23/6 : rapatrié.
FERRANT Paul	3, r. de la Forge	27/2	Francisco HALLEGO (56), ing. de Barcelone arrivé par convoi du 31/1 Manuel MARTÍNEZ (56), son ép. Amalia ANDRES (44), leur fille Adelina (5). María VARRANQUERO (25). 4/5 : départ des 5 précédentes chez Bellier (cf.). Anastasia BANDELBA (45).
		7/8	Appuie avec succès la demande de Martín Garate, venu de Gurs pour assister aux obsèques de son enfant, qui veut rester à Ruelle en travaillant aux cuisines de Ferrandt avec son ép. Catherine Troz. 7/12 : rejoint sa femme et ses deux enfants aux Alliers. 2/
FONTANAUD Lucien	Hôtel Beauséjour & restaurant La Carpe d'or, 39, av. Jean-Jaurès	17/4	Carmen MARQUÉS ép. MONGUILOD (39) et ses enfants Angeles et Narciso (17 et 14). S'enfuient le 24/7 pour rejoindre le chef de famille, Ricardo MONGUILOD, dont Fontanaud avait en vain demandé la venue de Bram le 22/5.
		30 janv	Emploie Firmin FULLA SOLER qui travaillait précédemment chez Maurice Lepage, agric. à Selommes, Loir-et-Cher.
		24/7	Irena BATLLE (1892) et sa fille Elvira (1912), cette dernière rejointe le 5/6 sur interv. Taittinger par son fils Salvador PUIGDEBALL BATLLE (13) en provenance de Banyuls en vue de leur rapatriement.
FOURNIAL Charles	Ajusteur Fonderie. La Petite Vallée. 2, chemin des bois	23/3	Eusebia VOLLAIN (23). Cf. Clément.
GAUTHIER François	Logis Maine Gagneaud	28/2	Olvido GARCÍA (18)
		10/4	Denise COLL (12). Fille de Bartolomeo COLL PLANA (venu de Bram, ouv. agr. chez G. Rambaud à Marcillac-le-Franc puis 2/1/40 chez André Llois, bois en gros à La Rochefoucauld) et de Juana CALLONGE (couple à distinguer de Jaime COLL BONMUSA et Modesta ESCOT
GIRARD Guy	Ouvrier Fonderie. Quartier-Neuf	?	Enrique BERNATALLADA CLOA (17), anc. nickeleur à Barcelone. Avec l'appui du maire, Girard demande en juillet la venue du frère, José, inténé au Barcarès mais Soulier objecte qu'Enrique n'est pas, en dépit des apparences, hébergé par Girard et que José se
GIRARD Jean	Ouvrier Fonderie. Quartier-Neuf	16/3	María GÓMEZ ép. LLESTRES (22).
		?	Emilia SÁNCHEZ ép. SIDERA (23) et son fils Luis (1).
		?	Antonia MARTÍNEZ ép. GIMENEZ (30) et son fils Juan (7 mois). 28/12 : Avelino GÍMENEZ SALMERONE vient de Seine-et-Marne aux Alliers et trouve du travail à la Poudrerie nationale d'Angoulême.
GIRARD Marguerite	Quartier-Neuf	17/7	Isabel CARRILLO LEAL ép. CINZANO (29). 20/9 : rejoint son mari employé SNCAM-Toulouse.
GOFFRETEAU R	Épicier. 7, av. Wilson	1/3	Francisca DOMÍNGUEZ (13).
GOURSAUD Roger	Forgeron Fonderie. Fissac	27/2	Emilia MORÓN ép. RODRÍGUEZ (30) avec Agueda et Ventura (2 ans et 9 mois). 23/12 : rejoint à Montluçon son mari Baldomero RODRÍGUEZ CUBRIA dont Goursaud avait en vain réclamé le 9/6 la libération de Gurs. Manuela González (27), ép. de Jesús Rodríguez (frère
GRANGEAN Robert	87, av. Wilson	11/3	Miguel Escalona (12)
		30/5	Julia MULA ép. FLORES (25) et García CIPRÉS (25) qui part le 1/7 chez Faure, 11, r de Pisani. Angoulême.
		27/8	Ángeles RODRÍGUEZ ARCONCHE (21)

GRAS André	Commerçant en retraite. Chemin des Bois	20/2	Joaquín RAMÍREZ PONCE (15)
		27/6	Juan MONCE (44) et son ép. (42). Venus de chez Bouyer. 6/2/40 : manœuvre chez Chap & G. 31/3 : quittent les Alliers pour le 226, r. de Bordeaux, Angoulême.
GRAVERON Lucienne	35, av. Wilson	1/6	Victoria TORRENT ép. SENOCIE (22). 24/7 : chez Raguenaud à Mallaville (Châteauneuf). 3/9 : rapatriement.
HERVOIS Albert	73, av. Wilson	23/2	Antonio ROMAN (6). Cf. Ridat.
HUGUES Dolorès	Hôtel de la Gare	31/5	Amparo CORBALAN (mère de Dolorès H.)(59). Déménagement chez G. Lassourd (cf.).
HUGUET Marcelin	Ouvrier Fonderie. 35, pl du Champ-de-Mars	21/4	Juan MUÑERA MARTÍNEZ (56). Professeur en Espagne, instit à Ruelle. Mort à Mauthausen.
IMBERT Paul	Avenue Wilson	17/8	Antonia DÍAZ RODRÍGUEZ (Séville, 1921)
JARRAUD Jean	13, r. Jean-Jaurès	1/6	Pepita FERNÁNDEZ (25). 18/10 : rapatriée.
JEAN Armand	Leader SFIO Fonderie. Fusillé à La Braconne. 3, r. du Bourg	3/3	Isabel IGLESIAS (24) et son fils Juan (3). 4/5 : départ à Pressigny-les-Pins.
JEAN Daniel	3, chemin de la Groye	27/2	Carmen ALEGRE (25) et sa fille (5 mois) = ? ép. de Víctor ALEGRE RODA, mort à Mauthausen. 27/3 : départ chez Bourdrez (cf.).
JOUBERT	Boulangier, Av. Wilson	6/3	Antonia ALVIDEA ép. ALEGRE (50).
		17/3	Rosaria OLIVAR ép. HIGUERAS (34).
JOUGIER Lucien	Agent technique. 10, r. Paul Bert	27/6	Adolfo FERNÁNDEZ (57), son ép. Matilde TORRES (49), sa belle-mère Antonia MUÑOZ ép. TORRES (73) et sa fille Gloria (16).
JOULIN Jean	Charron. Logis de Ruelle	20/3	Divina ESCARTI (18) et Pepita SAMPER (20) rapatriée le 23/6.
JOUSSEAUME Mme	Cartes de deuil. 14, av. Wilson	27/2	Visitacion RUIZ DE LEON ép. SASSELLI (24) et sa belle-sœur (21). Rapatriées le 27/4.
		29/1/40	tente en vain de faire revenir Fernando BELLVER LOPEZ de la 135e CTE mobilisée à la poudrerie de Mauzac (Dordogne).
JULES Jacques	1, cité des Seguins	2/3	Magdalena RODRÍGUEZ (28) et son fils Fernando (3). 5/3 : départ chez Migret (cf.).
LACHAUD Robert	Cité Maurice-Bouchor	22/2	Antonia COLOMB ép. VIDAL (21) et sa fille Montserrat.
		28/9	René Gravelat, boucher à Cognac dont la prop. de Mareuil n'a plus de personnel, récl. en vain le chef de famille José VIDAL au Vernet. Autres VIDAL chez Turlet (cf.).
LAPEYRE Pierre	1, ch. de la Groye	?	Mario Aldian (20).
LAPOUGE Louis	La Terrière	8/3	Rosario ARRUTI ép. CASTILLO (30), María et Carlos (7 et 6).
		19/4	Rejoins par Francisco ARRUTI SALEGUI (60) depuis Margny-de-Compiègne. 109 : les 4 aux Alliers puis 30/9 chez M. Laprade à Arudy.
		28/6	Julio BRAVO UGIDO (1890, San Sebastian, arrivé à Ruelle le 21/3, reçoit le 10/6 des instruc. politiques interceptées par la censure), son ép. (40), leur fille Armonia (16), leur fils Floreal (12). Précédemment chez Berdon (cf.). 29/10 : embauché par Lottet. 26/11 : départ pour la République dominicaine.
LARUE Louis	Agent technique Fonderie. Rue du Pont-Neuf		Demande appui sénateur Gounin en faveur familles TORRENTS et BAGARIA dont les maris sont à Bram et Agde.

LASSALLE Roger	Forgeron, épicier. Quartier-Neuf	?	Montserrat GARCÍA (50)
		?	Mercédès ALBI (22)
		20/4	Francisco CALLEJA REDONDO (26 jours).
LASSOURD Gabriel	Tourneur Fonderie. Petite Vallée	17/3	Pilar DESCLAZO (35), son fils Francisco (12), sa mère (60). Famille du Dr BOSCH, préposé aux Alliers, logée ensuite à Angoulême par Eugène Toulouse.
		4/6	Amparo MULLOR ép. CORBALAN (58). Auparavant chez Dolorès Hugues. Transfert aux Alliers où la rejoint son mari Cristobal qui refuse le rapatriement en raison de son passé politique et d'adm. 15/11 : employé par Chapelon & Gervais.
LEBCEUF Amédée	Mécanicien chez Lépine. 73, av. Jean-Jaurès.	3/3	Fernanda et Nieves CANAL (13 et 12) rapatriées le 27/4/39.
		9/3	Luciana COLL (18) transférée le 4/5/39 chez le Dr Fauveau à La Rochefoucauld. Cf. Gauthier.
LENOBLE Mauricette	8, av. Jean-Jaurès	8/3	Dolorès PUIG (23). Joseph PUIG MURISCOT (51), agric., autorisé le 24/8 à venir de Bram pour prendre en charge rapidement sa famille. 17/1/40 : Fouilland (charbon en gros). 24/2 : ouv. agric. chez Jarnac à Rabion.
		?	Ana LORENS (53).
LERME Amédée	Cultivateur. Vaugeline	20/6	Santiago MANI venu de Bram. 18/11 : récl. par Marcel Massonnat, prop. à Moutardon ; famille fixée à Angoulême. 19/7 Manuel NAUDI (Abesa, rég. de Lérida, 1879).
LERME Mme	Av. Wilson	1 janv.	María LECANDA ép. SÁNCHEZ (33) : bonne
LONGAT André	Monteur Fonderie. 61, av. Wilson	1/3	Georgina et Magdalena ALEGRE (18 et 16). Rapatriées le 23/6/39 avec leur sœur Pepita (cf. Bosquet).
LOUSTAUD Alphonse	Forgeron Fonderie. 25, Quartier-Neuf	12/3	Amparo JUAN IZQUIERDO (16). 12/7/39 : veut rejoindre sœur et nièce à Marmande.
LOUSTAUD	31, Quartier-Neuf	12/7	Amparo JUAN GURA
LUSSEAUD René	Cité Maurice-Bouchor	28/3	Anunciacion CIMARO (13)
MALISSEN Henri	Secr CGT Fonderie. 23, av. Wilson	21/3	Josefina ALBARRACIN ép. SOBRINO LEON (27). Part chez Vergnaud, puis Treuiller.
MARCEL Maurice	Fonderie. 8, r Camille Pelletan	27/2	Nieves MARTÍN (11)
MARZAT Pierre	Ajusteur Fonderie. Vaugeline	9/3	Francisca ESCUDE ép. SUGRANES (56) et sa fille Francisca (32). 7/6: départ pour le Mexique avec Antonio Sugrañes (58) et leur fils Antonio (31).
MAURELLET Mme	Institutrice Les Seguins	9/3	Francisca JURADO ép. Cesareo VÁZQUEZ (34) avec Mercedes, César et Carlos (11, 10 et 7). S'est vue refuser le 2/3 l'autorisation d'aller à Paris pour régler les formalités de départ au Chili.
MAURICE Charles	rue Maurice-Bouchor	?	Carmen FERRE (17). 2/1/40 : embauchée comme bonne.
MEILLASSOUX Henri	87, av. de Limoges	27/2	Récl Francisco PÉREZ NAVARRO (cf. Nusbaum).
MÉTAIRON Émile	Pharmac. dev dentiste coop. 16, av. Jean-Jaurès	6/3	Juana SÁNCHEZ ép. EGEA (65) rapatriée le 23/9. Cf. son fils chez Roy
MIGRET Edmond	Électricien Fonderie. Marié sans enfant	20/2	José Barranchina (12) qu'il présente au certificat d'études après le départ, le 3/6 vers San Sebastian, de sa mère ép. d'un dirigeant d'organisation séparatiste basque dont elle est sans nouvelle.
		28/6	Fernando (ou Fransisco) RODRÌGUEZ ÀLVAREZ
MILLAC Edmond	Entrepreneur. Rue du Pont-Neuf	4/3	Julia Amorena (12)
		19/8	Réclame en vain pour l'employer le Cne Narciso FONT BADIA au Vernet (cf. Durrieux).

MILLARD Jean	Les Ribéaux	21/2	Juana GARCÍA MORENO (7). Sans famille. Millard se voit supprimer l'indemnité d'hébergement le 10/11.
MONMOULINE X Julien	Fonderie. 28, r du Bourg.	20/2	Josefina dite Pepita CUBELLS ép. ESTIVILL (23) et Juan (2). 21/3 : hospitalisés pour typhoïde. Alliers. 27/2/40 : vont rejoindre Pedro ESTIVILL PUIG enrôlé dans une CTE à Agde après que sa venue ait été réclamée en vain par Josefina (11/8) et Cordebart &
MONTENON Mme	26, pl du Champ-de-Mars	26/2	Carmen ECHEBARRIA ép. TEROL (20).
MOREAU Charles	Forgeron Fonderie, Animateur Éveil social. Rue François-1 <sup>er</sup>	23/2	Dolorès GRANIZO (11).
MOUNIER Pierre	Cultivateur Les Riffauds	6/3	Rosario JURADO (ép. NIETO (22). Rapatriée le 12/8/39 avec Manuela (15), hébergée depuis le 8/3 chez Adrien Ratineaud au Puits de Nanteuil à Mornac. Avait en vain récl. venue de son mari Miguel NIETO ESPAÑA interné à Setfonds. Départ récl. par Mounier.
		26/6	María ALCANTARA ép. MUÑOZ (25) et son fils Miguel (2).
		27/8	Rafaela MUÑOZ ép. FERNÁNDEZ (29), María et José (9) gratis.
		15/12	Hortensia TORRE MIGUEL (15) : bonne.
NADAUD Veuve	Quartier-Neuf	12/5	Ángela BELTRÁN (66), sa fille Conchas ép. Carlos MAURI (34), Carlos, Conchita et Octavio (13, 10 et 6). Viennent de chez Peyronnet.
		24/7	María BACH VILÀ (Barcelone, 1898). Assurera son rapatriement à ses frais sur demande de la mère.
NIVELLE Henri	Tourneur Fonderie. 16, r Pasteur	19/5	Récl. en vain, malgré avis fav. commissaire sp. Couillaud, Francisco ZABALA VICANDI (38), natif d'Euskadi et interné à Argelès qu'il aurait hébergé gratis, non loin de son ép. chez Bourdrez. Demande réitérée en vain le 18/10 par Mme Chollet et un agric. de Ruffec, Joseph Meunier, alors que Zabala est enrôlé dans une CTE de la région de Bourg-en-Bresse.
NOIR Maurice	23, r. Camille Pelletan	1/3	Marcelina NAVAS ép. MARTÍN (44) et sa fille Generosa (19). 8/10 : emploi chez le Dr Henri Morisson à Hiersac avec son mari Héliodoro (Valladolid, 1893). 6/11 : embauche Héliodoro par l'Entreprise industrielle. 21/4/40 : Generosa chez Jean Bernard (cf.).
NUSBAUM André	Tenancier bar. 66, av. Jean-Jaurès	27/3	Josefina SANGRONIZ (30) et sa fille Rosa AZAROLA (14 mois). S'enfuient le 20/5.
		18/5	Francisco PÉREZ NAVARRO (37). Été 39 : Sûreté récl. son renvoi dans un camp de conc. de l'Aude mais il est recruté le 26/7 par Lottet et le 23/2/40 comme charpentier par L'Entreprise industrielle.
PAILLAT René	12, r. du Pont-Neuf	1/3	Elena SALVIDEA (24).
PAULIAC Marie	11 bis, r. des Seguins	8/3	Francisca TRIADO ép. NAUDI (42) ; déménage chez Bosquet. Ép d'Antonio NAUDI BOIXET (47), mécano à la General Motors puis dans l'armée républicaine (cf. Quichot).
PAUTE Augustin	Marchand de bois. 100, av. Jean-Jaurès	13/4	Nicolas MARTÍNEZ (15). Gratis.
PELGEAIS Roger	ouvrier Fonderie. 20, r. du Pont-Neuf	4/3	Joséfine dite Fina CORTÈS RODRÍGUEZ SOTO (14). Sœur cadette de Rafaela (Cf. Delage)



PÉRE Marcel	Secr. du directeur de la Fonderie. Nommé cons. municipal par Vichy. 10, r. des Seguins.	?	Amparo TOBENA ép. TORRENS (35) et sa fille María Antonia (27 mois). Cf. Bellier.
		?	Eulalia BAGARIA (51), mère de la précédente. Part subrepticement le 7/7 pour rejoindre son mari, caricaturiste célèbre, gravement malade à Lagny. Leur fils, Luis BAGARIA ABADIA (30) n'ayant pu se rendre à Lagny pour régler son départ à Cuba propose le 14/
		?	Antonia ABADIA ép. TORRENS (49). 5/3/40 : Luis avec ép. et fille rejoint son père à Lagny.
PÉRIE Julien	Av. Jules-Guesde	2/3	Carmen TOMÁS (15).
PETIT François	5, r. du Pont-Neuf	10/4	María PONS (5). Mère chez Aupy ?
PEYRONNET Irène	Quartier-Neuf	22/2	Juan JUANSANA (36), son ép. Rose Arnaud (34) et Jaime (15). 16/3 : départ chez Joseph Truillenque à Narbonne.
		?	Famille BELTRÁN : Ángela (66), Concha (34), Carlos (13), Conchita (10), Octavio (7). Déménagent chez Nadaud (cf.).
PIERRAT Veuve	3, r Raspail	8/9	Antonio ALEX GARCÍA (Almería, 1902). Auparavant chez A. Thomas
PIERRON		16/6	Isabela TONDELA SÁNCHEZ (19) et enfant de 2 ans. Récl. le 20/5 son ép. Antonio VALLS MANICH (25), amputé d'un bras, interné à Bram. Viendra malgré avis défavorable et périra à Mauthausen

PLAZER Pierre	7, Quartier-Neuf	3/3	Rosa AMAT ép. ROG (45) et María (5).
		29/12	
POITEVIN Maurice	instituteur. Futur maire SFIO après Maurellet. Place du Champ-de-Mars	16/2	Carmen RIERA BIETO ép. VENDRELL (34), Antonio (12) puis
		28/6	Juan VENDRELL (35), agent de police arrivé à Ruelle le 21/3 dont la Sûreté renonce le 20/8 à réclamer le renvoi dans un camp de concentration de l'Aude.
QUÉMENT Gabriel	Colonel, dir École appr. Fonderie. Front national. Mort au Struthof. 90, av. Jean-Jaurès.	8/3	Eulalia GASSOL (23) et son fils Amador (3). Ultérieurement chez Cunha à L'Isle-d'Espagnac avec leur mari et père. Famille établie à Angoulême.
QUICHOT Maurice	Agent technique. 97, av. Wilson	1/3	Jesús NAUDI (15) rapatrié le 3/8/39 avec sa mère logée chez Bosquet après que Quichot ait demandé en vain le 23/6 venue du père en vue de ce rapatriement.
RAFFOUX Jane	Coiffeuse. 24, r. C- Pelletan	7/3	Dolores RAMÍREZ PRADO (15) : 2/6 : rejoint sa mère et deux cadets à Préfailles (Loire-Atl.).
RENON Henri	forgeron Fonderie. Vaugeline	6/3	Antonia TOMÁS (19).
RIDAT Lucien	chauffeur directeur Fonderie. 55, av. Jean-Jaurès.	21/2	Nieves ROMAN (3). Cf. Hervois.
RIGAUD Henri	Chemin de la Groye	20/2	Florida CONTO ép. FRECH (37).
RIGAUD Maurice	Ajusteur Fonderie, Biblio Université populaire	21/2	Josefina PAO (16), ex-dactylo à Barcelone. 23/6 : rapatriée.
RINGSORFF Georges	Secr Université populaire. 5, r Pasteur	4/3	Maruja SUAREZ ép. HUERTAS (20) récupérée au centre Fourcheraud à Angoulême.
		?	Matilde SALINERO ép. SAMANIEJO (45) et Santiago (16) : rapatriée le 31/7/39.
RIVIÈRE Ernest	Ouv. boulangerie coop. Cité de la Petite-Vallée	6/3	Lucia DÍAZ ép. GAMBINO (24) et Juan (13 mois).
RIVIÈRE Léon	Communiste, futur déporté. r. Maurice-Bouchor	1/8	Lucia DÍAZ TORRALBA récl en vain son ép. Santiago GAMBINO REINA, interné à St-Cyprien puis Barcarès.
ROUDY	coiffeur pour dames. 15, r du Pont-Neuf	?	Récl. avec appui sénateur Gounin hébergement Antoine PERIN, vague parent interné à Gurs.

ROUFFAUD Albert	ouv. Fonderie. Quartier-Neuf	22/2	Francisca SARQUELLA BAXO (24) : continue à prendre ses repas au camp. 7/6 : départ en URSS.
ROUFFAUD Madeleine	r. Pontouvre	7/6	Récl Carmen RIERGA PLANAS (21)
		23/2	Rosa PUJOL (47) hospitalisée d'urgence le lendemain.
		29/11	María MASOS ép. DÍOS (24).
ROUGIER Jean-Maurice	ouv. Fonderie marié à une instit. 8, r. Raspail	28/2	Celia GRAJAL MAGUNA GOICOCHÉA (15). Rapatriée le 27/4.
ROY Alphonse	ouv. boulangerie coop. Cité ouv., rte Mornac	8/6	Leonor SÁNCHEZ ép. BARCONS (32) et sa fille Egea (9). Sûreté s'oppose à venue de son mari Eleuterio, interné à Bram puis Gurs (au 15/11). À distinguer de Leonor Egea ép. BARCONS, mère de José (10), accueillie chez Mme Desvaud, 10, cité Mornac puis le 26/1
ROY Marcel	13, r. du Bourg	28/2	Francisca CANOVAS ép. Mor VON BRODSKY (55) et Dolorès FERNÁNDEZ (24).
SABUEL	gérants épicerie DOC. av. Jean-Jaurès.	2/6	Isabel MENDEZ PALENCIA (18), journaliste à Barcelone. 23/6 : rapatriée.
			Sortaient chaque dimanche Antonio GÓMEZ et sa sœur Montserrat.
SECRÉTIN Moïse	ouvrier Fonderie. 58, r du Bourg	16/3	Pilar SANZ RODRÍGUEZ (39) et Paquita (16). Ép. de Carlos MURILLO HARINA, électricien, interné à Barcarès, récl en vain le 16/5 puis par Cordebart & M. le 30/1/40.
SERVÉ Henri	manceuvre Fonderie. 15, cité du Bourg	6/3	Uranie GAVIRA (9) = ? fille de José GAVIRA RUIZ (48), cultiv., récl. le 6/1/40 par Chapelon & G.
SIMON René	rte des Seguins	16/3	Francisca MARTÍNEZ (11).
SITAUD Lucienne	5, r. Camille-Pelletan	29/3	Francisca GANDERILLAS (11).
THOMAS André	boucher. 34, r. Jean-Jaurès	29/3	Carmen FERNÁNDEZ ENCUESTRA (33) et Carmen (12).
		17/6	Manuel GÍMENEZ (27) et Julia JUANOLA GÍMENEZ (19). Venus de chez Ducher.
		30/6	Antonio ALEX (36). Part chez Pierrat (cf.)
		1/10	Manuel TORRONTÉGUY (30) et son ép. Julia JUANOLA (20), catalogués suspects au point de vue national pour n'être pas partis à leurs frais comme annoncé.
TIRAIT	11, r Jean-Jaurès	9/9	Juana ZALACAY ép. SERRANO (Renteria, 1908), auparavant chez Barbot (cf.).
TOULOUSE Eugène	ingénieur Fonderie. Pl du Champ-de-Mars	26/6	Dr Francisco BOSCH MORATA (37), affecté à la surv. médicale des réfugiés en renfort du Dr Latombe de Ruelle, et sa famille précédemment chez Lassourd au 27, r. de Beaulieu, Angoulême.

TREUILLER Laetitia	Épicerie-pension pour mobilisés Fonderie. 78, av. Jean-Jaurès	24/5	Nieves SANZ ABASSAL (44). Victoria FERNÁNDEZ ép. SAN EMETERIO (27), sage-femme.
		?	Saturnina MANTEROLA ép. MIRANTES (26). Infirmière. 6/7 : refuse départ au Mexique
		13/6	Carmen GONZÁLEZ (45)
		?	Josefina ALBARRACIN (25) en provenance de chez Vergnaud, rapatriée le 3/9/39, et sa fille Rosina SOBRINO (8).
		?	Josefa PÉREZ ép. ALCUBIERRE (53) rejointe le 10/8 par son mari Miguel (64) de Bram. Ont laissé deux filles en Espagne. Pensionnés SERE avec leur fils cadet José (auparavant chez Estin) qui sera déporté avec son père à Mauthausen, et Anita ORTIZ (42) ép. d
		7/7	Isaac de ORUE ARTINAÑO (62), comptable, anc. maire de Lekeito mort à Angoulême en 1942 ; son ép., décédée à Angoulême en 1968 ; leurs enfants Anita, infirmière partie en 50 au Venezuela, Karmelia (Carmen), fixée à Angoulême, Isaac (Ixaka) et un 4e de 15 a
		13/8	José María RUBIO SALAZAR (57) et son ép. Pilar ALANETA (45). 15/9 : chez Poitevin, pl Mulac, Angoulême.
		19/9	Francisca INVERNOT ESCOBAR (21).
TURLET André	Dessinateur. Fissac	23/2	Josefa GANDERO ép. VIDAL (33), Fernando et Lolita (6 et 4). Autres VIDAL chez Lachaud. Peut-être ép. de Georges VIDAL employé le 11/1/40 comme ouv. agric. sur vaste propriété Gaston Petit, Le Gond-Pontouvre.
VACHER Pierre	Ouvrier Fonderie. La Ponche	6/3	María et Ana BENITEZ (15 et 11).
VARACHE Ernest	Charpentier Fonderie. Route des Seguins	20/3	Conchita FRANQUET (25). 14/5 : rapatriée.
VAUCELLE André	Modeleur Fonderie. 36, av. Wilson	18/3	Vve Hortensia DE LA CUESTA (56). 17/5 : obtient venue de son fils Alberto SURIO DE LA CUESTA (35), dentiste interné à Gurs, en vue départ à Cuba dt ils sont originaires. 5/7 : refus venue de sa belle-mère Mariana MARTÍNEZ réfugiée à Gannat avec ses deux enfants. 11/8 : rejoint sa famille à Gannat.
		21/5	Dirige concert Philharmonie au camp de réfugiés après accord commissaire spécial Couillaud sur morceaux joués.
VERGNAUD Jean	Retraité. 29, av. Wilson	27/4	Josefina ALBARRACIN ép. SOBRINO LEON (25) et sa fille Rosina (8). Vergnaud obtient avis fav. Soulier pour venue du père Inocencio SOBRINO LEON (26) de Melun car sont financièrement autonomes. Déménagent chez Treuiller.
		26/2	Carmen ALBARRACIN (45) et Trinidat ALBARRACIN ép. CAZORLA (22).
		6/8	Luz GARCÍA PÉREZ (37), Emilio et Luz PERIRA GARCÍA (17 et 13), cette dernière auparavant chez Bochorel.
VERGNOU Élie	Ouvrier boulangerie coop. 6, r. Maurice-Bouchor.	23/3	Carmen TORE (14).
VILLÉGIÉ René	Agent technique. Quartier-Neuf	4/3	Villar GÓMEZ ép. PERCHET (19).
VIVIER Robert	12, r François 1 <sup>er</sup>	21/2	Hortensia MARTÍNEZ RUIZ (?). Cf. Bessard.
X			Francisco FERRER NAVARRO (37), ex-tenancier de maison close à Barcelone. Juillet 1939 : renvoyé dans un camp de concentration du Midi pour proxénétisme à Ruelle.

## ANNEXE 2

### COGNAC

LISTE DES RÉFUGIÉS S.E.R.E. (Service d'évacuation des réfugiés espagnols, d'obédience communiste)  
arrivés de Bordeaux le 11 août 1939, relégués en septembre à Laubaret, commune de Gensac-la-Pallue,  
évacués sur les Alliers en janvier 1940.

\* Déporté à Mauthausen par le convoi du 24 août 1940 (16).

Nom	Prénom	date naissance	Parcours
CASALS AGUIDO	Antonio	1911	Ép. et enf. en Esp. Déc. 1939 : ouv. agr. chez Boulineau, La Bauche à Saint-André de Cognac. Juillet 1942 : responsable résistance espagnole Cognac.
* CASES BORRAS	José	1909	Mécano-soudeur. Alliers. Fonderie Cordebart & M. Refusé après visite médicale par Usines Saint-Jacques de Montluçon car problème aux testicules. Réclamé sans suite par tôlerie Olivier à Levallois.
CLOT OLIU	José	1901	Déc. 1939 : garage Peugeot, Jarnac. Puis Charentaise de motoculture, Cognac. 3 mars 1940 : garage Lacombe & Mirouse, Toulouse.
COBOS MARTÍNEZ	Francisco	1915	Alliers. 4 jan. 1940 : SACER.
COLLADO SÁNCHEZ	Pedro	1909	Alliers. Cimentier Chapelon & Gervais puis 17 jan. 1940, ouvrier agricole chez Joseph Vigne à Limoux.
CORTINA ZAYAS	Manuel	1909	Alliers. Chapelon & Gervais.
* COSTA FLOR DE LIS	Angel	1917	Alliers. SACER.
DIEGO MIGUEL	Cayetano	1892	Alliers. Chapelon & Gervais.
ESPINOSA MORALES	Felipe	1908	Ép. et 6 enf. à Argelès, puis Montauban. Plâtrier chez Calvet & Gaultier à Cognac. 16-2-1940 : ouvrier agricole à Centrès, Aveyron.
ESTEVE CASAS	Buenaventura	1908	Déc. 1939 : ouvrier agricole L.G. Elichagarray à Langlée par Marcillac-Lanville.
*EXPOSIDO GARIDO	Mariano	1911	Ép. et 1 enf. à Saint-Pourçain. Alliers : menuisier-carrossier chez L. Néaud, rte de Vars, Le Gond-Pontouvre.
*FELIPE RISECH	Liberto	1910	Et sa compagne Aurora VILA VILARDEL. Alliers. Ch. & Gervais.
FENESTRA BATALLA	Luciano	1905	Mineur. Noël 1939 : ouv. agric. chez Brisson à Courbillac. 29-1-1940 : récl. par Engrais magnésiens du Nord.
FERNÁNDEZ GARCÍA	Eliseo	1910	Coiffeur. Alliers. Manœuvre fonderie Cordebart & Michaud. [Probablement frère aîné de Manuel*, déporté à Mauthausen].
FERNÁNDEZ MENENDEZ	Francisco	1904	Alliers. Saleur chez Casal, abattoir d'Angoulême.
FERNÁNDEZ RUBIO	Salvador	1909	Alliers. Chapelon & Gervais.
FERNÁNDEZ FERNÁNDEZ	Fidel	1891	Métallurgiste-fumiste. Ses 2 sœurs émigrent.

FILLO SERRANO	José	?	26 nov. 1939 : départ à Saint-Domingue.
FLORIT ALORDA	Antonio	1902	Noël 1939 : ouv. agric. chez Goursaud à Gensac. 8-1-1940 : mécanicien-tôlier chez Olivier à Levallois-Perret.
FUERTES VEGA	José	1910	Transports Hébras à Cognac. 19-2-1940 : rej. par son ép. Maria LAZARO (26) venue du Finistère.
GALLARDO ALNIGO	José	1874	Avec son ép. et 2 enf.
G A L L O S T R A VERDALA	Francisco	1905	Agric. chez M <sup>me</sup> Goursaud au Plassin de Gensac avec Margarita RÓNQUILLO (26) et leur fils Agustin.
GANSACH ANTONIO	Pedro	1908	Avec Mercedes MONTAGUT.
* G A R C Í A RODRÍGUEZ	Manuel	1917	Alliers. Chapelon & G puis 17-1-1940 : Rousselot.
* GARCÍA SECANE	Pastor	1915	Natif de Cobas Marin. Alliers. SACER.
* G I M E N O BERTUCHI	Felipe	?	Chauffeur-mécanicien. Dès le 5-12-1939 chez Rebière 1 à Aigre.
* GÓMEZ CORTES	Angel	1890	Né à Laguardia, pêcheur. Ép. et 1 E à Châteauneuf-sur-Cher. Alliers. Fonderie Cordebart.
GÓMEZ RODRÍGUEZ	Manuel	1920	Avec Maria ROMERO. Alliers. SACER.
* G O N Z Á L E Z GONZÁLEZ	Elpidio	1899	Petit camionneur à Palacio del Sil (León). Ép. et 1 fille en Espagne. Frère d'un procureur madrilène fusillé par les franquistes.
GONZÁLEZ LÓPEZ	Manuel	1919	Avec Guadalupe LAZARO LOPEZ (1919).
G O N Z Á L E Z RODRÍGUEZ	José	1902	La Corogne. Alliers. Chapelon & Gervais.
* GONZÁLEZ DEL VALLE	Juan	1898	Prof. université Madrid. 23-12-1939 : chargé correspondance groupement d'exportateurs Les Grandes Marques mondiales à Cognac. Licencié fin janvier 40 pour cause de maintien du titulaire du poste.
GUARDIA BELSA	Emilio	1908	Cf. Esteve CASAS.
G U I L L A U M O U GUILLAUMOU	José	1905	Alliers. Chapelon & G. Rousselot. 6-2-1940 : chez son frère Célestin à Béziers.
HERREROS ANDREU	Ángel	1903	8-12-1939 : Boulanger chez André Papin à Cognac. Alliers. Puis chez André Bourdier, 154, rue Saint-Roch, Angoulême.
HUETE POUS	Luis	1910	Instit. Alliers. Chapelon & G. Puis 12-1-1940 : entrep. Pelletier & Salignac, 133, rue de la Grand Font, Angoulême.
IBARLOSA GARCÍA	Eusébio	1900	Ép. et 3 E en Espagne. Alliers. SACER.
* I Z A G U E R R I PIQUERO	Antonio	1910	Alliers. Chapelon & G. Rousselot. Et à nouveau Chapelon & Gervais.
IZAQUIRRE CAMINO	Ajapito	1911	Pêcheur. Alliers. SACER. Puis 15-2-1940 : Comptoir de l'azote, rte de Bordeaux, Angoulême.
* JARRIN LÓPEZ	José	1903	Né à Gijon. Métallo. Avec Luisa CUETO PÉREZ. Alliers.
* JURADO OLMO	Francisco	Espejo, 16-4-03	Agric. Agric. Alliers. 20-1-1940 : Ch et G. Rej. par son ép. et 2 enf. en prov. d'Audierne (Finistère).
LÓPEZ EXPOSITO	Casto	1886	Ouvrier agr. chez Henri Martin à Segonzac puis 17-1 chez Boulineau à Saint-André-de-Cognac avec son ép. Pascala Puestolas et ses 3 filles venues de Péronne puis 16-2-1940 : à nouveau chez H. Martin.
LÓPEZ GÍMENEZ	Manuel	1907	dit El Praticante. Opticien. Alliers. Infirmier au camp puis parapharmacie à Angoulême. Ép. et 2 enf. à Argelès.
LÓPEZ MOLINA	Enrique	1900	Ép. et 1 enf. en Espagne. Instit. Alliers. 4-1-1940 : Chapelon & Gervais.

LÓPEZ SUAREZ	Armando	1895	Ép. à Pleuviau (Côtes-du-Nord). Électro-bobineur. Alliers. 5-1-1940 : Spéc. chez Cordebart & M. 29-1 : récl. par Japy à Beaucourt.
* MAIQUES SIPE	José	Valencia, 13-4-89	Mécano+soudure autogène. Bram. 15-3-1939 : rej. son ép. et sa fille à Ruelle. Laubaret. Alliers. Ajusteur Cordebart, Angoulême.
MALLOL BALLO	Rafael	1913	Fin 1939 : chez V <sup>ve</sup> Braud sur domaine de Luprie puis 4-12-1939 dans sa fab. de caissettes, rte de Saintes à Cognac. Épouse une Française. Retraite en Esp.
MARTIN ZAPATERO	Manuel	1885	Ép. à Nogent-sur-Bassigny (Haute-Marne). Mécanicien-chauffeur.
MARTINEZ AMOROS	José	1905	Alliers. 6-1-1940 : Chapelon & G. [Ne pas confondre avec Marti Amoros, José (1908) : déporté. Cf. fichier Chaumette]
MASAS BERDADA (ou Mazas Verdál)	Ramon	1915	Célib. Alliers. 6-1-1940 : salonier (coiffeur) chez Chassin, 14, pl. Marengo, Angoulême.
* MIGUELANEZ GIL	Vicente	Aravaca, 19-7-01	Instituteur. Célib. 6 et 12 déc. 1939 : adjoint au maire puis sous-préfet refusent son emploi par distillateur Pinaud à Mainxe. 6-1-1940 : manœuvre Chapelon & Gervais.
MIR SOBREVALS	José	1911	Ingénieur militaire et chauffeur. Garage Régenard à Cognac qu'il fuit en avril 1940.
MOLINA AZPEITA	Antonio	1915	Ép. à Poitiers (sœur d'Antoñita Peralta). Instit. Alliers. 14-1-1940 : Chapelon & G., puis 25-2-1940 Cordebart. [Aurait fait comptable chez Castaner, selon José Rocabert]. Après guerre, instituteur à domicile, notamment pour les Gabarrón.
MORALES GUZMANN	Antonio	1903	Célib. Agric. Alliers. 4-1-1940 : SACER.
*MORENO ALCANTARA	José	Canjellar 24-6-86	Ép. et 2 enf. en Espagne. Aviculteur. Alliers. Peintre chez Laporte, puis 6-4-1940 chez Lafargeas, 7, rue Beaulaincourt.
NUEVO ALVAREZ	Guzman	1903	6 et 12 déc. 1939 : interdit d'emploi chez Pinaud à Mainxe par l'adjoint au maire suivi par le sous-préfet. Domestique chez M <sup>lle</sup> Gorin à Cognac avec Maria VICENTE CORREA. 1 enf. en Gironde.
OLLER BENEDICTO	Juan	1915	Animateur après guerre de la Casal catala d'Angoulême.
*OLLER MENDIZABAL	Juan	1893	Teinturier, veuf, unijambiste, père du précédent. Alliers. Rousselot.
ORTIZ MINGOL	José	1911	Agric. Alliers. 4-1-1940 : Chapelon & G comme charpentier puis 17-1 : Rousselot. = cdt Ortiz à Marciac ???
ORUS GARCÍA	Daniel	1900	agric. 1-1-1940 : chez Vve James Chauvaud, nég. combustibles, 26, rue Marignan, Cognac. 7-3-1940 : récl. ép. et fils à Monferran-Save, Gers.
PALAU AVILA	Manuel	1900	Ép. et 2 E à Saint-Beath, Haute-Garonne. Alliers. Mécano SACER.
PEIRATS VALS	José	?	26-11-1939 : départ à Saint-Domingue.
TORTOSA ALBERT	Francisco	1889	Célib. Dessinateur et anarchiste. Alliers : peintre chez Laporte, rue de Périgueux.

29 septembre 1939 : 9 réfugiés S.E.R.E. veulent s'engager dans l'armée (solde : 0,50 F / jour au 8 avril 1940) mais à Angoulême, on ne leur offre qu'un engagement de cinq ans dans la Légion. Ils refusent et on les ramène à Cognac (aucun ne sera déporté). Ce sont :

COBOS MARTÍNEZ Francisco (1915)  
FENESTRA BATALLA Luciano (1905).  
GÓMEZ RODRÍGUEZ Manuel (1920)  
GÓNZALEZ LÓPEZ Manuel (1919)  
GUILLAUMOU GUILLAUMOU José (1905)  
HUETE POU S Luis  
LÓPEZ MOLINA Enrique (1900)  
MARTÍNEZ AMOROS José (1905)  
PALAU AVILA Manuel (1900)

(Rapport du commissaire Couillaud, 13 novembre, d'après lequel *un grand nombre* serait prêt à s'engager pour la durée du conflit)(A.D. 16, 1 M 237).

ANNEXE 3  
Accumulation d'erreurs  
sur la déportation des Espagnols

1 - Le convoi du 24 août

Le convoi du 24 août — il est d'usage de désigner les transports par leur date d'arrivée — ne fait l'objet que de mentions rarissimes, elliptiques et généralement approximatives.

Dans *Mauthausen, la comptabilité de l'horreur* (1971, trad. française, Belfond, Paris, 1974), Evelyn Le Chêne accumule les bourdes en dépit de son mariage avec un agent britannique d'origine française rescapé du camp et de ses contacts avec Climent : « *Le 24 août*, écrit-elle, *un nouveau groupe de familles espagnoles, 430 personnes en tout, fut rassemblé en France et envoyé à Mauthausen* (p. 98). Parmi d'autres fantaisies, elle affirme que les Français auraient concentré la plupart des Espagnols en mai 40 à Puttrelange d'où ils auraient été déportés le 25 novembre à Mauthausen.

En 1974, dans *Les 186 marches* (chap IV), Bernadac révèle au grand public l'existence du convoi d'Angoulême composé de familles entières et le renvoi en Espagne des femmes et des enfants (de moins de douze ans, croit-il). Mais il ne donne aucune date, aucun chiffre, ni aucune explication : il est vrai qu'il s'appuie sur le seul témoignage de Pagès qui n'arriva à Mauthausen que le 25 janvier 1941.

En 1977, dans *Els Catalans als camps nazis* (en catalan), la journaliste Montserrat Roig date le convoi d'Angoulême des débuts d'août 40 (p. 15) en contradiction avec la liste Climent des convois arrivés à Mauthausen avec à chaque fois le nombre de déportés et de morts qu'elle publie en annexe (p. 517). Obnubilée par la présence de civils, elle en oublie en outre la présence de nombreux volontaires de C.T.E. et autres travailleurs pour la Défense nationale. Elle publie en annexe la liste des morts catalans ou assimilés (parmi lesquels ceux du convoi d'Angoulême) tirée par un collaborateur de la liste Climent. Mais un tiers des notices comprend des erreurs de recopiage.

Une liste intégrale des victimes dressée avec une grande rigueur figure à la fin de l'édition espagnole de *Triangle bleu* de Razola et Constante mais sans indication de la provenance des convois.

En 1984, Neus Català cite Pilar Claver selon qui, un jour, plus de huit cents *volontaires (sic)* auraient été déportés, moitié d'hommes dont seulement soixante-dix revinrent, moitié de femmes et d'enfants qui furent rapatriés par le même train<sup>780</sup>. Si ce témoignage est relativement précis, c'est que Pilar Claver est restée en rapport avec de nombreux réfugiés, et tout particulièrement avec Dolorès Sangüesa.

En 1989, dans son *Histoire de Mauthausen* publiée à compte d'auteur, l'ancien déporté José Borrás, ami de Climent, met pour la première fois à la disposition du public français le nombre d'hommes victimes du convoi. Dans sa description, Borrás commet cependant quelques bévues, parlant notamment d'un train de voyageurs et réduisant p. 91 le nombre de jeunes déportés (15 de moins de dix-neuf ans [dont] 1 de quatorze) au nombre de jeunes décédés (*cf.* tableau p. 94). Des lecteurs pressés en ont déduit que l'âge plancher avait été de quatorze ans (treize en fait).

En 1987, dans un chapitre sur les guérilleros espagnols rajouté in extremis à *Ami entends-tu ?* Guy Hontarrède offre aux Espagnols une entrée pour le moins approximative dans l'historiographie charentaise (si l'on excepte l'article de *La Charente libre* du 19 février 1979) : « Les statistiques que nous possédons, prétend-il, montrent qu'au moins 25 de ces jeunes combattants espagnols [réfugiés en Charente] ont pris le chemin des camps dès le 8 août 1940.»

---

<sup>780</sup> Català, *op. cit.*, p. 141.



Six ans plus tard, dans *La Wehrmacht en Charente*, l'approximation est à peine moins grande. Il explique comment la «*Feldgendarmarie* allemande» a encerclé le camp des Alliers le 20 août 1940, déporté 480 hommes, femmes et enfants à Mauthausen où ne serait restée *qu'une centaine* d'hommes, les autres étant rapatriés d'autorité.

Les travaux d'Émile Témime, spécialiste universitaire bien connu de la guerre d'Espagne, de l'histoire de Marseille et de l'immigration, n'apportent rien de plus que Borrás<sup>781</sup>.

En 1993, dans *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945*, Marie-Claude Rafaneau-Boj expédie la tragédie d'Angoulême en cinq lignes, synthèse de Borrás pour l'âge minimum et de Témime pour les centaines des victimes et leur bon état physique supposé (203).

En 1995, dans *Morir por la libertad (Españoles en los campos de exterminio nazis, Madrid, Vosa)*, Eduardo Pons Prades, réfugié en France à vingt ans et ancien combattant de l'opération Reconquête, cite un dénommé Casabona qui arriva à Mauthausen après le convoi d'Angoulême et qui donne à son sujet des informations brumeuses. Sont censés être venus « du "refuge-Albergue" (*sic*) d'Angoulême les Ferrer, Alcubierre, Quesada, Cortés, Sarroca<sup>782</sup> entre autres. Tous les chefs de famille furent exterminés en peu de temps<sup>783</sup>, laissant seulement les enfants, certains très jeunes.»

En 1996, *Memorias del olvido* publie un nouveau témoignage de Pilar Claver qui parle maintenant de plus de 900 déportés, tout en sous-estimant notablement le nombre de femmes et d'enfants : environ 250, dit-elle (pp. 92-93). Dans ce même ouvrage, José Goytia chiffre arbitrairement à près d'une centaine le nombre de victimes de 15 à 17 ans (p. 100).

Enfin, en 1999, Geneviève Dreyfus-Armand, conservatrice et directrice de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre et de son musée d'histoire, animatrice avec Andrée Bachoud et Émile Témime du Centre d'études et de recherches sur les migrations internationales, a cru pouvoir parler d'*environ 2.000 civils* déportés, généralement âgés ou très jeunes (plus de 16 ans) mais ses références sont fort peu convaincantes<sup>784</sup>. Au demeurant, des convois de cette importance ne se rencontrent guère qu'en 1944. Seuls 3 convois d'Espagnols vers Mauthausen dépassent les 500 et celui du 27 janvier 1941, de loin le plus gros (1.506 prisonniers), venait de la région d'Hanovre. Sur les 79 transports de juifs au

---

<sup>781</sup> Par exemple, le chiffre d'Espagnols morts à Mauthausen et commandos qu'il a cité en 1996 au colloque de Pau (4 761) est celui-là même que donne Borrás (Communication inédite citée par Geneviève Dreyfus-Armand in *L'Exil des républicains*, p. 389).

<sup>782</sup> Si un certain Juan Sarroca, né en 1921 à Benissanet, figure bien dans la liste des *Pochacos* à Mauthausen où il fut l'un des fondateurs de la J.S.U., il ne provient pas d'Angoulême. Quant à son père, Elies Sarroca Papasseit, il a bien lui aussi été déporté à Mauthausen où il fut enregistré sous un matricule correspondant au convoi d'Angoulême (4.144). Mais il venait du stalag VIII C et son matricule avait été antérieurement porté par un "Angoumoisien" authentique, Francisco Sas Llop. Voir Montserrat Roig, qui a interviewé Juan Sarroca : elle se trompe cependant sur la date d'arrivée de son père à Mauthausen (qui a dû être postérieure au transfert de Sas Llop à Gusen le 17 février 1941) et sur celle de sa mort (avril 1942 au lieu d'octobre 1941), confondant probablement avec un troisième Sarroca (Juan Sarroca Vitria), arrivé à Mauthausen en juin 1941 et mort à Gusen en mai 1942. (*Els Catalans...*, notamment pp. 176, 430, 431, 435, 529).

<sup>783</sup> En fait, deux survécurent : Arce et Benedicto. Et plusieurs jeunes comme Gutierrez furent déportés sans leur père.

<sup>784</sup> *L'Exil des républicains...*, pp. 124-125. Elle renvoie à la contribution de Témime dans *Exils et migration* (p. 28), laquelle se résume à quelques lignes où il parle vaguement de *plusieurs centaines* d'Espagnols *valides* (et sans indication d'âge minimum) déportés *dans des conditions difficiles à éclaircir*.

départ de France recensés par Serge Klarsfeld, seuls 15 dépassent sensiblement le millier, les records étant atteints en février-avril 1944 avec 3 convois d'environ 1.500 victimes. Côté politiques, le célèbre convoi des 27.000 pour Ravensbrück ne comprenait que 959 femmes. Mauthausen culmine à 1.283 le 25 mars et 1.802 le 8 avril 1944. On ne dépasse les 1.000 pour Buchenwald qu'à cette époque également où 3 trains tournent autour de 2.000. Même chose pour Dachau où les records sont atteints avec 2.140 le 20 juin 1944 et 2.400 le 5 juillet (le fameux "train de la mort" qui perdit 984 hommes en cours de route).

En outre, les seuls noms de victimes que cite Mme Dreyfus-Armand (p. 125) sont tirés de l'ouvrage précité d'Eduardo Pons Prades.

## 2 - Causes générales de la déportation des Espagnols

Toutes sortes d'hypothèses ont été formulées pour expliquer que les Allemands aient considéré les prisonniers de guerre espagnols comme des prisonniers politiques justiciables des camps de concentration. Evelyn Le Chêne emprunte au Polonais Szymon Datner l'idée qu'Hitler aurait utilisé les prisonniers de guerre espagnols comme *appâts* pour décider Franco à s'engager à ses côtés <sup>785</sup>. Dans ce cas, on ne voit pas très bien pourquoi c'est précisément au moment où Madrid envoya la *División azul* en Russie que la mortalité des Espagnols monta en flèche à Mauthausen. On voit en outre moins pourquoi le Caudillo aurait dû trembler à l'idée qu'Hitler le débarrasse de ses ennemis. Fabréguet <sup>786</sup> avance comme motif prioritaire le besoin de main d'œuvre pour les trois carrières particulièrement profitables de Mauthausen (Wienergraben, Gusen et Kasten Hof). Mais cela n'explique pas pourquoi ce sont les Espagnols qui ont été choisis pour fournir cet appoint, ni pourquoi cette précieuse main d'œuvre a été littéralement massacrée. Fabréguet est d'ailleurs contraint de réintroduire par la suite des considérations politiques — la place intermédiaire des Espagnols dans la hiérarchie raciale des S.S. — pour expliquer leur surmortalité à Mauthausen. Il convient donc de prendre au sérieux la classification des Espagnols à la fois comme apatrides, ce qui leur vaut le triangle bleu, et comme rouges ennemis du Reich <sup>787</sup>: pourquoi les nazis se seraient-ils embarrassés de ces lointains auxiliaires latins auxquels les Français avaient fini par distribuer des fusils sans même leur accorder le statut de réfugiés politiques, ces électrons libres contrairement à nos *sujets* coloniaux, ces *rouges* pionniers du combat antifasciste ? Le débat a été tranché par la découverte d'un ordre du chef de la police de sécurité allemande en date du 25 septembre 40 déclarant que les Espagnols avaient été dépossédés du statut de prisonniers de guerre "sur ordre du Führer" <sup>788</sup>.

Les victimes furent les premières à s'interroger sur les complicités franquistes et vichystes. «Le train [d'Angoulême] stationna longuement en gare de Mauthausen, raconte le jeune José Nates Gallo, au point qu'une distribution de nourriture fut effectuée par des déportés descendus à cet effet. Or, l'expérience me l'apprit plus tard, lorsqu'un groupe arrivait, le transport au camp se réalisait aussitôt. Après la Libération, j'ai su que les Allemands avaient consulté les représentants à Berlin du ministre des Affaires étrangères de Franco, Serrano Suñer. Certains disent que le commandant du camp de Mauthausen fut surpris de découvrir des femmes et des enfants dans les wagons. Je n'y crois guère. Seul un changement d'attitude imprévisible et de dernière minute explique que les femmes et les enfants aient été sauvés <sup>789</sup>.»

Cependant, Nates est le seul à évoquer une halte prolongée à Mauthausen. Et pour étayer sa thèse d'une complicité des *hautes sphères franquistes espagnoles*, il ne peut évoquer qu'une histoire rocambolesque d'accrochage à Angoulême avec deux curés suspects de n'être que des agents déguisés du Caudillo <sup>790</sup>. «Pourquoi, demande-t-il, nous déporter en Allemagne alors qu'on était si près de

---

<sup>785</sup> Le Chêne, *op. cit.*, pp. 97, 198. Datner, *Les Crimes contre les prisonniers de guerre : la responsabilité de la Wehrmacht*, Varsovie, 1964.

<sup>786</sup> Michel Fabréguet, «Les Espagnols rouges à Mauthausen» in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, avril 1991, pp. 77-98.

<sup>787</sup> N'oublions pas qu'hier encore le loi allemande sur la nationalité, qui remontait à 1913, était partiellement fondée sur le droit du sang puisque les Allemands de la Volga étaient automatiquement naturalisés alors qu'on exigeait d'autres étrangers au moins quinze ans de séjour et la renonciation à leur nationalité d'origine (et qu'on renvoyait *chez lui* à expiration de sa peine un individu né en Allemagne de parents étrangers s'il avait encouru plus de deux ans de prison).

Dans la pratique, il semble que trois millions d'immigrés aient été régularisés sans que la bureaucratie ait pris la peine de faire respecter cette clause. L'une des premières mesures en octobre 1998 de la nouvelle coalition sociaux démocrates-verts fut d'annoncer qu'elle accorderait la nationalité allemande aux enfants d'immigrés. Ce qui provoqua divers remous.

<sup>788</sup> Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains*, p. 123.

<sup>789</sup> D'après *Hispania*, 1976, n° 55.

<sup>790</sup> *Hispania*, novembre-décembre 1997.

l'Espagne ? ». Mais combien, parmi les réfugiés qui s'étaient maintenus en France malgré les pressions de la Troisième République, étaient désireux de regagner la Péninsule ? Croit-on que le régime franquiste, qui avait élargi les possibilités de retour, qui avait reçu 724 réfugiés des Deux-Sèvres rapatriés d'autorité par les Allemands, était trop magnanime pour exterminer lui-même ses adversaires ? Et si les Allemands avaient voulu consulter les Espagnols, pourquoi auraient-ils attendu l'arrivée à Mauthausen ? Que faisaient alors les supposés agents franquistes à Angoulême ?

Ayant relevé que le ministre des Affaires étrangères, Serrano Suñer, affirmait dans ses mémoires, *Entre Hendaye et Gibraltar*, avoir tout ignoré du génocide nazi lorsqu'il se rendit en délégation à Berlin le 13 septembre 1940, Montserrat Roig lui demanda en juin 1976 s'il avait débattu avec Ribbentrop de la question des républicains à Mauthausen : « J'en ai discuté en passant, lui répondit-il, car quelqu'un m'en avait entretenu dans l'avion à l'aller. Les nazis me dirent qu'il n'y avait pas d'Espagnols, sauf des gens qui les avaient combattus en France ! » Elle le relance sur la question des civils, des enfants et des vieux déportés depuis Angoulême : « Cela il l'ignorait. Sa préoccupation principale était de lutter pour que les tanks d'Hitler n'entrent pas en Espagne. » Elle insista mais alors que Serrano Suñer s'appretait à répondre, le politicien monarchiste Antonio de Senillosa, qui était de l'autre côté de la table, l'interrompit et déclara que *tout cela n'était qu'anecdote*<sup>791</sup>. Pike a justement objecté que Serrano Suñer ne fut nommé ministre des Affaires étrangères que le 17 octobre. Cependant, lors de son voyage à Berlin, il était ministre de l'Intérieur : on imagine mal que sa police n'ait pas été prévenue de l'arrivée de centaines de femmes et d'enfants refoulés de Mauthausen et ne les ait pas interrogés. Ce qui ne signifie pas qu'il ait été en quelque façon consulté. Les nazis (et les Italiens) avaient suffisamment démontré à Guernica et ailleurs qu'ils pouvaient se passer d'autorisation pour massacrer du républicain.

Par ailleurs, Pike a aussi démontré l'inanité d'un prétendu accord Serrano Suñer-Himmler portant selon Borrás sur la déportation des réfugiés républicains en France et en réalité sur l'émigration au Mexique d'une partie d'entre eux. Dans son dernier ouvrage, *Histoire de Mauthausen*, Borrás manifeste donc plus de prudence mais ne résiste pas très longtemps à son imagination fertile, insinuant d'un côté que les Espagnols avaient été déportés car l'ambassadeur d'Espagne à Berlin avait fait savoir que Madrid refusait de les recevoir (p. 223), d'autre part qu'ils l'avaient été pour satisfaire le besoin en main d'œuvre planifié en vue de la construction de la forteresse.

On n'a pas manqué non plus d'incriminer Vichy. Jacinto Cortés se souvenait qu'à son retour en France, la bureaucratie française avait inscrit sur sa fiche que le motif de sa déportation était la *convention franco-allemande*<sup>792</sup>. En réalité, ces fiches, qui portent la mention *Convention F.A.*, n'ont pas été remplies par la bureaucratie française mais par les associations locales de résistants et déportés espagnols, et nulle part ailleurs on ne trouve trace de cette mystérieuse convention.

On ne peut affirmer que « le traitement de la grande masse des réfugiés espagnols fit l'objet d'un marchandage triangulaire Vichy-Madrid-Berlin<sup>793</sup> » sans distinguer différents aspects. Il y a bien marchandage entre Vichy et Madrid au sujet des rapatriements. Il y a concurrence entre Vichy et les Allemands pour l'emploi des réfugiés espagnols. Mais c'est Berlin qui décide seul en matière de déportation. Si l'on peut parler de complicité entre les trois régimes pour ces déportations, c'est uniquement en aval, sur la question de l'émigration : Vichy y semble dans un premier temps assez favorable mais s'aligne bientôt sur les Allemands qui s'y opposent le 30 octobre 1940 à titre provisoire, de crainte qu'ils ne fassent pas de la contre-propagande à l'étranger ou rallient les rangs ennemis. En juin 41, avec l'encouragement de l'Espagne qui redoute de voir émigrer des communistes, les Allemands transforment le provisoire en définitif<sup>794</sup>. De toute manière, l'Allemagne tenait sa proie depuis mai-juin 40 et il est clair que les candidats malheureux à l'émigration n'ont constitué qu'une part infime des déportés.

### 3 - Nombre de déportés espagnols à Mauthausen

---

<sup>791</sup> Roig, *op. cit.*, pp. 17-18.

<sup>792</sup> Roig, *op. cit.*, p. 16.

<sup>793</sup> Louis Stein, *Par delà l'exil et la mort*, Université de Harvard, 1979. Traduction française, Éditions Mazarine, Paris, 1981.

<sup>794</sup> Olga Wormser-Migot, auteur de la première thèse sur *Le Système concentrationnaire nazi* (P.U.F., 1968), nous présente, si l'on comprend bien, comme une demande de l'ambassadeur d'Espagne à Vichy ce qui est en fait un ordre de von Welk en date du 27 juin 1941 interdisant l'émigration et prévoyant la déportation en Allemagne des communistes actifs. Au demeurant, les trois pages qu'elle consacre aux Espagnols sont pleines de lacunes et d'erreurs. Elle commence par y chiffrer à seulement quelques milliers les réfugiés espagnols en France. L'engagement dans les armées françaises est par trois fois résumé au 1<sup>er</sup> Régiment de marche de volontaires étrangers.

D'après le travail de l'équipe Climent-De Diego, 7.189 Espagnols furent déportés à Mauthausen dont seulement 2.428 (33,8%) revinrent, chiffres certainement très proches de la réalité.

Les chiffres les plus fantaisistes ont néanmoins été lancés par d'estimables auteurs.

En 1968, dans *Le Système concentrationnaire nazi*, Olga Wormser-Migot réduit à 3.000 communistes actifs le nombre de déportés espagnols à Mauthausen, y compris des interbrigadistes non espagnols. Il faudrait y ajouter 500 Espagnols rouges dont le Reich avait refusé le 30 novembre 40 le départ vers le Mexique (à partir de Marseille) et d'autres dans tous les camps comme Pedro à Buchenwald qui était qualifié de Tchèque dans un précédent ouvrage. La majorité de ces 3.000 aurait été déportée d'après la page 446 *après l'occupation de la zone sud* (novembre 1942) et d'après la page suivante *dès 1941*.

Mariano Constante a estimé que les chiffres Climent étaient sous-estimés (cité par Roig, *op. cit.*, p. 131 n) mais lui-même, à la fin de l'édition espagnole de *Triangle bleu*, ne fait rien d'autre que reproduire les listes Climent.

Montserrat Roig (*op. cit.*, p.131) donne un chiffre de morts légèrement supérieur à celui de Climent, semble-t-il à la suite d'erreurs de recopiage : 499 à Hartheim au lieu de 431, 3.839 à Gusen au lieu de 3.903 et 477 à Mauthausen et kommandos au lieu de 427.

En 1982, dans son *Atlas de la Shoah*, le Britannique Martin Gilbert écrit : « Des dizaines de milliers de républicains espagnols, internés en France en septembre 1939, furent déportés par les Allemands à Mauthausen en 1940 et employés jusqu'à l'épuisement fatal dans les carrières de pierre. Quand ils n'étaient pas abattus aveuglément. En janvier 1945, il n'en restait plus que 3.000. 2.163 avaient péri dans les derniers mois d'activité du camp.»

En 1984, son compatriote David Wingeate Pike parle de plus de 40.000 Espagnols déportés dont les 9/10 à Mauthausen. Mais c'est une coquille : il veut parler de dix mille (*Jours de gloire, jours de honte*. Sedes, 1984, p 13).

En 1985, dans la préface à l'ouvrage de Laharie sur Gurs, Artur London parle de 1 500 survivants sur 8 000 Espagnols déportés à Mauthausen.

En 1993, Marie-Claude Rafaneau-Boj s'enferme dans des chiffres contradictoires : 7.288 à Mauthausen dont 4.676 morts, soit 65 %. Puis 10.350 pour la seule période du 6 août 1940 au 20 décembre 1941 dont 80% auraient péri. Et enfin, 12.000 dans toute l'Allemagne dont au moins 10.000 seraient morts, ce qui fait moins de rescapés qu'elle n'en donnait naguère pour le seul complexe de Mauthausen... (*op. cit.*, pp.177, 200, 315.)

Dans son *Livre de la déportation* (Laffont, 1995, p. 155), Marcel Ruby n'indique ni les circonstances de la déportation des Espagnols, ni leur nombre, mais assure que le mouvement commença *au début de 1941*.

José Borrás et Émile Témime adoptent les chiffres de Climent.

La F.N.D. (mai 2000) donne des estimations légèrement plus faibles :

1940 : 2 146 contre 2 239 (le convoi d'Angoulême étant compté pour 377 au lieu de 430)

1941 : 4 547 contre 4 582

## ANNEXE 4

### Composition de la liste du convoi d'Angoulême

Nous n'avons pas trouvé de liste des déportés au départ d'Angoulême. Lacune fréquente puisque la Fondation nationale de la déportation ne fournit d'estimation du nombre de partants pour aucun des 60 transports d'Espagnols qu'elle recense et pour seulement 85 des 418 autres transports de non-juifs. En revanche, nous avons consulté, chez Juan de Diego, l'une des copies sur papier pelure des listes originales minutieusement constituées à Mauthausen par lui-même, Climent et ses adjoints de 1940 à 1945. Ces listes portent sur les convois (avec date d'arrivée, provenance, nombre d'entrants et de décès), sur les morts, les gazés, les jeunes, les survivants, les transférés dans d'autres camps.

Dans le cas du convoi d'Angoulême, on n'y retrouve hélas pas le nom de tous les 357 morts que donne la liste par convoi. L'hypothèse la plus vraisemblable est que des fiches de détenus morts ou promis à la mort ont été retirées du fichier des entrées sans être reportées dans le registre des morts. Par la suite, on aurait simplement déduit du nombre d'entrants la quantité de fiches restantes pour obtenir le chiffre des décès. En effectuant une synthèse de ces listes catégorielles, nous avons obtenu les noms de 333 morts certains sur 357 supposés et de 67 rescapés supposés pour 73 attendus. D'où viennent ces approximations ?

La liste des 4.761 morts à Mauthausen et kommandos précise en particulier la date d'arrivée, la provenance et le premier matricule du déporté. Elle permet donc d'identifier clairement les morts issus du convoi d'Angoulême. Cependant, elle présente quelques défauts : elle est incomplète, comprend un nom sans matricule et provenance (Minano Lozano), deux matricules identiques pour des morts supposés issus du convoi d'Angoulême (le 3.810 pour Navarro et Sánchez López et le 3.963 pour Escartin Vall et Ruiz Rodriguez), quelques matricules difficilement lisibles. En outre, comme elle porte sur seulement 333 individus d'Angoulême dont les matricules s'étagent entre 3.809 et 4.233, soit une amplitude de 426, il manque ici l'identité de quelques rescapés portant les matricules un peu inférieurs et un peu supérieurs.

Cette incertitude, la liste des survivants ne permet pas de la combler car n'y figure que le dernier matricule de l'intéressé sans précision de sa date d'arrivée. On y trouve donc : 1) des rescapés d'Angoulême réimmatriculés à la suite de transfert et, par conséquent, impossibles à identifier ; 2) des rescapés qui portent des matricules correspondant au convoi d'Angoulême mais n'en proviennent pas car, contrairement à ce que raconte M<sup>me</sup> Wormser-Migot, le matricule des morts était réutilisé, le même numéro pouvant servir jusqu'à cinq fois.

À partir de la liste de survivants portant des numéros du convoi d'Angoulême sans forcément en provenir, nous avons procédé par élimination en la recoupant : 1) avec la liste de nos 333 morts ; 2) avec la liste de tous les morts catalans publiés par Montserrat Roig. Mais il aurait fallu recouper avec la liste de tous les 4.761 morts, ce que nous n'avons pas eu le loisir de faire. Pour compliquer encore, trois matricules correspondant au convoi d'Angoulême (les 3.828, 3.854 et 4.187) sont portés chacun par deux rescapés, ce qui est théoriquement impossible. La confrontation avec le registre du travail des Alliers et l'exploitation d'un fichier charentais de déportés nous a permis d'ajouter quelques noms. Ce fichier recense 22 victimes de notre convoi et Juan de Diego, malgré des problèmes de vue, a pu en retrouver une partie sur ses listes.

#### Comment lire cette liste ?

? : les noms de rescapés dont l'appartenance au convoi d'Angoulême est incertaine.

FC : les victimes figurant dans le fichier charentais

G : les gazés

P : les Pochacas (jeunes employés à la carrière Poschacher).

Patronymes espagnols : le premier nom est celui du père, le second celui de la mère et ils ne sont jamais reliés par un tiret. Une fois mariées, les femmes substituent le nom de leur mari à celui de leur mère.

Dates de naissance : elles varient assez fréquemment d'une source à l'autre. Celles qui figurent dans le fichier charentais sont souvent plus anciennes.

Lieux de naissance: ils sont omis ici. On pourra trouver ceux des morts catalans dans Montserrat Roig (sachant qu'elle a confié le recopiage des listes originales à un collaborateur et qu'un tiers de ses notices comprend des erreurs). Ceux de tous les morts sont indiqués à la fin de l'édition espagnole du Triangle bL-u de Razola et Constante: leur liste est très rigoureuse et nous a aidé en plusieurs occasions à déchiffrer l'original mais elle ne permet pas d'identifier le convoi d'origine des victimes.

#### Renseignements succincts sur des entreprises ayant employé de futures victimes de la déportation

Plusieurs sociétés ayant employé des déportés ont survécu sous leur nom d'origine ou sous une nouvelle raison sociale, et pourraient donc leur rendre hommage d'une manière ou d'une autre. Seul apparaîtra ici le nombre de victimes : on trouvera leur identité dans la liste générale des déportés.

— Chapelon & Gervais (bâtiment), 133, rue Waldeck Rousseau. Resp. : MM. Lagoutte et Layrmarie. Filiale de la société Triouiffier & Legrand, 14, rue des Sycomores, Paris. Disparu. 56 déportés.

— Entreprise industrielle, société de travaux, toujours en activité, créée en 1921 par l'Énergie industrielle (groupe lyonnais Durand) absorbé à la Libération par E.D.F. Rapprochement à partir de 1988 avec le groupe Générale des eaux. Resp. : Louat. Chantier à la Poudrerie. 2 déportés.

— Lottet (Gaston), entreprise de bâtiment, 11, rue de Saint-Jean d'Angély à Saint-Yrieix, face au cimetière de Bardines. L'enseigne est encore visible sur les locaux réoccupés par les Établissements Ramirez, marbrerie funéraire. À l'arrière, dans un bâtiment donnant sur la route de Cognac, M. Lottet avait ajouté à l'automne 1939 un atelier bois pour la fabrication de lits rudimentaires, puis de semelles. 6 déportés.

— François Merly (B.T.P.), 276, rue de La Grand-Font. 7 déportés.

— S.A.C.E.R. (S.A. de construction et entretien de routes) : société fondée en 1920 à Paris, rachetée par la S.C.R.E.G., devenue elle-même satellite de Bouygues. Agence à Angoulême, place du Champ de Mars. Dir. : Louis Raffiani. Recruteur : Albert Charrière au café de l'Éperon. 30 déportés.

— Cordebart & Mchaud : fabricant de machines pour papeteries depuis 1843. Usine : rue de La-Rochefoucauld. Transfert en 1972 sur la ZI n° 3 à L'Isle-d'Espagnac. 1978 : entrée de l'Allemand Voith à hauteur de 35 % suivie, au bout de quelques mois, d'un dépôt de bilan. Relance en 1980 à 50/50 par Leroy-Somer et le groupe Allimand, lié au Finlandais Valmet, sous la raison sociale S.A.F.E.M. 21 déportés.

— Rousselot (Cie centrale) : société créée en 1891. Première implantation à Angoulême aux lendemains de la Grande Guerre (Comptoir français de l'azote à Grelet). Rachat par le groupe Elf-Sanofi, puis (1995) par le conglomérat allemand V.I.A.G. qui l'a rebaptisée S.B.I. puis S.K.W. Biosystems. 6 déportés.

### Quelques chiffres sur les rescapés des camps nazis

Sur 7.189 déportés espagnols à Mauthausen	2.428 (33,8 %)
dont, sur les 430 d'Angoulême	76 (17,7 %)
Sur 75.721 déportés juifs de France	environ 2.500 (3 %)
Sur 63.085 déportés politiques de France	37.025 (59 %)
malgré l'hécatombe subie par certains convois comme ceux des 45 000 pour Auschwitz le 6 juillet 1942	119 hommes (10,2 %) sur 1.170
du 24 janvier 1943 pour Auschwitz :	environ 200 (16%) sur 1 250.

L'estimation du nombre de déportés vient d'être revue à la hausse par la Fondation nationale de la déportation qui l'estime à près de 84 000.

LISTE REVUE ET CORRIGÉE DES ESPAGNOLS  
DÉPORTÉS D'ANGOULÊME À MAUTHAUSEN  
[www.entreprises-coloniales.fr/empire/Angouleme-Mauthausen.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/empire/Angouleme-Mauthausen.pdf)

**LES CHAMBRES À GAZ NE SONT PAS  
« UN DÉTAIL DE L'HISTOIRE DE LA SECONDE  
GUERRE MONDIALE ».  
ELLES REPRÉSENTENT  
LE STADE INDUSTRIEL DE L'EXTERMINATION**

ANNEXE 5  
LES ESPAGNOLS VUS PAR *LA CHARENTE*, D'ANGOULÊME  
(1939-1941)

1936-1938

Chronique locale  
Les réfugiés espagnols à Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 7 septembre 1936)

Leur installation

M. le préfet de la Charente s'est rendu samedi et dimanche dans les deux usines de Saint-Cybard et de Basseau, où logent les 371 réfugiés espagnols arrivés la veille à Angoulême.

Il y a fait installer l'électricité et aménager un réfectoire.

Quatre cents fournitures de couchage vont être, en outre, fournies par l'Intendance.

Le bruit a couru qu'un nouveau convoi arriverait prochainement à Angoulême. À bonne source, où nous nous sommes renseignés, on n'a pas confirmation de cette nouvelle.

Les frais d'hébergement seront supportés par l'État.

On s'est préoccupé, dans certains milieux, de savoir qui paierait les frais occasionnés par l'arrivée des réfugiés espagnols à Angoulême.

Nous pouvons assurer que la dépense n'incombe pas à la Ville.

Celle-ci fera probablement l'avance des premiers frais, mais l'État, par la suite, devra prendre la totalité à sa charge.

Pas d'activité politique

Nous avons souhaité, à l'occasion de l'arrivée des malheureux émigrants, qu'ils soient accueillis dans notre département avec la pitié et le respect que mérite toute personne dans la détresse. Nos concitoyens, dont les sentiments généreux se sont confirmés à différentes reprises, ne les traiteront point en intrus et, au contraire, sauront les accueillir humainement.

En échange, il est logique, de demander à ces réfugiés qu'ils s'abstiennent de toute manifestation politique dans notre pays — il y en a déjà trop — et qu'ils évitent soigneusement toute agitation déplacée.

Ainsi, ils resteront dignes de la pitié qu'ils auront su inspirer.

Chronique locale  
Les émigrés espagnols en Charente  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 9 septembre 1936)

Un certain nombre de réfugiés espagnols ont quitté mardi matin les locaux de l'usine Weiller, à Saint-Cybard pour être dirigés vers les localités où il a été reconnu possible de les recevoir.

Les distributions de secours continuent et sont régulièrement assurées.

Dans la journée, des vêtements et du linge de corps seront distribués à ces malheureux auxquels M. le Préfet de la Charente a rendu lundi après-midi une nouvelle visite.



## COGNAC

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Vingt-cinq réfugiés espagnols, pour la plupart des femmes, sont arrivés lundi après-midi, venant de la région d'Irun.

Ils ont été logés dans l'ancien hôtel Bernier et ont pris leur repas du soir aux fourneaux économiques.

---

### Chronique locale

#### Les réfugiés espagnols

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 10 septembre 1936)

Sur l'ordre du préfet, un certain nombre de réfugiés espagnols ont été répartis dans le département, savoir :

41 à Cognac ; 30 à Confolens ; 28 à Châteauneuf ; 27 à Jarnac ; 25 à Barbezieux ; 20 à Rouillac.

En outre, à la suite d'un avis qu'il avait fait placarder lundi dans l'usine où sont hébergés les réfugiés pour les informer qu'il assurerait le transport de ceux et de celles qui désireraient retourner en Espagne, par Barcelone, 34 ont demandé à être rapatriés.

Ces derniers ont été embarqués mardi soir par le train de 17 h. 15, pour être conduits à la frontière. Ils sont accompagnés d'un gendarme chargé de les convoier.

Ajoutons que le représentant du gouvernement a donné des instructions pour que tous les autres réfugiés soient conduits aux bains-douches.

Comme l'établissement municipal est fermé, ils ont été conduits aux douches du 107<sup>e</sup> régiment d'infanterie et du 502<sup>e</sup> régiment de chars de combat.

## CONFOLENS

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Vingt réfugiés espagnols, huit hommes, huit femmes et quatre enfants, sont arrivés dans notre localité, le 7 courant, au train de 20 h. 30, venant d'Irun. Ils ont été reçus à la gare par les autorités de notre ville et conduits ensuite à l'hospice où ils seront logés et hébergés.

---

### Chronique locale

#### UN NOUVEAU CONVOI DE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS EST ARRIVÉ A ANGOULÊME

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 11 septembre 1936)

Mercredi, à 22 heures, un nouveau convoi de réfugiés espagnols est arrivé à Angoulême.

Les 39 émigrants étaient attendus en gare P.O. par les autorités administratives et de police.

Ils ont été conduits dans l'ancienne usine Weiller, à Saint-Cybard, où se trouvent déjà nombre de leurs compatriotes.

### Barbezieux

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un convoi de vingt-quatre réfugiés espagnols est arrivé, mardi 8 courant, à Barbezieux, par autobus.

Ce contingent, composé en majeure partie de femmes et d'enfants, a été logé par les soins de la municipalité, dans le local de la société de gymnastique, place du Château.

---

### Les réfugiés espagnols

Directives pour le centre d'Angoulême et, suivant le cas,  
pour les hébergements dans les communes du département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 12 septembre 1936)

Placement chez les tiers. — Aucun placement d'un réfugié en ville ne peut être admis si le Préfet ne l'autorise. Une demande doit être adressée à cet effet au cabinet du préfet et s'il s'agit d'un mineur, l'autorisation écrite des parents indispensable, doit être jointe avec l'avis du maire. Le sous-préfet dans son arrondissement a qualité par délégation pour autoriser. Tout placement effectué dans d'autres conditions engagerait de lourdes responsabilités.

Visite des tiers. — Le centre où sont hébergés les réfugiés n'est pas public.

L'identité de ceux-ci ne saurait être divulguée sans inconvénients graves : les personnes qui chercheraient dans les groupes des réfugiés à reconnaître un parent ou un ami ne sauraient être introduites. Il leur est loisible d'indiquer le nom de la personne recherchée, une liste des réfugiés devra être déposée en permanence par le service de police au poste de garde, à l'entrée, et le renseignement sera donné très volontiers après vérification sur la dite liste. Toute autre pratique est interdite.

Les membres du Comité et leurs assistants, dont les noms sont déposés au poste de police de garde, les personnes ayant un coupe-file délivré par le Cabinet du Préfet, pour Angoulême et du sous-préfet, s'il y a lieu, peuvent seuls pénétrer dans les locaux.

Vaccination. — Elle est obligatoire et sera effectuée à la diligence de M. le médecin municipal qui fera, en outre, une visite quotidienne au centre d'hébergement, d'accord avec la municipalité, qui la prend à sa charge.

Effectif présent. — Tout changement d'effectif doit être porté d'urgence à la connaissance du préfet et du sous-préfet.

Organisation du, Comité local. — Si un Comité local de secours est institué et reçoit des dons en espèces, une comptabilité rigoureuse de l'entrée et de l'emploi des fonds est nécessaire. Ces comités ne sauraient engager des dépenses susceptibles, d'affecter les crédits alloués par le gouvernement ou les participations éventuelles des collectivités sans une autorisation préalable du préfet.

#### Rouillac

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La mairie de Rouillac était avisée lundi soir que dix réfugiés espagnols seraient dirigés sur notre bourg. Ils arrivaient mardi matin par l'autobus des chemins de fer départementaux, à 11 h. 30.

Dès les premières formalités remplies, les réfugiés furent conduits à l'école des filles où ils sont logés dans l'ancien dortoir. Un bon repas leur fut servi à l'hôtel de la Boule-d'Or.

Une collecte faite par les soins du front populaire local produisit la somme de 207 francs, qui fut de suite remise à ces malheureux dénués de toutes ressources. Un appel adressé par le maire à la population permit de voir sans retard les dons de toute nature affluer.

#### Ruelle

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Mercredi matin 9 courant, vers 11 heures, une trentaine de femmes et enfants espagnols sont arrivés dans notre localité et logés aux locaux qu'occupaient les travailleurs annamites (quartier Neuf).

Par mesure d'hygiène, les jeunes gens ont été dirigés le soir même, aux bains-douches municipaux.

#### Arrondissement de Cognac

##### Châteauneuf-Charente

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Vingt-sept réfugiés espagnols venant d'Irun, composés en grande partie de femmes et d'enfants, ces derniers pour la plupart en bas âge, sont arrivés dans notre localité, lundi dernier, au train de 15 heures 20. Ils ont été reçus à la gare par les autorités et conduits ensuite à l'hospice de la ville, où ils seront logés et hébergés.

À cette occasion, le maire de Châteauneuf serait reconnaissant à tous ceux de ses administrés qui voudraient faire don à ces malheureux des vêtements qui leur seraient nécessaires et de déposer ces effets au commissariat de police. Ce qu'il faudrait surtout, ce serait des vêtements pour les bébés, les enfants (filles et garçons) et pour les femmes.

#### Cognac

APPEL EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — M. le sous-préfet de Cognac adresse l'appel suivant :

« Une quarantaine de réfugiés espagnols viennent d'arriver à Cognac, dans le plus complet dénuement.

La population cognaçaise, fidèle à ses traditions de généreuse hospitalité, aura certainement à cœur de contribuer à soulager la misère de ces malheureuses victimes de la guerre civile.

Nous signalons, à titre d'indication que les réfugiés, venus sans bagages auraient un besoin pressant des objets suivants :

Les hommes au nombre de cinq : vêtements, linge de corps, chaussettes, chaussures diverses.

Les femmes et jeunes filles au nombre de 23 : robes, tabliers, chemises, pantalons, bas noirs ou de couleur.

Les enfants, au nombre de huit : vêtements divers, chaussettes, chaussures.

Les bébés, au nombre de deux : layettes.

Les dons en nature ou en argent seront reçus avec reconnaissance à la sous-préfecture, bureau du secrétaire en chef. »

#### Confolens

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un nouveau convoi d'émigrés espagnols est arrivé mercredi soir. Treize d'entre eux ont été hébergés à Chasseneuil, une dizaine ont été dirigés sur Saint-Maurice-des-Lions.

---

### LE DÉPARTEMENT

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 13 septembre 1936)*

#### Confolens

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La commune a reçu un contingent de 26 réfugiés espagnols, dont 16 enfants. Ils ont été reçus le 9, à 12 heures, par M. le maire et ses adjoints et installés en dortoir dans la salle des mariages. La cantine scolaire pourvoit pour le moment à leur nourriture.

#### Ruelle

AVIS DE LA MAIRIE. — La population est prévenue que 27 réfugiés espagnols, femmes et enfants sont arrivés depuis hier à Ruelle.

Ils sont logés provisoirement dans une annexe de l'école de filles du centre.

Les personnes désireuses de faire des dons en argent ou en nature, sont priées de s'adresser au camarade Deriveau, conseiller municipal, qui se tient tous les matins de 9 h. à 11 h., tous les soirs de 14 h. à 18 heures, rue Paul-Bert, annexe de l'école.

#### Ruffec

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un groupe de vingt-sept personnes composé de femmes et d'enfants est arrivé dans notre ville. Ils ont été hébergés par les soins de M<sup>me</sup> Toyon, directrice de l'école maternelle, et logés dans les locaux de l'école de la rue de la Cloche.

Une souscription est ouverte en ville pour venir en aide à ces malheureuses victimes de l'insurrection.

---

### LE DÉPARTEMENT

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 14 septembre 1936)*

#### Mansle

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Samedi matin, 8 réfugiés espagnols venant d'Irun, composés de femmes et de jeunes enfants, ont été dirigés par autobus sur Mansle et ont été logés dans les locaux des étalons.

---

### LE DÉPARTEMENT

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 16 septembre 1936)*

#### Aussac

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — -Le 15 septembre, la liste de souscription pour les réfugiés espagnols et le montant, s'élevant à la somme de 218 fr., ont été déposés à la préfecture de la Charente.

M. Saunier tient le récépissé du versement à la disposition des souscripteurs qui désireraient en prendre connaissance.

Une mention au village de Ravaud qui s'est distingué par sa générosité en présence de l'infortune.

#### La Couronne

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un convoi de vingt-cinq réfugiés espagnols est arrivé jeudi 10 courant à La Couronne. Ce contingent, composé en majeure partie de femmes et d'enfants, a été reçu à son arrivée par M. Poirier, maire de La Couronne, accompagné de son adjoint, M. Larivière.

Tous ces malheureux ont été hébergés dans l'ancienne usine de MM. Millettes et Cie, où des pièces avaient été aménagées pour les recevoir.

#### Chasseneuil

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Une famille de réfugiés espagnols a été installée par les soins de la municipalité dans les locaux de la cantine scolaire.

Déjà, des dons en espèces et en nature ont été recueillis pour venir en aide à ces malheureux.

#### Confolens

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — De nouveaux réfugiés espagnols sont arrivés samedi à Confolens, la plupart dans un état de complet dénuement.

Un Comité local de secours aux réfugiés est en voie de constitution, sous la présidence de M. le maire de Confolens.

D'ores et déjà, M. Jallageas a accepté de remplir la fonction de secrétaire trésorier et, dès maintenant, recevra. les dons en nature et en espèces qu'on voudra bien lui faire parvenir.

---

#### Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 17 septembre 1936)*

#### La Couronne

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Les personnes désirant apporter une amélioration par des dons en nature et en espèces à la misère des malheureux réfugiés espagnols hébergés à La Couronne sont priées de venir les verser à la mairie, d'où une répartition formelle et équitable en sera faite.

---

#### Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 18 septembre 1936)*

#### Arrondissement de Cognac

##### Jarnac

ARRÊTÉ MUNICIPAL. — Conformément aux directives de M. le préfet de la Charente touchant l'hébergement des réfugiés espagnols, le maire de Jarnac interdit formellement :

1. Aux tenanciers des cafés, restaurants, bars, cinémas, théâtres de la ville, de recevoir dans leurs établissements des réfugiés espagnols.

2. Au public :

a) de pénétrer sans autorisation dans l'immeuble occupé par les réfugiés.

b) de remettre directement aux intéressés des secours en espèces ou en nature, un comité composé ainsi qu'il suit, fonctionnant à la mairie pour recevoir les dons :

M. Merlin, maire, président ; M. Aubin, conseiller municipal, membre ; M. Rigal, conseiller municipal, membre ; M<sup>e</sup> Louis Boyer, interprète ; M. Blanca, interprète ; M. Bordes Daniel, secrétaire-trésorier.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 19 septembre 1936)

PASSAGE DE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Un train transportant 102 réfugiés espagnols venant de la région de Saint-Sébastien est passé en gare d'Angoulême-P.O.-Midi. jeudi soir et a stationné quelques minutes.  
Ces émigrants sont dirigés sur Orléans.

Le département  
Rouillac

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un Comité chargé de s'occuper des réfugiés espagnols a été constitué mardi soir.

Il est ainsi composé : président, M. Mesnard, maire ; secrétaire, M<sup>me</sup> Beyrouyer ; trésorière, M<sup>me</sup> Mesnard ; membres, MM. Sardin, Rouffiange, Moyet, Dubreuil, Noël, Cholet, M<sup>mes</sup> Simard, Marot, Foucher et Fourgeaud.

Tous les dons en nature : pommes de terre, haricots, vin, choux, carottes, légumes divers, animaux de basse-cour, etc., vêtements, seront acceptés avec plaisir. Les déposer à la mairie.

Confolens

SECOURS AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Le Comité de secours aux réfugiés espagnols remercie toutes les personnes qui ont bien voulu répondre à l'appel qui leur a été fait.

Il rappelle que les dons en espèces ou en nature sont reçus par M. Jallageas, secrétaire-trésorier, rue de La-Ferraudie, à Confolens.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 20 septembre 1936)

Arrondissement de Cognac  
Jarnac

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La quête faite dimanche dernier, sous les auspices de « Fémina jarnacaise », au profit des réfugiés espagnols de notre localité, a permis de recueillir la somme de 938 fr. 25 qui a été versée au Comité de secours.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 21 septembre 1936)

Arrondissement de Confolens  
Alloue

Comme suite à la note de M. le préfet avisant la municipalité de l'envoi éventuel de réfugiés espagnols à Alloue, le Conseil n'a pas cru pouvoir accepter, les logements pour les recevoir faisant défaut.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 24 septembre 1936)

FÉDÉRATION POSTALE DE LA CHARENTE  
Pour les réfugiés espagnols

On nous prie. d'annoncer que le groupe de la Charente du Syndicat national des agents des P.T.T. a ouvert une souscription parmi ses membres au bénéfice des réfugiés espagnols.

Grâce aux souscriptions quotidiennes obtenues à Angoulême-Ville, des serviettes à toilette, brosses à dents, fruits, etc., ont pu leur être distribués.

À titre d'indication, les souscriptions quotidiennes reçues à Angoulême vont de 0 fr. 25 à 0 fr. 50. De même, un bon accueil sera réservé aux colis de jouets, de vêtements et de linge.

Adresser les engagements à M. Letard.

---

#### Pour les réfugiés espagnols

---

Souscriptions en espèces  
reçues au cabinet du préfet

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 3 octobre 1936)*

Anonyme, 100 fr. ; M. Felsenhardt, 50 fr. ; M. Gounin, député, 50 fr. ; collecte de M. Arceluz, 30 fr. ; M. Mousnier, Angoulême, 20 fr. ; M. Texier, au Terrier, 10 fr. ; anonyme, 10 fr. ; M. Lafon, instituteur en retraite, 20 francs ; anonyme, 100 fr. ; M. Cheminade, à Sillac, 10 fr. ; M. et M<sup>me</sup> Berges, rue de Lavalette, Angoulême, 30 francs ; M. et M<sup>me</sup> Bedurin, instituteurs à Charras, 20 fr. ; anonyme, 10 francs.

M. Castaner Robert, Mansle, 15 fr. ; M. Picot, Ambérac, 100 fr. ; Le Pont de Pisany, pour les enfants, 75 fr. ; M. R. Baudalet, Courcôme, 10 fr. ; M. Labenture, inspecteur des enfants assistés, 10 fr. ; Jambot André, au nom des usines Leroy, 81 fr. 50 ; remis par M. Foucaud (« La France »), 100 fr. ; M. Valmont-Bouilh, pâtissier, Saint-Claud, 50 fr. ; M. Collardeau, 20 fr.

M<sup>lle</sup> Fillon, Angoulême, 10 fr. ; M. Chatrias (quête), 50 fr. ; M. Fradet, chef-cantonnier retraité, 10 fr. ; M. Mazières, employé au Lycée, 20 fr. ; divers, à Saint-Angeau, 32 fr. ; M. Barret, directeur d'école, 20 fr. ; M. Billard, instituteur à Puymoyen, 10 francs ; M. Peignaud, Angoulême, 50 francs ; « Odette », Champagne-Mouton, 20 fr. ; Petiot, place Victor-Hugo, Angoulême, 50 fr. ; Jeannette et Pierrot, Magnac, 10 fr.

M. Saunier, directeur d'école, 40 francs ; M. Saez, Raix, 20 fr. ; M<sup>me</sup> Guzman, Angoulême, 20 fr. ; M. et M<sup>me</sup> Fougerta, 50 fr. ; collecte des usines Lacroix, à Cothiers, 400 fr. ; M. Morvelat, Claix, 10 fr. ; M. Mazaleyrat, professeur, Angoulême, 20 francs ; anonyme, 10 fr. ; souscription M. Varenne (Madeleine), 67 fr. 50 ; souscription « La Grand'Font », 40 francs ; Étienne, instituteurs, Angoulême, 30 fr.

Commune d'Aussac, 218 fr. ; M. Albert ancien instituteur, Montbron, 20 fr. ; anonyme, 100 fr. ; M. Texier, Barbezieux, 10 fr. ; Fédération départementale des œuvres laïques, 100 francs ; section Saint-Séverin Ligue des droits de l'homme, 39 fr. ; Loge « Vérité-Fraternité », 25 fr. ; Cercle Jean-Jaurès, 204 fr. 50 ; les Artisans de la Paix, Aigre, 235 fr. ; M<sup>lle</sup> Chabellard, institutrice, Montbron, 20 fr.

Total : 2.852 francs 50.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 5 octobre 1936)*

#### LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS SONT PARTIS D'ANGOULÊME

Conformément à une récente circulaire, les réfugiés espagnols hébergés dans les anciennes usines de Saint-Cybard et de la route de Basseau, à Angoulême, ont quitté la ville pour se rendre dans leur pays, via Barcelone.

Il en a été de même pour ceux -fixés dans la région de Confolens.

Avant-leur départ et tout en montrant leur joie de revoir la terre natale, ils ont exprimé leur profonde gratitude pour l'accueil bienveillant qu'ils avaient reçu à Angoulême.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 21 novembre 1936)

Ruffec

DÉPART DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Mardi, 17 novembre, les, derniers réfugiés espagnols quittaient Ruffec pour réintégrer leur pays.

Interviewés à leur départ sur leur séjour parmi nous, ils ont déclaré être enchantés du bon accueil des habitants de Ruffec, desquels ils emportent, le meilleur souvenir.

Ils remercient vivement toutes les personnes qui se sont intéressées à eux.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 1<sup>er</sup> janvier 1937)

#### DE NOUVEAUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS EN CHARENTE

Mercredi, quatre nouveaux réfugiés espagnols sont arrivés à Angoulême.

Un convoi d'une dizaine d'autres réfugiés était attendu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Tous ces émigrants sont logés provisoirement par les soins de l'administration préfectorale, au centre de triage installé dans les locaux de l'ancienne usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 10 janvier 1937)

#### DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS A ANGOULÊME

Dans la journée de jeudi, un groupe de jeunes Espagnols, âgés de 25 à 30 ans, est arrivé à Angoulême; ils ont été hébergés à l'asile de nuit.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 13 janvier 1937)

#### LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS ONT QUITTÉ ANGOULÊME

Nous avons annoncé dans un de nos derniers numéros que des réfugiés espagnols étaient arrivés au centre de triage, à Angoulême.

Ils ont quitté notre ville, le 9 courant, deux pour Chalais et les autres pour Barcelone.

Il ne reste plus aucun réfugié espagnol à Angoulême.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 15 janvier 1937)

#### ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Mercredi, vers minuit, cinq réfugiés espagnols (trois hommes et deux femmes) sont arrivés par le train, venant de Bordeaux.

Ils ont été dirigés sur le centre d'hébergement, à l'ancienne usine Fourcheraud.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 24 mars 1937)

ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Mardi, au train de 10 heures, sont arrivés à Angoulême en gare P. O. douze réfugiés espagnols, venant de Port-Madame (Pyrénées-Orientales),

Ils ont été aussitôt dirigés sur le centre de triage, place de la Gendarmerie (ancienne usine Fourcheraud) en vue de leur future affectation.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 28 mars 1937)

MONTBRON REÇOIT DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — L'autorail de 18 heures a débarqué à Montbron, le 25 mars dernier, 13 réfugiés espagnols.

Ces jeunes, car ils sont tous relativement jeunes, leur âge variant de 22 à 24 ans, un seul a 37 ans, ont un aspect très sympathique. Ils viennent de Catalogne.

Deux d'entre eux, spécialistes, un serrurier et un tisserand, sont déjà embauchés ; cinq agriculteurs ont également trouvé du travail.

Six autres, également agriculteurs, seraient très heureux de trouver à se placer.

Actuellement, ces réfugiés sont logés au Minage de Montbron et prennent pension au restaurant Livertoux. à Montbron.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 17 avril 1937)

DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS  
ARRIVENT À ANGOULÊME

Venant de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales), un groupe de dix réfugiés espagnols est arrivé jeudi soir à Angoulême.

Vendredi, cinq de leurs compatriotes sont également arrivés dans notre ville et dirigés sur le centre d'hébergement,

Dix d'entre eux, pour la plupart des jeunes gens de 20 à 25 ans, ayant sollicité leur rapatriement, vont être dirigés sur Hendaye.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 22 avril 1937)

DES ESPAGNOLS CONTINUENT  
À ARRIVER EN CHARENTE

Depuis plusieurs jours, une dizaine de réfugiés espagnols arrivent quotidiennement dans notre ville et sont dirigés sur le centre d'hébergement.

Après les formalités administratives dûment effectuées, ils sont répartis sur différents centres du département.

---



CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 29 avril 1937)

Des réfugiés espagnols  
continuent à arriver en Charente

---

La plupart des déserteurs gouvernementaux  
déclarent ne plus vouloir combattre.

Mercredi sept réfugiés espagnols sont arrivés à Angoulême. La veille, une quinzaine avaient déjà été dirigés sur le centre d'hébergement et des jours précédents, on a noté également plusieurs arrivées.

La plupart sont, des déserteurs des troupes gouvernementales qui ont franchi la frontière à Bourg-Madame.

Interrogés sur le motif de leur désertion, ils ont déclaré :

— Nous, ne voulons plus combattre et sommes désireux de demeurer en France jusqu'à la fin de la guerre civile.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 30 avril 1937)

Les réfugiés espagnols en Charente

---

Environ 129 sont arrivés depuis un mois

Le département de la Charente est une terre accueillante pour les réfugiés espagnols fuyant la guerre civile.

Depuis un mois environ, on a enregistré 129 arrivées, la plupart des déserteurs des troupes gouvernementales désireux de ne plus participer à un conflit particulièrement douloureux.

Auparavant, des déserteurs des troupes nationalistes ont également été accueillis, mais en nombre moins important.

Les uns et les autres ne demandent pas à être rapatriés et sont désireux d'attendre paisiblement que le calme soit revenu.

Précisons que ces réfugiés, de tendance adverse, ne sont pas hébergés en groupe. On évite, en effet, de les placer au même endroit afin d'éviter des incidents toujours possibles.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 6 mai 1937)

DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS  
CONTINUENT D'ARRIVER À ANGOULÊME

Une quinzaine de jeunes Espagnols, âgés de 20 à 21 ans, sont arrivés mercredi à Angoulême, venant de la région de Barcelone.

Leur classe allant être appelée par les autorités gouvernementales, ils ont préféré s'expatrier au lieu d'aller combattre.

Pour tout bagage, ces jeunes hommes possèdent une musette garnie et des couvertures roulées.

Dirigés sur le centre d'hébergement, ils vont être affectés sur différents points du département.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 22 mai 1937)

#### Arrivée de réfugiés espagnols

Mercredi dernier sont arrivés au Pontouvre 39 réfugiés espagnols venant de Bilbao, dont 20 femmes et 19 enfants.

Arrivés à 17 heures par le service d'autobus Lucas, ces réfugiés ont reçu aussitôt, par les soins de M. le maire de Gond-Pontouvre, une distribution de literie.

Ils seront nourris par M<sup>me</sup> veuve Dupont, qui en a assumé la charge.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 3 juin 1937)*

#### LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

EN CHARENTE

Un groupe de 170 enfants et femmes,  
venant de Bilbao,  
est dirigé sur Angoulême

Mercredi après-midi, une vingtaine de femmes et, enfants, fuyant les horreurs de la guerre civile espagnole, sont arrivés à Angoulême venant de Bayonne.

Ils ont été immédiatement dirigés sur le centre de triage, place de la Gendarmerie, où des mesures ont été prises pour leur subsistance.

Ces malheureux n'avaient pas mangé depuis 8 heures mercredi matin et les petits enfants, insouciants et indifférents, s'amusaient malgré tout en attendant que leur soit distribué le lait nécessaire.

Mercredi dans la soirée, un groupe de 150 réfugiés, originaires de Bilbao, composé de femmes et enfants, est arrivé à Angoulême par le train de La Rochelle.

Dans quelques jours, ils seront envoyés sur divers points du département

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 5 juin 1937)*

#### Les réfugiés espagnols en Charente

Les 160 réfugiés espagnols de Bilbao, dont nous avons relaté l'arrivée à Angoulême, ont été répartis dans le département de la Charente.

La ville de Cognac, à elle seule, en reçoit une centaine.

Avant leur départ d'Angoulême, M. Cumonge, préfet de la Charente, a tenu à rendre visite à ces malheureuses victimes de la guerre; civile et à s'inquiéter de leur état sanitaire, des conditions matérielles où elles étaient hébergées et de leur destination.

Tous se sont déclarés satisfaits de l'accueil qu'ils ont reçu en France et des égards dont ils ont été partout l'objet.

Une mère et son enfant, blessés dans les derniers bombardements, ont été dirigés sur Cognac où les soins que nécessite leur état. pourront leur être utilement prodigués.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

Angoulême

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 16 juin 1937)*

#### LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Mardi matin, six jeunes gens, réfugiés de la province de Barcelone, sont arrivés à Angoulême, venant de Perpignan.

Après avoir subi, au commissariat central, un interrogatoire d'identité, ils ont été dirigés sur le centre d'hébergement.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 18 juin 1937)

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS  
EN CHARENTE

Jeudi matin, un groupe de dix-neuf réfugiés espagnols, venant de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales) et originaires de la Catalogne, est arrivé à Angoulême.

Agés d'environ vingt ans, ils ont quitté leur pays au moment où leur classe allait être appelée sous les drapeaux.

Ces réfugiés vont être répartis sur différents points du département.

Le département  
Magnac-sur-Touvre

MARIAGE. — Samedi 12 juin, a été célébré, à la mairie de Magnac, par M. Vinet, maire, le mariage civil de M. Georges Perrier et de M<sup>lle</sup> Madeleine Rocher, tous deux habitant Relette.

Une quête faite à l'issue de cette cérémonie, au profit des réfugiés espagnols de notre commune, a produit la somme de 75 francs.

---

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 22 juin 1937)

Arrondissement de [Confolens]  
Brillac

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Quinze réfugiés espagnols comprenant 8 enfants, 6 femmes et un vieillard sont arrivés à Brillac.

Un Comité de secours s'est constitué pour leur venir en aide.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 25 juin 1937)

586 réfugiés espagnols sont actuellement hébergés  
en Charente

---

Un nouveau groupe de 106 femmes et enfants est arrivé jeudi soir  
à Angoulême

Jeudi, vers 17 heures, un convoi de 106 réfugiés espagnols, comprenant surtout des femmes et des enfants, ainsi que quelques vieillards, est arrivé en gare d'Angoulême, venant de La Rochelle.

Un train spécial avait été formé à cet effet. Les réfugiés destinés à Angoulême occupaient deux wagons, les autres continuèrent ensuite leur voyage sur Clermont-Ferrand.

Les 106 réfugiés ont été immédiatement dirigés sur le centre d'hébergement de la place de la Gendarmerie où un repas leur avait été préparé.

MM. Guillon, maire d'Angoulême ; Iversens, chef de cabinet de M. le préfet ; Oliivier, commissaire central ; et Gouaux, commissaire de police, sont allés leur rendre visite.

Tous paraissent satisfaits d'être venus en France. Ils sont originaires en grande partie de Bilbao qu'ils ont quitté avant la prise de la ville.

Parmi eux, quatre enfants malades ont été hospitalisés.

Cette nouvelle arrivée porte à 586 l'effectif total des réfugiés espagnols en Charente.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 3 avril 1938)

440 réfugiés espagnols  
sont arrivés à Angoulême

---

Ils sont hébergés à l'ancienne  
usine Dupuy, à Saint-Roch

Lundi, à 5 heures, un convoi de 440 réfugiés espagnols, venant de Luchon, est arrivé à Angoulême et a été hébergé à l'ancienne usine Dupuy, à Saint-Roch, où des dispositions avaient été prévues pour son ravitaillement.

Ce convoi comprend 80 enfants dont 40 de 1 à 4 ans et, 37 de 4 à 10 ans et 320 adultes.

Ces réfugiés, contrairement à ceux qui les ont précédés, demeureront à Angoulême un certain temps.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 9 avril 1938)

M. le préfet de la Charente a rendu visite  
aux réfugiés espagnols

Ainsi que nous l'avons annoncé dans un précédent numéro, 450 réfugiés sont arrivés dans notre ville et ont été logés dans les anciens établissements Dupuy, à Saint-Roch.

Jeudi soir, M. Malick, préfet de la Charente, accompagné de MM. Freund, secrétaire général ; Féa, chef de cabinet du préfet ; de M. François, commissaire central, et du commissaire spécial, M. Verdier, s'est rendu aux établissements précités pour s'assurer par lui-même de l'installation des malheureux réfugiés.

Le sympathique représentant du gouvernement s'est préoccupé de leurs besoins les plus immédiats et il a eu, en même temps, pour chacun, les paroles de réconfort que lui a inspirées l'atroce situation des innocentes victimes de l'horrible tragédie qui endeuille la malheureuse Espagne.

---

CHRONIQUE LOCALE  
Angoulême  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 13 avril 1938)

Un nouveau contingent  
de réfugiés espagnols à Angoulême

Dans la nuit de dimanche à lundi, vers 4. heures, un convoi de 800 réfugiés espagnols, venant de Toulouse, s'est arrêté en gare de Saintes.

Une moitié de ces réfugiés a été dirigée sur La Rochelle et La Roche-sur-Yon et l'autre sur Angoulême.

Ce dernier contingent est arrivé dans notre ville dans la soirée de lundi.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 14 avril 1938)

Cognac

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Mardi soir, environ 300 réfugiés espagnols sont arrivés à Cognac, où toutes les dispositions ont été prises pour leur hébergement.

---

Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 29 juin 1938)*

Cognac

RAPATRIEMENT DE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS, — Lundi, à 15 heures, 63 réfugiés espagnols ont été dirigés sur Barcelone, via Cerbère.

---

1939-1940

CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 27 janvier 1939)*

Faits divers

Deux Espagnols qui ne veulent plus faire la guerre. — Les gendarmes de Barbezieux a appréhendé deux Espagnols de l'armée gouvernementale arrivés dans cette ville à pied par étapes successives. Exténués et sans papiers, ils ont été conduits devant M. Perrin, juge d'instruction. Quoique ne partant pas le français, ils ont fait comprendre qu'ils voulaient demeurer en France pour ne plus faire la guerre.

---

CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 2 février 1939)*

L'AFFREUSE CONSÉQUENCE D'UNE GUERRE CIVILE

Près de trois mille réfugiés espagnols  
venant de la région de Barcelone  
sont arrivés à Angoulême

---

La majorité est composée de femmes et d'enfants  
las et les traits tirés, qui n'ont plus la force de pleurer

Quel lamentable spectacle que celui enregistré mardi matin, vers cinq heures, sur les quais de la gare P.O., à l'arrivée d'un train de réfugiés espagnols entassés et serrés les uns contre les autres comme pour mieux se protéger contre les hasards de leur affreuse destinée.

Les hommes les plus blasés ne peuvent se retenir de regarder avec émotion cette caravane accueillie humainement par les pouvoirs compétents, sous la direction de M. Verdier, commissaire spécial.

Aussitôt l'arrivée de ce premier train qui compte près d'un millier de voyageurs environ — 876 exactement — on leur distribue du pain, du café et du lait. Ils attendront dans leurs compartiments jusqu'à huit heures pendant que les autorités procèdent aux derniers préparatifs pour les recevoir.

Trois cents d'entre eux sont dirigés sur Cognac et les 600 autres sont installés dans une dizaine de cars qui vont les transporter place de la Gendarmerie, à l'ancienne fonderie Fourcheraud.

L'hébergement des exilés  
place de la Gendarmerie

Il nous a été donné d'assister à leur arrivée dans les vastes locaux où des hommes installent de la paille et du foin pour les recevoir. Dans un coin sont entassées de nombreuses couvertures car certains n'ont pu emporter aucun bagage.

Le défilé commence après l'arrivée de chaque car d'où descendent en majorité des femmes et des enfants qu'elles tiennent par la main s'ils marchent, et beaucoup dans leurs bras. On note, en effet, la présence de nombreux bébés en bas âge et bientôt c'est dans l'immense local un véritable concert de pouponnière.

La plupart des femmes regardent, inquiètes, l'apparence de leur nouveau logis. Elles semblent résignées, lasses, abattues et si quelques-unes ont le cœur serré et pleurent tout en pressant leur enfant contre leur poitrine, beaucoup n'en ont plus la force. Quelle misère !

Et comme il est à souhaiter que tous, ceux qui, sans s'en rendre compte, sont partisans de la désunion dans notre pays, aillent rendre une visite, même rapide, à ces malheureuses épaves, ils comprendront leur erreur et deviendront meilleurs.

#### Mal habillés et pas de papiers d'identité

Dans le nombre, très peu ont des papiers d'identité, ce qui va compliquer sérieusement les formalités d'hébergement. Tous sont habillés pauvrement, peu chaudement et reflètent l'effet de conditions bien modestes. Ils sont encore plus mal chaussés. Beaucoup d'enfants en espadrilles, quelques-uns grelottent et on leur permet d'aller se réchauffer auprès d'un poêle installé dans cette intention.

Et voici les bennes de la Ville qui apportent les quelques bagages sauvés du désastre : des mallettes de couvertures, des ballots. Tous se précipitent autour de leur dernier avoir.

Dans un coin, assises sur la paille, des femmes allaitent leur bébé sans un mot. Elles pensent tristement à ce que sera leur avenir.

Uni bébé de deux mois a perdu sa maman dans le voyage de la gare d'Angoulême à l'usine Fourcheraud. Quelques minutes après, elle arrive dans le car suivant.

Dans le nombre, une dizaine de jeunes femmes ont encore conservé quelque coquetterie, et leurs lèvres sont fardées d'un rouge épais qui sent le bon marché. Mais c'est une infime minorité

#### Quelques hommes seulement, des blessés

Pendant que l'on procède à un triage provisoire des réfugiés — les hommes-sont mis à part dans une salle et les femmes dans une autre — on se préoccupe de rechercher quelques interprètes car bien peu parlent le français.

Plusieurs soldats de l'armée gouvernementale sont là, encore revêtus de leur uniforme. On aperçoit même un lieutenant qui marche avec une canne, entouré de quelques hommes ayant un membre pansé.

Bientôt, quand tout le monde est à peu près casé, les conversations bruyantes se font entendre. Les malheureux doivent échanger leurs premières impressions. On apprend que deux des petites danseuses ayant représenté l'Espagne à l'Exposition de Paris figurent dans la caravane.

M. Guillon, maire d'Angoulême, a assisté à cette première installation. Plus tard, M. Richard, chef de cabinet de M. le Préfet, est venu leur rendre une visite, ainsi que M. Miller, chef adjoint.

Et à midi, les réfugiés ont pris leur premier repas sur la terre charentaise.

#### Deux mille dans un second train

À dix heures, un second train de réfugiés est arrivé en gare P.O. à Angoulême. Comme dans le premier, on compte une majorité de femmes et d'enfants dont nombreux sont ceux en bas âge et que leurs mères allaitent. C'est donc un total de 2.900 Espagnols que notre département a dû accueillir, ce qui n'est pas sans provoquer de sérieuses difficultés.

Les pouvoirs publics sont, en effet, pressés pour les loger et les couvertures nécessaires, à leur couchage ne sont pas trop nombreuses dans les magasins de la ville afin que chacun soit assuré d'en avoir pendant la nuit.

Quelques réfugiés, malades ou blessés ont dû être hospitalisés. Dès maintenant, en présence de leur nombre imposant, on envisage de les vacciner afin de parer à toute épidémie possible.

#### Au garage Vallet, rue du Champ-de-Mars

Prévenus au dernier moment de cette nouvelle arrivée de réfugiés, les pouvoirs publics ont dû faire diligence. L'ancienne usine Dupuy, à Saint-Roch, étant occupée par l'autorité militaire, il a fallu avoir recours à des installations de fortune.

Enfin, on a décidé d'en caser la majeure partie au garage Vallet, rue du Champ-de-Mars, au troisième étage, le reste dans un local désaffecté de la gare de l'État.

Des mesures provisoires ont été prises afin que l'hygiène nécessaire puisse être respectée dans leurs nouveaux abris.

#### Second défilé

À 15 heures, plusieurs cars se suivant arrivent devant le garage Vallet où déjà les curieux attendent les réfugiés. Comme ceux de ce matin, la fatigue, se lit sur leurs visages. Partis depuis trois jours, réveillés et pas toujours nourris comme il conviendrait, ils sont aussi résignés que les précédents.

Les femmes, jambes nues, transportent de lourds paquets et portent en bandoulière- des couvertures. Là aussi beaucoup d'enfants. -Plusieurs se précipitent à une borne-fontaine où ils se désaltèrent.

En larmes; une femme usée se refuse à monter es trois étages avant d'avoir retrouve ses trois enfants égarés sans doute dans un autre car.

#### Le ravitaillement

Nourrir, sans y être préparé, près de trois mille personnes n'est pas une petite affaire. M. François, commissaire central, s'y emploie activement, et M. Poupot, restaurateur, est prié de faire l'impossible.

Les réfugiés, pour ce premier dîner, auront un repas froid pain, pâte, saucisson et vin. Mais le matériel manque. Il ne peut être question de découvrir 3.000 assiettes et autant de verres, et fourchettes. Aussi ils mangeront sur leur pain et boiront plusieurs dans le même quart.

Cela ne les gêne pas. Ils y sont habitués. lis demandent simplement d'avoir un repas le plus tôt possible afin de pouvoir se reposer, dormir et, si possible, oublier quelques instants leur navrante odyssée.

---

### CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 3 février 1939)*

#### Le séjour des réfugiés espagnols à Angoulême

Une femme députée aux Cortès est parmi eux

La señora Julia Alvarez Resano, 36 ans, députée de Madrid aux Cortès espagnols, membre 'du parti socialiste ouvrier, figure parmi les réfugiés qui ont été hébergés à Angoulême.

#### Une cinquantaine d'orphelins à Cognac

378 réfugiés comprenant 200 enfants environ, une vingtaine d'hommes et des femmes, sont arrivés à Cognac. Ils n'avaient pas l'air trop abattus et leur état général paraissait assez satisfaisant. Parmi les enfants, une cinquantaine venaient d'un orphelinat de Barcelone sous la direction d'une surveillante.

#### Les visites au Garage Vallet

Mercredi après-midi, plusieurs personnalises ont pu rendre visite aux réfugiés installés au Garage Vallet, rue du Champ-de-Mars, notamment M<sup>lle</sup> Mir, directrice de l'École normale d'institutrices ; M. Boucheron, président de la Loge Concorde et Tolérance ; M<sup>me</sup> Talbert, présidente de l'Œuvre du Rayon de Soleil ; M<sup>me</sup> Bruchou, professeur à l'EPS.

#### Des dons

L'École normale d'institutrices a fourni des lots importants de vêtements, de lainages, de layettes, de papier, d'aiguilles, etc. Elle a fait également apporter du lait.

De même, l'E.P.S. de jeunes filles qui a mis à la disposition des réfugiés 600 couverts complets.

La Société de la Pantoufle Charentaise a offert 300 paires de chaussons et M. Louis Pinaud, de son côté, a offert un lot très important de chaussures.

Dans la soirée de mercredi, de nombreuses personnes n'ont cessé d'apporter généreusement toutes choses propres au ravitaillement des réfugiés.

#### La vie reprend au Garage Vallet et les enfants recommencent à jouer

L'installation des exilés se poursuit activement. Ils dorment sur la paille fréquemment renouvelée et ont maintenant un nombre suffisant de couvertures à leur disposition. L'immense étage du garage Vallet est devenu assez exigu, mais de nouveaux locaux aménagés incessamment permettront de le décongestionner. D'autres water-closets seront mis en service, les seuls fonctionnant ne suffisant point ; mercredi, 2 ou 300 femmes ou enfants se pressaient continuellement à la porte.



Un service sanitaire, composé d'infirmières stagiaires et bénévoles, a été établi jour et nuit. Il en est ainsi dans les autres endroits où ont été répartis les réfugiés, soit 250 dans les bâtiments de l'ancienne gare de l'État et 699 à l'usine Fourcheraud.

Les enfants, les premiers, ont repris le dessus, ils jouent et se disputent. Eux, sans doute, oublieront vite le drame dont ils sont les innocentes victimes.

#### À l'Union des Syndicats ouvriers de la Charente

On nous communique :

L'Union départementale des Syndicats ouvriers de la Charente et l'Union locale d'Angoulême, conscientes de la situation de misère et de détresse dans laquelle se trouvent subitement les réfugiés espagnols de passage dans notre département, adressent un pressant appel à leurs adhérents afin que soit soulagée dans toute la mesure possible cette malheureuse population composée particulièrement de femmes et d'enfants.

Elles rappellent que le Comité d'aide à l'Espagne républicaine est spécialement désigné pour recevoir les dons en nature : papeterie, linge, savon, denrées alimentaires, etc., ainsi que les dons en espèces.

Elles demandent également à leurs adhérents de réserver le meilleur accueil aux listes officielles de souscription qui seront présentées par le Comité.

Ces femmes et ces enfants ont faim, notre peuple humanitaire se doit de les entendre et de les soulager.

En outre, les camarades désireux de recueillir des orphelins ou de participer d'une façon régulière à leur entretien sont priés de se faire inscrire à l'U.D.

#### 58 hospitalisés à Angoulême

Jeudi matin, l'hôpital d'Angoulême avait accueilli au total 58 réfugiés et une salle spéciale a dû être aménagée pour les héberger. Parmi le nombre, une vingtaine d'enfants sont malades et quelques-uns ont la gale.

#### Une leçon dans les écoles sur la fraternité humaine

Sur l'initiative de M. Talbert, inspecteur d'Académie, une leçon a été faite dans toutes les écoles d'Angoulême sur la fraternité humaine en présence de l'afflux des réfugiés en Charente.

Les enfants, sensibles au pitoyable exposé, ont ainsi compris toute la monstruosité de la guerre et, en particulier, le cortège pitoyable qui l'accompagne.

#### Les dons affluent en grand nombre dans toutes les écoles

Il convient de préciser que le geste enregistré à l'école de la rue de Montmoreau, ne constitue pas un cas particulier.

Dans toutes les écoles de la ville, un élan unanime a réuni directeurs, maîtres et enfants. Les parents des élèves ont recherché vêtements et lainages et les ont envoyés, en très grand nombre, aux directeurs et directrices.

L'importance des dons est telle que le triage demandera plusieurs jours.

#### Un appel à la population

Le Comité local d'entraide à l'Espagne républicaine qui, mercredi, a effectué une distribution de vivres (lait, chocolat et sucre) aux plus nécessiteux des réfugiés espagnols, fait appel à la population pour l'aider dans sa tâche. Tous les dons en nature : vêtements, linge, savon, denrées, seront reçus avec reconnaissance chez M. Peignaud, 38, route de Bordeaux. Les dons en espèces peuvent être remis à M. Felsenhardt, 2, rue de Genève.

D'un autre côté, quelques personnes porteuses de listes officielles se présenteront au domicile de nos concitoyens.

Trois mille femmes et enfants crient « Au secours ». Nul ne peut se désintéresser d'eux. Le Comité fait confiance à la générosité de tous les braves cœurs.

#### Blessé et sans soins depuis six jours

L'hôpital d'Angoulême a déjà accueilli vingt-huit réfugiés, dont plusieurs blessés des troupes gouvernementales et surtout des femmes et enfants malades.

Parmi les blessés se trouvait un soldat qui avait reçu à Barcelone une balle lui ayant fracturé un bras. Depuis six jours, il est resté sans soins, sans pansements et la plaie commençait à s'envenimer.

Un autre est pansé pour un éclat d'obus dans la cuisse et un troisième est atteint d'une balle au pied.

#### Distribution de savon

Pour répondre au désir de bon nombre de réfugiés qui, depuis plusieurs jours, n'avaient pas eu la possibilité de s'astreindre aux soins les plus élémentaires de propreté, le Comité local d'entraide a décidé de leur distribuer l'indispensable savon.

Mercredi après-midi, en outre de diverses denrées de premières nécessité, une centaine de morceaux de savon ont été coupés par petits lots et chacune a pu ensuite nettoyer ses enfants..

Et ce n'était pas un luxe.

Par ailleurs, de nombreux bagages n'ayant pu être remis aux exilés à leur arrivée, parce que dirigés dans un local qui n'était pas leur nouvelle résidence, ont été réunis à nouveau et leurs propriétaires ont pu ainsi rentrer en possession de leur bien.

#### Un geste à l'école de la rue de Montmoreau

On nous, signale un geste qui ne nous étonne pas de la part de M<sup>me</sup> Duverger, la sympathique directrice de l'école de la rue de Montmoreau qui, mercredi matin, s'est rendue auprès des réfugiés espagnols logés au Garage Vallet pour leur adresser quelques paroles de réconfort et distribuer aux petits quelques friandises qui furent accueillies avec la joie que l'on devine, ainsi que des lainages dont ils ont grand besoin.

Ces distributions, qui prouvent les qualités de cœur de celle qui en eut l'initiative, a été permise par une collecte réunissant les membres du corps enseignant de l'établissement.

Par ailleurs, un vestiaire est organisé à l'école où l'on accepte avec reconnaissance linge de corps et vêtements chauds qui peuvent encore dormir dans les greniers individuels.

Il nous est agréable de voir ainsi coopérer l'école au soulagement d'une terrible infortuné et il convient d'en féliciter M<sup>me</sup> Duverger.

---

### CHRONIQUE LOCALE (*La Charente et la Petite Charente réunies*, 4 février 1939)

#### Le séjour des réfugiés espagnols

##### M. LE PRÉFET DE LA CHARENTE VISITE LES INSTALLATIONS

Dans l'après-midi de jeudi, M. le préfet de la Charente accompagné de M. Verdier, commissaire spécial, de M<sup>me</sup> Sevenet, présidente de la Croix-Rouge ; de M. Rickard, chef de cabinet ; docteur Thurel ; François, commissaire central, a visité les installations des réfugiés espagnols.

Il s'est- rendu compte des dispositions prises dans les locaux de l'ancienne gare de-l'État, puis de l'usine Fourcheraud et enfin du grand garage du Champ-de-Mars.

Les deux premières installations semblent donner satisfaction, mais la troisième ne saurait être que provisoire. Ainsi qu'il a été décidé, de nouveaux aménagements qui sont en cours permettront bientôt de décongestionner les étages du garage vraiment trop surpeuplés.

En outre, les mesures concernant les cabinets d'aisance ont été ordonnées officiellement.

##### Une centaine de réfugiés à l'hôpital

On a hospitalisé, depuis leur arrivée à Angoulême, près de cent Espagnols atteints de différentes maladies.

Parmi eux figurent principalement des enfants atteints de coqueluche et de gale.

Quelques miliciens, dont les blessures n'avaient pu être soignées jusqu'à présent, ont été également admis jeudi.

#### LE 107<sup>e</sup> À PERPIGNAN

Vendredi matin, un autre bataillon du 107<sup>e</sup> s'est embarqué en gare d'Angoulême à destination de Perpignan où il aura également à coopérer au service d'ordre rendu nécessaire par l'exode des réfugiés.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 5 février 1939)

Le séjour des réfugiés espagnols

Tous les réfugiés logés à Angoulême vont être transférés à Ruelle

Actuellement, les pouvoirs publics font aménager les bâtiments indochinois situés au Quartier-Neuf, à Ruelle, où vont être transférés les 2.500 réfugiés logés dans divers locaux d'Angoulême.

Les exilés seront ainsi hébergés dans de meilleures conditions car ils auront plus de place et pourront sortir dans une vaste cour située à l'intérieur du camp.

On annonce de nouvelles arrivées

D'après certains bruits, dont nous n'avons pu obtenir confirmation, le département de la Charente serait susceptible de recevoir une nouvelle caravane de réfugiés.

On précise même qu'elle arriverait en gare d'Angoulême pendant la nuit de samedi à dimanche.

Un geste du Syndicat des forains

M. Jacquillard, secrétaire du syndicat local des forains, a fait une collecte parmi ses collègues et a réuni une importante quantité de vêtements neufs et objets divers qui ont été confiés à M. le commissaire central en vue d'être repartis aux plus nécessiteux.

Par ailleurs une somme de 200 francs a été également versée dans le même but.

Un nouveau refuge est aménagé  
impasse d'Austerlitz

Ainsi qu'on le prévoyait, le troisième étage du garage Vallet s'étant révélé pas assez vaste pour loger les 1.100 réfugiés qui y étaient installés, les autorités compétentes ont cherché à les décongestionner.

Et vendredi matin, environ deux cents d'entre eux ont été conduits impasse d'Austerlitz où ils seront hébergés dans un local appartenant à M. Durand, serrurier. ;

TOUS LES DONS  
DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS  
AUX COMMISSARIATS

La Préfecture communique :

L'arrivée des réfugiés espagnols a suscité dans tout le département des mouvements de sympathie et de compassion qui se traduisent soit par l'offre de concours, soit par des dons de toute nature.

Si on ne peut que féliciter vivement toute la population pour ces sentiments dont elle est coutumière, il est nécessaire de rappeler que, tant pour des raisons sanitaires, que pour éviter toute erreur et tout désordre, tous les dons doivent être adressés soit au commissariat central, soit au commissariat spécial (bureau gare d'Angoulême). Le commissaire spécial est chargé de la centralisation de ces dons, qui seront équitablement répartis entre tous les réfugiés et mention du donataire en sera faite si celui-ci le désire.

Il est également rappelé que toute les personnes désirant héberger des réfugiés doivent en faire la demande à la Préfecture, mais qu'après enquête, il ne pourra être fait droit à ces demandes que lorsque la période d'isolement sanitaire, prévue pour éviter tout risque d'épidémie, sera écoulée et que les formalités d'état civil seront accomplies.

Le département  
Arrondissement d'Angoulême  
Brie-La Rochefoucauld

BAL. — Dimanche 5 février, aux Frauds de Brie, bal du Club de la gaieté. Tous les membres sont priés d'être présents à Beauséjour. Vente de coiffures surprises au profit des orphelins espagnols.

## Confolens

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un convoi d'une centaine de réfugiés est attendu dans notre ville où ils seront logés, comme précédemment, dans les locaux de l'ancienne brasserie.

---

### CHRONIQUE LOCALE

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 6 février 1939)

## LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS EN CHARENTE

---

### Le transfert des exilés à Ruelle

Dimanche après-midi, s'est poursuivi l'opération commencée la veille, de transfert des réfugiés espagnols, jusqu'ici hébergés à Angoulême, dans les nouveaux locaux qui leur ont été désignés au centre indochinois de Ruelle.

C'est au moyen d'autobus que la presque majorité des réfugiés espagnols ont été conduits de l'ancienne usine Fourcheraud, de la gendarmerie et du garage Vallet à leur nouvelle résidence provisoire, à Ruelle.

### À l'hôpital d'Angoulême

Dans la journée de dimanche, on a encore admis à l'hôpital de nouveaux réfugiés espagnols.

En particulier, une fillette de douze ans a dû être hospitalisée. Un peu plus tard, un enfant de cinq mois a été conduit mourant à l'établissement hospitalier de notre ville.

### Pas d'Espagnols à Confolens

Contrairement à ce qui a été annoncé, il n'est pas question actuellement d'envoyer des réfugiés espagnols à Confolens.

### Un appel de l'évêque d'Angoulême

L'évêque d'Angoulême exhorte les diocésains à répondre à l'appel lancé par « La Croix de la Charente » en faveur des réfugiés espagnols.

Nous nous trouvons, dit-il, en face de misères et de souffrances. C'est assez pour que la charité chrétienne s'émeuve sans autre considération.

Laissons à Dieu le soin de juger, s'il y a lieu. À nous, il ne demande que d'être miséricordieux et bons à l'égard de toutes les détreffes.

### Désinfection avant l'arrivée de nouveaux réfugiés

Lundi, dans la matinée, les services compétents ont fait procéder à la désinfection des locaux primitivement occupés au garage Vallet, à l'ancienne gare de l'État et place de la Gendarmerie.

Ces mesures, ont été décidées en prévision de l'arrivée prochaine d'un nouveau groupe de réfugiés.

### Le département Arrondissement d'Angoulême Ruelle

APPEL À LA SOLIDARITÉ. — Répondant à un appel pour venir en aide aux réfugiés espagnols, le syndicat de la fonderie prévient le personnel qu'il organise une première collecte le lundi 6 février à la débauche de 16 h. 45.

À cet effet, des ouvriers mandatés se tiendront aux différentes portes de la fonderie.

Un grand nombre de réfugiés étant arrivés dans notre ville, le syndicat fait un appel pressant pour que chacun fasse son devoir.

---

Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 8 février 1939)*

Ruelle

AIDE AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La section locale, en liaison avec le Comité local de Front populaire, fait un appel pressant à toute la population de Ruelle et des environs pour venir en aide aux enfants, femmes, vieillards, fuyant leur pays pour échapper au massacre et à la famine. Pas une famille française ne peut rester insensible au sort de tous ces malheureux. 1.900 réfugiés nous sont arrivés samedi, nous avons été mobilisés pour les recevoir et les installer.

Des listes de souscription sont mises en circulation et nul doute que toute la population laborieuse de notre cité aura à cœur de répondre favorablement et de prêter son concours. Étant donné les circonstances, ce dernier peut se traduire par l'envoi d'effets : vêtements, chaussures, lainages, etc. Même propres, ils seront les bienvenus et acceptés par MM. Bourdrez, chemin de la Groye, et Laboissière Louis, route des Seguins. À tous, par avance, l'expression de notre fraternelle reconnaissance.

---

Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 9 février 1939)*

Magnac-sur-Touvre

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Au cours d'un bal organisé le samedi 28 janvier, salle Pierre, à Belleville, une quête effectuée au profit des réfugiés espagnols a produit la somme de 60 francs qui a été remise à M. Bouyer, conseiller municipal.

Ruelle

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La mairie continue à recevoir et à centraliser tous les vêtements, sous-vêtements, chaussures, linge, etc., que les populations veulent bien donner pour les réfugiés (donner surtout du linge de corps).

Se hâter, car les besoins sont grands.

En plus, le Comité local de Front populaire met en circulation des listes qui porteront la signature du maire et le cachet de la mairie. Ces listes seront présentées dans différents quartiers par les militants responsables.

Bien vérifier que les listes soient numérotées pour éviter les abus. Le maire compte sur la solidarité effective de toute la population pour soulager la misère des 2.500 réfugiés de Ruelle.

---

CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 10 février 1939)*

1.365 nouveaux réfugiés espagnols  
sont arrivés mercredi à Angoulême

---

Mercredi, vers 13 heures, un nouveau train de réfugiés espagnols est arrivé en gare d'Angoulême, où l'attendaient MM. Rickard, chef de cabinet de M. le Préfet de la Charente ; Verdier, commissaire spécial ; François, commissaire central, et leurs collaborateurs.

On comptait 1.365 exilés, dont 688 femmes, 512 enfants, 104 vieillards, 61 miliciens plus ou moins blessés.

Un contingent de 245 a été immédiatement dirigé sur Cognac et les autres, au nombre de 1.148, ont été repartis, ainsi : environ 800 à l'ancienne usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie et le surplus dans l'immeuble de M. Durand, impasse d'Austerlitz.

L'arrivée place de la Gendarmerie

Pendant que les cars de la Compagnie des tramways transportaient ces réfugiés à leur nouveau domicile, de nombreux curieux stationnaient devant l'immeuble, contenus par le service d'ordre.

Et le misérable cortège s'ébranla. À l'entrée, sous le porche, lorsque les autorités décidèrent de mettre les hommes d'un côté, les femmes de l'autre et les bébés en bas âge dans une autre salle avec leurs mères, il y eut quelques réclamations exprimées dans une langue inconnue et ne pouvant se faire comprendre. Les gardiens de la paix leur expliquaient évidemment en français que la mesure n'était que provisoire, mais sans succès. Des femmes sanglotaient et refusaient de se séparer des leurs.

D'autres, malheureuses, en apercevant la paille et le foin étalés sur le ciment qui allait leur servir de dortoir, laissèrent couler leurs larmes en constatant évidemment un certain manque de confort. Dehors, des cuisines roulantes étaient pleines afin de pouvoir leur servir -un repas substantiel.

#### Donnez des couvertures

On nous prie de signaler à la population que les autorités manquent de couverture pour en distribuer aux malheureux.

Que tous ceux qui désirent coopérer à l'oeuvre d'humanité entreprise dans notre ville en prennent bonne note.

Pour le moment, il n'est besoin que de couvertures.

---

#### Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 12 février 1939)*

#### Ruelle

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — APPEL À LA POPULATION. — De nombreux lots de vêtements continuent d'affluer pour secourir les malheureux réfugiés espagnols.

Pour faciliter sa tâche, le comité local demande aux généreux donateurs de bien vouloir déposer leurs colis : vêtements, chaussures, linge de corps, etc., à la mairie, où un classement par catégorie sera effectué afin d'éviter ainsi l'embouteillage qui se produit au camp où sont rassemblés ces pauvres gens, ce qui entraîne une grande perte de temps.

De plus, le comité local prévient la population qu'il vient de mettre en circulation des listes officielles de souscription, que des camarades passeront à domicile, au cours des journées de samedi 11 et de dimanche 12 février. Toutes ces listes devront porter le cachet de la mairie, ainsi que la signature du maire, de façon à ce qu'un contrôle rigoureux puisse être exercé.

Les sommes recueillies seront, comme la collecte effectuée par le syndicat, consacrées à soulager les plus grandes misères par l'achat, par le comité, des articles de toute première nécessité qui sont indispensables, principalement pour les enfants, surtout ceux en bas âge, parmi lesquels il y a de nombreux malades.

Quelques douceurs pour l'infirmerie seront de même les bienvenues.

D'avance, à tous, merci.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 13 février 1939)*

Un nouveau convoi  
de réfugiés espagnols  
est arrivé à Angoulême

Dimanche, à 15 heures, un nouveau groupe de réfugiés espagnols, comprenant 294 femmes, vieillards et enfants, est arrivé en gare P.O. d'Angoulême, venant de Perpignan.

Accueillis par diverses autorités compétentes, ils ont été aussitôt dirigés sur l'ancienne gare de l'État où les dispositions nécessaires avaient été prises en vue de leur hébergement.

---

#### Le département

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 16 février 1939)*

Arrondissement de Barbezieux

Baignes

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — La souscription ouverte par les écoles publiques de Baignes (garçons et filles) au profit des réfugiés espagnols, a remporté un succès auprès de la population. Elle a rapporté la somme de 1.045 francs. La collecte des dons en nature a produit, de son côté, un lot important de linge, sous-vêtements, vêtements et chaussures.

Saint-Bonnet

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Les élèves des écoles de Saint-Bonnet ont recueilli parmi les habitants de la commune une somme de 4G4 francs en faveur des malheureux réfugiés espagnols.

Arrondissement de Cognac

Saint-André-de-Cognac

POUR LES ENFANTS ESPAGNOLS. — Une souscription ouverte sous les auspices du maire et de l'institutrice pour le trousseau des enfants espagnols réfugiés en France, a produit la somme de 217 francs ; des dons en nature ont été également reçus.

---

CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 17 février 1939)*

Les réfugiés espagnols  
en Charente

Au sujet des ventes éventuelles de bijoux

L'attention du public et des bijoutiers est attirée tout spécialement sur la nécessité, s'ils sont l'objet d'une proposition de vente de bijoux de la part de réfugiée espagnols, de procéder à un examen très attentif de ces offres pour éviter toute sanction qui pourrait intervenir dans le cas d'un marché frauduleux, et des poursuites pour recel.

En particulier, les bijoutiers devront procéder à l'examen des pièces d'identité des vendeurs occasionnels, de façon très attentive.

L'ENTRAIDE

AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Les délais sanitaires étant expirés, en ce qui concerne les réfugiés espagnols domiciliés au camp de Ruelle, toute personne désireuse d'en héberger doit adresser, dans les délais les plus rapides, une demande visée par le maire de sa localité, à la préfecture de la Charente (bureau du Cabinet).

Le département

Arrondissement d'Angoulême

Saint-Yrieix

L'AIDE. AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. - Le Secours populaire a collecté sur les deux communes de Saint-Yrieix et Fléac, dimanche dernier, la somme de 540 francs et ramassé vingt-trois paquets de vêtements, de linge et de chaussures.

Arrondissement de Cognac

Mérignac

À LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME. — Au cours de l'assemblée générale de la section, tenue dimanche 12 février une collecte au profit des malheureux réfugiés espagnols a produit la somme de 147 fr.

---

CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 20 février 1939)*

Angoulême

À l'hôpital. — Quatre nouveaux réfugiés espagnols ont été admis à l'hôpital.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 22 février 1939)

Angoulême  
LA DÉSINFECTION  
DES VÊTEMENTS DES RÉFUGIÉS  
ESPAGNOLS

Dans l'après-midi de lundi, les opérations de désinfection de vêtements se sont poursuivies place de la Gendarmerie.

On sait que ces vêtements restent quarante minutes à la température de 150 degrés dans une étuve obligamment prêtée par les services sanitaires de l'armée.

Après quoi tous les risques sont écartés.

QUATRE RÉFUGIÉS ESPAGNOLS SONT DÉCÉDÉS A L'HOPITAL

On a enregistré depuis trois jours, à l'hôpital d'Angoulême, quatre décès de réfugiés espagnols : deux vieillards et deux enfants qui ont succombé à des pneumonies.

Ruelle

UNE SOIRÉE DE CINEMA AU PROFIT DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Mardi 21 février, au Modern' Cinéma, sous la présidence de M. le maire, aura lieu une soirée dont le produit sera versé à la caisse du Comité local de Front populaire, pour venir en aide aux réfugiés qui se trouvent dans notre cité. Le Comité local, en remerciant le sympathique directeur de l'établissement, M. Blavette, de sa généreuse initiative, fait un pressant appel à la population, l'invitant à se rendre en nombre, à cette séance, où tout en profitant- d'un programme de choix, elle contribuera à soulager les grandes misères des réfugiés, notamment des nombreux tout-petits. Le spectacle commencera à 20 h. 30 très précises avec les deux films suivants : *Le Médecin de campagne* (avec les cinq petites Dionne), et en 1<sup>re</sup> partie : *Charlie Chan au Cirque*.

Confolens

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Le sous-préfet de Confolens communique :

« Sur l'ordre de M. le préfet de la Charente, un centre d'hébergement a été créé au lieudit « La Brasserie », commune d'Ansac, où ont été recueillis cent cinquante réfugiés espagnols indigents parmi lesquels se trouvent un grand nombre de femmes et d'enfants.

» Les personnes charitables désireuses de contribuer à l'amélioration des conditions d'existence de ces réfugiés pendant leur passage au centre de « La Brasserie », voudront bien s'adresser à la sous-préfecture où tous renseignements leur seront donnés sur l'âge et les besoins desdits réfugiés et où les dons en nature seront reçus avec reconnaissance avant d'être répartis. »

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 23 février 1939)

FAITS DIVERS LOCAUX

Départ de 200 réfugiés espagnols pour Cognac. — Mardi après-midi, en présence de M. Verdier, commissaire spécial, et de ses collaborateurs, deux cents réfugiés espagnols hébergés à l'ancienne usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie, ont été dirigés sur Cognac, où des locaux ont été préparés pour les recevoir.

Environ six cents demeurent encore dans le local qu'ils ont quitté.

.....  
Chez les réfugiés espagnols. Un fort contingent de Catalans actuellement à Ruelle va réintégrer les locaux de la palace de la Gendarmerie tandis que, jeudi, environ 300 de ces malheureux seront conduits aux Mathes, en Charente-Inférieure, où ils seront hébergés.



Arrondissement de Barbezieux  
Saint-Séverin

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Grâce à de généreux donateurs, nos écoles ont pu adresser au centre de réfugiés espagnols d'Angoulême un lot important de vêtements et une somme de 150 francs.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 24 février 1939)

PASSAGE D'UN CONVOI  
DE BLESSÉS ESPAGNOLS

Un convoi de 350 blessés espagnols venant de Montpellier et Bordeaux est passé jeudi en gare d'Angoulême.

Ces blessés seront répartis dans diverses villes du centre de la France.

Le département  
Cognac

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Lundi 20 courant, 140 réfugiés espagnols, ne comprenant que des femmes et leurs enfants, ont été transférés de Cognac au château de Cressé, où ils ont remplacé la colonie d'orphelins espagnols, dont nous avons récemment parlé et qui a été envoyée en Belgique, près de Liège, où se trouve la direction de ce genre de colonie.

Mardi matin 21 février, on a reçu à Cognac 200 réfugiés nouveaux, qui ont été hébergés dans l'immeuble Belou, rue Élisée-Mousnier

Ajoutons que M. le sous-préfet de Cognac s'est entendu avec M. l'inspecteur primaire pour que les enfants puissent fréquenter nos écoles communales.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 25 février 1939)

300 ESPAGNOLS QUITTENT  
ANGOULÊME

Dans l'après-midi de jeudi, environ 300 Espagnols logés à la salle Fourcheraud ont quitté notre ville pour Les Mathes, en Charente-Inférieure, où ils seront hébergés.

Les locaux de la place de la Gendarmerie étant, de ce fait, presque vides, les Espagnols qui se trouvent actuellement, à Ruelle reviendront à Angoulême afin que leurs vêtements soient désinfectés.

Ruelle

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Samedi 11 mars aura lieu, salle de l'Éveil social, le grand bal des jeunes U.S.R. donné au profit des réfugiés espagnols.

Au cours de cette soirée de bienfaisance sera effectué le tirage de la tombola organisée par la section locale et dont les résultats paraîtront dans la presse.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 26 février 1939)

AU CAMP DE RÉFUGIÉS DE RUELLE

---

Deux anarchistes espagnols tentent de s'évader  
ON DÉCOUVRE DANS LEURS VALISES DE NOMBREUX BIJOUX  
EN OR ET UNE SOMME IMPORTANTE EN BILLETS DE BANQUE FRANÇAIS  
C'est une de leurs compatriotes qui les a dénoncé comme voleurs.

Alertés par une dénonciation précise d'une réfugiée espagnole, les gendarmes qui ont la surveillance du camp de Ruelle, ont surpris jeudi deux Espagnols qui tentaient de s'évader avec l'intention de rejoindre la capitale.

Ces deux individus, affiliés au parti anarchiste catalan, sont accusés d'avoir pillé et volé au moment où ils passèrent la frontière pour se réfugier en France. Ce sont : Antonio Garcia, 37 ans, né à Victoria (province d'Almería) et Martin Guirado Guillermo, 25 ans, né à Marbella (province de Malaga).

Dans leurs valises, on a découvert une grosse quantité d'or, des bijoux en or, des bracelets et des montres.

Ils étaient possesseurs, également d'une somme importante en billets de banque français provenant, croit-on, de la vente d'autres bijoux.

Ils ont été conduits vendredi au Parquet d'Angoulême.

Après interrogatoire par M. Baritaud, juge d'instruction, les deux Espagnols ont été placés sous mandat de dépôt.

#### APRÈS L'ARRESTATION DES ANARCHISTES ESPAGNOLS

Les deux anarchistes espagnols Antonio Garcia et Martin Guirado Guillermo ont été longuement interrogés dans la soirée par M. Baritaud, doyen des juges d'instruction.

De l'enquête, il semble ressortir qu'un troisième anarchiste, qui aurait été hébergé il y a quelques jours à Ruelle, et qui, depuis, fut dirigé sur le camp de Saint-Cyprien, près d'Argelès, aurait trempé lui aussi dans les vols que l'on croit pouvoir reprocher aux deux anarchistes appréhendés. Il n'a pas été d'ailleurs possible de retrouver encore ce complice présumé.

Ajoutons que Garcia et Guillermo ont soutenu avec ardeur que les bijoux leur avaient été donnés par leur propre famille, qui était désireuse de ne pas les laisser tomber entre les mains de leurs ennemis.

En attendant, Garcia et Guillermo, inculpés de recel, ont rejoint la maison d'arrêt avant le comparaître en correctionnelle.

---

#### CHRONIQUE LOCALE (*La Charente et la Petite Charente réunies*, 27 février 1939)

##### Quelques incidents chez les réfugiés espagnols La peur de la désinfection

Les pouvoirs publics ayant décidé de procéder à la désinfection des réfugiées espagnoles dont certaines sont couvertes de vermine, un léger incident s'est produit à l'ancienne usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie. Quelques-unes de ces malheureuses ont refusé d'obéir à la décision et il fallut l'intervention de la force publique pour les obliger à s'astreindre à une formalité peut-être ennuyeuse. mais certes de grand intérêt

« On veut vous fusiller sur les remparts d'Angoulême »

À Ruelle, au départ des cars devant ramener des réfugiés à Angoulême, une Espagnole est montée sur une borne et a incité ses compagnes à refuser de partir, en prétendant qu'on allait les conduire sur les remparts d'Angoulême pour les fusiller.

Les gendarmes sont intervenus et ont ramené le calme.

---

#### Le département (*La Charente et la Petite Charente réunies*, 1<sup>er</sup> mars 1939)

##### Arrondissement de Barbezieux Bellon

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Une quête a été organisée à l'école de Bellon en faveur des réfugiés espagnols. Malgré le peu d'importance de cette petite commune de 250 habitants, l'empressement des habitants a été tel, qu'une somme de 530 francs a pu être rapidement recueillie.

Nous adressons nos chaleureux remerciements aux généreux donateurs.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 2 mars 1939)

Un jeune Espagnol renversé par un camion. — Ayant voulu traverser la chaussée au carrefour du Café de Lille, mardi après-midi, un jeune réfugié espagnol, âgé de dix ans, a été heurté. et renversé par un camion des Brasseries de l'Atlantique.

Relevé avec quelques plaies aux jambes et au visage, il a reçu des soins immédiats à la pharmacie Joubert.

Pour nos soldats partis  
dans les Pyrénées-Orientales

Un appel de la Croix-Rouge

Les populations charentaises qui ont répondu avec tant de générosité aux appels faits en faveur des réfugiés espagnols, ne peuvent manquer de s'intéresser également à la situation pénible dans laquelle se trouvent ceux de nos soldats qui montent la garde dans les Pyrénées-Orientales.

Nos bataillons du 107<sup>e</sup> en particulier, cantonnés depuis quatre semaines déjà dans des installations qui n'ont rien de confortable; assurant un dur service de nuit et de jour par une température rigoureuse, ont droit à un témoignage de sympathie de leurs compatriotes et en seraient grandement réconfortés.

Le Comité de la Croix-Rouge d'Angoulême recevra avec reconnaissance tous les dons en nature : cache-nez, chaussettes de laine, sous-vêtements chauds, thé, chocolat, boîtes de lait concentré, etc., qui permettront d'améliorer l'existence de nos jeunes soldats.

Adresser les envois à M<sup>me</sup> Sevenet, présidente du Comité S.B.M. <sup>795</sup>, 11, rue d'Iéna, qui se chargera de les faire parvenir très rapidement aux destinataires.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 3 mars 1939)

Ruelle

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA FONDERIE. — Le Conseil d'administration du Syndicat demande à ses adhérents d'assister le plus nombreux possible à la grande fête de solidarité organisée le samedi 4 mars à 20 h. 30, à la Maison du Peuple, par le Comité local de Front populaire. Le produit de cette fête sera consacré intégralement à secourir les réfugiés.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 5 mars 1939)

Confolens

ÉTAT CIVIL. — Décès Antonio Moreno, 4 mois, réfugié espagnol, rue Labajouderie ,

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 8 mars 1939)

Arrondissement de Barbezieux  
Nabinaud

---

<sup>795</sup> Secours aux blessés militaires.

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Une quête a été organisée à l'école de Nabinaud avec le concours de M. Plumet, garde champêtre ; malgré le peu d'importance de cette petite commune de cent quatre-vingts habitants, une somme de 320 francs a été recueillie. Les écoliers ont aussi remis un lot assez important de linge et de chaussures.

---

CHRONIQUE LOCALE  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 9 mars 1939)

Les obsèques  
du gardien de la paix  
Étienne Écusson à Chalais

Nous avons brièvement résumé dans notre précédent numéro les discours prononcés par MM. Boudy, François, le docteur Thurel et Rickard, représentant M. le préfet de la Charente, sur la tombe du gardien de la paix Étienne Écusson à Chalais.

En contact quotidien avec lui, MM. François et Boudy avaient pu l'apprécier, Voici le texte de leurs discours.

DISCOURS DE M. FRANÇOIS, COMMISSAIRE CENTRAL

Mesdames, Messieurs,

Depuis deux ans, la ville d'Angoulême a reçu plusieurs contingents de réfugiés espagnols, et chaque fois, pendant toute la durée de leur présence dans notre ville, la police a été mise à contribution nuit et jour pour assurer l'ordre, la salubrité, la sécurité dans les différentes salles. Nous étions donc en droit de supposer qu'avec cette activité constante, nous donnerions satisfaction à tous, sans toutefois altérer par trop l'état de santé des agents.

Il n'en est malheureusement pas ainsi, puisque nous avons à déplorer le décès d'un des meilleurs de nous, le gardien de la paix Écusson, décès dû à l'activité toute particulière de cet agent qui, supposant sans doute que les forcés humaines n'avaient pas de limites, à cru, malgré les conseils, pouvoir continuer la tâche qu'il s'était volontairement imposée ; mais bien contre son gré, il dut cesser son service le 23 février et malgré les soins empressés, il a succombé le 3 mars, à 19 heures.

C'est avec une profonde douleur que la famille des policiers d'Angoulême a appris ce décès. Je m'empressais de porter cette triste nouvelle à la connaissance de M. Guillon, maire d'Angoulême qui, très ému à son tour, me pria d'informer M<sup>me</sup> Écusson qu'elle avait la plus profonde sollicitude de lui-même et de tous les membres du conseil municipal.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, en ma qualité de commissaire central, il m'échoit le triste honneur, au nom de M. le maire, au nom de la municipalité tout entière, en mon nom personnel comme au nom de mon collègues, de tous les gradés et agents placés sous mes ordres, de présenter à la famille l'expression de la plus douloureuse émotion et de la plus profonde sympathie.

DISCOURS DE M. BOUDY, CHEF DE LA SÛRETÉ

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de président de l'Amicale de la police d'Angoulême et au nom de tous les membres de cette corporation de défenseurs de la société, au nom de l'Union interdépartementale des polices du Sud-Ouest, il m'échoit le pénible devoir d'adresser un dernier adieu à la dépouille mortelle de notre camarade regretté Écusson Étienne.

Écusson était parmi nous depuis trois ans à peine. Il avait su rapidement gagner l'estime de ses supérieurs et l'amitié de ses camarades.

C'est ainsi qu'il eut la confiance de ses chefs qui n'hésitèrent pas, depuis deux ans, à lui confier la délicate mission de surveiller plusieurs salles de réfugiés espagnols, des nombreux contingents venus à Angoulême.

Il accomplit cette tâche avec dévouement, faisant preuve d'un très grand courage, se dépensant sans compter nuit et jour.

D'autre part, Écusson était un amicaliste sincère et convaincu. Âgé de 31 ans, en pleine force, dans l'exercice de ses fonctions, alors que rien ne le faisait prévoir il est durement frappé d'un mal inexorable qui devait l'arracher à l'affection de tous ses camarades policiers, à l'affection enfin de tous ceux qui, l'ayant approché, le connaissaient.

Notre regretté camarade, qui était marié et père de deux enfants, professait au plus haut point l'amour de la famille. Il adorait son épouse, aujourd'hui veuve éplorée, devant laquelle je m'incline bien bas, ainsi que devant ses enfants et toute sa famille.

Connaissant les sentiments profondément humains de M. Guillon, maire d'Angoulême, et de tous les membres du conseil municipal, j'ai la ferme conviction qu'ils feront tout ce qui leur sera possible pour soulager matériellement la détresse dans laquelle se trouve, à la suite de cette mort brutale, l'épouse et les deux enfants de notre cher et regretté camarade, victime de son devoir, qui a toujours parmi nous vaillamment combattu pour le bien et la sécurité publics.

C'est avec un extrême plaisir que j'ai appris qu'à la suite d'une demande pressante de M. Malick, préfet de la Charente, dont nous connaissons tous les sentiments vis-à-vis de la police, il a obtenu la médaille de vermeil de M. le ministre de l'Intérieur, la plus haute récompense pour actes de courage et de dévouement.

Écusson, au nom de tous les policiers d'Angoulême, qui te regrettent infiniment, je t'assure que ton souvenir vivace restera à jamais gravé entre nous et je t'adresse un dernier adieu.

C'eut été pour tous une très grande joie de voir réaliser nos projets, et nous envisagions déjà une réunion de sympathie pour lui manifester toute notre reconnaissance. Mais le cœur, chez le gardien de la paix Écusson, était si généreux qu'il l'a dépensé tout entier au service des réfugiés espagnols. Nous pleurons ce décès et Écusson va allonger la liste des nombreux policiers de France qui, n'écouterant que leur courage et leur dévouement, ont donné leur vie pour le bien public ou pour la défense des honnêtes gens.

Je remercie M. le préfet de la Charente d'avoir bien voulu faire décorer le gardien de la paix Écusson de la médaille de vermeil des belles actions.

Au nom de tous, je vous adresse, mon cher Écusson, un dernier adieu.

#### Ruelle

BAL DES JEUNESSES U.S.R. — Le groupe des jeunes de l'U.S.R. organise le samedi 11 mars, un grand bal au profit des réfugiés espagnols.

Au cours de cette soirée sera tirée une tombola de la Fédération des jeunes. Nous rappelons que le premier lot est un poste de T.S.F. d'une valeur de 1.000 francs et que de nombreux autres lots d'une valeur importante seront attribués aux gagnants.

Toute la population locale et celle des environs est cordialement invitée à cette soirée.

---

#### CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 10 mars 1939)*

Départ de réfugiés espagnols. — Dans l'après-midi de mercredi, 150 réfugiés espagnols sont partis pour Cognac, où ils seront dorénavant hébergés.

Dans quelques jours, les derniers qui restent salle Fourcheraud seront répartis dans différentes villes de la Charente et notamment à La Couronne, Gond-Pontouvre, Nersac, etc.

#### À L'APOLLO

Gala de l'Armée et de la Croix-Rouge

Nous apprenons que le mardi 14 mars, à 20 heures 45 aura lieu à l'Apollo la première de gala du splendide film

« Trois de Saint-Cyr »

Cette soirée, placée sous le haut patronage des autorités civiles et militaires, sera donnée au bénéfice des Mutuelles des régiments de la ville et de la Croix-Rouge.

Nul n'a oublié, en effet, avec quel dévouement, quel tact, quel mépris de la fatigue, la section locale de la Croix-Rouge a porté assistance aux réfugiés espagnols. Et c'est pourquoi il est équitable que, après avoir été à la peine, la Croix-Rouge soit à l'honneur aujourd'hui.

La location est ouverte pour ce splendide gala et nous demandons à chacun de retenir d'ores et déjà ses places, car les demandes sont très nombreuses et la coquette salle de l'Apollo sera vraisemblablement trop petite mardi soir.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 11 mars 1939)

Cognac

UN AVIS DE LA SOUS-PREFECTURE. — Le sous-préfet de Cognac interdit formellement l'exhibition comme chanteuses ou danseuses dans les cafés et débits ou maisons de danse, de femmes ou jeunes filles réfugiées espagnoles.

Les propriétaires et gérants de ces établissements qui contreviendraient à cet avertissement en employant aux fins susvisées les réfugiées espagnoles, s'exposeraient- à des poursuites basées sur la police des étrangers.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 15 mars 1939)

L'Isle-d'Espagnac

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Un contingent de 40 réfugiés espagnols (femmes et enfants) va être dirigé, dans un bref délai, sur notre commune. Le maire fait appel à la générosité des habitants pour venir en aide à ces malheureux, dans la plus grande mesure possible.

Péreuil

POUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS. — Une quête a été organisée par les institutrices de nos écoles communales, avec le concours de petits écoliers. Une somme de 270 francs a été recueillie, avec un certain dot de linge.

Rouillac

ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS. — Vingt-cinq réfugiés sont arrivés dans notre ville. Les dons en nature, couvertures surtout, vieilles paillasses, seraient les bienvenus. Les personnes de cœur qui pourraient venir en aide à ces déshérités peuvent s'adresser à la mairie.

Confolens

Les réfugiés espagnols dans la région

Une soixantaine de femmes et enfants espagnols, venant des Pyrénées-Orientales, sont arrivés au centre de la Brasserie où, grâce à des départs, ils ont pu trouver refuge.

En effet, outre un convoi pour l'Espagne et quelques placements individuels chez des particuliers, des municipalités voisines, dans un but humanitaire, avaient assuré l'hébergement de quelques familles de réfugiés.

On nous signale, en particulier, que M. Chardat a accepté de recevoir un certain nombre de mères de famille des environs de Madrid, qui attendront à Manot la fin des hostilités, dans des - conditions de confort plus favorables qu'au centre de la commune d'Ansac. De même, M. Ganteil, d'accord avec M. de Richemont, a pu installer quelques familles dans sa commune.

Dès la semaine dernière, un centre d'accueil était organisé à Saint-Maurice et jeudi, deux convois ont été dirigés sur Saint-Germain et Brillac.

Partout, les réfugiés se comportent bien et ne ressemblent en rien à ceux qui, dans le Midi, ont commis de nombreux excès. Un premier départ pour l'Espagne a eu lieu samedi. Il comprenait une quinzaine de femmes et jeunes filles, et deux bébés du centre d'Ansac, hospitalisés à Confolens, rendus en bonne santé à leur maman, dont la joie faisait plaisir à voir.

Au départ du train, ces réfugiées ont tenu à exprimer aux personnalités présentes leur reconnaissance pour l'accueil qui leur a été réservé à Confolens.

Arrondissement de Ruffec

Mansle

LES RÉFUGIES ESPAGNOLS. — Vendredi 10 mars sont arrivés à Mansle, en provenance d'Angoulême, cinquante réfugiés espagnols, en majorité des femmes et des enfants.

Ils sont hébergés dans les locaux de l'hôtel Gros et seront nourris par le patron de l'établissement.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 16 mars 1939)

Magnac

ARRIVÉE DE RÉFUGIES ESPAGNOLS. — Le maire a l'honneur de prévenir la population de Magnac que quarante réfugiés espagnols vont arriver dans la commune et qu'il doit prendre d'ores et déjà toutes dispositions pour les héberger et les nourrir.

C'est pour cela qu'il fait un pressant appel à tous ceux qui pourraient prendre chez eux un ou plusieurs de ces réfugiés.

Une prime importante par personne hébergée et par jour leur sera allouée.

Pour tous renseignements, s'adresser dès maintenant à la mairie.

---

Le département  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 17 mars 1939)

Ruelle

BAL DE CHARITÉ. — Jeudi soir, 16 mars, à 20 h. 30, à la Maison du Peuple, le Syndicat des ouvriers de la Fonderie organise, à l'occasion de la Mi-Carême, un grand bal paré-masque au profit des réfugiés espagnols. Au cours de cette soirée de gaieté et de bienfaisance aura lieu un concours de travestis doté de nombreux prix. Ce bal, dont le noble et louable but n'échappera pas au bon cœur de la population ruelloise, est appelé à remporter un brillant succès.

---

FAITS DIVERS LOCAUX  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 19 mars 1939)

Les réfugiés espagnols. — Au cours de la journée de vendredi, les réfugiés espagnols hébergés à l'ancienne usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie, ont été dirigés en car à Ruelle où ils seront installés au camp créé cet effet.

Ruelle

MARIAGE. — Le jeudi 9 courant, a été célébré, à la mairie de Ruelle, le mariage de M. Marcel Fournial, commis des P.T.T. à Paris, fils de Mme et M. Jean Fournial, chef ouvrier à la Fonderie, avec M<sup>lle</sup> Léontine Sécher, dont la famille habite cité du Bourg.

Une quête effectuée à l'issue de la cérémonie, au profit des réfugiés espagnols, a produit la somme de 72 francs.

---

L'enseignement primaire charentais  
et les réfugiés espagnols  
par M<sup>lle</sup> Mir

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 15 mai 1939)

M<sup>lle</sup> Mir, directrice de l'École normale, connaissant la langue espagnole, a été autorisée à seconder l'Administration préfectorale dans l'organisation des secours aux réfugiés espagnols. Elle s'est acquittée de cette lourde tâche avec une activité, une abnégation qui lui ont valu la reconnaissance et des réfugiés et de l'Administration C'est- elle qui a rédigé cet article.

Les premiers réfugiés espagnols sont arrivés à Angoulême le mardi 31 janvier. Ils ont été provisoirement répartis dans trois refuges : usine Fourcheraud, place de la Gendarmerie, Ancienne gare de l'État, garage Vallet.

Un professeur de l'École normale, M<sup>lle</sup> Cordelier, en venant en classe, a assisté à l'arrivée du contingent de l'usine Fourcheraud. Émue par la détresse de ces pauvres gens, elle m'informa du dénuement de ces femmes et de ces enfants qui ont quitté leur pays depuis plus d'une semaine et qui ont laissé sur les routes des cols pyrénéens leur « équipage » : les malles bourrées de linge et les pauvres couvertures qui les ont si mal abrités du froid et de la neige. Nous décidons sur l'heure de demander aux normaliennes et aux élèves de l'école annexe, de l'argent et des vêtements pour aider cette humanité misérable.-Mais auparavant, je sollicite de M. l'inspecteur d'Académie l'autorisation pour quelques-unes de mes collaboratrices et pour moi de nous occuper des Espagnols.

Non seulement M. Talbert nous a donné sur le champ cette autorisation, mais il nous a constamment soutenues et son appui moral nous a été un réconfort d'autant plus précieux que notre attitude n'a pas été comprise, de tout le monde et qu'elle a donné lieu à des critiques que nous avons négligées et... oubliées.

D'ailleurs, M<sup>me</sup> Talbert prenait tout de suite l'initiative d'intéresser tous les enfants des écoles laïques d'Angoulême à cette œuvre de générosité.

Les résultats ont été magnifiques.

La Charente a reçu un fort contingent de réfugiés, les premiers arrivés le 31 janvier étaient au nombre de 2.400 ; le 8 février, il nous en arrivait encore 1.148 et le 12, 194, soit, pour Angoulême seulement, 3.742. D'autres contingents, moins nombreux, avaient été dirigés, dès le début de l'exode, vers Cognac et Jarnac. L'arrivée massive d'un effectif aussi considérable a été, pour les pouvoirs publics, une source de préoccupations de tous ordres ; les journaux se sont faits l'écho des difficultés rencontrées pour héberger, nourrir, soigner cette foule. Les prévisions les plus excessives étaient dépassées et tout a dû être fait sur l'heure.

#### Distribution de vêtements

Pour nous, nous nous sommes surtout occupées du vestiaire, laissant à l'administration préfectorale les soucis de la nourriture, du logement et des soins. Des montagnes de vêtements ont été recueillies dans les écoles de la ville et des environs immédiats. Nous avons fait plusieurs distributions d'effets, ici même à Angoulême. M<sup>me</sup> Rodier, directrice du cours complémentaire de l'Houmeau, s'est occupée principalement des réfugiés de la gare. M<sup>me</sup> Duverger, directrice de l'E. P. S., de ceux du garage Vallet et plus tard, de l'impasse d'Austerlitz, l'École normale de l'usine Fourcheraud. Ce qu'ont été ces distributions, seuls ceux qui nous ont vues opérer, gardées par des agents de police qui maintenaient cette foule de femmes portées par la convoitise et le désir de changer de linge, peuvent en avoir une idée. La coquetterie des femmes ne perd jamais ses droits : beaucoup, qui se croyaient dans des magasins, de nouveautés, cherchaient, faisaient la moue, refusaient les effets, puis revenaient. Le rayon des souliers était le plus encombré. Depuis deux ans il n'y avait plus de chaussures en Espagne et les Espagnoles ont toujours fait grand cas du « calzado ». Que parfois le ton ait été vif, c'est certain. Les hommes étaient peu nombreux : vieillards, miliciens blessés. En général, il était facile de s'entendre, leur amour de l'élégance ne les poussant pas à récriminer.

Pour les bébés, nous nous sommes surtout occupées de les nourrir. Pendant plusieurs jours, ce sont les instituteurs d'Angoulême qui ont prélevé une partie du lait utilisé pour le Bol de Lait pour garnir les biberons des nourrissons. Ils ont, par leur générosité, sauvé la vie de plus d'un bébé espagnol : la reconnaissance des mamans doit d'abord aller vers eux.



En même temps, nous avons distribué du papier à lettres, 50 boîtes environ, et donné les moyens de correspondance avec les familles restées en Espagne ou fixées en France et en Amérique du Sud. Rien que pour mon compte, j'ai envoyé ou fait envoyer une multitude de lettres dont l'affranchissement a coûté 725 francs.

#### Le camp de Ruelle

Après quelques jours passés à Angoulême, les réfugiés du premier contingent ont été évacués sur le camp des Marocains de Ruelle. Les distributions d'effets ont continué. C'est M<sup>me</sup> Maurellet, institutrice aux Seguins, qui s'est occupée du rassemblement des effets, et c'est une Espagnole, M<sup>me</sup> Julia Alvarez Cesana, députée aux Cortès de Madrid, qui est devenue la préposée au vestiaire. Le ministère de la Santé publique nous a envoyé, à partager avec la Charente-Inférieure, un wagon de vêtements. Nous n'avons retenu que cinq sacs de chaussures, du linge et des vêtements de femmes. Dès le début, et pendant toute la distribution, il nous a manqué des chemises, des culottes de femmes et des souliers. Rien qu'en souliers, j'ai dépensé 1.371 francs, et certains commerçants de la ville se sont montrés généreux en nous donnant des paires défraîchies ou en nous faisant profiter de soldes. Les distributions à Angoulême ont continué après les départs pour Ruelle jusqu'à ces derniers jours où tous les réfugiés ont été distribués dans le village de Charente.

En accord avec le service départemental d'hygiène, nous avons contribué à meubler l'infirmerie du camp de Ruelle et donné 8 lits, 16 matelas, 22 draps. À l'hôpital d'Angoulême, une salle ayant été organisée pour le service exclusif des réfugiés, nous avons donné 10 lits, 20 matelas, 40 draps. Toujours avec le service d'hygiène, nous avons acheté de la flanelle et fait confectionner 166 ceintures pour enfants atteints de diarrhée et assuré le service du goûter de 4 heures pour 400 écoliers, pendant plusieurs jours.

Nous avons surtout acheté du linge, des serviettes de toilette, des mouchoirs, des souliers, du papier à lettres, des crayons et des timbres, et un peu de tabac. J'ai donné de l'argent à une mère pour aller voir son enfant mort à Barbezieux, à une autre pour rejoindre ses enfants malades.

Jusqu'à ce jour, j'ai reçu en argent 9.410 fr. 15, dont 3.800 fr. de mon collègue -M. Rodier ; 815 fr. 15 de l'E.N. d'Instituteurs ; 1.150 fr. du Syndicat des instituteurs, sans compter les dons directs de certains maîtres dont le total s'élève à plus de 2.000 francs.

Le reste m'a été fourni par les élèves-maîtresses : 1<sup>re</sup> année, 120 fr. ; 2<sup>e</sup> année, 100 fr. ; 3<sup>e</sup> année : 105 fr. ; et par le personnel de l'École annexe, la surveillante, l'assistante d'anglais et la caisse des Bonnes Œuvres. Toutes ces sommes ont été recueillies par les instituteurs, sauf 200 fr. remis par la Ligue des droits de l'homme. Je tiens à souligner le geste de cette femme de service d'une école de faubourg qui, ne pouvant donner de l'argent, nous -a aidés — avec quelle intelligente activité ! — dans plusieurs distributions et celui de ce laitier qui a donné 20 litres de lait à une directrice d'école pour les petits au maillot. Les cœurs des humbles sont les plus riches de générosité. C'est des plus pauvres que nous sont venus tous les dons, des plus pauvres et des enfants, qui répondent toujours, quand on a su toucher leur cœur.

#### L'origine des réfugiés

Les réfugiés qui nous sont arrivés d'outre-mont sont surtout des femmes et des enfants ; la plupart sont des Basques, des Galiciens, des Aragonais, des Navarrais, des Andalous ou des Castellans déjà évacués en Catalogne. Quelques uns ont déjà été réfugiés en France en 1937 après la prise de Bilbao une famille logée à l'usine Fourcheraud a même, une première fois, été évacuée en Charente, à Cognac. Le nombre des Catalans est réduit. En général, les Espagnols des autres provinces ne les aiment pas. On les accuse d'avoir été lâches — « cobardes ! » — de n'avoir pas résisté à Franco. Ils sont responsables de la défaite n'ayant pas su lutter et mourir comme les Madrilènes. Madrid est ville d'honneur, Barcelone, ville de plaisir et de trahison. Miaja est le véritable Espagnol, et Barcelone a succombé parce qu'on n'a pas voulu y obéir à ses ordres. Les Catalans se défendent. Depuis deux ans, on mourait de faim, les marchés n'étaient plus tenus, la population rationnée recevait 50 gr. de lentilles par jour et un peu d'huile ! Les lentilles étaient devenues « las pildoras de Negrin », les pilules de Negrin. Pas de pain ! Le pain, quand on pouvait en avoir, valait 15 douros (75 fr.) le kg. Pendant des mois et des mois, les Catalans ont été privés de viande. Seuls les services de l'armée et « los hijos de Negrin » — les carabiniers — avaient de quoi manger. Alors, dans le « Barrio Chino », on troquait avec les femmes des carabiniers, on donnait n'importe quoi pour avoir du pain et du tabac, car, pour les Espagnols, le tabac vaut plus qu'aucune nourriture terrestre, pour le tabac les hommes vendraient leur âme. Et, pendant la retraite vers la France, les services d'intendance jettent les boîtes de lait condensé, de « singe » et de morue. À la Junquera, il y a une montagne de sucre en train de fondre

sous la neige. Et à Barcelone, on manque de tout ! Le gouvernement basque, qui avait installé ses services dans la capitale de la Généralité, s'occupait surtout des Basques réfugiés, le gouvernement d'Aragon nourrissait et soignait les siens. Dans les queues, aux portes des centres de distribution, les Catalans se plaignent d'être molestés par ceux qui étaient venus des Espagnes et qui les auraient affamés si le gouvernement de la Généralité n'y avait mis bon ordre. Ainsi, même en France, l'opposition si caractéristique des groupes ethniques espagnols s'affirme et se précise. Cette unité si chère à nos cerveaux français n'existe pas, c'est toujours la même mentalité : « les Espagnes » de Charles Quint.

#### Des gitanes

L'opposition est plus nette encore entre les classes. Ce qui nous est venu d'Espagne, c'est le meilleur et le pire : des gitanes, une première fois déjà expulsées de France en 1937, dont tout le monde s'écarte parce qu'elles sont couvertes de poux et en haillons — celles-là n'ont rien eu à perdre en s'exilant —, des « chulos » et des filles de cabarets. « Le Chat noir » de Barcelone a traversé la frontière au grand complet et le soir, à l'usine Fourcheraud, ces dames et leurs protecteurs donnent une « funcion » à laquelle manquent seulement mandolines et castagnettes. C'est le milieu interlope, du Barrio Chino et du Paralelo. Quels desseins les ont amenés chez nous ? On ne veut pas trop y songer, mais il faut croire que la perspective d'un voyage gratis et l'illusion d'être libres, d'aller vers Paris qui les attire tous, ou vers une grande ville, Marseille, Bordeaux ou Toulouse, les a poussés au voyage. Hélas ! la réalité a été tout autre, malheureusement pour eux, heureusement pour nous !

#### Des mères de famille

Il y a dans cette foule des mères de famille avec quatre, cinq, six enfants, qui ont fui devant les bombes. On ne dira jamais assez la terreur que les avions allemands et italiens ont semée dans le cœur de ces malheureuses. Les enfants, eux, ne savaient pas. Ils jouaient sous les obus, comme ils jouent encore dans les refuges, mais les mères ont toujours dans le regard la crainte animale des êtres qui vont mourir. L'une d'elles me raconte que son village, un tout petit village aux environs de Tarragone, a été bombardé par cinquante-cinq avions, descendus en rase-mottes et que rien ne reste plus de ce qui fut !

À Tarragone, les écoles surtout ont été atteintes, beaucoup d'enfants sont morts. Les bombardements à Barcelone étaient si fréquents qu'on ne prenait plus la peine de descendre dans les abris : soixante-seize en quarante huit heures, certain jour. Et les hommes avaient plus peur que les femmes qui, elles, craignaient surtout pour leurs petits ! Une mère en larmes est venue pour chercher ses filles qui étaient dans une colonie scolaire évacuée ; une amie l'a accompagnée. Une jeune fille, de très bonne famille, enrôlée dans un bataillon de « motoristas » pour nourrir sa famille, est venue, à la demande d'un officier, parce qu'elle croyait que l'état-major s'installait à 2 km. de Barcelone, mais le car, brûlant l'étape, l'a emmenée à Olot et d'Olot en France. Et ainsi de tous ! C'est toujours et encore l'Espagne en raccourci : le meilleur et le pire, « la buena gente y la peor ». Pas de classe moyenne, ni économiquement, ni moralement, si je puis dire.

#### Communistes et franquistes

Dans ce mélange hétéroclite, les opinions sont heurtées ; Il y a des communistes, surtout dans le deuxième convoi et des franquistes. Des femmes, en confidence, croyant nous attendrir et obtenir une meilleure « ropa », nous disent qu'elles sont communistes, à quoi nous répondons nous ne faisons pas de politique et nous vous engageons à ne pas en faire ici. Un vieux révolutionnaire m'appelle « camarade » et j'ai beau lui affirmer que je ne suis pas une camarade, il s'obstine et me présente ses doléances. Lui aussi, il a cru qu'on allait le traiter en prince, avoir des égards particuliers parce qu'il avait fait la Révolution. Avant-hier, je l'ai vu, armé d'un balai pacifique, qui nettoyait les chemins du camp. Il s'est habitué à son sort et riait de toutes ses dents — il lui en reste deux ! Les partisans de Franco sont moins nombreux et d'abord, ils ont voulu retourner chez eux. Le charme de la France a-t-il opéré ou leur inquiétude de représailles pour eux ou les leurs est-elle plus forte que tous, en tout cas ils demandent à rester.. jusqu'à ce que les événements se soient éclaircis. La masse des femmes n'a plus d'opinions et l'une, me contant sa détresse, résume l'impression générale : « Nous sommes bien malheureux ! si, encore, nous savions pourquoi ! »

Nous nous sommes occupées des Espagnols dans un esprit fraternel sans nous demander quelles étaient la valeur morale et les idées politiques des gens que nous aidions.

Peut-être, dans certains cas, avons-nous été dupés. Parmi ces êtres, beaucoup étaient des indésirables qu'aucune patrie ne voulait accueillir ! D'autres n'ont pas compris d'abord l'effort collectif

et l'effort individuel que nous faisons pour leur porter secours. Nous avons entendu bien des récriminations, certains nous ont accusés d'égoïsme, de matérialisme. Mais le mendiant français, le chômeur de chez nous ont-ils une valeur morale qui justifie le don que nous leur faisons ? Ne peut-on pas comprendre que ces êtres qui ont tant souffert soient aigris, excédés de fatigues et de privations ! Ils ont cru qu'on allait les accueillir en sauveurs, qu'ils iraient dans les hôtels, qu'ils seraient libres, que le gouvernement espagnol avait envoyé d'importantes réserves d'or pour payer tous les frais. Et le matériel sauvé par l'armée républicaine n'était-il pas là pour gager l'entretien de ce demi-million d'êtres ! Les événements survenus en Espagne, le départ du président Négrin, l'institution du Conseil national de défense à Madrid ont ouvert les yeux de tous. Ils savent que la France fait un gros effort, dans des circonstances tragiques pour elle-même, qu'elle est le seul pays qui se soit penché sur leur détresse et ils ne sont plus aussi amers. Quelques-uns ont été recueillis par des-familles françaises et j'ai avec plaisir enregistré des remerciements venus du cœur.

Un ingénieur de Malaga, qui parle un peu français, me disait : « On m'avait parlé de l'hospitalité française, j'ignorais ce qu'elle était, mais elle dépasse ce que j'avais imaginé. »

Une dame d'Andalousie, que j'ai eu la chance de réunir à ses deux fillettes réfugiées à Mâcon, m'a dit, avant de partir : « Jusqu'à la fin de mes jours, je vous bénirai ! » Un étudiant en médecine, devant qui on parlait des possibilités d'une guerre avec l'Allemagne, me disait : « Nous vous aiderons ». Enfin, l'assistante d'anglais de l'École normale a déclaré, un des premiers jours : « Les Espagnols ont de la chance d'avoir de bons voisins, comme les Français ».

#### L'effort du corps enseignant charentais

Ces témoignages de gratitude ne me sont pas personnels ; ils vont à tous les membres du corps enseignant charentais qui, dans un élan magnifique, ont donné leur temps, leur argent, leur santé pour secourir cette misère humaine, misère des corps ruinés par la maladie et les privations, misère des âmes qui doutaient de la fraternité et qui pouvaient penser que l'Univers n'était plus peuplé que de frères ennemis. J'ai été aidée dans ma tâche par des cœurs généreux. Je ne veux pas citer de noms, pour ne pas risquer d'omission, mais j'ai senti dans ces deux derniers mois battre le cœur des instituteurs ; j'ai senti qu'ils étaient une famille, ma famille. Cette solidarité qui nous a unis, elle était une réalité, mais une réalité virtuelle qui est devenue vivante. Nous avons travaillé en parfait accord avec mes collègues inspecteurs primaires, avec l'E.N. d'instituteurs, avec l'E.P.S. de jeunes filles, avec le Syndicat des instituteurs et les maîtres, sous l'autorité de M. l'Inspecteur d'Académie qui nous a permis de, faire ce que nous avons fait. Sans lui, nous n'aurions pu que compatir avec ceux qui souffraient. Il nous a permis d'agir,

Qu'il en soit remercié au nom de tous les réfugiés espagnols. La circulaire de M. le Recteur, en date du 6 février nous a confirmés dans nos desseins elle a été un réconfort, une justification de notre activité passée, un encouragement à mieux faire.

#### Une bonne action

Nous avons fait une bonne action ; les petits écoliers de Charente ont fait une bonne action. Quand nous étions découragés — car nous l'étions, parfois —, il nous suffisait de regarder ces écoliers espagnols, si sages, si attentifs, si appliqués à apprendre le français, pour être réconfortés. On leur a dit que les douceurs de l'exil leur étaient offertes par leurs camarades charentais. Le cœur de nos petits à nous, qui n'est pas encore perverti par l'esprit partisan, ni par l'amour de l'argent, mais qui est pur et généreux, voilà un autre réconfort. Et le cœur de nos maîtres ! Nous l'avons senti vibrer dans cette occasion. La morale laïque qui les inspire, peut-on vraiment dire qu'elle n'est qu'un rationalisme froid et sec ? La chaleur de l'émotion, de la pitié de la générosité, elle est aussi dans la foi laïque, dans cet idéal humain.

À tous les instituteurs qui ont compris qu'au-dessus, de toutes les confessions, de tous les partis, de tous les pays, il y avait la fraternité, j'adresse les remerciements des Espagnols réfugiés en Charente. J'y ajoute modestement, les miens. La misère n'a pas de patrie, n'a pas de parti, l'esprit fraternel non plus. Les membres du corps enseignant l'ont senti. Je suis fière d'être une institutrice... — M<sup>lle</sup> Mir, directrice de l'École normale d'institutrices de la Charente. — (Extrait du « Bulletin des Études locales »).

---

## CHRONIQUE LOCALE

Une parodie au camp des réfugiés espagnols de Ruelle  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 18 mai 1939)

Notre confrère le « *Matin charentais* » signale une scène qui se serait déroulée dimanche dernier, 30 avril, au camp des réfugiés espagnols de Ruelle.

Et il ajoute :

« Ces messieurs et ces dames du « *Frente popular* » se sont donné le plaisir, une fois de plus, pour occuper leurs loisirs précieux, de-singer des cérémonies religieuses,. Avec la permission de celui qui aurait dû l'interdire, ils ont bâti, un autel et, revêtus d'ornements sacerdotaux imités, ils ont parodié la messe, une cérémonie de mariage, un prône, etc.

De pauvres petits Espagnols inconscients faisaient l'office d'enfants de chœur. Tout cela dans un baraquement du camp ».

Ajoutons qu'une enquête officielle aurait été. prescrite sur les faits signalés par notre confrère.

---

## ANGOULÊME

Conseil municipal

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 17 juin 1939)

.....  
L'accueil des réfugiés espagnols à Angoulême a coûté à la ville les sommes suivantes : paille, 6.500 fr. ; transports, 4.500 fr. ; matériel, 3.500 francs, soit au total une somme qui dépasse 14.000 francs.

M. le maire est autorisé à solliciter le remboursement de ces sommes avancées à l'État.

---

## CHRONIQUE LOCALE

Le marché du travail en Charente

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 19 juin 1939)

Activité réduite dans les papeteries et fabriques de chaussons

L' « *Officiel* » publia les renseignements ci-après :

« L'activité est toujours réduite dans la plupart des industries locales, notamment les papeteries et les fabriques de chaussons. Par contre, les usines à papier à cigarettes travaillent normalement, en raison du maintien des marchés extérieurs.

Dans les industries des métaux, les ateliers de séchage et de ventilation et, d'autre part, dans les usines de fonderie et d'ajustage, le travail est régulier.

Dans l'agriculture, où les travaux de fenaison se, poursuivent normalement, la main-d'œuvre nationale faisant défaut, des réfugiés espagnols disponibles ont été embauchés pour ces travaux. »

---

## AVIS AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 4 octobre 1939)

Les réfugiés de nationalité espagnole sont priés de se présenter d'urgence au commissariat de police pour y faire régulariser leur situation.

---

## FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 9 octobre 1939)*

Où est la volaille ? — M. Marchand, évacué de Nancy, domicilié près des baraquements occupés par les réfugiés espagnols près de Rabion, a déposé une plainte pour vol de plusieurs têtes de volailles commis à son préjudice. Enquête.

---

#### DÉCÈS

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 15 novembre 1939)*

Le 11., Maximino Gonzalès, 20 jours, au camp des Alliers.

---

#### Aubeterre

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 25 janvier 1940)*

DÉMOGRAPHIE. — Pendant l'année 1939, il a été enregistré à Aubeterre : 11 naissances : ... Sonia Fau (enfant de réfugiés espagnols)...

---

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 18 mai 1940)*

L'accident mortel de Sillac. — Au début de cette année, un lamentable accident se produisait route de Bordeaux à Sillac, Un automobiliste, M. Fourgeaud, inspecteur auxiliaire de police, aujourd'hui aux armées, se rendait, en compagnie de - M. Corbrat, secrétaire du commissariat, au camp des réfugiés espagnols. À un moment donné, un cycliste déboucha d'un petit chemin ; l'automobiliste n'eut pas le temps d'éviter le malheureux. Grièvement blessé à la tête, l'infortuné, le soldat Edmond Saunier, trente-six ans, cultivateur à Marsac, rendit peu après le dernier soupir. Il était marié et père de trois enfants âgés de dix ans, deux ans et dix mois.

Par l'organe de M<sup>e</sup> Siron, la famille de la victime de cet accident particulièrement navrant réclame une somme de 250.000 francs en guise de dommages-intérêts. M<sup>e</sup> Adrien Priolaud soutient les intérêts de l'automobiliste.

Le jugement sera rendu à la prochaine audience.

---

#### LE MARAUDAGE AUX ABORDS DES ALLIERS

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 21 juillet 1940)*

Depuis quelques jours, les propriétaires de jardins et de champs situés aux environs du quartier des Alliers sont quotidiennement victimes de vols de fruits et de légumes. On a même dérobé des gerbes de blé.

Les auteurs de ces différents méfaits seraient, d'après les plaignants, des Espagnols hébergés en grand nombre au camp des Alliers.

Une délégation de propriétaires s'est rendue auprès des pouvoirs compétents afin qu'un remède urgent soit apporté à cette regrettable situation.

---

#### FOOTBALL

Le Gallia contre une équipe espagnole

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 31 juillet 1940)*

Dimanche 4 août, à 10 heures du matin, le Gallia-Club d'Angoulême jouera un match amical contre une formation d'Espagnols hébergés au camp des Alliers.

Dans cette dernière équipe opéreront quelques éléments de haute valeur.

---

#### LA VIE SPORTIVE

L'Équipe espagnole des Alliers a battu le Gallia-Club (4 à 2)  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 5 août 1940)

Bruyamment encouragée par la colonie du camp des Alliers, l'équipe espagnole a obtenu dimanche, au stade des Alsaciennes, une victoire méritée, en battant la formation suivante du Gallia-Club par 4 buts à 2 : Coussy ; Mazoin, Barussaud ; H. Raynaud, Rossi, Benoist, Dumas, Zabala, Ramiro, Nyan, Pénichon.

#### La partie

Des deux côtés, les défenses manquèrent d'autorité. Mais la triplète centrale des Espagnols s'avéra autrement plus active et plus efficace que sa rivale où Zabala tenta en vain d'organiser une ligne indisciplinée et imprécise dans ses mouvements.

Dès la 5<sup>e</sup> minute, l'avant-centre des étrangers, Caballero, profite d'une erreur de Barussaud pour marquer. Dumas égalise peu après en suivant son shoot. Un peu avant le repos, Caballero obtient un second but.

À la reprise, Crouzat Lucien est introduit dans la -ligne d'avants locale et lui donne davantage de mordant. Ce joueur, actif et entreprenant, réalise un joli but à la tête.

Mais comme Pareira marque lui aussi et que Coussy commet une grossière erreur en échappant une balle, que lui passait Mazoin, le résultat final va fort justement aux étrangers.

#### Considérations

L'équipe espagnole, active, supérieure dans le jeu de tête qu'elle affectionne particulièrement, valut surtout par la triplète centrale Arenos-Caballero-Pareira, bien soutenue par un demi-centre de classe : Fontova. Bien entraînée et renforcée en défense, elle pourrait prétendre à quelques succès flatteurs dans la région.

Au Gallia, un homme émergea nettement : Benoist, suivi par H. Raynaud et Zabala. Les autres manquèrent ou de souffle ou de conviction. — R. D. [Demichel]

---

#### LA VIE SPORTIVE

##### FOOTBALL

À Angoulême. — Espagnols du Camp des Alliers et U.S. de La Couronne  
font match nul : 3 buts à 3.

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 14 août 1940)

En présence d'une foule vibrante de partisans, les Espagnols, chez eux, ont réussi un match nul tout à fait inespéré. Menés par 3 buts à zéro vingt minutes avant la fin, vivement encouragés, ils marquèrent d'abord sur coup franc, ensuite un second but bien amené et enfin égalisèrent à la à la faveur d'un penalty; parfaitement mérité.

Précisons qu'au début, ils avaient négligé de profiter d'un autre pénalty.

Dans l'ensemble, La Couronne avait eu l'avantage durant les deux tiers du match. Sur la fin, il se désunit complètement et certains de ses éléments discutaient avec l'arbitre au lieu de jouer réellement. Et les Espagnols en profitèrent pour réussir un match nul vraiment inespéré.

À La Couronne, Zabala a été supérieur et le meilleur des deux équipes. Rossi, Benaist, Fabre, et Lavallée se mirent parfois en évidence. Chez les Espagnols, beaucoup de cran et d'ardeur. L'avant-centre Caballero et le demi-centre Fontauva apparurent les meilleurs.

L'arbitrage, trop pointilleux, fut cependant bien près d'être impartial.

---

#### LA VIE SPORTIVE

Un match de l'armée allemande contre les Espagnols des Alliers  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 19 août 1940)

Mercredi 21 août, à 19 h. 30 (heure officielle), l'équipe de l'armée allemande cantonnée à Angoulême, sera opposée à la sélection espagnole du camp des Alliers.

Ce match se déroulera sur le terrain des Trois-Chênes (ancien terrain de l' A. S. de la Poudrerie).

---

#### L'ÉVAPORATION

#### LES ESPAGNOLS DU CAMP DES ALLIERS S'EN VONT

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 21 août 1940)

À la suite d'une décision des autorités d'occupation, les Espagnols cantonnés au camp des Alliers sont dirigés sur un camp de concentration en Dordogne.

Mardi, après-midi, un premier train <sup>796</sup> comprenant les isolés du département et une partie de ceux hébergés aux Alliers est parti en direction de la zone non occupée.

---

#### LA VIE SPORTIVE

Rencontre annulée aux Trois-Chênes

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 23 août 1940)

En raison de l'évacuation du camp des Alliers, le match qui devait avoir lieu mercredi 21 août, au stade des Trois-Chênes, entre l'équipe de l'armée allemande et la sélection espagnole, a été annulé.

---

#### LA VIE SPORTIVE

Rencontre annulée aux Trois-Chênes

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 31 août 1940)

Heurtée par une auto. — Route de Bordeaux, une réfugiée espagnole, M<sup>me</sup> Spaza Filoména, 55 ans, hébergée au camp des Alliers, a été tamponnée et blessée par une auto. Elle a été admise à l'hôpital.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 9 octobre 1940)

Un violent. — Le sieur Bel Abbès Angel a été interrogé au commissariat au sujet d'une scène de violences qui s'est déroulée au camp des Alliers, où il se trouve avec sa famille.

Le dossier de l'affaire a été transmis au Parquet.

---

---

<sup>796</sup> C'est sans nul doute cet entrefilet qui est à l'origine de la légende d'un second convoi.

## CHRONIQUE LOCALE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 9 novembre 1940)*

### AUX RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

Tous les réfugiés espagnols des deux sexes âgés de plus de quinze ans, dépourvus de pièces d'identité les autorisant à rester en Charente (zone occupée), sont invités à se présenter au camp des Alliers, avant le 24 novembre 1940.

Ils devront être porteurs d'une photographie récente, de profil, destinée à être apposée sur le document d'identité qui leur sera remis.

---

### LES FAITS DIVERS LOCAUX

L'Espagnol n'aime pas les agents.

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 8 décembre 1940)*

— Un nommé Rossinol Manuel, de nationalité espagnole, trouvé à 23 heures 45 appuyé sur le mur de la rue Saint-Étienne, a été conduit à la permanence de nuit par les agents.

Après avoir été identifié et en raison de son état d'ivresse, les gardiens l'ont emmené à la chambre de sûreté, à la caserne Saint-Roch.

Rue Marengo, l'énergumène, tout en injuriant les agents, s'est couché sur la chaussée en criant « Au secours ! On m'assassine ! » Ramené au commissariat, Rossinol a tenté de frapper l'un d'eux d'un coup de poing.

Cet étranger, qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion, se trouve encore à Angoulême à la suite d'un sursis qui lui a été accordé. Il a été écroué.

---

### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 16 décembre 1940)*

17 personnes appréhendées après le couvre-feu. — Au cours d'une ronde de nuit, 17 personnes ont été trouvées en ville après l'heure du couvre-feu. Elles ont passé le reste de la nuit au commissariat. Parmi elles, se trouvait un Espagnol, Dueso-Francisco, arrivé à Angoulême depuis trois jours et se trouvant sans pièces d'identité. Procès-verbal lui sera dressé.

---

### FOOTBALL

LE GALLIA AURA UNE BELLE ÉQUIPE

FONTAUVA S'IMPOSE AU POSTE D'ARRIÈRE

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 25 août 1941)*

Dimanche matin, une cinquantaine de joueurs ont évolué au stade des Alsaciennes et ce début laisse augurer une très belle saison.

On peut même dire que le club de la banlieue apparaît fortement outillé pour le championnat régional.

Dimanche, il a joué un match d'entraînement contre une équipe espagnole du camp des Alliers, parmi lesquels on comptait Ramiro, Caballero et Granada, et déjà, quelques éléments font preuve d'une bonne condition physique.

Un joueur qui s'imposera sans doute au poste d'arrière est l'ex-demi-centre Fontova, dont la vitesse et la décision feront merveille. Il sera remplacé comme demi-centre par l'ex-junior Foltz qui lui aussi doit bien faire.

Parmi les avants les mieux en forme sont les frères Pagnoux mais Nihant a causé une grosse impression.

Pajot dispose d'une vingtaine de joueurs pour former son équipe première. Il doit réunir un onze plein d'allant et armé de redoutables shooteurs.

---



TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
Audience du 11 septembre  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 13 septembre 1941)

Un vol de bois. — Rodellar Baptiste, 18 ans, d'origine espagnole, a dérobé six fagots au préjudice de M. Bournier, à Saint-Amant-de-Boixe, et sa mère est poursuivie pour recel.  
15 jours de prison à la mère. Le jeune Rodellar est relaxé.

FAITS DIVERS LOCAUX

Les Espagnols indécents. — Deux réfugiés espagnols résidant à Vars, Théodora Isquerra, 28 ans, et son beau-frère, Santos Cerrada, 42 ans, ont été surpris par M. Fernand Heulin, 42 ans, cultivateur, au moment où, après lui avoir arraché 13 pieds de pommes de terre dans son champ, ils s'apprêtaient à s'esquiver.

Conduits par les gendarmes de Montignac au Parquet d'Angoulême, ils ont été ensuite placés sous mandat de dépôt.

ANNEXE 6  
LES ESPAGNOLS VUS PAR *L'ÉCHO*, D'ANGOULÊME  
(1942-1944)



L'ÉCHO, GRAND QUOTIDIEN DU CENTRE-OUEST  
5, rue de Périgueux, Angoulême

RUELLE  
Le camp  
de jeunes travailleurs  
(*L'Écho*, 15 janvier 1942)

Ce val qu'enserrent les coteaux environnant la route de Champniers retentit depuis quelques jours d'entraînants refrains entonnés en chœur et dont les joyeux échos parviennent fréquemment jusqu'aux habitants du Quartier Neuf.

Ces derniers, tout d'abord surpris, se regardèrent avec étonnement. Ils sont maintenant initiés et ont appris, « l'Echo » l'avait d'ailleurs annoncé il y a quelques semaines, que les locaux de la Combe-aux-Loups sont affectés au logement d'une vaillante phalange de jeunes, groupés récemment en vue de la formation actuellement en cours, d'un camp d'initiation artisanale de jeunesse.

Le baraquement de l'ex-camp des réfugiés espagnols situé tout à proximité, va être incessamment transformé en ateliers dans lesquels ces jeunes gens, sous le contrôle de techniciens expérimentés, seront orientés vers la profession convenant aux aptitudes de chacun.

Pour l'instant, toute cette jeunesse, après la quotidienne séance de culture physique, dirigée par un moniteur spécial, s'affaire à aménager à qui mieux mieux les abords du camp et c'est plaisir de voir l'entrain avec lequel sont manœuvrés pioches, pelles et râteaux. Personne ne boude à la tâche.

Nos meilleurs vœux de complet succès aux organisateurs de cette œuvre salubre que nous félicitons sans réserve.

---

D'UN JOUR L'AUTRE  
Deux Espagnols avaient volé du mercure  
(*L'Écho*, 7 février 1942)

Les nommés Sanchez et Lazaro, deux Espagnols réfugiés et domiciliés à Ruelle, ont été surpris alors qu'ils proposaient à certains pharmaciens de la ville de leur vendre du mercure.

Fouillés, ils ont été trouvés porteurs de 600 grammes de mercure et ont reconnu les avoir volés dans l'établissement où ils étaient employés depuis quelque temps.

Les deux Espagnols sont actuellement en prison.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 18 février 1942)

EN DÉFAUT. — Les gendarmes ont arrêté un Espagnol, le sieur Ferras Ginez, qui s'était embauché chez un propriétaire de Co longes après s'être évadé d'un camp de travailleurs étrangers. Il a été placé sous mandat de dépôt pour défaut de pièces d'identité.

---

CAMBRIOLAGE PEU FRUCTUEUX

À Angoulême, un Espagnol opère chez son ami  
(*L'Écho*, 25 février 1942)

Profitant de l'absence de son ami, M. Louis La Fuentès, 30 ans, manœuvre rue Fontchaudière, parti au cinéma, un Espagnol, Vega Rodriguez-Manuel, 27 ans, demeurant rue Saint-Ausone, s'est introduit à son domicile en brisant un carreau de la porte d'entrée.

Dans une armoire, il prit trois billets de 100 francs, puis se restaura sur place, mangea des haricots, une tranche de veau, des biscottes et, 700 grammes de pain sans tickets évidemment. Pour opérer plus à l'aise, l'Espagnol avait coupé le courant électrique.

Arrêté, Vega a reconnu son acte et a été incarcéré à la maison d'arrêt.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 27 février 1942)

EN DÉFAUT. — Juan Ferraz Gimenez, Espagnol, pour défaut de carte d'identité encourt 15 jours de prison.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 6 mars 1942)

APRÈS L'ÉVASION. — Un Espagnol, Colmena Garcia Isidro, évadé du camp d'Argelès, a été appréhendé à Angoulême, sans papiers. Il a été placé sous mandat de dépôt.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 12 mars 1942)

SOUS LES ARBRES, FRUITIERS. — Firmin Fulla, 51 ans, sujet espagnol, domicilié à Ruelle, a ramassé des noix et des pommes en assez grande quantité sous des arbres fruitiers qui ne lui appartenaient pas. Un mois de prison.

---

ACCIDENT DU TRAVAIL  
Happé par une courroie,  
un jeune ouvrier  
espagnol succombe  
(*L'Écho*, 14 avril 1942)

Le jeune Gonzalo Garcia, Espagnol, âgé de 14 ans, manœuvre à la scierie Plazer à Chazelles, a été victime jeudi d'un terrible accident qui lui a coûté la vie.

Occupé aux travaux de la scierie, il a été happé par une courroie qui l'a entraîné sur l'arbre de transmission. Dégagé aussitôt par les ouvriers témoins de l'accident, la mort avait déjà fait son œuvre. Travailleur et dévoué, malgré son jeune âge, Gonzalo Garcia était aimé de tous ses camarades. Nous adressons aux parents nos plus sincères condoléances.

---

FOOTBALL  
Une sélection espagnole  
contre le Gallia-Club  
dimanche au Gond  
(*L'Écho*, 15 avril 1942)

Dimanche 19 avril, au Gond, un grand match de football se disputera entre une sélection espagnole et l'équipe première du Gallia-Club. Match qui sera très intéressant à suivre, car, dans l'équipe de la sélection espagnole, figurent plusieurs joueurs pratiquant en 1<sup>re</sup> division. En voici d'ailleurs la composition :

Goal : Gadra ; arrières : Ramiro (Ruelle), Fulla II ; demis : Ranurg, Caballero (Gallia), Aracil  
avants : Fulla I, Martin (St-Cybard), Martinez, Fernando, Lara (Gallia).

Nul doute que cette formation donnera au Gallia l'occasion de s'employer. Le public est certain d'assister à une rencontre attrayante et disputée. Coup d'envoi à 16 heures.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 22 mai 1942)

UN ÉVADÉ. — Tendero Carboneras, 30 ans, d'origine espagnole, s'est évadé d'un camp de travailleurs étrangers de la zone non-occupée. Un mois de prison.  
Défenseur, M<sup>e</sup> Grelier.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 2 juin 1942)

L'Espagnol Manuel Orthis [Ortiz], 57 [67] ans. ex-marchand de glaces à la vanille, a fait une chute et s'est fracturé la jambe. Il a été conduit à l'hôpital.

---

ACCIDENT DU TRAVAIL  
Explosion d'un récipient  
et un ouvrier espagnol  
est mortellement blessé  
(*L'Écho*, 9 juin 1942)

Lundi, vers 10 heures un ouvrier espagnol employé à la Fonderie de Ruelle, M. Martinez Amadéo, 30 ans, découpait un récipient au chalumeau lorsqu'une explosion s'est produite pour des raisons inconnues.

Il eut les intestins perforés et un bras déchiqueté.

Le malheureux fut transporté à l'hôpital de Girac dans un état désespéré.

En effet, à 14 heures, il rendait le dernier soupir, en pleine connaissance.

L'ouvrier était marié.

---

## VIEILLE ÉMIGRATION

Le marchand de glaces

est mort

(*L'Écho*, 16 juin 1942)

Il y a quelque temps, M. Manuel Ortiz, âgé de 67 ans, d'origine espagnole, avait été victime d'une chute dans ses escaliers et soigné à l'hôpital. Il ne s'était pas complètement remis et il vient de succomber.

Ainsi disparaît une vieille silhouette familière aux Angoumoisins. Installé depuis longtemps dans notre ville, il exploitait un commerce de glaces ambulante et les écoliers autrefois étaient nombreux autour de sa loterie.

M. Ortiz, qui était aidé par ses enfants, eut même plusieurs voitures qu'on pouvait apercevoir aux sorties de cinémas et à toutes les fêtes locales. C'était un brave homme, très estimé.

---

## EN CORRECTIONNELLE

(*L'Écho*, 25 juin 1942)

COQUETTERIE. — Sanguéz Sanguézo<sup>797</sup>, 19 ans, d'origine espagnole, a dérobé un costume tailleur dans la maison qui l'employait comme femme de ménage.

Trois mois de prison.

---

## ÉCHONOUVELLES

(*L'Écho*, 31 août 1942)

Un train de volontaires espagnols est passé dimanche matin en gare d'Angoulême à destination de l'Allemagne.

---

## ÉDITORIAL

LE BOURGEOIS D'EN FACE

(*L'Écho*, 7 septembre 1942)

Je ne sais plus qui disait que si certains grands seigneurs russes avaient, par leur dureté, mérité le bolchevisme, la malheureuse Russie ne l'avait pas mérité. La France, quelles qu'aient pu être ses faiblesses, ne l'a pas mérité davantage. Mais ne l'ont-ils pas mérité, pour quelques jours au moins — le temps de revenir de leur erreur — ces bourgeois imbéciles qui, en leur par-dedans, souhaitent, la victoire des hordes de Staline ?

Un petit commerçant à qui je faisais cette réflexion m'a considéré d'un œil goguenard.

— Moi, m'a-t-il dit, je ne suis pas pour Staline. Mais, enfin, quoi qu'il puisse arriver, je suis bien tranquille. Je n'ai ni château en Touraine, ni ferme en Beauce. Qu'est-ce que j'ai à redouter du communisme ?

J'ai laissé ce malin jouir de son effet. Après quoi, je lui ai conté l'histoire suivante, que je tiens d'un Espagnol de mes amis.

Dans un village de la Catalogne, il y avait un maire qui avait été choisi parmi les conseillers municipaux au lendemain de l'abdication d'Alphonse XIII, pour la chaleur de ses convictions républicaines. Attentif aux mouvements de l'opinion, il devint bientôt socialiste, puis communiste. Pourtant, il devait être fusillé par les Rouges, dans les premiers jours de 1937. C'était le chef cantonnier qui l'avait dénoncé comme suspect. Le maire avait des terres et le chef cantonnier n'en avait pas

---

<sup>797</sup> En réalité, Araceli Sangüesa.

Au printemps de 1938. le chef cantonnier fut fusillé à son tour. Un cantonnier l'avait accusé de modérantisme. Le chef cantonnier avait une bicoque et le cantonnier n'en avait pas.

Le cantonnier ne vit pas la victoire de Franco. À la requête d'un valet de ferme qui assura qu'il s'était mal comporté dans l'incendie d'un couvent, il fut fusillé en septembre. Le cantonnier avait une jolie femme et le valet de ferme avait épousé un laideron.

Cette histoire, comme dit le fabuliste, comporte plus d'un enseignement. Nous y voyons, premièrement, qu'un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure.

Et puis nous y pouvons apprendre que. riche ou pauvre, on est toujours le bourgeois de quelqu'un.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 23 septembre 1942)

ÉTRANGER EN DÉFAUT. — Le sujet espagnol Juan Navarro, 39, rue Léonard-Jarraud, venant de Tourriers a « oublié » de se présenter au service compétent à son arrivée dans notre ville. Il a été interrogé et son dossier transmis au Parquet.

---

LA LOI SUR LES ÉTRANGERS.  
(*L'Écho*, 26 septembre 1942)

— Un Espagnol, Torrès Rios Rodrigo, domicilié rue de Point-du-Jour, en situation irrégulière au point de vue de la loi sur les étrangers, a été interrogé au commissariat. Le dossier sera transmis au Parquet.

---

LA LOI SUR LES ÉTRANGERS.  
(*L'Écho*, 2 octobre 1942)

— José Carrion, rue Ancienne-de-la-Grand-Font, et la ruminée Fernandez, rue Gaudiehaud. tous deux d'origine espagnole, trouvés en possession, de permis de séjour périmés, ont été l'objet d'un procès-verbal.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 16 octobre 1942)

IL VOLE UN PALETOT. — François Ibanez, sujet espagnol, a été surpris au moment où il déroba un paletot de laine à la foire d'Angoulême.

Arrêté, on a constaté qu'il était en défaut avec la loi sur les étrangers.

Il a été placé sous mandat de dépôt.

---

ANGOULÊME  
Deux Espagnols escaladent  
un mur pour voler  
deux roues de bicyclette  
(*L'Écho*, 20 octobre 1942)

Dimanche matin, vers 5 heures, les gendarmes ont arrêté le sieur Antonio Suan-Balester [Suau Ballester], 29 ans, d'origine espagnole, domicilié à Angoulême, rue des Juifs, alors qu'il se trouvait près de Ruelle. Ce dernier tenta bien de s'esquiver mais il fut rejoint peu après, ainsi que son frère, Fortiane [Fortian], âgé de 15 ans.

Les deux frères ont avoué avoir escaladé un mur de deux mètres de haut pour s'introduire dans le hangar de M. Pinasseau retraité de la marine, avenue Dandelot à Ruelle où ils avaient dérobé deux roues de bicyclette et une selle.

Amenés au Parquet l'aîné a été écroué tandis que son frère a été laissé en liberté.

---

#### EN CORRECTIONNELLE (*L'Écho*, 22 octobre 1942)

L'ESPAGNOL A-T-IL ÉTÉ FRAPPÉ ? — Jean Joulin, 48 ans, charron à Ruelle, est prévenu d'avoir frappé un Espagnol du nom de Diaz Manuel, auquel il réclamait une somme de 800 francs. Affaire renvoyée à huitaine pour audition d'un témoin...

---

#### FOOTBALL Dimanche au stade Lacroix Et voici Barbezieux face à Saint-Cybard

---

Moyenne d'âge des visiteurs : 23 ans  
(*L'Écho*, 23 octobre 1942)

L'UF de Barbezieux, dont les débuts cette saison ont été prometteurs, vient dimanche au stade Lacroix s'expliquer face à Saint-Cybard. Atteinte elle aussi par deux départs, ceux de Sancey, et Santiago, il lui reste néanmoins une ossature de valeur.

« L'Écho » a le plaisir de la présenter aux sportifs locaux :

SERVES Jacques (gardien). — 24 ans, maçon. Blessé contre Audenge, ne possède pas la grande forme, mais joueur capable des meilleures parties.

DEMICHEL Gaston (arrière). — 38 ans, imprimeur. Prisonnier libéré, sélectionné de la Ligue du Centre-Ouest, le vieux pilier de l'équipe, prend de la forme tous les dimanches malgré son âge, reste difficile à passer.

PINOS Maxime (arrière). — 23 ans. Manœuvre, fera sa rentrée en championnat, joueur puissant qui remplacera Santiago parti en Allemagne.

TONDUSSON Miche!. — 21 ans. Commerçant, demi-droit très sobre, bon défenseur.

LAMAUD Maurice (demi-centre). — Imprimeur. En l'absence de Sancey, toujours indisponible, reprendra sa place de demi-centre où il opère toujours avec brio et virilité.

LANSALOT Adrien. — 22 ans, manœuvre. Demi-gauche sobre mais puissant.

VERDAUT Jacques (ailier droit). — 18 ans, commerçant. Le coco que tout le monde connaît par sa petite taille. Très vite, bon feinteur, bon shooteur.

GARCIA Albert. — 24 ans, garçon de café, Inter-droit, bon feinteur et bon shooteur, ne brille pas toujours mais fait un gros travail.

WOZNIEZKO Edouard. — 20 ans, agriculteur. Avant-centre, ne tient pas encore la grande forme ; Jeu fin et précis.

MARTINEZ Benito. — 22 ans, agriculteur (Espagnol). Infatigable inter-gauche, un peu brouillon, bon feinteur et shooteur.

LEO Grégoire. — 18 ans. Etudiant. Ailier gauche ; remplacera Lamaud, Honnête.

Cette équipe doit certainement bien faire. La défense est bonne, les demis tiendront et la ligne d'attaque doit marquer des buts. — Moyenne d'âge 23 ans. Si l'on écartait Demichel, la moyenne tombe à 21 ans.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 6 novembre 1942)

L'ESPAGNOL ÉTAIT EN DÉFAUT. — Les gendarmes de La Couronne ont arrêté un Espagnol, le nommé Martinez Felicendo, qui se trouvait en état, de vagabondage et était démuné de papiers réguliers d'étranger. Conduit au Parquet, il a été placé sous mandat de dépôt.

---

COGNAC  
MARCHÉ NOIR SUR LE COGNAC  
(*L'Écho*, 7 novembre 1942)

Alertés par leurs collègues de Cognac, les gendarmes de La Rochelle viennent d'interrompre provisoirement la série de fructueux voyages qu'une habitante de Cognac faisait dans cette ville. Ces jours-ci, ils ont attendu M<sup>me</sup> Raymonde G..., âgée de 34 ans, domiciliée 124, route de Pons, à Cognac, qui arrivait porteuse de cinq bouteilles de cognac pour lesquelles elle ne possédait aucune pièce de régie. Les flacons, qui étaient destinés à des ouvriers espagnols qui les payaient 200 francs pièce, ont été saisis.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 19 novembre 1942)

UN VAGABOND. — Martinez Felicendo, 39 ans, d'origine espagnole, arrêté en état de vagabondage, a également été trouvé sans posséder des papiers nécessaires à son séjour en France. Il ne possédait que 2 fr. 70 au moment de son arrestation. Un mois de prison.

.....  
RAVITAILLEMENT SUPPLÉMENTAIRE. — Le sieur Abajo et sa femme, Juliana Martinez, d'origine espagnole, ont dérobé cinq cartes d'alimentation, deux cartes de textiles. Ils font défaut. Six mois de prison à chacun.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 27 novembre 1942)

ESCALADE POUR DEUX ROUES DE VÉLO. — Antonio Suau Ballester, 29 ans, d'origine espagnole, a escaladé l'entourage d'un jardin à Ruelle, pour y dérober deux roues de bicyclettes et une selle appartenant à M. Pinassaud. Son jeune frère, 15 ans, faisait le gu"t sur la route. L'aîné est condamné à 3 mois de prison et 1.800 francs d'amende. Le plus jeune encourt une contravention de 60 francs et fera confié à sa famille jusqu'à sa majorité. Défenseurs M<sup>es</sup> Jeanne Keller et Louis Bunet.

.....  
VOL DE BOIS. — Pascal Marial, 46 ans, d'origine espagnole, ouvrier papetier à Saint-Michel, et son épouse Infante Zenara, 46 ans, ont dérobé une dizaine de fagots dans le bois de M. Cheminade afin de faire des rames pour ses haricots.

1.200 francs d'amende à chacun. — Défenseur M<sup>e</sup> Jeanne Keller.

---



EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 4 décembre 1942)

LES BOTTES LUI PLAISAIENT. — L'Espagnol Morté Catalan, 35 ans, maçon, commune de Ventouse, a dérobé une paire de bottes à un débitant. 15 jours de prison avec sursis et 300 fr. d'amende.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 17 décembre 1942)

BATAILLE DE DAMES. — Renée Agard, 28 ans, de Gurat, ayant dénoncé deux Espagnoles comme voleuses, celles-ci lui ont adressé une correction et ce fut une bagarre générale.

Toutes trois sont prévenues de coups réciproques.

Le Tribunal condamne Renée Agard par défaut à 300 francs d'amende et ses deux adversaires, Sarah Garcia, 34 ans, et sa fille, la femme Serrano, à 200 francs d'amende avec sursis. — Défenseur, M<sup>e</sup> Jeanne Keller.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 24 décembre 1942)

REFUS D'OBTEMPERER. — Abdella Alfredo, 22 ans, d'origine espagnole, chauffeur à Cognac, a négligé de s'arrêter aux injonctions des gendarmes, en passant en auto à La Couronne. 900 francs d'amende.

---

ANGOULÊME  
Les audacieux cambrioleurs  
de la maison Bouriasson [Barriasson], à Cognac  
sont sous les verrous

---

Pendant la nuit, à cinq reprises avec une auto,  
ils avaient réussi à déménager 40 hectos de cognac  
représentant une valeur de 800.000 francs  
(*L'Écho*, 4 janvier 1943)

L'audacieux exploit commis à Cognac pendant la nuit du 15 au 16 décembre au cours de laquelle la maison Bouriasson (vins et cognacs) fut cambriolée, vient de recevoir une première sanction.

Une bande a été arrêtée grâce aux efforts conjugués de la gendarmerie de Cognac (capitaine Poirier, adjudant Chasal, chef Sauriat) de la brigade mobile de Poitiers et, en dernier ressort, de la gendarmerie d'Angoulême (capitaine Bon, adjudant Levée, chef Tiffon, gendarmes Albert, Lafarge, Brethenoux, Régnier).

Les malfaiteurs qui étaient pourvus d'une auto, transformée en camionnette propriété du chef de bande Fernand Blain, avaient réussi à emporter 40 hectos de cognac, environ représentés par 10 barriques de 300 litres et 56 caisses d'une contenance de 12 bouteilles, le tout étant estimé 800.00-francs.

CINQ VOYAGES

On voit que la prise est bonne.

Les quatre cambrioleurs, après avoir brisé le portail d'entrée avec une barre de fer. chargèrent une première cargaison mais durent revenir dans la même nuit quatre autres fois pour pouvoir déménager la totalité du lot qu'ils escomptaient pouvoir ensuite livrer au marché noir.

Chacun avait sa besogne à effectuer. Les uns faisaient le guet à l'extérieur tandis que les autres opéraient à l'intérieur.

Et en route pour Châteaubernard, où le chef de bande avait loué un local prêt à recueillir l'importante quantité de cognac.

#### DANS UN CHAI À CHÂTEAUBERNARD

À la suite d'une habile enquête de l'adjudant Chasal, on découvrait dans un chai à Châteaubernard, loué par un nommé Blain Fernand, 22 ans, boulanger à Cognac, les deux tiers environ de la précieuse liqueur. Par ailleurs, un habitant de l'endroit avait reçu de son fils, un nommé Mosin Marc, 18 ans, ouvrier boulanger chez le précédent une caisse de 48 flasks qui fut mise en bouteilles et vendue à raison de 15D francs la bouteille.

Cette imprudence devait provoquer plusieurs arrestations et notamment celle du chef de bande qui était « cueilli » peu après à Paris où il était à même de négocier la vente de la marchandise.

#### LA BANDE ARRÊTÉE

Voici, à l'heure actuelle l'identité des malfaiteurs : Blain Fernand, 22 ans, boulanger, 70, rue Aristide-Briand, à Cognac, chef de bande. Doué d'une mauvaise réputation, représenté comme souteneur, ayant d'urgents et importants besoins d'argent il apparaît comme l'instigateur de l'affaire. Albella, dit Frédo, 22 ans, d'origine espagnole, rue de Pavie à Cognac, dont la famille habite à Angoulême, rue de Peupatry, aimant la vie facile et aussi la compagnie de jeunes femmes coûteuses, il est représenté comme le lieutenant de la bande.

Ribouleau Robert, 22 ans, maçon, à Gensac-la-Pallue. qui ayant touché sa commission payée par Blain, l'avait utilisé en achetant un poste de TSF et des vêtements.

Mosin Marc, 18 ans ouvrier boulanger chez Blain,

#### AVEC UNE PANIÈRE À HUITRES

En dehors de ces quatre cambrioleurs, un cinquième personnage a été arrêté à Angoulême, rue de Peupatry. Il s'agit de Pascal Albella, 55 ans, ex-industriel espagnol, réfugié politique, père de « Frédo » qui semblait chargé d'écouler à Angoulême une partie du vol.

Avec une remorque, dans laquelle il avait placé une panière d'huitres rempli de bouteilles, il allait à domicile proposer sa marchandise à un prix fort et évitait ainsi les soupçons.

À son domicile, on a trouvé des bonbonnes ayant d'ailleurs servi au trafic.

Comme les quatre cambrioleurs, il a été placé sous mandat de dépôt et écroué.

Les enquêteurs ont retrouvé par ailleurs, au cours de leurs investigations, des bouteilles de cognac ne provenant pas de la maison Bouriasson. On se demande si la bande n'a pas d'autres méfaits à son actif.

#### « J'ÉTAIS IVRE », DIT LE LIEUTENANT

Frédo avait tout d'abord raconté une histoire peu véridique, puis, finalement, à déclaré :

— C'est Blain qui a eu l'idée du coup. Il m'a proposé une grande affaire et, après étude, nous avons décidé de visiter la maison Bouriasson.

Mais comme j'étais ivre, je ne me rappelle pas bien des circonstances du cambriolage. C'est Blain qui a tout organisé, tout monté. C'est lui qui a loué des garages pour pouvoir y mettre la marchandise.

J'ai été entraîné dans cette aventure par lui et comme j'ai des maîtresses coûteuses, j'ai eu la faiblesse de lui céder ».

#### TROIS BARRIQUES RETROUVÉES À ANGOULÊME

Une certaine partie du cognac a été retrouvée à Angoulême où il avait été vendu ou entreposé par « Frédo ».

C'est ainsi qu'on a découvert dans un café près des gares, exploité par M. Bernard Castaner, une barrique de cognac qui avait été payé par ce dernier 75.000 fr. après un marchandage avec l'Espagnol. Celui-ci ayant consenti un rabais de 25 fr. par bouteille, l'affaire fut finalement conclue.

M. Castaner a précisé qu'il ignorait la provenance du cognac et qu'il pensait qu'il s'agissait seulement d'une affaire de marché noir.

Dans un garage, chemin de Lunesse, loué par le jeune Espagnol, on a également retrouvé deux autres barriques.

La Régie est intervenue, a saisi toute la marchandise et imposé de coûteuses transactions aux acheteurs trop imprudents.

Il est possible, d'ailleurs, que d'autres cas de recel soient découverts.

Un beau coup, en somme, à l'actif des gendarmes cognaçais et angoumoisins.

---

Reconstitution du vol  
de cognac commis  
à la maison Bouriason [Barriasson]  
à Cognac  
(*L'Écho*, 18 janvier 1943)

Samedi, à Cognac, a eu lieu la reconstitution du vol commis à la maison Bouriason, à Cognac, en présence des cinq inculpés : Blain, Mosin, Ribouleau et les deux Espagnols d'Angoulême.

On notait la présence de MM. Babaud-Dulac, procureur ; Sabouraud, juge d'instruction ; Poirier, capitaine de gendarmerie ; Bonnet, commissaire de police.

M<sup>es</sup> Pissard, Revel, Jeanne Keller, Gabrielsen et Yvonne Landraud assistaient les inculpés qui ont dû renouveler leur exploit, mais au ralenti, et transporter les fûts et caisses dans la voiture qui attendait devant l'établissement.

Notons que le chef de bande Blain, arrêté à Paris, a été victime d'une mésaventure avant son arrestation. Il se trouvait en compagnie galante dans un hôtel, lorsque le matin, il constata la disparition de sa partenaire, ainsi que son portefeuille qui contenait 17.000 francs.

---

Cognac  
GENSAC-LA-PALLUE  
(*L'Écho*, 20 janvier 1943)

SOYEZ EN RÈGLE. — Les nommés Siro Fernandez Sanchez 39 ans, et Antonio Garcia-Pina, 40 ans, tous deux sujets espagnols, manœuvres à l'entreprise Rung à Cognac et demeurant à La Pallue, n'ont pas renouvelé leur carte d'identité d'étranger périmée depuis le 31 décembre 1942. Procès-verbal.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 22 janvier 1943)

PAS DE MÉMOIRE. — M<sup>me</sup> Fernandez, d'origine espagnole, journalière rue Gaudichaud, a oublié de faire renouveler à la date prévue, sa carte d'identité d'étrangère Elle le reconnaît, prétextant un oubli.

200 francs d'amende.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 29 janvier 1943)

LA LOI SUR LES ÉTRANGERS. — Pour ne pas l'avoir respectée, Rocabert Maritnez, sujet espagnol, a été interrogé au commissariat. Son dossier ayant été transmis au Parquet, il sera poursuivi en correctionnelle.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 23 février 1943)

ENCORE LES ÉTRANGERS. — Caro Rodriguez, sujet espagnol, a été arrêté pour défaut de carte d'identité. Interné au camp de la Pallice comme milicien de la guerre civile, il s'en était évadé en janvier 1942. Depuis, l'étranger a travaillé dans plusieurs maisons, notamment chez M. Boutaraud, de Dignac. Son dossier a. été transmis à M. Boraud, juge d'instruction.

---

Football  
(*L'Écho*, 16 avril 1943)

Le 1<sup>er</sup> mai, l'équipe de « l'Écho » rencontrera le Deportivo espagnol d'Angoulême, équipe formée par les boulangers espagnols de la ville.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 17 avril 1943)

Cervera, prénommé Gumessindo, sujet espagnol, domestique chez M. Chevallier, commune de Saint-Christophe de Chalais, avait dérobé à son patron et à un de ses camarades 5 lapins et aussi 30 kg de haricots destinés à son ami Mons, de Bordeaux. Ce dernier avait faim et les dons de Cervera étaient les bienvenus.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 29 avril 1943)

L'HISTOIRE DE L'ESPAGNOL. — Trente kilos de haricots, des chaussettes, cinq lapins, tel est le total des vols commis par un Espagnol des environs de Chalais, Cervera, dont nous, avons raconté récemment l'odyssée. Trois mois de prison.

---

Football  
(*L'Écho*, 30 avril 1943)

Samedi, au Gond, à 15 h., l'équipe de « l'Écho » rencontre la boulange espagnole parmi laquelle on remarque Fontauva [Fontova], de Saint-Michel, Lara, du Gallia, Martin, de St-Cybard.

---

Football  
« L'Écho » prend une leçon  
(*L'Écho*, 3 mai 1943)

Au Gond. — Sélection espagnole d'Angoulême bat équipe de « l'Écho » : 6-1.  
« L'Écho », renforcé par le Chalaisien Vinet et le jeune galliste Pagnoux, ne put faire mieux que de se défendre devant une équipe où l'on remarqua particulièrement les Cabalero [Caballero], Foula, Fontova, Ramiro, Lara, Granada. etc.  
Bon arbitrage de Zabala.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 12 mai 1943)

LES ÉTRANGERS. — Les Espagnoles Rodriguez, Gonzalès, Miagros demeurant 21, rempart du Nord, et Anna Hirijs, de nationalité polonaise qui habite 1, rue des Trois-Fours, se trouvent en infraction à la réglementation des étrangers. Leurs dossiers seront transmis au parquet.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 14 mai 1943)

LES ÉTRANGERS EN DÉFAUT. — Le sujet espagnol Caro Rodriguez José, âgé de 29 ans, est poursuivi pour évasion d'un camp de travailleurs étrangers de La Rochelle et pour défaut de carte d'identité.

---

BARBEZIEUX  
TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
(*L'Écho*, 31 mai 1943)

INFRACTION A LA POLICE DES ÉTRANGERS. — La femme Thomas Jard Juana, 71 ans, demeurant à Chillac, de nationalité espagnole, a omis de faire renouveler sa carte d'identité d'étranger. 200 fr. d'amende.

---

FOOTBALL  
(*L'Écho*, 26 juin 1943)

Delgado, le joueur espagnol de Romagné, va descendre en Charente et plus précisément à Barbezieux, Voilà encore une recrue de valeur pour les champions charentais.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 13 août 1943)

PAS EN RÉGLE. — La dame Gallan Maria, de nationalité espagnole, se trouvant en infraction avec la loi concernant le séjour des étrangers en France, a été interrogée et son dossier transmis au parquet.

---

AUX ASSISES DE LA CHARENTE  
Les cambrioleurs des chais de Cognac  
ont été sévèrement condamnés

---

5 ans de réclusion à Blain, 4 ans de prison à Albella, 3 ans à Ribouveau  
2 ans avec sursis au jeune Mosin  
(*L'Écho*, 3 septembre 1943)

Les voleurs de chais de la maison Barriasson, de Cognac, répondaient hier de leurs actes devant les jurés de la Charente.

L'affaire, en apparence compliquée, est en réalité très simple.

Nous nous permettons de la résumer.

Un jeune homme de 22 ans, paresseux, aimant la vie facile, se complaisant en compagnie de femmes souvent légères dépensant l'argent sans compter au gré de ses fantaisies, rencontre un jour une danseuse de cabaret.

Il s'éprend d'elle, et lui promet de l'installer « patronne » d'un cinéma ou d'un bar.

Une grosse somme est nécessaire pour la réalisation de ce rêve.

Une idée germe, grandit et bientôt prend corps dans l'esprit du garçon : voler une quantité de cognac importante, la revendre au marché noir et réaliser ainsi un bénéfice coquet.

Et de s'acoquiner avec un camarade, également raté, également faible et malchanceux. Deux autres amis, sans caractère, se laissent entraîner.

Fernand Blain est le jeune homme malheureux, Alfredo Albella, son associé, Roger Ribouleau et Max Mosin ses complices.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette affaire.

L'audience a laissé une impression pénible. C'est bien des nouvelles habitudes familiales qui font des enfants d'aujourd'hui « les nouveaux maîtres » ; le procès également de l'oisiveté mauvaise conseillère.

Les leçons de cette seconde affaire jugée par la Cour d'assises ne doivent pas être perdues.

### L'AUDIENCE

L'audience est ouverte à 9 h. sous la présidence de M. Baixas, conseiller à la Cour de Bordeaux, assisté de MM. Moreau et Nussy-Saint-Saëns, juges. M. Belhomme occupe le siège du ministère public. Greffier : M. Savarit.

Le président procède à la formation du jury. Puis le greffier donne lecture de l'acte d'accusation que nous avons publié dans un précédent numéro :

À minuit, le 15 décembre 1942, les nommés Blain, Albella, Ribouleau et Mosin s'introduisaient dans le chai de la maison Barriasson. Ils chargeaient 10 fûts de 280 litres chacun, 55 caisses de 12 bouteilles. Blain et Albella se chargeaient ensuite de revendre le cognac au marché noir, cependant que le nommé René Mounier, 37 ans, commis des Contributions indirectes à Cognac, se chargeait de détourner les soupçons et, grâce à sa situation, de « veiller au grain ».

Au début de l'audience, le président fait remarquer que Mounier, mis en liberté provisoire par le juge d'instruction, a contracté un engagement de travail pour l'Allemagne.

L'inculpé ne se présente donc pas à audience et fait l'objet ainsi d'un ordonnance de disjonction.

### LES INTERROGATOIRES

Le conseiller Baixas interroge ensuite selon les rites consacrés, les quatre prévenus.

Il commence par Fernand Blain, âgé de 22 ans, pâtissier, demeurant à Cognac. Celui-ci est un fort gaillard, large d'épaules, l'air un peu niais C'est, malgré cet aspect peu [engageant], le chef de la bande. Il a conçu le projet du vol et l'a mis à exécution de main de maître.

Son passé n'est guère reluisant.

Il avait, durant sa jeunesse, de singulières prédilections pour les maisons closes de Cognac. Ses relations se bornaient à des prostituées et à des garçons peu intéressants.

Le Président passe rapidement sur les détails et en arrive au fait capital : la connaissance pour le jeune homme d'une danseuse d'un cabaret parisien. Contact, coup de foudre, projets de mariage. Gamme normale de l'amour partagé.

« Pour arracher votre amie à son milieu, vous avez décidé de trouver de l'argent. N'est-ce pas ? » demande le président à l'inculpé. Celui-ci reconnaît bien volontiers ses torts.

Puis, c'est au tour de l'Espagnol Alfredo Albella, 23 ans, manœuvre, domicilié à Cognac, d'être sur la sellette. Son passé n'est guère plus brillant que celui de son compère. Lui aussi à de « vilaines relations ». Il aime la vie large et luxueuse. L'Espagnol a une bonne tête. Petit, presque malingre, les larmes aux yeux durant toute l'audience, il est bien le plus sympathique de la bande. Pour prix de son travail dans le vol, Blain lui a remis 30.000 francs.

L'interrogatoire de Roger Ribouleau, 24 ans, manœuvre, domicilié à Gensac-la-Pallue. est plus rapide que les précédents. Les témoignages de moralité paraissent excellents avant la guerre, médiocres depuis. Lui a touché 20.000 francs comme bénéficiaire dans l'affaire.

Enfin, le jeune Marc Mosin, 19 ans, ouvrier boulanger, demeurant à Cognac, subit les questions du président. Celui-ci n'est pas sévère pour le benjamin du groupe qui, en la circonstance, n'a suivi qu'un mauvais exemple Dès ce moment, on sent que l'indulgence des jurés lui est acquise.

## LES TÉMOINS

Les témoins à charge n'étant pas encore arrivés à 10 h. 30, le président, en plein accord avec le ministère public, les jurés et les défenseurs, décide de renoncer à leur audition.

Avant d'entendre les témoins à décharge, le docteur Arsimolles, médecin psychiatre, dépose ses conclusions sur l'examen mental du principal inculpé Fernand Blain.

Pour le praticien, la question est très simple : Blain est conscient de ses actes, sans aucune atténuation mentale. Cependant, on remarque chez lui un retard dans le développement psychique. « Il a, dit le médecin, le jugement et les manies d'un enfant de 15 ans ». Ces paroles étonnent un peu devant la connaissance des faits reprochés au prévenu.

Un mouvement de curiosité se produit ensuite dans l'assistance. M<sup>lle</sup> Anita, 26 ans, danseuse de cabaret, s'avance à la barre. C'est, pour elle, pour gagner et garder son cœur que Blain a cambriolé les chais Barriasson.

Elle paraît très « comme il faut », élégamment vêtue, simple dans ses gestes et ses expressions. L'impression est favorable. « J'ai cru ce qu'il me disait. Il m'avait promis le mariage et aussi un cinéma ou un bar... ». Beau mirage en effet qui fait d'elle une nouvelle Perrette.

Défilent ensuite les témoins à décharge. Tous vantent les qualités des inculpés.

M. Proust, boulanger, à Cognac.

M<sup>me</sup> Cholet, modiste à Angoulême.

M. Frémont, marchand forain à Angoulême.

Les uns et les autres anciens patrons d'Albella n'ont eu qu'à se louer de celui-ci.

MM. Henri Seguy, employé de chemin de fer à Châteaubernard, Alain Raymond, domicilié à Gensacla-Pallue, M<sup>lle</sup> Emée Rolande, demeurant à Châteaubernard, témoignent en faveur de Ribouleau

Enfin, M<sup>me</sup> Mosin, mère du plus jeune inculpé, pense que son fils a été entraîné et les larmes dans la voix explique aux jurés tous ses malheurs.

## LE REQUISITOIRE

Sans aucune suspension, l'audience se poursuit par le réquisitoire de M. Belhomme, substitut du procureur de la République. Simplement, mais avec force, le représentant du ministère public situe justement les faits et surtout montre la part de responsabilité de chacun. « Blain est le plus coupable, c'est le chef de la bande, je demande pour lui une peine de réclusion ». M. Bethomme réclame des peines sévères de prison contre les autres inculpés, exception faite cependant pour le jeune Mosin qui bénéficie de circonstances atténuantes.

## LES PLAIDOIRIES

Les avocats vont prendre successivement la parole pour présenter les défenses des quatre prévenus.

M<sup>e</sup> Revel a la lourde tâche de plaider pour Fernand Blain. Il le fait avec une conviction certaine. « Vous avez devant vous un jeune homme qui a manqué de chance. À deux reprises le destin l'a accablé. Ne soyez pas sévères, messieurs, mais indulgents ». Et l'avocat termine en sollicitant le sursis.

M<sup>e</sup> Maurice Priollaud évoque ensuite le passé d'Alfredo Albella, met en évidence ses misères politiques, sa parenté honorable, la sincérité de ses regrets pour un moment d'égarement.

M<sup>e</sup> Jeanne Keller défend le troisième larron, le maçon Roger Ribouleau. Dans une péroraison d'une réelle sensibilité, l'avocate demande le sursis.

Il appartenait à Me Gabrielsen, du barreau de Cognac, d'assurer la défense de Mosin. Dans une plaidoirie courte et spirituelle, l'avocat supplie les jurés de se montrer très indulgents à l'égard de son jeune client.

## LE VERDICT

Vers 13 h. 15, le jury revient en audience et le président donne lecture du verdict :

Fernand Blain, 5 ans de réclusion et 10 ans d'interdiction de séjour.

Alfredo Albella, 4 ans de prison.

Roger Ribouleau, 3 ans de prison.

Marc Mosin, 2 ans de prison avec sursis.

La 3<sup>e</sup> session des Assises pour l'année 1943 est déclarée close.

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 1<sup>er</sup> octobre 1943)

UN EVADÉ. — Le sujet espagnol Garcia s'était évadé d'un-camp de travailleurs étrangers, à Montauban.

« Je ne gagnais pas assez pour nourrir ma famille, je suis parti pour la Charente. »  
Coût. Six mois de prison. — Déf. M<sup>e</sup> Jeanne Keller.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 10 octobre 1943)

REBELLION. — Le sujet espagnol Lorenzo Diaz a frappé le gendarme qui lui dressait contravention. Il a même pris la fuite pour échapper à l'inspection ds sacoches de son vélo. Il est condamné à 600 francs d'amende. Défenseur, M<sup>e</sup> Revel.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 17 décembre 1943)

UNE AFFAIRE DE VIANDE. — M. Barbot est un équarisseur. Il eut à son service un Espagnol, Sabino Arenata, résidant à Puyréaux, qui aurait dérobé une cuisse de vache. L'affaire paraît assez confuse. Un témoin affirme que l'équarisseur aurait cédé de la viande à plusieurs reprises. L'Espagnol affirme également avoir reçu gracieusement la cuisse de vache.

M<sup>e</sup> Beurnat défend Sabino et invoque le bénéfice du doute : 200 fr. l'amende avec sursis.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 31 janvier 1944)

DÉFAUT DE CARTE D'IDENTITÉ. — Deux sujets espagnols, Serrano Lopez, manoeuvre, Gaspard, agriculteur à Bors-de-Baignes sont condamnés à 200 fr. d'amende chacun pour n'avoir pas fait viser leur carte d'identité d'étranger. Pour le même délit et par défaut, le Polonais Cierzniewski Stéphan, cultivateur à Nabinaud, écope 400 fr. d'amende.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 3 février 1944)

JUGEMENT. — Le Tribunal rend son jugement dans une affaire de coups reprochée à l'Espagnol Accosato, domicilié à Montignac. Celui-ci est condamné à 15 jours de prison avec sursis et à 300 fr. d'amende, La partie civile obtient 300 fr. de dommages-intérêts.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 15 février 1944)

LE CAMBRIOLAGE DE RUELLE. — La police judiciaire vient d'interpeller plusieurs Espagnols qui avaient participé au cambriolage de la maison de M<sup>me</sup> Mazergue à Ruelle. Une femme, notamment, a été arrêtée et déférée au Parquet.

---



EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 24 février 1944)

POUR DEUX DINDES — Un Espagnol, domestique agricole à Jurignac, a volé deux dindes à M. Betoulle Il s'agit d'un nommé Bernardin Cercos. Il est condamné à un mois de prison. Défenseur, M<sup>e</sup> Grelier.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 20 mars 1944)

TROUVE MORT DANS SA CHAMBRE. — Hier matin, vers 7 heures, un sujet espagnol âgé de 52 ans, Thomas Latienda a été trouvé mort dans une chambre de l'hôtel du Commerce. Latienda était un employé de l'établissement. M. Gibert, officier de police judiciaire, a fait les constatations d'usage. Le docteur Gauthier, mandé, a conclu à une mort naturelle.

---

TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
(*L'Écho*, 24 mars 1944)

Un cambriolage commis à Ruelle au préjudice de M<sup>me</sup> veuve Mézergues est ensuite évoqué à l'audience. L'ancienne femme de ménage de la plaignante, Rosa Torremorel, reconnaît avoir participé au cambriolage en compagnie de son ami, José Guilloso, et d'un complice, Mondor San Simon. On le voit, il s'agit de trois Espagnols. La receleuse présumée est également espagnole. Elle se nomme Diez Benito, âgée de 70 ans.

On entend d'abord M<sup>me</sup> Mézergues qui explique que le montant du préjudice causé s'élève à cent cinquante mille francs. Puis l'inspecteur Fournier, qui arrêta les coupables, dépose.

Les inculpés nient avec énergie.

Toutefois, le tribunal croit à leur culpabilité et prononce les condamnations suivantes : José Guilloso et Rosa Torremorel, 3 ans de prison ; Diez Benito et San Simon Mondor sont relaxés.

Défenseurs, M<sup>es</sup> Keller, Riffard, Pissard, Priollaud, Soulié,

---

TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
(*L'Écho*, 29 mars 1944)

LES ÉTRANGERS PAS EN RÉGLE. — Deux Espagnols Alias et Antonio Domenech se sont trouvés en infraction au régime des étrangers en France Ils reconnaissent les faits. Coût : 200 francs d'amende à chacun.

---

TRIBUNAL CORRECTIONNEL  
(*L'Écho*, 30 mars 1944)

COMMERCE ILLICITE. — Un Espagnol employé au camp de la Braconne, le nommé Fernand Rodriguez, a procuré près de 40 paires de bas de femmes à des soldats pour la somme de 10.000 francs environ. Il est poursuivi pour ouverture de commerce sans autorisation et pour hausse illicite. Il encourt une peine de 1.200 francs d'amende. Défenseur, M<sup>e</sup> Riffaud.

---

FOOTBALL  
Match amical dimanche  
au Stade Lacroix  
(*L'Écho*, 30 mars 1944)

Dimanche 2 avril, à 15 heures, au stade Lacroix, la Jeunesse sportive Saint-Cybard sera opposée en match amical à une sélection des divers Espagnols jouant dans les clubs d'honneur, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> division de la Charente. Comme, chaque dimanche, ces joueurs sont parmi les meilleurs de leurs différents clubs, nul doute que, par leur jeu fait de rapidité et de précision, leur équipe d'un jour ne soit rapidement soudée et donne de l'ouvrage à la Jeunesse sportive de Saint-Cybard qui vient de terminer premier *ex æquo* avec Ruffec du championnat de l'Angoumois 1<sup>re</sup> division. Celle-ci présentera son équipe au complet pour tenter de tenir en opposition les co équipiers de Fontova.

L'équipe des Espagnols aura la composition suivante :

But, Ortiz ; arrières, Granada (Saint-Michel), Caballero (Villebois-Lavalette) ; demis, Lara (Chalais), Fulla (Gallia). Hernandez (Saint-Michel) ; avants, Martin (Saint-Cybard), Paloma (Saint-Amant), Gonzalez (ASDC), Fontova (Saint-Michel), Biozca (Villebois).

Remplaçant : Ruiz (Gallia).

---

ANGOULÊME  
Le gala de la « Goutte de lait »  
est appelé au succès  
(*L'Écho*, 6 avril 1944)

Pour parer au déficit de son budget, inhérent aux difficultés actuelles, le comité de la « Goutte de lait » vient de décider l'organisation d'un gala de bienfaisance.

Ce gala prévu au théâtre municipal aura lieu le 19 mai en soirée.

Nous tiendrons, bien entendu, nos lecteurs au courant des principaux détails de cette manifestation artistique, mais, d'ores et déjà, nous voulons rendre hommage aux personnes qui ont élaboré un programme de choix, appelé certainement à un succès sans précédent.

Venant après diverses manifestations très importantes, dont notre cité peut être fière, celle de la « Goutte de lait » sera, nous en sommes persuadés, l'une des plus réussies.

Ce gala doit être avant tout le gala du bon goût. Il aura un « chic » particulier qu'il nous plaît de souligner.

Les organisateurs, en tête desquels il faut placer l'actif M. Grenier, ont voulu faire de cette soirée quelque chose d'éminemment artistique.

Des noms d'artistes célèbres certes, mais aussi un « tout » dans la variété : théâtre, musique, danse, fantaisie.

Le Comité a fait appel en première partie à deux jeunes pensionnaires de la Comédie-Française. Ils seront les interprètes de Musset, Marivaux, Giraudoux. « Les Amoureux dans le théâtre français du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours ». Régala littéraire et théâtral s'il en est.

La vedette appartiendra, au cours de la seconde partie du programme, à la chanteuse fantaisiste, au talent consacré, Marie Bizet, accompagnée par le compositeur Robert Daniau.

La soirée ne pouvait prendre fin sur une note plus artistique dans le sens le plus complet du mot que celle de l'apparition toute féérique de la grande danseuse espagnole Espanita, Cortez, du spectacle touchant l'irréel, d'une interprète de la danse si racée, si belle, livrant au public angoumois, comme dans un don de soi, la primeur de ses toutes dernières créations.

Le gala de la « Goutte de lait » : une œuvre d'art au bénéfice d'une bonne œuvre.

R. CH.

---

FOOTBALL  
(*L'Écho*, 13 avril 1944)

Pour terminer la saison, Cognac aura la faveur d'une belle rencontre internationale. Celle-ci se déroulera au Parc des Sports, à une date qui sera fixée prochainement, entre l'Union Amicale de Cognac et une sélection régionale espagnole dans laquelle seront compris les joueurs bien connus Arnaez, Mallol, Rubio et autres.

Les Espagnols résidant dans la région, qui désireraient participer à ce match sont invités à s'adresser à M. Arnaez Eliséo, rue de la Chaume à Cognac.

---

ANGOULÊME  
Échonouvelles  
(*L'Écho*, 26 et 27 avril 1944)

Tous les Espagnols des deux sexes âgés de plus de 15 ans résidant dans la commune sont invités à se présenter d'urgence et avant le 29 avril 1944. délai de rigueur, à l'Hôtel de Ville (bureau militaire) en vue de s'y faire recenser.

.....  
RECENSEMENT DES ESPAGNOLS. — La mairie de La Couronne avise tous les ressortissants de nationalité espagnole (hommes, femmes, enfants, âgés de 15 ans et plus) d'avoir à se présenter de toute urgence à la mairie munis de leurs pièces d'identité en vue d'un recensement.

---

FOOTBALL  
SAINT-AMANT-DE-BOIXE  
(*L'Écho*, 28 avril 1944)

Dimanche prochain, le stade les Damiers sera le théâtre d'un match international En effet, c'est une sélection uniquement espagnole qui donnera la réplique à nos unionistes. Cette sélection comprend les meilleurs éléments espagnols opérant dans le comité du Poitou. En voici d'ailleurs la formation :

Buts : Ortiz: arrières : Granada (E. S Villebois), Ramiro (SVAR), demis Arrabal (UA La Rochefoucauld), Fontoba (SC Saint-Michel), Tony (USA Saint-Aigulin) ; avants : Hernandez (CS Saint-Michel), Nuevo (Stade Poitevin), Lirio (Stade poitevin). Maillol (U.A. de Cognac), Delgado (U.F. de Barbezieux). Remplaçants : Lara et C....

Ce onze, qui a déjà obtenu d'excellents résultats, doit attirer un nombreux public, et nul doute que les Saint-Amantois devront mettre tout en œuvre pour résister honorablement à cette valeureuse équipe. Coup d'envoi à 15 heures.

[Suivent des articles sur divers matchs]

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 12 mai 1944)

L'ÉTRANGER A VOLÉ. — Un Espagnol de Saint-Michel, le nommé Fernandez, a dérobé des cahiers à la papeterie Laroche-Joubert. Coût, 3 mois de prison (sursis).

---

[APRÈS LE BOMBARDEMENT AMÉRICAIN D'ANGOULÊME]  
Une liste de pillards  
(*L'Écho*, 22 juin 1944)

Voici une liste de ceux qui ont pillé les foyers sinistrés :

Christian Ch... demeurant à La Couronne, vol de 6 bouteilles de vin aux Docks (liberté provisoire).

René L... , demeurant à Digoïn, René V... demeurant à Angoulême (liberté provisoire).

Félix Guerenne, résidant à Montluçon. a dérobé une bouteille « factice » de 5 litres de cognac au café-restaurant « Majestic » (écroué).

Gilbert Condemine, rue de Genève, et Félix Lanuza, sujet espagnol demeurant au Verger de Rochefort [banlieue Sud d'Angoulême], ont. dérobé une valise et divers objets (écroué).

Louis D.., de Séverin-de-Coursac (Gironde), résidant au camp des Alliers, ainsi que Henri C..., également du camp des Alliers, ont dérobé du vin à la gare et bu sur place (liberté).

Gabriel Lafarge, résidant à Puymoyen, a dérobé 30 écheveaux de soie artificielle, 7 paquets de 14-pelotes de laine chacun, 2 pelotes de laine bleue (écroué)

---

#### EN CORRECTIONNELLE

(*L'Écho*, 7 juillet 1944)

LA VALISE DISPARAÎT. — Un Espagnol, le nommé Fallacio, est accusé du vol d'une valise. Les faits ne sont pas établis et il est relaxé. Défenseur, M<sup>e</sup> Jeanne Keller.

---

Tribunal correctionnel  
(*L'Écho*, 29 juillet 1944)

TRAFIC SUR LES CARTES DE PAIN. — Deux hommes sont poursuivis pour trafic sur les cartes de pain. Le nommé Epiphane Carlos, sujet espagnol, demeurant à Bordeaux, a vendu pour le prix de 70 fr. pièce. 250 fausses cartes de pain au nommé Gaston Gelez. domicilié à Saint-Cybard. Celui a revendu les cartes à raison de 100 fr. pièce. M<sup>e</sup> Priollaud plaide pour l'Espagnol et M<sup>e</sup> Revel pour Gelez. Les inculpés sont condamnés à 2 mois de prison et 2.000 fr. d'amende.

ANNEXE 7  
LES NOMADES AU CAMP DES ALLIERS  
vus par *LA CHARENTE* (1941)  
et par *L'ÉCHO, D'ANGOULÊME*  
(1942-1944)

LES FAITS DIVERS LOCAUX  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 8 décembre 1940)

Nomades indésirables. — M<sup>me</sup> Lebeau, propriétaire chemin de Rabion aux Alliers, a déposé une plainte contre des nomades installés au camp des Alliers qui avaient laissé leurs animaux au pacage dans son jardin et sa vigne pendant la nuit.

Des dégâts importants ont été enregistrés. Une enquête est ouverte.

---

LES FAITS DIVERS LOCAUX  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 16 décembre 1940)

Pauvre gosse. — Un gamin de 12 ans, Jean Klein, trouvé errant rue Marengo, à 21 heures, dimanche soir, a été interrogé par les passants et conduit au commissariat de police. Questionné-, il a répondu que, pris de peur, il n'osait rentrer chez ses parents au camp des Alliers, n'ayant m.poche que 1 fr. 50 à leur remettre, produit de sa mendicité.

Le mineur a été conduit à l'asile de nuit. Il sera interrogé en présence de ses parents et ces derniers seront déférés au Parquet.

Un enfant mendiait par ordre. — Le jeune Maurice Orieu, 12 ans, demeurant avec ses parents au camp des Alliers, trouvé par un inspecteur de la Sûreté alors qu'il mendiait devant le cinéma Family, a été conduit à l'asile de nuit. Les parents, après interrogatoire, seront présentés au Parquet.

Les nomades sont toujours là. — M. Jean Sibert, industriel, route de Bordeaux, a porté plainte à la police contre des nomades qui stationnaient ces temps derniers au camp des Alliers.

Des individus, en effet, ont pénétré dans son bureau en forçant une fenêtre. S'étant ainsi introduit dans l'immeuble, ils y ont dérobé des meubles et des accessoires d'installation électrique. Les mêmes malfaiteurs ont volé des boiseries dans les bâtiments de la S.P.A.B., et mutilé des arbres à l'entour.

Le commissaire de police s'est rendu sur les lieux pour procéder aux constatations d'usage. Il s'efforce de recouvrir les coupables.

---

État-civil  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 19 décembre 1940)

Naissances :

Le 14 décembre : Théophile Klein, camp des Alliers.

---

LES FAITS DIVERS LOCAUX  
(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 10 janvier 1941)

Pris sur le fait. — Mercredi, à 13 heures, le gardien de la paix Virolle a conduit a commissariat les deux frères Winterstein, domiciliés au camp des Alliers, qui s'apprêtaient à dérober une bicyclette adossée à un immeuble de la place Bouillaud. Après interrogatoire, l'aîné, Paul, a été convaincu de vol. Conduit au Parquet, il a été placé sous mandat de dépôt.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 13 janvier 1941)*

Un nomade peu commode. — Le nommé Orieux, nomade installé au camp des Alliers, père de sept enfants, n'aime pas beaucoup les gendarmes. Il les a insultés, puis. menacés avec une serpe. Orieux a été écroué.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 16 janvier 1941)*

Pour se chauffer. ils coupaient des pieds de vigne. — Deux mineurs du camp des Alliers, les nommés Visse et Reinhard, ont été surpris dans la propriété de l'Orphelinat Leclerc-Chauvin au moment où ils coupaient des pieds de vigne pour, les utiliser comme bois de chauffage. Chacun d'eux en avait déjà un fagot.

Alertés, les agents se sont rendus sur les lieux et ont constaté le délit.

Les deux mineurs ont été mis à la disposition du Parquet après interrogatoire de M. le commissaire de police.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 28 avril 1941)*

En défaut. — Des procès-verbaux ont été dressés : contre le nommé Marcel S..., 26 ans, qui circulait à bicyclette sans plaque; contre le nommé Marcel Haag, 26 ans, réfugié au camp des Alliers, qui a été trouvé dans les rues pendant l'heure du couvre-feu.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 9 mai 1941)*

Peu commode. — Une nomade du camp des Alliers, Marie Dorkel, inculpée d'outrage et rébellion, a été mise à la disposition du Parquet.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 10 mai 1941)*

L'ivrogne quotidien. — Le nommé Isidore Houmeau, demeurant au camp des Alliers, trouvé couche sur un banc de la place du Parc et en complet état d'ivresse, a été conduit au violon nanti d'une contravention.

---

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Audience du 15 mai

*(La Charente et la Petite Charente réunies, 17 mai 1941)*

Présidence de M. Moreau, juge au siège ; ministère public, M. Delhomme, substitut.  
Il s'était « servi ». — Paul Déchelotte, du camp des Alliers, a dérobé dès boîtes de conserves et des lentilles dans un café voisin.

« Je n'ai pas volé, dit-il, je me suis servi moi-même. »

25 francs d'amende.

Déchelotte est également poursuivi ainsi que son beau-frère Rozier, pour avoir frappé le garçon de café l'accusant de vol. 16 francs d'amende à chacun.

---

#### État-civil

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 26 mai 1941)

Décès :

Le 20 mai, Blanche Visse, 4 ans, camp des Alliers.

---

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 7 juin 1941)

Frappé par son neveu. — Paul Winterstein, vannier, habitant le camp des Alliers, a été frappé par son neveu qui porte le même nom.

Ce dernier, qui fait défaut, encourt 25 francs d'amende.

---

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 14 juin 1941)

Outrages. — La femme Dorkel, du camp des Alliers, mère de 8 enfants, a outragé les agents qui lui demandaient son identité.

Huit jours de prison.

---

#### Cartes d'alimentation perdues

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 3 juillet 1941)

Les personnes ci-après ont déclaré avoir perdu leur carte d'alimentation :

.....  
M<sup>me</sup> Visse Madeleine, camp des Alliers, Angoulême

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 4 juillet 1941)

Pour faire leur café. — Trois nomades du camp des Alliers, Antoine et Joseph Haag et Mathias Minck, qui avaient arraché plusieurs planches entourant le camp en vue de faire leur café, ont été appréhendés pour bris de clôture. Conduits au Parquet, ils ont ensuite été placés sous mandat de dépôt.

---

Les nomades du camp des Alliers

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 26 juillet 1941)

Ils sont autorisés chaque jour à sortir en ville pour leur ravitaillement.

Un confrère s'est étonné de voir en ville des groupes de nomades déambulant de leur allure traînante malgré une décision ordonnant leur rassemblement dans un camp. On pourrait croire qu'ils bénéficient d'une certaine indulgence et que leur surveillance est loin d'être sévère.

En réalité, les nomades de la région ont été réunis par mesure administrative au camp des Alliers où ils ont remplacé les réfugiés espagnols.

Certains, assez nombreux d'ailleurs, travaillent au dehors et il ne saurait être question de les empêcher de sortir du camp.

D'autre part, les familles ne sont pas nourries et il est naturel que les femmes soient autorisées à sortir en ville trois heures par jour pour résoudre la délicate question du ravitaillement.

Voilà pourquoi nous voyons à Angoulême des nomades.

Précisons cependant qu'en dehors du ravitaillement les gardes du camp, placés sous la direction de la gendarmerie, ne tolèrent aucune entorse au règlement.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 3 septembre 1941)

Chute de vélo. — Lundi, vers 17 h. 15, M. Louis Brisson, terrassier au camp des Alliers, a fait une chute de bicyclette rue de Périgueux. Après avoir reçu des soins à la pharmacie Petit, il a été conduit à son domicile par les soins de la police.

---

#### Cartes d'alimentation perdues

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 6 septembre 1941)

Les personnes ci-après ont déclaré avoir perdu leur carte d'alimentation :

.....

M. Carpentier, au camp des Alliers, Angoulême

---

#### ÉTAT CIVIL

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 18 septembre 1941)

Naissances. — Louis Winterstein, camp des Alliers.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 22 septembre 1941)

Cinq nomades arrêtés. — La gendarmerie a mis en état d'arrestation cinq nomades du camp des Alliers surpris pendant la nuit alors qu'ils volaient des récoltes. Ils ont été écroués.

---

#### LES FAITS DIVERS LOCAUX

(*La Charente et la Petite Charente réunies*, 24 septembre 1941)

En prison. — Ainsi que nous l'avons dit, la gendarmerie a arrêté cinq nomades du camp des Alliers. Ce sont : Joseph Haag, Charles et Berthe Laffantin, Emma Winterstein et Alexandre Schmidt qui ont été surpris la nuit à même de dévaliser les champs de l'École de l'Oisellerie.



Cette bande, dont plusieurs membres sont déjà connus de la police, a été placée sous mandat de dépôt en attendant de comparaître en correctionnelle.

---

Angoulême  
N'ayant plus de tickets, il vole un pain  
(*L'Écho*, 21 janvier 1942)

Depuis quelques jours, M<sup>me</sup> Desveaux, épicière rue de Bordeaux, qui tient un dépôt de pain, s'apercevait qu'on lui en dérobait quotidiennement. L'autre matin, un nomade du camp des Alliers, le sieur Bouchet Roger-Eugène, 21 ans, était appréhendé alors qu'il venait de lui dérober une miche de 800 grammes.

Conduit au Parquet, ce dernier a nié les vols antérieurs et a ajouté :  
« Nous mangeons 2 kilos de pain par jour à la maison et il y a huit jours que nous n'avons pas de tickets. Alors je me suis décidé à voler une miche. »  
Bouchot a été placé sous mandat de dépôt.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 20 février 1942)

POUR SE CHAUFFER. — Les nommées Loustalot Marie-Louise, 21 ans, née à Cognac, et Renard Marie-Joséphine, 22 ans, née à La Trimouille (Vienne), du camp des Alliers, ont brisé une clôture pour aller voler du bois. Elles ont été arrêtées et écrouées.

---

ÉTAT CIVIL  
(*L'Écho*, 24 février 1942)

DÉCÈS. — Le 20, Jacqueline Renard, camp des Alliers.

---

En Correctionnelle  
(*L'Écho*, 26 février 1942)

Président M. Moreau, juge au siège; ministère public, M. Belhomme, substitut.  
UNE HABITUÉE. — Catherine Steinbach, femme Guittet, habitant au camp des Alliers, est, une fois de plus, poursuivie pour vol de volailles. Deux mois de prison.

---

EN CORRECTIONNELLE  
Audience du 5 mars  
(*L'Écho*, 6 mars 1942)

Président M. Moreau, juge au siège; ministère public, M. Belhomme, substitut.  
LA CLÔTURE A FAIT DU FEU. — Louise Loustalot, 21 ans, et Marie Renard, 22 ans, au camp des Alliers, ont brisé la clôture du camp et en ont fait du feu. Dix jours de prison à chacune.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 16 mars 1942)

RAVITAILLEMENT INTERDIT. — Deux nomades du camp des Alliers, Demestre et Cauret, ont été surpris par la police économique au moment où ils attendaient un car, près de Mainfonds, porteurs de 200 kilos de pommes de terre. Celles-ci ont été saisies et les nomades seront poursuivis.

---

Dans l'arrondissement d'Angoulême  
Hiersac  
LA BOHÉMIENNE RAPINAIT.  
(*L'Écho*, 21 mars 1942)

— Jeudi après-midi, M<sup>me</sup> Lassagne, propriétaire à Chevanon de Linars, s'aperçut que les pommes de terre qu'elle avait triées pour sa semence avaient disparu.

Ayant vu rôder une bohémienne autour de son exploitation, elle se mit à sa recherche et ne tarda pas à la découvrir. Invitée à vider le sac qu'elle portait, la nomade fut obligée d'avouer que son fardeau consistait en quelques kilos de pommes de terre et de haricots dérobés à M<sup>me</sup> Lassagne. Celle-ci alerta immédiatement la gendarmerie de Hiersac. Mais sa courte absence fut mise à profit par la nomade qui reprit-à la fois son butin et le chemin des Alliers. Peu après, elle était cependant appréhendée par les gendarmes. Il -s'agit de la nommée Demestre Téna, 23 ans, née à Madrid en 1918.

Après un court séjour à la chambre de sûreté du camp des Alliers, elle a été transférée au Parquet, puis écrouée.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 4 mai 1942)

LE NOMADE AVAIT VOLÉ. — Le nomade Henri Cateau, dont il est question d'autre part, 44 ans, demeurant aux Alliers, a été identifié par la police comme étant l'auteur d'un vol d'argent, commis au préjudice de M. Mallot, 24, avenue Georges-Clemenceau.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 22 mai 1942)

VOL DE RÉCOLTES. — Jeanne K..., 18 ans, du camp des Alliers, a volé des topinambours dans les champs et des fagots de branches de peupliers. 15 jours de prison avec sursis. — Défenseur, M<sup>e</sup> Grelier.

---

ÉTAT-CIVIL  
(*L'Écho*, 9 juin 1942)

PUBLICATIONS. — Jean Magère, électricien, 150, rue de Paris, et Elvira Bronard, sans profession, camp des Alliers.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 16 juillet 1942)

MALGRÉ: LA PÉNURIE DE VIN. — Mercredi, vers 1 heure du matin, le sieur Eugène Boussère, 41 -ans, interprète au camp des Alliers, a été trouvé pris de boisson avenue Gambetta et blessé à la tête. On l'a conduit à l'hôpital de Girac où il a reçu des soins.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 27 juillet 1942)

OÙ EST L'ARGENT ? — On sait que la jeune Klein, 18 ans, nomade au camp des Alliers, a été arrêtée et emprisonnée pour avoir volé le portefeuille d'une autre nomade qui contenait 900 francs. On vient de découvrir le portefeuille qui avait été jeté dans les cabinets du camp, mais évidemment l'argent n'y était plus.

Comme la jeune inculpée n'a pas eu le temps de le dépenser avant son arrestation, on peut se demander qui a profité du larcin.

---

ANGOULÊME  
Le jeune nomade  
— 10 ans —  
sait déjà jouer du couteau

---

Il « corrige » celui qui l'avait dénoncé  
(*L'Écho*, 22 août 1942)

Une jeune nomade du camp des Alliers, Juan H..., âgé d'une dizaine d'années, qui avait rapiné des fruits et des légumes dans les jardins environnants, avait été dénoncé par un garçonnet du même âge qui s'empessa d'avertir les propriétaires.

Le nomade, dûment corrigé et vexé dans son amour-propre, jura de se venger. Il attendit celui qui avait « causé » et lui porta un coup de couteau, heureusement peu grave.

La victime a dû néanmoins être soignée à l'hôpital et sa mère a porté plainte à la police qui a ouvert une enquête.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 27 août 1942)

ET TOUJOURS LES LEGUMES. — Un vol de plus qui concerne les légumes verts. M. Alfred Coussy, 1, cité de Sillac, a constaté lui aussi que son jardin, près du camp des Alliers, avait été dévalisé. On se doute que ce voisinage doit avoir une certaine responsabilité dans l'affaire. Enquête.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
Le nomade voulait  
dévaliser le clapier

---

Mais un enfant de 12 ans  
le fait arrêter  
(*L'Écho*, 11 septembre 1942)

Mercredi matin, le jeune Robert Texier, 12 ans, demeurant au Chemin Vert, quartier des Lamberts, apercevait un nomade qui s'introduisait dans la cour de son voisin, M. Petoton, employé à la mairie et le suivit.

Au moment où le nomade s'apprêtait à faire main basse sur plusieurs volailles, il l'interpella ainsi :  
— Attention ! Que faites-vous ici. Je vais vous dénoncer.

Le nomade, Paul Winterstein, 20 ans, du camp des Alliers, dont la famille est bien connue du Tribunal, lui répondit en lui administrant une maîtresse gifle.

Mais l'enfant appela au secours et l'alerte fut donnée, mettant en fuite le maraudeur qui put être arrêté peu après grâce à l'initiative et au signalement donné par le garçonnet.

Winterstein a été placé sous mandat de dépôt tandis que le jeune Texier, tout heureux de sa bonne action, était complimenté.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
L'ENFANT EMPÊCHE LA RAPINE.  
(*L'Écho*, 15 octobre 1942)

— Le sieur Paul Winterstein, 20 ans, du camp des Alliers, se dirigeait dans un clapier voisin pour s'y ravitailler en lapins lorsqu'il fut surpris par un enfant de 8 ans qui appela au secours, malgré qu'il ait été frappé par le maraudeur.

Peu après, le nomade était arrêté et aujourd'hui il essaie de nier sa tentative.  
3 mois de prison. Défenseur, M<sup>e</sup> Cheminade.

---

ÉTAT-CIVIL  
(*L'Écho*, 20 octobre 1942)

NAISSANCES. — Pierre Winterstein, camp des Alliers.

---

ANGOULÊME  
LA TIREUSE DE CARTES  
ÉTAIT MALHONNÊTE

---

Elle subtilise alliance  
et montre-bracelet  
à une crédule cliente  
(*L'Écho*, 22 octobre 1942)

Philomène Fallone, 45 ans, nomade du camp des Alliers, aux cheveux de jais et lissés, concubine du trop célèbre Georges Loustalot, a été arrêtée pour escroquerie au préjudice de M<sup>me</sup> Bouyer, 39 ans, domiciliée à Vindelle.

L'affaire, qui remonte à un certain temps, vaut d'être contée et montre la naïveté de la victime qui croit encore aux belles paroles des diseuses de bonne aventure.

M<sup>me</sup> Bouyer reçut donc la visite de la nomade qui lui dit :

— Vous devez avoir des soucis. Je vais vous les faire disparaître en vous tirant les cartes.

La cliente acquiesça et sur le désir de la nomade l'emmena dans sa chambre.

Là il lui fallut mettre dans un mouchoir une alliance et une montre-bracelet, qui appartenait à l'un de ses pensionnaires, et un enfant dut y ajouter une poignée de sel. Et le tout fut placé dans un coffret, ou du moins M<sup>me</sup> Bouyer le crut.

Philomène lui dit alors qu'elle reviendrait le lendemain et que ses soucis seraient envolés. En même temps, elle « empruntait » à sa cliente un bidon et un sac à provisions.

— Surtout ne touchez pas au coffret avant mon retour, ajouta-t-elle.

Et pour cause. Elle ne revint pas.

Mais M<sup>me</sup> Bouyer, qui soupçonna un peu tard la vérité, devait constater la disparition des bijoux.

Conduite devant M. le juge d'instruction, Philomène a nié évidemment, comme font tous les nomades. Elle a été cependant placée sous mandat de dépôt et écrouée.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 14 décembre 1942)

BRÛLURE. — Alors qu'elle s'amusait, la petite Schmitt Rose, du camp des Alliers, âgée de 10 ans, est tombée sur une casserole d'eau bouillante. Elle a reçu des soins à l'hôpital de Girac, sans être hospitalisée,

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 16 décembre 1942)

LES BAS AVAIENT DISPARU. — M<sup>me</sup> Miehaud, demeurant rue Pierre-Loti à Angoulême, avait mis plusieurs paires de bas sécher dans son jardin derrière sa maison. Lorsqu'elle a voulu les rentrer, elle s'est aperçue qu'ils avaient été sévèrement éclaircis.

Elle est allée conter sa mésaventure au chef du poste du camp des Alliers qui a eu la chance de mettre la main sur les voleurs, deux jeunes nomades du camp des Alliers. Le butin, qui avait été caché sur un arbre, route de Bordeaux, a été remis à la plaignante.

---

ÉTAT-CIVIL  
(*L'Écho*, 13 mars 1943)

PUBLICATIONS DE MARIAGE. — Paul Winterstein, vannier, et Françoise Brisson, chaisière, camp des Alliers.

Grande fête en perspective au camp des Alliers où un membre de la tribu des Winterstein s'apprête à convoler en justes noces. Comme il se doit, le mariage célébré selon la tradition des « romanos », les futurs se mêlant leur sang à l'aide d'un poignard.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 22 mars 1943)

QUELLE FAMILLE ! — La nommée Germaine Winterstein, âgée de 18 ans, se promenait pendant les heures du couvre-feu. Après interrogatoire, elle a été remise à ses parents qui habitent, comme chacun sait, au camp des Alliers.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
Encore les nomades du camp des Alliers  
(*L'Écho*, 5 mai 1943)

La police vient d'arrêter deux, nomades qui se sont inscrits au tableau d'honneur du camp des Alliers, route de Bordeaux.

Le fils Schmitt, âgé de 21 ans, a trouvé très commode de s'approprier des chaussettes, une serviette et deux morceaux de vrai, d'authentique savon d'avant que M<sup>me</sup> Fredon, demeurant à Fontgraves, surprise par la pluie, avait laissé dans son lavoir.

Le fils Schmitt sera poursuivi pour vol et sa mère pour recel.

Le premier nommé complétera, ainsi par une nouvelle condamnation un casier judiciaire bien rempli.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 2 juin 1943)

LA JEUNE NOMADE. — La gendarmerie d'Angoulême a conduit devant M. Borand, juge d'instruction, une petite nomade du camp des Alliers, la jeune R. 15 ans, qui avait insulté les gendarmes.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 4 juin 1943)

VOL ET RECEL. — Schmitz Alphonse, nomade du camp des Alliers, comparaît pour vol de divers objets de toilette, et sa mère Schmitz. Marguerite 41 ans, pour recel. Cette dernière ne connaissant pas un mot de français, le Tribunal a dû faire appel à un interprète.

Après plaidoirie de M<sup>e</sup> Grelier, Schmitz Alphonse est condamné à 45 jours de prison et Schmitz Marguerite à 30 jours. Est-ce l'émotion ? Celle-ci, aussitôt après le verdict, « pique » une crise d'épilepsie.

---

ÉTAT-CIVIL  
(*L'Écho*, 10 juin 1943)

NAISSANCES. — Jean Winterstein. camp des Alliers.

---

MONDANITÉS...  
LA FAMILLE WINTERSTEIN  
(*L'Écho*, 11 juin 1943)

Nous annonçons hier une naissance au foyer Winterstein du camp des Alliers. Est-ce pour fêter l'heureux événement survenu dans une famille particulièrement prolifique que la femme Roder, fille Winterstein, s'est permis d'injurier les gendarmes ?

Le juge d'instruction a fait écrouer la nomade. Sa fille, âgée de 15 ans, avait connu, il y a quelques jours les plaisirs de la prison pour le même motif. Drôle de famille.

---

EN CORRECTIONNELLE  
LA FAMILLE WINTERSTEIN  
(*L'Écho*, 25 juin 1943)

Encore un membre de la famille à l'honneur. C'est le père des sept enfants qui habite Saint-Cybard et non le Camp des Alliers. Il est inculpé de complicité de vol de poules commis par le jeune Véresvil. Winterstein a une belle prestance, une grande moustachus. L'Interprète Burger est cependant nécessaire pour traduire les explications du prévenu.

M<sup>e</sup> Yvonne Riffard demande la relaxe de son client Winterstein. Celui-ci est condamné malgré tout à 6 mois de prison et 200 francs d'amende. Véresvil écope de 2 ans de prison et 1.200 fr. d'amende.

---

EN CORRECTIONNELLE  
(*L'Écho*, 9 juillet 1943)

OUTRAGES. — La femme Rosier, nomade du camp des Alliers, comparaît en compagnie de sa fille, âgée de 15 ans, pour avoir outragé un gendarme. La femme Rosier est une fille Winterstein, comme de bien entendu. Elle a huit enfants. Son chef d'inculpation n'est pas trop grave. Le tribunal la condamne à 48 heures de prison seulement.

---

ÉCHONOUVELLES  
(*L'Écho*, 18 septembre 1943)

Des réjouissances en perspective au camp des Alliers. Paul Winterstein, issu d'une famille bien connue, va épouser sa cousine Louise.

---

ÉCHONOUVELLES  
(*L'Écho*, 6 octobre 1943)

Au milieu des réjouissances, Paul Winterstein a épousé sa cousine germaine Louise, samedi dernier. Le camp des Alliers était en fête...

---

ÉCHONOUVELLES  
LA TRIBU DES WINTERSTEIN  
FAIT TOUJOURS PARLER D'ELLE  
(*L'Écho*, 12 octobre 1943)

Nos lecteurs n'ont pas été sans remarquer que le nom des Winterstein, nomades du camp des Alliers, revenait souvent dans la colonne des faits divers et, partant, naturellement, dans celle de la correctionnelle.

Il ne se passe guère de semaine en effet sans que l'un des membres de cette famille prolifique ne commette quelque méfait.

Hier encore, en compagnie d'un autre nomade du camp, le nommé Klein Jean-Baptiste, un Winterstein authentique a été trouvé dans la rue pendant les heures interdites. Gageons que ce n'était pas pour contempler les étoiles...

On peut sourire parfois à la lecture du long palmarès des « faits d'armes » reprochés à la tribu.

Nous pensons — et cet avis est sans nul doute partagé par l'opinion publique — que ces délits posent un problème important : celui des nomades devenus — par force — sédentaires.

L'exemple des Winterstein se répète journellement dans notre ville.

Les vols de lapins, les cambriolages alimentaires, les « chapardages » de fruits sont l'œuvre d'individus qui, normalement, devraient être étroitement surveillés.

Les hôtes du camp des Alliers circulent en toute liberté, prennent rang par priorité dans les queues du marché couvert, se promènent dans la campagne. Certains autres, bien connus par la police, vivent en marge les lois, tranquillement, semblant même narguer la population.

Il faut bien que chacun vive. Pourtant, nous sommes certains d'être les interprètes de nos concitoyens en demandant aux pouvoirs intéressés une application normale des règlements en vigueur prévus pour la sécurité publique.

N'en doutons pas, la liste des vols, larcins de toutes sortes diminuerait.

Et personne ne s'en plaindrait.

---

Un nomade du camp des Alliers  
est arrêté pour cambriolage  
(*L'Écho*, 26 octobre 1943)

Un nomade du camp des Alliers vient de se signaler. C'est désormais une habitude.

Le nommé Alphonse Schmitt, âgé de 21 ans, s'est introduit dans le magasin de M. René Chateaufrenaud, cordonnier, demeurant au Calvaire, près de l'Hirondelle. Le cambrioleur a pu prendre un pied de fer, des chaussures en réparation, des alènes et des pointes.

L'enquête, immédiatement ouverte par la gendarmerie, a permis de découvrir au camp des Alliers les marchandises volées.

Conduit au Parquet, Schmitt est immédiatement passé devant le tribunal des flagrants délits qui a confirmé son mandat de dépôt.

---

### PETITES SCÈNES CORRECTIONNELLES

Quand une nomade du camp des Alliers  
invoque les dieux,  
prie et se signe devant ses juges  
(*L'Écho*, 27 novembre 1943)

Au milieu des accusés, cette *caya* noire à volants, ce foulard grenat, cette *peigna* juchée dans une épaisse et longue chevelure d'ébène, ces yeux brillants et durs dans un visage basané, cet air de famille, enfin... mais oui, une Winterstein, c'est une Winterstein.

Plusieurs membres de cette illustre tribu du camp des Alliers ont déjà comparu en correctionnelle. Quelques-uns, dignes descendants de cette race fière et noble, ont insulté le gendarme qui s'interposait dans leurs disputes ; d'autres, épris de liberté, s'en sont allés à l'aventure pour échapper aux contraintes de la vie de camp.

Margarita Winterstein. elle, est poursuivie pour vol. La chose en soi ne surprend pas. Car si les mœurs de ces bohémiens sont incorruptibles, leurs rapports moraux serrés, en revanche, à l'égard des autres races parmi lesquelles ils vivent dispersés, leurs principes de probité ne sont pas irrévocables. Tous ont l'instinct naïf du vol. C'est là leur moindre défaut.

On reproche à cette Winterstein (jamais condamnée. notons-le) d'avoir forcé sa fille, âgée de 12 ans, à voler du linge dans une œuvre de bienfaisance pour enfants.

Dolorés (c'est le prénom de la fillette) explique les faits. C'est une brunette aux pommettes saillantes de l'Asiatique ; elle parle en peignant ses cheveux de la main.

Quatre nuits durant sa mère, l'a réveillée à coups de sifflet. L'enfant quittait alors le dortoir, s'occupait du chien méchant et aidait sa mère à remplir les lourds sacs de linge. L'accusation est précise.

Seulement, Margarita Winterstein ne comprend pas le français. L'interprète doit lui traduire en son idiome les déclarations de la fillette.

À chaque question, l'accusée, au port superbe, frémit, oscille les hanches comme pour une *jota*, lève les bras au ciel, semblant le prendre à témoin de son innocence, dirige aussi son regard vers la porte du prétoire.

L'homme, le père de ses huit gosses est là ; grand escogriffe vêtu d'une veste de velours noir éraillée et de culottes effilochées, portant beau quand même ; il reste impassible, relevant parfois sa grande moustache noire.

Durant la plaidoirie de l'avocate se déroule la scène la plus surprenante. la plus émouvante aussi.

Margarita Winterstein. restée debout, murmure ; semblable à ses ancêtres qui, aux étapes du chemin, guérissaient les bestiaux malades au moyen de formules magiques, elle prie tous les dieux romanos de chasser le mauvais sort et se signe...

La cause est entendue. L'accusée fera six mois de prison.

La nomade gardera quand même, loin de sa tribu, le mystère d'une rare dont l'existence est un problème, la fortune une énigme.

Roland CHIRON

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 1<sup>er</sup> décembre 1943)

LE NOMADE AIMAIT L'OR. — La sûreté a mis fin aux exploits d'un jeune nomade du camp des Alliers qui volait les alliances de ses « amies » de rencontre. Le nomade a pu en dérober dix qu'il revendit ensuite pour la somme de 6.000 francs pièce

.....



UN GENDARME FAIT UNE CHUTE GRAVE DE VÉLO. — Hier matin, vers 7 h. 15, le gendarme Geay, de la brigade Saint-Roch, qui revenait de prendre la garde au camp des Alliers, a fait une grave chute de bicyclette. Devant le cinéma Family, par suite du mauvais état de la chaussée, la fourche du cycle se brisa et le gendarme Geay fit un vol plané. L'accidenté resta plus de vingt minutes sans connaissance. Il a l'arcade sourcilière ouverte et porte plusieurs contusions.

.....  
UNE TRIBU DU CAMP DES ALLIERS TRANSFÉRÉE À POITIERS. — La gendarmerie d'Angoulême éprouve beaucoup de difficultés à surveiller la tribu Demestre au camp des Alliers. Aussi a-t-on pris la décision de transférer à Poitiers cette tribu.

Aujourd'hui, les 32 personnes qui la composent feront le voyage.

---

EN CORRECTIONNELLE  
AUDIENCE DU 23 DÉCEMBRE  
(*L'Écho*, 24 décembre 1943)

Présidence, M. Gauthier-Castaigne, vice-président ; ministère public, M. Belhomme ; greffier, M. Caillaud.

BRIS DE CLÔTURE. — Un nomade du camp des Alliers, Marc Schmitt, unijambiste, comparaît pour le délit de bris de clôture. Schmitt, père de 7 enfants, déclare par la voix de l'interprète M. Burger, qu'il a brisé quelques planches pour chauffer sa nombreuse famille. M<sup>e</sup> Jeanne Keller demande l'indulgence du tribunal. Le nomade est condamné à 15 jours de prison.

---

ANGOULÊME  
À Fouqueure,  
des néo-maquisards se font chasser  
par une châtelaine énergique  
(*L'Écho*, 3 avril 1944)

Dans la nuit de jeudi à vendredi, vers trois heures du matin, deux individus masqués d'un passe-montagne se sont introduits, après avoir forcé une porte donnant sur le jardin, dans le château de la Talonnière à Fouqueure. Armés l'un d'une barre de fer, l'autre d'un couteau, ils bousculèrent la propriétaire, M<sup>me</sup> Broca, veuve du médecin bien connu, et se mirent en demeure de « récupérer » divers objets, lorsque, alerté par les appels de M<sup>me</sup> Broca, un domestique survint.

Surpris, les malandrins battirent en retraite sans insister davantage. Il s'agirait, croit-on, de nomades venant de La Rochelle, et ayant demeuré quelque temps à Fouqueure avant d'être internés au camp des Alliers d'où ils s'évadèrent le lendemain de leur arrivée. Plusieurs de ces « romanos » auraient été vus en effet la veille dans les environs de Fouqueure. Les gendarmes d'Aigre enquêtent.

---

La famille Winterstein se distingue  
(*L'Écho*, 14 avril 1944)

La famille Winterstein dont nous avons si souvent parlé, vient de se distinguer à nouveau. Tel père, tel fils, dit le proverbe. C'est bien le cas de le dire en l'occurrence.

Trois jeunes enfants de la famille, âgés respectivement de 15, 12 et 11 ans, aidés d'un petit camarade, Albert B., 13 ans, se sont en effet introduits dans l'école du camp des Alliers comme de véritables cambrioleurs. Ils en voulaient à l'économat où ils purent prendre sucre, chocolat et autres denrées contingentes sans oublier des tickets de pain et une somme de 80 francs. Puis, « comme des hommes », ils se mirent à jouer aux cartes le butin.

La gendarmerie d'Angoulême a mis fin à leurs « amusements ».

Le juge d'instruction a décidé de les confier à l'œuvre du Père Le-Bidot [Le Bideau], où ils seront certainement mieux qu'au camp.

---

D'UN JOUR À L'AUTRE  
(*L'Écho*, 7 juin 1944)

VOL DE BOIS. — Des nomades du camp des Alliers, ont dérobé du bois dans la propriété de M. Raphaël Guinot, 68 ans, située à Rabion-Angoulême. Le préjudice est évalué à 500 francs.

---

[Après les bombardements américains]  
Une liste de pillards  
(*L'Écho*, 22 juin 1944)

Voici une liste de ceux qui ont pillé les foyers sinistrés :

.....  
Louis D..., de Severin de Coursac (Gironde), résidant au camp des Alliers, ainsi que Henri C... , également du camp des Alliers, ont dérobé du vin à la gare et bu sur place (liberté).

## BIBLIOGRAPHIE

### La guerre d'Espagne, les internationaux

- BERNANOS (Georges), *Les Grands Cimetières sous la lune*, Plon, 1938.  
BLOCH (Jean-Richard), *Espagne ! Espagne !*, Éditions sociales internationales, 1936.  
DELPÉRIE DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, Fayard, 1968.  
HEMINGWAY (Ernest), *Pour qui sonne le glas*, Heinemann et Zsolnay, Londres, 1939.  
HERMET (Guy), *La Guerre d'Espagne*, Seuil, coll. Point, édition revue 1998.  
IBARURI (Dolores), *El Camino unico*, Éditions sociales, 1965.  
KOESTLER (Arthur), *Le Testament espagnol*, Albin Michel, 1939.  
MALRAUX (André), *L'Espoir*, Gallimard, 1937.  
NAVEL (Georges), *Sable et Limon*, Gallimard, 1937.  
PALACIO (Léo), *La Maldonne espagnole*, Privat, 1986.  
PAZ (Abel), *Un Anarchiste espagnol, Durruti*, 1972, rééd. Quai Voltaire, 1993.  
SKOUTELSKY (Rémy), *L'Espoir guidait leurs pas*, Grasset, 1998, 411 p..  
THOMAS (Hugh), *La Guerre d'Espagne*, 1961. Rééd. Bouquins-Laffont.  
TILLARD (Paul), *Les Amants d'Altéa*, Julliard, 1964.

### Les réfugiés républicains en France et en Afrique du Nord

- ÁNGEL (Miguel), *Los Guerrilleros españoles en Francia*, La Habana, 1971.  
AUB (Max), *Campo frances*  
*Diario de Djelfa*.  
BONET (Luis), *L'Auberge espagnole*, Gallimard, 1994, 125 p.  
CATALÀ (Neus), *Ces Femmes espagnoles, de la résistance à la déportation*, Barcelone, 1984.  
Trad française, Éditions Tirésias, Paris, 1994, 356 p.  
DREYFUS-ARMAND (Geneviève), *L'Exil des républicains espagnols en France*, Albin Michel, 1999, 475 p.  
*Emigración i exilio. Españoles en Francia, 1939-1949 (coordinadores : Josefina Cuesta Bustillo y Benito Bermejo)*, Madrid, Eudema, 1996, 392 p. : actes des colloques de 1991 à Salamaque, Turin et Madrid.  
GRANDO, QUERALT, FEBRÈS, *Vous avez la mémoire courte*, Marcevol, 1981, 260 p. Où l'on voit le maréchal Pétain visiter les camps du Barcarès et de Saint-Cyprien le 25 juillet 1939.  
KOESTLER (Arthur), *La Lie de la terre, Charlot, Paris, 1946*.  
KOESTLER (Arthur), *Le Yogi et le commissaire* (recueil d'articles publié pendant la Seconde Guerre), Calmann-Lévy, 1945.  
LAHARIE (Claude), *Le Camp de Gurs*, Pau, Infocompo, 1986.  
*Memorias del olvido. La Contribución de los republicanos españoles a la Resistencia y a la liberación de Francia, 1939-1945*. F.A.C.E.E.F, 1996, 192 p. Actes d'un colloque organisé en juin 1995 à Paris par la *Federación de asociaciones y centros de Españoles emigrantes en Francia* et l'Institut Cervantès.  
MILZA (Pierre) et PESCHANSKI (Denis) (dir.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France 1938-46*, L'Harmattan, 1994, 695 p.  
MONTAGUT (Lluís), *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole*, Maspéro, La mémoire du peuple. 1976, 386 p. En dépit du titre, l'essentiel se passe en France.  
PIKE (David Wingeate), *Jours de gloire, jours de honte*, Sedes, 1984, 311 p. : le P.C.E. en France de 1939 à 1950 par un ancien agent de renseignement anglais aussi anticommuniste qu'antifranquiste.

RAFANEAU-BOJ (Marie-Claude), *Odyssée pour la liberté*, Denoël, 1993, 347 p.  
ROIG (Montserrat), *Els Catalans als camps nazis*, Edicions 62, Barcelona, 1977, 550 p.

## Histoire de la Charente

### Archives départementales

- 1 M 235 : septembre-octobre 1936.
  - 1 M 236 : décembre 1936-1937.
  - 1 M 237 : 1939-1940 : embauches, services sanitaires, scolarité, ravitaillement, rapports. Brigades Internationales (1938-1940).
  - 1 M 238 : regroupements familiaux. Ruelle-Alliers. Relevé numérique des professions exercées. Registre de l'Office de placement.
  - 1 M 239 : liste nominative des réfugiés de Cognac et Cressé au 22 mars 39, avec mise à jour début avril. Correspondance, dossier de presse.
  - 1 M 240 : correspondance, statistiques hebdomadaires, prévisions budgétaires, rapatriements. Situation des Alliers au 15 novembre 39 + rapatriements.
  - 1 M 241 : demandes de main d'œuvre, regroupements familiaux, départs à l'étranger.
  - 1 M 242 : naissances, décès, départs à l'étranger (Mexique, République dominicaine, U.R.S.S.).
  - 1 M 243 : mouvements, recherches, départ au Mexique. Listes nominatives des 37 renvoyés à Saint-Cyprien par Elne et des 2 envois aux Mathes.
  - 4 M 160 : camp de Genté (fiches individuelles des membres de la 165<sup>e</sup> C.T.E. devenue 3/114).
- Archives de Cognac : dossier sur la B.A. 709.

A.N. 72 AJ 107 : Rapport de l'association des F.F.I.E. sur la résistance espagnole en Charente.

CHALARD (Daniel), «Les Réfugiés espagnols en Charente», *La Charente Libre*, 19 février 1979.  
*Clairière* : trimestriel de l'Association pour le souvenir des fusillés de La Braconne. Le Nil 16000 Angoulême. Gérant : G. Hontarrède.

DUFOURG-NOVÈS (Pierre) (dir.), *Histoire d'Angoulême et de ses environs*, Privat, 1989.  
GENÈT (Christian), *Les Deux Charentes sous l'Occupation*, Gémozac, 1983, 221 p.  
GENÈT (Christian), *La Libération des deux Charentes*, Gémozac, 1985, 277 p.  
GIRAUD (Joël), *Les Confolentais dans la Seconde Guerre mondiale*, Ruffec, 1994, 311 p.  
GIRAUDIER (Vincent), MAURAN (Hervé), SAUVAGEON (Jean), SERRE (Robert), *Des indésirables*, Les camps d'internement et de travail dans l'Ardèche et la Drôme durant la Seconde Guerre mondiale, préface de Denis Peschanski, Éditions Peuple libre & Notre Temps, Valence, octobre 1999.

HONTARRÈDE (Guy), *Ami entends-tu ?*, Université populaire de Ruelle, 1987, 393 p.  
HONTARRÈDE (Guy), *Municipalités charentaises dans la tourmente*, U.P.R., 1990, 76 p.  
HONTARRÈDE (Guy), *Ces soldats dans nos campagnes. La Wehrmacht en Charente*, U.P.R., 1993, 101 p.  
LANCERON (James), *Souvenirs*, Imprimerie générale charentaise, 1966.  
PAIRAULT (François) et alii, *La Charente de la préhistoire à nos jours*, Bordessoules, Saint-Jean d'Angély, 1986.  
RICKARD (Charles), *Vérités sur la guerre 1940-42*, J-P Gisserot, 1988, 253 p.  
ROBERT (Gisèle), *Mes Frères contre la Gestapo*. Préface de Jacques Chaban-Delmas, La Pensée universelle, 1988, 237 p.  
TAPON (Roger), *Historique et activité de l'équipe Tapon, octobre 1943-septembre 1944* (8 p. sans date accompagnées d'un résumé de 2 pages. Bibliothèque Cognac).  
TROUSSARD (Raymond), *Un Maquis charentais : Bir Hakeim*, Soyaux, 1981.  
TROUSSARD (Raymond), *Charentais dans la tourmente*, Soyaux, 1991.  
TROUSSARD (Raymond), *Les Chemins de l'enfer. La tragédie juive en Charente de 1940 à 1944*, Soyaux, 1995.

## La déportation

- BECKER (Annette), *Les Oubliés de la Première Guerre mondiale*, Noésis, 1998, 406 p.
- BÉDARIDA (François) (dir.), *La Déportation, le système concentrationnaire nazi*, B.D.I.C., 1995, 312 p.
- BERNADAC (Christian), *Les 186 marches* (France-Empire, 1974).
- BORRÁS (José), *Histoire de Mauthausen. La déportation des Espagnols*, Châtillon-sous-Bagneux, 1989.
- BUBER-NEUMANN (Margarete), *Déportée en Sibérie*, Seuil-La Baconnière, 1949, rééd. 1986.
- BUBER-NEUMANN (Margarete), *Déportée à Ravensbrück*, Seuil, 1988.
- CONSTANTE (Mariano), *Les Années rouges*, Mercure de France, 1971, 203 p.
- DAIX (Pierre), *La Dernière Forteresse*, Éditeurs français réunis, 1950.
- DAIX (Pierre), *J'ai cru au matin*, R. Laffont, 1976.
- DELBO (Charlotte), *Le Convoi du 24 janvier*, Minuit, 1965.
- FABRÉGUET (Michel), «Les Espagnols rouges à Mauthausen» in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 162, 1991, pp. 77-98.
- FARCY (Jean-Claude), *Les Camps de concentration français de la Première Guerre mondiale*, Anthropos, 1995, 373 p. Ouvrage fondateur.
- GILBERT (Martin), *Atlas de la Shoah*, 1982. Trad. française Éd. de l'Aube, 1991.
- HORWITZ (Gordon J.), *Mauthausen, ville d'Autriche*, Seuil, 1992.
- KOGON (Eugen), *L'Enfer organisé*, La Jeune Parque, 1946. Rééd. Seuil, coll Point, sous le titre *L'État S.S.*
- LAFFITTE (Jean), *Ceux qui vivent*, Éditeurs français réunis, 1947.
- LAFFITTE (Jean), *La Pendaison*, Julliard, 1983. Encore un stalinien qui jette sa gourme
- LALIEU (Olivier), *La Déportation fragmentée. Les anciens déportés parlent de politique*, La Boutique de l'Histoire, 1994, 231 p.
- LAS CASAS (Bartolomé de), *Très Brève Relation de la destruction des Indes*.
- LE CHÈNE (Evelyn) *Mauthausen, la comptabilité de l'horreur*, Belfond, 1974.
- MONTÉGUT (Raymond) : *Arbeit macht frei*, Édition du Paroi, 1973 p, 349 p. Un ouvrier non-juif à Auschwitz juillet 1942-février 1944.
- PONS PRADES (Eduardo), *Morir por la libertad (Españoles en los campos de exterminio nazis)*, Madrid, Vosa, 1995, 269 p.
- RAZOLA (Manuel) & CONSTANTE (Mariano), *Triangle bleu*, Gallimard, 1967 (montage de témoignages de déportés espagnols. Traduit en espagnol). Rééd. Le Félin, 2002, 192 pages, 18,30 e.
- RIGOULOT (Pierre), *Les Paupières closes*, Éditions universitaires, 1991, 167 p. Tout ce qui a été publié en France sur le goulag depuis 1920.
- ROIG (Montserrat), *Els Catalans als camps nazis*, Edicions 62, Barcelona, 1977, 550 p.
- ROUSSET (David), *L'Univers concentrationnaire*, Éd. du Pavois, 1946, 190 p.
- ROUSSET (David), *Les Jours de notre mort*, Éd. du Pavois, 1947, 788 p.
- TILLARD (Paul), *Mauthausen*. Préface de Jean-Richard Bloch, Éditions sociales, 1945, 78 p.
- TILLION (Germaine), *Ravensbrück*, Rééd. Seuil, coll Point 1997 avec en annexe les études de P.S. Choumoff sur les gazages à Mauthausen.
- WIEVIORKA (Annette), *Déportation et génocide*, Plon, 1991, rééd. Hachette-Pluriel.
- WORMSER-MIGOT (Olga), *Le Système concentrationnaire nazi*, P.U.F., 1968.

## Les Tsiganes

- A.D. Charente 1 W 41 : les Tsiganes.
- A.N. F7 15096 : les Tsiganes.
- LANCINA (Luis), *Histoires sans histoire*, Éd. Plein Chant, Bassac, 1986, 124 p.
- MAXIMOFF (Mateo), *Le Prix de la liberté*, Éd Wallada, 1996.
- PESCHANSKI (Denis), *Les Tsiganes en France 1939-1946*, C.N.R.S. Éditions, 1994, 175 p.
- VAUX DE FOLETIER (François), *Le Monde des Tziganes*, Berger-Levrault, 1983.
- Études tziganes* : n° spécial sur la déportation, 2/1995.

## REMERCIEMENTS

ARCE Josefina, veuve de José ARCE  
BAQUERO Mme veuve José (née Joana Pallach Costa) et sa fille, Pilar Degorce  
BAUDET Jacques  
BÉRIGAUD Renée  
BERNUCHON Jean (M<sup>me</sup> Vve)  
BLANCHON Trinidad, née RODELLAR GROS  
CAMPOS LÓPEZ Vincent  
CHOUMOFF Pierre-Serge  
CLAVER Pilar (†)  
COLLADO Miguel (†)  
DAVO Isabel, ép. Fredon  
DUCLUZEAU Francine et le personnel des archives de la Charente  
FARIGLE Luis (†)  
FERNÁNDEZ José (Mme).  
FERNÁNDEZ Léonard et Mme  
GABARRÓN Christiane (†) et Martin  
GÁRATE Elias  
GENDREAU Henri  
GIL RODELLAR Montserrat  
GOMARIZ José  
GÓMEZ Antonio  
GÓMEZ Jesús et M<sup>me</sup> (†)  
GONZÁLEZ Candida et Roberto (†)  
GOYTIA José  
GUTIÉRREZ SOUZA Manuel  
HONTARRÉDE Guy  
HUERTA Manuel  
HURTADO Francisco  
LÉONARD Raymond  
LOUSSERT María de la Concepción  
MARTÍNEZ GARCIA José (†)  
MAYOS José (†)  
NOUHAUD Dorita  
ORUS Angel  
PÉREZ Georges  
PÉRICHON Robert  
PIERRE Pascal : conservateur des archives de Cognac  
POMÉS Salvador  
PONS Remedios (née Fons).  
POUGNAUD Jean  
RÉGEON Michel  
RÍOS Francisco et Mercedes.  
ROCABERT José  
ROIG Jeanne et Jacques  
SAFONT ALBALAT Juan (†)  
SANTO TOMÁS María (née Del Moral)  
SOULIER, Marcel (=)  
SUAU BALLESTER Fortian et M<sup>me</sup>, née Alice TALLON

SUAU BALLESTER Luis  
THOMAS Pierre-Alban  
TILLARD Janine  
UGALDE Isabel  
VASQUEZ Raoul (M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup>)  
VAZQUEZ Danielle  
ZUERBACH Karmelia

...  
ainsi qu'Ismaël le maire anarchiste de Tirig, André Delage, Nathalie et Pierre Desmier de Chenon, M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Emilio Galdeano, Jesús Lapiedra, la mairie des Mathes, la municipalité d'Ivry, Louise Pagnoux et Anna.

Remerciements tout particuliers à :  
José ALCUBIERRE et Marie-Jo  
Juan de DIEGO  
Hubert LERAY  
Maryse et Jean-Claude ROUGIER  
Dolores SANGÜESA  
et  
Albert SIMONET.

Vos témoignages et réactions sont les bienvenus sur  
[alain.y.leger@wanadoo.fr](mailto:alain.y.leger@wanadoo.fr)

## INDEX DES PERSONNES CITÉES

Le format pdf rendant cet index superfétatoire,  
nous indiquons seulement la liste des pseudonymes

Alfarràs, José (165<sup>e</sup> C.T.E.)  
Belgrano, Andrés et José (immigrés)  
Cabrero, Benigno (réfugié)  
*Canta Mañanas* (réfugié)  
Casaber, Ernesto (réfugié, résistant)  
Dagobert (employeur)  
Dimay, Georges (contremaître)  
Domínguez (jumeaux)(réfugiés)  
Domínguez, Luis (réfugié)  
Domínguez, Mathilde (réfugié)  
Domínguez, Pilar  
Domínguez, Roberto (réfugié)  
Dominguez, Fidela (la mère)(réfugiée)  
Dominguez (le père)(réfugié)  
Elche, José (165<sup>e</sup> C.T.E.)  
Fresco (employeur)  
Girard, Antoine (propriétaire)  
Lahora (frères)(réfugiés, résistants)  
Lapedra, Jesús (165<sup>e</sup> CTE)  
Lerequin (M<sup>e</sup>)(avoué)  
Michelon, René (propriétaire)  
Pepe l'accordéoniste (capitaine 11<sup>e</sup> Brigades internationales, réfugié)  
Vadal, Jean (policier)



1936, on s'oppose sur l'Espagne. La route des volontaires des Brigades internationales croise celle des Républicains espagnols réfugiés. Les uns comme les autres deviennent des « indésirables » Comme plus tard des gitans et des juifs. La Charente est un des départements les plus touchés, notamment pour son camp d'internement des Alliers, dans la banlieue d'Angoulême.

1940, alors que beaucoup d'Espagnols commencent à s'intégrer en travaillant rude sur de grands chantiers, comme le camp d'aviation de Châteaubernard, d'autres partent en train pour une destination inconnue : ce sera Mauthausen.

1944, le climat se tend alors que la guerre se termine ; les nouveaux « indésirables » se retrouvent maintenant du côté des collaborateurs ; les Espagnols, eux, fournissent une véritable armature de bras et de chefs à la Résistance charentaise. Autre façon de s'intégrer... Depuis coule le temps des souvenirs.

Fruit d'une enquête rigoureuse de plusieurs années, mêlant travail d'archives et entretiens personnels avec des dizaines d'Espagnols et de brigadistes installés en Charente, ce texte établit une correspondance subtile entre les « grandes idées du siècle » et leurs répercussions directes sur le parcours au jour le jour de ces réfugiés devenus des Charentais comme les autres. En cela, il est à la fois saga et mémorial, le roman vrai des indésirables espagnols.

*Alain Léger est né en 1955 à Roumazières, il a fondé une revue sur la vie économique en Poitou-Charentes et publié plusieurs articles sur l'histoire industrielle, l'Occupation et la décolonisation (notamment L'Affaire Boudarel et Splendeurs des de Wendel dans Les Temps modernes).*

Illustration de couverture

**Fernand Léger, Étude pour la partie de campagne (premier état) : huile sur toile 1953,**

**conservée à Munich, Gal. Berggruen, autorisation ADAGP, cliché Lauros-Giraudon.**